338(493) "1974"

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1974

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.

AVENUE FONSNY 59

1975

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1974

AVERTISSEMENT

La situation économique de la Belgique en 1974 fait l'objet du présent ouvrage.

Son schéma est le même que celui des rapports précédents : l'introduction traitant surtout des données macro-économiques est suivie d'exposés concernant chaque secteur ou branche d'activité, accompagnés de tableaux statistiques et de graphiques.

Les données par région ont été analysées dans la mesure où elles sont connues. Le rapport a toutefois été complété par quelques considérations relatives à l'évolution structurelle de l'économie des régions.

Comme l'an dernier, dans plusieurs domaines, certaines statistiques indispensables ne sont disponibles qu'avec un retard marqué.

D'ici quelques mois, des données complémentaires ou revisées, notamment celles qui ont trait à la comptabilité nationale, seront publiées dans une annexe.

Bruxelles, le 16 juin 1975.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Contre toute attente — le revirement de la conjoncture consécutif à la période de boom s'étant déjà fait sentir après l'été de 1973, donc avant la crise pétrolière — l'économie belge a encore connu, pendant la première moitié de 1974, une expansion exceptionnellement forte. Tant la demande extérieure que presque toutes les composantes de la demande intérieure, exception faite des investissements publics, ont contribué à cet état de choses.

Le caractère en majeure partie spéculatif de cette reprise aide à expliquer la soudaineté et l'acuité du fléchissement de l'activité au cours du deuxième semestre. De même, les mesures prises en matière de finances publiques, de politique monétaire et de crédit, et de jugulation des prix, en vue de freiner l'inflation galopante par l'endiguement de la demande, ont eu un effet cumulé sur le ralentissement.

L'année 1974 a été caractérisée principalement par un rythme d'inflation exceptionnel pour la Belgique, qui n'a fléchi que pendant les derniers mois de l'année. Cette inflation a été favorisée non seulement par les hausses substantielles des prix des produits alimentaires et de la plupart des matières premières, ou par l'explosion des prix des produits pétroliers, mais également par le comportement inflationniste des particuliers et des entreprises.

L'évolution internationale, elle aussi, a été inquiétante dans maints de ses aspects : des hausses de prix inconnues jusque-là, des glissements importants dans les balances de paiements et la stagnation de la conjoncture en volume sont certainement les principaux aspects. En outre, les politiques économiques de la plupart des pays étaient à dominante restrictive.

*
* *

Après les fortes expansions de 1972 et 1973, les signes précurseurs d'un ralentissement de l'activité économique ont d'abord été observés, début 1974, aux Etats-Unis et au Japon, où l'on a noté un fléchissement dans presque toutes les composantes de la demande intérieure, et notamment, un affaiblissement des ventes de voitures et un recul de la demande

Produit intérieur brut aux prix du marché
(variations annuelles en pour-cent)

PAYS	En prix courants					
	65/60	70/65	71/70	72/71	73/72	74/73
Belgique	8,2	8,8	9,4	11,5	13,3	16,6
Pays-Bas	10,1	11,1	13,2	13,6	12,5	16,1
République fédérale allemande	8,8	8,2	11,0	9,4	11,4	10,6
France	10,4	10,1	11,3	12,1	13,5	5,9
Italie	11,0	9,7	8,4	9,0	17,1	7,6
C.E.E. - 6 (a)	9,6	9,3	10,5	10,6	13,3	—
Royaume-Uni	6,4	7,3	11,5	11,1	13,3	6,9
Irlande	8,7	10,9	14,3	18,2	19,8	6,2
Danemark	11,3	10,9	9,5	13,1	14,8	12,8
C.E.E. - 9	9,1	8,9	10,8	10,8	13,4	9,1
Etats-Unis	6,3	7,3	7,8	9,6	11,7	7,7
Japon	15,6	17,3	11,6	14,2	24,0	10,4

(a) Grand-Duché de Luxembourg y compris.

Sources : Office Statistique des Communautés européennes.
Pour 1974 : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Produit intérieur brut aux prix du marché (suite)
(variations annuelles en pour-cent)

PAYS	En prix constants (1970)					
	65/60	70/65	71/70	72/71	73/72	74/73
Belgique	5,1	4,9	3,9	5,7	5,3	4,3
Pays-Bas	4,9	5,7	4,4	4,2	4,4	2,5
République fédérale allemande	5,0	4,5	3,1	3,5	5,3	0,6
France	5,9	5,3	5,4	5,5	5,8	4,0
Italie	5,1	6,0	1,8	3,2	5,9	3,8
C.E.E. - 6 (a)	5,3	5,1	3,6	4,2	5,5	—
Royaume-Uni	3,2	2,2	2,3	3,1	5,4	—0,2
Irlande	3,7	4,7	3,9	4,0	7,0	1,7
Danemark	5,3	4,4	3,7	4,8	4,2	2,0
C.E.E. - 9	4,8	4,5	3,4	4,0	5,5	2,0
Etats-Unis	4,8	3,5	3,2	6,1	5,9	—2,0
Japon	10,1	12,1	6,8	8,9	10,2	—1,8

(a) Grand-Duché de Luxembourg y compris.

Sources : Office Statistique des Communautés européennes.
Pour 1974 : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

de logements. Dans les mois qui suivirent, cette tendance s'est affirmée, de sorte que pour l'ensemble de l'année, le produit national brut des Etats-Unis et du Japon n'a plus atteint en volume le niveau de 1973.

Dans la plupart des autres pays industrialisés situés en dehors de la Communauté européenne, la croissance s'est certes ralentie, mais dans une mesure plus faible qu'envisagée avant la crise pétrolière. Pendant le deuxième semestre, toutefois, la crise a également affecté ces pays, de sorte que la conjoncture dans toutes les nations industrialisées capitalistes a suivi la même évolution défavorable. La demande émanant des pays d'Europe orientale et des pays en voie de développement est demeurée très stable pendant toute l'année, les revenus de certains de ces derniers pays ayant crû dans une mesure plus que considérable grâce aux hausses importantes des prix des matières premières exportées, alors que la situation d'autres devenait très précaire à la suite des prix pétroliers élevés.

A l'exception du Royaume-Uni, l'activité économique de la Communauté européenne est demeurée assez satisfaisante pendant les six premiers mois de 1974. Mais en raison de la crise pétrolière, les conditions d'équilibre de la balance de paiements de certains Etats membres se sont profondément détériorées et les prix à la consommation ont haussé parfois considérablement. Les exportations vers les pays non membres de la C.E.E. ont toutefois continué à croître, tandis que la demande intérieure est demeurée stable, grâce surtout aux investissements et à la constitution de ces stocks par les entreprises. Par contre, l'activité est devenue généralement faible dans la construction de bâtiments tandis que les investissements publics n'ont plus exercé aucun rôle de stimulation et que la consommation privée a subi l'influence défavorable des fortes hausses de prix et de l'évolution incertaine de la conjoncture.

En dépit de l'affaiblissement notable de la demande d'automobiles et des problèmes structurels qui revêtent, en temps de crise, des formes toujours plus aiguës, la production industrielle a montré, au début du printemps, une évolution assez favorable. L'emploi demeurait en général à un niveau élevé, bien que dans certains pays de la Communauté et dans certaines branches d'activité, le chômage allait en augmentant.

A partir de l'été, toutefois, le chômage s'est amplifié considérablement, ce qui n'a pas empêché, dans tous les pays, la poursuite des politiques restrictives; en effet, différents facteurs tels que la hausse énorme des prix mondiaux, la dépréciation de certaines monnaies, l'augmentation importante du coût salarial, la réduction de la productivité et l'inélasticité de l'offre conjuguée avec une auto-alimentation des tendances inflationnistes, ont provoqué pendant la deuxième moitié de l'année, une explosion des prix.

En outre, l'impact du renchérissement substantiel des prix énergétiques sur le compte courant de la balance des paiements s'est fait

sentir intégralement ; ce renchérissement a entraîné un appauvrissement des pays contraints d'assurer par l'importation la majeure partie de leur approvisionnement en produits énergétiques, par suite d'une part de la modification en leurs défaveur des termes de l'échange et d'autre part, de l'effet déflationniste de ces hausses de prix sur la demande intérieure et sur les revenus.

Le résultat en a été une stagnation soudaine de la conjoncture internationale, considérée en volume, laquelle avait depuis quelques années une orientation fortement ascensionnelle et un recul sensible des composantes essentielles de la demande intérieure.

La propension aux investissements s'est surtout amenuisée en raison du taux croissant de capacité de production inutilisée à la suite de la faiblesse de la demande, des stocks de produits finis jugés trop importants, du resserrement des disponibilités financières des entreprises, du climat conjoncturel extrêmement mauvais et des politiques monétaires et budgétaires restrictives accompagnées de taux d'intérêt élevés ainsi que des conditions rigoureuses pour l'obtention de crédit. Dans certains pays, l'activité dans l'industrie de la construction en a sérieusement souffert.

La politique monétaire restrictive — assez rigoureuse dans certains pays et menée pendant une période étendue — a contribué largement au freinage de la demande réelle. De plus, l'incertitude de l'évolution économique a incité les particuliers à la circonspection (d'où la hausse poursuivie du quota d'épargne), contribuant ainsi au fléchissement assez prononcé du rythme de croissance du volume de la consommation privée. Le climat inflationniste a également modifié le canevas des dépenses, la préférence semblant aller vers l'achat de biens de consommation durables, voitures exceptées.

L'accroissement important des achats effectués par les pays producteurs de pétrole ne pouvait, de loin, compenser la chute des exportations vers d'autres pays industrialisés et ce sont les relations commerciales entre les pays membres de la Communauté qui en ont le plus pâti.

Bien que l'évolution des stocks ne soit pas apparue très clairement, il y a lieu de penser que celle-ci a exercé un rôle très important au cours de la phase conjoncturelle écoulée : aussi, les réserves de matières premières ont été liquidées, le travail de production s'est amenuisé tandis que les stocks de produits finis ont connu un accroissement conidérable.

Le rythme d'inflation élevé ne constituait désormais plus un stimulant de la croissance économique; il était accompagné, au contraire, d'une récession prononcée qui a affecté tous les échelons de la production, du commerce et des services. La généralisation des perspectives infla-

tionnistes est allée de pair avec une augmentation importante du coût salarial par unité produite, laquelle, grâce à la demande appréciable, a pu être répercutée immédiatement dans le prix de revient.

La régression soudaine et générale de la demande a cependant eu pour conséquence que les prix des matières premières, hormis ceux du pétrole, ont enregistré une baisse, sans pour autant atteindre le bas niveau d'il y a quelques années. Le résultat de cette situation — et de la faible demande de consommation — a été que le rythme d'accroissement des prix de détail a fléchi pendant les derniers mois de l'année, bien que la pression haussière des augmentations salariales soit demeurée très forte; dans plusieurs pays, les revendications salariales ont subi l'influence modératrice du chômage élevé et de la réduction de la durée du travail.

La politique restrictive de la Communauté, dont la pierre d'angle était une politique monétaire sévère, assortie d'une politique budgétaire et/ou des prix rigoureusement restrictive, avait non seulement pour but de combattre les tendances inflationnistes, mais également de réduire les déficits fortement accrus des balances de paiements, consécutifs à la hausse des prix pétroliers, ainsi que les écarts entre rythmes d'inflation et les modifications de parités des monnaies.

La Commission européenne, handicapée par les difficultés politiques dans lesquelles se trouvait la Communauté, a tenté de résoudre, tant bien que mal et de façons diverses, les déséquilibres graves. Par suite de l'évolution divergente des différentes composantes de l'offre et de la demande dans les Etats et de la coordination défectueuse des politiques économiques au niveau de la C.E.E., les résultats n'ont pas été très heureux. De ce fait, dans certains pays, l'impact des conséquences économiques et sociales du fléchissement conjoncturel a pesé de plus en plus lourd.

Le régime de change, en particulier, a été gravement perturbé par l'inflation et la crise pétrolière. Il a cependant été possible, à quelques exceptions près, de prévenir le déclenchement d'une nouvelle guerre commerciale, prenant la forme notamment de restrictions à l'importation.

Aucun pas en avant n'a été fait en ce qui concerne l'élaboration, par la C.E.E., d'une politique structurelle de l'énergie, tendant notamment à une consommation énergétique rationnelle et à un approvisionnement continu et durable, dans des conditions économiquement supportables.

L'explosion des prix pétroliers et le renchérissement des matières premières ont occasionné, pendant les huit premiers mois de 1974, une détérioration des termes de l'échange; cette situation a pris fin par la

suite, lorsque la réduction de l'activité économique et le déstockage de matières premières ont amené un amenuisement du volume des importations. Très rapidement, la hausse des coûts a été incorporée dans les exportations de produits finis. Tous ces facteurs ont contribué au rétrécissement du déficit de la balance commerciale de certains pays membres; c'est ce qui explique une évolution plus calme de certaines monnaies durant cette période.

Le climat conjoncturel général de la fin de l'année rend compte de la faible demande de crédit et de la détente constatée alors sur le marché monétaire de certains pays, laquelle a contribué, entre autres, à l'abaissement des taux d'intérêt à court terme.

Le recyclage de quantités importantes d'argent « pétrolier » a pu être résolu par le canal d'organes internationaux ou d'accords bilatéraux, contribuant ainsi à la couverture des déficits des pays industrialisés et ne menaçant plus l'équilibre international perturbé. Pour la détermination de la valeur des droits de tirage spéciaux, une solution a également été trouvée dans le cadre du F.M.I.

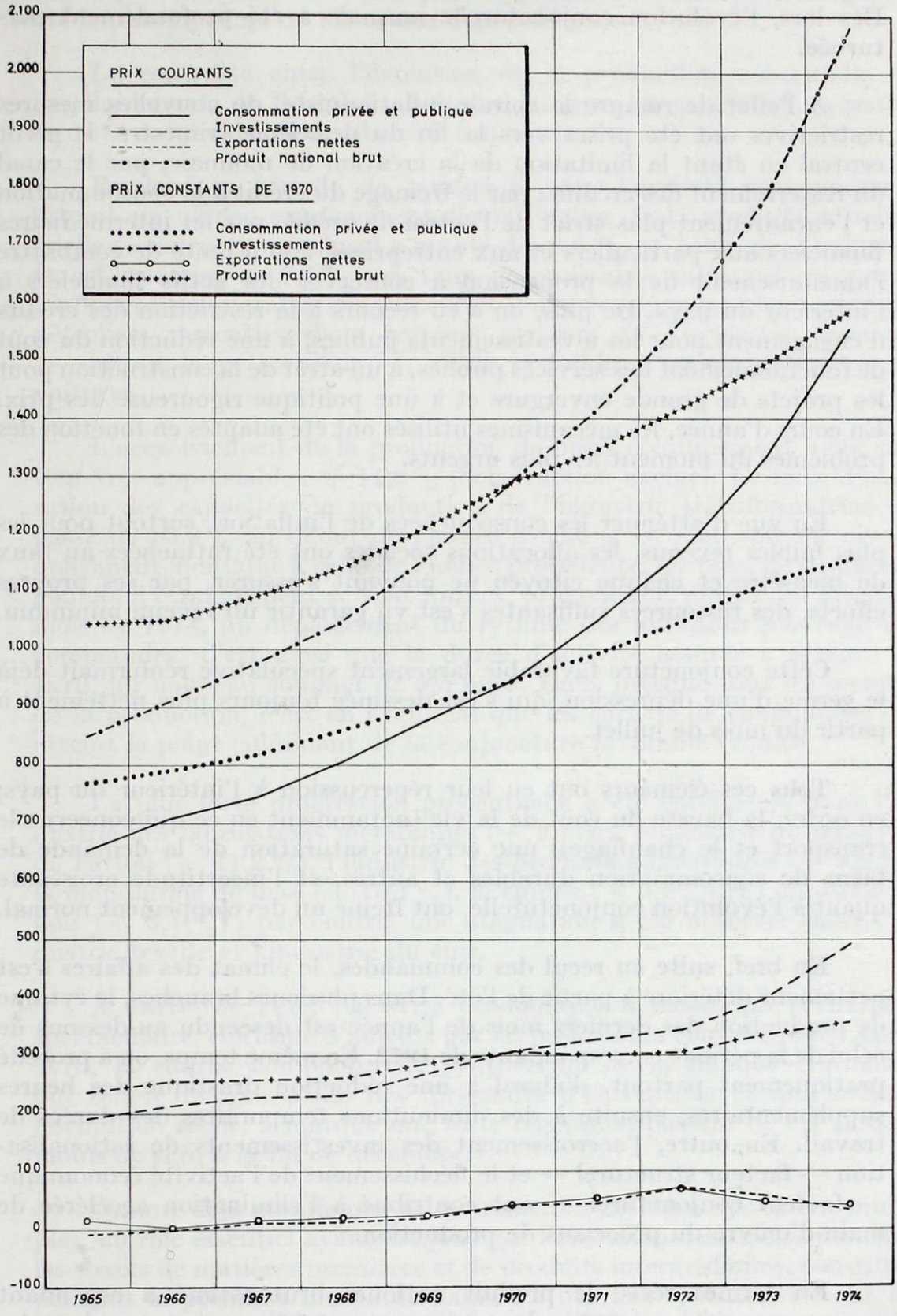
Bien qu'en 1974, l'économie belge ait présenté une croissance réelle moins élevée que pendant les deux années précédentes, la comparaison avec les autres pays industrialisés s'avère assez favorable.

Contre toute attente — car depuis l'été de 1973, un fléchissement conjoncturel commençait à se dessiner — la conjoncture favorable a perduré plus longtemps que dans la plupart des autres pays de la Communauté, où il s'était déjà révélé nécessaire de prendre des mesures rigoureuses. Toutefois, cette situation avantageuse a entraîné un emballement des prix et des salaires, mettant en péril la compétitivité des produits belges sur les marchés extérieurs — d'où des conséquences néfastes sur l'emploi — et provoquant un comportement de plus en plus inflationniste de la part des agents économiques. En effet, en vue de se prémunir contre les hausses de prix attendues, les particuliers ont accéléré leurs achats de biens de consommation durables (exception faite des voitures) et de logements, tandis que les entreprises, qui disposaient de liquidités abondantes, ont accru leurs commandes de biens d'équipement — en ce incitées également par les nombreux goulots d'étranglement au niveau de l'offre et les fortes augmentations salariales — et ont constitué des stocks de matières premières, dont les prix avaient considérablement haussé, et de produits intermédiaires.

A l'étranger, l'évolution était similaire, de sorte que le supplément de demande spéculative antérieure, ainsi que le fort accroissement des commandes intérieures ont exercé une pression non négligeable sur l'appareil de production déjà assez inélastique. A côté de la hausse substantielle des prix de l'énergie et des matières premières, cette évolution a contribué dans une large mesure à l'aggravation redoutée de

Affectation du produit national brut

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

la hausse des coûts, contre laquelle on a essayé de se protéger par une augmentation des salaires, ou par une extension des marges bénéficiaires. Dès lors, l'évolution conjoncturelle normale a été profondément perturbée.

A l'effet de rompre la spirale inflationniste, de nouvelles mesures restrictives ont été prises vers la fin du deuxième trimestre, le pivot central en étant la limitation de la création de monnaie, par le canal du resserrement des crédits : par le freinage du crédit à la consommation et l'encadrement plus strict de l'octroi de crédit, par les intermédiaires financiers aux particuliers et aux entreprises, l'on a tenté de combattre l'amenuisement de la propension à conserver des actifs financiers à l'intérieur du pays. De plus, on a eu recours à la restriction des crédits d'engagement pour les investissements publics, à une réduction du coût de fonctionnement des services publics, à un arrêt de la construction pour les projets de grande envergure et à une politique rigoureuse des prix. En cours d'année, les mécanismes utilisés ont été adaptés en fonction des problèmes du moment les plus urgents.

En vue d'atténuer les conséquences de l'inflation, surtout pour les plus faibles revenus, les allocations sociales ont été rattachées au taux de bien-être et chaque citoyen ne pouvant s'assurer, par ses propres efforts, des ressources suffisantes s'est vu garantir un revenu minimum.

Cette conjoncture favorable largement spéculative renfermait déjà le germe d'une dépression, qui s'est dessinée toujours plus nettement à partir du mois de juillet.

Tous ces éléments ont eu leur répercussion à l'intérieur du pays; en outre, la hausse du coût de la vie (notamment en ce qui concerne le transport et le chauffage), une certaine saturation de la demande de biens de consommation durables et autres, et l'incertitude croissante quant à l'évolution conjoncturelle, ont freiné un développement normal.

En bref, suite au recul des commandes, le climat des affaires s'est nettement détérioré à partir de l'été. Dans plusieurs branches, le rythme de production des derniers mois de l'année est descendu au-dessous de celui de la période correspondante de 1973. En même temps, on a procédé pratiquement partout, d'abord à une réduction drastique des heures supplémentaires, ensuite à des diminutions temporaires des durées de travail. En outre, l'accroissement des investissements de rationalisation — facteur structurel — et le fléchissement de l'activité économique — facteur conjoncturel — ont contribué à l'élimination accélérée de main-d'œuvre du processus de production.

En termes réels, le produit national brut estimé a cependant encore progressé, en 1974, de 4,3 % contre 5,3 % environ pendant les deux années précédentes; toutefois, la hausse implicite des prix s'est

accélérée considérablement, passant de 7,5 % en 1973 à près de 12 % un an plus tard, de sorte qu'à prix courants, le rythme de croissance a été le plus élevé qu'on ait connu depuis la guerre.

Le contraste entre l'évolution de la production industrielle et, corollairement, de l'emploi, au cours des premier et second semestres de 1974 a été exceptionnellement frappant.

Pendant la période de janvier à juin, l'activité économique a atteint un niveau extrêmement élevé; l'indice de la production industrielle (construction incluse) a monté de 6,6 % et celui de l'industrie transformatrice de 7,5 %, ces taux de croissance subissant cependant l'influence défavorable des difficultés d'approvisionnement en produits pétroliers ressenties dans certains secteurs de l'industrie chimique — surtout la pétrochimie —, et de la faible demande extérieure de voitures.

L'accroissement de la production de biens d'équipement a été surtout très appréciable : + 11,2 % (construction exclue). Le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie transformatrice est passé de 83,8 % au début de l'année à 85,3 % en mai, soit un niveau quasiment identique à celui de l'année précédente. De plus, de nombreux goulots d'étranglement se sont formés, provoquant, durant les premiers mois de 1974, un dépassement du rythme des livraisons par celui des commandes. C'est ainsi que la durée d'activité assurée a atteint, en avril, un nouveau sommet de 4,5 mois. Dans presque tous les secteurs de la production, c'est en avril-mai que les carnets de commandes ont atteint le point culminant de la conjoncture favorable écoulée.

La plus forte progression procentuelle a été enregistrée dans l'industrie des fabrications métalliques (+ 9,7 %), l industrie du papier et du carton (+ 11,2 %), l'industrie des produits alimentaires (+ 9,6 %), la métallurgie de base (+ 10,1 %), la chimie (+ 9,2 %) et l'industrie du bois (+ 8,4 %) ; par contre, une stagnation a été observée dans l'industrie textile et l'industrie du cuir.

A partir de l'été, l'activité économique a connu un revirement spectaculaire, confirmé d'ailleurs par les indicateurs conjoncturels. Après avril, la courbe conjoncturelle synthétique de la Banque Nationale, qui reflète l'appréciation des dirigeants d'entreprises et qui anticipe l'évolution réelle, a marqué une forte régression passent de 8,7 jusqu'à moins de zéro à la fin de décembre.

Comme déjà mentionné, ce revirement a été dû à des causes multiples, un rôle essentiel ayant été joué par l'évolution des stocks. En effet, les stocks de matières premières et de produits intermédiaires, constitués pendant la première moitié de l'année à des fins spéculatives, ont été jugés, à partir de l'été, trop élevés et de ce fait liquidés; par contre, les stocks de produits finis anormalement bas pendant les premiers mois de

l'année, se sont très rapidement accrus à la suite du fléchissement de la demande.

A partir du troisième trimestre, le rythme de production de la plupart des secteurs industriels a, dès lors, marqué un recul prononcé : pour ce trimestre, l'indice de production de l'industrie transformatrice montre encore une progression de 4,7 % par rapport à la période correspondante de 1973, mais pendant le quatrième trimestre, il enregistrait une régression de 2,0 %.

Le ralentissement du rythme des commandes a eu pour conséquence que, malgré le fléchissement du rythme de production — en octobre, la capacité de production utilisée dans l'industrie transformatrice était retombée à 81,1 %, pour ne plus atteindre que 74,1 % en janvier 1975 — les réserves de commandes exprimées en mois de travail sont passées d'un sommet de 4,5 mois à fin avril à une moyenne de 3,7 mois pendant le dernier trimestre.

Les indices régionaux de la production industrielle (construction exclue) montrent qu'une progression d'environ 6 % a été encore enregistrée en Wallonie et à Bruxelles; en Flandre, par contre, où un recul de plus de 2 % avait été observé pour la période septembre-décembre, la croissance est de 4 % pour l'ensemble de l'année.

Considéré selon le genre de produits, on constate que le ralentissement pendant le deuxième semestre a frappé principalement les entreprises produisant des matières premières et des produits intermédiaires (production de métaux, filatures, produits chimiques de base et matières plastiques) et des biens de consommation non durables (surtout l'industrie des produits alimentaires).

Dans l'industrie des biens de consommation durables, l'activité dans l'assemblage automobile et dans les usines de matières plastiques a été freinée, pendant la première moitié de 1974, par la crise pétrolière. Les mois suivants, le ralentissement s'est étendu aux industries du textile et de la confection, de la chaussure, du meuble et des articles électro-ménagers.

Par la suite, la demande, énorme au début de l'année, de produits d'équipement émanant des entreprises, a légèrement diminué, mais la production a encore dépassé de 8,7 % le niveau atteint pendant le deuxième semestre de 1973.

L'indice de la production industrielle (construction exclue), corrigé pour la composition du mois, a progressé de 1,8 % pendant les six derniers mois, de sorte que pour l'ensemble de l'année, la croissance est de 4,7 %.

La crise pétrolière a contribué à une réduction de la consommation énergétique et cette tendance a été encore renforcée par l'hiver clément. De ce fait, la consommation de pétrole a baissé considérablement, bien que ceci ait été compensé en partie par une consommation plus élevée de gaz et de charbon. La diminution de la production charbonnière dans les bassins du Sud se poursuit cependant, de sorte que la consommation intérieure est de plus en plus couverte par des importations. A la suite du recul de la demande industrielle, la consommation d'électricité a moins progressé que pendant les années antérieures.

Selon les estimations, la valeur ajoutée brute dans l'industrie a augmenté de 4,7 % à prix constants, par rapport à 1973, qui avait connu une augmentation de 5,9 %. La hausse des prix, qui avait déjà doublé en 1973 en atteignant 5,9 %, a monté jusqu'à 12,6 %.

Pour l'industrie de la construction, la croissance réelle de la valeur ajoutée est estimée à 1,5 %, se rapprochant ainsi du rythme atteint en 1973. Cette progression doit être attribuée principalement à la demande accélérée de logements — à la suite notamment d'une fuite vers les biens — qui a compensé ainsi largement le recul de la construction de logements sociaux par les pouvoirs publics. Dans le secteur des autres bâtiments, la croissance est plutôt limitée, tandis qu'il y a une régression pour les travaux de génie civil. Les fortes tensions sur le marché de la construction aident à expliquer l'importante accélération des prix, estimée à 16,5 %.

Dans le secteur des services, qui occupe plus de la moitié de la population active, le rythme de croissance est estimé légèrement inférieur par rapport à 1973, suite au fléchissement de l'activité économique à partir de l'été.

La production agricole n'a pas augmenté en volume (+ 8,6 % en 1973), mais ce résultat recouvre une évolution fort divergente dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture, tandis qu'au niveau de l'élevage la production enregistre une progression notable. En 1974, les prix, qui n'avaient cependant augmenté que de 2 % à peine en 1973, ont baissé de près d'un cinquième.

Un fait frappant est le parallélisme entre l'évolution de la situation sur le marché du travail et la production industrielle. Pendant la première moitié de 1974, la situation sur le marché avait été plutôt tendue par suite d'une progression de l'emploi, quoique à un rythme plus lent ; en effet, l'augmentation rapide du coût salarial a donné lieu à une rationalisation accélérée du processus de production, même dans les entreprises du secteur des services. A partir des mois d'été, toutefois, la situation s'est rapidement détériorée, surtout en ce qui concerne les chômeurs masculins à aptitude normale ; la région flamande a vu s'accroître plus rapidement le nombre de chômeurs, le taux de chômage en Wallonie était cependant plus important.

L'accroissement de la présence féminine sur le marché de l'emploi, le niveau de scolarité moins poussé et le peu de mobilité géographique expliquent l'évolution défavorable du chômage des femmes pendant le premier semestre; vers la fin de l'année, elles représentent plus de la moitié du nombre de chômeurs complets. Les moins de 25 ans — principalement des hommes — ont également fortement progressé à la suite du ralentissement conjoncturel ; ils représentent un tiers des chômeurs complets.

Le nombre des chômeurs partiels et accidentels s'est lui aussi sensiblement accru, par rapport à l'année précédente, en raison de l'utilisation incomplète des capacités de production; il s'agit généralement là d'une main-d'œuvre non qualifiée.

Après la crise pétrolière, l'accélération de l'augmentation des revenus a été considérable, car toutes les catégories ont essayé de devancer les hausses de prix. Cette accélération s'est en partie opérée automatiquement par le canal des nombreuses indexations — non uniquement des salaires —, mais en outre, bon nombre de groupes de revenus ont réussi à gonfler leur gain en dehors des indexations. D'une manière générale, toutefois, l'accroissement du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages a été moins important que pendant les deux années précédentes.

Dans le secteur public, la masse salariale a progressé de 20,8 %; comme l'emploi y présente la même tendance que les années antérieures, la masse salariale par tête a augmenté de 17,9 % (+ 12,4 % en 1973), l'effet de l'échelle mobile étant estimé à 10,9 % (plus de 17 % de décembre 1973 à décembre 1974). Là aussi, les augmentations autonomes ont été plus fortes que pendant les années précédentes.

L'accroissement de la masse salariale dans les entreprises est estimée à 18,9 %, mais comme la croissance de l'emploi ne s'est chiffrée qu'à la moitié de celle de l'année antérieure, l'augmentation de la masse salariale par tête s'inscrit à 17,7 % (12,3 % en 1973). Comme pour les services publics, tant les augmentations salariales autonomes que celles résultant de l'adaptation automatique à l'échelle mobile sont supérieures à l'année précédente. Par rapport aux Etats-Unis et à la plupart des pays de la Communauté, c'est en Belgique que les salaires bruts ont accusé l'accélération la plus rapide.

La progression minime du revenu des indépendants (+ 2,4 % par rapport à 1973) s'explique par la chute du revenu des agriculteurs de plus d'un cinquième, résultant des prix fortement en baisse, pour une production quasiment constante et des hausses très substantielles des coûts. Pour les autres catégories d'indépendants, toutefois, la croissance du revenu est estimée au même niveau qu'en 1973. A la suite notamment de l'inflation, les revenus provenant de la propriété et les bénéfices des sociétés auraient enregistré une avance appréciable.

Comme en 1973, l'évolution des investissements a été assez divergente selon les secteurs.

L'incidence de la politique pratiquée en matière d'investissements publics, — le programme n'ayant été exécuté qu'à concurrence de 72,5 % à 100 %, suivant une échelle des priorités tenant compte des besoins structurels — a été assez forte en volume; ces investissements sont demeurés largement au-dessus du niveau de 1973 où l'on avait déjà enregistré un recul de 11,5 % par rapport à 1972. A prix courants, ils ont légèrement excédé le montant de 1973, à la suite de la forte hausse des prix.

Après l'avance considérable de la construction de logements en 1973 — 17 % en terme réels — la croissance en 1974 est demeurée toujours notable mais un peu plus faible : la capacité de production a été presque entièrement utilisée, les moyens de financement ont été assez limités et le coût de la construction a continué à grimper. Cependant, il a toujours subsisté une demande des investisseurs privés. Pendant le deuxième trimestre, cette demande soutenue a donné lieu à des tensions aiguës en matière d'approvisionnement en matériaux de construction et d'offre de main-d'œuvre spécialisée.

Pendant la première moitié de 1974, la faiblesse des réserves de capacité, la précaution contre la dépréciation de la monnaie et les larges possibilités d'autofinancement ont constitué, dans presque tous les secteurs, autant d'impulsions aux investissements. En outre, le coût élevé des combustibles a incité à la réalisation d'investissements permettant l'utilisation de produits de substitution ou l'économie de consommation d'énergie. La détérioration soudaine du climat des affaires a freiné la tendance aux investissements d'expansion ; les fortes hausses du coût salarial ont, au contraire obligé les entreprises à poursuivre les investissements de rationalisation, ce qui a entraîné l'élimination d'une part de la main-d'œuvre du processus de production.

Selon les estimations, les investissements productifs ont augmenté de 10 % en volume; la hausse des prix avait été de 4 % à peine en 1973 mais, en 1974 elle s'est élevée à plus de 15 %.

Pour les investissements en équipement, la progression est estimée à presque 16 %. La valeur des importations de biens d'équipement a excédé d'environ 26 % celle de 1973, lorsque la croissance avait atteint 21 %. Les commandes de firmes belges au marché intérieur et les livraisons de biens de capital ont présenté une avance de respectivement 21 % et 28 % par rapport à 1973.

La baisse des prix des matières premières a donné lieu à la liquidation de stocks très considérables; par contre, les stocks indésirables de produits finis se sont accrus, de sorte que d'une manière générale, les investissements en stocks ont été plus importants qu'en 1973.

En termes réels, la consommation privée n'a plus connu qu'une croissance limitée, mais la hausse des prix s'est à nouveau accélérée pour atteindre 12,1 % ; elle était de 7 % l'année antérieure.

Les achats spéculatifs du dernier trimestre de 1973 se sont progressivement ralentis au cours des premiers mois de l'année suivante. Hormis une légère reprise à la fin de 1974, le reste de l'année a été caractérisé par une croissance assez limitée du chiffre d'affaires du commerce de détail : la forte hausse des prix au consommateur, les coûts plus élevés du transport et du chauffage ainsi que l'incertitude croissante quant aux perspectives d'avenir — qui ont fait contrepoids à la faible propension au maintien d'actifs financiers, à la suite du taux d'inflation élevé — n'y sont certes pas étrangers. Selon les indices de l'I.N.S., le chiffre d'affaires du commerce de détail a, pendant le premier semestre, progressé de 3,5 % en volume par rapport à l'année précédente, mais pendant le deuxième semestre, le rythme de croissance est descendu à 1,0 %, de sorte que pour l'ensemble de l'année l'accroissement s'est inscrit à 2,8 %.

Par rapport aux autres pays industrialisés, le recul des ventes de voitures a été assez faible.

La politique restrictive des pouvoirs publics n'a pas pu empêcher que, sous l'influence de l'indexation des salaires et traitements et de l'accroissement des effectifs, la consommation publique augmente de plus de 21 % en valeur (13,8 % en 1973).

En bref, l'accroissement du volume des dépenses intérieures a accusé un recul sensible, mais comme la hausse des prix a été de près du double de celle de 1973, la croissance à prix courants a été plus forte.

La demande extérieure a stimulé l'expansion au début de 1974, mais a aussi accentué le ralentissement de l'activité pendant la deuxième moitié de l'année. En effet, les exportations de l'U.E.B.L., lesquelles avaient pendant le premier semestre, selon les statistiques douanières, encore progressé de presque 32 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente (surtout les exportations d'acier et de produits chimiques) n'ont plus montré qu'une croissance d'un peu plus de 15 % pour les trois derniers mois de l'année. Pour l'ensemble de 1974, la progression s'inscrit à 26 % par rapport à 1973 (22,4 %), dont 25 % en raison de la hausse des prix à l'exportation (principalement des métaux communs, des produits chimiques et des produits énergétiques).

Les exportations vers les pays-membres de la C.E.E. ne se sont améliorées que de 20,6 % ; la détérioration du solde commercial vis-à-vis des partenaires commerciaux les plus importants ne doit pas être attribuée uniquement au fait que dans certains pays la lutte contre l'inflation

ait été amorcée plus tôt, — donnant lieu à une demande moins vive — mais également à l'appréciation relative du franc belge et à l'augmentation suivie des coûts de production belges, ce qui n'a pas manqué de porter préjudice à la compétitivité de presque toutes les branches. La croissance des exportations selon les différents continents se répartit de façon assez égale. Il y a lieu de signaler, que les exportations de matériel de transport ont considérablement fléchi.

Les importations se sont accrues plus rapidement que les exportations, et ce tant en volume qu'en valeur. La demande importante de biens d'investissement a largement contribué à l'expansion des importations (à concurrence de plus de 42 % pendant le premier semestre); par la suite, ce taux s'est ralenti pour retomber à un peu plus de 18 % pendant le dernier trimestre. Pour l'ensemble de 1974, la progression se chiffre à 35 % environ (25,6 % en 1973), dont 31 % à imputer à la hausse des prix (surtout des matières premières et plus spécialement du pétrole) et un peu plus de 2 % au volume.

Les Pays-Bas, en particulier, ont réussi à accroître leurs exportations vers l'U.E.B.L. (+ 35,7 %); les importations totales en provenance de la C.E.E. ont augmenté de 25,8 %, taux qui n'a pas pu être égalé par les deux autres partenaires importants (République fédérale allemande et France). Il y a lieu de remarquer que l'importance relative des produits textiles, des machines et du matériel de transport a décrû, tandis que les produits minéraux ont représenté 18 % des importations totales, contre 12 % en 1973.

Au début de l'année, la politique économique a été moins restrictive que dans beaucoup d'autres pays et les termes de l'échange se sont dégradés à la suite des énormes hausses de prix sur le marché mondial. L'excédent net des exportations, calculé selon les définitions de la comptabilité nationale, est passé de 54 milliards de francs en 1973 à environ 41 milliards de francs en 1974 (estimation).

L'écart entre les données de la balance commerciale de l'U.E.B.L. établie sur base des statistiques douanières — un déficit de presque 57 milliards de francs en 1974 — et celles provenant de statistiques de la balance des paiements — un excédent de 41 milliards — apparaît énorme. La forte croissance de la valeur d'importation de certaines marchandises et des frais de transport, à laquelle il faut ajouter une modification des délais de paiement en faveur de l'U.E.B.L., peut constituer une explication partielle de cette anomalie.

Le fait que l'excédent des échanges globaux de marchandises et de services n'ait reculé en 1974 que d'environ 7 milliards de francs, pour se monter à un peu plus de 50 milliards, conttitue un résultat excellent, compte tenu du fait que les paiements pour l'importation nette de produits pétroliers ont atteint 60 milliards environ, contre 25 milliards à

peine en 1973. Grâce au ralentissement des exportations de capitaux par les entreprises et les particuliers et grâce aussi à l'accroissement des investissements étrangers en Belgique, le compte des opérations en capital se solde par un déficit beaucoup plus faible que pour les autres années. Tous ces mouvements ont contribué à un solde de la balance globale des paiements — 30,5 milliards de francs — se situant au-dessous du niveau de 1973, bien que encore supérieur à la moyenne annuelle de la période 1970-1973.

Des causes divergentes sont à la base des mouvements importants de prix qui ont caractérisé le marché des matières premières en 1974; pendant les quatre premiers mois, le rythme de progression a encore été très soutenu, mais ensuite tous les prix, à quelques exceptions près, se sont effrités. Ce n'est que pendant les derniers mois de l'année que cette tendance baissière s'est répercutée sur les produits intermédiaires, les produits finis n'en subissant pas encore l'influence.

Pendant la période de février à septembre, le rythme d'accroissement des prix à la consommation a atteint une moyenne mensuelle de 1,4 %. Pendant le dernier trimestre, on a enregistré une augmentation plus faible. Par rapport à la moyenne annuelle de 1973, la progression de l'indice des prix à la consommation en 1974 s'inscrit à 12,7 % en moyenne. Ce taux dépasse celui enregistré aux Etats-Unis et chez les partenaires commerciaux les plus importants de la C.E.E., exception faite de la France et du Royaume-Uni. En outre, les salaires ont, eux aussi, plus progressé en 1974 qu'en 1973 et, à cet égard, il faut dire que la liaison à l'indice des prix ne fournit pas une explication suffisante.

Au moment où une restructuration du processus de production s'impose d'urgence — à l'effet de parer à l'incidence de l'accroissement des coûts énergétiques et de l'augmentation du coût salarial — il faut constater que la position concurrentielle des entreprises belges sur les marchés étrangers risque d'être compromise.

Dans le domaine financier également, l'inflation a influencé d'une manière décisive le comportement des particuliers et des entreprises.

La formation d'actifs financiers, déjà fortement ralentie en 1973, a excédé à peine le niveau de cette année. De plus, on a constaté une forte diminution des épargnes financières auprès des institutions belges, compensée quelque peu par la progression considérable des dépôts à court terme en francs belges auprès de banques étrangères. Enfin, la part de l'épargne financière est retombée du sommet de 17,7 % en 1972 à 14,5 % en 1974.

En outre, l'ensemble des engagements financiers des entreprises et des particuliers a augmenté dans une plus large mesure qu'en 1973; principalement, le financement extérieur a connu un développement

important à partir du deuxième trimestre, par suite d'un renchérissement et d'une raréfaction du crédit intérieur et d'une diminution progressive des larges possibilités d'autofinancement.

Cette évolution a été le résultat de la politique monétaire menée pendant la majeure partie de l'année à l'effet de réduire les demandes de crédit et d'encourager l'épargne, en vue de freiner ainsi les dépenses des entreprises et des particuliers. Les déplacements d'accent de la politique économique, sous l'influence du revirement rapide de la conjoncture et de l'incertitude des perspectives, n'ont pas facilité la politique monétaire de la Banque Nationale, notamment en matière de contrôle des capacités de financement des intermédiaires financiers, de contrôle de l'expansion du crédit et des barèmes d'intervention. De plus, la contradiction entre, d'une part, les objectifs assignés et, d'autre part, l'internationalisation des activités et l'interférence des marchés financiers, a provoqué des difficultés supplémentaires.

Le revirement soudain de la conjoncture — conséquence du fléchissement de toutes les composantes de la demande — a conduit à une politique moins restrictive, adaptée à la détente qui s'est produite sur tous les marchés financiers au cours du quatrième trimestre.

En raison de la concentration traditionnelle des dépenses publiques pendant le premier semestre, l'influence des mesures reprises dans le plan anti-inflationniste de juin 1974, à l'effet de freiner ces dépenses, a éét plutôt limitée. Aussi, comparé à l'année précédente le solde brut à financer a augmenté de plus de 20 milliards et s'est chiffré à 115,5 milliards. Par suite des tensions sur les marchés financiers pendant les six premiers mois, le financement par le crédit intérieur s'est révélé insuffisant, de sorte qu'il a fallu avoir recours à un financement monétaire important; au cours des mois suivants toutefois, la situation s'est normalisée progressivement.

En volume, l'évolution en 1974 des différentes grandeurs macro-économiques a été satisfaisante.

Cependant, la forte hausse des prix et le grave alourdissement des coûts par unité produite ont constitué une menace pour la compétitivité des produits belges. La politique anti-inflationniste menée à cet effet ne s'est fait sentir qu'en automne, alors que le ralentissement conjoncturel était déjà amorcé. Depuis, la détérioration s'est accélérée et cette situation de récession dominera totalement l'économie en 1975, avec toutes ses conséquences néfastes, notamment en matière d'emploi.

Les perspectives sont dès lors peu réjouissantes : le faible niveau des dépenses intérieures et une chute sévère des rentrées de commandes provenant de l'étranger, où la situation économique évolue de façon

parallèle et semblable, rendent compte du pourcentage élevé des capacités de production inutilisées. Une stimulation de l'économie par la voie budgétaire et une politique monétaire prudente peuvent contribuer au réveil de la demande, à la prévention d'un nouveau recul de l'emploi et à la réanimation des investissements, à condition toutefois que l'action visant à enrayer l'inflation soit poursuivie énergiquement et que la forte montée des coûts salariaux soit freinée.

★
★ ★

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

Au 31 décembre 1974, la Belgique comptait 9 788 248 habitants, soit 31 658 de plus que l'année précédente. Le taux d'accroissement global s'est chiffré de ce fait à 3,24 $^0/_{00}$, ce qui revient à une légère progression par rapport à fin 1973 mais représente une diminution par rapport à 1971 et 1972. Pour lesquelles on enregistrait un accroissement naturel plus élevé.

Abstraction faite de la migration et compte tenu seulement de l'écart entre les naissances et les décès, c'est-à-dire de l'accroissement naturel, la population n'a augmenté que de 0,73 $^0/_{00}$, ce qui représente un taux nettement inférieur à celui de l'année précédente, qui était déjà très faible (1,14 $^0/_{00}$).

Pendant la dernière décennie, cet accroissement a diminué continuellement en raison du recul régulier du nombre des naissances et de la mortalité quasi constante ou en légère progression. Puisqu'il ne semble pas que cette évolution se modifiera dans un avenir immédiat, on peut prévoir que l'écart entre les naissances et les décès se réduira encore davantage et mènera à une stagnation de l'accroissement naturel.

Pendant l'année écoulée, le nombre de naissances a continué à régresser, tant en chiffres absolus qu'en chiffres relatifs. En effet, il s'est inscrit à 123 155, ou 12,58 $^0/_{00}$, contre 129 425, ou 13,27 $^0/_{00}$ en 1973. Ainsi la Belgique se situe parmi les pays dont la natalité est la plus faible, après la République fédérale allemande et le Grand-Duché de Luxembourg (1).

Le nombre des décès s'est inscrit, en 1974, à 116 039 unités ou 11,85 $^0/_{00}$, contre 118 313 ou 12,3 $^0/_{00}$ l'année précédente. L'accroissement naturel est dès lors tombé à 7 116 unités seulement, ce qui signifie une diminution de pas moins de 3 996 unités par rapport à l'année précédente.

Le solde migratoire s'est élevé à 24 542 unités en 1974, soit le solde le plus élevé depuis 1965. A la suite de ce solde migratoire relativement important, la croissance totale a excédé celle des deux années précédentes. En 1974, l'ac-

(1) Voir tableau : Taux de natalité dans quelques pays, page 11.

croissement naturel ne représente toutefois plus que 22 % de l'accroissement total, tandis que 78 % de l'accroissement est à imputer à l'immigration.

Comme en 1972 et 1973, la population a augmenté en Flandre et en Wallonie, mais a poursuivi sa régression à Bruxelles. Toutefois, les causes de ces évolutions diffèrent quelque peu selon la région considérée.

En 1974, la Flandre a de nouveau enregistré l'accroissement de la population le plus notable, tant en chiffres absolus qu'en chiffres relatifs (4,69 °/₀₀). L'accroissement total pour mille habitants, plus élevé en 1974 que l'année précédente, doit toutefois être attribué exclusivement au solde migratoire plus important. Il y a lieu de remarquer qu'en Flandre la natalité a accusé à nouveau un recul important : 12,61 °/₀₀ ou 69 706 unités, contre 13,28 °/₀₀ ou 73 056 unités pendant l'année précédente. Ainsi, la natalité est non seulement inférieure à celle de la Wallonie (12,79 °/₀₀), mais elle excède à peine la moyenne du pays. La régression de la natalité est nettement plus rapide en Flandre qu'au sud du pays, principalement en raison du fait que les régions traditionnellement caractérisées par une natalité élevée ont enregistré les mêmes chiffres réduits que les autres régions.

La mortalité a légèrement régressé (de 10,77 °/₀₀ à 10,59 °/₀₀) et atteint ainsi le taux le plus faible du pays. De ce fait, l'accroissement naturel s'est chiffré à 11 158 unités de sorte que la Flandre devient ainsi la seule région où la croissance naturelle est demeurée positive. Le solde migratoire qui a dépassé celui de l'année précédente de près de 5 000 unités, a atteint 14 630 unités. Grâce à la progression de l'immigration, l'accroissement total de 1973 a été dépassé de près de 2 200 unités et la population de la Flandre s'est accrue de 25 788 unités. Cette progression demeure néanmoins, — abstraction faite de l'année 1973 —, la plus faible pour la dernière décennie.

Il est important de remarquer que depuis deux ans déjà, la natalité en Flandre, est inférieure à celle existant en Wallonie et que le vieillissement de la population s'accélère. La structure démographique particulière et la natalité élevée dans quatre arrondissements du nord du pays (Hasselt, Maaseik, Turnhout) ont longtemps freiné le vieillissement de la population en Flandre. Dans ces quatre arrondissements, le taux général de fécondité est toujours, comme déjà mentionné, tombé pratiquement au même niveau réduit des autres arrondissements, sans doute sous l'influence de l'industrialisation rapide de ces régions.

Il y a lieu de souligner ce phénomène puisque ce sont précisément ces quatre arrondissements du nord-est du pays qui contribuent à réduire le taux élevé de personnes âgées dans notre pays dans des proportions acceptables. En dépit de cette évolution, la natalité dans ces quatre arrondissements mentionnés, est demeurée en 1974 à peine supérieure à celle des autres arrondissements. A Maaseik, ce taux s'est chiffré à 15,35 °/₀₀, contre 15,25 °/₀₀ l'année précédente ; à Hasselt, il s'est élevé à 14,86 °/₀₀, contre 15,11 °/₀₀ et à Tongres

à 14,07 ‰, contre 14,60 ‰. A Turnhout cependant, la régression a été relativement considérable : on y a en effet, enregistré moins de quatorze naissances pour 1 000 habitants.

Dans toutes les provinces de la région flamande, l'accroissement est demeuré positif bien que dans une moindre mesure que l'année précédente. Il s'est élevé à 7,29 ‰ au Limbourg (contre 7,49 ‰ en 1973), à 2,49 ‰ en Flandre occidentale (contre 2,93 ‰), à 1,11 ‰ (contre 1,64 ‰) dans la province d'Anvers, à 1,50 ‰ (contre 2,26 ‰) en Brabant flamand et à 0,36 ‰ (contre 0,84 ‰) en Flandre orientale.

La province du Limbourg enregistre, avec 4 944 unités, l'accroissement naturel le plus élevé au 31 décembre 1974, suite à la jeunesse de la structure d'âge de sa population.

Par arrondissement, l'augmentation la plus élevée a été observée à Hasselt (+ 2 522 unités) et l'accroissement le plus faible à Ostende (+ 3). Il convient néanmoins de remarquer que dans plusieurs arrondissements de la région flamande, on a enregistré une régression de l'accroissement naturel, à savoir à Anvers (— 366), à Eeklo (— 10), à Gand (— 407), à Audenarde (— 111) et à Furnes (— 20).

Pendant l'année sous revue, plus aucune province de la région flamande n'accuse encore un solde migratoire positif. Le nombres de personnes ayant quitté les arrondissements d'Alost, Audenarde, Dixmude, Ypres, Roulers, Tielt et Furnes excède en effet celui des personnes qui s'y sont établies. Il est évident qu'il s'agit ici de régions ayant des problèmes du point de vue économique; le manque d'emploi dans une région entraîne un mouvement migratoire des personnes préférant s'établir à proximité du lieu de travail. Le solde migratoire le plus important continue à être enregistré dans les arrondissements comprenant une grande agglomération. L'industrie implantée à proximité de ces agglomérations continue à exercer une forte attraction. L'arrondissement d'Anvers accuse un solde migratoire de 1 805 unités, contre 1 053 l'année précédente. Dans l'arrondissement de Hal-Vilvorde, le solde migratoire s'est inscrit à 4 674 unités, contre 3 777 en 1973 ; dans l'arrondissement de Gand, le solde est passé de 508 l'année précédente à 2 205 en 1974. Outre les arrondissements d'Audenarde et de Dixmude, où le nombre d'habitants recule depuis quelques années déjà, on a également enregistré en 1974 une diminution de celui-ci à Alost et Furnes. A Audenarde et Furnes, tant l'accroissement naturel que le solde migratoire ont été négatifs; à Alost et à Dixmude, la diminution de la population a été due principalement au solde migratoire.

En un an, la province d'Anvers a compté 4 692 (3,02 ‰) habitants de plus, le Limbourg 6 488 ou 9,65 ‰, la Flandre orientale 3 471 ou 2,63 ‰, la Flandre occidentale 3 336 ou 3,13 ‰ et le Brabant flamand 7 801 ou 8,74 ‰.

En Wallonie, depuis 1970, l'accroissement total de la population excède celui de l'année précédente. En 1974 également, l'accroissement a dépassé

celui de 1973, tant en chiffres absolus qu'en pour-mille : 14 174 personnes ou 4,44 °/₀₀, contre 11 892 ou 3,74 °/₀₀. Cet accroissement doit toutefois être attribué au solde migratoire relativement élevé, puisque l'accoissement naturel a été négatif.

Caractéristique pour les deux dernières années est le fait qu'en Wallonie la natalité a été la plus élevée du pays (12,79 °/₀₀) dépassant même la moyenne du Royaume, nonobstant un recul systématique.

Dans plusieurs provinces de la région wallonne, on a enregistré une natalité supérieure à celle de certaines provinces de la région flamande : en effet, les taux de natalité du Hainaut (13,07 °/₀₀), de Namur (13,46 °/₀₀) et du Luxembourg (13,59 °/₀₀) ont été plus favorables que ceux des provinces d'Anvers, de Flandre orientale et de Flandre occidentale. En ce qui concerne cette évolution favorable dans la région wallonne, il y a lieu de tenir compte toutefois du nombre élevé d'étrangers qui s'y sont établis; ceux-ci constituent principalement une population active jeune qui contribue à l'accroissement du taux de natalité. Cette stimulation des « naissances étrangères » s'avère toutefois être insuffisante dans certaines provinces wallonnes. C'est ainsi que le taux de natalité est demeuré au-dessous de la moyenne nationale dans la province de Liège et dans les arrondissements de Ath et de Nivelles, s'inscrivant respectivement à 12,34 °/₀₀, 11,89 °/₀₀ et 11,44 °/₀₀. Certes, ces taux excèdent toujours le taux de natalité de l'arrondissement d'Anvers qui a été le plus réduit du Royaume (11,11 °/₀₀).

La mortalité en Wallonie a largement excédé la moyenne nationale et la moyenne de la région flamande et ce en dépit d'un taux moins élevé que par rapport à 1973.

Dans le seul arrondissement d'Arlon, la mortalité est demeurée au-dessous de la moyenne nationale (11,85 °/₀₀) et s'est montée à 10,87 °/₀₀.

En dépit de cette mortalité réduite par rapport à 1973 et malgré l'évolution plus favorable de la natalité, on a enregistré un accroissement naturel négatif. La mortalité élevée en Wallonie a donné lieu à une diminution de la croissance naturelle à concurrence de 2 242 unités. La structure d'âge très vieille dans cette partie du pays est en effet cause de taux élevés de mortalité.

Les provinces du Luxembourg et de Namur, ainsi que l'arrondissement de Mouscron, ont enregistré un accroissement naturel légèrement positif, bien qu'insuffisant pour équilibrer de la sorte la balance déficitaire du sud du pays. L'accroissement naturel le plus élevé en Wallonie a été enregistré à Namur (301 unités), tandis que le solde négatif le plus important revient à Liège, où le mouvement naissances-décès a entraîné une diminution de la population de 1 088 unités.

Comme l'année précédente, c'est en Wallonie qu'on a enregistré le solde migratoire le plus élevé du pays. Dans deux arrondissements seulement, à savoir dans ceux de Charleroi et Bastogne, où on avait déjà enregistré un solde

migratoire négatif en 1973 et 1972, il y a eu ,en 1974, à nouveau plus de départs que de nouvelles arrivées. Les autres arrondissements ont enregistré un excédent. Les soldes migratoires les plus positifs ont été observés dans les arrondissements de Nivelles (6 093), de Liège (2 668), de Namur (1 994) et de Verviers (954).

L'accroissement total le plus élevé pour la Wallonie et l'ensemble du pays a été atteint, comme déjà depuis plusieurs années, à Nivelles avec 23,61 $^0/_{00}$ ou 5 914 personnes. Ce taux n'a pu être obtenu que grâce à un solde migratoire positif élevé, puisque l'accroissement naturel a diminué de 179 unités.

A la suite du solde migratoire positif, la population globale s'est accrue dans tous les arrondissements de la région wallonne, à l'exception toutefois des arrondissements de Ath, Charleroi et Bastogne où un recul a été enregistré.

La tendance à la dépopulation de Bruxelles-capitale entamée depuis 1968, s'est poursuivie au cours de l'année écoulée. La natalité y suit systématiquement une courbe descendante et, en 1974, la natalité y était la plus faible du Royaume; la mortalité y a largement excédé la natalité, ce qui revient à un accroissement naturel négatif. Le solde migratoire négatif a encore accentué ce processus de dépopulation. En 1974, la diminution du nombre d'habitants s'est élevée à 8 304 unités ou 7,81 $^0/_{00}$, contre 5 731 ou 5,36 $^0/_{00}$ en 1973. En effet, la population quitte de plus en plus l'agglomération et s'établit dans les arrondissements voisins. Cette évolution doit être mise en rapport avec la tendance actuelle en matière d'urbanisme dans la capitale amenant la construction d'importants immeubles à bureaux, même dans les quartiers d'habitation existants. Ainsi ces dernières années, l'exode spontané est accompagné d'une fuite pratiquement obligatoire de la population de la capitale vers les arrondissements voisins, comme le font apparaître les soldes migratoires positifs élevés à Nivelles, Hal-Vilvorde et Louvain.

★
★ ★

Mouvement de la population en 1974

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 31 décembre 1974
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	‰ (c)	Chiffres absolus
Anvers	*10 305*	*11,11*	*10 671*	*11,50*	— 366	+ 1 *805*	+ *1 439*	*1,55*	*927 518*
Malines	*3 320*	*11,62*	*3 277*	*11,47*	+ *43*	+ *806*	+ *849*	*2,98*	*235 744*
Turnhout	*4 714*	*13,79*	*2 667*	*7,80*	+ *2 047*	+ *357*	+ *2 404*	*7,08*	*341 924*
Anvers	**18 339**	**11,79**	**16 615**	**10,68**	+ **1 724**	+ **2 968**	+ **4 692**	**3,02**	**1 555 186**
Bruxelles-Capitale	*12 439*	*11,79*	14 *239*	*13,50*	— *1 800*	— *6 504*	— *8 304*	—*7,81*	*1 054 970*
Hal-Vilvorde	*5 744*	*11,53*	*5 265*	*10,60*	+ *479*	+ *4 674*	+ *5 153*	*10,45*	*498 138*
Louvain	*5 003*	*12,45*	*4 129*	*10,27*	+ *874*	+ *1 774*	+ *2 648*	*6,63*	*401 910*
Nivelles	*2 934*	*11,44*	*3 113*	*12,14*	— *179*	+ *6 093*	+ *5 914*	*23,61*	*256 447*
Brabant	**26 120**	**11,81**	**26 746**	**12,09**	— **626**	+ **6 037**	+ **5 411**	**2,45**	**2 211 465**
Ath	*889*	*11,89*	*1 116*	*14,93*	— *227*	+ *226*	— *1*	—*0,01*	*74 766*
Charleroi	*5 836*	*12,75*	*6 103*	*13,33*	— *267*	— *119*	— *386*	—*0,84*	*457 748*
Mons	*3 608*	*13,65*	*3 686*	*13,94*	— *78*	+ *300*	+ *222*	*0,84*	*261 405*
Mouscron	*994*	*13,63*	*980*	*13,44*	+ *14*	+ *204*	+ *218*	*3,—*	*72 916*
Soignies	*2 198*	*13,31*	*2 232*	*13,51*	— *34*	+ *401*	+ *367*	*2,23*	*165 163*
Thuin	*1 852*	*13,43*	*1 893*	*13,72*	— *41*	+ *751*	+ *710*	*5,17*	*137 947*
Tournai	*1 909*	*12,75*	*2 143*	*14,32*	— *234*	+ *472*	+ *238*	*1,60*	*149 681*
Hainaut	**17 286**	**13,07**	**18 153**	**13,72**	— **867**	+ **2 235**	+ **1 368**	**1,04**	**1 322 626**
Huy	*1 126*	*11,86*	*1 415*	*14,91*	— *289*	+ *789*	+ *500*	*5,30*	*54 908*
Liège	*7 590*	*12,20*	*8 678*	*13,95*	— *1 088*	+ *2 668*	+ *1 580*	*2,55*	*621 889*
Verviers	*3 171*	*13,03*	*3 207*	*13,18*	— *36*	+ *954*	+ *918*	*3,79*	*243 379*
Waremme	*698*	*11,76*	*952*	*16,04*	— *254*	+ *448*	+ *194*	*3,28*	*59 347*
Liège	**12 585**	**12,34**	**14 252**	**13,98**	— **1 667**	+ **4 859**	+ **3 192**	**3,14**	**1 019 523**
[illegible]	*2 394*	*14,07*	*1 517*	*8,91*	+ *877*	+ *34*	+ *911*	*5,35*	*170 264*
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	*7,50*	+ *4 944*	+ *1 544*	+ *6 488*	*9,05*	*678 512*

Limbourg...	10 035	14,79	5 091	7,50	+ 4 944	+ 1 544	+ 6 488	9,65	678 512
Arlon	*649*	*13,19*	*535*	*10,87*	+ *114*	+ *138*	+ *252*	*5,15*	*49 217*
Bastogne	*479*	*13,86*	*446*	*12,91*	+ *33*	— *40*	— *7*	*—0,20*	*34 548*
Marche-en-Famenne	*542*	*13,51*	*586*	*14,61*	— *44*	+ *338*	+ *244*	*7,38*	*40 114*
Neufchâteau	*709*	*13.48*	*721*	*13,71*	— *12*	+ *156*	+ *144*	*2,75*	*52 601*
Virton	*598*	*14,03*	*533*	*12,50*	+ *65*	+ *180*	+ *245*	*5,78*	*42 631*
Luxembourg...	2 977	13,59	2 821	12,87	+ 156	+ 772	+ 928	4,25	219 111
Dinant	*1 098*	*12,91*	*1 108*	*13,03*	— *10*	+ *190*	+ *180*	*2,12*	*85 038*
Namur	*3 385*	*13,88*	*3 084*	*12,64*	+ *301*	+ *1 994*	+ *2 295*	*9,50*	*243 897*
Philippeville	*745*	*12,51*	*721*	*12,11*	+ *24*	+ *273*	+ *297*	*5,01*	*59 542*
Namur...	5 228	13,46	4 913	12,65	+ 315	+ 2 457	+ 2 772	7,19	388 477
Alost	*3 358*	*12,65*	*3 079*	*11,59*	+ *279*	— *349*	— *70*	*—0,26*	*265 547*
Termonde	*2 380*	*13,41*	*2 095*	*11,81*	+ *285*	+ *205*	+ *490*	*2,77*	*179 449*
Eeklo	*1 079*	*12,39*	*1 089*	*12,50*	— *10*	+ *245*	+ *235*	*2,71*	*87 097*
Gand	*5 827*	*12,21*	*6 234*	*13,07*	— *407*	+ *2 205*	+ *1 798*	*3,78*	*477 103*
Audenarde	*1 342*	*11,91*	*1 453*	*12,90*	— *111*	— *114*	— *225*	*—1,99*	*112 652*
Saint-Nicolas	*2 699*	*13,25*	*2 265*	*11,12*	+ *434*	+ *809*	+ *1 243*	*6,14*	*203 656*
Flandre orientale...	16 685	12,61	16 215	12,25	+ 470	+ 3 001	+ 3 471	2,63	1 323 504
Bruges	*3 241*	*12,96*	*2 540*	*10,15*	+ *701*	+ *772*	+ *1 473*	*5,92*	*250 167*
Dixmude	*570*	*12,24*	*564*	*12,12*	+ *6*	— *223*	— *217*	*—4,64*	*46 553*
Ypres	*1 408*	*13,40*	*1 148*	*10,92*	+ *260*	— *135*	+ *125*	*1,19*	*105 102*
Courtrai	*3 689*	*13,71*	*2 749*	*10,21*	+ *940*	+ *557*	+ *1 497*	*5,60*	*269 000*
Ostende	*1 511*	*11,52*	*1 508*	*11,50*	+ *3*	+ *348*	+ *351*	*2,68*	*131 128*
Roulers	*1 911*	*13,47*	*1 402*	*9,88*	+ *509*	— *432*	+ *77*	*0,54*	*141 880*
Tielt	*1 005*	*13,02*	*737*	*9,55*	+ *268*	— *174*	+ *94*	*1,22*	*77 195*
Furnes	*565*	*11,57*	*585*	*11,98*	— *20*	— *44*	— *64*	*—1,31*	*48 819*
Flandre occidentale...	13 900	12,99	11 233	10,50	+ 2 667	+ 669	+ 3 336	3,13	1 069 844
Bruxelles-Capitale	12 439	11,79	14 239	13,50	— 1 800	— 6 504	— 8 304	—7,81	1 054 970
Région flamande	69 706	12,61	58 548	10,59	+11 158	+14 630	+25 788	4,69	5 527 094
Région wallonne	41 010	12,79	43 252	13,49	— 2 242	+16 416	+14 174	4,44	3 206 184
dont : région de langue allemande	(767)	(12,02)	(696)	(10,91)	(+ 71)	(+ 414)	(+ 485)	(7,66)	(63 806)
Le Royaume...	123 155	12,58	116 039	11,85	+ 7 116	+24 542	+31 658	3,24	9 788 248

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1974 par région.
(c) Calculé par rapport à la population totale de chaque région recensée au 31 décembre 1973.

Source : Institut National de Statistique.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif annuel moyen de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1964	160 371	109 342	51 029	48 945	99 974	9 428 100 (b)
1965	154 856	114 507	40 349	30 785	71 134	9 499 234 (b)
1966	150 636	114 557	36 079	21 067	57 146	9 556 380 (b)
1967	145 899	114 509	31 390	17 831	49 221	9 605 601 (b)
1968	141 242	121 275	19 967	6 342	26 309	9 631 910 (b)
1969	140 834	119 375	21 459	6 785	28 244	9 660 154 (b)
1970	141 119	118 888	22 231	8 606	30 837	9 690 991 (b) 9 650 944 (c)
1971	139 104	118 853	20 251	24 184	44 435	9 695 379 (d)
1972	134 437	116 743	17 694	13 777	31 471	9 726 850 (d)
1973	129 425	118 313	11 112	18 628	29 740	9 756 590 (d)
1974	123 155	116 039	7 116	24 542	31 658	9 788 248 (d)

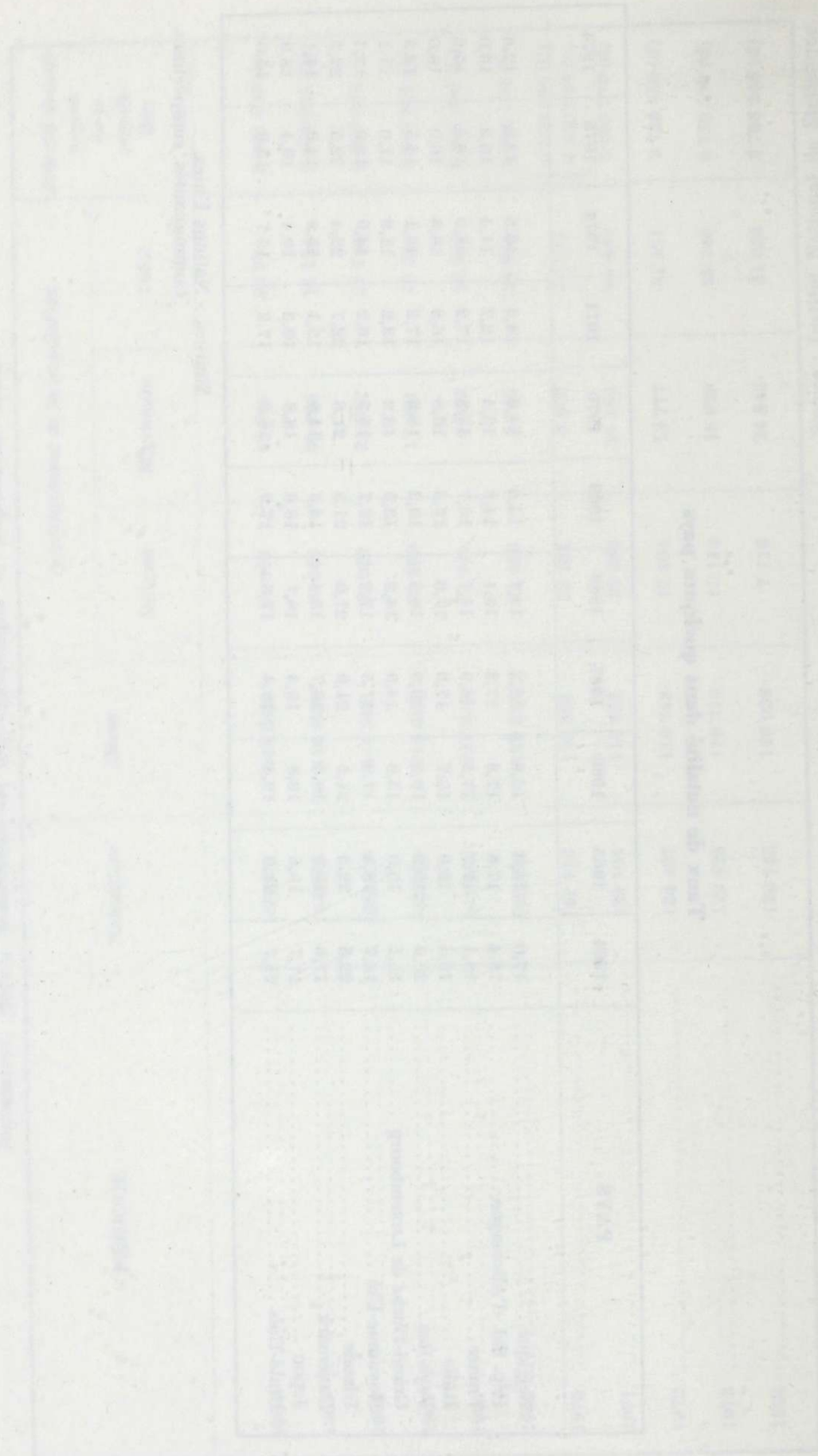
(a) En fin d'année.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1961
(c) Population recensée au 31 décembre 1970.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1970.

Source : Institut National de Statistique.

Taux de natalité dans quelques pays

PAYS	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Belgique	17,0	16,3	15,8	15,2	14,7	14,6	14,6	14,4	13,8	13,3	12,6
Rép. féd. d'Allemagne	18,4	17,8	17,8	17,2	16,1	14,8	13,4	12,7	11,4	10,3	10,0
France	18,1	17,7	17,5	16,9	16,7	16,7	16,8	17,2	17,0	16,5	15,2
Italie	19,4	19,0	18,7	17,9	17,6	17,5	16,8	16,8	16,3	16,0	16,0
Pays-Bas	20,4	19,9	19,3	19,0	18,6	19,2	18,3	17,2	16,1	14,5	13,8
Grand-Duché de Luxembourg	15,1	15,0	15,0	14,9	14,2	13,5	13,2	13,2	11,9	11,0	11,1
Royaume-Uni	18,7	18,4	17,9	17,5	17,2	16,7	16,3	16,2	14,9	13,9	13,4
Irlande	22,3	22,3	21,5	21,0	21,0	21,5	21,8	22,7	22,4	22,5	22,7
Danemark	17,6	18,1	18,3	16,7	15,4	14,5	14,4	15,1	15,2	14,3	14,1
Japon	17,7	18,6	13,8	19,4	18,7	18,6	18,8	19,3	19,4	19,4	18,9
Etats-Unis	21,7	21,0	19,4	18,4	17,6	17,9	18,3	17,2	15,7	15,0	15,0

Sources : Nations Unies.
Communautés européennes.



CHAPITRE II

EMPLOI ET CHÔMAGE

SECTION I. – EMPLOI

§ 1. — GENERALITES

L'examen de l'évolution de l'emploi dans l'industrie, tant par branche d'activité que par région, est basé principalement sur le nombre d'employeurs et de travailleurs assujettis à la sécurité sociale.

Dès sa création et jusqu'au 31 décembre 1972, l'Office national de Sécurité sociale, pour l'établissement de ses statistiques socio-économiques, dont celles relatives aux dites branches d'activité et régions, a codifié les activités des employeurs assurés obligatoires suivant la classification internationale type recommandée par la Société des Nations.

Afin de permettre une comparaison des statistiques à un niveau européen et de franchir ainsi une étape importante sur le chemin conduisant à l'harmonisation, le bureau de statistiques des Communautés européennes a élaboré une nouvelle nomenclature complète des activités économiques, mise à jour en 1970, la N.A.C.E. (1), destinée à remplacer les nomenclatures parfois divergentes des différents Etats membres du Marché commun.

Cette classification uniforme a déjà été utilisée par l'Institut national de Statistique pour le recensement commercial et industriel du 31 décembre 1970 et également par d'autres services officiels belges.

Afin de pouvoir intégrer plus facilement les données rassemblées par l'O.N.S.S. dans l'ensemble de la documentation statistique nationale et européenne, cette institution a repris à son tour la nouvelle nomenclature des activités économiques et l'a appliquée pour la première fois à ses statistiques relatives à l'exercice 1973 (2).

---

(1) Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes.

(2) Rapport annuel de l'Office national de Sécurité sociale, exercice 1973, Bruxelles 1974.

Cette transition vers la nouvelle classification a non seulement entraîné un retard dans la disponibilité des statistiques du nombre d'employeurs et de travailleurs assujettis à l'O.N.S.S. mais également une impossibilité de comparer l'emploi dans les différentes branches d'activité avec les années précédentes (1). Une comparaison est toutefois possible pour le nombre d'établissements selon l'importance, ainsi que pour le nombre total de travailleurs par province et par région linguistique.

Ainsi, peut-on constater que le nombre d'établissements a augmenté légèrement fin juin 1973 par rapport à fin juin 1972 ; cet accroissement se retrouve dans les trois régions.

Le nombre de travailleurs s'est accru également et ce, de 58 036 unités ou 2,0 %. Cette avance est largement supérieure à celle de l'année précédente au cours de laquelle le nombre de travailleurs n'avait augmenté que de 10 932 ou 0,4 %. Cette période en effet coïncide avec un léger affaiblissement conjoncturel et le début de la préférence pour des investissements de rationalisation au détriment des investissements d'expansion, réduisant par là le recrutement de personnel.

L'augmentation plus importante, en 1973, du potentiel de travailleurs peut être attribué à la conjoncture favorable. En raison d'une demande importante tant intérieure qu'extérieure, les investissements ont en effet été orientés partiellement vers une extension des capacités, ce qui a influencé favorablement l'emploi.

Comme l'année précédente, l'accroissement de l'emploi a été plus prononcé du côté des employés. Le nombre de ces derniers a progressé en effet de 47 907 unités ou 3,6 %, tandis que le nombre d'ouvriers ne s'est accru que de 0,6 % ou 10 129, résultat dû essentiellement à l'extension du potentiel ouvrier en Flandre.

Pour les ouvriers masculins, par rapport au milieu de 1972, la seule augmentation, légère, n'a été perceptible qu'en Flandre ; tant en Wallonie qu'à Bruxelles-capitale, une baisse a été notée. Le nombre d'ouvrières a par contre continué à s'accroître dans chaque province ; en nombre absolu, les provinces d'Anvers et de Flandre occidentale ont connu toutefois la plus grande augmentation (respectivement 2 278 et 2 098).

Pour la période mi-1972 à mi-1973 également, l'accroissement du potentiel d'employés qui ces dernières années avait toujours été plus élevé que celui du potentiel d'ouvriers, a été le plus prononcé dans la province du Brabant (10 482 unités).

---

(1) Pour rendre plus aisé le passage à cette nouvelle nomenclature, l'Office national de Sécurité sociale a établi également des statistiques nouvelles des employeurs et des travailleurs assujettis à la Sécurité sociale au 30 juin 1972 : voir tableau page 31.

Le résultat de cette dernière est fortement influencé par le pôle d'attraction que constitue Bruxelles-capitale, qui demeure encore le centre tertiaire le plus important du pays.

Au 30 juin 1973, les femmes ont constitué 38,2 % du nombre total des employés affiliés à la Sécurité Sociale ; pour les ouvrières, ce pourcentage se monte à 25,7 %. La tendance à une participation accrue des femmes à la vie économique se poursuit : l'année précédente, ces taux s'élevaient en effet à respectivement 37,5 % et 25,3 %.

Outre les statistiques de l'Office national de Sécurité sociale, pour apprécier l'évolution de la population active totale (salariés, indépendants et aidants) il est fait appel aux données publiées par le Ministère de l'Emploi et du Travail.

Les tableaux ci-joints ne sont mis à jour que jusqu'en 1973, dernière année pour laquelle on dispose des statistiques relatives aux salariés affiliés à l'Office national de l'Emploi.

Ces tableaux font apparaître en premier lieu que la population active assujettie du secteur primaire continue à décroître. Si, en 1963 près de 20 000 personnes étaient encore employées dans ce secteur, en 1973, ce nombre s'est à peine élevé à 12 000, principalement comme conséquence d'une forte baisse dans l'agriculture. La rationalisation et la mécanisation poussée des procédés agricoles font que l'agriculteur indépendant sollicite de moins en moins le concours de main-d'œuvre rétribuée qui, d'autre part, ne constitue que 5 à 10 % de la population active de l'agriculture.

Dans l'exploitation des mines, la quantité de main-d'œuvre salariée a continué à décroître au cours de la récente décennie. Fin juin 1973, on a même noté une diminution de 4 300 salariés par rapport à fin juin 1972, et ce en raison de la poursuite du programme de fermeture des mines non rentables.

Dans l'industrie manufacturière, grâce à une conjoncture plus favorable, l'emploi de main-d'œuvre salariée s'est de nouveau accru en 1973 après avoir connu une baisse l'année précédente.

Par contre, la construction a accusé, fin juin 1973, une légère diminution du nombre de travailleurs (— 1 900 unités ou — 0,8 %), notamment par suite d'une réduction d'activité dans les travaux publics.

Une automatisation de plus en plus poussée de l'activité industrielle et une extension des secteurs prestant des services entraînent un nombre sans cesse croissant des emplois dans le tertiaire. Cette tendance s'est également poursuivie en 1973. Dès lors, fin juin 1973, déjà 53,4 %, soit plus de la moitié du total de la population active salariée était occupée dans le secteur tertiaire ; une décennie auparavant, cette proportion s'élevait à 46,6 %.

En 1973, bien que l'on puisse avancer que le nombre d'indépendants a de nouveau décru, la population active totale quant à elle progresse en raison d'une augmentation de la population active assujettie, comme il a été montré ci-dessus.

Par rapport à 1972, on a enregistré ainsi une avance de 37 459 unités ou 0,9 %, résultat cependant supérieur à l'année précédente pour laquelle l'accroissement se montait à peine à 12 561 unités ou 0,3 %.

En ce qui concerne l'emploi en 1974, des estimations ont été établies par la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques (1).

Selon ces estimations, en 1974, la population active totale s'accroîtrait de ± 26 000 unités ou 0,7 %. Le nombre d'indépendants continuerait à diminuer (— 13 000 unités), notamment dans le secteur agricole (— 7 000 unités soit près de 5,1 %).

Le nombre de salariés ne s'accroîtrait plus que légèrement (± 30 000 unités ou 1,1 %), et principalement en raison d'une nouvelle expansion des services et des administrations publiques (de respectivement ± 19 000 et ± 12 000). L'emploi dans l'industrie demeurerait stationnaire ou accuserait une légère baisse.

§ 2. — BILANS DE MAIN-D'ŒUVRE ET MOUVEMENT DES MIGRANTS ALTERNANTS (2) (3)

1. — *Bilans de main-d'œuvre.*

Les données de la mobilité géographique de la main-d'œuvre, basées sur le recensement général au 31 décembre 1970, permettent d'établir une comparaison avec les résultats du recensement au 31 décembre 1961.

Afin de mieux apprécier les bilans de main-d'œuvre et leur évolution, l'on se référera au tableau donnant les bilans de main-d'œuvre et les taux d'emploi par province, arrondissement et région linguistique en 1961 et 1970.

Un bilan de main-d'œuvre, exprimé en taux d'emploi, donne le rapport entre la population active qui d'une part, travaille et, d'autre part, demeure dans une région déterminée.

---

(1) *Budget économique pour 1975,* Bruxelles, Ministère des Affaires économiques, Projet septembre 1974; estimations revisées, Bruxelles, Ministère des Affaires économiques, 4 mars 1975.

(2) Recensement 31 décembre 1970, Tome 9 : mobilité géographique de la main-d'œuvre, Bruxelles, Institut national de Statistique 1974, pp. 9-47.

(3) Bilans de main-d'œuvre et mouvement des migrants alternants. Comparaison des résultats des recensements de la population au 31 décembre 1961 et 1970. (*Bulletin de Statistique,* n° 3, mars 1974, pp. 231-247). (Institut national de Statistique)

Les taux d'emploi sont des indicateurs de prospérité très importants pour chaque région, non seulement du niveau d'emploi mais aussi de son évolution.

A partir des sources habituelles disponibles, il est malaisé, dans notre pays, d'obtenir des données statistiques précises sur les bilans de main-d'œuvre par région. Les chiffres déduits des statistiques des institutions de Sécurité sociale ou des sondages (micro-recensements) sont soit incomplets soit très peu fiables pour des petites régions. Les données fournies par les recensements décennaux de la population sont donc, à cet égard, très importantes.

La comparaison des taux d'emploi résultant du dernier recensement, soit le 31 décembre 1970, permet d'établir certaines classifications.

C'est ainsi qu'il existe des arrondissements à bilan positif, c'est-à-dire ayant plus de main-d'œuvre travaillant dans la région qu'y résidant. Cette catégorie comprend Bruxelles-capitale (144,4), Anvers (105,2) et Liège (100,2).

Parmi les arrondissements à bilan négatif, c'est-à-dire ayant moins de main-d'œuvre travaillant dans la région qu'y habitant, mais totalisant un taux d'emploi supérieur à 95,0, l'on trouve Courtrai avec 99,9, Hasselt avec 99,8, Charleroi avec 98,8, Gand avec 97,6 et Bruges avec 95,8.

Parmi les arrondissements ayant un taux d'emploi inférieur à 70 %, on compte, par ordre décroissant, Termonde, Virton, Dixmude, Maaseik, Ath, Alost, Thuin, Tongres et Waremme.

Les taux d'emploi des autres arrondissements se situent entre 95,0 et 70,0.

Etant donné que les arrondissements administratifs peuvent difficilement être considérés comme des régions économiques, il serait indiqué de rapporter le niveau absolu de l'emploi d'un arrondissement au niveau des arrondissements avoisinants. En effet, il est évident que les arrondissements tels que Bruxelles-capitale, Anvers, Liège, Courtrai, Hasselt, Charleroi, Gand, Bruges, constituent des pôles d'attraction pour la main-d'œuvre de la région périphérique.

Par province, le classement s'établit comme suit : le Brabant (104,4), Anvers (95,7), Liège (92,1), la Flandre occidentale (91,0), le Hainaut (84,4), Namur (84,4), le Limbourg (82,1), la Flandre orientale (80,3), et le Luxembourg (79,0).

Le fait que le Brabant se trouve en tête de la liste est naturellement la conséquence de la prédominance économique de la Capitale.

Si l'on considère les régions linguistiques, on peut relever que, abstraction faite de Bruxelles, le taux d'emploi de la Wallonie (85,9 en 1970) a été ramené au cours de la période de 1961-1970 à un niveau à peu près équivalent à celui de la Flandre (85,7 %). En ce qui concerne l'emploi, les deux régions linguistiques se sont donc rapprochées l'une de l'autre.

Outre le niveau absolu du taux d'emploi, l'évolution de celui-ci dans le temps constitue un indicateur significatif de la prospérité d'une région. En confrontant ces deux données nous pouvons éclairer des aspects intéressants de l'évolution économique intervenue sur le plan régional.

Les arrondissements à taux d'emploi élevé et où celui-ci augmente encore sont, par ordre, Bruxelles-capitale, Anvers, Gand, Courtrai, Bruges, Roulers. Ces pôles d'attraction économiques ont connu une expansion plus forte encore au cours des dernières années. Un arrondissement à niveau d'emploi élevé, où celui-ci demeure à peu près inchangé, est Hasselt; entre les deux recencements, le rapport entre la population active y travaillant et y habitant ne s'est pratiquement pas modifié.

Parmi les arrondissements à taux d'emploi élevés où celui-ci diminue, on compte Liège, Charleroi, Verviers et Namur. En outre, on trouve des arrondissements à niveau d'emploi moyen où celui-ci demeure à peu près inchangé c'est-à-dire Turnhout, Tournai, Ostende et Furnes.

Les arrondissements à taux d'emploi moyen, où celui-ci diminue, appartiennent, à l'exception d'Audenarde, à la partie wallonne. Ce sont Nivelles, Mons, Soignies, Arlon, Bastogne, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Dinant et Philippeville.

Trois arrondissements, c'est-à-dire Malines, Mouscron et Ypres, à faible niveau d'emploi, ont connu pour la période fin 1961 - fin 1970, un taux d'emploi en progrès. Certains arrondissements, caractérisés par leur faible niveau d'emploi sont par contre demeurés quasiment au même niveau de 1961. Parmi cette dernière catégorie, se trouvent Hal-Vilvorde, Louvain, Waremme, Maaseik, Virton, Termonde, Eeklo, Saint-Nicolas et Dixmude.

Les arrondissements à bas niveau d'emploi et où celui-ci continue à baisser sont finalement ceux d'Ath, Thuin, Huy, Tongres et Alost.

La comparaison des taux d'emploi par province, considérée par entités économiques, permet les remarques suivantes quant à l'évolution observée. Deux provinces seulement, à savoir Anvers et la Flandre occidentale ont connu une évolution favorable. Trois provinces c'est-à-dire le Brabant, le Limbourg et la Flandre orientale ont maintenu à peu près leur position, bien qu'une légère régression doit être mentionnée. Et enfin, dans trois des provinces wallonnes, le taux d'emploi tend à diminuer.

La comparaison des régions linguistiques, à laquelle il a déjà été fait allusion ci-dessus révèle une perte relative d'emplois pour la région francophone où le taux d'emploi revient de 91,9 en 1961 à 85,9 en 1970, tandis que la région néerlandophone se maintient à peu près au même niveau (85,1 en 1961 et 85,7 en 1970), de sorte que finalement, en 1970, les deux régions linguistiques en sont venues à un niveau semblable.

Pour l'appréciation de cette évolution, en comparant des taux, l'on doit tenir compte également de l'évolution de la population dans les différentes régions, évolution qui peut être aussi bien la cause que l'effet de la croissance ou de la régression économique. On notera à ce propos, qu'entre 1961 et 1970, la population totale de la région de langue néerlandaise s'est accrue de 7,0 % et celle de la région de langue française de 1,7 %.

2. — *Mouvement des migrants alternants* (1) (2).

Dans les études économiques et sociales concernant la mobilité géographique de la main d'œuvre, on utilise l'expression de « migrant alternant ». Celle-ci peut se définir succintement comme suit : est considéré comme migrant alternant, le travailleur qui exerce sa profession en dehors de sa commune de résidence.

Le terme « migrant alternant » indique qu'on a affaire à une personne qui, pour exercer sa profession se déplace entre sa commune de résidence et sa commune de travail.

En outre, le terme « navetteur » a également obtenu droit de cité. La morphologie fait ressortir l'idée d'allers et de retours, de « navettes » effectuées par les travailleurs.

La concentration des entreprises, non seulement géographiquement en raison de l'attraction exercée par un certain nombre de pôles de croissance économique mais aussi selon la taille par suite du progrès technique, la régression de l'emploi dans l'agriculture ainsi que le développement des moyens de transport constituent les principales raisons pour lesquelles une partie de plus en plus importante de la population exerce son activité professionnelle en dehors de sa commune de résidence. Les chiffres indiquent cette évolution : le nombre de migrants alternants se déplaçant chaque jour est passé de 1 334 795 en 1961 à 1 585 719 en 1970, soit un accroissement de 19 %.

Entre 1961 et 1970, on peut constater, en outre, des changements importants quant au moyen de transport principal utilisé pour effectuer le déplacement entre la commune de résidence et la commune de travail. La part du train a considérablement diminué, soit de 21,0 %, en 1961, à 16,8 % en 1970.

Puisqu'en 1961, le transport personnel organisé par l'employeur n'était pas relevé séparément et que l'on peut admettre qu'actuellement, ce transport se fait surtout par autobus privé (ou minibus), il faudrait comparer le transport total par autobus et par tram en 1961 (26,4 % du total), avec le transport public

---

(1) Recensement du 31 décembre 1970. Tome 9 : mobilité géographique de la main-d'œuvre. Bruxelles. Institut National de Statistique, 1974, pp. 9-47.

(2) Bilans de main-d'œuvre et mouvements migrants alternants. Comparaison des résultats de recensements de la population au 31 décembre 1961 et 1970 (*Bulletin de Statistique,* n° 3, mars 1974, pp. 231-247) (Institut National de Statistique).

par autobus ou par tram (17,0 % du total) plus le transport de personnel organisé par l'employeur (6,3 % du total) en 1970. Sur base de cette comparaison, le transport par autobus et par tram serait ramené de 26,4 % en 1961 à 23,3 % en 1970.

Comme on pourrait s'y attendre, la navette en auto est en pleine expansion de 14,1 % en 1961, elle passe à 42,5 % en 1970, ce qui signifie que, par rapport à 1961, trois fois plus de personnes, qu'en 1970, utilisent l'auto pour se rendre à leur travail. A ce propos, on notera que, pour 1970, ce pourcentage de 42,5 % peut être scindé en 35,3 % de conducteurs et 7,2 % de passagers.

La moto, le vélo-moteur et la bicyclette sont de moins en moins utilisés : le pourcentage de ces moyens de locomotion est tombé de 33,9 % en 1961 à 14,0 % en 1970.

Dans l'ensemble du mouvement des migrants alternants, la navette en direction de Bruxelles, continue toujours à occuper une place spéciale. Un tableau annexé donne une vue d'ensemble claire de l'évolution depuis 1961 du mouvement pendulaire vers Bruxelles-capitale selon l'arrondissement, la province et la région linguistique du lieu de résidence ordinaire des migrants alternants vers Bruxelles.

Des mouvements de migrants alternants observés dans notre pays, celui vers Bruxelles avec 245 900 personnes (1/14 de la population active belge), est sans aucun doute le plus important.

En 1970, la population travaillant dans l'agglomération bruxelloise atteignait 643 466 personnes à 18,6 % de l'ensemble de la population active occupée en Belgique (3 452 623 personnes). Ce chiffre est donc beaucoup plus élevé que celui de la population active résidant à Bruxelles soit 445 673 unités (ou 12,9 % du total du royaume). De la population active résidant hors de Bruxelles, (3 006 950) une personne sur onze fait journellement la navette vers la capitale. Le bilan de la mobilité géographique est très positif pour Bruxelles, puisque le nombre des migrants alternants entrants dépasse de 197 793 personnes celui des migrants alternants sortants (taux d'emploi : 144,4).

Les migrants alternants entrants bruxellois représentent 38 % de l'ensemble des personnes travaillant à Bruxelles. Les migrants alternants allant travailler à Bruxelles viennent de toutes les régions du pays (1). Non moins de 2 309 ou 97 % de toutes les communes belges envoient des migrants alternants vers la capitale. Ces données font ressortir l'attrait qu'exerce la capitale sur l'ensemble

---

(1) Cf. — Recensement de la population au 31 décembre 1970. Volume 9 : mobilité géographique de la main-d'œuvre. Bruxelles, Institut National de Statistique 1974, carte pp. 53-54.

— Bilan de main-d'œuvre et mouvement des migrants alternants. Comparaison des résultats des recensements de la population au 31 décembre 1961 et 1970 (*Bulletin de Statistique*, n° 3, mars 1974, carte p. 238) (Institut National de Statistique).

du pays. L'effectif des navetteurs fournis à Bruxelles par chaque arrondissement (voir tableau) diffère évidemment de l'un a l'autre. A Hal-Vilvorde, résident 74 851 ou environ 1/3 de la totalité des migrants tandis que 229 ou 1 °/°° ont leur résidence dans le petit arrondissement le plus éloigné en l'occurence celui d'Arlon. La plupart des migrants alternants proviennent des arrondissements brabançons environnants, où s'opère une partie importante de la suburbanisation bruxelloise. Il s'agit, en effet, à côté de Hal-Vilvorde, de Nivelles et de Louvain dont les effectifs respectifs sont de 24 186 (9,8 %) et de 22 243 (9 %) migrants alternants. De gros contingents sont, par ailleurs fournis par des arrondissements avoisinants. Parmi ceux-ci Alost, l'arrondissement traditionnel des migrants alternants, qui avec 27 642 unités (11,2 %), continue à se fournir davantage que les arrondissements limitrophes et plus peuplés de Hal-Vilvorde et de Louvain. Sont également importants : Termonde, Gand, Charleroi, Soignies, Anvers, Malines, Mons et Namur.

Tous ces arrondissements disposent de bonnes communications avec la capitale, sont fort peuplés et finalement ne sont pas trop éloignés de Bruxelles.

Pour connaître l'incidence de ce phénomène sur les différentes régions du pays, il y a lieu de remarquer que par région linguistique, les rapports s'établissent comme suit : région de langue néerlandaise : 173 691 migrants alternants ou 8,7 % de la population active occupée y résidant ; région de langue française (et allemande) 72 125 migrants alternants ou 6,6 % de la population active occupée y résidant.

La part de la population active occupée travaillant à Bruxelles est particulièrement élevée (plus de 10 %) dans les arrondissements suivants : Hal-Vilvorde 41,2 % ; Nivelles 28,2 % ; Alost 27,7 % ; Louvain 16,0 % ; Soignies 13,5 % ; Termonde 12,1 %.

La zone présentant un mouvement pendulaire important vers Bruxelles constitue un ensemble limité grosso modo par les villes d'Anvers, de Diest, de Waremme, de Namur, de Charleroi, de Mons, de Tournai et de Gand. Dans cette zone, on dénombre 45 communes dont chacune fournit un contingent de plus de 1 000 travailleurs alternants.

En dehors de cette région centrale, le nombre de migrants alternants entrants, travaillant dans l'agglomération bruxelloise est aussi très important le long des grands voies de communication. Contrairement à ce qui se passe pour les autres flux migratifs belges, la main-d'œuvre alternante entrante occupée à Bruxelles continue à utiliser surtout le chemin de fer.

La grande majorité (95 %) de ces travailleurs, c'est-à-dire 232 723 se déplacent journellement. Ce n'est que pour quelques régions périphériques situées à l'Ouest et au nord du pays, ainsi que pour les Ardennes que la plupart des migrants alternants ne se rendent pas tous les jours à Bruxelles. Une comparaison avec la situation de 1961 fait clairement ressortir que les mouvements migratoires non journaliers ont continué à diminuer. Ce ralentissement indique une nouvelle amélioration de l'infrastructure des moyens de communication.

L'accroissement du mouvement pendulaire vers la capitale (1) est un phénomène qui est initialement lié à l'expansion de l'emploi à Bruxelles. Le nombre d'emplois dans l'agglomération a augmenté de 61 000 unités de 1961 à 1970, le mouvement des migrants alternants de 56 000 unités. C'est donc la migration alternante qui a fourni la main-d'œuvre nécessaire à l'expansion locale de l'emploi tout comme l'immigration d'étrangers à compensé la baisse de la population active belge à Bruxelles.

Depuis 1961, un changement s'est opéré dans les régions de provenance des migrants alternants. Alors que le nombre des migrants alternants vers Bruxelles a augmenté globalement d'environ 30 %, celui des migrants alternants en provenance de la Wallonie s'est accru du 78 % contre 17,4 % seulement pour la Flandre. En valeur absolue par contre, les chiffres d'accroissement se rapprochent : Wallonie 31 500, Flandre 25 700. Les difficultés que la Wallonie a connues dans le domaine de l'emploi au cours de la dernière décennie et le développement industriel de la Flandre se trouvent répercutés dans l'accroissement du mouvement des migrants alternants vers Bruxelles. L'analyse de l'évolution par arrondissement indique que pour certains arrondissements wallons, éloignés, dont le contingent de migrants alternants est d'ailleurs peu important, l'accroissement a même atteint 170 % (c'est le cas par exemple pour Philippeville avec respectivement 186 et 693 migrants alternants entrants vers Bruxelles en 1961 et 1970). Dans les arrondissements wallons importants également, on observe un doublement (Charleroi : 3 723 migrants alternants vers Bruxelles en 1961 et 7 838 en 1970 ; Mons : 2 956 en 1961 et 6 784 en 1970). En Flandre, les arrondissements à accroissement modéré prédominent. Quelques-uns ont connu une forte croissance (le nombre de migrants alternants vers Bruxelles a doublé dans l'arrondissement de Tongres), d'autres voient diminuer le mouvement pendulaire vers Bruxelles (par exemple Malines — 5,5 %).

L'expansion dans l'espace du mouvement migratoire alternant vers Bruxelles est un phénomène complexe dont voici les caractéristiques :

La migration alternante vers la capitale comme « mode de vie » gagne des régions qui jusqu'ici n'étaient que peu ou pas du tout affectées. Outre, l'accroissement économique et démographique, d'autres facteurs importants ont contribué à cet état de chose :

— l'amélioration des communications par chemin de fer avec Bruxelles et la généralisation des voitures comme moyen de transport des migrants alternants, ne fût ce que pour effectuer le trajet résidence-gare ;
— l'augmentation sensible (20 %) de la population active jeune (20 à 30 ans) orientée surtout vers Bruxelles qui, en tant que centre tertiaire, ne cesse de gagner en importance.

Concrètement cela se traduit par : d'une part, un accroissement moyen (10 à 50 %) dans la zone suburbaine et aux alentours de celle-ci, et d'autre

(1) Cf. également : H. Van der Haegen : Les migrants alternants vers Bruxelles (*Bulletin de l'Association belge de géographie*, Etudes, 1952) et La situation actuelle du mouvement pendulaire intérieur en Belgique (id., 1965-1966).

part, par un accroissement relativement plus élevé dans les régions plus éloignées.

A cet égard, il est caractéristique que beaucoup de villes ou de localités situées sur la voie ferrée vers Bruxelles ou le long de celle-ci connaissent une augmentation relativement plus faible que leurs faubourgs (par exemple, Liège, Charleroi, Gand, Anvers ou les localités situées le long du chemin de fer Bruxelles-Ath-Tournai ou Bruxelles-Namur). Le phénomène du mouvement des migrants alternants vers Bruxelles rayonne d'ailleurs à partir de ces centres et de ces voies de communication. Au niveau des régions, on remarquera l'écart important qui existe entre la Wallonie, où l'accroissement est assez général et dépasse souvent les 100 %, et la Flandre, où ce phénomène de croissance se manifeste également mais est fortement atténué par l'évolution relativement favorable de l'emploi.

SECTION II. — CHÔMAGE

La crise pétrolière de 1973 et le fléchissement de l'activité industrielle qui en était attendu en 1974 devaient accréditer l'idée d'un chômage croissant. Toutefois, au cours du premier semestre de 1974, celui-ci a progressivement décrû et dans plusieurs entreprises l'effectif du personnel a même été élargi. La crainte de hausses futures de prix entraînait en effet une vague d'achats anticipés, stimulant la production et amenant par là un maintien de l'emploi.

L'année 1973, caractérisée par une conjoncture favorable n'avait pas connu de recul du chômage global, en raison notamment d'un accroissement du chômage des femmes plus important que la diminution du chômage des hommes. Cette évolution s'est poursuivie au cours du premier semestre de 1974 : le chômage des hommes a diminué par rapport aux mois correspondants de l'année précédente, tandis que celui des femmes s'est accru. Le marché de l'emploi n'a, dès lors, pas subi de modifications importantes.

Au cours du second semestre toutefois, l'activité industrielle s'est brusquement ralentie sous l'influence d'un affaiblissement général et sensible de la demande. Ce revirement soudain de la conjoncture allait se manifester très nettement dans l'évolution du chômage. Ce dernier qui, jusqu'alors n'avait touché que les femmes, atteignait désormais également les hommes. Cette augmentation des chômeurs allait être assez rapide, tandis que le nombre de places vacantes réservées aux hommes diminuait également de façon notable.

Contrairement aux retournements conjoncturels antérieurs dont la répercussion au niveau du chômage se manifestait après un délai de 3 à 9 mois, le présent affaiblissement subit de l'activité s'est traduit par une rapide augmentation du nombre de chômeurs de sorte qu'à fin septembre 1974 on recensait déjà plus de 100 000 chômeurs complets ; l'année 1968 exceptée, un tel niveau n'avait été atteint durant les années précédentes qu'en décembre.

Cette réaction très vive du marché de l'emploi doit être attribuée principalement au caractère instantané de l'effondrement conjoncturel.

Au cours des trois derniers mois de 1974, le chômage a poursuivi sa courbe ascendante et c'est ainsi que le nombre de chômeurs complets indemnisés se montait déjà, à la fin de l'année à 140 100 unités, soit 37,5 % de plus qu'à la fin de décembre 1973.

Le chômage partiel, qui, au cours du premier semestre de 1974, était demeuré pratiquement au même niveau que pendant la période correspondante de 1973, s'est rapidement accru au cours du second semestre de l'année. Fin décembre 1974, le nombre de chômeurs de cette catégorie s'est élevé à 110 000. De plus en plus d'entreprises se virent contraintes de recourir au chômage partiel en raison de l'affaiblissement de la demande.

La détérioration du climat économique au cours du second semestre fut accompagnée de tendances inflationnistes toujours sensibles. Devant la menace, que le maintien d'une telle situation pouvait entraîner, d'une détérioration de la position concurrentielle des entreprises belges sur les marchés extérieurs ainsi que d'une nouvelle aggravation du chômage qui en aurait résulté, le gouvernement a été amené à tenir le 16 décembre 1974, une délibération au sommet en matière de politique économique.

Au cours de ce « conclave », différentes mesures ont été prises en vue de maintenir l'emploi à un niveau le plus élevé possible et d'atténuer les conséquences sociales du chômage. Ainsi fut-il décidé, notamment, de porter l'emploi de chômeurs dans les services publics à 20 000 unités et d'élaborer dans le plus bref délai un régime de prépension.

En 1974, la moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets a atteint 104 720, soit 13 018 unités, ou 14,2 % de plus qu'en 1973, principalement en raison de la forte progression du second semestre de l'année. C'est le nombre le plus élevé qui ait été atteint depuis 1960, lorsque la moyenne mensuelle se chiffrait à 114 274 unités.

Il convient toutefois de remarquer que la part des femmes dans le nombre total de chômeurs a plus que doublé depuis 1960 : en 1960, 25,4 % seulement des chômeurs complets étaient des femmes, tandis qu'en 1974, ce taux se monte à 52,4 %. En 1974, le chômage des femmes a également excédé le niveau atteint pendant les mois correspondants de l'année précédente.

Le caractère structurel du chômage des femmes trouve notamment son origine dans la participation croissante des femmes à la vie économique, ce qui implique une augmentation des risques de chômage. La formation professionnelle dont elles ont bénéficié ne correspond pas toujours aux exigences des employeurs. Les circonstances familiales et le manque d'infrastructure sociale constituent en outre des facteurs ayant une influence négative.

Le nombre de places vacantes traduit également les difficultés que rencontrent les femmes à trouver un emploi : en effet, en 1974, en moyenne 1 855 ou 13,7 % du nombre d'emplois vacants, étaient réservés aux femmes, contre en moyenne 11 651 ou 86,3 % aux hommes.

Etant donné que, par rapport à 1973, le chômage s'est accru tant pour les hommes que pour les femmes, le chômage global a augmenté dans les trois régions du pays : + 15,1 % en Flandre, + 12,5 % en Wallonie et + 16,4 % à Bruxelles.

Dans l'appréciation de la hausse du chômage du second semestre de 1974, on remarquera principalement la croissance du nombre de chômeurs à aptitude normale. A l'intérieur de cette catégorie, c'est surtout le nombre de chômeurs masculins qui a crû très rapidement indiquant clairement le début de l'affaiblissement conjoncturel ; quant au nombre de chômeuses de cette catégorie, il a continué à s'accroître tout comme au cours du premier semestre et en 1973.

L'ensemble de cette évolution a fait que pour toutes les provinces, la moyenne mensuelle des chômeuses à aptitude normale a largement excédé celle des chômeurs de même catégorie. En Flandre, les femmes ont compté pour deux tiers de cette catégorie du chômage, soit un pourcentage supérieur à celui de l'année précédente (61,0 %). En Wallonie, ce taux s'est chiffré à 71,0 %, contre 65,7 % l'année précédente, et à Bruxelles, il est monté à 60,5 %, contre 55,2 % en 1973.

La ventilation régionale des chômeurs à aptitude normale fait apparaître, pour 1974, une progression plus prononcée en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles. Le taux de chômage (1) demeure néanmoins le plus élevé en Wallonie. En 1974, ce taux s'est inscrit en Flandre, à 0,9 % pour les hommes et à 4,3 % pour les femmes ; en Wallonie à 1,3 % et 8,0 % et à Bruxelles à 1,2 % et 3,2 %.

A l'intérieur des régions, les provinces ayant enregistré un chômage important sont demeurées les mêmes, à savoir le Hainaut, Liège et le Limbourg ; dans ces provinces, le problème des chômeuses a également été aigu : en effet, on y a enregistré des taux de chômage féminin de respectivement 8,0 %, 9,0 % et 9,4 %.

Outre le chômage des femmes, le chômage des jeunes (— 25 ans) est demeuré préoccupant en 1974. Fin 1974 et par rapport à fin 1973, la progression du nombre de chômeurs complets indemnisés de moins de 25 ans s'est établie à 20 490 unités (+ 78,2 %) ; ainsi, la part des jeunes dans le chômage complet est passée de 25,7 % à 33,3 %.

---

(1) Rapport entre le nombre de chômeurs complets à aptitude normale et le nombre de personnes assurées contre le chômage : les personnes assurées auprès de l'I.N.A.M.I., les chômeurs complets depuis plus de 3 mois et les frontaliers (situation au 30 juin 1972).

D'une façon générale en cas de recul conjoncturel, ce sont les jeunes qui sont les premiers atteints, ce qui explique la forte progression par rapport à l'année précédente. Cette croissance du chômage des jeunes n'est toutefois pas un phénomène récent. Il a déjà pu être observé depuis quelques années : fin 1971, 17,7 % des chômeurs complets avaient moins de 25 ans ; fin 1972, ce pourcentage s'est chiffré à 22,9 % ; fin 1973 à 25,7 % et fin 1974 un chômeur sur trois était âgé de moins de 25 ans.

L'inadaptation de la formation professionnelle, une mobilité professionnelle réduite et l'abandon de toute crainte de s'inscrire comme demandeur sont notamment des éléments favorisant cette évolution.

Au niveau de la ventilation professionnelle des demandeurs d'emploi, on a constaté en 1974 un accroissement relativement plus élevé du nombre de chômeurs masculins dans certaines professions, notamment pour les employés, les typographes et les imprimeurs, tandis qu'on a enregistré une diminution pour les agriculteurs et les peintres-tapissiers.

Chez les femmes, le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru dans pratiquement tous les groupes professionnels. La progression a néanmoins été la plus prononcée pour les employées, tailleuses, mécaniciens-électriciens et les dockers.

Comme l'année précédente, les employés et manœuvres constituent la majeure partie des demandeurs d'emploi. En effet, leur part dans le nombre total se chiffre à 46,9 % contre 46,1 % en 1973.

Il convient de remarquer que le nombre de manœuvres sans emploi a légèrement reculé par rapport à 1973, tandis que le nombre d'employés sans emploi a progressé à nouveau de façon notable. Pour les employés masculins, la progression a porté sur 24,8 % tandis que pour les employées ce taux se chiffre même à 37,8 % de sorte que les femmes représentent déjà 70,7 % du nombre d'employés sans emploi, contre 68,8 % l'année précédente.

Selon les employeurs, cette progression du nombre d'employés sans emploi doit être attribuée à une insuffisance des connaissances pratiques et à la formation linguistique généralement défectueuse.

Outre ce nombre croissant d'employés sans emploi, on a également observé ces dernières années une augmentation du nombre de chômeurs dans la catégorie professionnelle « personnel enseignant » ainsi que dans celle des diplômés universitaires. Malgré les efforts fournis en la matière, cette situation souligne le manque d'interaction entre l'enseignement et la vie professionnelle ainsi que la sous-information en matière de débouchés sur le marché de l'emploi. Le tableau du chômage au 30 juin 1974, avec répartition par groupe d'âge, par durée et par région linguistique (y compris les chômeurs occupés par les administrations publiques) montre que pour les hommes, c'est principalement le nombre de demandeurs d'emploi dont la durée du chômage excède les deux ans, qui s'est accru dans les trois régions.

Pour les femmes, on a enregistré une augmentation persistante dans chaque groupe d'âge et dans les trois régions, sans préjudice de la durée du chômage.

Comme l'année précédente, l'évolution du chômage des étrangers a été quasiment identique à celle du chômage des Belges. Le chômage parmi les hommes a reculé au cours du premier semestre, tandis qu'au second semestre il s'est accru. Pour les femmes toutefois, on a observé une augmentation du chômage pendant l'année entière.

Il est frappant de constater que pendant la période septembre-décembre 1974, le chômage des hommes s'est accru moins rapidement pour les Belges que pour les étrangers, ce qui dénote la priorité donnée aux personnes de nationalité belge au cours d'une période de recul de l'activité économique. Pour les femmes on a néanmoins pu observer une croissance du nombre de chômeuses belges légèrement supérieure à celle des étrangères.

Des 140 100 chômeurs complets indemnisés (y compris ceux occupés par les pouvoirs publics) enregistrés à la fin de 1974, 19 571 (14,0 %) étaient de nationalité étrangère. Un an auparavant ce taux s'élevait à 12,6 %.

La majeure partie des chômeurs étrangers est localisée fin décembre 1974 — dans une moindre mesure que l'année précédente, il est vrai — dans la province de Liège (36,8 %). Les bureaux régionaux ayant enregistré les taux les plus élevés de chômeurs étrangers sont demeurés Liège (34,0 % des chômeurs étrangers enregistrés en Belgique), Bruxelles (21,5 %), Hasselt (7,9 %), Mons (7,5 %), Charleroi (7,5 %) et La Louvière (5,6 %).

★
★ ★

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique (a)

Situation au 30 juin
(en milliers)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Secteur primaire :											
Agriculture, sylviculture, pêche	**18,7**	**17,6**	**17,6**	**15,4**	**15,2**	**15,1**	**14,3**	**13,4**	**12,7**	**12,3**	**12,0**
Secteur secondaire	**1 419,6**	**1 457,4**	**1 451,1**	**1 441,0**	**1 406,3**	**1 380,0**	**1 410,8**	**1 436,8**	**1 439,8**	**1 412,1**	**1 425,8**
Industries extractives	99,1	101,0	93,7	82,6	73,5	66,1	59,1	51,3	48,4	46,1	41,8
Industries manufacturières	1 055,8	1 086,3	1 085,1	1 083,8	1 050,3	1 033,0	1 068,0	1 096,4	1 098,1	1 084,4	1 104,4
Bâtiment et construction	235,9	240,9	242,7	244,9	252,4	250,2	252,7	257,5	260,2	249,0	247,1
Electricité, eau, gaz	28,8	29,2	29,6	29,7	30,1	30,7	31,0	31,6	33,1	32,6	32,5
Secteur tertiaire	**1 256,8**	**1 293,9**	**1 330,4**	**1 369,3**	**1 393,6**	**1 418,3**	**1 459,7**	**1 514,5**	**1 572,2**	**1 613,9**	**1 650,5**
Commerce, banques, assurances	315,8	334,8	351,5	365,0	373,7	382,2	401,1	428,8	452,6	460,1	472,3
Transports et communications	228,6	231,2	231,8	233,2	229,9	234,5	237,4	248,7	258,0	265,9	271,1
Services	338,6	343,7	351,8	360,7	370,2	377,3	385,1	392,0	405,4	420,0	428,2
Secteur public (militaires de carrière y compris):.....	373,8	384,2	395,3	410,4	419,8	424,3	436,1	445,0	456,2	467,9	478,9
Total général...	**2 695,1**	**2 768,9**	**2 799,1**	**2 825,7**	**2 815,1**	**2 813,4**	**2 884,8**	**2 964,7**	**3 024,7**	**3 038,3**	**3 088,3**

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.

Source : **Ministère de l'Emploi et du Travail.**

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1971		30 juin 1972		30 juin 1973	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 620 790**	**98,4**	**2 669 525**	**98,5**	**2 616 314**	**98,5**
Agriculture, etc	130 309	4,9	121 381	4,6	115 155	4,3
Industries extractives	48 187	1,8	45 939	1,7	41 577	1,6
Industries manufacturières .	908 460	34,1	891 891	33,7	904 764	34,1
Industrie de la construction	302 209	11,4	289 713	10,9	287 026	10,8
Electricité, gaz, eau	30 917	1,1	30 396	1,1	30 353	1,1
Commerce, banques, etc. ..	385 674	14,5	386 207	14,6	388 521	14,6
Transports et communicat..	263 941	9,9	269 953	10,2	272 749	10,3
Services (b)	463 170	17,4	473 323	17,9	478 875	18,0
Demandeurs d'emploi	46 992	1,8	58 221	2,2	54 092	2,0
Miliciens	39 535	1,5	41 102	1,6	41 666	1,6
Stagiaires en form. profes. .	1 396	0,0	1 404	0,0	1 536	0,1
Occupée à l'étranger	**41 747**	**1,6**	**40 643**	**1,5**	**39 824**	**1,5**
Total...	**2 662 537**	**100,0**	**2 650 168**	**100,0**	**2 656 138**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 274 403**	**98,5**	**1 299 483**	**98,5**	**1 331 002**	**98,6**
Agriculture, etc.	37 582	2,9	36 555	2,8	34 669	2,6
Industries extractives	762	0,1	738	0,1	718	0,1
Industries manufacturières .	324 961	25,1	323 161	24,5	328 596	24,3
Industrie de la construction	10 658	0,8	10 863	0,8	11 199	0,8
Electricité, gaz, eau	2 312	0,2	2 338	0,2	2 337	0,2
Commerce, banques, etc. ..	297 047	23,0	297 813	22,6	302 980	22,5
Transports et communicat..	26 156	2,0	27 615	2,1	30 108	2,2
Services	547 070	42,3	566 005	42,9	578 069	42,8
Demandeurs d'emploi	27 583	2,1	34 067	2,6	41 873	3,1
Stagiaires en form. profes. .	272	0,0	328	0,0	458	0,0
Occupée à l'étranger	**19 341**	**1,5**	**19 191**	**1,5**	**19 161**	**1,4**
Total...	**1 293 744**	**100,0**	**1 318 674**	**100,0**	**1 350 163**	**100,0**
	TOTAL					
Occupée en Belgique	**3 895 193**	**98,5**	**3 909 008**	**98,5**	**3 947 316**	**98,5**
Agriculture, etc.	167 891	4,3	157 936	4,0	149 824	3,7
Industries extractives	48 949	1,2	46 672	1,2	42 295	1,1
Industries manufacturières .	1 233 421	31,2	1 215 052	30,6	1 233 360	30,8
Industrie de la construction	312 867	7,9	300 576	7,6	298 220	7,4
Electricité, gaz, eau	33 229	0,8	32 734	0,8	32 690	0,8
Commerce, banques, etc. ..	682 721	17,3	684 020	17,2	691 501	17,3
Transports et communicat..	290 097	7,3	297 568	7,5	302 857	7,6
Services (b)	1 010 240	25,5	1 039 328	26,2	1 056 944	26,4
Demandeurs d'emploi	74 575	1,9	92 288	2,3	95 965	2,4
Miliciens	39 535	1,0	41 102	1,0	41 666	1,0
Stagiaires en form. profes. .	1 668	0,1	1 732	0,1	1 994	0,0
Occupée à l'étranger	**61 088**	**1,5**	**59 834**	**1,5**	**58 985**	**1,5**
Total...	**3 956 281**	**100,0**	**3 968 842**	**100,0**	**4 006 301**	**100,0**

Sources : Institut National de Statistique.
Ministère de l'Emploi et du Travail.

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) Militaires de carrière compris dans les services.

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin (a)

(en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (b)	1971	1972
Charbon et minerais	83,4	72,8	64,4	56,9	49,4	51,3	48,4	46,2
Carrières	10,3	9,7	9,1	9,2	9,6			
Industries alimentaires	78,0	80,4	81,5	80,2	80,9	87,0	87,2	85,8
Boissons	27,2	26,7	25,8	25,0	24,6	24,5	24,0	23,6
Tabac	9,9	9,5	9,0	8,6	8,3	8,2	8,3	8,6
Industries chimiques	74,2	73,9	73,4	74,3	75,3	78,9	78,8	79,5
Caoutchouc	9,0	8,5	8,1	8,4	8,9	9,1	9,5	9,2
Bois et ameublement	48,4	49,2	48,5	47,8	50,6	51,8	52,0	52,1
Papier et carton	27,0	26,7	25,9	26,0	27,4	28,0	27,1	26,7
Livre et photographie	36,3	37,2	37,1	37,6	39,1	40,9	41,3	41,7
Cuirs et peaux	10,2	9,7	9,0	9,0	9,1	9,4	8,6	8,5
Textiles	142,6	142,6	131,5	128,1	126,4	126,4	121,6	118,6
Vêtement	88,9	92,6	87,7	85,2	87,1	87,5	89,1	92,4
Electricité, gaz, eau	21,3	21,2	21,3	21,6	21,8	22,2	22,7	23,0
Céramique et verre	75,5	71,9	69,2	65,6	67,9	69,2	67,2	63,8
Industrie des métaux	442,3	437,5	424,6	422,0	447,5	480,1	489,3	480,0
Art et précision	17,0	17,9	18,8	17,9	17,6	17,3	16,3	15,7
Construction	240,8	242,9	250,3	248,3	250,8	257,5	260,2	249,0
Transport (c)	77,2	77,8	75,9	74,5	75,5	71,6	80,3	81,13
Divers	13,2	13,5	14,8	15,7	18,5	19,6	20,9	22,0
Total...	**1 532,7**	**1 522,2**	**1 485,9**	**1 461,9**	**1 496,3**	**1 540,5**	**1 552,8**	**1 527,5**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) A partir de 1973, ce tableau est remplacé par le tableau de la page suivante.
(b) A partir de 1970 y compris les apprentis.
(c) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.
A l'exclusion du personnel définitif des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge.

Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin (a)

(travailleurs manuels et intellectuels)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1972	1973
Agriculture, sylviculture et pêche	12 107	11 975
Energie et eau	76 399	73 317
Minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	255 338	254 943
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	335 001	349 297
Autres industries manufacturières :	487 009	485 192
— produits alimentaires	*82 120*	*81 612*
— boissons	*24 270*	*23 478*
— tabac	*8 588*	*8 733*
— textile	*110 943*	*107 792*
— cuir	*6 558*	*6 160*
— chaussures et habillement	*95 926*	*93 865*
— bois et meubles en bois	*50 117*	*53 387*
— papier	*26 726*	*26 708*
— imprimerie	*40 753*	*40 776*
— caoutchouc et matières plastiques	*22 885*	*24 369*
— divers	*18 123*	*18 312*
Bâtiment et génie civil	240 817	238 347
Commerce, hôtellerie, réparations	393 162	405 892
Transports et communications	171 334	179 704
Institutions de crédit, assurances, location	172 951	178 248
Services publics, enseignement et autres	745 544	770 783
Total général	**2 889 662**	**2 947 698**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Répartition des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1973 en fonction de l'importance des établissements (a)

DÉSIGNATION	Etablissements		Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total des travailleurs	
	Nombre	%	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Nombre	%
Etablissements occupant :										
moins de 5 travailleurs	137 713	67,67	99 265	49 461	148 726	42 057	43 036	85 093	233 819	7,92
de 5 à 9 travailleurs	27 238	13,38	85 024	23 552	108 576	39 249	30 726	69 975	178 551	6,05
de 10 à 19 travailleurs	16 991	8,35	102 374	32 170	134 544	55 207	40 370	95 577	230 121	7,80
de 20 à 49 travailleurs	12 374	6,08	161 033	55 781	216 814	93 446	68 804	162 250	379 064	12,85
de 50 à 99 travailleurs	4 678	2,30	118 683	48 009	166 692	91 229	65 853	157 082	323 774	10,97
de 100 à 199 travailleurs	2 492	1,22	120 929	55 592	176 521	99 697	69 697	169 394	345 915	11,72
de 200 à 499 travailleurs	1 403	0,69	143 942	64 368	208 310	133 674	86 337	220 011	428 321	14,52
de 500 à 999 travailleurs	393	0,19	99 223	34 072	133 295	93 411	39 885	133 296	266 591	9,03
1 000 travailleurs et plus	239	0,12	245 622	44 000	289 622	197 870	77 192	275 062	564 684	19,14
Total...	**203 521**	**100,00**	**1 176 095**	**407 005**	**1 583 100**	**845 840**	**521 900**	**1 376 740**	**2 950 840**	**100,00**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les apprentis, les travailleurs domestiques, les fonctionnaires et les bateliers; à l'exclusion des marins de la marine marchande. Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1973 (a)

PROVINCE OU RÉGION	Etablissements	Ouvriers			Employés			Total des travailleurs
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Anvers	30 007	217 554	63 664	281 218	141 685	77 075	218 760	499 978
Brabant	52 055	258 022	97 959	355 981	319 176	197 170	516 346	872 327
Flandre occidentale	24 803	131 811	52 693	184 504	65 950	39 370	105 320	289 824
Flandre orientale	24 529	139 313	66 421	205 734	75 252	48 914	124 166	329 900
Hainaut	23 242	159 971	47 857	207 828	82 530	58 822	141 352	349 180
Liège	22 258	131 702	38 117	169 819	81 443	54 387	135 830	305 649
Limbourg	10 934	81 639	26 526	108 165	39 604	21 669	61 273	169 438
Luxembourg	5 530	15 550	4 332	19 882	12 710	7 266	19 976	39 858
Namur	9 652	37 832	8 995	46 827	27 490	17 227	44 717	91 544
Région flamande	*104 253*	*656 383*	*236 223*	*892 606*	*383 831*	*220 323*	*604 154*	*1 496 760*
Région wallonne	*65 725*	*372 743*	*105 507*	*478 250*	*218 750*	*147 587*	*366 337*	*844 587*
Bruxelles-Capitale	*33 032*	*114 268*	*64 834*	*209 102*	*243 259*	*153 990*	*397 249*	*606 351*
Le Royaume...	**203 010**	**1 173 394**	**406 564**	**1 579 958**	**845 840**	**521 900**	**1 367 740**	**2 947 698**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les apprentis, les travailleurs domestiques et les fonctionnaires; à l'exclusion des marins de la marine marchande et des bateliers. Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Bilans de main-d'œuvre et coefficients d'emploi par province, par arrondissement et par région linguistique en 1961 et 1970

ARRONDISSEMENTS PROVINCES ET RÉGIONS LINGUISTIQUES	1961			1970			Différence en % de 1970 à 1961 Population active	
	Population active		Taux d'emploi	Population active		Taux d'emploi		
	résidant dans la région	travaillant dans la région		résidant dans la région	travaillant dans la région		résidant dans la région	travaillant dans la région
Anvers	340 801	353 609	103,8	351 153	369 457	105,2	+ 3,0	+ 4,5
Malines	107 684	82 421	76,5	108 800	88 176	81,0	+ 1,0	+ 7,0
Turnhout	110 218	88 261	80,1	123 249	100 723	81,7	+ 11,8	+ 14,1
Anvers	**558 703**	**524 291**	**93,8**	**583 202**	**558 356**	**95,7**	+ **4,4**	+ **6,5**
Bruxelles-Capitale	440 582	582 634	132,2	456 305	606 438	132,9	+ 3,6	+ 4,1
Hal-Vilvorde	164 376	123 231	75,0	185 973	136 401	73,3	+ 13,1	+ 10,7
Louvain	134 270	99 021	73,7	143 359	103 287	72,1	+ 6,8	+ 4,3
Nivelles	77 534	63 042	81,3	87 556	65 422	74,7	+ 12,9	+ 3,8
Brabant	**816 762**	**867 928**	**106,3**	**873 193**	**911 548**	**104,4**	+ **6,9**	+ **5,0**
Ath	28 464	21 885	76,9	27 515	18 295	66,5	— 3,3	— 16,4
Charleroi	161 506	170 897	105,8	159 762	157 820	98,8	— 1,1	— 7,6
Mons	83 041	72 911	87,8	87 417	70 320	80,4	+ 5,3	— 3,5
Mouscron	31 304	20 892	66,7	29 665	23 149	78,0	— 5,2	+ 10,8
Soignies	57 932	49 746	85,9	57 707	47 109	81,6	— 0,4	— 5,3
Thuin	48 161	37 527	77,9	46 765	29 478	63,0	— 2,9	— 21,4
Tournai	56 854	47 084	82,8	54 601	44 871	82,2	— 4,0	— 4,7
Hainaut	**467 262**	**420 942**	**90,1**	**463 432**	**391 042**	**84,4**	— **0,8**	— **7,1**
Huy	33 053	25 463	77,0	32 033	22 789	71,1	— 3,1	— 10,5
Liège	232 939	253 053	108,6	237 006	237 397	100,2	+ 1,7	— 6,2
Verviers	92 069	84 022	91,3	91 542	78 645	85,9	— 0,6	— 6,4
Waremme	20 195	12 514	62,0	20 899	12 656	60,6	+ 3,5	+ 1,1
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	**92,1**	+ **0,8**	— **6,3**
Hasselt	91 319	51 619	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	44 582	30 647	68,4	57 990	38 914	67,1	+ 30,3	+ 27,0
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	62,3	+ 9,0	— 0,6

[illegible]	91 519	91 810	100,3	113 162	112 979	99,8	+ 23,6	+ 23,1
Maaseik	44 832	30 647	68,4	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Tongres	52 988	36 211	68,3	57 772	36 008	62,3	+ 9,0	— 0,6
Limbourg ...	**189 339**	**158 668**	**83,8**	**228 924**	**187 901**	**82,1**	+ **20,9**	+ **18,4**
Arlon	15 785	13 189	83,6	16 718	13 404	80,2	+ 5,9	+ 1,6
Bastogne	12 827	11 448	89,3	11 964	9 735	81,4	— 6,7	— 15,0
Marche-en-Famenne	13 297	11 420	85,9	13 370	10 810	80,9	+ 0,5	— 5,3
Neufchâteau	17 890	15 767	88,1	17 713	14 833	83,7	— 1,0	— 5,9
Virton	13 152	9 265	70,5	13 490	9 120	67,6	+ 2,6	— 1,6
Luxembourg ...	**72 951**	**61 089**	**83,7**	**73 255**	**57 902**	**79,0**	+ **0,4**	— **5,2**
Dinant	28 969	25 000	86,3	28 787	23 701	82,3	— 0,6	— 5,2
Namur	79 242	72 288	91,2	82 611	72 268	87,5	+ 4,2	— 0,0
Philippeville	19 981	16 220	81,2	20 496	15 340	74,8	+ 2,6	— 5,4
Namur ...	**128 192**	**113 508**	**88,6**	**131 894**	**111 309**	**84,4**	+ **2,9**	— **1,9**
Alost	102 338	67 615	66,1	103 715	65 687	63,3	+ 1,3	— 2,8
Termonde	68 670	49 112	71,5	68 877	47 334	68,7	+ 0,3	— 3,6
Eeklo	32 294	24 147	74,8	31 682	22 235	70,2	— 1,9	— 7,9
Gand	184 986	176 358	95,3	181 288	176 938	97,6	— 2,0	+ 0,3
Audenarde	47 513	39 245	82,6	44 561	35 316	79,3	— 6,2	— 10,0
Saint-Nicolas	80 133	61 712	77,0	78 286	60 758	77,6	— 2,3	— 1,5
Flandre orientale ...	**515 934**	**418 189**	**81,1**	**508 409**	**408 268**	**80,3**	— **1,5**	— **2,4**
Bruges	82 033	76 073	92,7	89 459	85 657	95,8	+ 9,0	+ 12,6
Dixmude	18 005	11 667	64,8	16 855	11 344	67,3	— 6,4	— 2,8
Ypres	40 183	27 334	68,0	38 987	29 060	74,5	— 3,0	+ 6,3
Courtrai	99 006	92 787	93,7	101 315	101 263	99,9	+ 2,3	+ 9,1
Ostende	44 798	39 087	87,3	46 515	40 694	87,5	+ 3,8	+ 4,1
Roulers	54 030	49 058	90,8	54 486	51 402	94,3	+ 0,8	+ 4,8
Tielt	29 703	22 956	77,3	29 035	23 706	81,7	— 2,2	+ 3,3
Furnes	17 306	15 061	87,0	17 377	15 224	87,6	+ 0,4	+ 1,1
Flandre occidentale ...	**385 064**	**334 023**	**86,7**	**394 029**	**358 350**	**91,0**	+ **2,3**	+ **7,3**
Le Royaume ...	**3 512 463**	**3 273 690**	**93,2**	**3 637 818**	**3 336 163**	**91,7**	+ **3,6**	+ **1,9**
Région de langue française + région de langue allemande	*1 124 195*	*1 033 633*	*91,9*	*1 137 617*	*977 162*	*85,9*	+ *1,2*	— *5,5*
Région de langue néerlandaise ...	*1 947 686*	*1 657 423*	*85,1*	*2 043 896*	*1 752 563*	*85,7*	+ *4,9*	+ *5,7*

Source : Institut National de Statistique.

Migrants alternants entrants de l'agglomération Bruxelloise selon leur arrondissement, province et région linguistique de résidence habituelle en 1961 et 1970

ARRONDISSEMENTS, PROVINCES ET RÉGIONS LINGUISTIQUES	Nombre de migrants alternants entrants						Différence en % de 1961 à 1970
	Ne se déplaçant pas chaque jour		Se déplaçant chaque jour		Total		
	1961	1970	1961	1970	1961	1970	
Anvers	990	602	4 967	6 612	5 957	7 214	+ 21,1
Malines	275	171	7 047	6 750	7 322	6 921	— 5,5
Turnhout	265	192	951	1 395	1 216	1 587	+ 30,5
Anvers	**1 530**	**965**	**12 965**	**14 757**	**14 495**	**15 722**	+ **8,5**
Bruxelles-Capitale	—	—	—	—	—	—	—
Hal-Vilvorde	1 539	1 206	59 548	73 645	61 087	74 851	+ 22,5
Louvain	802	522	17 388	21 721	18 190	22 243	+ 22,3
Nivelles	615	864	15 604	23 322	16 219	24 186	+ 49,1
Brabant	**2 956**	**2 592**	**92 540**	**118 688**	**95 496**	**121 280**	+ **27,0**
Ath	147	224	1 813	3 370	1 960	3 594	+ 83,4
Charleroi	645	598	3 078	7 240	3 723	7 838	+ 110,5
Mons	567	485	2 389	6 299	2 956	6 784	+ 126,7
Mouscron	164	129	81	340	245	469	+ 91,4
Soignies	261	333	4 823	7 231	5 084	7 564	+ 48,8
Thuin	173	258	462	1 579	635	1 837	+ 189,3
Tournai	245	267	1 214	2 546	1 459	2 813	+ 92,8
Hainaut	**2 202**	**2 294**	**13 860**	**28 605**	**16 062**	**30 899**	+ **91,9**
Huy	143	188	162	580	305	768	+ 151,8
Liège	1 310	676	724	2 720	2 034	3 396	+ 67,0
Verviers	428	433	120	828	548	1 261	+ 130,1
Waremme	107	85	543	1 370	650	1 455	+ 123,9
Arlon	445	427	1 062	2 071	1 507	2 498	+ 65,8
Bastogne	187	62	200	333	387	395	+ 2,1
Marche	324	187	1	1	325	188	— 42,2
Neufchâteau	187	124	1	1	188	125	— 33,5
Virton	1	1	1	1	2	2	0,0
Luxembourg	**1 152**	**801**	**1 265**	**2 407**	**2 417**	**3 208**	+ **32,7**
Wallonie	**5 638**	**4 690**	**107 665**	**149 700**	**113 303**	**154 390**	+ **36,2**
Flandre	**4 486**	**3 757**	**19 612**	**21 445**	**24 098**	**25 202**	+ **4,6**
Belgique	**10 124**	**8 447**	**127 277**	**171 145**	**137 401**	**179 592**	+ **30,7**

[illegible]	445	427	1 082	2 071	1 527	2 498	+ 63,6
Maaseik	271	187	62	200	333	387	+ 16,2
Tongres	238	208	185	645	423	853	+ 101,7
Limbourg ...	**954**	**822**	**1 329**	**2 916**	**2 283**	**3 738**	+ **63,7**
Arlon	110	107	11	122	121	229	+ 89,3
Bastogne	87	149	—	113	87	262	+ 201,2
Marche-en-Famenne	115	207	69	253	184	460	+ 150,0
Neufchâteau	275	346	44	332	319	678	+ 112,5
Virton	125	147	1	115	126	262	+ 107,9
Luxembourg ...	**712**	**956**	**125**	**935**	**837**	**1 891**	+ **125,9**
Dinant	347	480	245	1 061	592	1 541	+ 160,3
Namur	685	537	2 532	5 582	3 217	6 119	+ 90,2
Philippeville	125	235	61	458	186	693	+ 272,6
Namur ...	**1 157**	**1 252**	**2 838**	**7 101**	**3 995**	**8 353**	+ **109,1**
Alost	430	342	25 408	27 300	25 838	27 642	+ 7,0
Termonde	247	169	7 862	7 912	8 109	8 081	— 0,3
Eeklo	99	85	420	420	519	505	— 2,7
Gand	1 041	497	6 052	7 409	7 093	7 906	+ 11,5
Audenarde	229	191	3 277	4 058	3 506	4 249	+ 21,2
Saint Nicolas	159	130	725	1 195	884	1 325	+ 49,9
Flandre orientale ...	**2 205**	**1 414**	**43 744**	**48 294**	**45 949**	**49 708**	+ **8,2**
Bruges	426	385	1 744	2 224	2 170	2 609	+ 20,2
Dixmude	168	113	61	283	229	396	+ 72,9
Ypres	235	152	73	287	308	439	+ 42,5
Courtrai	347	254	665	1 079	1 012	1 333	+ 31,7
Ostende	336	253	566	1 055	902	1 308	+ 45,0
Roulers	236	151	192	362	428	513	+ 19,9
Tielt	113	64	612	498	725	562	— 22,5
Furnes	121	128	49	141	170	269	+ 58,2
Flandre occidentale ...	**1 982**	**1 500**	**3 962**	**5 929**	**5 944**	**7 429**	+ **25,0**
Le Royaume ...	**15 686**	**13 177**	**172 912**	**232 723**	**188 598**	**245 900**	+ **30,3**
Région de langue française	*6 595*	*6 645*	*33 962*	*65 313*	*40 557*	*71 874*	+ *77,2*
Région de langue néerlandaise	*9 012*	*6 429*	*138 936*	*167 262*	*147 948*	*173 691*	+ *17,4*
Région de langue allemande	*79*	*103*	*14*	*148*	*93*	*251*	+ *169,9*

Source : Institut National de Statistique.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1971	1972	1973	1974	1971	1972	1973	1974
Charbonnages (b)	27,8	26,2	23,0	20,4	55 087	51 975	45 475	40 510
Cokeries	3,1	2,9	3,1	3,2	5 896	5 468	5 651	5 811
Siderurgie (c)	46,9	47,6	48,9	53,6	89 177	91 708	89 740	92 079
Métaux non ferreux	15,8	15,0	15,4	16,2	30 213	28 026	27 562	28 087
Fabrications métalliques	253,6	246,6	258,6	266,5	462 541	436 547	442 246	442 672
Caoutchouc	6,3	6,4	6,4	6,4	11 661	11 390	11 260	10 818
Papier (établissements producteurs)	8,4	8,2	8,1	8,3	16 247	15 404	14 476	14 309
Papier (établissements transformateurs)	12,6	12,2	12,3	12,2	22 845	22 073	21 744	20 941
Carrières	4,5	5,0	4,3	4,3	8 267	8 978	7 394	7 305
Chaux, calcaires et dérivés	3,9	4,0	4,0	3,9	7 964	7 848	7 656	7 252
Terre cuite	5,8	5,2	4,9	5,1	10 956	9 361	8 831	9 113
Ciment	2,6	2,7	2,7	2,6	4 903	4 830	4 661	4 458
Verre	21,5	20,3	19,7	19,5	38 755	36 940	35 250	33 255
Bois	33,7	34,1	36,9	37,2	64 751	63 807	68 149	65 550
Céramique	5,9	5,5	5,6	6,0	10 812	9 822	9 837	10 238
Construction (d)	131,5	124,7	120,2	119,0	241 142	227 651	215 972	217 759
Filatures : coton, lin et chanvre (e)	10,1	8,9	9,4	9,1	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	15,9	15,4	14,7	13,7	28 285	26 022	23 734	20 659
Tissages	30,9	31,3	31,4	30,5	58 077	55 815	54 225	49 852
Autres activités textiles	3,4	3,2	3,3	3,0	5 897	5 506	5 231	4 448
Bonneterie	17,5	16,7	15,8	14,2	31 665	28 243	24 861	21 832
Huiles végétales et animales	1,1	0,9	0,9	1,0	2 181	1 857	1 699	1 770
Tabac	5,3	6,4	7,1	7,0	8 895	10 397	11 944	10 887
Cuir	2,0	2,0	1,9	1,7	3 806	3 586	3 244	2 872
Chaussures	6,3	5,6	4,8	4,7	10 734	9 163	7 674	7 393
Pantoufles	0,9	0,9	0,8	0,6	1 648	1 604	1 264	1 040
Distribution d'eau	4,7	4,9	5,0	4,9	9 711	9 951	9 659	9 583
Port d'Anvers	12,3	12,0	11,5	12,0	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Nouvelle série depuis 1970.
(e) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1971 à 1974 : 4.797, 4.669, 4.564 et 4.374 millions.

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1963	42 085	16 991	59 076	43 798	6 407	50 205
1964	35 869	14 494	50 363	19 823	6 904	26 727
1965	38 977	16 398	55 375	29 219	7 588	36 807
1966	43 306	18 192	61 498	28 090	7 639	35 729
1967	58 354	26 964	85 318	32 507	13 363	45 870
1968	68 664	34 066	102 730	31 854	9 478	41 332
1969	53 115	32 228	85 343	30 645	7 072	37 717
1970	42 387	28 874	71 261	24 997	8 715	33 712
1971	42 368	28 508	70 876	31 830	7 792	39 622
1972	51 855	34 967	86 822	27 405	9 175	36 580
1973	48 608	43 094	91 702	25 511	8 774	34 285
1974	49 841	54 879	104 720	28 790	13 160	41 950

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières des chômeurs contrôlés.
(c) L'arrêté ministériel du 4 avril 1968 (*Moniteur belge* du 9 avril 1968) est entré en vigueur le 8 avril 1968, et a étendu la dispense du contrôle communal à tous les chômeurs âgés de 60 ans ou plus pour les hommes et de 55 ans ou plus pour les femmes.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Anvers	10 957	9 181	9 012	12 284	12 240	13 858
Brabant	12 044	10 132	10 636	14 002	15 762	12 533
Flandre occidentale	6 749	5 353	6 275	7 395	6 860	7 338
Flandre orientale	10 535	8 553	8 785	10 476	10 886	12 270
Hainaut	16 240	13 231	11 729	13 184	13 936	16 239
Liège	18 533	16 669	16 192	18 805	19 896	21 467
Limbourg	6 892	5 250	5 414	7 343	8 435	10 675
Luxembourg	1 051	855	843	961	1 039	1 248
Namur	2 342	2 037	1 990	2 372	2 648	3 092
Région flamande	*37 830*	*30 520*	*31 760*	*40 323*	*41 626*	*47 933*
Région wallonne	*39 092*	*33 648*	*31 664*	*36 579*	*38 954*	*43 838*
Bruxelles (b)	*8 421*	*7 093*	*7 452*	*9 920*	*11 122*	*12 949*
Le Royaume...	**85 343**	**71 261**	**70 876**	**86 822**	**91 702**	**104 720**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1969	1970	1971	1972	1973	1974
	HOMMES					
Anvers	7 336	6 326	6 092	7 915	6 938	7 151
Brabant	7 274	5 905	6 062	7 877	7 884	8 410
Flandre occidentale	4 884	3 755	4 486	5 270	4 381	4 317
Flandre orientale	6 945	5 459	5 716	6 723	6 048	6 171
Hainaut	8 549	6 283	5 703	6 867	6 574	6 638
Liège	11 562	9 564	9 255	10 864	10 637	10 571
Limbourg	4 582	3 543	3 537	4 517	4 376	4 701
Luxembourg	745	562	529	584	541	572
Namur	1 238	990	988	1 238	1 229	1 310
Région flamande	*25 538*	*20 517*	*21 264*	*26 164*	*23 412*	*24 052*
Région wallonne	*22 633*	*17 852*	*16 963*	*20 213*	*19 668*	*19 881*
Bruxelles (b)	*4 944*	*4 018*	*4 141*	*5 538*	*5 528*	*5 908*
Le Royaume	**53 115**	**42 387**	**42 368**	**51 855**	**48 608**	**49 841**
	FEMMES					
Anvers	3 621	2 855	2 920	4 369	5 302	6 707
Brabant	4 770	4 227	4 574	6 125	7 878	10 123
Flandre occidentale	1 865	1 598	1 789	2 125	2 479	3 021
Flandre orientale	3 590	3 094	3 069	3 753	4 838	6 099
Hainaut	7 691	6 948	6 026	6 317	7 362	9 601
Liège	6 971	7 105	6 937	7 941	9 259	10 896
Limbourg	2 310	1 707	1 877	2 826	4 059	5 974
Luxembourg	306	293	314	377	498	676
Namur	1 104	1 047	1 002	1 134	1 419	1 782
Région flamande	*12 292*	*10 003*	*10 496*	*14 219*	*18 214*	*23 881*
Région wallonne	*16 459*	*15 796*	*14 701*	*16 366*	*19 286*	*23 957*
Bruxelles (b)	*3 477*	*3 075*	*3 311*	*4 382*	*5 594*	*7 041*
Le Royaume	**32 228**	**28 874**	**28 508**	**34 967**	**43 094**	**54 879**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1969	1970	1971	1972	1973	1974
	HOMMES					
Anvers	1 988	1 348	1 420	2 991	2 110	2 345
Brabant	3 084	1 660	2 147	3 988	3 805	4 294
Flandre occidentale	1 620	960	1 728	2 317	1 471	1 530
Flandre orientale	1 718	846	1 236	2 064	1 471	1 676
Hainaut	3 780	1 843	1 726	3 130	2 806	2 946
Liège	4 468	2 075	1 763	3 068	2 716	2 648
Limbourg	1 254	518	704	1 556	1 371	1 701
Luxembourg	354	177	182	250	250	283
Namur	372	181	244	479	442	507
Région flamande	*7 129*	*3 910*	*5 419*	*9 559*	*7 026*	*7 999*
Région wallonne	*9 215*	*4 405*	*4 086*	*7 245*	*6 554*	*6 803*
Bruxelles (b)	*2 294*	*1 293*	*1 645*	*3 039*	*2 862*	*3 128*
Le Royaume	**18 638**	**9 608**	**11 150**	**19 843**	**16 442**	**17 930**
	FEMMES					
Anvers	1 881	1 179	1 161	2 291	3 049	4 211
Brabant	2 678	1 956	2 236	3 593	5 124	7 149
Flandre occidentale	1 237	1 024	1 180	1 417	1 627	2 120
Flandre orientale	1 840	1 251	1 132	1 634	2 528	3 550
Hainaut	5 669	4 837	3 931	4 314	5 320	7 364
Liège	4 768	4 567	3 785	4 469	5 430	6 713
Limbourg	1 322	819	968	1 746	2 689	4 356
Luxembourg	270	244	253	312	410	572
Namur	647	618	593	681	919	1 226
Région flamande	*6 878*	*4 697*	*4 942*	*7 859*	*11 011*	*15 291*
Région wallonne	*11 561*	*10 469*	*8 779*	*10 126*	*12 564*	*16 579*
Bruxelles (b)	*1 873*	*1 329*	*1 518*	*2 472*	*3 521*	*4 791*
Le Royaume	**20 312**	**16 495**	**15 239**	**20 457**	**27 096**	**37 267**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Anvers	3 869	2 527	2 581	5 282	5 159	6 556
Brabant	5 762	3 616	4 383	7 581	8 929	11 443
Flandre occidentale	2 857	1 984	2 908	3 734	3 098	3 650
Flandre orientale	3 558	2 097	2 368	3 698	3 999	5 226
Hainaut	9 449	6 680	5 657	7 444	8 126	10 310
Liège	9 236	6 642	5 548	7 537	8 146	9 361
Limbourg	2 576	1 337	1 672	3 302	4 060	6 057
Luxembourg	624	421	435	562	660	855
Namur	1 019	799	837	1 160	1 361	1 733
Région flamande	*14 007*	*8 607*	*10 361*	*17 418*	*18 037*	*23 890*
Région wallonne	*20 776*	*14 874*	*12 865*	*17 371*	*19 118*	*23 382*
Bruxelles (b)	*4 167*	*2 622*	*3 163*	*5 511*	*6 383*	*7 919*
Le Royaume	38 950	26 103	26 389	40 300	43 538	55 191

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1974 (a)

GROUPE DE PROFESSIONS	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total
Employés	3 793	2 663	1 675	8 131	8 575	8 248	2 778	19 601	12 368	10 911	4 453	27 732
Artistes	196	116	212	524	162	196	162	520	358	312	374	1 044
Agriculteurs	297	131	30	458	29	31	2	62	328	160	32	520
Chasseurs, forestiers	18	56	2	76	—	—	—	—	18	56	2	76
Pêcheurs	142	—	—	142	1	—	—	1	143	—	—	143
Mineurs	423	667	44	1 134	—	29	—	29	423	696	44	1 163
Carriers	22	90	5	117	1	4	—	5	23	94	5	122
Travailleurs des transports et des communications	935	794	299	2 028	134	160	102	396	1 069	954	401	2 424
Fileurs, tisseurs, tricoteurs	636	304	35	975	1 170	1 106	158	2 434	1 806	1 410	193	3 409
Tailleurs, coupeurs, fourreurs	262	102	174	538	3 135	2 625	533	6 293	3 397	2 727	707	6 831
Coupeurs de cuir, monteurs en chaussures, maroquiniers	194	76	47	317	594	150	89	833	788	226	136	1 150
Conducteurs de fours, lamineurs, tréfileurs, mouleurs, mécaniciens, outilleurs, électriciens	2 738	2 920	650	6 308	1 263	1 698	258	3 219	4 001	4 618	908	9 527
Travailleurs du diamant	606	—	3	609	81	1	—	82	687	1	3	691
Charpentiers, menuisiers, ébénistes	1 018	426	172	1 616	101	73	12	186	1 119	499	184	1 802
Peintres et colleurs de papiers peints, maçons, carreleurs, plafonneurs	2 643	1 282	372	4 297	7	38	1	46	2 650	1 320	373	4 343
Compositeurs, typographes	166	115	133	414	77	188	89	354	243	303	222	768
Potiers, conducteurs de fours, formeurs de verre	302	316	31	649	356	663	7	1 026	658	979	38	1 675
Meuniers, boulangers, brasseurs	403	153	158	714	458	458	48	964	861	611	206	1 678
Travailleurs de la chimie	54	115	40	209	45	164	29	238	99	279	69	447
Ouvriers en tabac	13	5	2	20	419	110	6	535	432	115	8	555
Ouvriers à la production non classés ailleurs	149	75	106	330	302	386	166	854	451	461	272	1 184
Emballeurs et travailleurs assimilés	90	37	27	154	1 196	786	480	2 462	1 286	823	507	2 616
Conducteurs de machines fixes et d'appareils d'excavation et de levage	257	337	34	628	—	8	—	8	257	345	34	636
Dockers et manutentionnaires	546	552	321	1 419	140	1 000	214	1 354	686	1 552	535	2 773
Manœuvres ordinaires	7 314	7 930	953	16 197	2 790	1 717	674	5 181	10 104	9 647	1 627	21 378
Cuisiniers, femmes de chambre, garçons de salle, serveurs	513	299	273	1 085	1 049	1 021	345	2 415	1 562	1 320	618	3 500
Autres travailleurs spécialisés dans les services	322	320	110	752	1 794	3 099	888	5 781	2 116	3 419	998	6 533
Total général	**24 052**	**19 881**	**5 908**	**49 841**	**23 879**	**23 959**	**7 041**	**54 879**	**47 933**	**43 838**	**12 949**	**104 720**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition des chômeurs complets par groupe

GROUPE D'AGES	DURÉE DU									
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans
	RÉGION FLAMANDE						RÉGION			
	HOM									
Moins de 25 ans :										
1971	1 030	265	164	37	29	1 525	748	208	167	46
1972	1 887	541	380	89	27	2 924	1 444	633	416	92
1973	1 061	344	369	124	51	1 949	1 007	376	378	162
1974	1 175	351	396	92	61	2 075	1 038	355	381	126
De 25 à moins de 40 ans :										
1971	902	211	244	143	520	2 025	573	185	190	193
1972	1 686	609	575	262	495	3 627	1 163	545	479	199
1973	1 034	320	396	431	539	2 720	872	342	413	416
1974	946	288	343	291	612	2 480	860	344	383	314
De 40 à moins de 50 ans :										
1971	642	185	299	328	1 665	3 119	538	216	325	381
1972	1 009	473	530	453	1 650	4 115	789	466	521	485
1973	596	283	423	649	1 641	3 592	583	333	476	699
1974	509	238	309	484	1 772	3 312	741	257	369	529
De 50 à 65 ans :										
1971	1 323	755	1 528	1 971	10 192	15 769	734	603	929	1 452
1972	1 914	1 468	1 994	2 256	9 597	17 229	1 030	840	1 135	1 551
1973	1 364	1 052	1 840	3 251	9 371	16 878	907	810	1 365	2 186
1974	1 111	913	1 553	2 835	9 879	16 291	977	611	1 198	2 226
Total en 1971	**3 897**	**1 416**	**2 235**	**2 484**	**12 406**	**22 438**	**2 593**	**1 212**	**1 611**	**2 072**
Total en 1972	**6 496**	**3 091**	**3 479**	**3 060**	**11 769**	**27 895**	**4 426**	**2 484**	**2 551**	**2 327**
Total en 1973	**4 055**	**1 999**	**3 028**	**4 455**	**11 602**	**25 139**	**3 369**	**1 861**	**2 632**	**3 463**
Total en 1974	**3 741**	**1 790**	**2 601**	**3 702**	**12 324**	**24 158**	**3 616**	**1 567**	**2 331**	**3 195**
	FEM									
Moins de 25 ans :										
1971	1 360	396	336	108	44	2 244	1 351	622	735	513
1972	1 782	693	620	192	49	3 336	1 340	864	972	649
1973	2 112	854	1 122	557	108	4 753	1 586	937	1 319	963
1974	2 798	1 168	1 527	744	259	6 496	2 088	1 297	1 752	1 292
De 25 à moins de 40 ans :										
1971	702	324	364	230	386	2 006	706	415	610	601
1972	1 023	544	643	439	427	3 076	903	596	722	806
1973	1 297	661	955	849	668	4 430	1 006	618	986	1 176
1974	1 534	802	1 062	1 200	944	5 542	1 312	773	1 146	1 454
De 40 à 60 ans :										
1971	593	411	810	762	2 083	4 659	600	416	746	1 031
1972	842	635	980	963	2 308	5 728	679	527	752	1 135
1973	930	637	1 161	1 279	2 682	6 689	732	515	1 003	1 291
1974	924	656	1 096	1 453	3 122	7 251	837	619	933	1 533
Total en 1971	**2 655**	**1 131**	**1 510**	**1 100**	**2 513**	**8 909**	**2 657**	**1 453**	**2 091**	**2 145**
Total en 1972	**3 647**	**1 872**	**2 243**	**1 594**	**2 784**	**12 140**	**2 922**	**1 987**	**2 446**	**2 590**
Total en 1973	**4 339**	**2 152**	**3 238**	**2 685**	**3 458**	**15 872**	**3 324**	**2 070**	**3 308**	**3 470**
Total en 1974	**5 256**	**2 626**	**3 685**	**3 397**	**4 325**	**19 289**	**4 237**	**2 689**	**3 847**	**4 278**

(a) Recensement à la date du 30 juin. Les données comprennent les chômeurs occupés par les pouvoirs publics.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

d'âges, durée et région linguistique (a)

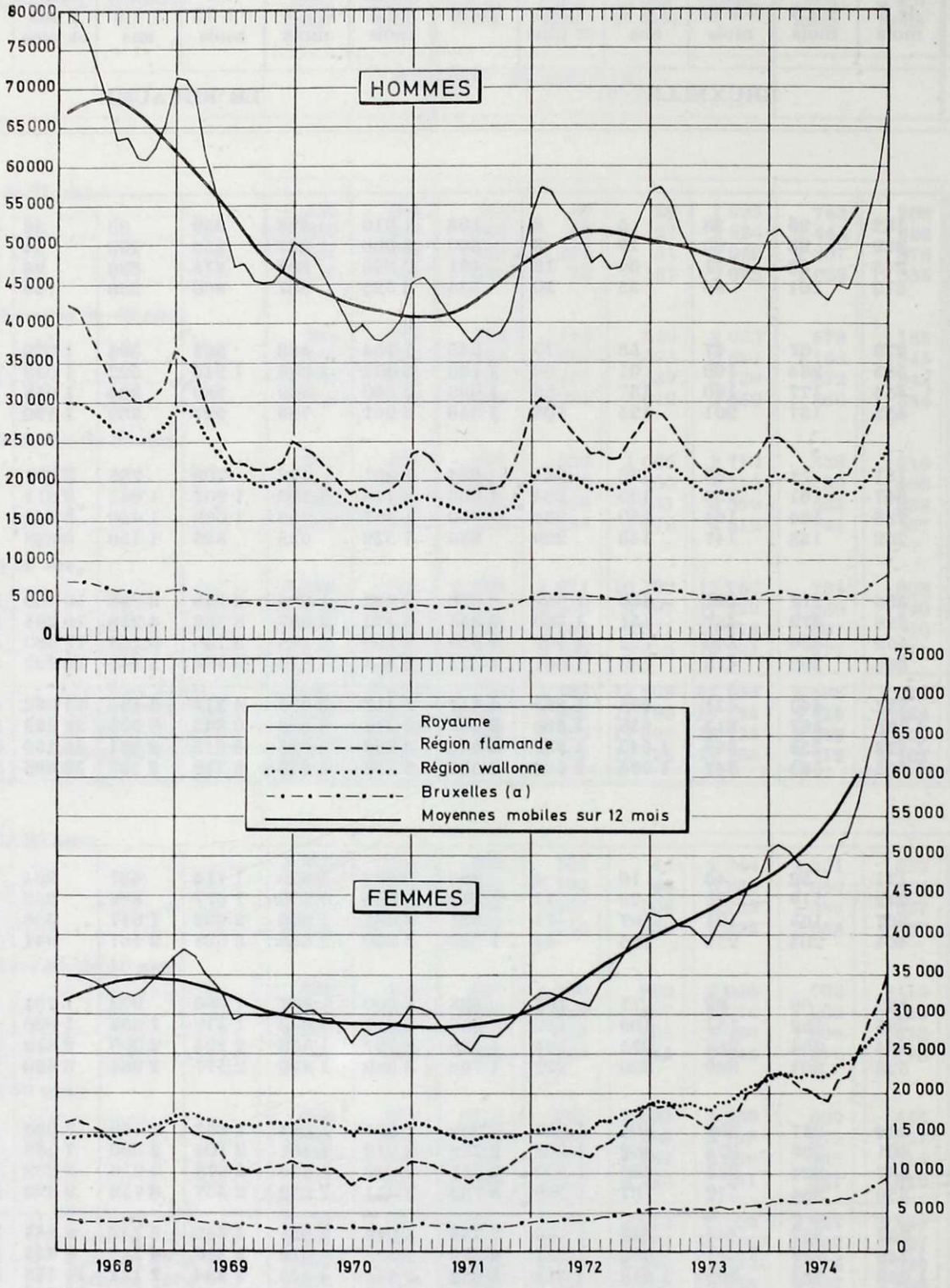
CHÔMAGE

De ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
WALLONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
HOMMES													
49	1 218	132	25	28	5	8	198	1 910	498	359	88	86	2 941
19	2 604	329	93	60	19	8	509	3 660	1 267	856	200	54	6 037
34	1 957	275	88	71	34	13	481	2 343	808	818	320	98	4 387
73	1 973	312	101	86	35	10	544	2 525	807	863	253	144	4 592
480	1 621	279	67	67	53	79	545	1 754	463	501	394	1 079	4 191
458	2 844	585	234	160	61	90	1 130	3 434	1 388	1 214	522	1 043	7 601
431	2 474	454	177	180	137	88	1 036	2 360	839	989	984	1 058	6 230
470	2 371	455	157	201	125	108	1 046	2 261	789	927	730	1 190	5 897
791	3 251	181	71	85	76	241	654	1 361	472	709	785	3 697	7 024
627	3 888	347	161	156	105	234	1 003	2 145	1 100	1 207	1 043	3 511	9 006
669	3 760	288	134	164	150	234	970	1 467	750	1 063	1 498	3 544	8 322
787	3 683	262	133	147	143	269	954	1 512	628	825	1 156	3 828	7 949
551	11 269	335	277	291	460	1 657	3 020	2 392	1 635	2 748	3 883	19 400	30 058
044	11 600	528	379	437	451	1 560	3 355	3 472	2 687	3 566	4 258	18 201	32 184
593	11 861	459	336	540	722	1 502	3 559	2 730	2 198	3 745	6 159	17 466	32 298
963	11 975	366	292	413	783	1 661	3 515	2 454	1 816	3 164	5 844	18 503	31 781
871	**17 359**	**927**	**440**	**471**	**594**	**1 985**	**4 417**	**7 417**	**3 068**	**4 317**	**5 150**	**24 262**	**44 214**
148	**20 936**	**1 789**	**867**	**813**	**636**	**1 892**	**5 997**	**12 711**	**6 442**	**6 843**	**6 023**	**22 809**	**54 828**
727	**20 052**	**1 476**	**735**	**955**	**1 043**	**1 837**	**6 046**	**8 900**	**4 595**	**6 615**	**8 961**	**22 166**	**51 237**
293	**20 002**	**1 395**	**683**	**847**	**1 086**	**2 048**	**6 059**	**8 752**	**4 040**	**5 779**	**7 983**	**23 665**	**50 219**
FEMMES													
316	3 537	171	52	43	16	4	286	2 882	1 070	1 114	637	364	6 067
289	4 114	272	119	85	25	11	512	3 394	1 676	1 677	866	349	7 962
387	5 192	367	165	191	97	11	831	4 065	1 956	2 632	1 617	506	10 776
638	7 067	464	204	252	125	44	1 089	5 350	2 669	3 531	2 161	941	14 652
1 300	3 632	192	68	92	71	105	528	1 600	807	1 066	902	1 791	6 166
1 287	4 314	385	199	154	109	112	959	2 311	1 339	1 519	1 354	1 826	8 349
1 578	5 364	464	234	283	275	164	1 420	2 767	1 513	2 224	2 300	2 410	11 214
2 214	6 899	523	304	369	330	272	1 798	3 369	1 879	2 577	2 984	3 430	14 239
3 950	6 743	344	217	309	405	1 057	2 332	1 537	1 044	1 865	2 198	7 090	13 734
3 986	7 079	491	299	372	462	1 164	2 788	2 012	1 461	2 104	2 560	7 458	15 595
4 257	7 798	567	324	514	646	1 300	3 351	2 229	1 476	2 678	3 216	8 239	17 838
4 732	8 664	550	384	512	767	1 569	3 782	2 311	1 659	2 557	3 752	9 423	19 702
5 566	**13 912**	**707**	**337**	**444**	**492**	**1 166**	**3 146**	**6 019**	**2 921**	**4 045**	**3 737**	**9 245**	**25 967**
5 562	**15 507**	**1 148**	**617**	**611**	**596**	**1 287**	**4 259**	**7 717**	**4 476**	**5 300**	**4 780**	**9 633**	**31 906**
6 222	**18 354**	**1 398**	**723**	**988**	**1 018**	**1 475**	**5 602**	**9 061**	**4 945**	**7 534**	**7 133**	**11 155**	**39 828**
7 584	**22 635**	**1 537**	**892**	**1 133**	**1 222**	**1 885**	**6 669**	**11 030**	**6 207**	**8 665**	**8 897**	**13 794**	**48 593**

Source : Office National de l'Emploi.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

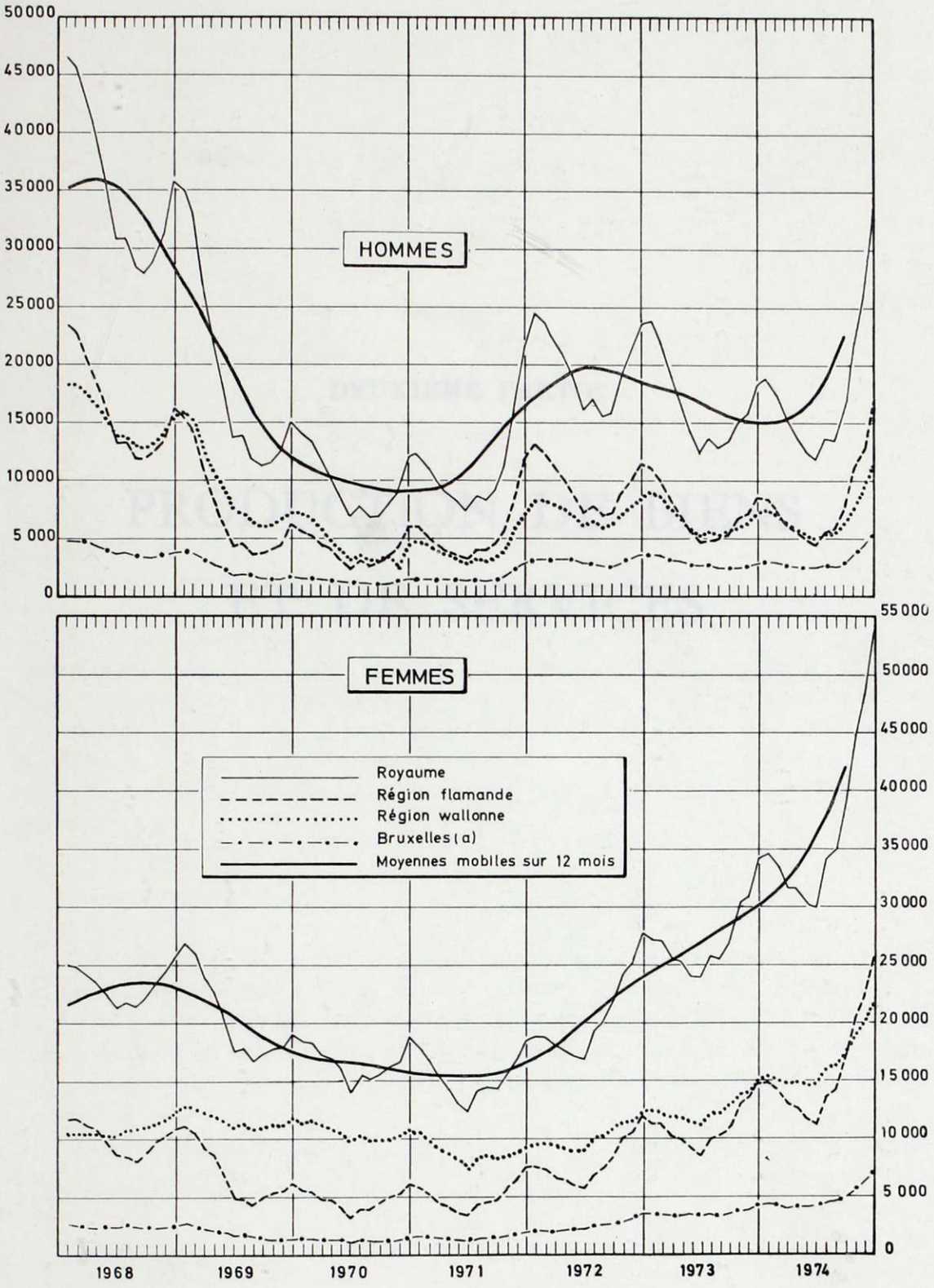


(a) Bruxelles = Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

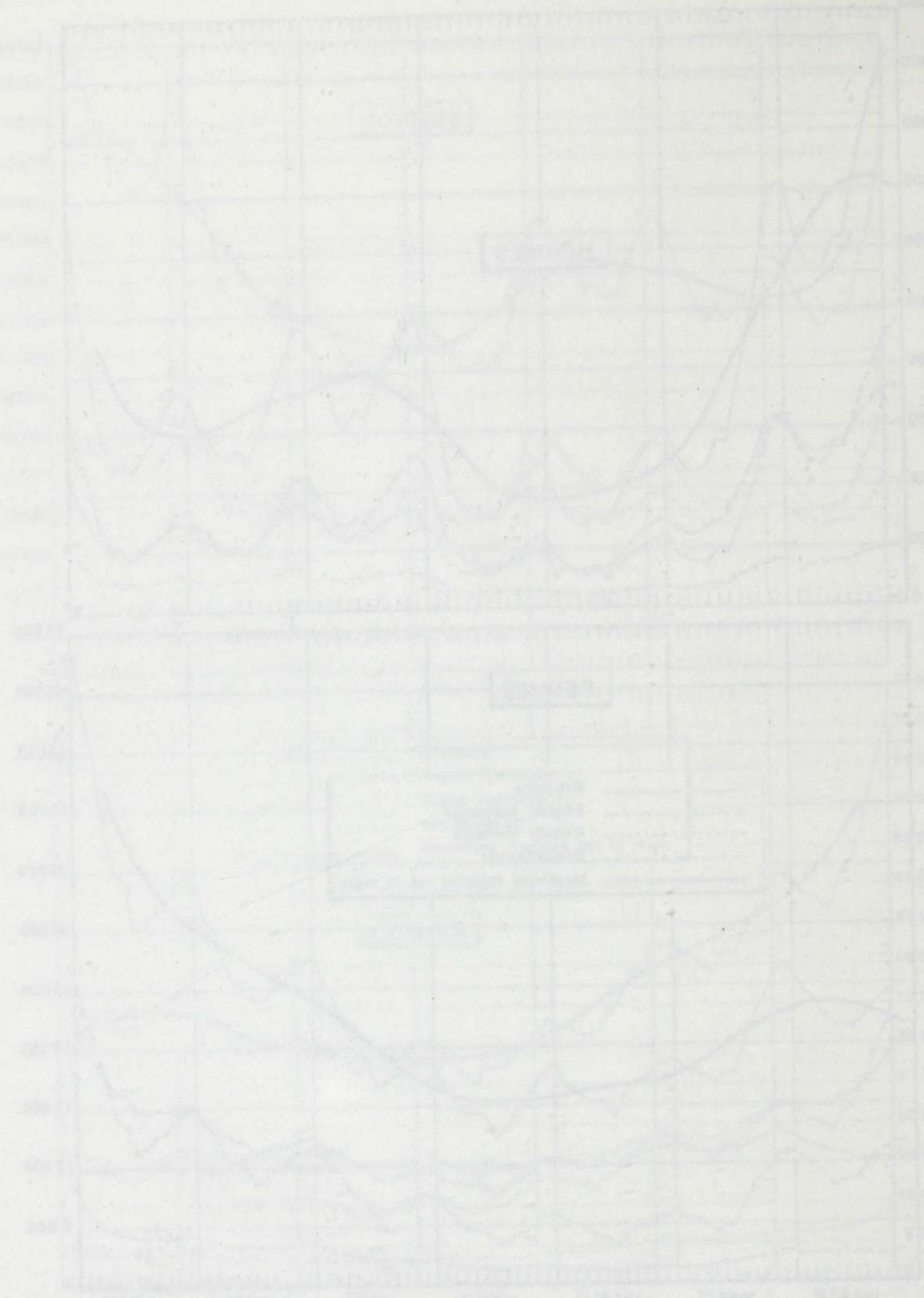
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale



(a) Bruxelles = Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.



DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PÊCHE MARITIME

SECTION I. – AGRICULTURE

§ 1. — ETAT DES CULTURES

1. — *Conditions admosphériques.*

Le temps sec du début de l'été a sensiblement diminué le rendement des herbages, de la première coupe de plantes fourragères et des céréales d'été. Les conditions atmosphériques ont été plus ou moins normales pendant la récolte des céréales d'hiver, mais les précipitations exceptionnelles du mois d'août jusqu'à la fin de l'année ont causé des dégâts importants aux betteraves sucrières. Les conditions de récolte de ces dernières, ainsi que des pommes de terre tardives ont été extrêmement difficiles. La structure de la terre a, en outre, été gravement endommagée par les pluies, ce qui a entravé et réduit l'ensemencement de céréales d'hiver pour la récolte suivante.

2. — *Superficie cultivée.*

Selon le recensement du 15 mai, la superficie cultivée a accusé un recul nettement plus important que l'année précédante : de 14 707 ha, ou 1,0 %. La réduction a dépassé sensiblement celle des deux années précédentes, et même de 1970 et 1971, lorsque d'importantes expropriations ont été effectuées à des fins industrielles et en vue de la construction d'autoroutes.

§ 2. — SITUATION PAR SECTEUR

1. — *Cultures.*

a) Céréales.

Malgré la demande élevée de céréales sur le marché mondial, la superficie réservée à celles-ci a, à nouveau, diminué : de 2,7 % cette fois; ceci notamment en raison de l'intérêt croissant pour les cultures industrielles

(principalement les betteraves sucrières, et le lin) et les fourrages verts, et en raison de la réduction de la superficie cultivée globale.

L'abandon des céréales d'été en faveur des céréales d'hiver plus productives, s'est poursuivi. C'est ainsi qu'entre 1970 et 1974 la superficie consacrée au froment d'été a reculé, de 63,6 %, tandis que celle cultivée de froment d'hiver a progressé de 44 %. Pendant la même période, la superficie réservée à l'escourgeon a doublé tandis que les ensemencements d'orge d'été ont fléchi de près de 60 %.

La superficie globale réservée au froment a, à nouveau, légèrement diminué. Les ensemencements d'orge ont également accusé un recul, de sorte que la progression de l'année précédente a été neutralisée. La culture de seigle continue à reculer et elle ne représente plus que 13 000 ha. La superficie cultivée de maïs a, à nouveau, relativement progressé, sous l'influence des récoltes satisfaisantes de l'année précédente. En chiffres absolus, le maïs demeure une culture peu importante.

Le rendement par hectare des céréales d'hiver les plus importantes (froment d'hiver et escourgeon) a nettement excédé le point culminant de l'année précédente. La récolte par hectare d'escourgeon a dépassé les cinq tonnes et celle de froment d'hiver s'est chiffrée à près de 5,5 tonnes. La récolte par hectare des céréales d'été, par contre, a accusé un recul important, notamment à la suite des conditions de croissance végétale très médiocres, c'est-à-dire la sécheresse pendant la période avril-juin. Le recul atteint 7 à 8 % pour l'orge d'été et l'avoine et plus de 40 % pour le maïs.

En dépit de la diminution du rendement de certaines cultures, la récolte globale de céréales a accusé une régression moins rapide que la superficie cultivée (— 1,4 %). Seule la production totale de froment d'hiver et d'escourgeon a enregistré une progression de respectivement 7,7 % et 8,4 %. Ces deux cultures représentent ensemble près de 2/3 de la récolte globale de céréales, la diminution relativement importante de la récolte des autres cultures a eu une influence moins importante sur la récolte globale de céréales.

b) Légumes à cosse récoltés secs, plantes racines et tuberculifères.

La superficie destinée aux légumes à cosse récoltés s'est accrue de 32,6 % en 1974, pour atteindre le niveau de 1972. L'accroissement a été à peu près égal pour les fèveroles et pour les pois. Le rendement a également été très satisfaisant et la récolte a, dès lors, indiqué une progression importante.

La culture de plantes industrielles s'est accrue à nouveau en raison de la reprise dans la culture du lin, notamment à la suite des mesures de soutien de la C.E.E. La culture des betteraves a, elle aussi, accusé un léger

accroissement, tandis qu'on a enregistré une régression pour les autres plantes industrielles moins importantes (le colza, le tabac et le houblon), exception faite de la chicorée à café.

Le rendement par hectare des betteraves sucrières a été très faible et la teneur en sucre est demeurée au-dessous de la normale, à la suite du temps pluvieux en automne. Les conditions dans lesquelles les récoltes ont été faites ont également été extrêmement défavorables et les dégâts causés à la structure de la terre sont considérables. La récolte globale des tubercules a, dès lors, diminué de 13,1 %. Le rendement de paille de lin a également légèrement reculé (— 1,3 %), mais la production s'est néanmoins accrue de près de 35 %, à la suite de l'ensemencement accru.

La superficie de plantes racines et tuberculifères, soit, d'une part, de pommes de terre et, d'autre part, des plantes racines et tuberculifères pour l'alimentation du bétail, a diminué de 4,4 % en 1974, à la suite de la réduction de la superficie consacrée aux pommes de terre et de la culture des betteraves fourragères.

Le rendement des pommes de terre mi-hâtives et tardives a été extrêmement élevé, nonobstant les circonstances défavorables de récolte et le retard important de celle-ci. La récolte globae de pommes de terre a ainsi dépassé celle de l'année précédente de 21,6 %.

En ce qui concerne les betteraves fourragères, tant la superficie cultivée que le rendement ont accusé un fléchissement, de sorte que la récolte globale a diminué de 7,8 % pour les tubercules et de 11,6 % pour les feuilles.

c) Fourrages verts et herbages.

La superficie des prairies a diminué, en 1974, de 1,1 %. Cette réduction s'est faite exclusivement au détriment des prairies à faucher, les prairies à pâturer accusant une légère progression (+ 0,5 %).

Le rendement par hectare des herbages a été plus faible que normalement au commencement de l'été, en raison de la sécheresse qui a sévi pendant cette période. Ceci explique également la diminution relativement importante de la récolte globale de la première coupe de prairies à faucher. Le temps pluvieux à partir de juillet, par contre, a eu une incidence favorable sur la production d'herbage et notamment sur les récoltes de la deuxième coupe des prairies à faucher.

La superficie ensemencée de fourrages verts continue à s'accroître, à la suite de l'expansion importante de la superficie cultivée de maïs à ensiler. Les ensemencements de trèfle et de luzerne, par contre, continuent à marquer un recul. La récolte a été inférieure à celle de l'année précédente en raison de la diminution du rendement du maïs à ensiler de 9,9 % et de la régression du rendement du trèfle.

2. — *Elevage.*

a) Importance du cheptel.

Selon le recensement du 1er décembre 1974, le nombre de chevaux a diminué de 4,3 %, atteignant 52 964 unités; 36 084 sont des chevaux agricoles, ce qui représente une diminution par rapport à 1973 de 8,2 % pour cette catégorie de chevaux.

L'ensemble du cheptel bovin a diminué, à fin décembre, de 0,3 %. Le nombre de vaches laitières a régressé de 1,8 % et le nombre de veaux d'élevage de moins d'un an de 4,9 %. Il convient de souligner que le nombre de génisses s'est de nouveau accru de 7,5 %. Toutefois, cette évolution est encore une conséquence de l'expansion du cheptel en 1973.

Malgré la crise de l'élevage porcin, le nombre global de porcs n'a fléchi que de 0,7 %. On a, certes, enregistré une certaine diminution du cheptel de porcs reproducteurs, mais cette régression a été très réduite par rapport aux pertes énormes accusées par cette spéculation pendant le printemps et l'été de 1974.

b) Production et consommation de viande.

En 1974, 862 992 pièces de gros bétail ont été abattues, représentant 508 124 t, ce qui équivaut à une augmentation de 18,0 % en poids et de 14,8 % en nombre. Cette progression est due en grande partie à l'expansion du cheptel en 1973, dont les effets ont continué à se faire sentir en 1974. Ces conséquences se manifestent principalement sous la forme d'une augmentation des abattages de taureaux et de bœufs (+ 13,0 % en poids). En raison de la réduction du cheptel en 1974, les abattages de vaches et de génisses ont, en outre, augmenté davantage (+ 22,6 %).

Cette tendance à la réduction du cheptel se reflète également dans l'accroissement des abattages de veaux (+ 16,1 %).

En 1974, les abattages de porcs ont progressé de 7,4 % en poids, en raison de la forte expansion du cheptel porcin en 1973. Les prix très faibles au cours de l'année ont cependant donné lieu à une stabilisation du cheptel porcin, de sorte que les abattages du quatrième trimestre n'ont excédé ceux de la période correspondante de 1973 que de 2,2 %.

Selon les estimations provisoires de l'Institut économique agricole, la valeur globale de la production de viande bovine a progressé de 12,0 %, à la suite principalement de la production plus importante et de la baisse du niveau des prix de 4,2 %.

La valeur globale de la production de viande porcine a reculé, selon la même source, de 10,3 % et ce nonobstant la production nettement plus

importante. Cette évolution est due principalement à la baisse des prix déjà mentionnée qui a atteint en moyenne 20,1 %.

L'offre de poules à abattre a diminué en 1974 de 5,8 %. La valeur globale de viande de volaille a, dès lors, fléchi de 21,7 % en raison également de la baisse relativement importante des prix.

La production nette de viande indigène avait progressé, en 1973, de 6,3 %. C'est surtout la viande porcine qui avait contribué à cette augmentation (+ 9,0 %). En 1974, la progression de la production nette de viande s'est même chiffrée à 11,2 %, surtout à la suite de l'augmentation massive de la viande bovine et de la viande de veau (+ 30,2 %). La consommation de viande s'est accrue en une moindre mesure (respectivement 4,2 % et 5,7 % en 1973 et 1974).

En raison de ce rythme d'accroissement différent, le solde des importations et exportations était passé, en 1973, à près de 98 000 t, principalement à cause de la production plus élevée de viande porcine. En 1974, ce solde a atteint un point culminant de 156 000 t, tant en raison de la réduction du solde négatif pour la viande bovine qu'en raison du nouvel accroissement du solde pour la viande porcine, qui a atteint près de 219 000 t, soit 36,3 % de la production globale belge, contre 33,3 % en 1973.

c) Production laitière.

Les livraisons de lait aux laiteries ont progressé, en 1974, de 4,0 %, pour atteindre 2 580 millions de litres. La part du lait de qualité dans la production globale devient de plus en plus importante, les livraisons de lait AA et A ayant accusé une augmentation de respectivement 9,6 % et 18,5 %, contre 2,2 % seulement pour le lait ordinaire. Ces deux qualités de lait ont représenté, en 1974, 13,1 % des livraisons globales, contre 11,6 % en 1973 et 5,0 % en 1968. La transformation de lait à la ferme continue a perdre de l'importance, ce qui se manifeste notamment en une nouvelle réduction des livraisons de crème et de lait écrémé aux laiteries.

La valeur de la production d'œufs a diminué de 6,8 % par rapport à l'année précédente.

3. — *Horticulture.*

En 1974, la superficie de la culture fruitière de plein air a encore diminué, surtout en raison d'une réduction des vergers à hautes tiges, des fraises pour consommation à l'état frais et de la culture de framboises. La superficie des vergers à basses tiges s'est maintenue au niveau de l'année précédente.

La culture fruitière sous verre, par contre, a enregistré une forte progression grâce à l'augmentation importante de la culture de fraises (+ 10,1 %). La culture de raisins sous verre poursuit toutefois sa courbe descendante (— 6,0 % pour atteindre 283 ha).

Les cultures maraîchères de plein air ont progressé de 6,7 % pour atteindre plus de 30 000 ha. Tout comme l'année précédente, on a enregistré en 1974 une expansion importante des cultures extensives des entreprises agricoles (pois et haricots verts, salsifis). Par contre, les cultures traditionnelles des entreprises horticoles spécialisées (les chicorées, les asperges, les choux-fleurs, etc.) ont accusé, en 1974, un nouveau recul.

La culture de légumes sous verre s'est maintenue à peu près au niveau de 1973, malgré la forte hausse des prix des combustibles qui a touché ce secteur. La part de la culture de tomates s'est stabilisée à environ 74 % des plantations globales.

Selon l'Institut économique agricole, la valeur de la production s'est accrue de 10,7 %. La progression est plus considérable pour les fruits (30,5 %) et les produits horticoles non comestibles (+ 10,0 %) que pour les légumes (5,0 %).

§ 3. — ECONOMIE AGRICOLE GLOBALE

1. — *Emploi.*

En 1974, la réduction du nombre de personnes occupées dans l'agriculture s'est ralentie sensiblement : suivant le recensement du 15 mai, le nombre de travailleurs permanents s'est chiffré à 136 218, soit 3,1 % seulement de moins que l'année précédente.

En 1972 et 1973, ce recul s'était élevé à respectivement 5,2 % et 6,0 %. Le nombre des chefs d'exploitation a fléchi de 3,2 % et celui des successeurs potentiels, c'est-à-dire les membres de la famille occupés comme travailleurs permanents, de 6,3 %. Le nombre d'ouvriers agricoles permanents a, lui, progressé de 7,0 % pour atteindre 7 748 unités, ce qui semble indiquer une modification dans la tendance, puisqu'en 1973 également on a enregistré une augmentation importante dans cette catégorie.

Le nombre de travailleurs non-permanents a progressé globalement de 1,1 %, pour atteindre 94 176 unités. Cette évolution doit être attribuée principalement à l'accroissement du nombre de membres de familles occupés comme travailleurs (11,0 %). Le nombre de chefs d'exploitation de ce groupe n'a reculé que de 3,8 % tandis que le nombre de travailleurs non membres de la famille, qui représentait, en 1974, 3,0 % seulement du nombre de travailleurs non permanents, a fléchi de 16,8 %.

2. — *Commerce extérieur.*

En 1974, les importations de produits d'élevage ont reculé assez sensiblement : 16,8 % en poids et 3,6 % en valeur. Les exportations ont également diminué en poids, mais ont enregistré une légère progression en valeur.

Pour les produits de grandes cultures, on a noté une progression importante en valeur, tant des importations que des exportations, surtout à la suite des hausses de prix sur le marché international. En poids, les importations n'ont accusé qu'une croissance de 4,9 %, tandis que les exportations ont régressé de 3,7 %.

Les importations de produits horticoles ont accusé un accroissement en poids et en valeur quasiment identique (respectivement 10,2 % et 13,4 %). En poids, les importations se sont maintenues au niveau de l'année précédente, mais ont progressé de 10,0 % en valeur. L'augmentation des importations s'est rapportée principalement aux légumes, tandis qu'une réduction a été notée pour les fruits. Dans les exportations, c'est surtout la hausse de la valeur des légumes, — dont les exportations ont cependant accusé une régression en poids — qui a été concluante.

3. — *Evolution des prix.*

En 1974, l'évolution des prix dans l'agriculture a été très défavorable. En effet, l'indice moyen global des prix de vente a fléchi de 6,6 %, tandis que l'indice provisoire des coûts a progressé de 8,9 %.

En ce qui concerne les produits de grandes cultures, l'évolution des prix a été très favorable pour le lin (+ 36,6 %). Les betteraves et les céréales ont également enregistré une légère hausse de prix, mais les prix des pommes de terre ont fléchi de plus de la moitié, en raison de l'offre très élevée par suite du rendement par hectare anormalement élevé. De ce fait, l'indice global des produits de grandes cultures a reculé de 8,8 %.

Pour l'élevage, une baisse des prix a été observée pour tous les produits, excepté le lait de laiterie (+ 4,6 %). Des pertes énormes ont été enregistrées pour l'élevage porcin, où le prix moyen a été inférieur de 18,9 % à celui de l'année précédente. Les prix des œufs ont également subi une baisse notable (— 9,8 %), tandis que ce sont principalement ces deux spéculations qui ont été le plus touchées par la hausse poussée des prix des aliments de bétail. Les baisses de prix ont été plutôt faibles pour le cheptel bovin (entre — 2,9 % et — 5,5 %) et les produits à rôtir (— 2,3 %). Le fléchissement global des prix dans le secteur de l'élevage a, dès lors, atteint 6,6 %.

L'indice des prix payés a été influencé entre autres par la hausse des prix des engrais et des aliments de bétail (respectivement + 26,7 % et + 6,6 %). Les coûts en matériel et les frais généraux ont également mar-

qué une progression notable, tandis que l'indice provisoire des salaires ne s'est accru que de 6,8 %. Comme ce taux sous-estime largement l'évolution réelle, l'indice définitif accusera probablement une progression d'au moins 10 %.

4. — *Evolution des revenus.*

Selon les estimations provisoires de l'Institut économique agricole, le revenu agricole global a fléchi, en 1974, de 23,2 % par rapport à l'année 1973 et de 16,7 % par rapport à 1972 et ce , en raison de l'évolution des prix précités. Le rapport entre le revenu moyen des agriculteurs et le revenu moyen des salariés tomberait ainsi à 60,2 % (84,6 % en 1973) alors que c'est la parité entre ces deux catégories de revenus qui est l'objectif de la politique agricole belge et européenne.

SECTION II. – PÊCHE MARITIME

L'arrivage global de poisson a enregistré, en 1974, pour la troisième fois consécutive une diminution en volume (— 9,5 % contre — 10,6 % en 1973 et — 6,0 % en 1972). Cette évolution est due notamment à l'appauvrissement des lieux de pêche et aux conventions internationales de limitation de la pêche en vue de remédier à cette situation. Le doublement des prix des combustibles a également eu une influence néfaste sur le rendement et, indirectement, sur la production de la flotte de pêche.

L'un et l'autre élément ont contribué au recul de la pêche de fond et de la pêche de poissons pélagiques (respectivement — 6,8 % et — 65,2 % en poids) tandis que la prise de crustacés et de mollusques s'est maintenue au niveau de l'année précédente.

La valeur des arrivages globaux a progressé de 11,5 %, en raison des hausses de prix, qui n'ont toutefois pas pu compenser l'accroissement des coûts. Pour les poissons de fond ainsi que pour les crustacés et mollusques, la valeur globale a augmenté de respectivement 2,2 % et 5,8 %, tandis que la valeur des arrivages de poissons pélagiques a fléchi de 53,3 %.

Les exportations de poissons ainsi que de crustacés et mollusques a continué à régresser (— 15,6 % en valeur et 1,7 % en poids) ; les importations se sont accrues de 6,3 % en volume et de 20,6 % en valeur.

*

* *

Superficies cultivées

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	Différence en % de 1973 à 1974
Céréales	461,6	457,4	462,3	447,7	435,8	— 2,7
Légumes à cosse récoltés secs	6,6	5,4	4,0	2,9	3,9	+ 34,5
Plantes industrielles	101,4	109,2	112,2	114,6	117,2	+ 2,3
Plantes racines et tuberculifères	79,8	73,4	65,2	70,2	67,1	— 4,4
Fourrages verts	37,6	44,0	51,9	55,7	63,0	+ 13,1
Prés et prairies	794,7	781,9	768,1	761,1	752,6	— 1,1
Cultures maraîchères	27,4	26,4	25,8	28,3	30,2	+ 6,7
Cultures fruitières	21,1	20,0	18,7	17,8	16,9	— 5,1
Autres cultures	12,1	11,8	12,4	11,9	10,3	— 13,4
Total général des cultures	**1 542,3**	**1 529,5**	**1 520,6**	**1 510,2**	**1 497,0**	**— 0,9**

Source : Institut National de Statistique.

Céréales

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	Différence en % de 1973 à 1974
Céréales panifiables	**206,7**	**224,1**	**232,9**	**217,3**	**211,9**	**— 2,5**
Froment	181,2	193,0	204,1	193,3	190,3	— 1,6
dont : Froment d'hiver et alternatif	*115,8*	*151,5*	*170,1*	*161,6*	*166,8*	*+ 3,2*
Froment de printemps	*65,4*	*41,5*	*34,0*	*31,7*	*23,5*	*— 25,9*
Seigle	19,9	23,5	21,4	16,2	13,2	— 18,5
Epeautre	5,6	7,6	7,4	7,8	8,4	+ 7,7
Céréales non panifiables	**254,9**	**233,3**	**229,4**	**230,4**	**223,9**	**+ 2,8**
Orge	169,7	149,2	148,7	155,7	149,3	— 4,1
dont : Escourgeon	*50,3*	*68,6*	*84,2*	*97,3*	*101,3*	*+ 4,1*
Orge d'été	*119,4*	*80,6*	*64,5*	*58,4*	*48,0*	*— 17,8*
Avoine	71,9	71,0	66,8	61,0	59,5	— 2,5
Maïs pour la graine	1,9	3,3	4,6	4,2	4,9	+ 16,7
Autres	11,4	9,8	9,3	9,5	10,2	+ 7,4
Total des céréales	**461,6**	**457,4**	**462,3**	**447,7**	**435,8**	**— 2,7**

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies totales recensées

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	Différence en % de 1973 à 1974
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	89,7	93,1	100,5	104,4	105,1	+ 0,7
Lin	8,2	12,5	8,1	6,7	9,1	+35,8
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	1 422	1 210	692	754	820	+ 8,8
Tabac	570	711	687	560	495	—11,6
Houblon	971	1 036	1 145	1 183	1 157	— 2,2
Colza	478	602	1 008	897	458	—48,9
Autres cultures industrielles	49	45	42	74	83	+12,2

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	Différence en % de 1973 à 1974
Pommes de terre hâtives	3,4	4,1	3,4	4,5	4,2	— 6,7
Pommes de terre mi-hâtives	29,1	25,4	21,8	25,2	23,1	— 8,3
Pommes de terre tardives	14,0	12,8	11,5	12,9	12,9	—
Betteraves fourragères et mi-sucrières	32,7	30,7	28,1	27,2	26,6	— 2,2
Autres	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3	—25,0
Total ...	**79,8**	**73,4**	**65,2**	**70,2**	**67,1**	— 4,4

Source : Institut National de Statistique.

Cultures fruitières

Superficies totales recensées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	Différence en % de 1973 à 1974
Cultures fruitières de plein air	**21 096**	**19 955**	**18 731**	**17 802**	**16 879**	**— 5,2**
Pour la vente	*19 583*	*18 633*	*17 569*	*16 868*	*16 175*	*— 4,1*
Vergers à hautes tiges :	18 379	7 862	6 832	6 215	5 650	— 9,1
Vergers à basses tiges :		9 616	9 671	9 604	9 607	+ 0,0
Fraises	1 027	995	922	912	784	— 14,0
Fruits à baies et framboises	177	160	144	137	134	— 2,2
Pour consommation familiale	*1 513*	*1 322*	*1 162*	*934*	*704*	*— 24,6*
Cultures fruitières sous verre pour la vente	**422**	**397**	**521**	**495**	**496**	**+ 0,0**
Pêches	3	2	2	2	2	+ 0,0
Fraises	56	60	208	182	200	+ 9,9
Raisins	362	334	310	301	283	— 6,0
Autres fruits	1	1	1	3	11	+266,7

Source : Institut National de Statistique.

Cultures maraîchères

Superficies totales recensées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	Différence en % de 1973 à 1974
Cultures maraîchères de plein air	**27 405**	**26 389**	**25 841**	**28 272**	**30 166**	**+ 6,7**
Pour la vente	*25 105*	*24 647*	*24 274*	*26 858*	*28 980*	*+ 7,9*
Pois verts	11 652	9 808	10 188	11 845	13 180	+11,3
Haricots verts	2 391	2 936	2 627	2 824	2 861	+ 1,3
Tomates	287	158	154	129	113	—12,4
Chicorées (witloof)	3 801	3 831	3 815	3 682	3 618	— 1,7
Asperges	220	202	187	191	182	— 4,7
Choux-fleurs	612	609	660	696	671	— 3,6
Scorsonères	1 813	2 551	2 025	2 396	2 778	+15,9
Autres légumes	4 329	4 552	4 618	5 095	5 577	+ 9,5
Jardins potagers (consommation familiale)	*2 300*	*1 742*	*1 567*	*1 414*	*1 186*	*—16,1*
Cultures maraîchères sous verre pour la vente	**884**	**869**	**873**	**965**	**959**	**— 0,6**
Tomates	691	681	682	713	709	— 0,6
Autres légumes	193	188	191	252	250	— 0,8

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1970	1971	1972	1973	1974	Différence en % de 1973 à 1974
Froment d'hiver	44,6	47,5	46,4	52,2	54,5	+ 4,4
Froment de printemps	29,2	38,2	37,3	41,6	40,4	— 2,9
Seigle	30,8	34,8	33,8	36,6	35,0	— 4,4
Escourgeon	42,5	45,1	47,7	49,7	51,8	+ 4,2
Orge	26,1	34,6	36,4	39,7	36,3	— 8,6
Avoine	27,0	39,2	36,6	40,4	37,4	— 7,4
Maïs cultivé pour la graine	51,8	56,3	40,4	62,9	50,1	— 20,3
Pois secs	29,0	33,4	29,6	32,0	35,7	+ 11,6
Betteraves sucrières	431,3	523,2	429,7	491,8	424,9	— 13,6
Lin (paille)	52,6	67,9	69,0	69,9	69,0	— 1,3
Chicorée à café	396,9	445,4	391,4	408,1	387,5	— 5,0
Pommes de terre tardives	312,7	341,0	317,3	304,5	367,8	+ 20,8
Pommes de terre mi-hâtives	301,6	334,4	308,1	283,7	390,2	+ 37,5
Pommes de terre hâtives	172,8	218,6	206,7	209,4	200,0	— 4,5
Betteraves fourragères	905,8	995,0	857,4	925,6	873,6	— 5,6
Trèfle ordinaire (foin)	48,8	52,3	50,7	53,9	47,1	— 12,6
Luzerne (foin)	55,2	58,7	59,4	62,3	56,3	— 9,6
Foin de prairies permanentes	47,4	53,8	53,5	57,1	49,4	— 13,5

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1970	1971	1972	1973	1974
Froment d'hiver	5 166,8	7 194,1	7 891,6	8 437,7	9 090,2
Froment de printemps	1 908,5	1 584,5	1 276,1	1 318,8	951,0
Seigle	612,6	819,7	722,4	591,6	463,0
Escourgeon	2 138,9	3 093,6	4 016,7	4 836,6	5 246,0
Orge	3 115,7	2 788,3	2 348,4	2 318,0	1 744,2
Avoine	1 943,0	2 782,2	2 444,9	2 463,3	2 223,7
Maïs cultivé pour la graine	98,6	183,8	184,2	265,6	244,4
Pois secs	131,4	115,4	65,9	44,6	67,1
Betteraves sucrières	38 682,4	48 730,3	43 192,5	51 356,5	44 653,2
Lin (paille)	430,5	845,6	555,3	464,4	625,5
Chicorée à café	564,4	538,9	271,0	309,6	317,9
Pommes de terre tardives	4 382,5	4 361,1	3 636,0	3 905,7	4 727,2
Pommes de terre mi-hâtives	8 763,3	8 488,1	6 720,4	7 152,8	9 029,7
Pommes de terre hâtives	587,9	885,3	702,6	946,7	841,4
Betteraves fourragères	29 658,6	30 524,6	24 131,5	25 210,0	23 252,3

Source : Institut National de Statistique.

Institut National du Crédit Agricole
Opérations ordinaires
(en millions de francs)

DESIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974
Achat de terres et de fermes	367,5	305,6	452,0	674,3	481,6
Achat de matériel	221,1	272,7	315,4	394,2	202,3
Reprise d'exploitations agricoles	276,9	248,9	396,3	500,7	447,0
Construction de bâtiments ruraux	557,1	318,1	461,4	775,2	640,7
Travaux d'amélioration et d'équipement	55,5	53,3	87,4	104,9	60,9
Drainage	19,2	9,7	15,0	14,7	24,7
Autres	621,5	853,1	1 099,5	1 711,7	1 742,8
Total ...	**2 118,8**	**2 061,4**	**2 826,5**	**4 175,7**	**3 600,0**

Source : Institut National de Crédit Agricole.

Cheptel
(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	1 décembre 1971 Total	1 décembre 1972 Total	1 décembre 1973 Total	1 décembre 1974 Total
Chevaux	**60,1**	**57,8**	**55,7**	**53,5**
Bovidés :				
Vaches laitières	1 001,7	1 039,5	1 083,9	1 064,6
Autres bovidés	1 641,3	1 710,7	1 812,5	1 824,4
Total des bovidés ...	**2 643,0**	**2 750,2**	**2 896,4**	**2 889,0**
Porcs	**3 924,8**	**4 298,2**	**4 720,2**	**4 666,3**

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande							Abats comestibles (d)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1968.	185,8	20,4	359,7	3,7	2,0	112,1	683,7	45,0	728,7
1969.	198,5	21,4	369,1	3,9	4,0	112,3	709,2	45,0	754,2
1970.	211,3	24,3	458,2	4,7	3,5	122,2	824,2	52,2	876,4
1971.	221,5	26,0	483,9	4,2	3,2	122,8	861,6	55,9	917,5
1972.	188,1	24,6	519,8	2,6	0,4	116,0	851,5	53,3	904,8
1973.	199,0	21,4	566,7	2,5	0,9	115,4	905,9	55,7	961,6
1974.	260,8	26,1	604,2	2,3	0,5	110,3	1 004,2	64,9	1 069,1

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut économique agricole.

(a) Compte tenu des coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme évalués à 22.464 t pour les porcs. Pour les moutons env. 1.800 t.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Y compris les abattages à la ferme évalués à 1.248 t.

Consommation de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande							Abats comestibles (b)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1968.	216,8	23,7	309,9	31,7	6,5	92,1	680,7	56,7	737,4
1969.	222,6	25,8	309,6	34,2	9,2	95,2	696,6	60,3	756,0
1970.	232,0	25,9	327,1	36,8	9,8	100,2	731,8	61,1	792,9
1971.	237,0	26,4	336,6	32,2	10,8	104,5	747,5	67,5	815,0
1972.	239,0	22,9	350,0	34,3	10,2	104,1	760,5	68,1	828,6
1973.	242,5	17,8	377,8	35,3	10,7	109,9	800,0	63,3	863,3
1974.	277,6	24,3	384,9	34,1	11,5	108,9	841,3	71,4	912,7

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut Economique Agricole.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande							Abats comestibles	Total général
	bovine	de veau	porcine	chevaline	ovine et caprine	Autre (b)	Total		
1968.	— 31,0	— 3,3	+ 49,8	— 28,0	— 4,5	+ 20,0	+ 3,0	— 11,7	— 8,7
1969.	— 24,1	— 4,4	+ 59,5	— 30,3	— 5,2	+ 17,1	+ 12,6	— 15,3	— 2,7
1970.	— 20,7	— 1,6	+ 131,1	— 32,1	— 6,3	+ 22,0	+ 92,4	— 8,9	+ 83,5
1971.	— 15,5	— 0,4	+ 147,3	— 28,0	— 7,6	+ 18,3	+ 114,1	— 11,6	+ 102,5
1972.	— 50,9	+ 1,7	+ 169,8	— 31,7	— 9,8	+ 11,9	+ 91,0	— 14,8	+ 76,2
1973.	— 49,5	+ 3,6	+ 188,9	— 32,8	— 9,8	+ 5,5	+ 105,9	— 7,6	+ 98,3
1974.	— 16,8	+ 1,8	+ 219,3	— 31,8	— 11,0	+ 1,4	+ 162,9	— 6,5	+ 156,4

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut Economique Agricole.

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu.
Importations (—); exportations (+).
(b) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Beurre
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Production	97,7	97,9	91,9	84,7	91,6	87,9	..
Beurre de laiterie	76,2	73,5	67,5	62,3	72,2	67,2	70,2
Beurre de ferme ..	21,5	24,4	24,4	22,4	19,4	20,7	..
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	—1,7	+6,2	+8,1	+ 13,7	+2,1	+2,7	—3,0

Sources : Ministère de L'Agriculture, Institut Economique Agricole, Institut National de Statistique.

(a) Importations (—); exportations (+).

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1968	293,0	9 563,9	3 168,7	13 298,1	644,9	5 468,4	4 106,6	28 330,4
1969	282,6	10 342,4	3 698,1	15 416,8	793,9	6 557,8	4 774,6	32 317,0
1970	321,5	12 157,4	4 601,9	20 089,0	877,6	6 976,4	5 801,0	39 222,8
1971	346,7	13 703,0	4 374,3	20 377,1	934,7	8 103,3	5 655,7	42 183,4
1972	456,5	17 586,3	4 548,6	21 228,5	1 115,9	9 011,3	6 120,5	47 826,1
1973	559,6	22 281,5	4 847,8	25 685,2	1 106,9	10 288,2	6 514,3	58 254,9
1974	465,5	21 471,2	5 083,2	31 066,7	1 219,8	11 671,8	6 768,5	64 209,7
	EXPORTATIONS							
1968	424,9	12 389,3	715,9	2 957,5	284,8	4 189,6	1 425,6	19 536,4
1969	440,2	14 735,2	917,3	4 192,3	329,5	5 002,1	1 687,0	23 929,6
1970	572,8	18 991,8	964,0	4 722,6	355,9	5 183,6	1 892,7	28 898,0
1971	622,3	23 057,3	816,7	4 199,3	391,7	6 115,0	1 830,7	33 371,6
1972	695,9	26 908,1	1 354,4	6 562,9	444,1	6 627,7	2 494,4	40 098,7
1973	859,5	34 655,8	1 104,1	5 928,4	491,8	8 032,7	2 455,4	48 616,9
1974	831,3	35 066,9	1 063,6	7 019,0	491,7	8 837,9	2 386,6	50 923,8

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 5401.00 + 5401.10 (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité en milliers (de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS					
1968	225,2	1 440,2	410,0	3 746,7	9,7	281,5
1969	335,7	1 828,1	447,6	4 374,9	10,6	354,8
1970	397,7	2 164,0	464,7	4 386,7	15,1	425,8
1971	444,6	2 376,5	475,1	5 221,4	15,0	505,3
1972	541,5	2 569,5	555,7	5 823,9	18,7	617,9
1973	498,3	2 797,3	586,9	6 744,5	21,6	746,4
1974	673,4	3 962,5	524,1	6 789,1	22,3	920,2
	EXPORTATIONS					
1968	171,3	2 253,5	79,7	837,2	34,5	1 098,9
1969	184,6	2 485,4	106,3	1 258,6	38,6	1 258,1
1970	209,5	2 560,5	106,4	1 231,6	40,0	1 391,4
1971	244,5	3 063,7	106,7	1 566,3	40,5	1 485,0
1972	267,3	3 054,7	131,2	1 812,3	45,6	1 760,7
1973	314,5	4 058,1	128,3	2 010,5	49,0	1 964,1
1974	307,4	4 578,8	134,5	2 174,9	49,8	2 084,2

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1968	53,4	0,6	1,9	55,9
1969	46,6	1,1	2,3	50,0
1970	42,5	1,4	2,5	46,4
1971	47,3	0,9	2,0	50,2
1972	43,6	1,5	2,1	47,2
1973	37,0	2,3	2,9	42,2
1974	34,5	0,8	2,9	38,2

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1968	724,3	3,5	70,8	798,6
1969	737,7	6,8	76,4	820,9
1970	837,3	8,1	80,3	925,7
1971	919,1	7,0	73,6	999,7
1972	926,9	11,9	77,7	1 016,4
1973	1 043,0	22,7	116,5	1 182,2
1974	1 066,2	10,6	123,2	1 200,0

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1968	81,2	1 390	29,1	687
1969	82,8	1 598	27,3	707
1970	85,9	1 946	29,4	859
1971	84,6	2 262	30,8	966
1972	85,9	2 611	27,8	987
1973	79,1	2 880	24,4	1 091
1974	84,1	3 473	20,6	1 072

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre 3 de la section I du tarif Benelux.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

SECTION I. – APERÇU GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Pendant les derniers mois de 1973, l'on s'attendait à un brusque affaiblissement général de la production industrielle; on prévoyait en effet une nouvelle accentuation de la fin de la haute conjoncture de 1972-1973, à la suite des difficultés d'approvisionnement et des prix quadruplés du pétrole.

Contrairement à ces prévisions pessimistes, l'évolution de la conjoncture industrielle a été extrêmement favorable au cours du premier semestre. L'indice de l'I.N.S. de la production industrielle (1), construction comprise, a, en effet, progressé de 7,7 % pendant cette période et celui de l'industrie manufacturière a accusé une progression de 9,1 %, contre une croissance de respectivement 5,9 % et 8,5 % pendant la période correspondante de 1973.

La régression conjoncturelle ne s'est produite qu'à partir du troisième trimestre et elle s'est accentuée pendant les trois derniers mois de l'année. Pendant le troisième trimestre, la croissance de l'indice général, construction comprise, ne s'est en effet chiffrée qu'à 2,6 % et au quatrième trimestre à 1,3 %. Il convient toutefois de signaler l'influence favorable qu'a subi l'indice au quatrième trimestre en raison de l'activité élevée dans la construction, puisque l'industrie manufacturière a accusé, pendant cette période, un recul de 0,4 %, contre une progression de 2,5 % au troisième trimestre.

Cette production soudainement élevée au cours du premier semestre doit être attribuée en majeure partie au stockage spéculatif à toutes les phases de la production et de la distribution comme une fuite devant la mon-

(1) Tous les indices de la production établis par l'I.N.S. et repris sous cette section, sont corrigés pour la composition du mois et les taux d'accroissement se rapportent à la même période de l'année précédente, sauf mention contraire.

naie en vue d'une protection contre l'inflation. Ce mouvement a entraîné bon nombre de commandes anticipatives, ce qui a stimulé considérablement le rythme de production au cours de la période sous revue.

Ce caractère spéculatif du boom de la production pendant le premier semestre explique probablement aussi l'importance du recul pendant le restant de l'année. Le troisième trimestre, qui comprend notamment les mois de vacances juillet et août, a été une période transitoire. Au quatrième trimestre, il est apparu un recul important en raison d'une diminution anormale de la demande, puisque de nombreuses commandes anticipatives avaient été placées et partiellement exécutées au cours du premier semestre.

Ce développement défavorable de la demande s'est réflétée dans l'évolution de la durée d'activité assurée dans l'industrie manufacturière, qui a atteint, selon la Banque Nationale, un point culminant de 4,45 mois en avril, suivi d'un léger recul (4,35 mois) jusqu'en juillet. A partir du mois d'août, ce mouvement dégressif s'est accéléré (en moyenne de 0,17 mois par mois), de sorte qu'en décembre, la durée d'activité assurée était tombée à 3,59 mois.

L'indicateur synthétique de la conjoncture, établi par cette institution et qui mesure les impressions subjectives des chefs d'entreprises, illustre davantage encore cette détérioration de la situation. En décembre 1973 et au cours des trois premiers mois de 1974, il a légèrement reculé sous l'influence des prévisions pessimistes des entreprises à la suite de la crise pétrolière. En avril, mai et juin, il a été relativement élevé (entre 8,72 et 8,22), mais en juillet et surtout à partir du mois d'août, le recul le plus imporant depuis qu'existe cet indicateur a été enregistré, de sorte que sa valeur est devenue négative en décembre (— 0,5). Jusqu'à présent, l'indicateur synthétique de la conjoncture n'avait jamais été négatif.

L'évolution globale de la production, construction incluse, est demeurée légèrement au-dessous de la croissance observée en 1973 (4,8 % contre 5,9 %). Toutefois, l'activité élevée de l'industrie de la construction en 1974 a eu une incidence sur ce taux. Pour l'industrie manufacturière, la croissance ne s'est chiffrée qu'à 5,0 %, contre 7,3 % en 1973.

Ce résultat est nettement plus favorable que celui enregistré pour les partenaires de la C.E.E. En effet, pour l'ensemble de la C.E.E., l'indice de la production industrielle est demeuré au même niveau que l'année précédente, à la suite, d'une part, d'une diminution dans la République fédérale allemande et en Grande-Bretagne et, d'autre part, d'une légère progression dans les autres pays membres. L'évolution plus favorable de la production industrielle belge, doit être attribuée toutefois au fait que la récession conjoncturelle s'est produite en Belgique quelques mois plus tard que dans les autres pays industrialisés.

En Flandre, l'activité industrielle a subi plus rapidement qu'en Wallonie les conséquences de l'affaiblissement conjoncturel du second semestre.

En effet, l'indice régional (construction exclue) a reculé, pendant cette période, de 0,8 %, tandis qu'en Wallonie, il a accusé une progression de 2,7 %. Pendant le premier semestre, toutefois, la croissance de l'activité industrielle de la Flandre a excédé celle de la Wallonie (respectivement + 8,4 % et + 7,2 %). A Bruxelles, l'évolution de la production a été tout à fait contraire au mouvement général : la progression ne s'est chiffrée qu'à 4,7 % au cours des six premiers mois, mais pour le reste de l'année elle a atteint 9,4 %. En raison des meilleurs résultats du second semestre, la croissance a été, pour l'ensemble de l'année, plus élevée en Wallonie (+ 6,0 %) et à Bruxelles (+ 6,9 %) qu'en Flandre (+ 4,4 %).

L'activité industrielle en 1974 a été soutenue principalement par les secteurs produisant des biens d'investissement (construction exclue). En effet, ces secteurs ont enregistré une croissance de 11,9 % pour l'ensemble de l'année avec un point culminant de 15,5 % au cours du premier semestre et une croissance plus que satisfaisante de 8,3 % au cours des six mois suivants.

Cette progression globale importante est due probablement à la demande anticipative déjà mentionnée de biens d'investissement, tandis que l'absence d'une récession réelle au cours du second semestre est la conséquence de la longueur du cycle de production dans ces branches d'activités.

La production de matières premières et de produits intermédiaires a augmenté de 4,5 % au cours de toute l'année : une croissance importante au cours du premier semestre (+ 8,8 %) ayant été suivie d'un creux considérable pendant le second semestre (+ 0,1 %), principalement due à l'évolution de l'activité de l'industrie sidérurgique, l'industrie des métaux non-ferreux et l'industrie des minéraux non métalliques. Pour les biens de consommation, l'accroissement est demeuré relativement restreint, puisqu'il s'est chiffré pour l'ensemble de l'année à 3,5 % pour les biens de consommation non durables et à 2,6 % pour les biens de consommation durables.

La production énergétique est demeurée très réduite en 1974 par rapport à l'activité industrielle. Les causes principales ont été la quadruplication des prix des produits pétroliers et, au printemps, la diminution des importations ainsi que de la production de pétrole, à la suite des difficultés d'approvisionnement et des contestations en matière de prix entre les entreprises de ce secteur et le gouvernement. La faible demande a également contribué au fléchissement de l'indice des raffineries de pétrole, à raison de 27,5 % pendant les six premiers mois. Pendant le premier semestre, l'écart par rapport à 1973 a été moins élevé, bien qu'il se soit toujours chiffré à 9,2 %, de sorte que le retard pour l'ensemble de l'année s'inscrit à 18,3 %.

L'indice de la production des charbonnages a reculé de 13 %, ce qui représente un pourcentage inférieur à celui observé pendant les années précédentes. La diminution est due en grande partie à la fermeture de quelques sièges épuisés en Wallonie. Dans le bassin de Campine, par contre,

la production s'est maintenue, principalement pendant le second semestre de l'année, à un niveau relativement élevé.

La production d'électricité a accusé un rythme de croissance relativement bas (+ 4,5 %), sous l'influence de l'activité industrielle affaiblie au cours du second semestre de l'année.

En 1974, l'industrie de la construction, a été caractérisée par l'activité extrêmement élevée dans la construction résidentielle et, en une moindre mesure, dans le secteur des constructions non résidentielles. En revanche, l'exécution des travaux publics est demeurée au-dessus du niveau de l'année précédente.

L'indice de l'activité établi par l'I.N.S. a dès lors, dépassé de 6,5 % le niveau de 1973; après correction pour l'accroissement de la productivité, la croissance s'est même chiffrée, selon les estimations, à 8,4 %, contre respectivement — 5,7 % et + 2,1 % pendant l'année précédente.

La cause de cette forte progression de la production réside également dans la demande spéculative des investisseurs privés qui, fuyant devant la monnaie par crainte de l'inflation élevée, préfèrent dès lors, l'investissement en biens immobiliers à valeur fixe.

Globalement et en dépit de la conjoncture très favorable dans la construction, l'industrie des minéraux non-métalliques a réalisé, en 1974, des résultats plutôt médiocres, principalement à la suite du fléchissement de la production de 2,0 % pendant la deuxième moitié de l'année.

Cette régression de la production est, en grande partie, la conséquence de la crise dans l'industrie du verre, affectée par la conjoncture extrêmement défavorable de la construction dans les pays acheteurs les plus importants et par la crise dans l'assemblage automobile. La production de l'industrie du ciment a également subi — en une moindre mesure, il est vrai — les conséquences de la crise dans l'industrie de la construction dans les pays voisins.

La métallurgie de base, secteur fort sensible aux fluctuations conjoncturelles, a enregistré au cours du premier semestre de 1974 une croissance de la production de plus de 10 %. Au cours du second semestre, toutefois, on a noté un recul de 1,4 %. A partir de la fin du deuxième trimestre, l'industrie des métaux non-ferreux a été confrontée avec des problèmes, à la suite de la suppression de la demande spéculative et de la vente plus faible de biens de consommation durables.

Dans l'industrie sidérurgique et le secteur de la première transformation, l'activité est demeurée très élevée jusqu'en octobre, mais à la fin de l'année, ces secteurs ont enregistré un fléchissement soudain de la demande, qui a entraîné une réduction importante de la production.

L'industrie des fabrications métalliques a réalisé le taux le plus élevé d'accroissement de la production de toutes les branches industrielles (8,8 %), principalement en raison de l'activité intense dans les sous-secteurs des biens d'investissement, c'est-à-dire la construction mécanique et électrique. Pendant le premier semestre, la croissance a atteint 11,0 % ; puis, la production s'est maintenue à un niveau satisfaisant (+ 6,4 %). Il convient toutefois de remarquer que l'assemblage automobile a été confronté dès le début de l'année avec de sérieux problèmes à la suite de la crise pétrolière.

Pendant les six premiers mois, l'industrie chimique a accusé une croissance de la production qui est normale pour cette branche industrielle en expansion (10 %) et ce nonobstant certaines difficultés d'approvisionnement en matières premières. Pendant le troisième trimestre toutefois, cet accroissement est tombé à 0,9 % et au quatrième trimestre c'est un fléchissement de 6,4 % qui s'est produit.

Pour l'ensemble de l'année, la croissance ne s'est inscrite qu'à 3,7 %, ce qui représente un pourcentage très réduit par rapport aux taux élevés de croissance de 1972 et 1973 (respectivement 12,1 % et 13,0 %).

L'industrie textile, en stagnation depuis plusieurs années, (en 1972, ce secteur a enregistré une progression de 2,0 % et en 1973 un léger recul de 0,2 %), a été sensiblement touchée par la récession pendant les derniers mois de l'année. C'est ainsi qu'en 1974, la régression de la production est passée à 5,1 %. Ici aussi, au cours du premier semestre, l'activité a été relativement satisfaisante (+ 3,0 %), mais la situation s'est rapidement détériorée. En effet, le recul s'est chiffré pour les deux derniers trimestres, à respectivement 8,7 % et 18,7 %.

Une évolution similaire a caractérisé l'industrie des produits alimentaires : une croissance substantielle de la production pendant le premier semestre a été suivie d'un recul au cours du second semestre. Cette régression n'est toutefois pas entièrement d'ordre conjoncturel, en effet, elle a subi l'influence non négligeable de la diminution de la production de boissons, due en partie aux conditions atmosphériques médiocres de l'été, et de l'activité réduite des sucreries pendant le quatrième trimestre. Cette dernière provient du retard de la récolte des betteraves sucrières et de leur teneur en sucre réduite en raison du temps.

En 1974, l'augmentation de la valeur des importations et des exportations s'est accélérée à nouveau bien par rapport à 1973, une partie plus grande encore de cette progression doit être attribuée aux hausses de prix sur les marchés internationaux. Cela vaut surtout pour les importations de produits énergétiques : la valeur du pétrole a en effet progressé de 145 %, de sorte qu'elle représentait, en 1974, 10,8 % des importations globales, contre 5,9 à 6,9 % pendant les six années précédentes.

Le solde négatif de la balance commerciale des combustibles minéraux est passé de 50 milliards de francs en 1973 à 127,6 milliards de francs.

Là réside également la cause principale du solde négatif considérable de la balance commerciale globale (— 57,1 milliards), qui constraste fortement avec le solde positif de 14 milliards de l'année précédente.

La hausse des prix des matières premières a accentué l'effet de l'augmentation des prix pétroliers. Le solde négatif des matières premières autres que combustibles minéraux, est, en effet, passé de 50,3 milliards à 76,3 milliards.

Quelques secteurs industriels seulement ont amélioré sensiblement leur solde exportateur. Il s'agit, en premier lieu, de l'industrie sidérurgique, dont ce dernier est passé de 105,1 milliards de francs à 149,5 milliards, grâce aux prix élevés et à l'accroissement en volume des exportations au cours des neuf premiers mois de l'année.

Le solde de la balance des produits chimiques a également indiqué une amélioration importante (de 24,7 milliards à 34,9 milliards de francs). Dans les autres secteurs, toutefois, on n'a enregistré que de légères modifications le plus souvent en sens négatif.

★
★ ★

Indices bruts de la production industrielle

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (a)	1974 (a) 1er trim.	1974 (a) 2e trim.	1974 (a) 3e trim.	1974 (a) 4e trim.
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**88,1**	**96,6**	**100,0**	**102,6**	**108,9**	**115,7**	**121,1**	**123,8**	**126,4**	**112,1**	**122,1**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**87,2**	**94,6** (a)	**100,0** (a)	**102,2** (a)	**107,2** (a)	**111,3** (a)	**116,8** (a)	**119,4**	**122,3**	**107,3**	**118,0**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	89,7	97,6	100,0	99,6	105,8	112,0	116,4	121,1	122,5	106,5	115,5
Biens de consommation non durables	92,1	96,5	100,0	103,4	108,3	116,4	119,9	119,7	123,2	117,0	119,7
Biens de consommation durables	86,4	96,5	100,0	107,1	115,3	120,4	123,0	129,5	128,4	110,8	123,2
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	78,0	92,3	100,0	97,5	104,0	113,3	126,2	124,9	128,5	117,4	133,8
Biens d'investissements (y compris la construction)	81,0	88,1 (a)	100,0 (a)	99,8 (a)	100,5 (a)	98,7 (a)	107,3 (a)	105,8	114,3	97,4	111,7
Construction	**83,5**	**86,6** (a)	**100,0** (a)	**100,7** (a)	**98,9** (a)	**93,2** (a)	**98,6** (a)	**97,5**	**107,6**	**87,9**	**101,2**

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1973						1974					
	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**112,4**	**112,9**	**103,1**	**117,7**	**111,5**	**100,0**	**119,4**	**122,3**	**107,3**	**118,0**	**116,8**
Indice général (non compris la construction) (b)	**81,5**	**117,0**	**115,5**	**107,2**	**123,2**	**115,7**	**81,5**	**123,8**	**126,4**	**112,1**	**122,1**	**121,1**
Industries extractives	**4,6**	**92,6**	**85,1**	**65,2**	**78,9**	**80,5**	**3,3**	**77,2**	**78,7**	**67,0**	**76,1**	**74,6**
Charbonnages	*3,6*	*91,9*	*79,3*	*56,7*	*73,9*	*75,4*	*2,3*	*73,2*	*66,5*	*55,9*	*66,5*	*65,4*
Autres industries extractives	*1,0*	*96,5*	*110,5*	*101,6*	*101,0*	*102,3*	*1,0*	*94,7*	*124,0*	*107,9*	*112,5*	*109,9*
Carrières		89,4	102,1	93,6	94,8	95,0		86,6	119,8	104,1	113,1	106,0
de porphyre		93,3	102,9	87,0	87,3	92,6		51,8	96,8	77,8	67,2	73,4
de petit granit		84,3	87,2	85,0	90,5	86,8		87,6	118,8	107,0	139,3	113,2
de marbre		79,2	73,1	65,6	72,5	72,6		76,8	80,4	60,1	76,4	73,5
de grès		89,4	152,8	125,5	114,3	120,6		95,1	155,5	143,2	123,8	129,4
de sable		110,8	139,9	133,0	128,3	128,0		136,4	171,2	156,0	133,7	149,4
Ardoises		43,1	31,7	60,6	63,8	49,8		41,1	26,9	44,2	42,6	38,7
Calcaires et carbonates naturels		118,7	138,1	127,9	120,4	126,2		122,4	137,0	119,9	108,6	121,9
Industries manufacturières (b)	**76,9**	**118,5**	**117,4**	**109,9**	**126,0**	**117,9**	**78,2**	**126,7**	**129,0**	**114,2**	**123,8**	**123,4**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*8,2*	*106,2*	*113,8*	*119,3*	*127,7*	*116,7*	*6,8*	*113,8*	*124,6*	*124,0*	*121,6*	*121,0*
Industries alimentaires	5,7	107,3	113,1	117,4	140,1	119,4	4,7	116,6	124,9	129,5	132,8	126,0
Confitures et produits connexes		139,0	111,7	193,1	181,0	156,2		190,7	94,0	203,8	101,2	147,5
Meuneries		104,3	113,9	102,1	111,0	107,8		117,3	127,3	98,0	98,7	110,3
Sucre		35,8	23,1	24,8	410,3	123,4		41,5	26,7	23,1	281,6	93,3
Huiles végétales et animales		136,0	118,5	117,9	128,3	125,2		149,0	174,6	164,9	164,2	163,1
Margarine		108,7	104,3	99,9	119,9	108,1		116,3	112,0	107,2	119,4	113,7
Fabrication des boissons	2,5	103,9	115,3	122,9	101,6	110,9	2,1	107,7	123,7	112,3	98,3	110,6
Brasseries		102,3	114,4	125,3	99,7	110,4		106,2	122,5	114,3	95,3	109,5
Alcool		123,9	126,0	94,2	126,9	117,6		125,2	138,4	93,1	130,5	121,8
Industrie du tabac	*0,6*	*118,0*	*122,1*	*107,4*	*128,8*	*119,1*	*0,5*	*132,5*	*128,1*	*113,0*	*125,7*	*124,8*
Industries textiles	*6,5*	*111,6*	*109,9*	*90,8*	*111,3*	*105,9*	*5,9*	*113,7*	*111,8*	*84,0*	*94,1*	*100,9*
Filature et tissage		112,1	111,3	91,1	112,3	106,6		115,1	113,8	85,3	94,3	102,1
Préparation des fibres textiles		88,0	85,2	73,6	84,3	82,4		86,7	88,4	68,2	56,2	74,9
Filatures		99,8	99,1	79,2	99,2	94,3		101,1	99,4	75,6	80,8	89,3
coton fin		97,3	101,3	79,3	104,5	95,6		101,6	102,5	75,4	85,1	91,1
cardes fileuses		98,7	101,6	84,3	117,0	100,4		119,8	116,8	91,9	95,2	105,9
cocons		91,5	74,6	54,7	73,4	73,6		78,3	65,5	49,9	71,1	66,2
laine cardée		134,8	137,2	110,5	123,4	126,4		130,8	135,3	96,3	97,5	115,0
laine peignée		102,1	98,0	78,4	96,4	93,8		100,9	98,7	77,9	80,1	89,5
lin et chanvre		91,4	92,3	75,6	89,2	86,9		97,7	93,4	81,5	96,2	92,5
jute		81,3	76,2	63,7	80,1	75,3		82,0	74,5	54,8	54,2	66,3
Tissage		124,7	124,8	102,4	126,4	119,6		129,4	128,4	94,1	109,7	115,4
Tissus de coton		108,0	105,7	86,4	112,2	103,1		107,1	105,5	77,4	95,0	96,3
Tissus de lin		95,1	92,7	75,9	95,8	89,8		101,8	92,8	72,9	83,3	87,7
Tissus de laine		110,9	104,1	78,4	87,7	95,3		81,3	86,4	68,3	75,9	78,0
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		190,5	206,1	180,8	222,1	199,9		254,3	251,2	175,3	203,2	221,1
Tissus de jute		62,9	58,2	47,9	57,3	56,5		52,4	47,6	37,9	37,5	43,8
Bonneterie		108,3	102,2	88,3	107,4	101,6		107,1	103,9	78,5	91,0	95,2
Filatures et corderies de fibres dures		104,8	115,1	84,1	82,9	96,8		102,2	99,1	81,0	98,1	95,2
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		151,0	146,4	132,8	146,1	144,1		141,2	138,3	99,6	115,8	123,8

(1970 = 100) (suite)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1973						1974					
	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ...	*3,4*	*123,2*	*114,2*	*104,7*	*113,5*	*113,9*	*3,0*	*121,2*	*116,0*	*110,0*	*115,1*	*115,6*
Articles d'habillement		134,7	126,1	115,7	122,7	124,8		135,0	130,7	125,3	131,3	130,6
Autres ouvrages en tissu		45,6	42,7	38,0	46,9	43,3		50,3	46,9	36,8	42,3	44,1
Chaussures et pantoufles		87,9	76,4	69,9	85,4	79,9		72,7	63,3	57,5	58,4	63,0
Industrie du bois et industries connexes	*4,5*	*157,9*	*156,4*	*131,4*	*160,5*	*151,2*	*4,0*	*168,5*	*172,2*	*142,9*	*161,5*	*161,3*
Industrie du papier et du carton	*2,1*	*116,7*	*115,1*	*105,3*	*120,6*	*114,4*	*2,1*	*131,1*	*126,7*	*113,7*	*117,3*	*122,2*
Production		107,7	106,3	104,2	110,7	107,2		115,6	112,2	107,9	108,8	111,2
Transformation		124,2	122,3	105,3	128,8	120,1		143,7	138,5	118,3	124,1	131,1
Industrie du cuir	*0,3*	*99,8*	*87,2*	*64,2*	*85,9*	*84,3*	*0,2*	*91,8*	*91,4*	*56,6*	*83,5*	*80,8*
Cuirs lourds		107,1	101,3	76,9	95,6	95,3		97,8	104,1	63,6	100,6	91,5
Cuirs légers		98,8	85,4	62,6	84,7	82,9		90,7	89,8	55,7	81,7	79,5
Industrie chimique et du caoutchouc	*8,2*	*139,2*	*137,3*	*127,4*	*146,3*	*137,5*	*9,1*	*151,5*	*150,5*	*130,8*	*134,9*	*141,9*
Industrie chimique	7,7	139,0	137,0	128,4	146,3	137,7	8,6	151,2	150,4	132,3	134,5	142,1
Chimie de base		134,3	129,8	124,5	136,5	131,3		138,9	140,4	128,9	127,8	134,0
Transformation des matières plastiques		196,8	208,3	185,6	228,9	204,9		241,0	239,0	183,2	187,9	212,9
Savon		135,4	136,4	111,3	141,0	131,1		167,9	153,5	128,5	141,7	147,9
Azote		112,2	87,2	95,4	110,2	101,3		111,2	107,6	108,8	117,1	111,2
Allumettes		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
Production de rayonne		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
Industrie du caoutchouc	0,5	140,8	135,6	109,4	143,4	132,9	0,5	154,8	149,0	107,5	139,3	137,7
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*1,0*	*84,8*	*88,8*	*83,1*	*95,0*	*87,9*	*0,9*	*74,4*	*76,2*	*84,9*	*87,4*	*80,7*
Raffineries de pétrole		113,0	129,3	123,4	130,9	124,1		83,6	89,8	112,8	118,7	101,3
Agglomérés de houille		75,7	52,0	30,4	88,6	61,5		80,6	59,6	37,6	47,6	56,3
Cokeries indépendantes		28,6	28,6	28,7	28,8	28,7		30,7	31,8	32,8	31,9	31,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	*5,1*	*100,7*	*112,3*	*102,1*	*110,1*	*106,3*	*4,9*	*108,6*	*115,3*	*102,2*	*105,9*	*108,0*
Terre cuite		85,2	106,7	99,4	104,9	99,1		91,1	107,2	100,3	98,7	99,4
Verre		111,5	116,4	102,3	119,8	112,5		115,5	113,4	98,5	107,3	108,7
Verre plat		112,8	114,2	100,2	113,2	110,1		110,1	99,9	91,1	91,9	98,3
Verre creux		107,1	119,6	105,6	133,3	116,4		125,1	137,8	111,6	135,4	127,5
Ciment		93,3	113,6	108,5	103,6	104,6		106,4	121,4	109,9	105,9	110,9
Produits céramiques		98,4	98,0	81,1	99,2	94,1		102,5	106,2	88,3	101,7	99,7
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		135,8	134,1	125,1	137,3	133,1		142,7	152,4	138,3	141,8	143,7
Industries métallurgiques de base (c)	*10,7*	*116,5*	*116,3*	*106,3*	*122,9*	*115,6*	*12,5*	*128,0*	*128,3*	*111,5*	*114,9*	*120,7*
Sidérurgie		125,7	123,9	109,7	127,8	121,8		134,3	137,0	117,1	117,6	126,6
Fonte		117,9	119,8	108,1	121,3	116,9		126,5	131,3	111,7	111,6	120,3
Acier brut		125,9	126,0	112,5	130,0	123,6		136,3	140,0	119,5	121,1	129,2
Produits finis		131,2	126,5	110,7	131,4	124,9		139,6	140,1	120,1	119,4	129,9

(suite page 78)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

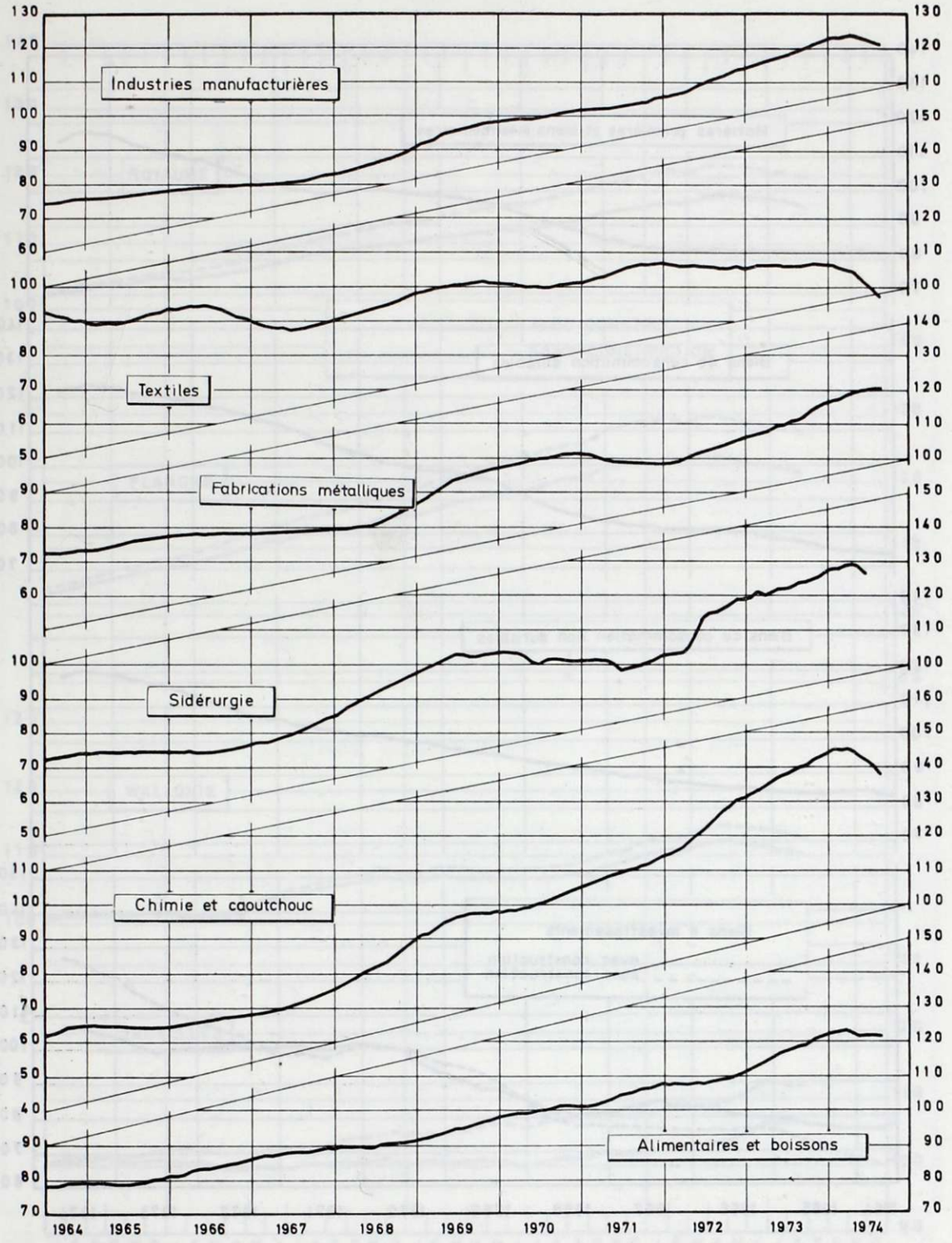
BRANCHE D'ACTIVITÉ	1973						1974					
	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage (c)		100,2	92,8	86,8	102,8	95,7		110,3	106,8	96,8	108,4	105,6
Aciéries de moulage (c)		86,8	76,2	70,4	82,8	79,1		91,9	82,5	81,2	98,9	88,6
Fonderies (c)		91,8	85,2	76,4	89,8	85,5		91,6	92,7	90,2	99,8	93,6
Tréfileries, étirage et laminage (c)		108,6	101,1	96,4	114,8	105,3		124,8	121,4	104,1	115,7	116,5
Industrie des métaux non ferreux		100,4	114,8	110,9	122,8	112,2		126,8	122,7	106,5	110,3	116,6
Produits bruts		85,9	105,7	113,4	126,2	107,8		119,3	114,7	111,3	106,3	112,9
Cuivre		77,1	101,4	115,2	129,9	105,9		121,2	114,4	111,3	104,5	112,9
Zinc		119,2	118,1	115,1	116,1	117,2		110,3	112,7	130,0	134,4	121,8
Plomb		112,9	126,1	91,9	93,3	106,0		115,0	128,4	88,5	83,6	103,8
Etain		105,6	98,7	78,4	101,2	96,1		84,6	71,1	69,9	77,1	75,5
Demi-produits		121,4	127,1	104,6	126,0	119,8		140,1	135,3	102,3	117,3	123,4
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		133,8	128,9	130,4	131,7	131,1		135,9	138,4	135,8	130,2	135,0
Industrie des fabrications métalliques (b)	*19,8*	*111,0*	*106,4*	*102,9*	*119,0*	*109,8*	*22,8*	*119,8*	*119,5*	*109,9*	*126,1*	*118,8*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	5,7	101,8	98,0	91,8	108,8	99,8	6,0	113,0	110,6	103,5	108,9	109,0
Forge, estampage, gros emboutissage		111,6	114,9	103,1	131,4	115,3		132,3	142,1	127,3	133,7	133,9
Travail de la tôle		110,9	111,2	102,9	121,2	111,7		129,8	127,7	115,7	121,4	123,7
Accessoires métalliques du bâtiment		101,5	99,5	99,1	108,5	102,2		102,7	96,4	93,3	99,2	97,9
Ponts, charpentes, etc.		106,7	99,6	98,7	106,2	102,7		106,1	101,8	103,7	110,2	105,4
Armes et munitions		78,9	67,1	51,3	75,9	68,2		100,9	102,4	93,6	95,1	98,0
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	4,7	107,2	109,6	108,0	122,9	112,0	5,4	125,5	123,6	118,7	131,8	124,9
Machines motrices, etc.		116,8	120,8	122,5	129,7	122,8		136,9	134,9	128,2	151,7	137,9
Machines-outils, etc.		108,6	104,5	103,7	120,5	109,4		123,1	118,0	115,4	122,9	119,9
Constructions mécaniques diverses		113,2	118,3	113,0	131,7	119,2		132,6	131,3	123,9	143,5	132,8
Appareils de levage, pesage, etc.		104,6	110,9	109,4	125,5	112,6		131,1	131,3	131,7	137,0	132,8
Appareils pour diverses industries		107,4	106,5	102,4	116,2	108,1		117,7	111,7	107,5	125,6	115,6
Machines textiles et accessoires		90,1	95,7	100,4	119,7	101,4		116,5	111,4	105,5	109,9	110,8
Construction électrique	5,1	112,2	107,6	110,9	130,4	115,2	6,3	126,5	126,3	124,3	147,3	131,1
Machines rotatives et statiques		74,0	80,8	83,7	89,7	82,0		80,5	83,0	..	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		63,2	60,9	64,7	72,9	65,4		70,4	69,3	..	..	..
Autres produits		127,3	120,5	123,7	147,4	129,7		144,8	144,3	..	..	..
Construction de matériel de transport	4,1	135,1	121,6	112,7	127,0	124,1	4,9	120,8	120,9	103,8	119,4	116,2
Construction navale		113,6	125,0	125,6	143,6	127,0		143,9	157,9	145,5	167,1	153,6
Automobiles, cycles, etc.		133,2	119,5	109,6	122,6	121,2		113,8	107,0	96,9	102,1	104,9
Matériel chemin de fer et tramways		118,0	107,6	99,3	109,6	108,6		107,9	125,3	120,7	143,8	124,4
Constructions aéronautiques		239,7	141,5	112,9	134,4	157,2		137,9	167,0	120,6	120,8	136,6
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	90,9	90,3	86,9	89,9	89,5	0,2	92,5	93,0	108,2	114,7	102,1
Electricité	*5,5*	*140,8*	*127,8*	*123,0*	*148,8*	*135,1*	*4,6*	*146.6*	*133,6*	*131,1*	*151,8*	*140,8*
Distribution d'eau	*1,0*	*111,7*	*116,3*	*120,5*	*115,5*	*116,0*	*0,9*	*114,7*	*122,9*	*121,1*	*118,5*	*119,3*
Construction (a)	**18,5**	**92,3**	**101,2**	**85,2**	**94,2**	**93,2**	**18,5**	**97,5**	**107,6**	**87,9**	**101,2**	**98,6**

(a) Les données pour 1973 et 1974 sont provisoires.
(b) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre 1974.
(c) Les données du 4e trimestre 1974 sont provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution de la production industrielle de 1964 à 1974

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période
(1970 = 100)

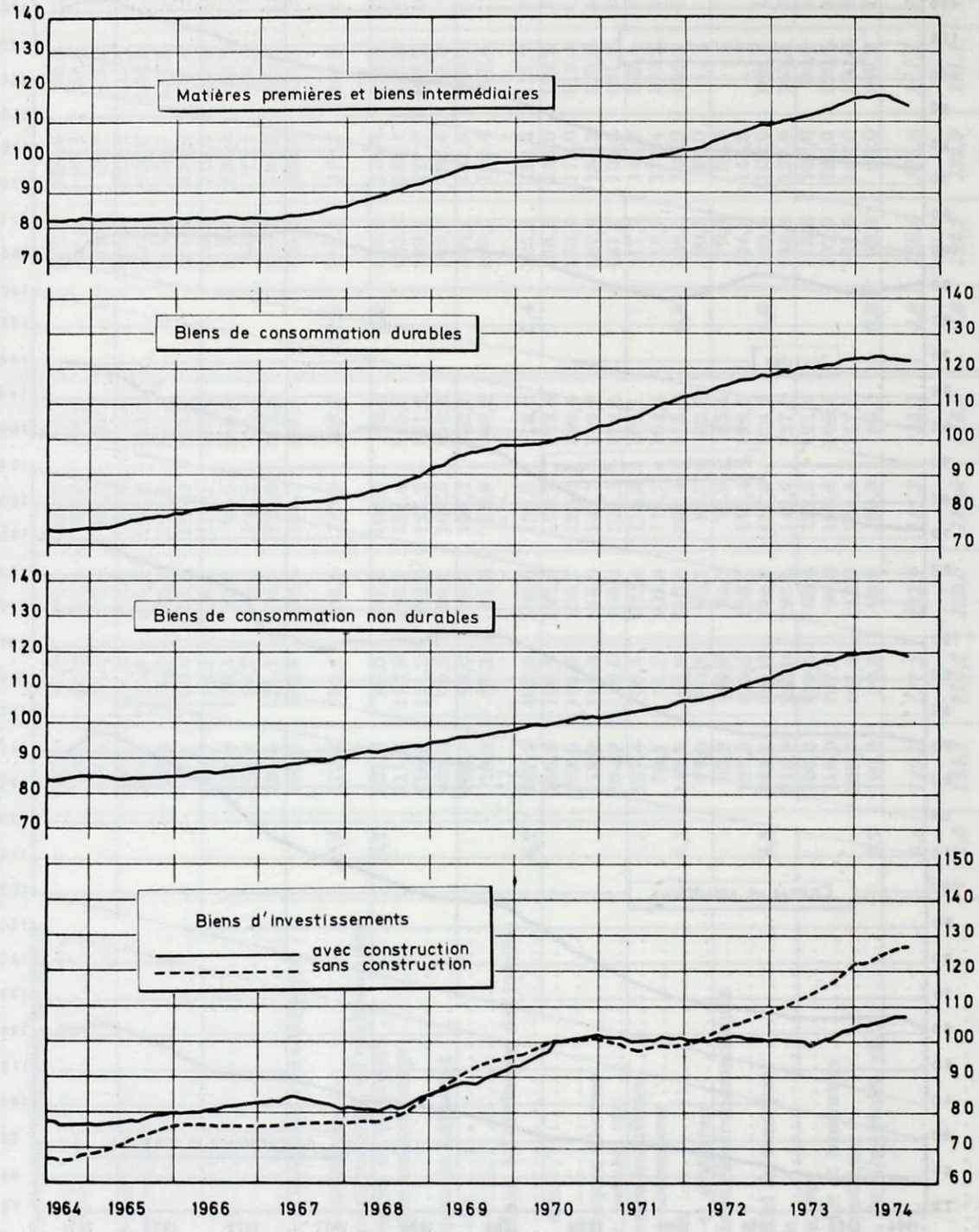


Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution de la production industrielle par catégorie de bien

Moyennes mobiles 12 mois centrées au milieu de la période

(indices bruts 1970 = 100)

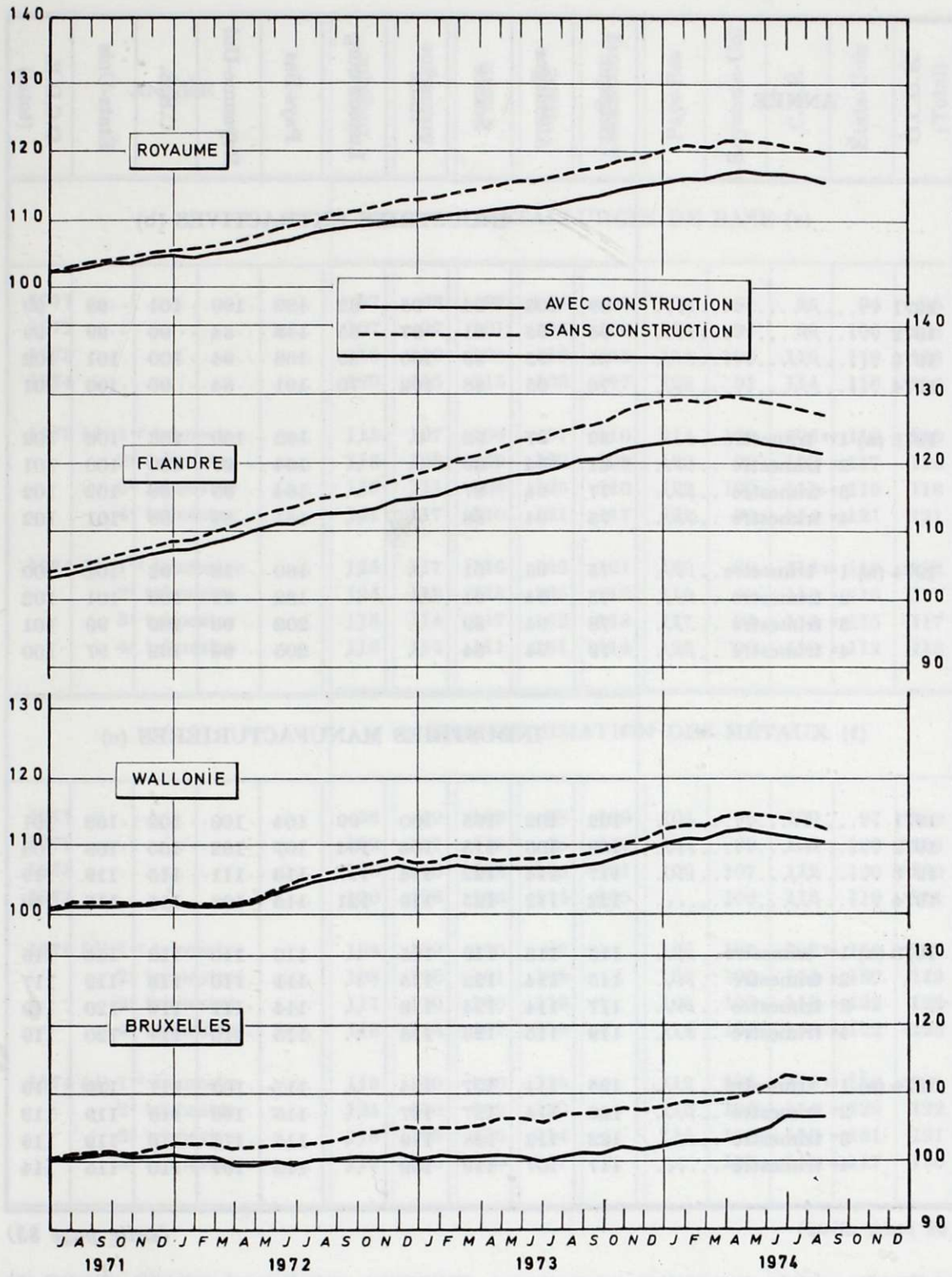


Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution de la production industrielle par région linguistique

Moyennes mobiles 12 mois centrées au milieu de la période

(indices bruts 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels

(1970 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Royaume-Uni	C.E.E.	États-Unis	O.C.D.E. (total)
	INDUSTRIES EXTRACTIVES (b)									
1971	99	103	94	95	82	122	100	101	98	99
1972	95	95	91	97	85	148	84	96	99	99
1973	81	95	89	100	85	168	94	100	101	102
1974	76	95	88	102	70	191	84	99	100	101
1973 (a) 1er trimestre	89	97	93	..	..	162	100	103	100	102
2e trimestre	81	94	89	..	..	164	97	100	100	101
3e trimestre	77	94	87	..	..	164	95	98	102	102
4e trimestre	75	94	88	..	..	181	84	98	101	102
1974 (a) 1er trimestre	75	95	91	..	..	180	58	92	101	100
2e trimestre	75	94	91	..	..	182	91	100	101	102
3e trimestre	78	94	89	..	..	202	93	102	99	101
4e trimestre	79	94	84	..	..	205	94	102	97	100
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES (c)									
1971	102	102	105	100	99	104	100	102	100	101
1972	109	105	113	104	104	107	102	106	108	108
1973	117	114	122	114	117	113	111	115	119	119
1974	122	112	125	119	121	115	108	115	118	119
1973 (a) 1er trimestre	115	113	119	105	..	110	110	112	116	115
2e trimestre	115	114	122	115	..	111	110	115	119	117
3e trimestre	117	114	124	119	..	114	111	116	120	119
4e trimestre	119	116	123	118	..	115	110	117	120	119
1974 (a) 1er trimestre	125	114	127	124	..	117	105	117	119	119
2e trimestre	126	114	127	127	..	115	109	118	119	119
3e trimestre	122	112	128	119	..	115	111	116	119	118
4e trimestre	117	107	119	109	..	112	107	110	115	114

(suite page 83)

(a) Données corrigées des variations saisonnières.

(b) C.I T.I. 21 à 29.

(c) C.I.T.I. 31 à 39. Pour la France non compris les denrées alimentaires, boissons, habillement et produits du bois et ameublement

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels (*suite*)

(1970 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Royaume-Uni	C.E.E.	États-Unis	O.C.D.E. (Total)
	MÉTALLURGIE DE BASE (e)									
1971	97	93	97	98	96	103	91	95	94	96
1972	107	97	101	106	100	116	91	99	106	104
1973	116	110	108	119	112	119	100	110	119	118
1974	120	115	115	133	117	122	91	114	116	118
1973 (d) 1er trimestre	113	107	106	97	110	114	100	105	116	113
2e trimestre	113	108	109	122	108	120	99	109	117	116
3e trimestre	116	111	108	125	110	122	100	111	119	118
4e trimestre	121	117	110	131	117	122	99	114	121	121
1974 (d) 1er trimestre	125	117	116	135	121	130	89	115	118	119
2e trimestre	125	113	115	135	116	119	90	113	116	117
3e trimestre	118	114	117	132	118	117	94	114	115	117
4e trimestre	113	114	111	131	114	123	90	110	112	113
	TRANSFORMATION DES MÉTAUX (f)									
1971	98	99	109	98	109	104	99	100	97	100
1972	102	101	119	98	119	104	99	103	106	106
1973	110	110	133	105	131	109	107	112	120	120
1974	120	108	138	114	135	..	106	113	119	121
1973 (d) 1er trimestre	108	109	130	83	..	106	107	108	116	115
2e trimestre	108	110	131	108	..	108	106	111	120	119
3e trimestre	111	110	136	113	..	108	108	113	122	122
4e trimestre	113	114	137	118	..	114	107	116	122	123
1974 (d) 1er trimestre	118	110	140	115	..	112	101	113	118	121
2e trimestre	125	110	138	120	..	113	106	114	120	122
3e trimestre	118	108	136	114	..	114	109	113	121	121
4e trimestre	119	106	140	107	..	..	107	111	117	118

(suite page 84)

(d) Données corrigées des variations saisonnières.

(e) C.I.T.I. 37.

(f) C.I.T.I. 38. Pour la France, non compris les machines non électriques.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1970 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Royaume-Uni	C.E.E.	États-Unis	O.C.D.E. (total)
	ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC (h)									
1971	104	105	105	103	106	106	101	104	103	103
1972	107	106	106	108	110	108	105	107	106	106
1973	117	110	110	119	120	113	109	112	110	112
1974	122	112	..	121	121	..	111	114	113	114
1973 (g) 1er trimestre	115	108	111	119	..	111	109	110	109	110
2e trimestre	116	110	109	124	..	113	110	113	109	111
3e trimestre	118	110	109	121	..	117	110	113	110	112
4e trimestre	119	111	111	111	..	112	109	111	111	112
1974 (g) 1er trimestre	125	113	114	130	..	117	114	117	113	114
2e trimestre	129	111	107	129	..	118	111	116	113	114
3e trimestre	122	111	111	125	..	117	110	114	112	113
4e trimestre	113	111	..	104	..	..	109	110	112	112
	TEXTILES, HABILLEMENT ET CUIR (i)									
1971	106	103	107	98	..	101	102	103	100	102
1972	110	107	114	102	..	95	105	107	108	107
1973	108	103	112	109	..	90	110	107	114	111
1974	106	95	110	110	..	..	104	103	108	105
1973 (g) 1er trimestre	109	109	113	111	..	93	110	110	114	112
2e trimestre	108	105	112	104	..	93	112	107	114	111
3e trimestre	108	100	112	110	..	83	109	106	116	111
4e trimestre	106	97	110	109	..	89	109	105	117	111
1974 (g) 1er trimestre	111	96	114	115	..	91	99	105	114	110
2e trimestre	110	97	113	117	..	89	109	107	109	108
3e trimestre	105	93	110	104	..	77	106	101	107	103
4e trimestre	97	95	104	102	..	..	101	99	101	99

(suite page 85)

(g) Données corrigées des variations saisonnières.

(h) C.I.T.I. 31. Pour la France, cet indice n'intervient ni dans l'indice total, ni dans le calcul des indices régionaux.

(i) C.I.T.I. 32. Pour la France, non compris l'habillement.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1970 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Royaume-Uni	C.E.E.	États-Unis	O.C.D.E. (total)
	PRODUITS CHIMIQUES (k)									
1971	108	106	106	103	102	106	102	105	106	106
1972	118	112	115	108	108	117	108	112	117	115
1973	133	127	128	121	124	131	120	126	126	127
1974	137	125	127	124	126	133	125	126	128	128
1973 (j) 1er trimestre	131	125	123	118	..	127	117	123	124	123
2e trimestre	130	126	129	126	..	129	118	127	126	127
3e trimestre	133	128	133	123	..	134	123	129	128	129
4e trimestre	138	130	128	119	..	135	123	128	128	129
1974 (j) 1er trimestre	142	128	129	125	..	137	124	128	128	129
2e trimestre	141	129	132	132	..	139	125	131	130	131
3e trimestre	137	128	135	128	..	135	129	130	131	130
4e trimestre	127	113	115	112	..	122	121	115	124	120
	PRODUCTION INDUSTRIELLE TOTALE (l)									
1971	103	102	104	100	99	106	100	102	100	101
1972	109	106	112	104	103	111	102	106	108	108
1973	115	114	120	114	115	118	110	115	118	118
1974	121	112	123	119	119	121	108	115	117	118
1973 (j) 1er trimestre	115	113	118	105	114	115	110	112	115	116
2e trimestre	114	114	120	115	112	116	110	114	117	118
3e trimestre	115	114	122	118	115	119	111	116	119	120
4e trimestre	118	116	122	118	120	121	110	117	119	121
1974 (j) 1er trimestre	123	114	124	123	124	122	104	116	117	120
2e trimestre	124	114	125	126	119	122	110	118	118	120
3e trimestre	121	112	126	119	120	124	111	116	118	119
4e trimestre	117	109	118	110	114	120	108	111	114	115

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(j) Données corrigées des variations saisonnières.

(k) C.I.T.I. 35. Y compris les dérivés du pétrole et du charbon. Pour le Royaume-Uni, non compris le caoutchouc.

(l) C.I.T.I. 2, 3, 4101 et 4102. Pour la France non compris les denrées alimentaires, les boissons, l'habillement, les produits du bois et l'ameublement.

SECTION II. – ÉVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

§ 1. — POLITIQUE ENERGETIQUE

L'année 1974 a constitué un tournant dans la politique énergétique, tant en Belgique que dans les autres pays industrialisés, face à la nouvelle situation sur le marché international du pétrole. Sa production s'était développée à partir de 1970 et avait atteint son point culminant pendant le dernier trimestre de 1973.

En 1970, les pays producteurs et exportateurs de pétrole (OPEP) avaient réussi à réaliser une politique commerciale commune à l'égard des pays importateurs et des sociétés pétrolières internationales. Cette politique commune a abouti à une série d'augmentations des prix du pétrole brut, — importantes surtout en octobre 1973 et début janvier 1974 —, à un accroissement de la participation publique dans l'exploitation et, dans certains pays, à la nationalisation; ces derniers facteurs étaient, eux aussi, de nature à relever les barèmes. C'est ainsi que le prix moyen à l'importation du pétrole brut dans la Communauté est passé de 2 dollars le baril, en 1969, à 3,64 dollars en septembre 1973, et enfin à 11 dollars à la fin de 1974. De plus, pendant le dernier trimestre de 1973 et au début de 1974, la plupart des pays pétroliers arabes ont utilisé leurs exportations de pétrole comme un moyen de pression dans leur guerre contre l'Israël : par l'embargo, vers certains pays, tandis que vers d'autres, dont la Belgique, les exportations ont été freinées.

La tendance baissière des prix du pétrole, qui prévalait jusqu'en 1969, avait donc fait place à un mouvement fortement orienté vers la hausse, qui a entraîné les prix des autres sources énergétiques; il s'en est suivi une influence néfaste sur les coûts de production, le coût de la vie, ainsi que sur la balance des paiements des pays importateurs et le fonctionnement du régime monétaire international. En outre, l'approvisionnement des pays n'était plus assuré. Ce double revirement a donné lieu à deux sortes de mesures.

Pendant la crise pétrolière de fin 1973 - début 1974, tant les sociétés pétrolières internationales que les pays importateurs les plus importants ont pris des mesures partiellement coordonnées, afin de résorber l'incidence des restrictions de distribution. Ces mesures ont permis de répartir aussi bien que possible le pétrole disponible et de couvrir par priorité les besoins essentiels.

En même temps, tous les pays procédaient à un examen approfondi de leur politique énergétique et envisageaient une nouvelle approche de la politique énergétique internationale. Dans le cadre de la Communauté Européenne et de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Eco-

nomique (O.C.D.E.), les gouvernements intéressés n'avaient pas été au-delà d'une esquisse de la situation future globale et de ses conséquences, de déclarations de principe générales et de quelques engagements, utiles, certes, pendant la période de crise, mais de portée trop limitée (notamment l'engagement de maintenir, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, des réserves de produits pétroliers couvrant la consommation pendant au moins 65 jours).

Sous l'impulsion des Etats-Unis et après de longues négociations, les gouvernements de treize pays ont signé, le 27 septembre 1974, à Bruxelles, une convention relative à un programme énergétique international, créant en même temps une Agence Internationale de l'Energie (A.I.E.), ayant son siège auprès de l'O.C.D.E. Plus tard, le nombre de pays souscrivants a été élargi jusqu'à dix-huit, c'est-à-dire, les pays de la Communauté Européenne, — sauf la France (laquelle participe toutefois à la coordination de la position des pays de la C.E.E. à l'égard de l'A.I.E.), — la Suède, la Suisse, l'Autriche, l'Espagne, la Turquie, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Norvège, laquelle n'a toutefois souscrit la convention qu'en partie. Cette convention doit encore être entérinée par les parlements respectifs.

L'A.I.E. vise à assurer l'approvisionnement en pétrole à des conditions équitables.

A cet effet, il y avait lieu de prendre des mesures communes efficaces, en vue de pouvoir résorber l'incidence d'un état d'urgence en matière d'approvisionnement de pétrole, en assurant éventuellement un approvisionnement autonome, en freinant la demande et en prévoyant une répartition aussi équitable que possible du pétrole disponible entre les pays souscrivants.

La collaboration entre les pays pétroliers et les pays consommateurs, dont les pays en voie de développement, devait être promue.

Par une meilleure information concernant le marché du pétrole et une consultation permanente avec les sociétés, il fallait que les gouvernements puissent être en mesure de remplir un rôle plus actif.

La dépendance des pays souscrivants à l'égard de l'importation du pétrole devait être amoindrie, grâce à une conjonction des efforts tendant à atteindre, à plus longue échéance une contraction de la consommation énergétique, un développement plus rapide des autres sources d'énergie ainsi que la promotion de la recherche scientifique, de ses applications et de l'enrichissement de l'uranium.

L'action de l'A.I.E. a été rigoureeusement amorcée et a donné une nouvelle impulsion au projet de restructuration de la politique énergétique communautaire et de la politique nationale des pays industrialisés.

*

* *

En ce qui concerne plus particulièrement la politique énergétique de la Belgique, il y a lieu — plus encore que pour les autres pays — de faire une distinction entre les mesures de crise et une politique à plus ou moins longue échéance.

Pendant le dernier trimestre de 1973 et les cinq premiers mois de 1974, la Belgique a dû faire face à une double crise pétrolière très grave.

Tout d'abord, elle a subi, tout comme les autres pays importateurs de pétrole, l'incidence de la réduction de l'exploitation et de l'exportation pétrolière effectuée par la plupart des pays arabes. De ce fait, le gouvernement avait pris des mesures rigoureuses en vue de limiter la consommation. Le secteur du pétrole a été réquisitionné, la distribution des produits pétroliers disponibles réglementée et les hausses des prix sur le marché intérieur freinées par l'imposition de prix maxima. En effet, non seulement les prix barémiques des pays pétroliers avaient quadruplé dans la période allant de septembre 1973 au début 1974, mais la pénurie avait conduit à des hausses spéculatives des prix sur les marchés de l'Europe occidentale.

Grâce à l'échange réciproque du pétrole disponible entre les sociétés pétrolières et à l'attitude solidaire des pays concernés, qui n'avaient pas été tous touchés de la même manière par l'embargo, les besoins essentiels ont pu être couverts sans trop de difficultés.

Toutefois, pendant le deuxième trimestre, une crise beaucoup plus grave et spécifiquement belge s'est produite. Les sociétés pétrolières ont estimé que les prix maxima imposés étaient trop faibles et ont procédé à une restriction draconienne des arrivages de pétrole brut et de produits pétroliers, au détriment de l'approvisionnement du marché intérieur. Le « service de rationnement », instauré à la suite de la crise internationale, a donc dû être considérablement renforcé à l'effet de répartir le plus équitablement possible les produits pétroliers entre les consommateurs industriels et le commerce, en veillant aussi à empêcher l'élimination des distributeurs indépendants. Cette situation a démontré quels sont le volume et la diversité des besoins et combien il est difficile de réaliser, en cas d'urgence, une répartition satisfaisante avec les moyens dont disposait l'Etat à l'époque, compte tenu également de la complexité de l'organisation du marché.

A l'effet de pouvoir négocier une solution satisfaisante dans un climat plus serein, le gouvernement a conclu, en mai 1974, un accord provisoire avec le secteur du pétrole. Les sociétés promettaient de reprendre l'approvisionnement en échange d'une augmentation provisoire des prix et en attendant qu'une nouvelle tarification puisse être élaborée, après l'examen du prix de revient par des reviseurs d'entreprise.

A la lumière des résultats de cet examen, le Ministre des Affaires économiques a conclu, le 24 juillet 1974, un accord de programme avec la Fédération belge du pétrole. La valorisation globale, c'est-à-dire la valeur totale

des ventes des divers produits pétroliers sur le marché intérieur, ne pouvait dépasser le coût de production que de 7 % ni être inférieure à 90 % de ce coût. Le coût de production était basé sur une moyenne pondérée des prix f.o.b. du pétrole brut, augmenté des frais de transport et d'assurance, du coût de raffinage et d'un bénéfice raisonnable. La valorisation était calculée sur base de la moyenne pondérée des prix de certains produits à Rotterdam et en Italie et des prix calculés d'une manière plus ou moins analogue pour les autres produits.

Après la signature de cette convention, le Comité de consultation et de contrôle du pétrole, instauré par arrêté royal du 8 avril 1974, a été installé le 12 septembre 1974. Il a été composé d'une délégation des organisations de contrôle c'est-à-dire, les organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs (la F.G.T.B. n'a pas participé aux activités) et les organisations représentatives des entreprises, la délégation des organisations contrôlées, c'est-à-dire les organisations représentatives des raffinages et de la distribution, et d'une délégation gouvernementale.

Le Comité avait pour mission de rechercher la solution de problèmes se produisant dans le secteur pétrolier, d'examiner les dispositions en matière de prix, de vérifier la fixation des prix, ainsi que l'élaboration éventuelle d'un nouvel accord de programme, l'émission d'avis sur les programmes d'investissement et les perspectives d'exploitation (inclusivement des propositions de recommandation concernant l'aide publique en la matière), aussi d'examiner la structure du secteur, etc...

Pour pouvoir remplir ces missions, le Comité était en droit de recueillir toutes informations nécessaires, de faire appel à des reviseurs ou des experts, de demander des programmes d'investissement et des prévisions d'exploitation, ainsi que des rapports sur l'activité des entreprises et d'autres études relatives au secteur. L'exactitude des renseignements pouvait être vérifiées dans les entreprises, par des reviseurs d'entreprise.

*
* *

A côté de ces mesures d'urgence et de la politique subséquente à l'égard du secteur du pétrole, le gouvernement a entamé l'étude de modifications de la politique énergétique, dans le cadre de ce qui a été fait au niveau de la Communauté et de l'Agence internationale de l'énergie.

Jusqu'en 1973, la politique énergétique a été basée sur l'objectif général suivant : « disposer d'un approvisionnement garanti à des prix aussi bas que possible et maintenir la liberté de choix des consommateurs ».

Cet objectif demeure valable, mais a exigé un déplacement d'accent. Il a fallu insister davantage sur l'approvisionnement garanti et sur l'affaiblissement de l'incidence des importations croissantes, qui couvraient plus de

85 % des besoins intérieurs, et principalement sur la répercussion, sur la balance des paiements de l'énergie, de la hausse considérable des prix; en effet, selon les données de l'I.N.S., le solde net des importations de l'U.E.B.L. en matière d'énergie est monté de 49,5 milliards de francs en 1973 à 127,9 milliards de francs en 1974. De ce fait, il a fallu tenter de réduire la dépendance des importations, surtout en ce qui concerne celles de pétrole à l'égard desquelles le gouvernement ne pouvait intervenir en matière de prix ou de garantie d'approvisionnement. Cela a exigé, d'une part, la volonté ferme d'empêcher, dans la mesure du possible, le gaspillage d'énergie et de réaliser, par conséquent des économies tant en accroissant l'effet utile de l'énergie consommée, et d'autre part, une réorientation de la demande en faveur de ces sources d'énergie offrant la plus grande garantie, aux conditions les plus favorables en matière de prix et de balance des paiements, compte tenu de la politique internationale à cet égard.

De 1957 à 1973, la consommation brute d'énergie primaire a augmenté de 5 % par an en moyenne. Pendant la dernière année (1973), elle a atteint 46,9 millions de tonnes équivalent de pétrole (t.e.p.). Si aucune économie n'était réalisée, ce taux atteindrait, en 1985, 83 millions de t.e.p.

Le gouvernement espérait pouvoir ramener ce niveau, par un effort vigoureux, à 67 millions de t.e.p., de sorte que le rythme d'accroissement annuel pourrait être ramené à 3 %. Par rapport aux prévisions antérieures, cette réduction de 16 millions de t.e.p. en 1985, proviendrait pour 3 millions de l'exclusion de toute consommation redondante d'énergie et pour 13 millions d'une amélioration de l'effet utile de l'énergie appliquée, entre autres par une meilleure isolation des immeubles, une régression des transports individuels en faveur des transports en commun, l'amélioration du rendement des machines, la récupération de déchets, etc...

Les efforts devaient viser au maintien, au niveau de 1973, de la consommation globale de produits pétroliers, soit enrivon 28 millions de t.e.p. La part du pétrole dans la consommation énergétique intérieure s'est élevée à 58 % en 1973 et à 52 % en 1974; il fallait qu'elle soit limitée à 50 % et si possible à 40 %. A cet effet, il y avait lieu de freiner l'expansion de la consommation de carburants et de produits non énergétiques et de réduire la consommation de pétrole à l'usage de chauffage et de génération de force motrice, en dehors du secteur du transport, par des économies d'énergie et la conversion à d'autres sources énergétiques, comme le gaz, l'énergie nucléaire et les combustibles solides, dans les centrales électriques et les cimenteries.

La consommation de combustibles solides également serait demeurée inchangée, c'est-à-dire 11 millions de t.e.p. Les besoins des cokeries augmenteraient quelque peu. En 1974 déjà, les centrales électriques et les cimenteries ont été reconverties dans la mesure du possible, aux combustibles solides, un appel plus large étant à nouveau fait aux schistes de terril. L'autre consommation industrielle et non industrielle, par contre, devait continuer à diminuer.

Le rôle de la production intérieure de charbon a été assez faible. Le programme de fermeture devra être poursuivi pour que le dernier puits puisse être fermé en 1981, car dans les bassins du Sud, les gisements exploités par les moyens traditionnels ont atteint leur niveau d'épuisement; l'extraction y est très onéreuse, il est difficile de trouver de la main-d'œuvre et la demande de ce charbon est en régression structurelle. Pour le bassin de Campine, par contre, l'extraction a porté sur du charbon à coke, pour lequel il y a toujours un débouché, — à condition d'allouer des aides et de protéger le marché; de plus, le prix de revient y est moins élevé.

La production charbonnière de ce bassin sera relevée de 6,1 millions de tonnes à 7 millions. Suivant ce programme, la production passera donc de 8,8 millions de tonnes en 1973 à 8,1 millions en 1974 et à 7 millions en 1985.

Les efforts ont porté sur un accroissement de l'approvisionnement en gaz naturel : de 7,9 millions de t.e.p. en 1973 (9,4 milliards m^3) et 9,3 millions en 1974 (11 milliards m^3) jusqu'à environ 20 millions de t.e.p., ce qui revient à 22 milliards m^3 environ. Les importations de gaz néerlandais n'ont et ne pourront pratiquement plus augmenter; selon les prévisions, elles diminueront sensiblement à partir de 1987 pour s'arrêter complètement en 1992. Un contrat a été conclu déjà pour du gaz de la mer du Nord et des négociations sont en cours concernant du gaz en provenance d'Algérie, d'Iran et d'autres éventuels gisements de la mer du Nord.

Il serait peut-être possible de trouver encore d'autres sources d'approvisionnement. Cela exigerait toutefois d'importants travaux d'infrastructure. notamment en ce qui concerne la construction d'installation de liquéfaction de ce gaz pour le transport par navires méthaniers, la construction de nouveaux gazéoducs et éventuellement celle d'installations de régazéification et de stockage saisonnier.

Le solde des besoins, soit environ 11 millions de t.e.p., devra être couvert, en 1985, par l'énergie nucléaire. Celle-ci offre notamment l'avantage que l'approvisionnement en uranium nécessaire présente beaucoup moins de risques que l'importation des sources énergétiques traditionnelles; l'uranium provient d'autres pays et pourra être stocké aisément pendant de nombreuses années. De plus, une éventuelle hausse des prix de l'uranium n'influencerait pratiquement pas le prix de revient de l'électricité, laquelle est d'ores et déjà concurrentielle par rapport aux prix pétroliers antérieurs. En outre, l'incidence du prix de l'uranium sur la balance commerciale est beaucoup plus faible que celui des importations correspondantes d'autres combustibles. Le programme d'investissement des entreprises d'électricité s'insère dans ce plan gouvernemental. Il y a lieu, toutefois, de veiller à ce que les réglementations de sécurité soient rigoureusement respectées. En même temps, se pose le problème de l'implantation de ces centrales, car elles nécessitent beaucoup d'eau de refroidissement, mais au cas où elles seraient érigées à la côte ou en mer, la chaleur résiduaire pourrait être utilisée

pour le dessalement de l'eau de mer, ce qui améliorerait du même coup l'approvisionnement en eau potable.

Une autre question a dû être examinée, celle de l'accroissement de l'extraction de grisou. Le projet de l'INIEX relatif à la gazéification souterraine de houille pourra peut-être aboutir à une revalorisation du charbon, mais à cet égard aucune garantie ne peut être donnée.

D'autre part, un programme de recherche scientifique concernant le secteur énergétique est en voie d'élaboration tant sur le plan national qu'international.

A côté de ces objectifs relatifs au ralentissement de la croissance des besoins en énergie et de la manière dont l'approvisionnement à longue échéance peut-être assuré, un programme international de coordination a été établi en vue de pouvoir faire face à une éventuelle situation d'urgence. C'est ainsi que les raffineries et les importateurs de pétrole ont dû constituer un stock des principaux produits pétroliers, suffisant pour couvrir la consommation durant 90 jours. Les centrales électriques, elles aussi, ont dû stocker des réserves de combustibles. L'expérience acquise avec la distribution de produits pétroliers lors de la crise a été mise en œuvre pour établir un système de répartition plus efficace, compte tenu de la nécessité de pouvoir couvrir les besoins prioritaires. Un système de répartition internationale a été élaboré au sein de la C.E.E. et de l'A.I.E. Tout ceci devrait permettre de parer le mieux possible une brève interruption des arrivages.

§ 2. — ANALYSE DE L'ECONOMIE ENERGETIQUE EN 1974

En 1974 déjà, l'incidence du programme mentionné s'est fait sentir.

La consommation brute d'énergie primaire qui, avant 1974, marquait une progression annuelle de 5 % et suivait une évolution assez parallèle avec l'incidence de la production industrielle, a décrû de 3,4 %, alors que l'indice précité avançait de 4,8 %. Un effort sérieux a donc déjà été fourni pour en arriver à une consommation plus économique de l'énergie.

L'intérêt pour le charbon en tant que produit de substitution pour le pétrole s'est accrû. La consommation intérieure a augmenté d'environ 7 %, à la suite des fournitures croissantes aux centrales électriques et aux cokeries. Comme la production intérieure avait encore diminué de plus de 700 000 t, il a fallu faire un appel accru aux importations, lesquelles ont, pour la première fois, dépassé cette production intérieure.

Pendant la crise pétrolière de fin 1973, le programme de fermeture concernant certains sièges d'exploitation dans les bassins du Sud avait été suspendu pour quelques mois, mais a été exécuté depuis lors. Cela explique pourquoi, en 1974, la production dans le Sud a diminué de plus de 500 000 t. Le recul de la production charbonnière du bassin de Campine de 200 000 t doit être attribué à une diminution du nombre d'ouvriers du fond.

Pendant le premier semestre de 1974, les importations de gaz naturel provenant des Pays-Bas ont augmenté de plus de 30 %. Par la suite, le rythme d'importation a ralenti, sous l'influence du fléchissement conjoncturel, d'une part, et par la disparition des tensions sur le marché des produits pétroliers, d'autre part. Pour l'ensemble de l'année, l'accroissement s'est inscrit à environ 17 %, de sorte que la part du gaz naturel dans le bilan énergétique total est passée de 17 % en 1973 à 20,5 % en 1974.

La consommation apparente de pétrole a diminué de presque 15 %. A cause de la reconversion à d'autres combustibles dans les centrales électriques et dans quelques branches d'activités importantes, de la poursuite des économies d'énergie en raison des prix en forte hausse, à cause aussi des conditions atmosphériques généralement exceptionnelles, en 1974, les fournitures de gasoil et de fuel léger et lourd ont régressé de presque 10 %.

Il y a lieu de signaler que le fléchissement de la consommation d'essence pour voitures a été moins important, pas même 1 %; ceci semble confirmer que la demande de carburant de voiture n'est pratiquement pas sensible à la hausse du prix unitaire de ce produit.

Le recul spectaculaire des fournitures intérieures de naphta à l'industrie pétrochimique (— 30 %) peut s'expliquer par l'affaissement de la production de ce secteur pendant la deuxième moitié de l'année et, bien que dans une mesure moindre, par le fait que le marché des matières plastiques a acquis un caractère plus international, entraînant une progression importante des exportations de ce naphta.

La production d'électricité a augmenté d'environ 4 % en 1974; la croissance ne s'est donc inscrite qu'à la moitié du rythme d'expansion des trois années précédentes. Presque toute la production a été couverte par les centrales thermiques classiques (98 %).

Les centrales hydrauliques et bassins d'épargne n'ont fourni que 1,7 % de la production totale.

La part de la centrale nucléaire de Doel dans la production totale d'électricité a été pratiquement insignifiante, puisque ce n'est que vers la fin de l'année qu'elle a fourni régulièrement du courant.

A partir de 1975 toutefois, la part de la production nucléaire augmentera : Doel I sera en pleine activité et, selon les prévisions, Tihange pourra être mise en marche au cours de la première moitié de l'année; Doel II pourrait être mise en service vers la fin de 1975. Ainsi, la part de l'énergie nucléaire dans la production totale pourrait passer à 10 % en 1975.

L'accroissement de la consommation de charbon (40 % par rapport à 1973) et de gaz (gaz naturel : 11 %, gaz secondaire : 3 % par rapport à 1973) dans les centrales thermiques traditionnelles a entraîné un recul de la

consommation des combustibles liquides, dans la production d'électricité de ces centrales : 46 % en 1974 contre 51 % en 1973. L'utilisation accrue de charbon a entraîné une légère baisse du rendement des centrales thermiques traditionnelles.

La consommation d'électricité est très fortement liée à la conjoncture, car l'industrie en absorbe deux tiers. Jusqu'au dernier trimestre, l'évolution de la consommation de courant par l'industrie a pratiquement égalé le rythme de croissance moyen enregistré pendant la période de 1948 à 1973 (+ 6 %). La détérioration rapide de l'activité économique pendant la deuxième moitié de l'année a entraîné un recul de la consommation d'électricité, de sorte que, pour l'ensemble de l'année, l'expansion ne se chiffre plus qu'à 4 %.

Dans les autres secteurs (le secteur domestique, les services et les transports), lesquels réagissent généralement moins rapidement à la situation conjoncturelle, le rythme de croissance de la consommation a également diminué par rapport aux années précédentes. Le recul a été frappant surtout pour le secteur des services où la croissance a baissé à moins de la moitié des années antérieures.

★
★ ★

Main-d'œuvre dans les mines de houille

ANNÉE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)			Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)					
				Sud		Campine		Le Royaume	
	Sud	Campine	Le Royaume	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1960	65,8	37,8	103,6	39,9	55,5	22,3	30,3	62,3	85,9
1965	43,9	31,1	75,1	25,9	35,8	20,7	26,8	46,6	62,6
1966	36,3	26,2	62,4	22,2	30,9	18,0	23,5	40,2	54,5
1967	29,9	25,4	55,4	18,4	25,9	16,8	21,8	35,1	47,6
1968	25,5	23,6	49,2	14,9	20,7	15,2	20,1	30,1	40,8
1969	19,5	21,5	41,0	11,9	17,1	13,4	18,0	25,3	35,1
1970	17,4	20,0	37,4	9,4	13,7	12,1	16,5	21,5	30,2
1971	14,9	20,1	35,0	8,0	11,8	11,6	16,0	19,6	27,8
1972	13,6	19,1	32,8	7,2	10,5	11,5	15,7	18,7	26,2
1973	10,9	17,5	28,5	6,1	8,8	10,2	14,2	16,3	23,0
1974 (b)	9,0	18,8	27,9	4,6	6,8	9,9	13,7	14,6	20,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Données provisoires.

Rendement dans les mines de houille

ANNÉE	Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle en kilogrammes) (a)					
	Sud		Campine		Le Royaume	
	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1965	1 530	1 078	1 821	1 390	1 660	1 212
1966	1 613	1 123	1 943	1 475	1 758	1 270
1967	1 668	1 146	2 035	1 558	1 847	1 336
1968	1 704	1 164	2 243	1 693	1 976	1 418
1969	1 743	1 188	2 447	1 822	2 112	1 506
1970	1 811	1 220	2 710	1 966	2 284	1 599
1971	1 820	1 214	2 612	1 883	2 282	1 591
1972	1 767	1 187	2 643	1 917	2 298	1 616
1973	1 715	1 162	2 522	1 806	2 219	1 555
1974 (b)	1 736	1 168	2 505	1 809	2 254	1 590

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Y compris le personnel de cadre et de surveillance.
(b) Données provisoires.

Balance charbonnière
(en milliers de tonnes)

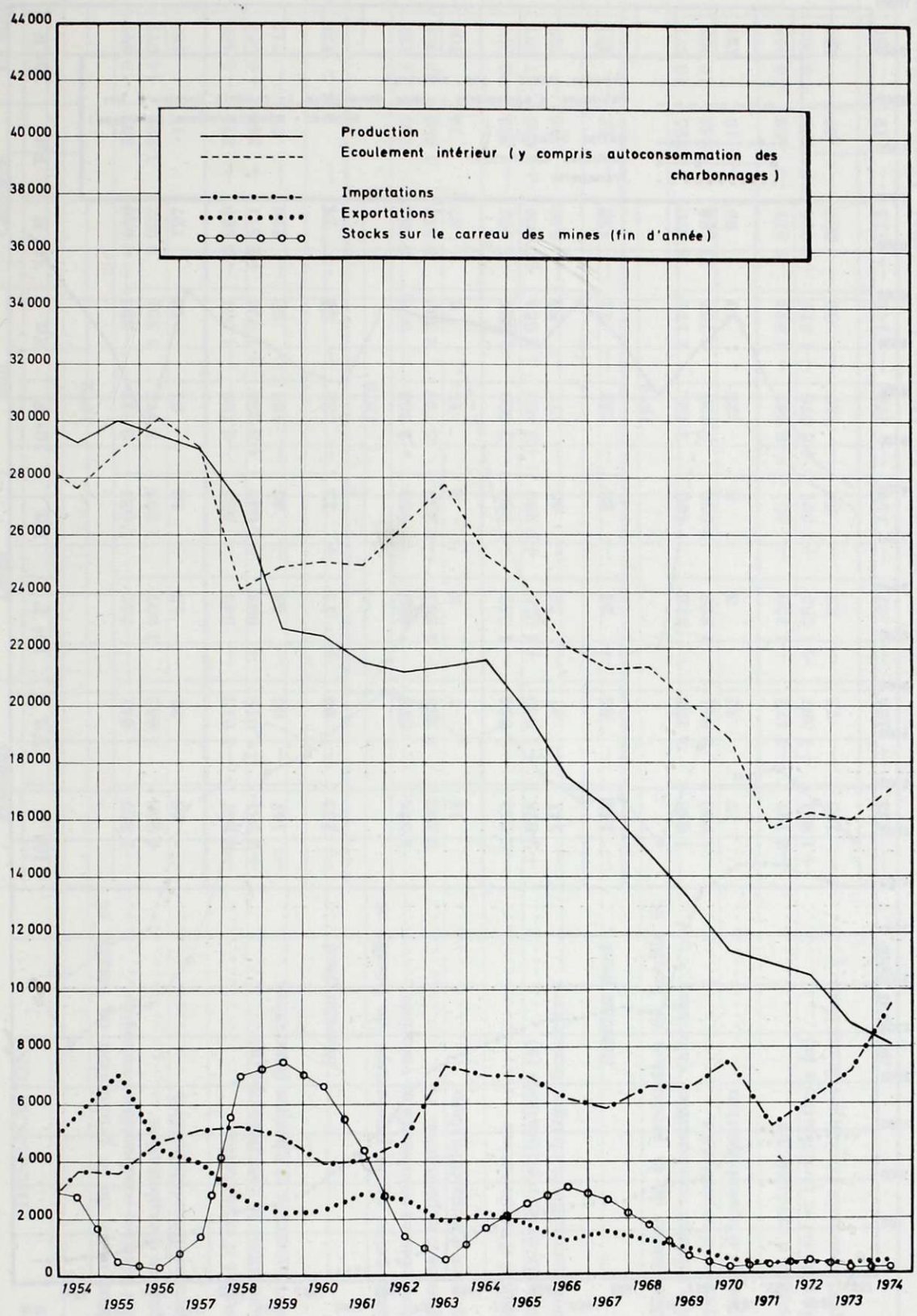
DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (f)
Production nette	14 806	13 200	11 362	10 956	10 500	8 842	8 111
Campine	*8 484*	*8 015*	*7 095*	*7 309*	*7 323*	*6 272*	*6 073*
Sud	*6 322*	*5 184*	*4 267*	*3 647*	*3 176*	*2 570*	*2 038*
Importations (a)	6 641	6 566	7 567	5 283	6 204	7 179	9 486
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	2 708	1 783	674	241	410	508	189
Charbon disponible	**24 155**	**21 549**	**19 603**	**16 480**	**17 114**	**16 529**	**17 786**
Consommation des mines (b)	163	151	129	133	126	103	75
Fabriques d'agglomérés	856	662	669	530	417	383	346
Cockeries et usines à gaz	9 377	9 493	9 959	8 495	9 363	9 875	10 468
Centrales électriques (c)	5 184	4 400	3 266	2 821	2 772	2 431	3 049
Sidérurgie (d)	186	206	172	217	213	208	195
Autres industries	782	725	509	402	301	241	226
Transports	38	31	29	22	14	13	12
Usage domestique	4 842	4 412	4 166	3 092	3 028	2 743	2 773
Ecoulement intérieur	**21 428**	**20 080**	**18 899**	**15 712**	**16 233**	**15 997**	**17 144**
Exportations (e)	1 146	900	548	378	372	359	450
Ecoulement total	**22 574**	**20 980**	**19 447**	**16 090**	**16 605**	**16 356**	**17 594**
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	1 783	674	241	410	508	189	244
Erreurs et omissions	— 202	— 105	— 85	— 20	+ 1	— 16	— 52

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ». Données corrigées.
(c) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.
(d) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Données provisoires.

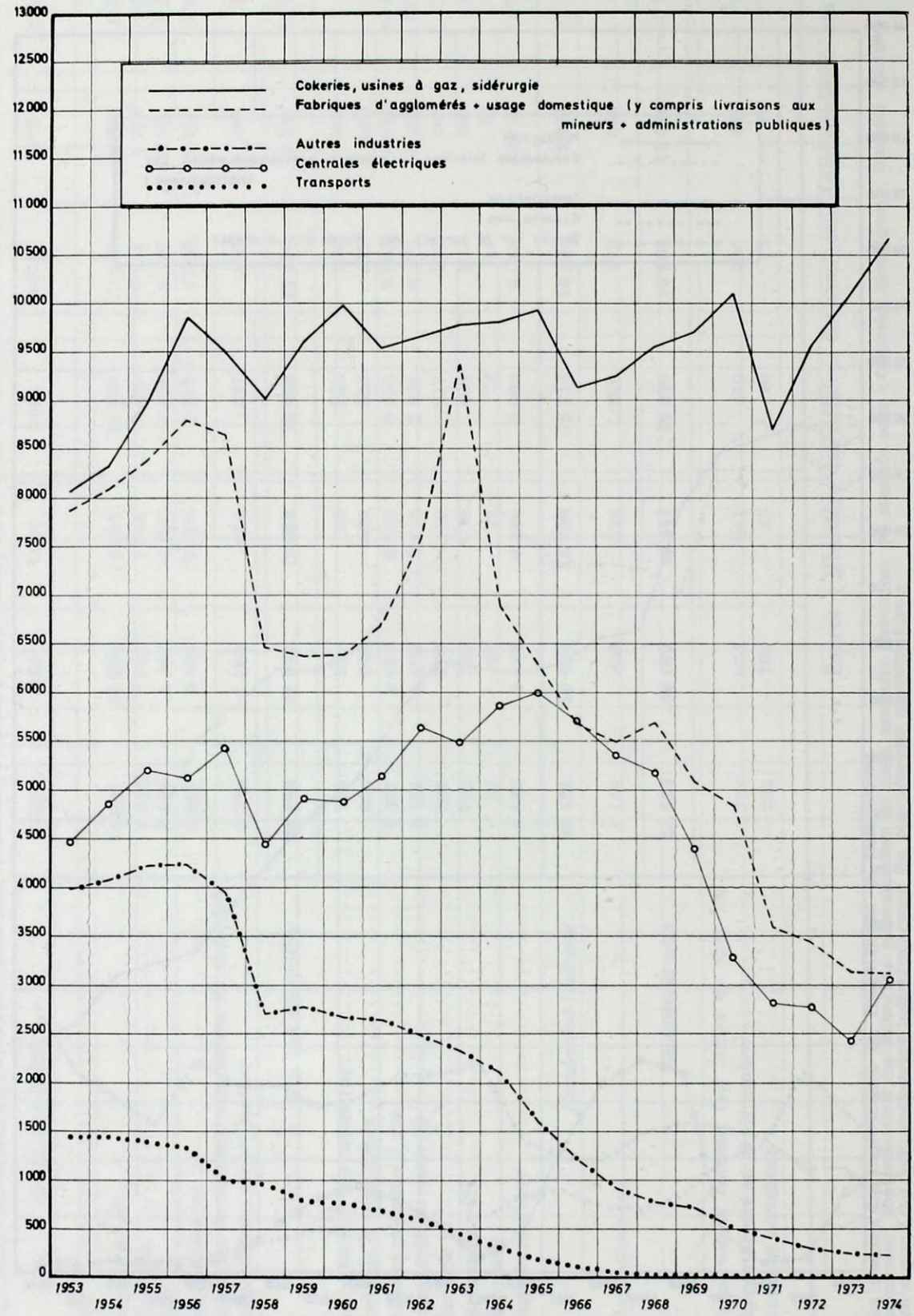
Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

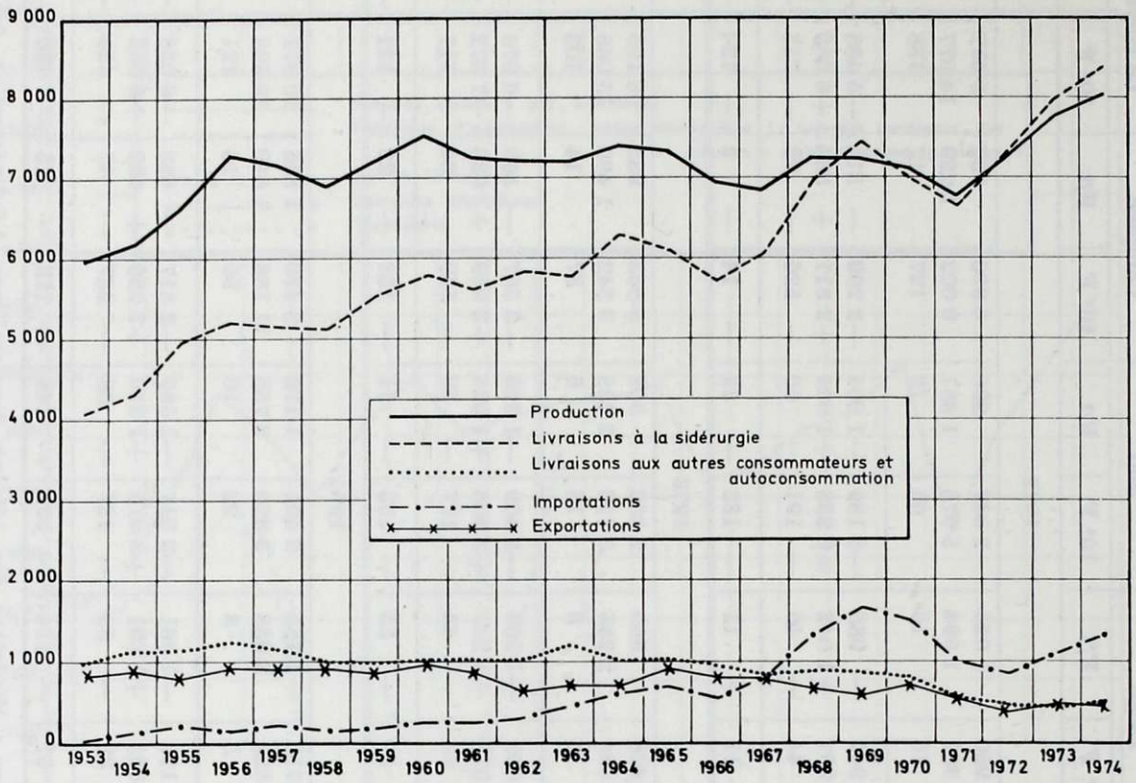
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1972 à 1974

DÉSIGNATION	Hainaut		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t
					1972					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 867	841	980	1 025	2 847	896	6 830	932	9 677	921
Dépenses d'exploitation	4 068	1 832	1 907	1 994	5 975	1 881	9 002	1 229	14 977	1 426
Dépenses d'immobilisation	46	21	15	16	61	19	127	17	188	18
Résultat d'exploitation	—2 247	—1 012	— 942	— 985	—3 189	—1 004	—2 299	— 314	—5 488	— 523
Subventions et rectifications (a)	+2 261	+1 018	+ 997	+1 042	+3 258	+1 026	+2 811	+ 384	+6 069	+ 578
Amortissements et charges financières	— 147	— 66	— 44	— 46	— 191	— 60	— 526	— 72	— 715	— 68
Résultat final	**— 133**	**— 60**	**+ 11**	**+ 11**	**— 122**	**— 38**	**— 14**	**— 2**	**— 134**	**— 13**
					1973					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 524	878	808	969	2 332	908	5 863	935	8 195	927
Dépenses d'exploitation	3 862	2 225	1 864	2 235	5 726	2 228	9 342	1 490	15 068	1 704
Dépenses d'immobilisation	12	7	3	3	15	6	87	14	103	12
Résultat d'exploitation	—2 350	—1 354	—1 059	—1 269	—3 409	—1 326	—3 567	— 569	—6 976	— 789
Subventions et rectifications (a)	+2 328	+1 340	+1 075	+1 289	+3 403	+1 324	+3 969	+ 633	+7 372	+ 834
Amortissements et charges financières	— 141	— 81	— 36	— 43	— 177	— 69	— 540	— 86	— 717	— 81
Résultat final	**— 163**	**— 95**	**— 20**	**— 23**	**— 183**	**— 71**	**— 138**	**— 22**	**— 321**	**— 36**
					1974					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 688	1 175	713	1 185	2 401	1 179	8 470	1 395	10 871	1 340
Dépenses d'exploitation	3 792	2 641	1 828	3 038	5 620	2 758	11 188	1 842	16 808	2 072
Dépenses d'immobilisation	17	12	5	8	22	10	99	16	121	15
Résultat d'exploitation	—2 121	—1 478	—1 120	—1 861	—3 241	—1 589	—2 817	— 463	—6 058	— 747
Subventions et rectifications (a)	+1 991	+1 387	+1 085	+1 801	+3 076	+1 510	+2 986	+ 492	+6 062	+ 744
Amortissements et charges financières	— 105	— 73	— 32	— 54	— 137	— 66	— 287	— 47	— 424	— 52
Résultat final	**— 235**	**— 164**	**— 67**	**— 114**	**— 302**	**— 145**	**— 118**	**— 18**	**— 420**	**— 55**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

Coke de four
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Balance du coke (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (c)
Production	7 243	7 249	7 119	6 783	7 239	7 774	8 050
Importations	1 320	1 670	1 532	1 007	864	1 111	1 354
Apport total...	**8 563**	**8 919**	**8 651**	**7 790**	**8 103**	**8 885**	**9 404**
Livraisons à la sidérurgie	6 980	7 455	7 015	6 657	7 294	7 993	8 405
Autres livraisons intérieures (b)	880	869	802	567	478	470	507
Livraisons intérieures totales...	**7 860**	**8 324**	**7 817**	**7 224**	**7 772**	**8 478**	**8 912**
Exportations	679	582	713	530	375	484	464
Ecoulement total...	**8 539**	**8 906**	**8 530**	**7 754**	**8 147**	**8 962**	**9 376**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Cokes de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.
(c) Données provisoires.

Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

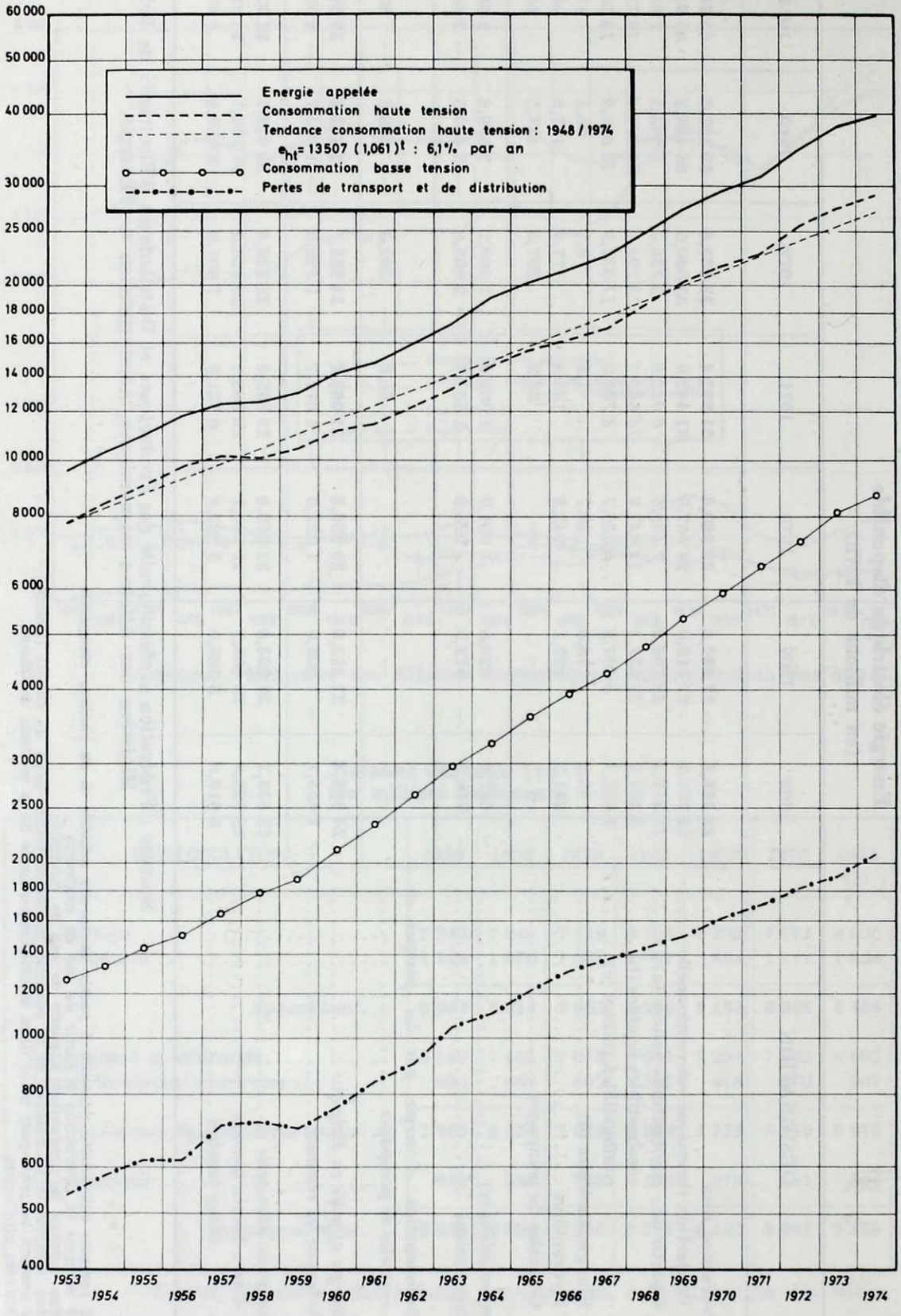
DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (f)
Production nette	**25 026,6**	**— 27 664,4**	**28 960,4**	**31 597,4**	**35 663,6**	**39 121,0**	**40 764,3**
Production thermique conventionnelle	24 731,7	27 419,0	28 667,9	31 442,9	35 080,0	38 438,2	39 948,1
à partir de : combustibles solides (a)	*12 452,4*	*10 754,0*	*7 489,6*	*6 019,0*	*5 726,5*	*5 083,9*	*7 058,1*
combustibles liquides (b)	*9 591,2*	*12 557,1*	*14 641,6*	*16 663,7*	*18 298,6*	*20 345,4*	*19 324,0*
combustibles gazeux (c)	*2 688,1*	*4 107,9*	*6 536,7*	*8 760,2*	*11 054,9*	*13 008,9*	*13 566,0*
Energie nucléaire (d)	53,2	18,3	48,7	— 1,2	8,7	68,1	136,8
Hydraulique	241,7	227,1	243,8	131,8	177,4	167,2	236,8
Centrales de pompages	—	—	—	23,9	397,5	447,5	442,6
Importations (e)	687,3	622,0	1 301,0	1 069,6	1 360,2	1 649,8	2 557,5
Exportations	— 718,5	— 973,8	— 924,9	— 1 563,7	— 2 095,8	— 2 404,5	— 2 882,2
Consommation d'énergie par les pompes de centrales de pompages	—	—	—	— 36,6	— 562,3	— 639,5	— 631,4
Energie appelée en Belgique	**24 995,4**	**27 312,6**	**29 336,5**	**31 066,7**	**34 565,7**	**37 726,8**	**39 808,2**
Pertes sur les réseaux	— 1 455,7	— 1 509,0	— 1 627,6	— 1 671,7	— 1 829,3	— 1 914,7	— 2 077,0
Consommation nette	**23 539,7**	**25 803,6**	**27 708,9**	**29 395,0**	**32 736,4**	**35 812,1**	**37 731,2**
dont : Haute tension	18 728,8	20 469,7	21 786,1	22 863,2	25 428,5	27 752,7	28 912,9
Basse tension	4 810,9	5 333,9	5 922,8	6 531,8	7 307,9	8 059,4	8 818,3

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(d) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(f) Données provisoires.

Consommation d'électricité

(en millions de kWh)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan tous gaz (a)

Tcal (pouvoir calorifique supérieur)

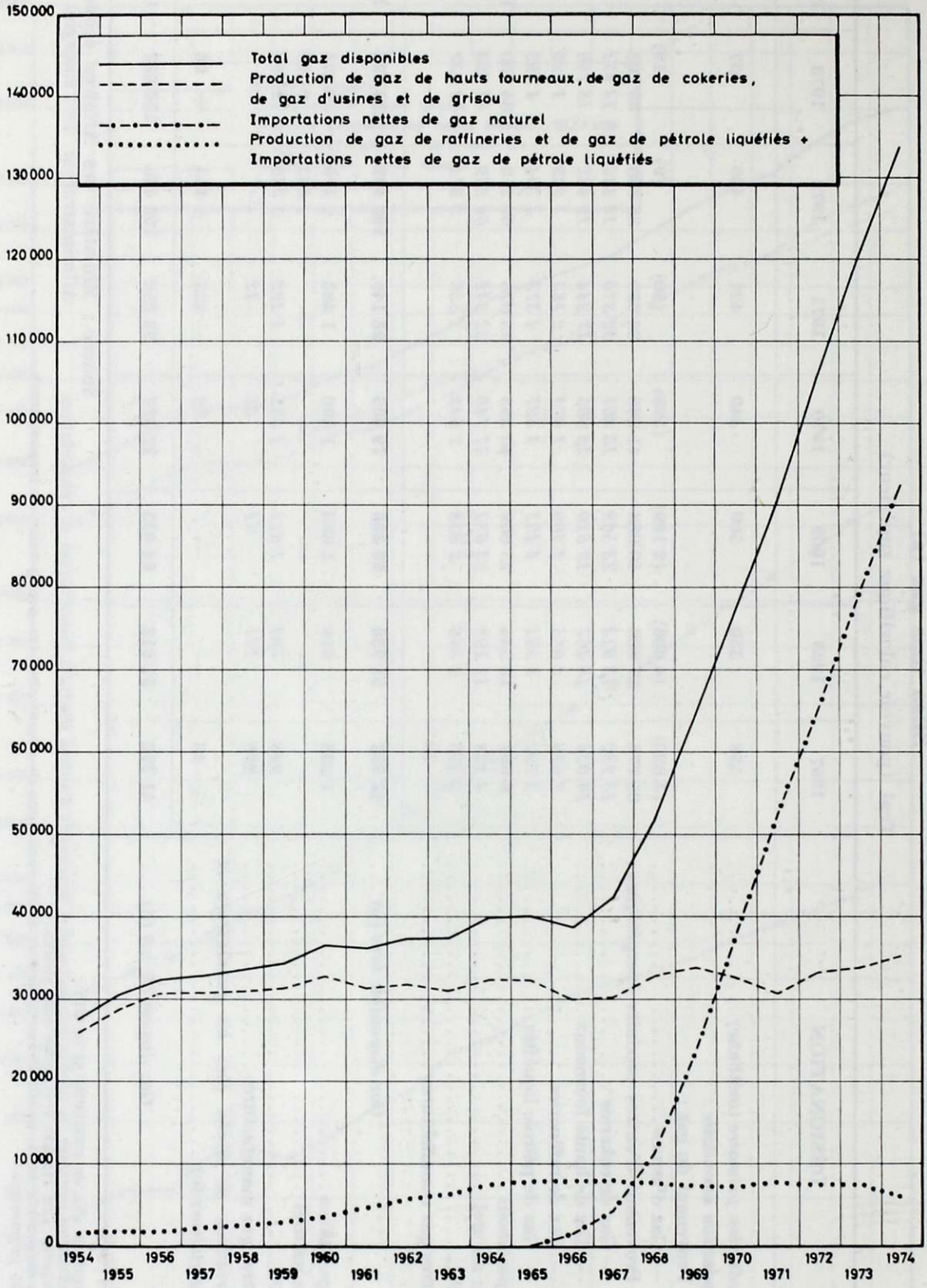
DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (e)
1. *Production primaire* (méthane)	558	550	569	449	421	439	457	510
2. *Production secondaire :*								
a) Provenant du gaz :								
— Gaz d'usines	(5 020)	(4 606)	(2 139)	(528)	(50)	(9)	(10)	(10)
b) Provenant d'autres produits énergétiques :	35 778	37 836	40 088	41 268	36 650	38 840	39 108	39 001
— Gaz de cokeries	*13 282*	*13 913*	*13 568*	*13 465*	*12 870*	*13 445*	*14 471*	*14 882*
— Gaz de hauts fourneaux	*16 025*	*18 267*	*19 620*	*18 605*	*17 244*	*19 422*	*18 709*	*19 731*
— Gaz de raffineries	*2 679*	*2 065*	*2 409*	*1 671*	*2 163*	*1 269*	*1 129*	*335*
— Gaz de pétrole liquéfiés	*3 792*	*3 591*	*4 491*	*4 527*	*4 373*	*4 704*	*4 799*	*4 053*
3. *Importations*	6 631	13 544	25 669	40 288	55 078	69 213	84 230	100 484
Gaz naturel	*4 228*	*11 198*	*23 631*	*37 740*	*52 542*	*66 239*	*81 493*	*97 629*
G.P.L.	*2 393*	*2 346*	*2 038*	*2 548*	*2 536*	*2 974*	*2 737*	*2 855*
Autres gaz manufacturés	*10*	—	—	—	—	—	—	—
Gaz disponible brut (b)	42 967	51 930	66 326	79 005	92 149	108 492	123 795	139 995
4. *Exportations*	1 238	918	1 693	1 590	1 434	2 479	3 264	5 987
Gaz naturel	—	—	—	—	—	*1 093*	*2 162*	*5 126*
G.P.L.	*948*	*794*	*1 612*	*1 552*	*1 422*	*1 386*	*1 102*	*861*
Autres gaz manufacturés	*290*	*124*	*81*	*38*	*12*	—	—	—
5. *Variations de stocks chez les producteurs et importateurs* (c)	+ 43	—	—	— 88	— 425	+ 445	+ 96	..
Gaz disponible net (d)	41 772	51 012	64 633	77 327	90 290	106 458	120 627	134 008

(a) Y compris le gaz de raffinerie et le GPL.
(b) La production primaire, la production secondaire provenant d'autres produits énergétiques et l'importation.
(c) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(d) Le gaz disponible brut, moins l'exportation et ± les variations de stocks chez les producteurs et importateurs.
(e) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Gaz disponibles

Tcal (PCS)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Transport et distribution du gaz par canalisation

(en Tcal)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (a)
A. *Emissions de gaz :*								
1. Gaz de ville :								
— Production totale des usines à gaz et centrales gazières	4 226	3 924	1 924	528	50	9	10	10
— Gaz de cokeries	3 819	3 702	3 063	1 985	1 089	324	23	0
2. Gaz naturel hollandais (b)	1 629	7 547	21 771	37 274	52 492	66 684	81 588	97 629
3. Gaz riches (grisou et gaz de raffineries) (c)	782	718	746	510	551	390	27	0
Total	**10 456**	**15 891**	**27 504**	**40 297**	**54 182**	**67 407**	**81 648**	**97 639**
B. *Ventes de gaz :*								
1. Ventes des entreprises de distribution (d) :								
— Usages domestiques	4 745	5 463	6 041	6 796	8 056	10 480	12 138	13 355
— Usages non domestiques	1 583	1 646	1 700	1 931	2 460	3 184	3 995	4 395
Total	**6 328**	**7 109**	**7 741**	**8 727**	**10 516**	**13 664**	**16 133**	**17 750**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	2 681	7 070	17 428	28 916	40 967	50 956	61 265	72 465
Total	**9 009**	**14 179**	**25 169**	**37 643**	**51 483**	**64 620**	**77 398**	**90 215**
3. Exportation	290	124	81	38	12	1 093	2 162	5 126

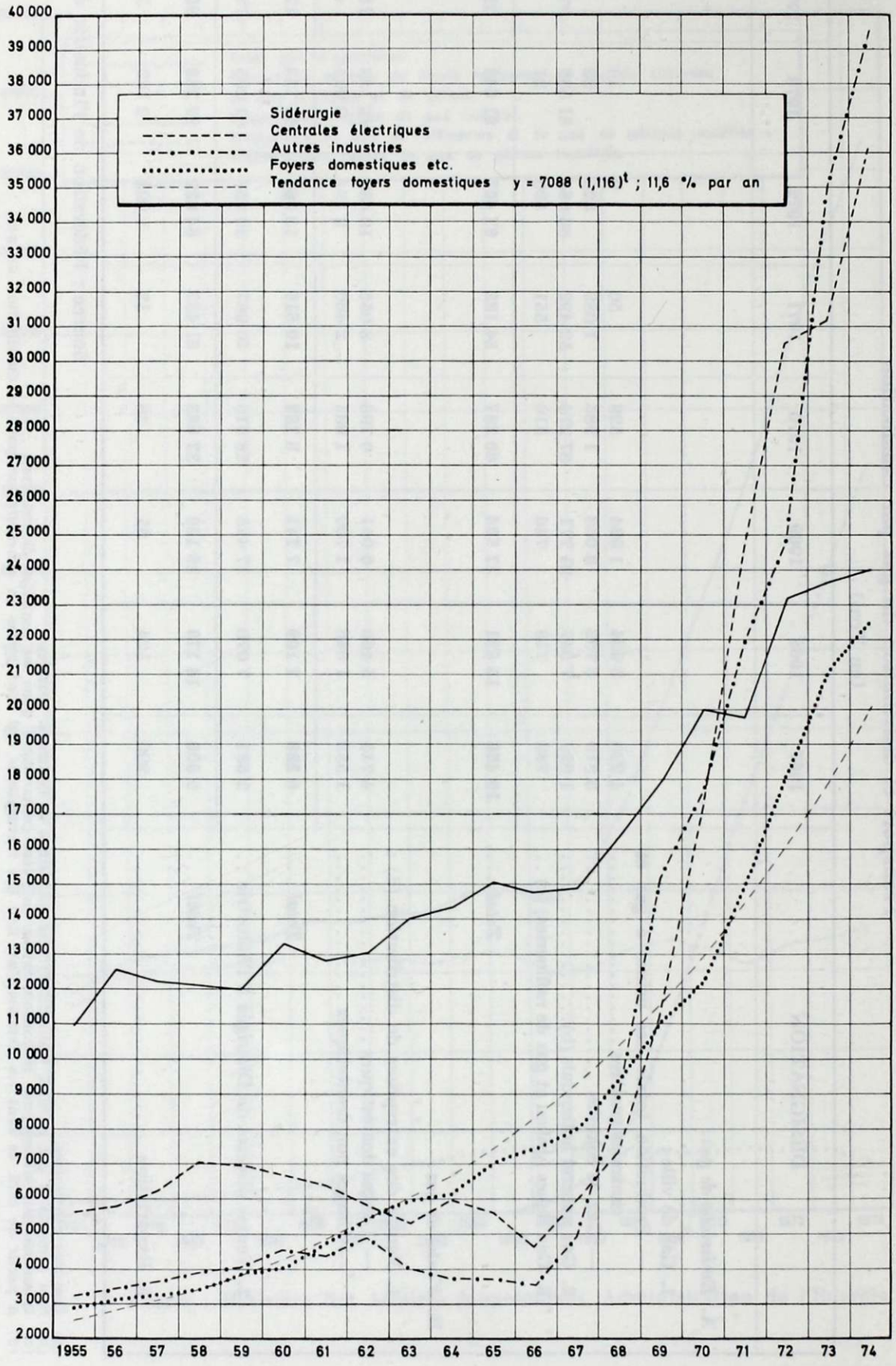
Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Données provisoires.
(b) Non compris le gaz naturel transformé dans les usines et centrales gazières.
(c) Quantités disponibles pour la consommation en l'état (notamment dans les centrales électriques).
(d) A partir de 1972, ce sont les livraisons au lieu des facturations qui sont prises en considération pour la distribution de gaz.

Consommation nette de gaz

Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

Tcal (PCS)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

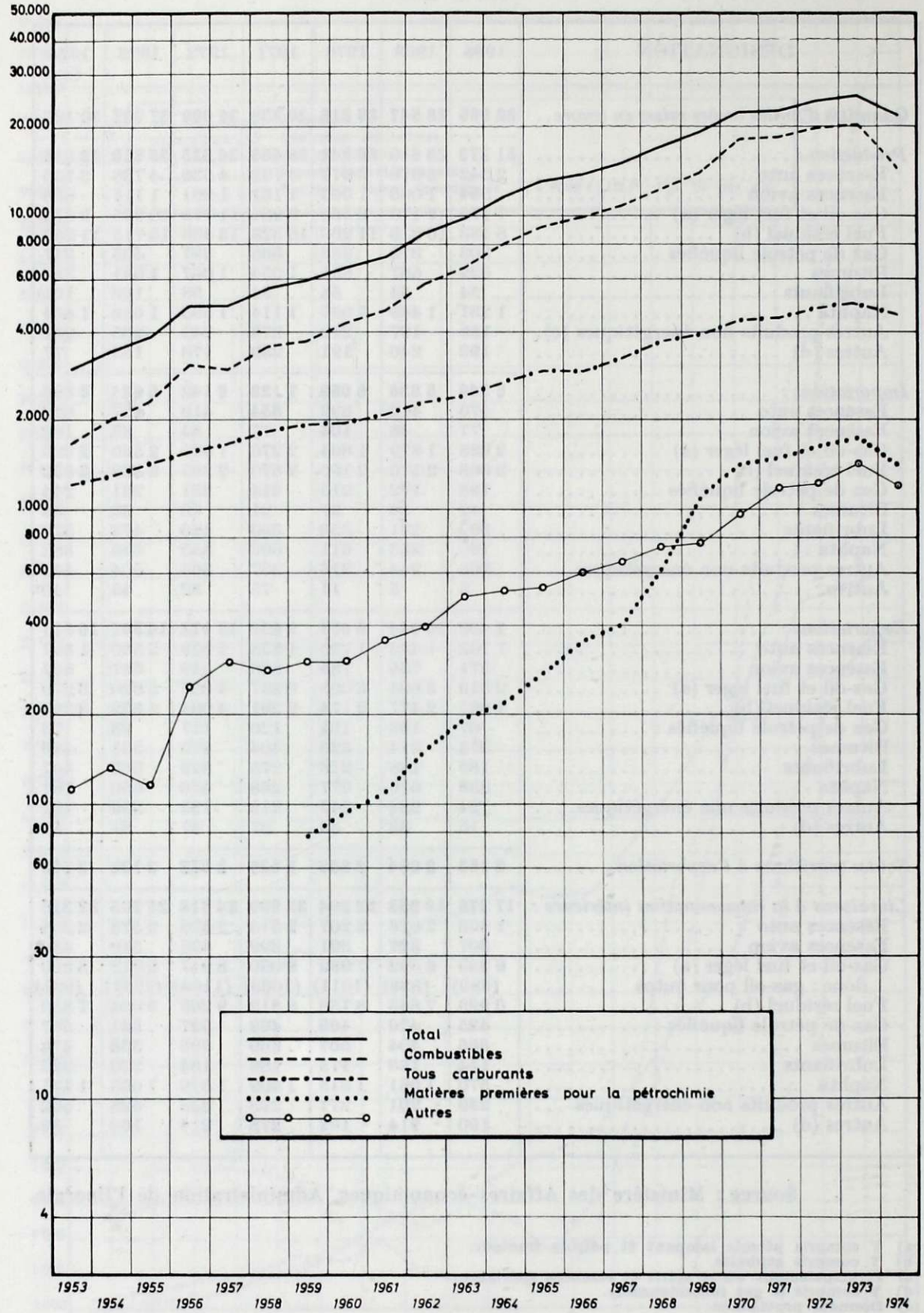
DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (e)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre ..	**22 965**	**28 547**	**29 816**	**30 239**	**36 099**	**37 007**	**30 182**
Production :	**21 373**	**26 618**	**28 241**	**28 489**	**34 525**	**35 510**	**28 815**
Essences auto	2 542	3 070	3 577	3 762	4 536	4 768	3 756
Essences avion	594	1 050	1 065	1 131	1 201	1 111	856
Gas-oil et fuel léger (a)	7 176	9 179	9 556	9 934	11 773	12 225	9 873
Fuel résiduel (b)	8 483	10 313	11 260	10 523	13 436	13 715	11 250
Gaz de pétrole liquéfiés	303	379	382	368	397	405	347
Bitumes	622	667	855	1 054	1 067	1 081	880
Lubrifiants	54	54	54	94	98	103	101
Naphta	1 237	1 469	1 089	1 114	1 595	1 682	1 434
Autres produits non énergétiques (c).	169	197	212	278	249	235	241
Autres (d)	193	240	191	230	173	185	77
Importations :	**5 946**	**5 536**	**6 089**	**7 120**	**6 142**	**8 024**	**8 805**
Essences auto	470	412	392	354	419	567	622
Essences avion	77	46	104	77	84	83	192
Gas-oil et fuel léger (a)	2 388	1 879	1 864	2 276	1 926	2 560	2 925
Fuel résiduel (b)	2 068	2 170	2 196	2 870	2 265	2 882	2 852
Gaz de pétrole liquéfiés	198	172	215	214	251	231	244
Bitumes	42	34	27	21	30	33	38
Lubrifiants	302	291	353	390	426	473	570
Naphta	190	283	611	606	355	646	882
Autres produits non énergétiques....	206	244	316	237	304	504	440
Autres	5	5	11	75	82	45	40
Exportations :	**7 488**	**10 044**	**9 089**	**9 638**	**13 172**	**14 507**	**10 911**
Essences auto	1 102	1 436	1 795	1 853	2 339	2 560	1 847
Essences avion	371	756	785	826	849	637	537
Gas-oil et fuel léger (a)	2 819	3 804	3 005	3 357	4 325	5 020	3 279
Fuel résiduel (b)	1 695	2 477	2 174	2 291	4 064	4 352	3 293
Gaz de pétrole liquéfiés	67	136	131	120	117	93	73
Bitumes	273	314	323	404	473	561	443
Lubrifiants	189	188	218	275	329	362	407
Naphta	833	676	377	263	436	650	787
Autres produits non énergétiques....	124	224	245	212	193	209	191
Autres (d)	15	33	36	37	47	61	39
Soutes maritimes à l'exportation	**2 163**	**2 854**	**2 688**	**2 629**	**2 923**	**3 138**	**2 762**
Livraisons à la consommation intérieure :	**17 376**	**19 553**	**22 294**	**22 909**	**24 612**	**25 705**	**22 318**
Essences auto	1 863	2 026	2 207	2 313	2 522	2 573	2 554
Essences avion	307	327	391	399	428	510	480
Gas-oil et fuel léger (a)	6 333	6 892	7 999	8 090	8 947	9 312	8 369
donc : gas-oil pour autos	(886)	(828)	(1011)	(1063)	(1163)	(1251)	(991)
Fuel résiduel (b)	6 929	7 845	8 738	8 812	9 269	9 664	7 850
Gaz de pétrole liquéfiés	425	420	469	469	527	541	507
Bitumes	366	404	567	660	596	538	473
Lubrifiants	144	163	175	186	184	220	222
Naphta	570	1 061	1 315	1 409	1 570	1 655	1 131
Autres produits non énergétiques ...	249	201	271	298	355	528	362
Autres (d)	190	214	162	273	214	164	80

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris pétrole lampant et pétrole tracteur.
(b) Y compris asphalte.
(c) Principalement white spirit et essences spéciales.
(d) Y compris le gaz incondensable.
(e) Données provisoires.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)

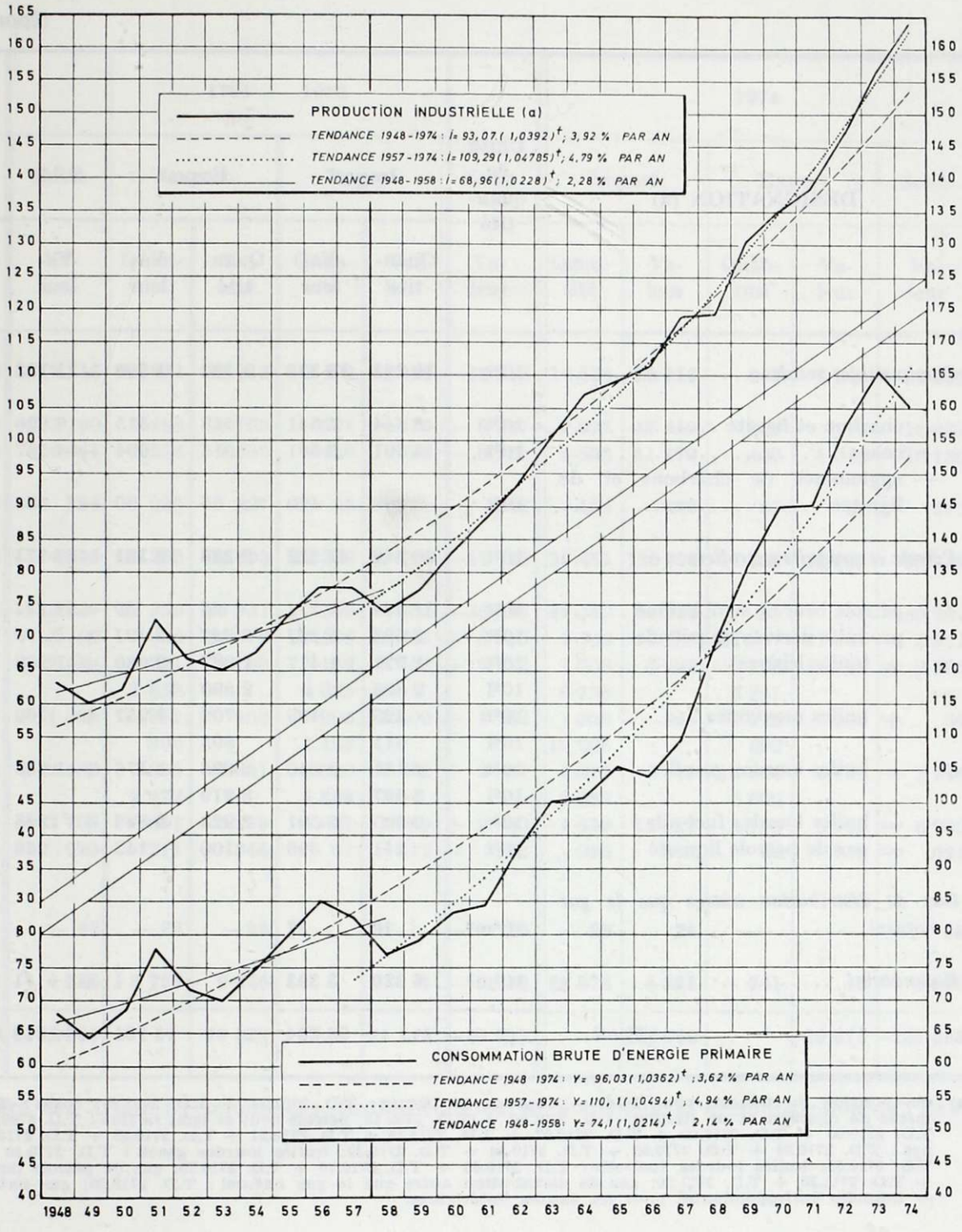


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, sur base de l'indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.

Commerce Extérieur de l'U.E.B.L. r latif

(pour la valeur, e millio

DÉSIGNATION (a)	Unité de quantité	1971					1972	
		Import		Export		Solde	Import	
		Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Valeur	Quantité	Valeur
Combustibles solides	10^3t	**10 223**	**13 322**	**1 123**	**1 599**	**—11 723**	**10 734**	**14 131**
— charbon et lignite	10^3t	5 544	7 341	543	515	— 6 826	6 287	8 313
— cokes	10^3t	4 391	5 561	515	994	— 4 567	4 164	5 401
— agglomérés de charbons et de lignites	10^3t	288	420	65	90	— 330	283	417
Pétrole et produits pétroliers	10^3t	**39 242**	**41 522**	**9 283**	**12 151**	**—29 371**	**42 822**	**40 615**
— pétrole brut et semi-raffiné	10^3t	*31 549*	*32 771*	*26*	*30*	*—32 741*	*35 963*	*33 449*
— produits dérivés de pétrole	10^3t	*7 695*	*8 751*	*9 257*	*12 121*	*+ 3 370*	*6 859*	*7 166*
— huiles légères	10^3t	1 071	1 417	1 837	2 680	+ 1 263	1 235	1 707
	10^6l	2 898		2 890			2 234	
— huiles moyennes	10^3t	325	495	702	1 257	+ 762	150	244
	10^6l	611		895			174	
— huiles lourdes gasoil	10^3t	2 151	2 940	2 695	4 176	+ 1 236	1 898	2 287
	10^6l	3 697		3 219			2 313	
— huiles lourdes fuel-oils	10^3t	3 905	3 501	3 923	3 866	+ 365	3 338	2 555
— gaz de pétrole liquéfié	10^3t	241	398	100	142	— 256	238	378
Gaz de distribution autres que le gaz naturel	10^6m^3	**16**	**27**	—	—	—	**35**	**42**
Gaz naturel	10^6m^3	**6 320**	**3 393**	—	**1**	+ **1**	**8 273**	**4 250**
Total...			**58 264**		**13 751**	**—44 513**		**59 040**

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Charbon et lignite : T.D. 2701.11 + T.D. 2701.19; cokes : T.D. 2704.10; agglomérés de charbon et de lignite : T.D. 2701.90 + T.D. 2702.10; pétrole brut et semi raffiné : T.D. 2709.00; huiles légères : T.D. 2710.00 + T.D. 2710.05 + T.D. 2710.07 + T.D. 2710.15 + T.D. 2710.21 + T.D. 2710.25 + T.D. 2710.29; huiles moyennes : T.D. 2710.34 + T.D. 2710.35 + T.D. 2710.38 + T.D. 2710.39; huiles lourdes gasoil : T.D. 2710.40 + T.D. 2710.50 + T.D. 2710.55; huiles lourdes fuel-oils : T.D. 2710.60 + T.D. 2710.70 + T.D. 2710.75; gaz de pétrole liquéfié : T.D. 2711.10 + T.D. 2711.30 + T.D. 2711.50; gaz de distribution autre que le gaz naturel : T.D. 2718.00; gaz naturel : T.D. 2711. — Données correspondantes pour les années antérieures.

if aux principales formes d'énergie

llions de francs)

72			1973					1974				
Export		Solde	Import		Export		Solde	Import		Export		Solde
uan-tité	Va-leur	Va-leur	Quan-tité	Va-leur	Quan-tité	Va-leur	Va-leur	Quan-tité	Va-leur	Quan-tité	Va-leur	Va-leur
1 179	**1 416**	**—12 715**	**11 961**	**17 613**	**1 102**	**1 358**	**—16 255**	**14 684**	**29 119**	**997**	**1 846**	**—27 273**
663	593	— 7 720	7 488	9 753	591	516	— 9 237	9 977	17 650	527	719	—16 931
426	740	— 4 661	4 253	7 533	456	763	— 6 770	4 533	11 170	409	1 040	—10 130
90	83	— 334	220	327	55	79	— 248	174	299	61	87	— 212
2 658	**15 878**	**—24 737**	**43 390**	**47 403**	**14 259**	**19 790**	**—27 613**	**38 451**	**120 355**	**11 236**	**28 016**	**—92 339**
15	*12*	*—33 437*	*35 950*	*36 931*	*303*	*335*	*—36 596*	*29 302*	*89 516*	*59*	*148*	*—89 368*
2 643	*15 866*	*+ 8 700*	*7 440*	*10 472*	*13 956*	*19 455*	*+ 8 983*	*9 149*	*30 839*	*11 177*	*27 868*	*— 2 971*
2 775	4 141	+ 2 434	1 321	2 780	3 149	5 552	+ 2 772	1 708	8 209	2 793	11 002	+ 2 793
3 788			1 856		4 325			6 728		3 851		
930	1 548	+ 1 304	211	468	905	1 600	+ 1 132	222	886	310	952	+ 66
1 243			306		1 143			10 208		392		
3 276	4 773	+ 2 486	2 056	3 621	3 820	6 502	+ 2 881	2 377	8 875	3 213	6 731	— 2 144
4 017			2 472		4 638			2 885		3 600		
5 558	5 260	+ 2 705	3 641	3 259	6 001	5 689	+ 2 430	4 619	12 029	4 799	8 964	— 3 065
104	144	— 229	211	344	81	112	— 232	223	840	62	219	— 621
—	—	— 42	24	26	—	—	— 26	20	26	—	—	— 26
2	2	— 4 256	9 705	5 640	—	1	— 5 639	28 974	8 263	741	8	— 8 255
	17 296	**—41 750**		**70 682**		**21 149**	**—49 533**		**157 763**		**29 870**	**—127 893**

urce : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

Consommation apparente brute d'énergie primaire (a)

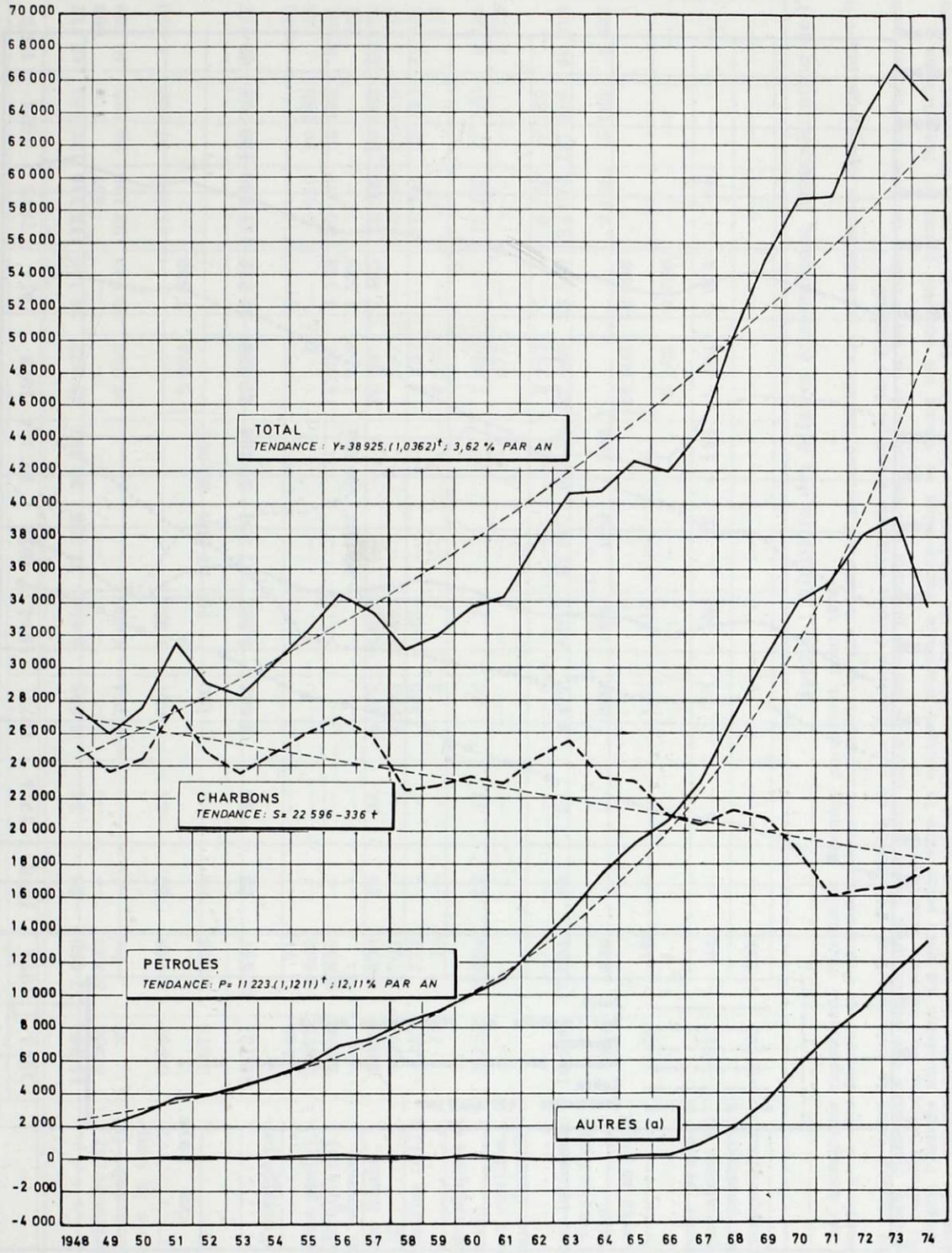
ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent charbon (7 000 kcal/kg) (b)						En pour-cent du total				
	Charbon (c)	Lignite (d)	Gaz de réseau (e)	Électricité (f)	Pétrole (g)	Total (h)	Charbon	Lignite	Gaz de réseau	Électricité	Pétrole
1956.....	26 960	72	70	151	7 142	34 395	78,38	0,21	0,20	0,44	20,76
1957.....	25 826	77	84	38	7 381	33 406	77,31	0,23	0,25	0,11	22,09
1958.....	22 368	73	80	134	8 409	31 064	72,01	0,23	0,26	0,43	27,07
1959.....	22 796	66	70	— 4	9 045	31 973	71,29	0,21	0,22	— 0,01	28,28
1960.....	23 299	65	50	102	10 137	33 653	69,23	0,19	0,15	0,30	30,12
1961.....	22 926	66	53	— 22	11 135	34 158	67,12	0,19	0,16	— 0,06	32,60
1962.....	24 454	68	55	— 135	13 156	37 598	65,04	0,18	0,15	— 0,36	34,99
1963.....	25 479	74	54	— 144	15 062	40 525	62,87	0,18	0,13	— 0,36	37,17
1964.....	23 240	54	51	— 78	17 450	40 717	57,08	0,13	0,12	— 0,19	42,86
1965.....	23 121	56	66	92	19 293	42 628	54,23	0,13	0,16	0,22	45,25
1966.....	20 997	47	141	84	20 689	41 958	50,04	0,11	0,34	0,20	49,31
1967.....	20 395	42	643	206	23 092	44 377	45,96	0,09	1,45	0,46	52,04
1968.....	21 347	40	1 655	95	27 124	50 261	42,47	0,08	3,29	0,19	53,97
1969.....	20 856	34	3 448	— 36	30 659	54 961	37,95	0,06	6,27	— 0,06	55,78
1970.....	18 927	30	5 456	225	34 133	58 771	32,14	0,05	9,29	0,38	58,14
1971.....	16 124	24	7 572	— 116	35 263	58 867	27,40	0,04	12,86	— 0,21	59,91
1972.....	16 395	21	9 378	— 129	38 156	63 821	25,69	0,03	14,69	— 0,20	59,79
1973.....	16 554	20	11 423	— 119	39 240	67 118	24,66	0,03	17,02	— 0,18	58,47
1974 (i)	17 842	24	13 301	16	33 669	64 852	27,51	0,04	20,51	0,02	51,92

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Certaines données ont été corrigées (1973).
(b) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 7.000 kcal/kg; bas-produits des charbonnages : 5.000 kcal/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 5.000 kcal/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 1.000 kcal/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kcal consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques : 10.000 kcal/kg.
(c) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.
(d) Importations de briquettes de lignite.
(e) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966. Pour 1967, le volume des importations de gaz naturel néerlandais est extrait des Statistiques de l'énergie de l'Office statistique des Communautés européennes.
(f) Production d'électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(g) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.
(h) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » (en tenant compte des mouvements des stocks connus) du tableau « Bilan global de l'Energie ».
(i) Données provisoires.

Consommation apparente d'énergie primaire

(en milliers de tonnes équivalent charbon)

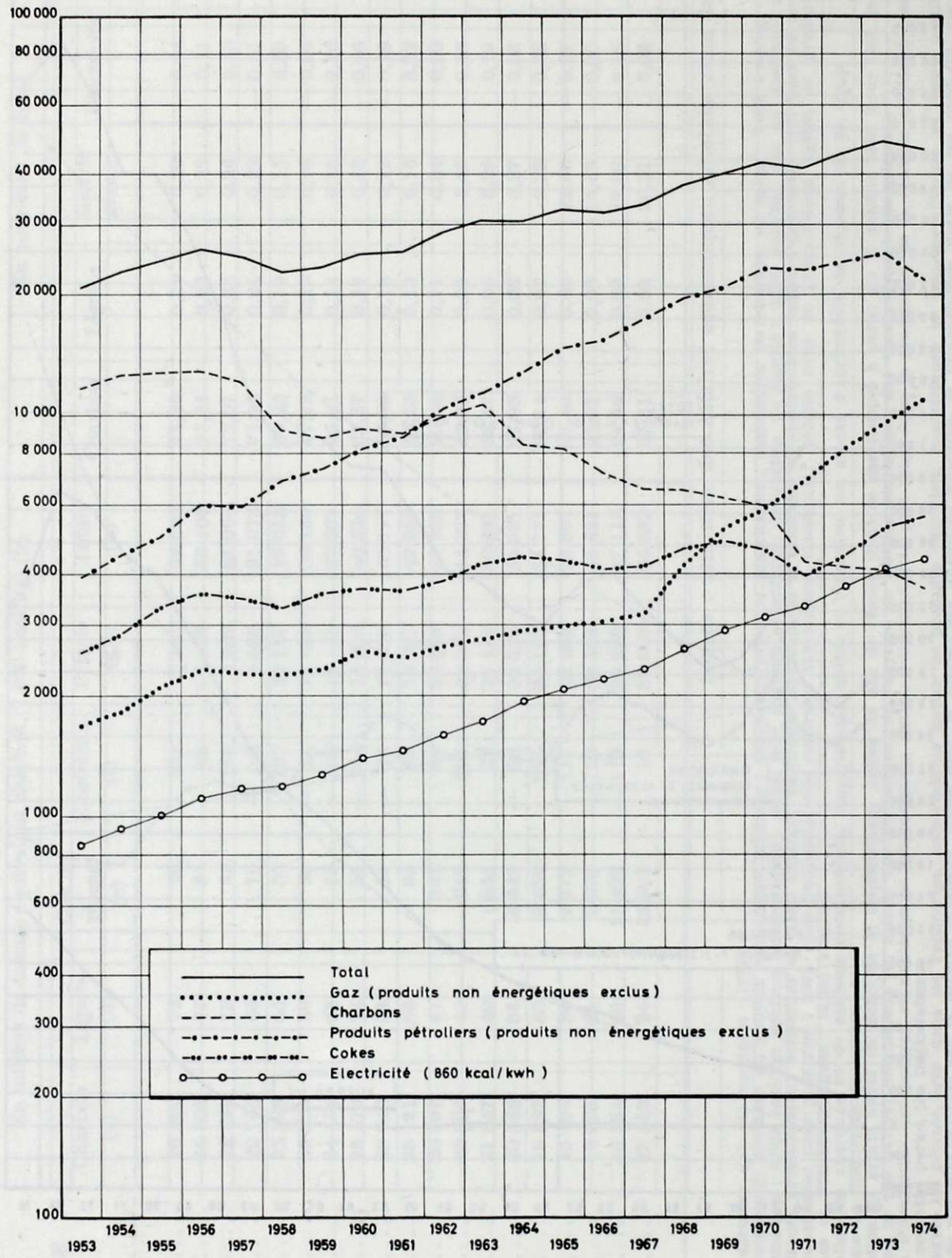


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Production de grisou et d'électricité hydraulique et nucléaire, importations nettes d'électricité, de gaz et de lignite.

Consommation finale d'énergie (a) par forme d'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques et pertes de distribution exclues.
Pour 1974 données provisoires.

Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		Tcal		10^6 kWh	
	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974
Ressources	**15 964**	**17 659**	**29**	**34**	**8 885**	**9 404**	**37 395**	**30 397**	**45 272**	**38 186**	**115 140**	**132 762**	**42 717**	**45 319**
Production primaire (d)	8 583	8 153	—	—	—	—	—	—	—	—	457	510	698	836
Production secondaire (e)	39	34	—	—	7 774	8 050	—	—	37 248	30 347	33 190	34 623	40 369	41 925
Importations de la Communauté (f)	3 969	5 149	**29**	34	981	1 335	—	—	8 024	7 839	81 493	97 629	1 650	2 558
Importations des pays tiers	3 372	4 323	—	—	130	19	37 395	30 397			—	—	—	—
Emplois	**16 731**	**17 547**	**29**	**34**	**8 961**	**9 392**	**37 336**	**30 284**	**45 088**	**37 212**	**115 236**	**132 762**	**42 717**	**45 319**
Producteurs d'énergie primaire	142	81	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	815	788
Cokeries, usines à gaz (g)	9 872	10 466	—	—	—	—	—	—	1	—	9 510	10 780	135	130
Centrales électriques (h)	2 098	2 855	—	—	—	—	—	—	4 937	4 543	30 059	32 493	4 501	4 705
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	37 007	30 182	1 738	1 532	—	—	587	512
Consommateurs finals	4 098	3 690	29	34	8 477	8 912	—	—	20 767	17 485	73 505	84 363	34 274	36 302
Sidérurgie (i)	*202*	*201*	—	—	*7 993*	*8 405*	—	—	*791*	—	*23 608*	*24 000*	*5 158*	*5 422*
Autres industries (d) (j)	*587*	*574*	—	—	*389*	*434*	—	—	*4 250*	—	*27 014*	*35 113*	*17 335*	*18 121*
Transports	*13*	*13*	—	—	*3*	*2*	—	—	*4 685*	—	—	—	*817*	*852*
Secteurs domestiques et équivalents	*3 295*	*2 902*	*29*	*34*	*92*	*71*	—	—	*7 486*	—	*16 133*	*17 750*	*9 785*	*10 663*
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	*572*	—	—	—	*1 179*	*1 244*
Produits non énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 983*	—	*6 750*	*7 500*	—	—
Consommation intérieure	16 210	17 091	29	34	8 477	8 912	37 007	30 182	27 443	23 560	113 074	127 636	40 312	42 437
Exportations vers la Communauté (f)(k)	511	446	—	—	329	370	329	102	14 507	10 896	2 162	5 126	2 405	2 882
Exportations vers les pays tiers	10	10	—	—	155	110	—	—			—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	3 138	2 756	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	— 315	+ 38	—	—	— 10	+ 90	+ 59	+ 113	+ 184	+ 974	— 96	—	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	— 145	+ 159	—	—	+ 1	— 4	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1974.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 5.000 kcal/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France. Neuf membres pour la Communauté à partir de 1973.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution et énergie utilisée pour le pompage d'eau dans les centrales de pompage.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 3.640 kcal/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part.
(m) Commerce, cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

Bilan global de l'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1968	1969	1970	1971	1972	1973 (a)	1974 (b)
Ressources		**66 236**	**73 636**	**77 680**	**78 279**	**87 904**	**94 328**	**88 749**
Production primaire		*14 265*	*13 057*	*11 137*	*10 670*	*10 241*	*8 769*	*8 166*
— Houille	*1,00*	14 079	12 889	10 974	10 558	10 118	8 622	7 967
— Grisou	*0,143*	79	82	64	60	62	65	73
— Hydro-électricité	(i)	90	81	82	52	57	57	46
— Energie nucléaire (c)	(i)	17	*5*	17	—	4	25	80
Importations		*51 971*	*60 579*	*66 543*	*68 609*	*77 663*	*85 559*	*80 583*
— Houille et agglomérés	*1,00*	6 809	6 832	7 779	5 459	6 384	7 341	9 473
— Coke	*1,00*	1 323	1 669	1 532	1 006	864	1 110	1 338
— Briquettes de lignite	*0,71*	40	34	30	24	21	20	24
— Pétrole brut	*1,43*	33 448	40 623	42 660	44 062	51 607	53 411	43 719
— Produits pétroliers	*1,43*	8 503	7 916	8 707	10 182	8 783	11 474	11 210
— Gaz de réseau (d)	*0,143*	1 594	3 379	5 397	7 514	9 472	11 653	13 961
— Electricité (c)	(i)	254	126	438	362	532	550	858
Emplois intérieurs (e)		**50 506**	**54 509**	**59 458**	**59 118**	**63 660**	**67 217**	**66 136**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution (f)		*10 508*	*11 849*	*11 757*	*12 674*	*13 441*	*13 376*	*13 888*
		7 642	8 681	8 430	8 055	9 195	10 129	
							12 997	

— Autres industries		9 787	10 317	11 334	11 351	11 969	12 997	..
— Transports		5 063	5 286	5 913	6 126	6 551	6 814	..
— Secteurs domestiques et équival.		14 474	14 953	16 208	15 120	16 633	17 593	..
— Produits non-énergétiques		2 008	3 080	4 097	4 573	4 917	5 231	..
— Non ventilés		772	795	975	920	948	959	..
Variations stocks consommateurs (h)		*+ 20*	*+ 77*	*+ 23*	*— 36*	*— 15*	*— 170*	*+ 147*
Ventes extérieures		**16 010**	**20 313**	**18 564**	**19 154**	**24 790**	**27 333**	**22 162**
Exportations		*12 917*	*16 232*	*14 720*	*15 395*	*20 610*	*22 846*	*18 221*
— Houille et agglomérés	*1,00*	1 246	1 026	659	481	528	521	475
— Coke	*1,00*	679	582	713	530	375	469	464
— Produits pétroliers	*1,43*	10 708	14 363	13 031	13 852	18 836	20 745	15 581
— Gaz de réseau	*0,143*	18	13	5	2	156	309	733
— Electricité	(i)	266	248	312	530	715	802	968
Soutes		*3 093*	*4 081*	*3 844*	*3 759*	*4 180*	*4 487*	*3 941*
— Houille	*1,00*	—	—	—	—	—	—	—
— Produits pétroliers	*1,43*	3 093	4 081	3 844	3 759	4 180	4 487	3 941
Variations stocks producteurs et importateurs		**— 280**	**— 1 186**	**— 342**	**+ 1 007**	**— 546**	**— 222**	**+ 451**
Houille et coke	*1,00*	*— 888*	*— 987*	*— 331*	*+ 257*	*+ 43*	*— 325*	*+ 128*
Pétrole brut	*1,43*	*+ 608*	*— 199*	*— 11*	*+ 750*	*— 589*	*+ 103*	*+ 323*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,12. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(f) Calcul par différence.
(g) Centrales électriques (charbon), cokeries (charbon), raffineries de pétrole (différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part).
(h) Sidérurgie, chemins de fer, commerce.
(i) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.

SECTION III. – ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

§ 1. — METALLURGIE

1. — *Sidérurgie.*

La haute conjoncture spéculative a entraîné, pendant le premier semestre de 1974, un nouvel accroissement de la demande de fer et d'acier, de sorte que le niveau déjà élevé de 1973 a été dépassé. La crainte de nouvelles hausses de prix a encore été accentuée par les difficultés en matière des livraisons de combustibles et a incité les chefs d'entreprises à stocker.

La disposition de la demande spéculative au cours du troisième trimestre a entraîné vers la fin de l'année, une réduction importante de la production d'acier brut qui, déjà en décembre, avait régressé de près de 20 %.

Pour l'ensemble de l'année, la production d'acier brut s'est accrue, en Belgique, de 4,9 %, pour atteindre 16 227 mille tonnes. Cette croissance de la production d'acier a été inférieure à celle de l'Europe des Six (7,9 %). Dans tous les pays membres, exception faite de l'Italie (13,7 %) et des Pays-Bas (3,8 %) la progression de la production a été proche de la moyenne de l'Europe des Six.

Au Royaume-Uni, la production d'acier a diminué de 15,6 % à la suite des graves difficultés sociales, notamment dans l'industrie charbonnière au cours des premiers mois de l'année. Ainsi, la production d'acier de l'Europe des Neuf n'a accusé qu'une avance de 3,8 %, contre une croissance de 7,9 % en 1973.

Les données relatives à la production mondiale d'acier n'étaient pas encore disponibles au moment de la rédaction de cet aperçu.

En 1973, l'expansion de la capacité de production d'acier brut de l'Europe des Six ne s'est élevée qu'à 4,0 %, ce qui est un taux assez faible, compte tenu de la conjoncture favorable. En 1974, l'augmentation a été de 6,3 %, principalement en raison de l'importance des expansions de capacité, de 12,4 % en France et de 7,9 % en Italie. En Belgique également, la capacité de production s'est accrue, de 8,5 %; mais en Allemagne et au Luxembourg, la progression a été limitée à respectivement 3,2 % et 2,2 % et aux Pays-Bas, elle est demeurée pratiquement inchangée.

Dans l'Europe des Six, la production a augmenté, comme en 1973, plus rapidement que la capacité de production, de sorte que le degré d'utilisation de la capacité est passé de 85,1 % à 86,4 %.

L'appareil de production d'acier brut a été utilisé de la façon la plus intense au Luxembourg, où le degré d'utilisation de la capacité a atteint 97,3 % et aux Pays-Bas (95,4 %). La Belgique et la République fédérale allemande

sont demeurées également au-dessus de la moyenne des Six, avec un degré d'utilisation de la capacité de respectivement 88,8 % et 87,8 %, tandis qu'en France (85,5 %) et surtout en Italie (78,9 % seulement) la moyenne européenne n'a pas été atteinte. Pour l'Italie, cela signifie néanmoins un progrès par rapport aux 74,9 % de 1973.

Les livraisons d'acier ordinaire sur le marché intérieur ont reculé de 1 % en 1974. Les livraisons à destination des autres pays membres ont également diminué, de 3 %; mais celles destinées aux pays tiers ont progressé de 26 %, de sorte que les livraisons globales sur le marché extérieur ont encore accusé une progression de 6 %.

En 1974, la production de fonte des Six premiers membres de la C.E.E. a progressé de 9,0 %. L'Italie dépasse à nouveau largement la moyenne avec 16,4 %; les Pays-Bas et la Belgique, avec une croissance de respectivement 2,0 % et 3,0 %, sont demeurés nettement au-dessous, tandis que l'accroissement de la production des autres pays-membres a été proche de la moyenne des Six.

La capacité de production de fonte brute s'est accrue de 7,6 % soit moins rapidement que la production, ce qui a porté le degré moyen d'utilisation de la capacité des Six de 84,6 % à 85,8 %.

L'accroissement de la capacité a été très importante en France (+ 12,7 %) et en Italie (+ 14,7 %). Il s'est chiffré à près de 5 % en Belgique et en République fédérale allemande et a pratiquement été nul aux Pays-Bas et au Luxembourg. Le degré d'utilisation de la capacité de production de la Belgique est tombé de 90,5 % à 88,8 %; mais il demeure toujours le second en ordre d'importance après celui du Luxembourg. Le degré d'utilisation de la capacité de l'Italie a été très faible, à savoir de 73,6 %.

Selon l'indice de l'I.N.S. et après correction pour la composition du mois, la production de produits finis de l'industrie sidérurgique a été très élevée pendant le premier semestre (+ 12,4 %). La croissance s'est ralentie au cours du troisième trimestre pour atteindre 6,8 % et, pendant les trois derniers mois de l'année, la production a reculé de 8,2 %, principalement en raison de la diminution de 19,8 % en décembre. Pour l'année entière, on enregistre encore un accroissement de 5,8 % de la production.

Les exportations de produits sidérurgiques ont progressé, en valeur, de 44,9 % jusqu'à 191,3 milliards de francs. Les exportations de lingots et d'autres produits primaires se sont accrues de 41,3 % en valeur et de 5,1 % en volume. Les exportations de produits de première transformation (barres, profilés, tôles et fils) ont augmenté de 3,6 % en volume et de 43,7 % en valeur, atteignant 165,1 milliards de francs. Cet écart important entre le rythme de croissance des exportations en valeur et celui en volume est dû à la hausse notable des prix

sur le marché mondial pendant la majeure partie de l'année. Une partie de cette augmentation a résulté du prix de revient croissant, mais pour le reste, la hausse était de nature spéculative. L'effondrement des prix sur le marché mondial au cours du dernier trimestre a, certes, fait baisser la moyenne annuelle, mais en une mesure réduite, puisque le volume des exportations avait également fort diminué pendant cette période.

Les importations ont aussi enregistré des hausses considérables de prix. Ainsi, celles de minerais ont progressé de 31,7 % en valeur et de 3,1 % seulement en volume. Celles de mitraille, de fonte brute et de ferro-alliages ont haussé de 17,1 % en volume et de 50,4 % en valeur. Les importations de produits de première transformation se sont également accrues assez sensiblement, à savoir de 10,0 % en volume et de 47,5 % en valeur.

Le taux d'accroissement des importations totales (+ 47,8 % en valeur) a excédé celui des exportations. Toutefois, en chiffres absolus, le solde positif de la balance commerciale de l'industrie sidérurgique s'est accru dans une mesure importante : en effet, il a augmenté de 41,2 milliards de francs et atteint 135,1 milliards.

Les investissements dans cette branche d'activité sont demeurés, en 1974, relativement réduits par rapport à la production élevée. A prix réels, ils n'ont progressé que de 9 %, ce qui a correspondu à une réduction en volume, étant donné les hausses de prix importantes au cours de l'année.

Suite à l'activité élevée, l'emploi s'est accru notablement au cours des neuf premiers mois de l'année mais ensuite, il a reculé sous l'influence de la réduction de la production. La moyenne annuelle a dès lors atteint 63 555 unités, soit 3,2 % de plus que la moyenne de 1973. Pendant le premier semestre, la croissance a été à peu près uniforme dans les différentes régions. La diminution vers la fin de l'année a toutefois été plus prononcée en Wallonie qu'en Flandre, exception faite de la région de Charleroi.

2. — *Industrie des métaux non ferreux.*

L'industrie des métaux non ferreux étant une industrie très sensible aux mouvements conjoncturels, elle a été la première branche d'activité à ressentir le début de la récession de 1974.

La faible demande de produits de consommation durables, le niveau élevé des stocks largement spéculatifs et la fin des hausses de prix spéculatives pendant le premier semestre de 1974 on eu, depuis le mois de mai déjà, une incidence défavorable sur la production des métaux non ferreux; cela alors que, dans la plupart des branches industrielles, le ralentissement ne s'est manifesté nettement que pendant l'automne et les premières réductions de la production n'ont été enregistrées qu'à la fin de l'année.

L'indice de la production de cette branche (corrigé pour la composition du mois) a accusé au premier trimestre, une croissance de 27,7 % par rapport à la période correspondante de 1973. Au deuxième trimestre, la croissance est tombée à 7,0 % et au second semestre, la production a reculé déjà de 7,3 % : en effet, à partir du mois d'août, la production a été, de mois en mois, inférieure au niveau du mois correspondant de l'année précédente.

Comme l'augmentation de la production au début de l'année a été plus importante que la régression enregistrée au cours des derniers mois, la production globale a encore accusé une légère progression. Pour les métaux bruts, l'accroissement a été de 3,1 %; pour les produits demi-finis, il n'a plus attent que 0,7 %.

En chiffres absolus, la production de métaux bruts a atteint 862 000 t. La croissance la plus forte est celle notée pour la poussière de zinc (+ 20,5 %). La production des deux métaux les plus importants a également progressé : celle du zinc de 4,4 % et celle du cuivre de 2,7 %. La production de tous les autres métaux a reculé, mais la plupart d'entre eux sont peu importants, exception faite du plomb, qui représente 12,7 % de la production globale et occupe, dès lors, la troisième place en ordre d'importance et dont la production a reculé de 3,6 %.

La production de produits demi-finis a porté sur 551 700 t, contre 548 000 t en 1973. Les deux métaux les plus importants de ce groupe sont l'aluminium, dont la production a régressé de 4,3 %, et le cuivre, dont la production a avancé de 6,8 %. La production de zinc a également augmenté (+ 5,9 %), tandis que celle du plomb qui, toutefois, ne représente que 3,2 % de la production globale, a fléchi de 9,1 %.

Selon les estimations, les investissements ont progressé de 28,8 % par rapport à 1973, lorsqu'une augmentation de 8,1 % seulement avait été enregistrée à prix réels : ils se sont inscrits à 2 924 millions de francs. Compte tenu de l'évolution des prix, ils accusent encore une avance en volume.

Les importations de minerais ont fléchi de 1,7 % en volume, mais ont accusé une progression de 64,1 % en valeur. Les importations de mitraille, par contre, ont augmenté de 11,8 % en volume et de 84,8 % en valeur. La forte hausse de prix, enregistrée également pour les métaux bruts et les produits demi-finis, apparaît notamment dans l'écart important entre ces taux de croissance.

Les importations de métaux bruts ont reculé de 2,0 % en volume, principalement en raison d'une diminution des importations de cuivre de 11,3 %, mais les exportations globales ont fléchi de 10,8 %, un recul ayant été enregistré pour tous les métaux, l'aluminium excepté. Les importations se sont accrues de 31,9 % en valeur et les exportations de 22,5 % seulement, de sorte que le solde négatif des exportations est passé de 5 320 milllions de francs à 10 107 millions de francs.

Les importations de produits demi-finis se sont accrues de 15,3 % en volume, tandis que les exportations n'ont accusé qu'une progression de 1,6 %. Seules, les exportations d'aluminium et d'étain accusent une croissance tandis que celles de produits demi-finis de cuivre, de zinc et de plomb reculent. En valeur, les importations et les exportations ont progressé de respectivement 47,5 % et 30,6 %, de sorte que le solde des exportations ne s'est accru que de 23,1 %, passant de 13 038 millions en 1973 à 16 056 millions de francs en 1974.

Le solde global négatif des échanges commerciaux de ce secteur, minerais et mitraille compris, de l'ordre de 2 746 millions seulement en 1973, atteint, en 1974, 13 057 millions de francs déjà.

En 1974, l'emploi moyen s'est amélioré de 5,2 % et, atteint 20 601 unités. La progression s'est chiffrée à 3,6 % seulement pour les employés, contre une croissance de 5,6 % pour les ouvriers.

3. — *Industrie des fabrications métalliques.*

Plus encore que dans les autres branches industrielles, l'activité de l'industrie des fabrications métalliques a été stimulée par la haute conjoncture à caractère spéculatif du premier semestre de 1974. Pendant cette période, les commandes ont atteint un niveau très élevé de même que la production qui a accusé une progression notable, surtout dans les secteurs fournissant des biens d'équipement.

Toutefois, à partir des mois de vacances, les commandes ont reculé de mois en mois. Cela n'a toutefois pas eu une répercussion immédiate équivalente sur la production de l'ensemble du secteur, en raison de la durée d'activité assurée relativement élevée qui caractérisait la plupart des sous-secteurs de l'industrie des fabrications métalliques.

L'indice de la production établi par l'I.N.S. et corrigé pour la composition du mois, a accusé au cours du premier semestre une progression de 11,0 % et de 6,4 % encore pendant le second semestre. La progression a fléchi surtout au cours du troisième trimestre (+ 5,2 %). En octobre et novembre, elle s'est redressée pour atteindre 12,7 % et 11,4 % et ce n'est qu'en décembre que la production s'est adaptée à l'évolution des commandes par un recul de 1,1 %.

Un seul sous-secteur, à savoir celui de l'assemblage automobile, a poursuivi une évolution nettement différente de l'évolution générale. En effet, notamment à la suite des difficultés en matière d'approvisionnement en pétrole, vers la fin de 1973, les ventes de voitures ont fort reculé dans la plupart des pays de destination; aussi la production en Belgique, qui est destinée, pour près de 85 % à l'exportation, a été fort affectée par cette diminution de la demande.

Cette évolution atypique de l'industrie automobile a aussi eu, dès lors, une incidence défavorable sur le niveau général des commandes et livraisons dans ce secteur.

Les commandes n'ont, en effet, accusé qu'une progression de 8,9 % à prix réels, atteignant 436,5 milliards de francs, ce qui revient, à prix fixes, à un recul de 7,7 %. L'industrie automobile exclue, elles ont toutefois progressé de 17,6 % à prix réels, ce qui revient, à prix fixes, à peu près au niveau de l'année précédente. Le taux de croissance des commandes étrangères globales ne s'est inscrit qu'à 8,5 %, contre 9,6 % pour les commandes intérieures, principalement à la suite de la réduction notable de la demande d'autos.

Les livraisons ont accusé une progression de 15,1 % à prix réels, atteignant 418,7 milliards de francs; à prix constants, cela revient à un recul de 0,8 %. La construction automobile exclue, elles ont cependant accusé une progression de 26,8 %, ce qui signifie,à prix constants, un accroissement de 9,3 %. Les livraisons intérieures ont progressé à prix réels de 19,1 %, tandis que les livraisons à l'étranger n'ont augmenté que de 12,7 %. Ces dernières ont également subi les conséquences défavorables de la crise en matière d'écoulement de voitures.

La hausse des prix du fer et de l'acier entraînée par la forte demande souvent spéculative, s'est fait sentir plus vivement dans le secteur de la première transformation qu'ailleurs, puisque les prix des matières premières y constituent une part plus importante du prix de revient global. C'est la raison principale pour laquelle les livraisons globales ont accusé une progression, en valeur, plus rapide que dans les autres secteurs (38,4 %). Les taux d'accroissement de tous les sous-secteurs se sont situés aux environs de la moyenne, sauf celui des aciéries de moulage, où les livraisons ont encore progressé en valeur de 28,6 %.

Les commandes n'ont augmenté que de 21,7 %, surtout en raison de la croissance très faible dans le sous-secteur le plus important, c'est-à-dire celui de la tréfilerie, de l'étirage et du laminage à froid, qui a représenté, en 1974, 40 % des commandes globales, mais qui n'a progressé en valeur que de 12,7 %.

Pour l'ensemble de l'année, les livraisons de biens de consommation durables ont accusé une augmentation de 18,5 %. Le sous-secteur le moins important, à savoir celui des motocyclettes et bicyclettes, a enregistré l'accroissement le plus élevé (26,8 %). Les livraisons d'articles en tôle et les appareils électroménagers ont également accusé une progression sensible (respectivement 25,5 et 22,5 %), mais celles du secteur important des accessoires métalliques du bâtiment n'ont augmenté que de 7,0 % en valeur ,ce qui implique un recul important en volume.

Les commandes de biens de consommation durables ne se sont accrues que de 10,3 %. Celles des articles en tôle et des motos et cycles ont accusé une progression relativement importante de respectivement 23,3 % et 18,6 %. Les commandes d'appareils électroménagers par contre n'ont augmenté que de 10, 5% et celles des accessoires métalliques du bâtiment ont régressé de 2,4 %, ce qui revient, dans les deux cas, à une réduction en volume.

Les livraisons et les commandes de biens d'investissement ont progressé de respectivement 28,3 %, et 23,7 %. C'est en effet surtout ce sous-secteur de l'industrie des fabrications métalliques qui a bénéficié d'une forte demande, en raison de la propension des entreprises à placer, tant que possible, leurs moyens liquides en biens de capitaux pour se protéger contre l'inflation.

Dans cette catégorie, la progression la plus importante des livraisons en valeur a été enregistrée dans la construction métallique soit 48,1 %. Il convient toutefois de remarquer que c'est la branche au coefficient de travail et de capital le plus faible de tout le sous-secteur, de sorte que les hausses de prix du métal y jouent un rôle extrêmement important dans la progression des livraisons en valeur; aussi, la croissance en volume a été moins importante que l'on pourrait en inférer de ce taux d'accroissement. Il en est de même pour la croissance des commandes, qui a atteint 43,3 %.

En ce qui concerne les biens d'équipement électrique, tant les livraisons que les commandes n'ont progressé que d'un peu plus de 20 %, de sorte que cette branche d'activité est demeurée au-dessous de la moyenne des biens d'investissement.

Quant à la construction mécanique, les livraisons ont progressé de 30,4 %, tandis que les commandes n'ont augmenté que de 23,7 % à prix réels. Comme il s'agit d'un secteur avec une durée d'activité assurée relativement importante, la croissance des livraisons a été favorablement influencée par le niveau élevé des commandes en 1973, lesquelles avaient progressé de 31,0 %, alors que les hausses de prix étaient nettement moins importantes qu'en 1974. L'augmentation la plus importante des livraisons a été enregistrée pour les installations industrielles complètes (+ 39,5 %), le matériel de levage de manutention et de pesage (+ 36,0 %) et les appareils de mesure (+ 36,1 %). La moyenne du groupe n'a pas été atteint par les livraisons de machines outils (+ 22,4 %) et des machines motrices (+ 25,3 %), tandis que la croissance des autres branches des biens d'équipement s'en est fortement approché.

Les commandes ont accusé une forte progression pour le matériel de levage et de pesage (+ 43,1 %) et les appareils de mesure (+ 45,9 %). Celles des machines-outils et des machines agricoles ont augmenté de 16,7 %. Pour le matériel textile, largement tributaire des exportations, les commandes ont diminué de 2,0 %. Pour les autres branches, les commandes se sont accrues de 20 % environ.

Le seul sous-secteur de l'industrie des fabrications métalliques ayant dû faire face pendant toute l'année 1974 à de graves difficultés est celui du matériel de transport, dont les commandes ont régressé en valeur de 18,5 % et les livraisons de 11,9 %.

Les livraisons de matériel ferroviaire et naval ont toutefois encore progressé de 1,1 %, mais en volume cela revient déjà à une réduction importante. Les livraisons de l'industrie automobile ont même reculé de 13,6 % surtout à

la suite de la réduction importante de la demande étrangère. Sur le marché intérieur, qui ne représente qu'une petite fraction de la production globale, l'industrie automobile belge est en retrait à l'avantage des voitures importées.

Les commandes de l'industrie automobile ont diminué de 15,4 %. Pour le matériel ferroviaire, le recul a toutefois atteint 26,2 % et, pour la construction navale, même 35,4 %; cette dernière a été gravement affectée par le fléchissement de la demande mondiale d'affrêtement, à la suite de la crise pétrolière.

En 1974, les importations de produits de l'industrie des fabrications métalliques se sont accrues de 0,9 % en volume et de 14,6 % en valeur, tandis que les exportations ont enregistré des taux de croissance de respectivement 2,2 % et 14,2 %.

Les exportations d'articles non mécaniques ont avancé de 0,5 % en volume et de 36,9 % en valeur. Les exportations se sont accrues en volume pour toutes les catégories de produits, sauf pour la plus importante, celle de la tréfilerie, dont les exportations ont régressé de 6,5 %, bien que la valeur de ces exportations ait accusé une progression de 36,9 %. Le taux d'accroissement des importations a augmenté (19,5 % en volume et 47,3 % en valeur), surtout en raison des importations accrues de constructions métalliques (+ 35,2 % en volume et + 57,7 % en valeur).

Tant les importations que les exportations d'appareils électriques et de machines ont progressé en valeur de 22,5 % (en volume, respectivement + 16,0 % et + 14,4 %). De bons résultats quant à l'évolution des exportations ont été enregistrés pour les produits les plus importants. Toutefois, une réduction en volume de 8,9 % a été notée pour les appareils télégraphiques et téléphoniques.

Les importations de machines autres qu'électriques ont progressé de 23,6 % en volume et de 27,2 % en valeur tandis que les exportations n'ont accusé qu'une progression de 14,8 % en volume mais une augmentation en valeur atteignant 30,1 %. L'accroissement le plus marqué a été noté pour les machines agricoles, les machines d'excavation et les machines-outils pour la métallurgie. En revanche, le volume des exportations a reculé pour les autres machines pour la métallurgie, pour les appareils réfrigérateurs et les appareils de levage.

Les résultats les plus médiocres ont été enregistrés dans le secteur du matériel de transport. Là, tant les exportations que les importations ont reculé en volume de respectivement 15,5 % et 13,4 % et en valeur de respectivement 1,5 % et 2,7 %. La régression des exportations a été déterminée principalement par la diminution des exportations d'automobiles (— 15,5 % en volume et — 6,6 % en valeur). En raison de la diminution de l'activité dans l'assemblage, les importations ont été influencées surtout par le recul enregistré pour des moteurs et pièces pour voitures et automobiles industrielles (respectivement — 9,7 % et — 24,4 % en volume).

Le taux d'accroissement des exportations d'instruments (+ 48,2 % en volume et + 37,3 % en valeur) a excédé celui des importations, qui ne s'est chiffré qu'à 22,3 % et 3,9 %.

En 1974, l'emploi global dans le secteur a progressé de 2,9 %, atteignant 347 780 unités. Cette progression intéresse dans la même mesure environ les différents sous-secteurs importants. Elle se chiffre à 2,6 % pour les employés et à 3,0 % pour les ouvriers. Le nombre d'heures de travail prestées a toutefois reculé de 0,8 %, à la suite du chômage temporaire pendant l'année entière dans le secteur du transport et, vers la fin de l'année, dans certaines entreprises de la plupart des autres secteurs.

★
★ ★

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)								Part de la production mondiale (en %)							
	1964	1966	1968	1970	1971	1972	1973	1974 (a)	1964	1966	1968	1970	1971	1972	1973	1974 (a)
Allemagne Féd.	37 339	35 316	41 159	45 041	40 313	43 705	49 521	53 234	8,8	7,6	8,0	7,8	7,2	7,2	7,4	..
France	19 781	19 594	20 403	23 774	22 343	24 054	25 270	27 000	4,6	4,2	4,0	4,1	4,1	4,0	3,8	..
Italie	9 793	13 639	16 964	17 277	17 452	19 813	20 995	23 862	2,3	3,0	3,3	3,0	3,1	3,3	3,1	..
Pays-Bas	2 659	3 255	3 706	5 042	5 083	5 585	5 623	5 835	0,6	0,7	0,7	0,9	0,9	0,9	0,8	..
Belgique	8 725	8 911	11 568	12 607	12 445	14 532	15 522	16 227	2,0	1,9	2,2	2,2	2,2	2,4	2,3	..
Luxembourg	4 559	4 390	4 834	5 462	5 241	5 457	5 924	6 448	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	..
Europe-6	**82 856**	**85 105**	**98 634**	**109 203**	**103 376**	**113 147**	**122 855**	**132 605**	**19,4**	**18,4**	**19,1**	**18,9**	**18,4**	**18,7**	**18,4**	..
Royaume-Uni	26 651	24 705	26 277	28 314	24 209	25 387	26 649	22 485	6,2	5,3	5,1	4,9	4,3	4,2	4,0	..
Irlande	53	57	66	80	80	77	116	112	—	—	—	—	—	—	—	..
Danemark	396	405	460	473	471	498	453	540	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	..
Europe-9	**109 956**	**110 272**	**125 437**	**138 070**	**128 136**	**139 109**	**150 073**	**155 743**	**25,7**	**23,8**	**24,3**	**23,9**	**22,8**	**22,9**	**22,5**	..
U.S.A.	117 993	124 700	121 900	122 120	111 780	123 770	139 870	..	27,7	27,0	23,6	21,1	19,9	20,4	21,0	..
U.R.S.S.	85 034	96 907	106 532	115 873	120 637	125 589	131 459	..	19,9	21,0	20,7	20,0	21,5	20,7	19,7	..
Japon	39 799	47 784	66 893	93 322	88 558	96 900	119 322	..	9,3	10,3	12,9	16,1	15,8	16,0	17,9	..
Autres pays (b)	74 418	83 137	95 838	109 715	112 889	118 132	130 076	..	17,4	18,0	18,6	18,9	20,1	19,6	19,4	..
MONDE (b)	**427 200**	**462 800**	**516 600**	**579 100**	**562 000**	**603 500**	**670 800**	..	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	..

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Données provisoires.
(b) Estimation; non compris la République populaire de Chine.

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée

ANNÉE	Fonte brute (a)							Acier brut (b)						
	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.
					Belgique	Luxembourg						Belgique	Luxembourg	
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)													
1970	40 060	21 210	10 690	3 800	13 100	5 300	94 160	53 100	26 130	21 240	5 310	14 830	6 025	126 635
1971	42 300	21 380	11 870	4 400	13 420	5 320	99 190	57 875	27 210	22 650	5 595	15 650	6 125	135 105
1972	42 700	21 970	12 470	4 900	14 025	5 370	101 435	57 000	27 640	25 280	5 920	16 740	6 185	138 765
1973	44 310	22 750	13 920	5 500	14 100	5 500	106 080	58 800	28 080	28 040	6 110	16 850	6 490	144 370
1974 (c) ..	46 680	25 630	15 970	5 500	14 800	5 550	114 130	60 665	31 570	30 260	6 115	18 280	6 630	153 520
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)													
1970	33 627	19 128	8 354	3 594	10 955	4 810	80 467	45 041	23 774	17 277	5 042	12 607	5 462	109 203
1971	29 990	18 323	8 554	3 759	10 525	4 588	75 740	40 313	22 843	17 452	5 083	12 445	5 241	103 376
1972	32 003	18 988	9 446	4 289	11 895	4 671	81 293	43 705	24 054	19 813	5 585	14 532	5 457	113 147
1973	36 828	20 302	10 098	4 707	12 767	5 089	89 792	49 521	25 270	20 995	5 623	15 522	5 924	122 855
1974	40 221	22 500	11 759	4 803	13 147	5 469	97 900	53 234	27 000	23 862	5 835	16 227	6 448	132 605
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible $\frac{B}{A}$													
1970	83,9	90,2	78,1	94,6	83,6	90,8	85,5	84,8	91,0	81,3	95,0	85,0	90,7	86,2
1971	70,9	83,7	72,1	85,4	78,4	86,2	76,4	69,7	84,0	77,1	90,8	79,5	85,6	76,5
1972	74,9	86,4	75,7	87,5	84,8	87,0	80,1	76,7	87,0	78,4	94,3	90,8	88,2	81,5
1973	83,1	89,2	72,5	85,6	90,5	92,5	84,6	84,2	90,0	74,9	92,0	92,1	91,3	85,1
1974 (d) ..	86,2	87,8	73,6	87,3	88,8	98,5	85,8	87,8	85,5	78,9	95,4	88,8	97,3	86,4

Source : Office Statistique des Communautés Européennes - Sidérurgie.

(a) Y compris Spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.
(c) Données prévisionnelles établies en début d'année. Pour les autres années chiffres rectifiés d'après l'enquête annuelle sur les investissements pour tenir compte des dates réelles d'entrée en fonctionnement des nouveaux appareils de production ou d'arrêt des anciennes installations définitivement arrêtées.
(d) Estimation de la capacité de production.

Production de fonte brute dans les pays de la C.E.E. (a)

(en milliers de tonnes)

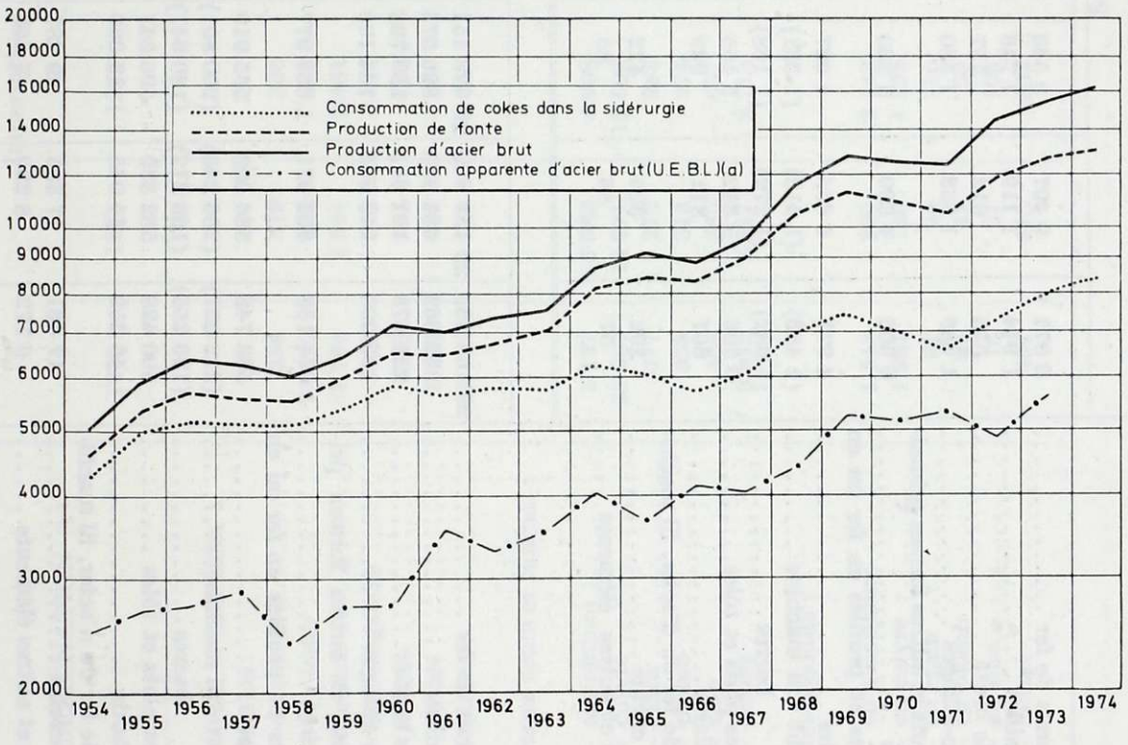
ANNÉE	Belgique	Luxembourg	Allemagne (Rép. F.)	France	Italie	Pays-Bas	EUR. -6	EUR.-9 (b)
1964	8 122	4 178	27 182	15 840	3 513	1 948	60 783	..
1965	8 436	4 145	26 990	15 766	5 501	2 364	63 202	..
1966	8 302	3 960	25 413	15 584	6 273	2 209	61 741	..
1967	8 994	3 960	27 366	15 692	7 312	2 579	65 902	..
1968	10 448	4 308	30 305	16 414	7 842	2 821	72 139	..
1969	11 313	4 865	33 764	18 128	7 795	3 461	79 326	..
1970	10 955	4 810	33 627	19 128	8 354	3 594	80 467	..
1971	10 525	4 588	29 990	18 323	8 554	3 759	75 740	91 388
1972	11 895	4 670	32 003	18 988	9 446	4 289	81 293	96 861
1973	12 767	5 089	36 828	20 302	10 098	4 707	89 792	106 858
1974 (c) ...	13 147	5 469	40 221	22 500	11 759	4 803	97 900	111 835

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production nette, sans fonte repassée; y compris fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour Allemagne (R.F.), ferro-silicium au haut fourneau.
(b) Données ajustées au mois et à l'année calendaires pour le Royaume-Uni.
(c) Données provisoires.

Quelques éléments de l'économie sidérurgique

(en milliers de tonnes)



Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) En considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Traité de Paris instituant la C.E.C.A.

Commerce extérieur des produits sidérurgiques

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	9 071	9 497	8 543	9 925	13 068	18	43	4	28	36
Mitrailles	1 944	1 119	1 746	1 980	4 327	2 000	912	753	1 532	3 433
Fonte brute	895	612	557	799	1 390	82	68	41	79	78
Ferro-alliages	1 486	1 553	1 580	2 069	3 433	1 002	1 233	1 347	1 736	3 270
Lingots et autres formes primaires	6 306	4 590	5 230	6 997	10 020	10 265	8 537	11 164	13 755	19 441
Barres et profilés en fer ou en acier	4 977	4 855	4 627	6 929	10 859	36 060	33 444	36 253	48 347	68 491
dont : fil machine	(1 483)	(1 413)	(1 331)	(1 863)	(4 241)	(3 194)	(3 294)	(3 404)	(3 769)	(5 866)
barres	(1 082)	(1 272)	(1 138)	(2 118)	(3 402)	(13 552)	(12 895)	(12 875)	(17 346)	(25 495)
Larges plats et tôles	5 596	5 382	5 466	7 037	9 681	33 548	32 260	39 089	50 285	74 348
Feuillards	667	811	929	1 530	1 899	6 814	6 335	6 701	8 459	10 658
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	292	305	422	693	1 230	5 490	5 396	5 770	7 006	10 316
Rails et autres éléments	57	86	88	97	357	545	769	517	791	1 271
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Minerais de fer	29 168 655	28 151 800	28 078 151	32 416 546	33 429 641	35 941	75 362	2 983	76 730	69 154
Mitrailles	836 362	631 860	826 575	697 836	871 555	741 313	458 373	393 979	559 078	726 611
Fonte brute	251 678	161 811	159 792	234 630	233 091	22 889	17 322	10 341	18 560	11 640
Ferro-alliages	153 000	142 305	164 108	201 617	223 670	74 257	61 129	64 122	88 178	75 921
Lingots et autres formes primaires	1 074 188	855 971	1 061 977	1 232 143	1 271 133	1 933 761	1 694 386	2 211 300	2 423 243	2 547 961
Barres et profilés en fer ou en acier	566 743	586 003	585 919	764 215	856 868	5 290 825	5 154 835	5 728 659	6 466 049	6 452 980
dont : fil machine	(212 057)	(206 243)	(200 891)	(237 987)	(382 695)	(463 696)	(504 925)	(541 958)	(507 545)	(537 426)
barres	(126 255)	(168 212)	(160 647)	(252 428)	(267 416)	(2 022 360)	(2 006 773)	(2 084 410)	(2 314 399)	(2 351 572)
Larges plats et tôles	500 428	562 389	596 341	669 147	706 549	3 967 742	4 017 471	4 871 087	5 334 967	5 890 709
Feuillards	46 359	74 045	89 060	126 811	116 393	891 223	894 975	848 385	921 684	849 476
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	17 431	17 385	29 287	44 975	60 025	398 005	372 556	412 662	450 075	449 772
Rails et autres éléments	6 172	8 299	7 863	6 725	32 570	83 477	111 111	80 893	102 168	114 953

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Minerais de fer : C.T.C.I. 281.3; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte brute : C.T.C.I. 671.1 + 671.2; fero-alliages : C.T.C.I. 671.4 + 671.5; lingots et autres... : C.T.C.I. 671.3 + 672; barres et profilés... : C.T.C.I. 673; fil machine : C.T.C.I. 673.11 + 673.13; barres : C.T.C.I. 673.21 + 673.22; larges plats... : C.T.C.I. 674; feuillards : C.T.C.I. 675; fils de fer... : C.T.C.I. 677; rails... : C.T.C.I. 676. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	358	519	336	593	766	22	—	30	2	50
— de plomb	1 870	924	830	803	1 197	113	18	—	—	25
— de zinc	1 786	2 341	2 461	3 190	4 889	514	117	353	328	683
— de manganèse	406	613	452	513	742	30	15	7	9	36
— d'étain	700	894	752	696	930	73	95	105	29	169
— autres	1 469	488	393	881	2 432	198	155	109	272	204
mitrailles	9 132	4 728	4 103	7 049	13 025	2 316	1 887	1 830	2 612	3 808
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	5 197	5 083	4 908	5 553	7 569	308	132	206	490	659
— cuivre	25 237	16 771	15 608	25 020	32 758	22 380	15 051	12 977	21 458	25 718
— étain	477	272	283	282	934	568	469	354	350	557
— plomb	358	313	274	235	618	1 237	705	704	1 218	1 413
— zinc	464	555	657	1 437	2 352	2 177	2 072	3 365	4 673	6 622
— autres	3 942	2 317	2 714	5 862	6 404	4 057	2 473	3 078	4 889	5 559
Demi-produits :										
— en aluminium	1 548	1 820	2 143	2 827	3 928	6 248	5 570	5 931	6 952	8 988
— en cuivre	1 261	1 146	1 295	1 980	2 921	8 904	6 973	7 369	11 338	14 711
— en étain	31	34	35	44	66	7	15	16	37	30
— en plomb	34	54	59	60	130	115	118	127	114	171
— en zinc	16	91	196	275	409	292	231	217	241	330
— autres	407	415	336	533	980	19	28	23	75	260

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.11; de plomb : C.T.C.I. 283.4; de zinc : C.T.C.I. 283.5; de manganèse : C.T.C.I. 283.7; d'étain : C.T.C.I. 283.6; autres : C.T.C.I. 283.22 + 283.3 + 283.91 + 283.92 + 283.99 + 285.02 + 286.0; mitrailles : C.T.C.I. 284. Métaux bruts : aluminium, C.T.C.I.. 684.1; cuivre, C.T.C.I. 682.13 + 682.19; étain, C.T.C.I. 687.1; plomb, C.T.C.I. 685.1; zinc, C.T.C.I. 686.1; autres, C.T.C.I. 683.1 + 688 + 689.31 + 689.5. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.21 + 684.22 + 684.23 + 684.24 + 684.25 + 684.26; en cuivre : C.T.C.I. 682.21 + 682.22 + 682.23 + 682.24 + 682.25 + 682.26; en étain : C.T.C.I. 687.21 + 687.22 + 687.23 + 687.24; en plomb : C.T.C.I. 685.21 + 685.22 + 685.23 + 685.24; en zinc : C.T.C.I. 686.21 + 686.22 + 686.23 + 691.3; autres : C.T.C.I. 683.21 + 683.22 + 683.23 + 683.24 + 689.32 + 689.33 + 689.41 + 689.42. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	21 222	37 594	25 447	30 990	32 406	922	29	1 944	42	1 004
— de plomb	194 364	96 665	113 813	105 161	88 030	34 383	1 758	23	526	4 866
— de zinc	617 863	529 123	554 571	636 923	644 850	194 549	22 645	57 704	50 579	68 950
— de manganèse	349 780	463 347	356 520	423 991	400 246	13 126	6 225	3 040	2 846	7 634
— d'étain	6 001	6 591	6 211	5 688	5 281	590	737	860	224	749
— autres	50 415	49 207	31 463	34 109	45 343	11 991	5 149	6 749	1 340	1 440
Mitrailles	412 147	364 196	296 976	346 325	387 070	153 450	139 131	148 181	180 892	176 091
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	185 009	194 423	209 232	234 740	253 005	10 147	5 216	8 446	20 220	20 297
— cuivre	384 748	396 958	399 206	443 098	393 191	304 958	282 805	271 594	328 376	301 230
— étain	2 785	1 627	1 719	1 568	2 960	3 101	2 724	2 107	1 941	1 849
— plomb	17 000	22 243	17 497	13 614	24 786	63 722	49 255	46 596	68 016	52 868
— zinc	29 226	35 046	39 295	67 021	69 592	137 291	126 752	192 679	221 678	193 632
— autres	19 192	16 761	19 350	28 241	29 145	15 031	10 961	13 416	19 680	18 860
Demi-produits :										
— en aluminium	30 225	37 108	48 076	60 939	70 110	132 618	150 981	165 456	182 045	195 969
— en cuivre	12 934	14 424	17 632	22 913	25 468	112 906	115 040	131 169	158 076	151 188
— en étain	235	203	202	280	259	53	82	93	377	511
— en plomb	852	1 504	1 691	1 631	2 936	5 596	5 957	6 602	4 915	4 406
— en zinc	487	4 563	8 154	10 482	10 903	13 193	10 118	8 955	8 797	7 879
— autres	1 435	2 080	1 861	2 262	3 912	41	132	57	165	245

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 131.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

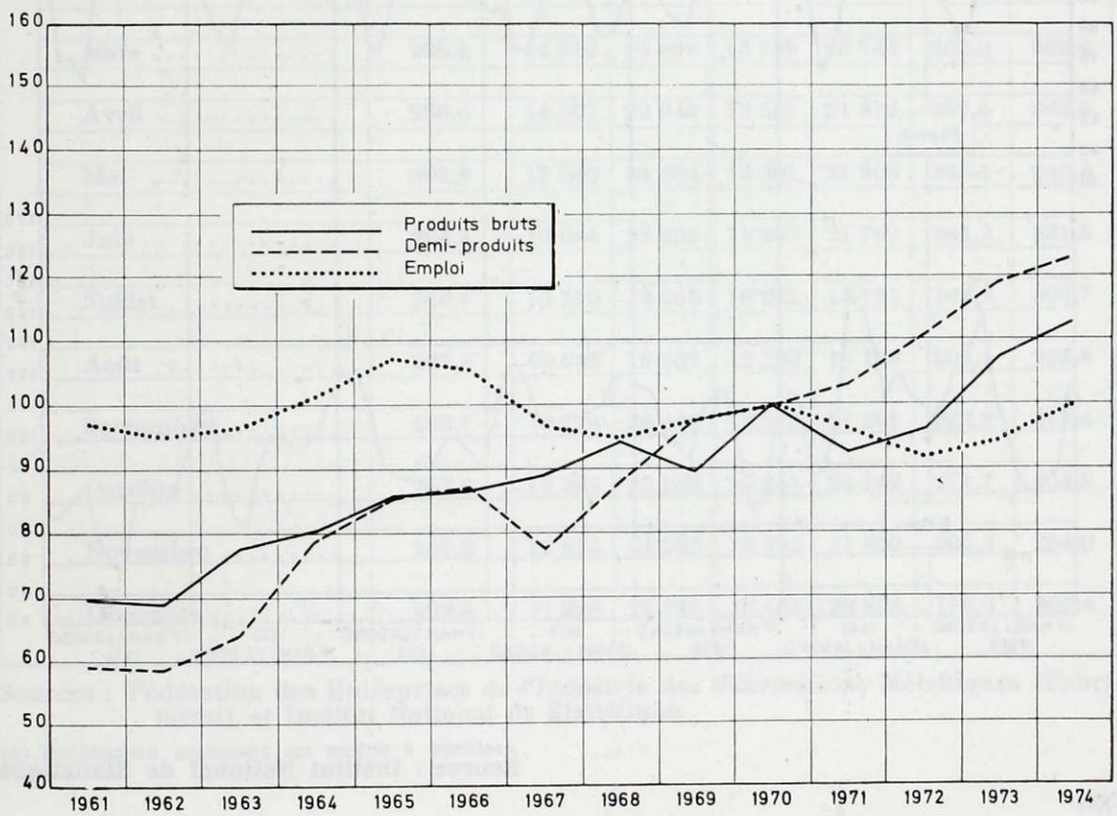
Production de métaux non ferreux
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	227,3	251,1	261,6	234,8	212,7	259,7	281,1	293,6
Cuivre	317,9	340,9	300,9	353,1	328,1	325,8	378,0	388,3
Plomb	107,8	110,1	112,4	104,1	93,9	106,6	113,7	109,6
Etain	6,2	6,0	6,7	5,7	6,2	5,8	5,4	4,2
Cadmium (a)	..	..	..	1,1	0,9	1,2	1,1	1,0
Aluminium et divers	5,0	5,8	7,1	5,9	4,9	5,9	11,8	11,1
Poussières de zinc	..	..	40,2	44,5	46,3	44,6	44,8	54,0
Total ...	**664,2**	**713,8**	**728,9**	**749,1**	**693,0**	**749,6**	**835,9**	**861,9**
Demi-produits :								
Cuivre	132,3	160,7	181,2	190,2	191,4	200,7	212,0	226,4
Plomb	24,9	21,7	22,3	19,6	20,2	20,7	19,7	17,9
Aluminium	143,8	159,6	178,7	181,8	202,5	222,8	267,4	255,8
Zinc	..	..	..	43,4	37,9	41,1	47,6	50,4
Autres (b)	52,8	49,2	49,9	1,0	1,1	1,2	1,3	1,2
Total ...	**353,8**	**391,1**	**432,1**	**436,0**	**453,0**	**486,6**	**548,0**	**551,7**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Jusque 1969, le cadmium était repris dans la rubrique « Aluminium et divers ».
(b) Etain, antimoine, cadmium, cobalt, nickel, etc.; à partir de 1970, le zinc n'est plus compris dans la rubrique « Autres ».

Industrie des métaux non ferreux
Production et emploi
(1970 = 100)



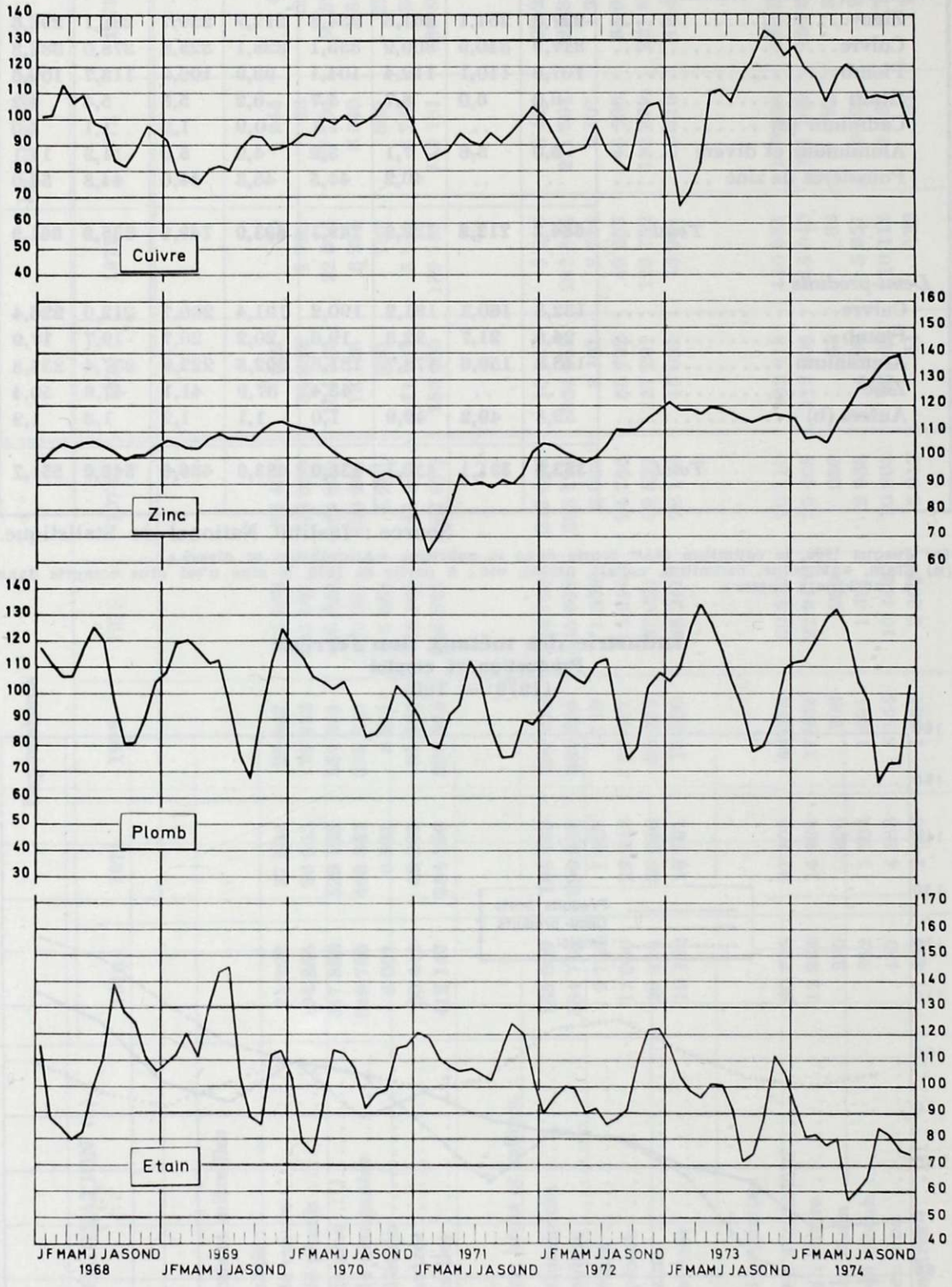
Source : Institut National de Statistique.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques (a)

Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
				Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
		Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1967 Moyenne mensuelle .	**218,9**	**6 720**	**6 701**	**6 851**	**6 836**	**163,3**	**188,7**
1968 Moyenne mensuelle .	**214,6**	**7 329**	**8 884**	**6 912**	**8 012**	**154,4**	**202,4**
1969 Moyenne mensuelle .	**235,7**	**8 567**	**11 519**	**7 883**	**10 234**	**184,0**	**248,0**
1970 Moyenne mensuelle .	**250,6**	**9 348**	**12 998**	**8 835**	**12 435**	**190,3**	**265,4**
1971 Moyenne mensuelle .	**253,6**	**9 421**	**14 238**	**8 929**	**14 371**	**186,6**	**277,0**
1972 Moyenne mensuelle .	**246,6**	**10 171**	**15 842**	**9 712**	**16 313**	**184,8**	**299,5**
1973 Moyenne mensuelle .	**258,6**	**12 658**	**20 454**	**11 263**	**18 943**	**213,0**	**328,4**
1974 Moyenne mensuelle .	**266,5**	**14 134**	**22 594**	**13 537**	**21 050**	**225,0**	**327,1**
1974 Janvier	266,6	12 846	22 797	11 865	19 727	220,8	362,9
Février	266,2	13 231	22 926	11 633	20 308	216,0	324,2
Mars	266,3	16 519	24 609	13 789	22 744	262,0	362,4
Avril	266,6	14 501	22 945	13 561	21 818	257,4	362,3
Mai	265,8	15 943	24 334	13 501	21 960	245,5	345,4
Juin	264,1	13 646	22 633	14 235	21 762	234,2	331,5
Juillet	266,7	10 210	18 063	10 281	17 721	162,2	304,7
Août	267,8	12 543	19 037	12 103	16 128	202,4	255,8
Septembre	268,7	14 776	22 444	14 545	21 568	223,8	319,4
Octobre	267,9	15 305	25 236	16 641	24 142	271,7	358,8
Novembre	267,2	12 854	24 335	13 880	21 820	205,3	294,0
Décembre	263,8	17 228	21 770	16 408	22 896	199,0	303,4

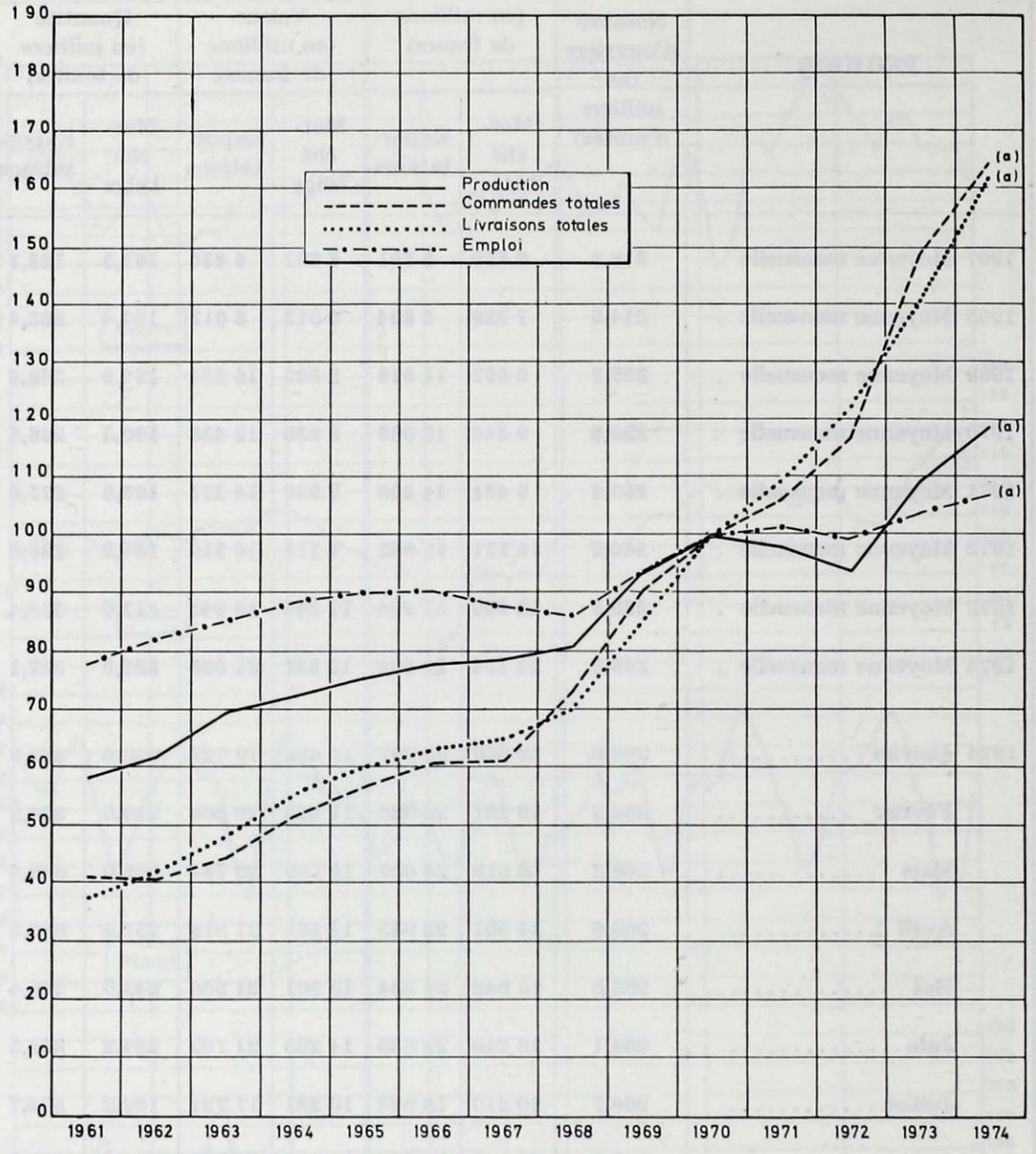
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.

Industrie des fabrications métalliques

Production, commandes, livraisons totales et emploi

(1970 = 100)



(a) Données provisoires pour 1974.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits

(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1965	1970	1971	1972	1973	1974 (a)
Produits de première transformation	**37 482**	**36 825**	**37 021**	**35 873**	**36 350**	**36 870**
Aciéries de moulage	*4 762*	*4 852*	*4 659*	*4 328*	*4 025*	*3 950*
Fonderies de fer	*8 017*	*7 195*	*7 190*	*6 666*	*6 567*	*6 530*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*16 322*	*17 206*	*17 520*	*17 526*	*18 084*	*18 250*
Forge, estampage, emboutissage	*6 362*	*5 597*	*5 646*	*5 287*	*5 466*	*5 930*
Tôles revêtues	*2 019*	*1 975*	*2 006*	*2 066*	*2 208*	*2 210*
Biens de consommation durables (b)	**71 941**	**71 630**	**70 706**	**68 589**	**67 837**	**69 710**
Articles hors tôles et divers	*17 678*	*18 299*	*17 022*	*16 588*	*16 482*	*17 550*
Accessoires métall. du bâtiment	*24 118*	*24 636*	*24 383*	*23 430*	*23 753*	*23 330*
Motos, cycles et pièces (b)	*5 516*	*5 899*	*6 292*	*5 930*	*2 355*	*2 390*
Électroménagers, radio, T.V.	*24 629*	*22 796*	*23 009*	*22 641*	*25 247*	*26 440*
Biens d'équipement	**120 267**	**140 218**	**146 077**	**145 551**	**152 084**	**156 620**
Construction métallique	*13 287*	*14 316*	*15 712*	*15 030*	*14 909*	*15 170*
Construction mécanique	*62 915*	*69 954*	*71 133*	*69 499*	*73 922*	*77 090*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	8 913	10 872	11 638	11 591	12 944	13 040
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	7 140	8 376	8 896	8 509	8 785	9 170
Matériel textile	6 986	7 140	6 658	5 743	6 098	6 490
Constructions mécaniques diverses	9 133	10 009	11 462	11 636	11 647	12 240
Appareils de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	9 150	11 021	11 191	10 993	11 774	12 890
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	12 144	12 502	12 383	12 046	11 835	11 800
Tracteurs et machines agricoles	7 173	7 199	6 571	6 958	8 479	9 220
Appareils de mesure et analogues	2 276	2 835	2 334	2 023	2 360	2 240
Équipement électrique	*44 065*	*55 948*	*59 232*	*61 022*	*63 253*	*64 360*
Matériel de transport (b)	**42 938**	**56 063**	**57 403**	**56 030**	**64 641**	**66 800**
Ferroviaire	*5 920*	*4 383*	*4 107*	*3 966*	*3 418*	*3 230*
Naval	*10 756*	*11 947*	*12 399*	*11 756*	*12 074*	*12 640*
Automobiles et pièces (b)	*26 262*	*39 733*	*40 897*	*40 308*	*49 149*	*50 930*
Divers	**15 594**	**15 736**	**14 606**	**13 490**	**13 152**	**13 630**
Total général	**288 222**	**320 472**	**325 813**	**319 533**	**334 064**	**343 630**
dont : *Ouvriers*	**229 556**	**250 681**	**253 643**	**246 631**	**258 639**	**266 300**
Employés	**58 666**	**69 791**	**72 170**	**72 902**	**75 425**	**77 330**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.
(b) En raison d'un revision de la définition dans les sous-secteurs des motos, cycles et pièces, ainsi que les automobiles et pièces, les données de ces séries jusqu'à 1972 inclusivement, ne sont pas comparables avec celles de 1973 et 1974.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1971	1972	1973	1971	1972	1973	1973	1974 (a)
Produits de première transformation	*12 369*	*12 477*	*15 417*	*21 047*	*22 141*	*28 905*	*44 322*	*53 930*
Aciéries de moulage	1 294	1 147	1 176	1 890	1 799	2 080	3 256	4 540
Fonderies de fonte	2 294	2 222	2 575	880	809	1 036	3 611	4 870
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	3 967	4 080	4 908	10 671	10 685	14 279	19 187	21 620
Forge, estampage, emboutissage	3 387	3 256	4 310	2 558	3 064	4 509	8 819	11 360
Tôles revêtues	1 427	1 772	2 448	5 048	5 784	7 001	9 449	11 540
Biens de consommation durables	*25 486*	*27 999*	*33 741*	*17 693*	*22 746*	*27 305*	*61 046*	*67 000*
Articles hors tôles et divers	8 240	8 641	10 579	2 711	3 017	4 432	15 011	18 550
Accessoires métalliques du bâtiment	11 013	11 949	14 383	3 538	4 308	5 348	19 731	19 260
Motos, cycles et pièces	636	809	953	538	619	666	1 619	1 920
Appareils électroménagers, radio, télévision	5 597	6 600	7 826	10 906	14 802	16 859	24 685	27 270
Biens d'équipement	*46 930*	*54 145*	*66 271*	*56 061*	*64 722*	*89 404*	*155 675*	*192 520*
Construction métallique	8 467	8 865	11 412	2 868	2 236	3 281	14 693	21 060
Construction mécanique	19 939	21 675	28 191	35 110	40 941	55 343	83 534	102 240
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	4 638	4 654	6 559	7 201	9 200	13 511	20 070	24 430
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	1 310	1 437	1 934	3 952	4 300	5 623	7 557	8 820
Matériel textile	816	818	1 134	3 408	3 277	6 538	7 672	7 520
Constructions mécaniques diverses	4 179	4 356	5 596	2 393	2 455	3 349	8 945	11 360
Matèriel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	4 075	4 768	5 886	6 127	6 288	6 740	12 626	18 070
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	3 573	4 036	5 075	4 554	5 331	6 168	11 243	13 550
Tracteurs et machines agricoles	709	981	1 412	6 429	9 071	12 173	13 585	15 860
Appareils de mesure et analogues	639	625	595	1 046	1 019	1 241	1 836	2 630
Équipement électrique	18 524	23 605	26 668	18 083	21 545	30 780	57 448	69 220
Matériel de transport	*26 808*	*26 035*	*34 909*	*71 691*	*76 153*	*93 120*	*128 029*	*104 340*
Ferroviaire	4 044	3 044	3 840	375	435	1 089	4 929	3 640
Naval	6 498	4 270	12 382	3 366	2 017	4 834	17 216	11 120
Automobiles et pièces	16 266	18 721	18 687	67 950	73 701	87 197	105 884	89 580
Divers	*1 458*	*1 391*	*1 321*	*4 359*	*4 348*	*6 639*	*7 960*	*14 310*
Total général...	**113 051**	**122 047**	**151 659**	**170 851**	**190 110**	**245 373**	**397 032**	**432 100**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1971	1972	1973	1971	1972	1973	1973	1974 (a)
Produits de première transformation	*12 940*	*13 111*	*15 104*	*22 125*	*24 358*	*28 912*	*44 016*	*60 920*
Aciéries de moulage	1 400	1 282	1 091	1 819	1 964	1 879	2 970	3 820
Fonderies de fonte	2 401	2 294	2 525	795	855	906	3 431	4 620
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	4 108	4 200	4 866	12 313	12 964	15 677	20 543	28 670
Forge, estampage, emboutissage	3 214	3 259	4 064	2 631	2 985	4 000	8 064	11 250
Tôles revêtues	1 817	2 076	2 558	4 567	5 590	6 450	9 008	12 560
Biens de consommation durables	*25 326*	*28 155*	*32 539*	*18 425*	*20 816*	*25 636*	*58 175*	*68 880*
Articles hors tôles et divers	7 755	8 399	9 838	2 843	3 085	4 291	14 129	17 760
Accessoires métalliques du bâtiment	11 224	12 204	13 722	3 652	4 159	5 187	18 909	20 230
Motos, cycles et pièces	771	958	1 132	643	874	847	1 979	2 510
Appareils électroménagers, radio, télévision	5 576	6 594	7 847	11 287	12 698	15 311	23 158	28 380
Biens d'équipement	*45 893*	*51 537*	*58 947*	*54 540*	*63 815*	*75 239*	*134 186*	*172 100*
Construction métallique	8 779	8 692	9 814	2 866	2 474	2 524	12 338	18 270
Construction mécanique	19 642	23 276	24 809	35 227	39 952	47 310	72 119	93 990
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	4 491	5 452	6 027	7 311	8 476	10 831	16 858	21 120
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	1 242	1 496	1 788	4 645	4 525	5 053	6 841	8 370
Matériel textile	764	867	964	3 498	3 005	4 003	4 967	6 490
Constructions mécaniques diverses	4 253	4 665	5 222	1 958	2 325	2 964	8 186	10 500
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	4 028	4 272	4 800	5 736	6 475	7 479	12 279	16 690
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	3 477	4 735	4 123	4 685	5 290	5 402	9 525	13 290
Tracteurs et machines agricoles	776	1 128	1 301	6 436	8 926	10 419	11 720	15 210
Appareils de mesure et analogues	611	661	584	958	930	1 159	1 743	2 320
Équipement électrique	17 472	19 569	24 324	16 447	21 389	25 405	49 729	59 840
Matériel de transport	*21 147*	*22 717*	*26 667*	*72 711*	*81 650*	*91 865*	*118 532*	*104 440*
Ferroviaire	2 132	2 577	3 347	536	675	254	3 601	3 640
Naval	2 779	1 724	5 219	2 848	6 018	4 621	9 840	9 990
Automobiles et pièces	16 236	18 416	18 101	69 327	74 957	86 990	105 091	90 810
Divers	*1 420*	*1 021*	*955*	*4 654*	*5 121*	*4 535*	*5 490*	*8 220*
Total général...	**106 726**	**116 541**	**134 212**	**172 455**	**195 760**	**226 187**	**360 399**	**414 560**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Articles non mécaniques	**18 120**	**22 703**	**21 537**	**25 271**	**37 219**	**20 345**	**22 033**	**24 634**	**29 222**	**38 172**
Fils métalliques et tréfilés	1 787	2 174	1 997	2 517	3 635	5 833	6 553	7 076	8 332	11 406
Articles en métal, principalement à usage domestique	2 291	2 665	2 927	3 474	4 080	1 082	1 262	1 325	1 498	1 773
Constructions métalliques	1 918	2 834	2 581	2 962	4 671	2 108	2 368	3 023	3 552	4 281
Tuyaux et récipients	4 049	5 556	4 919	5 351	7 955	4 132	4 521	4 913	6 057	8 819
Outils	2 157	2 419	2 316	2 824	3 647	1 391	1 498	1 483	1 814	2 256
Autres articles manufacturés	5 918	7 055	6 797	8 143	13 231	5 799	5 831	6 814	7 969	9 637
Machines et appareils électriques	**28 864**	**34 922**	**37 194**	**46 299**	**56 750**	**23 731**	**26 210**	**32 748**	**37 468**	**45 889**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	1 846	2 228	1 894	2 356	3 142	1 524	1 683	1 552	1 666	2 514
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	328	312	376	446	597	124	122	145	181	189
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	2 840	3 515	3 919	4 437	5 338	2 979	3 269	3 939	4 052	4 841
Piles et accumulateurs électriques	716	937	859	1 001	1 166	708	885	1 249	1 460	1 755
Lampes et tubes d'éclairage	722	929	1 004	1 195	1 330	1 067	1 126	1 171	1 332	1 643
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	2 554	2 844	3 426	4 586	5 678	1 266	823	1 521	2 608	3 126
Equipements électriques pour véhicules	1 451	1 815	1 262	1 299	1 664	612	917	1 254	607	824
Appareils électro-ménagers	3 977	5 009	5 488	7 072	9 902	784	993	1 147	1 032	1 272
Appareils pour radio et télévision	1 289	1 904	2 313	3 212	4 355	3 984	3 397	4 736	6 828	8 978
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	3 726	4 933	5 744	7 850	7 714	4 970	6 656	8 685	9 692	10 537
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	2 053	2 166	2 207	2 196	3 131	438	516	597	638	960
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	652	657	673	895	1 091	427	603	722	835	1 030
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	3 845	4 739	4 921	5 898	7 796	3 171	3 577	4 294	4 576	5 291
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	544	673	934	960	1 286	431	582	359	534	630
						1 715	1 982	1 842	2 251	2 796

Autres machines	41 616	54 539	55 331	66 122	84 851	31 920	38 299	43 621	49 634	64 568
Appareillage de chaufferie										
Machines-outils pour le travail de métaux	2 218	2 532	2 278	2 909	3 591	1 715	1 982	1 842	2 251	2 796
Machines et tracteurs agricoles	2 049	1 562	2 153	2 852	3 572	4 669	4 230	5 261	6 242	9 473
Machines de bureau	5 963	6 660	6 587	7 597	8 684	2 065	2 871	3 633	4 098	4 898
Machines pour la métallurgie	1 666	1 813	2 051	2 132	3 261	844	1 082	1 659	1 760	1 429
Machines pour l'industrie textile et du cuir	3 020	3 137	3 272	3 861	4 947	3 341	3 799	3 328	4 343	5 636
Machines à coudre	443	501	597	659	829	110	127	165	187	217
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	2 025	2 075	2 204	2 590	2 921	691	691	806	923	1 236
Machines d'excavation et de terrassement	2 869	3 312	3 030	4 424	6 720	4 004	4 037	4 696	5 611	7 666
Machines pour autres industries	1 671	1 787	1 711	2 378	2 858	1 563	1 576	1 948	2 189	2 466
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	3 409	4 475	4 214	4 726	6 517	2 479	2 902	3 291	3 740	4 543
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	3 899	4 951	4 833	5 674	7 023	2 500	2 914	3 324	3 893	4 468
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	4 661	5 184	5 100	6 511	8 555	2 781	2 925	3 389	3 387	4 991
Autres machines-outils et outils	1 340	1 598	1 768	2 421	3 069	1 387	1 447	1 562	1 650	2 077
Articles de robinetterie et autres organes similaires	2 533	3 289	3 138	3 583	4 556	1 008	1 258	1 336	1 330	1 606
Roulements de tous genres	956	1 125	1 022	1 212	1 524	117	114	113	139	190
Autres pièces et accessoires	2 831	2 908	3 139	3 453	4 341	2 301	2 566	2 780	2 860	4 402
Autres machines et appareils non électriques	5 519	6 957	7 306	8 780	10 597	2 914	3 196	4 129	4 497	5 844

(suite à la page 144)

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 698.51 + 698.52 + 698.53; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.11 + 697.12 + 697.21 + 697.22 + 697.23 + 812.3; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I. 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.91 + 697.92 + 697.93 + 698 — 698.51 — 698.52 — 698.53 + 812.1 + 821.02; fils tressés... : C.T.C.I. 723.1; isolateurs... : C.T.C.I. 723.21 + 723.22 + 723.23; génératrices... : C.T.C.I. 722.1; piles... : C.T.C.I. 729.11 + 729.12; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 729.2; lampes, tubes... : C.T.C.I. 729.3; équipements... : C.T.C.I. 729.41 + 729.42; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 725; appareils pour radio... : C.T.C.I. 724.1 + 724.2; appareils pour télégraphie... : C.T.C.I. 724.91 + 724.92 + 724.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 729.51 + 729.52; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 726; appareillage pour... : C.T.C.I. 722.2; autres appareils... : C.T.C.I. 729.6 + 729.7 + 729.91 + 729.92 + 729.93 + 729.94 + 729.95 + 729.96 + 729.98 + 729.99; appareillage de chaufferie : C.T.C.I. 711.1 + 711.2 + 711.31 + 711.32; machines-outils... : C.T.C.I. 715.1; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 715.21 + 715.22 715.23; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 717.11 + 717.12 + 717.13 + 717.14 + 717.15 + 717.2; machines à coudre : C.T.C.I. 717.3; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 718.11 + 718.12 + 718.21 + 718.22 + 718.29; machines d'excavation... : C.T.C.I. 718.41 + 718.42; machines pour autres industries : C.T.C.I. 718.31 + 718.39 + 718.51 + 718.52; machines et appareils... : C.T.C.I. 719.11 + 719.12 + 719.13 + 719.14 + 719.15 + 719.19; pompes... : C.T.C.I. 719.21 + 719.22 + 719.23; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.31 + 719.32; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 719.51 + 719.52 + 719.53 + 719.54; articles de robinetterie... : C.T.C.I. 719.92; roulements de... : C.T.C.I. 719.7; autres pieces et accessoires : C.T.C.I. 719.91 + 719.93 + 719.94 + 719.99; autres machines... : C.T.C.I. 711.7 + 711.81 + 711.89 + 719.41 + 719.43 + 719.61 + 719.62 + 719.63 + 719.64 + 719.65 + 719.66 + 719.8. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Articles non mécaniques	**495 421**	**575 449**	**546 967**	**592 175**	**707 404**	**941 995**	**1 014 941**	**1 113 472**	**1 155 489**	**1 161 245**
Fils métalliques et tréfilés	37 845	41 756	46 422	55 709	67 819	351 197	370 333	393 465	378 843	354 378
Articles en métal, principalement à usage domestique	29 570	31 720	33 812	38 366	42 263	20 170	22 962	23 955	25 708	27 329
Constructions métalliques	86 522	108 708	94 423	108 142	146 168	93 345	94 988	106 892	119 678	120 504
Tuyaux et récipients	182 026	246 409	233 190	223 494	263 860	298 805	324 816	362 568	396 413	416 676
Outils	10 950	13 097	11 642	14 401	16 263	3 479	4 312	3 684	4 096	5 163
Autres articles manufacturés	148 508	133 759	127 478	152 063	171 031	174 999	197 530	222 908	230 751	237 195
Machines et appareils électriques	**176 207**	**199 475**	**196 566**	**238 326**	**276 343**	**120 490**	**124 399**	**140 600**	**156 698**	**179 291**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	22 073	27 151	25 856	30 227	32 248	16 677	19 436	18 216	19 126	24 035
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	3 005	3 113	3 738	4 187	4 584	1 892	1 973	1 570	1 598	1 790
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	23 217	26 668	27 682	30 892	34 434	30 301	27 836	30 930	32 487	36 281
Piles et accumulateurs électriques	15 097	21 474	17 290	17 914	17 450	13 015	16 529	22 008	22 839	24 148
Lampes et tubes d'éclairage	3 353	4 396	5 215	5 599	5 946	3 617	3 690	2 968	3 746	4 381
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	9 988	8 701	10 851	16 525	14 008	3 958	2 407	4 321	6 733	7 672
Equipements électriques pour véhicules	7 090	10 453	5 870	5 470	6 950	2 418	4 295	6 108	3 379	4 808
Appareils électro-ménagers	43 877	50 222	52 224	66 458	88 797	10 205	9 854	9 938	8 437	9 980
Appareils pour radio et télévision	3 294	4 876	5 756	7 159	8 935	13 423	9 458	12 054	20 654	23 033
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	10 549	12 157	13 933	19 984	19 964	11 719	14 394	18 238	23 811	21 703
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	1 606	1 702	1 631	1 618	2 187	260	387	499	487	760
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	742	833	711	873	961	711	948	967	988	1 124
Appareillage pour coupure et connexion des										

Appareillage de chaufferie										
Machines-outils pour le travail de métaux	16 393	19 495	17 129	19 123	20 412	14 136	15 671	13 168	13 844	16 618
Machines et tracteurs agricoles	33 958	22 755	30 749	37 840	41 916	79 395	61 821	77 189	83 983	111 094
Machines de bureau	6 268	6 162	5 757	5 832	6 426	2 375	2 514	2 965	3 436	3 960
Machines pour la métallurgie	76 316	88 505	131 970	151 775	199 204	39 376	39 498	48 885	42 065	38 076
Machines pour l'industrie textile et du cuir ...	19 664	18 253	19 851	20 408	23 790	38 261	38 846	27 521	36 001	43 193
Machines à coudre	1 710	1 809	2 012	1 944	2 153	195	277	380	437	457
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	13 549	11 683	14 333	12 595	13 719	5 561	5 456	6 329	6 371	7 826
Machines d'excavation et de terrassement ...	41 907	47 405	44 925	66 628	97 824	37 738	33 094	51 553	69 488	92 419
Machines pour autres industries	14 361	15 855	15 014	17 359	22 312	17 738	18 191	19 418	21 626	20 464
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	41 949	42 089	37 263	37 101	51 065	24 254	29 745	28 287	32 139	30 906
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses ...	30 977	34 343	33 547	37 404	42 834	17 908	21 248	20 980	24 015	25 213
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	64 515	66 506	65 579	83 434	98 021	36 192	37 441	43 213	50 010	49 640
Autres machines-outils et outils	9 587	9 785	10 407	13 203	16 118	13 107	12 400	11 952	11 681	13 478
Articles de robinetterie et autres organes similaires	15 094	18 235	16 627	17 317	20 795	7 216	8 104	8 013	7 370	8 277
Roulements de tous genres	6 173	7 281	6 162	6 785	7 724	3 721	3 027	3 578	3 230	3 509
Autres pièces et accessoires	30 019	26 849	27 742	30 033	34 700	19 542	21 161	20 514	25 568	30 189
Autres machines et appareils non électriques ..	39 218	44 075	44 264	43 116	47 510	16 795	17 671	20 676	20 663	24 172

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 141.

(suite à la page 145)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 141)*

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Matériel de transport	**72 128**	**81 684**	**98 660**	**118 499**	**116 767**	**61 744**	**71 193**	**86 131**	**97 722**	**95 124**
Moteurs non électriques	7 763	10 402	11 578	13 750	13 997	2 698	2 612	2 260	2 569	2 916
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	18 382	18 644	24 398	31 453	34 463	45 178	54 925	64 193	75 136	70 144
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	36 081	43 106	51 142	60 434	53 875	5 557	7 916	8 877	10 298	12 652
Motocycles et bicyclettes avec moteur	389	464	644	811	1 034	473	376	375	419	372
Vélocipèdes sans moteur	286	378	622	703	845	230	237	435	475	533
Autres véhicules routiers et remorques	1 189	1 300	1 805	2 462	3 237	849	903	1 167	2 050	2 333
Aéronefs	6 502	5 252	5 643	6 181	6 711	2 440	2 171	3 007	2 175	2 191
Navires et bateaux	789	539	582	1 352	783	3 360	918	4 404	3 751	2 754
Matériel roulant pour chemins de fer	747	1 599	2 246	1 353	1 822	959	1 135	1 413	849	1 229
Instruments scientifiques et horlogerie	**5 594**	**6 608**	**6 944**	**8 023**	**8 339**	**1 560**	**1 841**	**2 257**	**2 743**	**3 765**
Instruments scientifiques	4 608	5 549	5 836	6 604	6 599	1 435	1 683	2 109	2 560	3 523
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(2 129)	(2 379)	(2 401)	(2 504)	(3 155)	(699)	(742)	(858)	(817)	(1 024)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(1 104)	(1 436)	(1 775)	(2 109)	(2 667)	(270)	(305)	(423)	(581)	(790)
instruments d'optique	(547)	(688)	(720)	(890)	(1 126)	(174)	(207)	(218)	(244)	(354)
Horlogerie	986	1 059	1 108	1 419	1 740	125	158	148	183	242
Total ...	**172 322**	**200 456**	**219 672**	**264 814**	**303 926**	**139 300**	**159 576**	**189 391**	**216 789**	**247 518**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.41 + 711.42 + 711.5 + 711.6. — T.D. 8408.50; automobiles... : C.T.C.I. 732.1 + 732.2 + 732.3 + 732.4 + 732.5; parties d'automobiles... : C.T.C.I. 732.6 + 732.7 + 732.81 + 732.89; motocycles... : C.T.C.I. 732.91 + 732.92; vélocipèdes... : C.T.C.I. 733.11 + 733.12; autres véhicules... : C.T.C.I. 733.31 + 733.32 + 733.33 + 733.4; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matérial roulant... : C.T.C.I. 731; instruments scientifiques : C.T.C.I. 861; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 861.91 + 861.92 + 861.93 + 861.94 + 861.95 + 861.96 + 861.97 + 861.98 + 861.99; appareils et matériels... : C.T.C.I. 861.4 + 861.51 + 861.52 + 861.61 + 861.69; instruments d'optique : C.T.C.I. 861.11 + 861.12 + 861.21 + 861.22 + 861.31 + 861.32 + 861.33 + 861.34 + 861.39; horlogerie : C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 143)*

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Matériel de transport	**1 128 778**	**1 166 580**	**1 519 240**	**1 750 848**	**1 479 997**	**962 249**	**920 990**	**1 165 256**	**1 186 756**	**1 023 022**
Moteurs non électriques	125 482	83 304	91 986	118 262	106 742	15 325	13 004	13 301	14 194	15 936
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	258 306	251 494	311 691	363 234	368 270	598 823	680 184	782 212	843 590	713 099
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	606 423	667 516	898 817	1087 688	822 110	108 786	125 828	138 411	155 577	171 184
Motocycles et bicyclettes avec moteur	3 574	4 304	5 136	5 885	6 470	4 166	3 390	3 230	3 332	2 738
Vélocipèdes sans moteur	3 819	4 665	6 251	6 599	7 410	3 660	3 447	4 413	4 628	4 834
Autres véhicules routiers et remorques	29 046	27 396	35 176	47 519	57 131	13 624	12 945	17 200	32 573	33 856
Aéronefs	2 109	1 801	2 116	2 041	1 662	967	911	1 176	759	992
Navires et bateaux	67 281	71 679	100 169	82 727	63 383	186 016	45 398	171 980	110 120	57 790
Matériel roulant pour chemins de fer	32 738	54 421	67 898	36 893	46 819	30 882	35 883	33 333	21 983	22 593
Instruments scientifiques et horlogerie	**12 993**	**11 786**	**11 481**	**12 602**	**15 415**	**5 412**	**5 196**	**5 583**	**7 041**	**10 438**
Instruments scientifiques	12 083	10 687	10 346	11 183	13 840	5 285	4 999	5 360	6 858	10 144
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(3 943)	(4 238)	(4 211)	(4 577)	(5 037)	(3 120)	(2 631)	(2 697)	(3476)	(4 151)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(2 536)	(3 212)	(3 503)	(3 797)	(4 587)	(843)	(897)	(1 086)	(1033)	(2 280)
instruments d'optique	(500)	(712)	(570)	(631)	(792)	(244)	(351)	(363)	(475)	(522)
Horlogerie	910	1 099	1 135	1 419	1 575	127	197	223	183	294
Total ...	**2 280 796**	**2 442 023**	**2 804 003**	**3 203 500**	**3 232 701**	**2 408 059**	**2 437 401**	**2 833 790**	**2 963 078**	**2 898 909**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 144.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur
(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Véhicules automobiles pour le transport de personnes :										
— pour transport en commun ...	682	269	206	192	174	1 832	1 206	1 432	1 599	1 789
— autres	197 419	180 872	233 753	271 338	276 870	663 316	727 235	808 458	838 582	689 802
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	17 520	15 930	17 721	20 633	24 719	57 578	66 275	69 098	79 878	79 400
Motocyclettes	11 006	12 765	18 027	25 181	30 332	8 873	10 832	7 270	6 136	2 874
Bicyclettes à moteur	40 532	50 214	54 654	60 670	72 744	51 767	59 104	44 990	52 301	48 544
Scooters à moteur	200	1 154	1 012	191	244	380	10	9	10	7
Bicyclettes sans moteur	50 118	63 056	85 174	106 568	137 834	60 674	69 133	121 137	101 382	97 940

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Transport en commun : T.D. 8702.03 + 8702.13; autres : 8702.20 + 8702.25 + 8702.30; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.60 + 8702.73 + 8702.75 + 8702.83; motocyclettes : T.D. 8709.20; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.00; scooters à moteur : T.D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

§ 2. — INDUSTRIE CHIMIQUE

L'évolution favorable observée en 1973 dans l'industrie chimique s'est poursuivie pendant les premiers mois de 1974. Selon l'indice de l'I.N.S., l'expansion de cette branche d'activité s'est manifestée au cours du premier semestre de 1974, par une augmentation de la production de 9,3 % par rapport à la période correspondante de 1973, et ce nonobstant certaines difficultés dans l'approvisionnement en matières premières. Au troisième trimestre toutefois, cette croissance est tombée à 3,0 % et au quatrième trimestre on a même enregistré un recul de 8,1 %. Pour l'ensemble de l'année, la croissance ne s'est chiffrée qu'à 3,2 %, soit une progression très faible par rapport à la forte expansion des années précédentes (15,9 % en 1973 et 11 % en 1972). Même en incluant la production de caoutchouc, la hausse s'élève à 3,2 % en 1974.

Secteur spécifiquement orienté vers la croissance, l'industrie chimique, ne semble pas être à même, à la suite de la hausse des prix pétroliers de livrer des produits bon marchés susceptibles de se substituer aux produits naturels. Pendant le premier semestre de 1974, l'évolution de l'activité a encore été relativement favorable dans la plupart des secteurs de l'industrie chimique, le stockage spéculatif à tous les stades du commerce ayant joué un rôle important dans cette évolution. Le quatrième trimestre a été caractérisé par un net recul, par suite d'une utilisation des stocks abondants existants.

L'accroissement de la production de la chimie de base (2,1 %) a été inférieur à la croissance de l'ensemble de l'industrie chimique, en raison de l'affaiblissement de l'activité au cours du premier semestre. Les industries des matières plastiques, des allumettes et de la rayonne ont enregistré, pendant le quatrième trimestre de 1974, un recul notable de la production. Les industries des savons et de l'azote ont réalisé une croissance favorable (respectivement 12,9 % et 9,8 %), mais le fléchissement de l'activité pendant le quatrième trimestre s'est également fait sentir dans ces secteurs.

Selon la Banque nationale, le degré d'utilisation des capacités de production dans l'industrie chimique aurait fléchi considérablement en janvier. En mai, on a observé une forte progression du degré d'utilisation à la suite du stockage spéculatif. Ensuite, il a reculé progressivement.

Le chiffre d'affaires a progressé de 50 % en 1974 par rapport à 1973 et s'élève selon la Fédération des industries chimiques de Belgique, à 240 milliards de francs. Cette évolution favorable tient surtout à la hausse inflationniste des prix.

Les investissements dans l'industrie chimique proprement dite, qui ont bénéficié des avantages des lois d'expansion économique du 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970, se sont élevés à 10 milliards de francs, ce qui revient à une diminution de 12 % par rapport à 1973. Les nouveaux équipements réalisés s'élèvent à 11,7 milliards de francs, soit 22 % de moins que le montant réalisé en 1973.

Les dépenses consacrées à la recherche technologique ont atteint 4 milliards de francs, en 1974, contre 3,5 milliards l'année précédente. L'intervention de l'Etat dans ces dépenses s'élève à environ 8,5 %. Les dépenses consacrées à la recherche scientifique représente environ 2 % des ventes de l'industrie chimique.

En dépit d'un coefficient élevé du capital, l'emploi dans l'industrie chimique continue à augmenter. En 1974, 93009 personnes y étaient occupées, ce qui revient à une augmentation de 2,9 % par rapport à 1973. Ces effectifs se répartissent en 52848 ouvriers et 40161 employés. La branche occupant le plus de travailleurs est l'industrie des produits pharmaceutiques. La diversité des fonctions nécessite une formation professionnelle permanente. Ce secteur intervient pour environ 6,2 % des emplois dans l'industrie et occupe environ 2,2 % de la population active globale.

En 1974, l'évolution des exportations de l'industrie chimique a été moins favorable qu'en 1973. Malgré la progression des exportations de 52,4 % en valeur (169 milliards de francs), l'accroissement en volume ne s'est chiffré qu'à 2,5 % (contre 15,3 % l'année précédente). Les importations, par contre, continuent à accuser une avance prononcée (58,9 % en valeur et 13,4 % en volume).

Les sous-secteurs dont les exportations ont enregistré la croissance en volume la plus notable, sont : les produits pharmaceutiques (+ 24,4 %) ; les huiles essentielles, parfums, produits de beauté (+ 21,1 %) ; les savons et produits d'entretien (+ 17 %) ; les articles en caoutchouc (+ 17,1 %) et les produits pour teinture, tannage et colorants (+ 16 %). Les exportations ont diminué en volume dans les sous-secteurs suivants : engrais naturels (— 20 %) ; allumettes (— 17,2 %), explosifs (— 5,5 %), produits chimiques organiques (— 4,2 %) et produits chimiques divers (— 11 %). Les exportations de goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles ont accusé une forte progression en valeur (+ 128 %) ; l'accroissement en volume n'est, en revanche, que de 2,6 %.

Les importations accusant les avances en volume les plus considérables ont été observées dans les sous-secteurs suivants : allumettes (+ 200 %) ; goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles (+ 48,2 %) ; explosifs (+ 36,6 %) et produits chimiques organiques (+ 34,9 %).

Environ 63 % de la valeur totale des exportations de produits chimiques ont été destinés aux pays fondateurs de la C.E.E. (66 % en 1973) et 69 % aux pays de la C.E.E. élargie. Du total des produits importés, 74 % environ sont venus des premiers cités (76 % en 1973) et 83 % de l'actuelle Communauté.

★

★ ★

Production de quelques secteurs de l'industrie chimique

(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Acide sulfurique et oléum (c)	Goudron brut	Caoutchouc (d)
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)			
1967 Moyenne mensuelle	**34,3**	**81,5**	**123,7**	**21,2**	**4,2**
1968 Moyenne mensuelle	**37,9**	**119,6**	**145,5**	**21,9**	**4,8**
1969 Moyenne mensuelle	**49,5**	**130,9**	**153,1**	**20,5**	**5,5**
1970 Moyenne mensuelle	**43,8**	**128,0**	**149,5**	**19,4**	**5,9**
1971 Moyenne mensuelle	**46,0**	**136,7**	**161,0**	**20,1**	**6,9**
1972 Moyenne mensuelle	**48,0**	**133,1**	**205,0**	**21,3**	**7,5**
1973 Moyenne mensuelle	**45,5**	**137,5**	**216,3**	**22,7**	**7,9**
1974 Moyenne mensuelle	**48,5**	**140,8**	**215,8**	**23,7**	**8,4**
1974 Janvier	51,0	151,3	216,1	23,7	9,0
Février	41,6	123,4	213,6	22,3	9,2
Mars	48,4	153,6	227,8	25,6	10,1
Avril	51,7	131,3	215,8	21,8	8,9
Mai	43,5	148,3	206,8	24,7	8,6
Juin	43,2	143,4	226,8	23,2	9,9
Juillet	51,8	107,5	234,2	23,8	3,4
Août	42,8	147,8	206,6	23,5	6,9
Septembre	49,8	149,5	205,5	23,7	9,5
Octobre	53,5	141,8	200,8	24,2	9,8
Novembre	52,0	136,4	219,1	23,9	8,2
Décembre	53,0	154,7	216,9	24,1	7,6

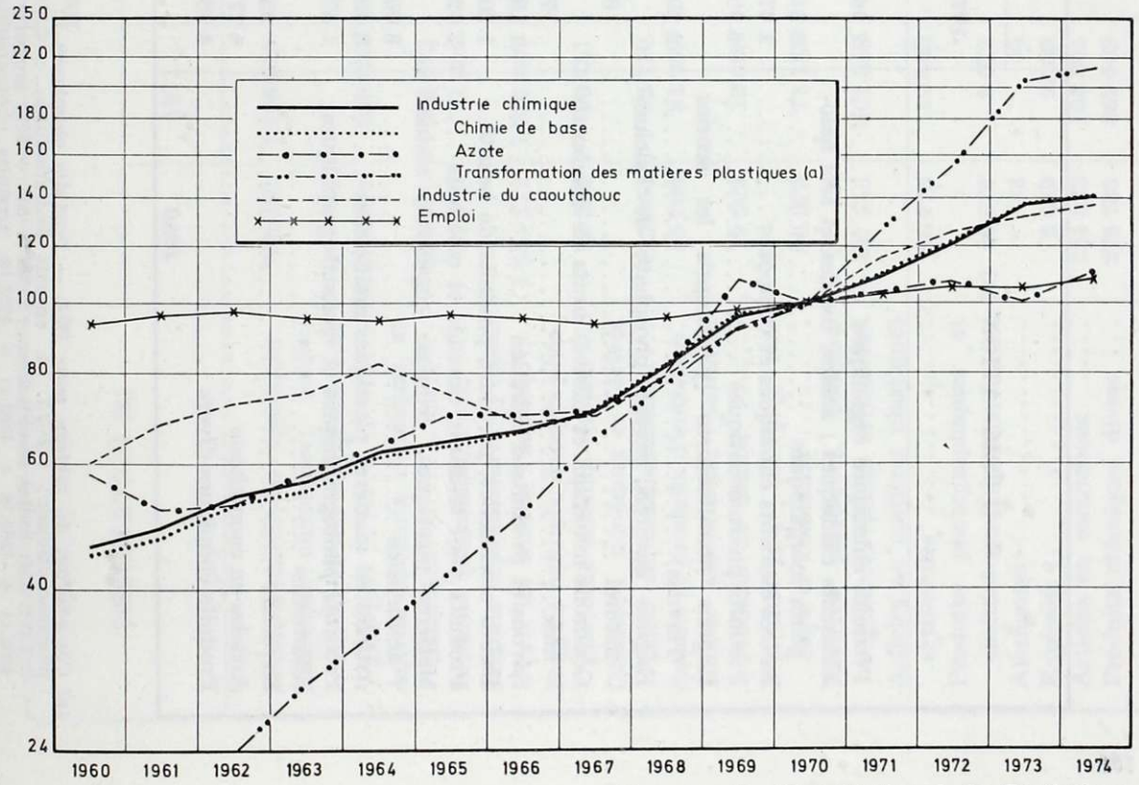
(a) En 1.000 t N.
(b) En 1.000 t marchandises.
(c) Ramenés à 100 % monohydratés.
(d) Non compris la production de chaussures, mais y compris la production de pneumatiques pour vélos.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie chimique et industrie du caoutchouc

Production et emploi

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données sont disponibles à partir de 1962.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Produits chimiques organiques	7 965	10 182	12 054	15 089	36 484	10 068	14 161	16 715	21 039	38 006
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	3 242	3 152	3 167	3 174	3 991	5 158	5 376	6 178	9 025	13 013
Autres éléments chimiques et composés	1 674	1 666	2 397	2 795	5 031	2 466	2 468	2 629	2 204	3 213
Produits pharmaceutiques	6 901	7 358	8 544	9 708	12 824	4 140	5 138	6 598	7 787	10 982
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	2 297	2 379	2 465	3 154	4 355	7 770	7 811	8 340	10 279	16 685
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	88	96	107	139	172	26	20	25	15	18
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	175	150	180	144	455	259	272	293	390	889
Savons et produits d'entretien	1 192	1 684	1 698	2 131	3 348	1 591	1 999	1 691	2 258	3 382
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	1 208	1 459	1 772	2 059	2 570	672	908	1 234	1 555	1 850
Produits pour teinture, tannage et colorants	2 829	3 542	3 760	4 857	5 847	1 838	2 261	2 895	3 699	5 263
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	8 663	10 411	11 150	14 257	21 666	11 176	12 216	15 957	23 088	35 610
Articles en matières plastiques artificielles	3 436	4 129	4 730	6 059	8 191	2 974	3 363	3 811	4 910	6 620
Produits photographiques et cinématographiques	1 579	1 543	1 648	1 927	2 568	7 055	7 479	8 080	9 113	11 058
Allumettes	4	4	7	6	18	168	167	191	155	151
Explosifs	232	204	160	179	314	271	383	412	399	450
Articles en caoutchouc	4 779	6 108	5 966	7 054	9 165	3 356	4 184	4 998	6 718	9 278
Produits chimiques divers	4 982	5 618	6 041	7 440	10 370	3 840	4 374	5 878	8 419	12 797

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Produits chimiques... : C.T.C.I. 512; éléments chimiques... : C.T.C.I. 513; autres éléments... : C.T.C.I. 514 + 515; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés... : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271.1 + 271.2 + 271.4; goudron... : C.T.C.I. 52; savons... : C.T.C.I. 554; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produits pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 581; articles... : C.T.C.I. 893 + T.D. 4202.12 + 4202.14 + 4202.16 + 4202.17 + 4202.18; produits photographiques... : C.T.C.I. 862; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 571; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + 841.6; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de produits chimiques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Produits chimiques organiques.	796 346	1 166 615	1 512 442	1 670 916	2 254 235	1 024 375	1 466 693	1 716 456	2 009 517	1 924 376
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	1 034 494	956 686	866 848	638 308	675 113	908 798	1 258 850	1 510 328	1 993 568	2 229 874
Autres éléments chimiques et composés	274 937	226 572	280 011	282 726	319 095	631 633	635 104	658 812	496 755	521 445
Produits pharmaceutiques ...	10 390	11 335	11 833	13 467	16 893	5 653	7 643	8 147	9 401	11 697
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) ...	1 554 211	1 288 607	1 274 194	1 588 722	1 607 126	4 675 831	4 697 231	4 849 244	5 310 974	5 516 069
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel ..	93 382	90 751	94 931	105 179	102 374	9 539	8 363	10 103	10 787	8 625
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	125 064	95 110	97 097	81 540	120 817	151 573	161 551	170 969	223 997	229 703
Savons et produits d'entretien.	55 708	81 939	85 733	101 169	120 846	81 180	93 112	89 796	111 515	130 512
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	10 502	12 630	15 474	17 274	19 735	11 745	13 089	16 106	18 401	22 278
Produits pour teinture, tannage et colorants	60 979	71 138	75 748	90 203	98 905	55 972	63 644	79 291	98 228	113 979
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	407 545	501 848	561 154	672 528	710 287	461 031	531 526	780 458	1 026 976	1 033 899
Articles en matières plastiques artificielles	56 775	52 840	62 721	76 280	86 405	42 023	48 295	56 110	68 052	73 229
Produits photographiques et cinématographiques	10 376	9 072	8 738	10 238	12 525	31 864	32 190	35 956	41 354	46 768
Allumettes	83	49	148	72	216	4 787	4 302	5 477	3 960	3 279
Explosifs	2 089	2 029	1 938	2 505	3 421	3 545	3 877	4 215	3 864	3 650
Articles en caoutchouc	124 032	106 305	111 456	133 408	142 835	66 260	78 457	87 760	107 997	126 513
Produits chimiques divers ...	276 738	369 509	368 051	482 840	475 669	544 742	685 459	1 055 445	1 304 013	1 160 799

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 150.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Sel	576	715	609	457	565	1 414 228	1 594 934	1 469 531	865 906	1 144 021
Soufre brut	432	523	683	723	1 142	333 590	429 433	609 770	673 436	936 170
Pyrites de fer	300	244	176	308	379	563 420	430 220	353 127	816 242	754 655
Phosphates bruts	1 181	1 384	1 476	1 672	4 944	1 900 461	2 001 261	2 194 219	2 286 695	2 406 599
Caoutchouc	1 526	1 577	1 695	2 263	3 564	93 347	99 598	113 742	140 545	143 612

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Sel : C.T.C.I. 276.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1; pyrites de fer : C.T.C.I. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures.

§ 3. — INDUSTRIE TEXTILE

Après l'évolution moins favorable observée pendant le second semestre de 1972 et toute l'année 1973, une légère reprise est apparue au cours du premier semestre de 1974. Selon l'indice de l'I.N.S., la production s'est accrue, pendant cette dernière période, de 1,8 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Cette reprise a toutefois été de courte durée, car pendant le troisième trimestre de 1974, la production a fléchi de 7,5 % et la diminution s'est même chiffrée à 15,5 % pendant le quatrième trimestre. Ainsi, la production a diminué de 11,9 % au cours du second semestre et le recul pour l'ensemble de l'année a été de 4,7 %. La même évolution a pu être observée dans les sous-secteurs filatures, tissages et bonneterie.

La régression de l'activité dans l'industrie textile au cours du second semestre de 1974, est due principalement à l'affaiblissement général de la conjoncture. En outre, à la suite de la baisse des prix du coton et l'insuffisance de commandes, les filatures ont fait preuve d'expectative, ce qui constitue un facteur non négligeable. La demande intérieure faible, les importations considérables d'articles de confection en provenance des pays en voie de développement et des pays à économie d'Etat, ainsi que la hausse inhabituelle des salaires et coûts qui a freiné la demande extérieure, ont contribué à la carence de nouvelles commandes.

Une diminution de l'activité a été constatée dans la préparation de la laine; elle est de l'ordre de 10,3 % en volume. La production des filatures de laine cardée et peignée a reculé de respectivement 4,7 % et 9 %. La diminution la plus notable de l'activité a été observée dans les tissages de laine (18,2 %). A cet égard, l'Union nationale des tisserands en laine a attiré l'attention sur le volume des importations, dans les pays de la C.E.E., de vêtements confectionnés en provenance des pays en voie de développement ou des pays à économie d'Etat.

En 1974, la production de coton a fléchi de 5,4 % par rapport à l'année précédente. Le recul a été plus important dans les tissages de coton (— 6,6 %) que dans les filatures de coton (— 4,4 %).

L'évolution de l'activité dans le secteur du lin, en 1974, a été plus favorable que celle observée dans les autres secteurs textiles. En effet, pendant cette année, la production de lin s'est accrue de 3,1 % par rapport à 1973. L'activité a été plus élevée dans les filatures de lin (+ 6,8 %) que dans les tissages de lin (— 2,3 %). Cette évolution favorable doit être attribuée principalement aux matières premières de provenance européenne. D'autres facteurs peuvent être relevés, comme l'intérêt croissant pour les articles de qualité, signes d'une certaine condition sociale, et la promotion des exportations vers les pays en dehors de la C.E.E., notamment le Japon, l'Australie, la Chine.

Selon l'indice de l'I.N.S., la production de l'industrie du vêtement et de la confection a progressé pendant les premier et second semestres de 1974 tes de 1973, de sorte que pour l'enser rapport aux périodes correspondande respectivement 2,1 % et 7,5 % pamble de l'année, l'activité dans l'industrie du vêtement et de la confection a accusé une avance de 4,5 %.

Après la forte diminution de l'activité en 1973, l'industrie du vêtement et de la confection a déjà vécu la période la plus difficile, bien que ce secteur n'ait pas pu entièrement faire face à la récession en raison de la forte pression des salaires et du climat économique général défavorable.

La production de tapis a progressé, en 1974, de 6,2 % et a atteint 119 496 t. Cette évolution est moins favorable qu'en 1973, qui a connu un accroissement de 23,1 %. Il est surprenant de constater qu'en 1974, seule la production de tapis synthétiques et artificiels a progressé (23,4 %). Ces tapis représentent 74 % de la production globale de tapis. La part des tapis « tufted » dans la production globale de tapis est passée de 58 % en 1973 à 65 % en 1974.

Les prix des fibres synthétiques, qui se sont rapprochés au début de 1973 d'un prix plancher en raison de l'expansion des capacités de production dans ce secteur, ont accusé par la suite une hausse : en effet, les prix des matières premières naturelles de textile ont subi une forte hausse, ce qui a entraîné une progression de la demande de fibres synthétiques. Les prix des produits pétroliers ayant quadruplé en quelques mois (fin 1973-début 1974), une nouvelle augmentation des prix des fibres synthétiques s'est manifestée en 1974. La forte baisse des prix du coton au début de 1974 a provoqué une diminution de la demande de fibres synthétiques.

Les investissements dans l'industrie textile et l'industrie du vêtement bénéficiant des avantages des lois d'expansion économique du 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970, ont atteint 3,8 milliards de francs, ce qui revient à une légère progression par rapport à 1973.

L'évolution du commerce extérieur en produits textiles est moins favorable en 1974 qu'en 1973. Les importations ont progressé de 16,4 % et ont porté sur 93,6 milliards de francs tandis que les exportations ont accusé un accroissement de 12,8 % et se chiffrent à 109,7 milliards de francs. L'excédent est donc passé de 16,8 à 16,1 milliards de francs. En volume, tant les importations que les exportations ont reculé (respectivement — 8,5 % et — 3,9 %). La forte diminution des importations au cours du dernier trimestre de 1974 est frappante : — 3,9 % en valeur et — 10,0 % en volume par rapport à la période correspondante de 1973.

Les exportations ont reculé au cours du second semestre de 1974 : en valeur, on n'a enregistré qu'une progression de 5,5 %, tandis qu'en volume, la diminution des exportations de produits textiles s'est inscrite à 12,7 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

La croissance proportionnellement plus rapide des importations en valeur et la diminution proportionnellement plus rapide de ces mêmes importations, exprimées en volume, s'expliquent par la plus grande influence de l'inflation sur les produits importés; ceux-ci se situent principalement au début du processus de production, où l'influence des hausses de prix des matières premières est plus importante.

Les importations de fils ont progressé, par rapport à 1973, de 19,2 % en valeur et ont reculé de 6,3 % en volume. Les exportations de fils se sont accrues de 9,2 % et ont diminué de 7,5 % en volume.

Les importations de tissus du type standard ont enregistré un recul inférieur à celui de 1973 (22,0 % en valeur et — 0,1 % en volume); les exportations des tissus du type standard ont diminué de 12,9 % en valeur et de 4,0 % en volume.

Pour les autres produits textiles, les achats à l'étranger ont globalement augmenté de 23,3 % en valeur (25,0 % en 1973); les exportations ont progressé de 17,2 %. Les importations de vêtements de dessus et de linge de corps autres que de bonneterie se sont accrues de 25,1 %. La forte hausse des achats de tapis est frappante (+ 47,5 %).

En 1974, environ 76 % de la valeur globale des exportations était destiné à la C.E.E. des six pays (77,7 % en 1973) et 79,6 % à la C.E.E. des Neuf. Du montant global des produits importés, 72,7 % étaient originaires des pays-membres de la C.E.E. des Six (74,3 % en 1973) et 75,4 % des pays-membres de la C.E.E. des Neuf.

Dans les entreprises de l'industrie textile (à l'exclusion de l'industrie du vêtement et de la confection) qui font l'objet de la statistique mensuelle de l'activité industrielle, l'effectif du personnel est tombé de 86 684 unités en 1973 à 82 747 unités en 1974. Le recul de 3 937 unités ou de 4,5 % est dû à la réduction de l'emploi dans l'industrie de la bonneterie, des filatures, des tissages et des autres branches (respectivement — 1 443, — 1 312, — 800, — 382 unités). La régression de l'emploi dans les filatures est le résultat d'une forte diminution dans les filatures de laine peignée (— 876 unités), dans les filatures de coton (— 293 unités) et les filatures de jute (— 193 unités). Le nombre de personnes travaillant dans l'industrie du vêtement et de la confection est passé de 66 356 unités en 1973 à 64 737 en 1974, ce qui revient à une diminution de 2,4 %.

★
★ ★

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DESIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine (a)	21 236	21 561	17 688	14 986	15 066	13 226	10 493
Peignage de laine	39 027	41 933	36 840	31 711	27 638	30 258	28 495
Filatures :							
Coton	92 089	96 126	95 929	92 490	90 760	90 703	86 671
dont : coton fin et filés mixtes	(64 202)	(65 942)	(65 175)	(60 857)	(58 285)	(57 127)	(56 632)
fibres de rayonne	(19 560)	(20 829)	(21 086)	(22 758)	(23 944)	(25 323)	(21 946)
Laine cardée	21 551	23 840	24 108	27 287	30 471	30 480	27 728
Laine peignée	51 065	57 487	57 065	62 999	58 640	53 472	50 959
Lin	12 858	12 534	11 819	11 455	10 338	10 334	11 033
Jute	84 596	83 631	76 983	69 557	64 074	58 011	51 130
Fibres dures	49 222	51 532	57 416	56 299	60 221	55 512	54 564
dont : fils simples	(41 757)	(44 149)	(48 591)	(47 801)	(51 438)	(47 545)	(48 747)
ficellerie et cordages	(7 465)	(7 383)	(8 826)	(8 498)	(8 783)	(7 967)	(5 818)
Fils et fibres artificiels	43 511	40 604	39 443	39 748	..	..	..
dont : fils viscose	(9 466)	(7 710)	(5 686)	(4 246)	4 673	4 614	(4 923)
fils acétate	(7 666)	(7 787)	(7 935)	(9 043)	..	..	..
fibres	(26 379)	(25 108)	(25 821)	(26 459)	28 282	27 650	(24 114)
Tissages :							
Coton (b)	68 677	70 781	70 305	71 712	73 836	72 473	67 685
Lin	8 245	8 687	7 804	6 523	7 562	7 019	6 855
Laine (b)	35 041	37 631	39 150	41 662	43 887	37 302	30 518
Rayonne et fibres de rayonne (b)	23 166	26 179	26 086	29 442	32 923	34 321	32 622
Fibres synthétiques (b)	25 791	36 557	41 972	57 934	67 048	101 126	117 174
Jute (b)	36 100	35 595	34 152	30 335	26 753	19 324	14 991
Tapis :							
Coton	7 467	7 037	5 437	5 711	4 776	4 265	2 873
Laine	23 924	26 345	28 198	30 552	32 544	28 382	22 086
Jute	7 403	6 702	6 577	4 916	5 727	3 914	2 947
Couvertures (coton et laine) (c)	5 635	6 234	5 745	5 436	5 345	4 805	5 052
Tissus, velours et peluches d'ameublement (c)	20 199	21 218	20 915	21 695	24 932	23 658	22 698
dont : coton	(14 445)	(14 835)	(14 462)	(14 947)	(17 589)	(16 890)	(15 881)

(a) Nouvelle série : y compris laines et poils, fibres synthétiques et artificielles et blouses.

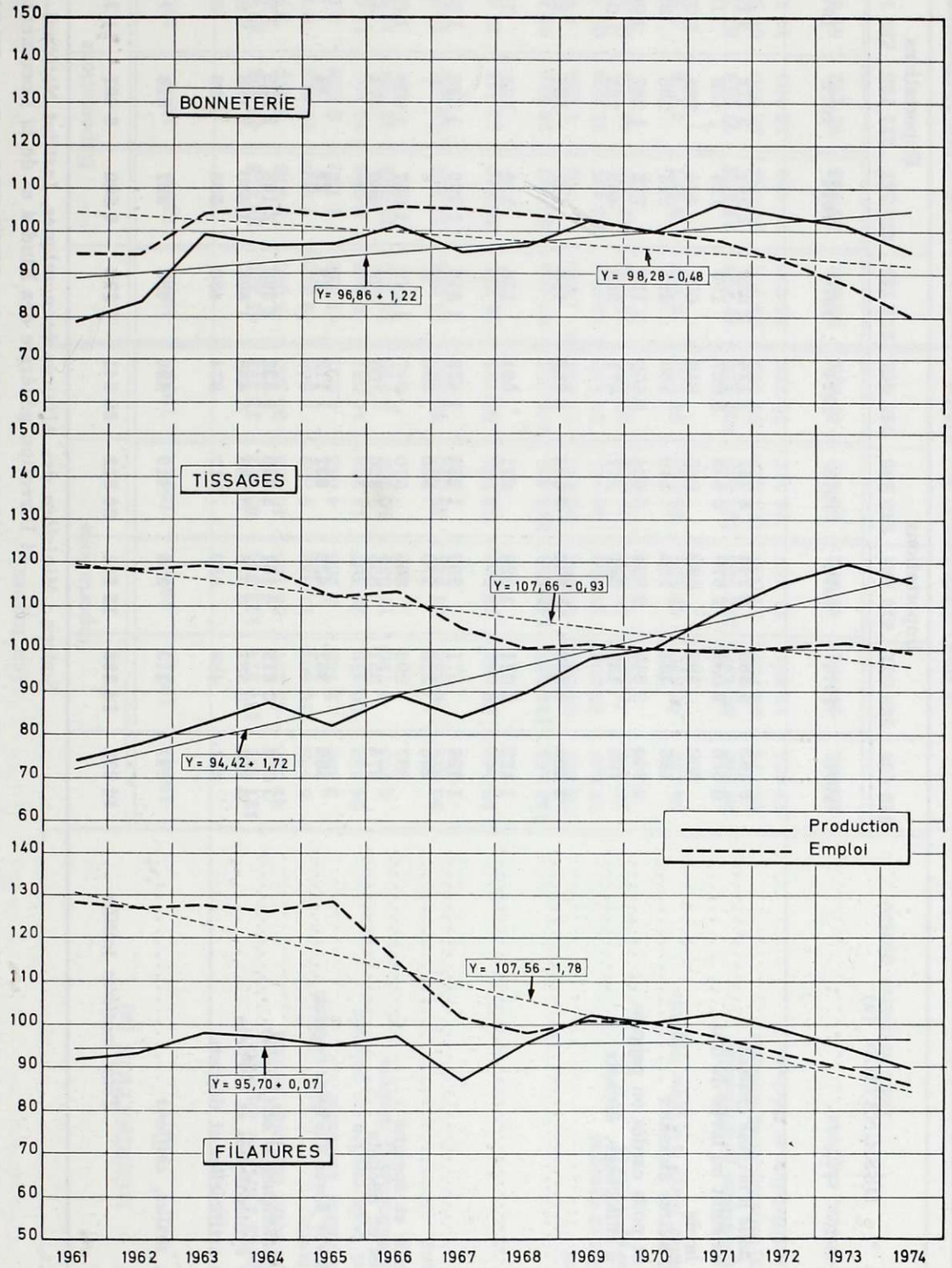
(b) Y compris tapis et couvertures.

Source : Institut National de Statistique.

Industrie textile

Production et emploi

(1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Laine et poils d'origine animale	6 283	5 555	6 746	8 787	7 174	2 823	1 949	3 172	4 721	3 615
Laine en suint ou lavée de dos	3 313	2 089	2 679	3 899	3 027	199	125	149	157	198
Laine lavée	302	526	698	965	840	631	434	768	1 079	829
Poils d'autres animaux	143	133	184	318	186	273	213	233	358	308
Laine et poils cardés ou peignés	2 344	2 649	2 824	3 034	2 650	1 137	772	1 287	2 085	1 418
Laine d'effilochage, déchets	181	158	361	571	471	583	405	735	1 042	862
Coton	2 200	2 239	2 084	2 630	2 660	154	147	156	196	223
Jute	1 172	1 071	1 120	871	691	136	130	133	100	85
Lin	1 026	871	996	1 232	1 476	1 810	1 550	1 574	1 889	2 313
Lin brut	265	225	276	336	390	3	3	7	10	10
Lin teillé et épeigné	387	295	365	570	977	1 279	1 087	1 093	1 382	2 002
Etoupes et déchets	374	351	355	326	109	528	460	474	497	301
Soie et autres fibres d'origine végétale	380	387	420	637	1 712	29	29	49	58	75
Fibres synthétiques et artificielles	3 624	3 819	4 167	5 955	6 332	2 368	2 168	2 705	3 599	4 001
Fibres synthétiques et déchets	3 183	3 331	3 578	5 238	5 458	1 888	1 630	2 183	2 987	3 248
Fibres artificielles et déchets	441	488	589	717	874	480	538	522	612	753
Friperie, drilles, chiffons	247	313	328	410	496	458	527	618	748	874
Total matières textiles	14 932	14 255	15 861	20 522	20 541	7 778	6 500	8 407	11 311	11 186

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 262; laine en suint... : C.T.C.I. 262.1; laine lavée : C.T.C.I. 262.2; poils... : C.T.C.I. 262.3 + 262.51 + 262.59; laine et poils... : C.T.C.I. 262.7 + 262.8; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.6 + 262.9; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.11 + 265.12 + 265.13; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I. 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 265.13; soie et autres... : C.T.C.I. 261 + 265.2 + 265.3 + 265.4 + 265.5 + 265.8; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266.21 + 266.22 + 266.23 + 266.4 — T.D. 5603.30 — 5603.50 — 5603.70 — 5603.90; fibres artificielles... : C.T.C.I. 266.31 + 266.32 + 266.33 + T.D. 5603.30 + 5603.50 + 5603.70 + 5603.90; friperie... : C.T.C.I. 267. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matières textiles

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Laine et poils d'origine animale	**127 677**	**114 574**	**112 964**	**85 557**	**72 382**	**41 220**	**33 312**	**45 508**	**39 445**	**30 876**
Laine en suint ou lavée de dos	89 736	65 227	58 195	43 668	35 260	5 066	3 216	3 453	2 394	2 178
Laine lavée	5 555	10 402	11 083	9 309	7 860	9 315	7 265	10 618	8 784	6 652
Poils d'autres animaux	2 390	2 742	3 208	4 088	4 021	1 822	1 170	2 228	2 567	1 906
Laine et poils cardés ou peignés	24 533	30 410	28 497	18 223	16 531	9 848	8 096	11 461	11 011	7 129
Laine d'effilochage, déchets	5 463	5 793	11 981	10 269	8 710	15 170	13 565	17 748	14 689	13 011
Coton	**90 534**	**76 384**	**68 912**	**83 060**	**58 206**	**14 884**	**14 894**	**13 300**	**16 036**	**13 711**
Jute	**95 049**	**76 656**	**85 994**	**78 342**	**63 155**	**16 731**	**14 940**	**13 549**	**11 015**	**9 126**
Lin	**138 123**	**118 675**	**148 686**	**160 801**	**145 157**	**92 499**	**75 897**	**78 516**	**76 646**	**84 638**
Lin brut	73 688	61 836	84 996	98 324	75 736	236	395	1 084	1 060	1 024
Lin teillé et épeigné	17 842	13 004	16 330	20 841	50 116	44 073	33 467	34 303	37 130	51 429
Etoupes et déchets	46 593	43 835	47 360	41 636	19 305	48 190	42 034	43 129	38 456	32 185
Soie et autres fibres d'origine végétale	**45 132**	**47 832**	**47 473**	**46 689**	**54 035**	**2 362**	**2 477**	**4 716**	**3 808**	**3 629**
Fibres synthétiques et artificielles	**75 529**	**87 416**	**102 638**	**135 679**	**106 830**	**49 166**	**52 705**	**67 974**	**83 340**	**69 496**
Fibres synthétiques et déchets	58 114	68 725	81 055	112 342	88 103	34 370	37 085	52 870	66 211	53 410
Fibres artificielles et déchets	17 415	18 691	21 583	23 337	18 727	14 796	15 620	15 104	17 129	16 086
Friperie, drilles, chiffons	**40 356**	**46 494**	**46 598**	**50 471**	**49 677**	**35 844**	**38 933**	**47 722**	**51 865**	**49 298**
Total matières textiles	**612 400**	**568 031**	**613 265**	**640 599**	**549 442**	**252 706**	**233 158**	**271 285**	**282 155**	**260 774**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 158.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Filés	**9 286**	**11 793**	**12 636**	**15 403**	**18 358**	**12 198**	**12 632**	**13 574**	**15 651**	**17 086**
— en laine et poils	962	1 138	1 388	1 354	1 430	4 502	4 298	4 457	4 223	3 937
— en coton	1 374	1 877	2 277	2 763	3 849	962	1 043	1 290	1 640	2 425
— en lin	194	134	164	200	214	310	345	334	374	504
— en soie	37	37	29	25	27	22	21	15	18	12
— en jute	183	157	160	121	114	562	566	605	586	516
— en fibres synthétiques	5 266	6 590	6 604	8 507	9 843	4 514	5 261	5 650	7 412	8 144
— en fibres artificielles	1 216	1 789	1 946	2 348	2 805	1 310	1 084	1 211	1 355	1 500
— en autres fils n. d. a.	54	71	68	85	76	16	14	12	43	48
Tissus du type standard	**7 531**	**9 236**	**10 376**	**13 056**	**15 925**	**14 237**	**15 682**	**18 688**	**21 843**	**24 660**
— en laine et poils	1 298	1 355	1 493	1 700	1 495	1 136	1 179	1 359	1 282	1 171
— en coton	2 189	3 098	3 719	4 132	5 914	2 615	3 190	3 989	4 524	5 692
dont : écrus non mercerisés	(290)	(419)	(498)	(524)	(780)	(591)	(587)	(622)	(701)	(840)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(1 899)	(2 679)	(3 221)	(3 608)	(5 134)	(2 024)	(2 603)	(3 366)	(3 823)	(4 852)
— en lin, chanvre et ramie	48	59	65	92	76	587	517	636	692	765
— en soie	104	119	114	124	110	11	9	10	18	68
— en jute	445	388	264	291	196	704	637	513	363	340
— en fibres synthétiques	2 217	3 016	3 586	5 448	6 371	4 654	4 515	5 643	7 466	8 158
— en fibres artificielles	1 194	1 157	1 049	1 208	1 697	4 246	5 386	6 227	7 021	7 911
— autres tissus n. d. a.	36	44	86	61	66	284	249	311	477	555
Autres produits textiles	**17 288**	**21 556**	**25 144**	**31 430**	**38 752**	**31 007**	**37 077**	**41 888**	**48 438**	**56 756**
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	1 808	2 328	2 418	2 944	3 093	1 757	2 026	2 000	2 221	2 631
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	2 307	2 938	3 881	5 239	6 626	4 517	6 010	6 917	8 373	10 359
Vêtements de dessus pour femmes, fil-										
Accessoires du vêtement, autres qu'en	731	806	945	1 132	1 339	765	881	997	1 072	1 196

Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	731	806	945	1 132	1 339	765	881	997	1 072	1 196
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	4 870	5 898	6 486	7 740	9 086	4 119	4 871	4 939	4 915	4 869
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	136	147	174	199	282	178	172	157	166	189
Couverture et couvre-pieds	71	83	104	150	239	311	321	302	364	411
— de laine	(16)	(20)	(28)	(23)	(32)	(143)	(149)	(163)	(164)	(225)
— de coton	(6)	(7)	(6)	(9)	(14)	(28)	(23)	(24)	(37)	(14)
— d'autres	(49)	(56)	(70)	(118)	(193)	(140)	(149)	(115)	(163)	(172)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	988	1 445	1 614	2 278	3 359	9 021	11 084	12 586	15 040	17 227
dont : tapis en laine ou poils fins	(394)	(508)	(661)	(884)	(1 152)	(4 078)	(4 768)	(5 241)	(5 349)	(5 288)
tapis en autres matières textiles	(15)	(24)	(24)	(79)	(183)	(782)	(773)	(781)	(709)	(560)
autres	(579)	(913)	(929)	(1 315)	(2 024)	(4 161)	(5 543)	(6 564)	(8 982)	(11 379)
Linoleum et couvre-parquets similaires	344	363	380	356	468	299	255	314	359	385
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	209	326	434	650	1 035	1 178	1 423	1 671	1 904	2 363
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	456	506	569	666	770	344	363	457	532	621
Articles en corde et ficelle	105	108	106	146	247	574	711	766	976	1 782
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	313	313	412	418	524	537	518	593	709	746
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	404	475	509	597	833	518	423	456	537	763
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	1 296	1 516	1 344	1 557	2 081	1 904	2 511	2 627	3 126	4 046
Autres articles en textile	687	711	893	1 023	914	1 304	1 317	1 612	1 720	1 642
Total produits textiles	**34 104**	42 585	**48 156**	**59 889**	**73 035**	**57 442**	**65 391**	**74 150**	**85 932**	**98 502**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.8; en laine... : C.T.C.I. 651.21 + 651.22 + 651.23 + 651.24 + 651.25; en coton : C.T.C.I. 651.3 + 651.41 + 651.42; en lin : C.T.C.I. 651.51 + 651.52 + 651.53; en soie : C.T.C.I. 651.11 + 651.12 + 651.13 + 651.14 + 651.15; en jute : C.T.C.I. 651.92; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 + 651.63 + 651.64 + 651.65; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 + 651.73 + 651.74 + 651.75; en autres... : C.T.C.I. + 651.91 + 651.93 + 651.94; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 — 653.7 — 653.8; en laine : 653.21 + 653.22; en coton : C.T.C.I. 652; écrus... : C.T.C.I. 652.11 + 652.12 + 652.13; mercerisés... : C.T.C.I. 652.21 + 652.22 + 652.23 + 652.29; en lin... : C.T.C.I. 653.31 + 653.32; en soie : C.T.C.I. 653.11 + 653.12 + 653.13; en jute : C.T.C.I. 653.4; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.51 + 653.52 + 653.53; en fibres artificielles : C.T.C.I. 653.61 + 653.62 + 653.63; autres... : C.T.C.I. 653.91 + 653.92 + 653.93 + 653.94 + 653.95 + 653.96; étoffes... : C.T.C.I. 653.7; vêtements de dessus pour hommes... : C.T.C.I. 841.11; vêtements de dessus pour femmes... : C.T.C.I. 841.12 linge de corps : C.T.C.I. 841.13 + 841.14; accessoires... : C.T.C.I. 841.21 + 841.22 + 841.23 + 841.24 + 841.25 + 841.26 + 841.29; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 841.41 + 841.42 + 841.43 + 841.44 + 841.45; cloches... : C.T.C.I. 655.71 + 655.72 + 841.51 + 841.53 + 841.54 + 841.59; couvertures... : C.T.C.I. 656.6; de laine : C.T.C.I. 656.61; de coton : C.T.C.I. 656.62; autres : C.T.C.I. 656.69; couvre-parquets : C.T.C.I. 657.51 + 657.52 + 657.6 + 657.7 + 657.8; tapis en laine... : C.T.C.I. 657.51 + T.D. 5802.05 + 5802.08 + 5802.10; tapis en autres... : C.T.C.I. 657.52 + T.D. 5802.20 + 5802.30 + 5802.40; autres : C.T.C.I. 657.6 + 657.7 + 657.8 — T.D. 5802.05 — 5802.08 — 5802.10 — 5802.20 — 5802.30 — 5802.40; linoleum... : C.T.C.I. 657.41 + 657.42; ligne de lit... : C.T.C.I. 656.91; tulles... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.61 + 655.62 + 655.63; sacs... : C.T.C.I. 656.1 + 656.2; ouates... : C.T.C.I. 655.81 + 655.82 + 655.83 + 655.91 + 655.92; tissus... : C.T.C.I. 655.41 + 655.42 + 655.43 + 655.44 + 655.45 + 655.46; autres... : C.T.C.I. 655.1 + 655.5 + 656.92 + T.D. 4202.25 + 4202.51 + 4202.59 + 4202.89. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des produits textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Filés	**108 579**	**139 575**	**157 162**	**176 774**	**165 670**	**112 540**	**121 044**	**125 998**	**130 909**	**121 095**
— en laine et poils	7 733	8 930	10 252	7 846	7 102	28 106	28 834	27 781	19 386	16 171
— en coton	21 595	29 939	35 046	38 171	36 045	11 492	12 043	13 172	16 335	17 598
— en lin	1 968	1 268	1 503	1 739	1 293	5 398	5 682	5 558	5 770	6 140
— en soie	49	69	58	27	45	125	217	40	58	28
— en jute	6 478	5 468	5 899	4 765	4 209	20 030	20 386	19 839	19 313	16 269
— en fibres synthétiques	48 632	63 418	72 722	90 209	82 926	33 026	42 055	46 714	55 908	51 299
— en fibres artificielles	20 008	28 193	29 836	31 565	32 346	13 830	11 429	12 560	13 599	13 052
— en autres fils n. d. a.	2 118	2 290	1 846	2 452	1 704	535	398	334	540	538
Tissus du type standard	**56 050**	**61 772**	**63 873**	**78 879**	**78 811**	**101 975**	**110 299**	**118 502**	**126 831**	**121 742**
— en laine et poils	4 613	5 003	5 554	5 147	4 381	3 647	4 399	4 359	3 537	3 002
— en coton	14 416	19 438	22 881	24 650	29 956	20 773	23 206	25 420	27 513	28 222
dont : écrus non mercerisés	(3 127)	(4 478)	(5 142)	(4 920)	(5 611)	(6 582)	(6 100)	(5 898)	(6 155)	(5 564)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(11 289)	(14 960)	(17 739)	(19 730)	(24 345)	(14 191)	(17 106)	(19 522)	(21 358)	(22 658)
— en lin, chanvre et ramie	386	511	626	908	587	4 910	3 861	4 642	4 602	4 297
— en soie	61	70	89	68	59	61	44	18	56	282
— en jute	16 000	13 578	9 404	12 159	6 983	17 090	15 618	11 976	8 485	7 296
— en fibres synthétiques	11 488	15 538	18 823	29 036	27 892	23 929	24 919	30 433	38 978	36 093
Étoffes de bonneterie, non élastique,	7 933	10 117	10 983	13 561	13 141	6 291	7 859	8 514	11 002	11 348

Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	7 039	10 117	10 983	13 561	13 141	6 291	7 859	8 514	11 002	11 348
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie.	5 425	7 045	9 070	11 325	13 026	11 903	15 401	16 653	20 180	21 241
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonneterie	3 602	4 733	6 134	7 503	8 509	5 519	6 571	8 713	9 991	10 467
Linge de corps	943	1 277	1 719	2 166	2 242	1 406	3 590	1 561	1 473	1 214
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	1 324	1 460	1 590	1 711	1 789	1 620	1 551	1 484	1 541	1 450
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	8 650	10 653	12 085	13 958	15 042	7 716	9 266	9 110	9 219	8 427
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	248	342	337	417	578	233	288	209	258	353
Couvertures et couvre-pieds	562	631	725	1 024	1 418	2 715	2 497	2 245	2 606	2 368
— de laine	(100)	(172)	(174)	(100)	(103)	(620)	(700)	(835)	(702)	(1 122)
— de coton	(52)	(59)	(47)	(72)	(97)	(643)	(474)	(449)	(628)	(186)
— d'autres	(410)	(400)	(504)	(852)	(1 218)	(1 452)	(1 323)	(961)	(1 276)	(1 060)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	10 949	13 294	13 939	18 055	25 638	84 421	106 069	131 059	157 093	164 616
dont : tapis en laine ou poils fins	(1 545)	(1 954)	(2 387)	(2 516)	(2 433)	(26 437)	(29 823)	(31 438)	(27 659)	(25 012)
tapis en autres matières textiles.	(126)	(115)	(115)	(504)	(1 338)	(10 648)	(10 193)	(9 506)	(7 815)	(5 363)
autres	(9 278)	(11 225)	(11 437)	(15 035)	(21 867)	(47 336)	(66 053)	(90 115)	(121 619)	(134 241)
Linoleum et couvre-parquets similaires	14 745	16 417	16 044	12 497	12 097	15 951	11 888	13 973	15 385	13 763
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	812	1 372	1 725	2 615	3 471	6 980	8 120	8 554	8 715	8 734
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	981	1 405	1 751	1 876	2 134	1 409	1 495	1 846	2 450	2 208
Articles en corde et ficelle	2 418	2 506	2 902	3 809	3 811	34 455	42 140	44 827	44 907	43 944
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	13 313	11 197	11 681	10 120	11 252	18 897	18 259	17 771	19 957	17 889
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	2 273	3 085	2 910	3 241	3 964	3 800	2 568	2 707	2 729	3 128
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	12 410	14 393	13 071	14 483	17 489	16 694	20 558	22 782	26 444	27 326
Autres articles en textile	7 761	8 008	9 243	11 220	9 280	24 302	27 100	29 084	29 910	26 766
Total produits textiles	**258 084**	**309 282**	**336 944**	**385 234**	**389 362**	**458 827**	**516 563**	**565 592**	**621 600**	**608 079**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 161.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre

(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Coton	13 461	10 970	12 577	12 508	13 321	12 052	13 111
Lin	1 430	1 421	1 222	1 372	1 201	1 137	1 163
Laine	5 725	6 246	6 096	7 727	7 401	8 302	6 630
Rayonne et fibres de rayonne	3 160	3 493	3 281	3 203	4 032	4 342	4 505
Fibres synthétiques	4 910	6 896	7 413	9 344	10 381	15 051	16 664
Jute	3 155	3 273	3 445	3 033	2 711	2 260	1 638
Tapis de fibres dures	914	805	648	685	677	616	552

Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Tissus à mailles (en tonnes) :							
Sous-vêtements	5 996	5 982	4 892	5 223	4 858	4 840	4 670
Vêtements de dessus et autres	5 325	6 669	8 135	8 418	8 598	9 355	8 286
Articles finis :							
Sous-vêtements (1.000 douz.)	3 452	3 756	3 231	3 281	2 881	3 050	2 939
Bas pour dames en fils synthétiques (1.000 douz. de paires)	2 942	1 618	1 297	892	533	471	506
Bas culottes (panties) (1000 douz. pièces)	..	1 484	2 149	2 504	2 275	2 495	1 977
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires)	2 340	2 323	2 354	2 401	2 306	2 179	2 234
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	21 197	22 304	20 975	22 689	22 735	21 040	20 158

Source : Institut National de Statistique.

§ 4. — INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET FABRICATIONS CONNEXES

En 1974, l'évolution de la production du secteur alimentaire et des boissons a été, selon l'indice de l'I.N.S., pratiquement analogue à celle de la conjoncture industrielle générale.

En effet, après correction pour la composition du mois, le progrès est de 9,5 % pour le premier semestre, tandis que le second semestre s'est achevé avec un recul de 0,4 %. Pour l'ensemble de l'année, cela donne encore une augmentation de 4,3 %, ce qui se situe nettement au-dessous des 9,1 % réalisés en 1973.

Il convient toutefois de remarquer que l'affaiblissement au second semestre n'est pas exclusivement d'ordre conjoncturel, mais qu'il est dû partiellement à des facteurs fortuits, telles l'influence des conditions atmosphériques.

C'est ainsi que l'été défavorable de 1974 a eu des répercussions négatives sur la production de l'industrie des boissons; bien que, principalement dans ce secteur, le stockage important au cours du premier semestre, ait provoqué également une réduction de la production à partir des mois d'été.

Au cours du dernier trimestre, l'indice de la production de l'industrie des produits alimentaires proprement dite a subi une baisse notable en raison de la diminution de la fabrication de sucre. Cette dernière également est due presque exclusivement aux conditions atmosphériques très défavorables à la fin de l'année lesquelles ont causé une réduction notable de la teneur en sucre des betteraves qui est tombée au-dessous de la normale, ainsi qu'un retard notable dans la transformation, en raison des conditions de récolte extrêmement difficiles. Aussi, la production de sucre brut a reculé de 31,7 % pour atteindre 501,2 mille tonnes, soit le niveau le plus faible depuis 1966. La production de confitures a aussi accusé un recul important pendant le second semestre, également sous l'influence des conditions atmosphériques défavorables.

La progression la plus importante a été observée dans la production des huiles et graisses qui s'est accrue pendant toute l'année de près de 30 %, surtout en raison de la forte progression de la production d'huile brute (+ 48,5 %) et, dès lors, des tourteaux et schroots. La production d'huile raffinée, par contre, a fléchi de 6,7 %. Contrairement aux autres sous-secteurs repris dans l'indice, la production d'huiles et de graisses s'est plus accrue au second semestre qu'au premier.

Pour l'ensemble de l'année, la production de farine a accusé une progression de 2,3 %. La forte croissance pendant le premier semestre (+ 13,5 %) a été neutralisée en grande partie par la régression au cours du second semestre (7,5 %), à la suite de la diminution de la production des meuneries pour l'étranger. La production de margarine a augmenté, en 1974, de 5,2 %.

L'indice général de l'industrie des produits alimentaires (corrigé pour la composition du mois) a accusé une progression de 10,4 % pendant le premier semestre et de 2,1 % seulement pendant le second, de sorte que la moyenne annuelle s'est chiffrée à 6,0 %, contre 9,6 % en 1973.

Les sous-secteurs non repris dans l'indice ont, en moyenne, détenu de meilleurs résultats que ceux repris dans l'indice. La production globale des branches mentionnées au tableau suivant et qui ne sont pas reprises dans l'indice, s'est accrue en effet de 13,1 %. Les progressions les plus importantes ont été enregistrées dans les usines de torréfaction de café (+ 36,7 %) et dans l'industrie des conserves de légumes (+ 20,6 %). L'augmentation de la production de chocholat, de confiserie, de pâtes alimentaires et de chicorée a également dépassé la moyenne de celle des secteurs repris dans l'indice. Seule l'évolution de la production de biscuits (+ 3,6 %), de conserves de viande (— 4,4 %) et de vinaigre (— 1,3 %) est demeurée au-dessous de cette moyenne.

En 1974, l'indice de la production de boissons s'est maintenu au niveau de l'année précédente (+ 0,1), la croissance de la production du premier semestre ayant été neutralisé pratiquement entièrement par le recul du second semestre. Cette diminution a été particulièrement importante dans les brasseries, bien que la progression de la production des distilleries soit également tombée de 6,7 % au cours du premier semestre à 0,6 % au cours du second.

L'évolution du commerce extérieur en produits alimentaires préparés a été favorable en 1974. Les exportations des produits mentionnés au tableau suivant ont progressé en valeur de 29,1 %, tandis que les importations ne se sont accrues que de 18,5 %. Le solde négatif de la balance commerciale est dès lors tombé de 9 940 millions de francs, en 1973, à 7 549 millions.

Certes, cette progression en valeur doit être attribuée en grande partie aux hausses de prix. Cela vaut surtout pour les huiles, graisses et la margarine dont les prix ont marqué une hausse exceptionnelle sur le marché mondial, et, en ce qui concerne les importations, également pour le sucre en provenance des pays non-membres de la C.E.E.

L'évolution du commerce extérieur en produits alimentaires exprimée en volume, a été favorable, les exportations de pratiquement tous les sous-secteurs ayant enregistré une croissance plus rapide que les importations.

C'est le cas notamment de la bière, des jus de fruits, du sucre et des préparations à base de sucre, des produits à base de farines, des huiles et graisses et, en une moindre mesure, des conserves de légumes et de la margarine. L'évolution des exportations a été moins favorable que celle des importations pour les conserves de viande et de poisson et le chocolat seulement. En ce qui concerne les produits laitiers et les aliments pour animaux, tant les importations que les exportations ont reculé, bien que la diminution des exportations ait été, dans les deux cas moins importante que celle des importations.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Production de farine	10^3 t	706,8	710,7	721,2	705,0	688,1	777,0	795,2
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^3 t	205,0	54,5	57,9	58,5	59,2	63,9	63,4
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15° C)	10^6 lit.	32,9	36,1	40,6	41,8	43,3	47,7	49,5
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	544,6	636,2	558,0	798,3	628,8	733,9	501,2
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	285,6	237,3	229,8	232,4	245,8	238,9	234,0
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	130,9	131,7	135,7	141,9	150,3	146,7	154,3
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	13,4	13,0	14,2	15,8	15,7	9,6	7,5
b) autres huiles brutes	10^3 t	115,0	95,4	71,8	77,9	85,7	94,8	140,8
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	229,0	235,0	247,4	264,5	282,5	296,5	276,7
d) tourteaux et schroots	10^3 t	280,7	270,6	287,8	309,4	302,6	383,0	603,3
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	37,1	40,3	45,7	47,4	50,7	66,7	62,9
Conserves de légumes	10^3 t	100,3	138,0	159,0	144,4	144,5	174,4	210,3
Conserves de viande	10^3 t	14,0	16,6	19,2	18,3	18,6	20,5	19,6
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	81,1	88,6	100,0	106,0	113,4	123,7	128,1
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	74,5	75,4	76,2	83,2	87,1	88,6	96,3
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	40,9	42,8	44,0	45,7	46,1	44,2	50,1
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	15,2	16,8	17,5	18,1	17,6	18,1	19,4
Production de chicorée	10^3 t	12,6	12,2	11,8	11,5	11,0	10,5	11,2
Production de café torréfié	10^3 t	40,4	41,3	39,4	40,6	40,8	43,0	58,8
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 lit.	13,7	13,0	13,0	13,4	13,7	15,0	14,8

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir de 1969, les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés (en 10^6 hl).

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Réception :								
Lait	10^3 lit.	2 581 828	2 475 411	2 355 461	2 338 730	2 509 911	2 479 715	2 580 621
Crème	tonnes	25 571	24 895	23 535	21 150	20 504	17 174	16 177
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	34 549	36 162	37 738	39 544	39 676	41 454	45 510
b) Lait ordinaire	10^3 lit.	478 083	477 369	472 912	457 240	448 253	470 155	454 088
c) Lait partiellement écrémé	10^3 lit.	..	..	..	15 401	34 344	66 433	53 080
d) Lait écrèmé	10^3 lit.	18 563	20 736	24 464	27 656	34 995	52 091	51 210
e) Lait battu	10^3 lit.	30 046	30 988	31 108	31 424	29 552	30 338	27 811
Crème	10^3 lit.	6 610	7 073	7 799	8 424	8 689	8 460	9 181
Fabrications :								
Beurre	tonnes	76 221	73 478	67 535	62 299	72 213	67 183	70 163
Fromages :								
a) Frais	tonnes	11 811	13 606	15 899	16 721	17 982	17 733	18 337
b) Autres (c)	tonnes	20 239	19 758	21 898	22 904	21 229	18 933	22 603
Poudre de lait	tonnes	140 830	131 513	120 133	126 325	140 355	135 082	141 712
Lait concentré-evaporé (non sucré)	tonnes	33 726	16 401	16 024	..	..	..	..
Glace de consommation	10^3 lit.	26 383	32 987	37 880	44 296	48 762	60 007	55 780
dont : Crème glacée	10^3 lit.	14 500	16 861	20 504	23 318	24 495	29 336	34 392
Yoghourt	10^3 lit.	19 936	23 363	27 374	31 020	39 344	36 276	34 550
Aliments diététiques et spéciaux (sortes de panade)	10^3 lit.	11 994	12 886	14 251	16 042	17 591	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Boissons non alcooliques	573	855	941	1 301	1 415	287	349	527	789	981
dont : jus de fruits ou de légumes	(319)	(452)	(503)	(584)	(600)	(76)	(122)	(293)	(462)	(593)
Boissons alcooliques	3 707	4 569	5 829	7 040	7 617	1 047	1 037	1 367	1 787	2 047
dont : bière	(502)	(554)	(665)	(797)	(935)	(783)	(764)	(959)	(1 228)	(1 439)
vins	(2 286)	(2 875)	(3 806)	(4 644)	(4 795)	(208)	(208)	(300)	(419)	(414)
Préparations et conserves de viande	574	734	751	934	1 213	2 486	2 626	3 026	4 295	4 574
Préparations et conserves de poissons crustacés.	1 233	1 589	1 576	2 011	2 486	27	41	80	215	267
Préparations et conserves de fruits et de légumes	1 853	2 542	2 798	3 318	4 299	1 830	2 232	2 546	3 027	3 774
Sucre et miel	418	528	434	635	661	2 349	2 706	4 788	3 512	4 354
Préparation à base de sucre	456	577	650	706	837	585	654	679	774	949
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	1 449	1 343	1 226	1 498	2 890	40	30	28	31	20
Chocolat et préparations au cacao	816	1 067	1 028	1 124	1 398	1 459	1 517	1 702	1 955	2 557
Margarine et graisses alimentaires	461	335	285	572	854	604	498	640	884	1 744
Aliments pour animaux	6 850	7 364	8 095	11 241	10 538	2 110	2 256	2 408	3 682	4 408
Produits laitiers	6 065	6 959	6 953	9 949	11 357	3 095	5 092	5 625	8 233	10 246
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	1 454	1 850	2 111	2 597	3 236	3 179	4 157	4 700	6 199	8 097
Huiles et graisses d'origine animale	840	851	794	1 066	1 827	397	335	347	477	834
Huiles d'origine végétale	2 615	3 113	2 844	3 087	4 978	1 017	1 573	1 562	2 089	4 329
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	1 711	2 121	2 249	2 639	3 290	1 035	1 266	1 446	1 829	2 166

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Boissons non... : C.T.C.I. 053.5 + 111; jus de fruits... : C.T.C.I. 053.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I. 112.3; vins : C.T.C.I. 112.11 + 112.12 + 112.13; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 013; préparations et conserves... : C.T.C.I. 032; préparations et conserves de fruits.. : C.T.C.I. 053 — 053.5 + 055; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine... : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 — 081.11 — 081.12 — 081.19; produits laitiers : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 — 411.31; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.3 + 099. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Boissons non alcooliques	122 052	2 483 823	800 867	550 603	736 957	32 086	44 802	56 296	80 656	96 478
dont : jus de fruits ou de légumes	(34 905)	(25 674)	(28 519)	(33 858)	(31 444)	(2 770)	(7 847)	(22 172)	(37 705)	(47 138)
Boissons alcooliques	223 959	230 238	257 013	277 833	296 303	108 722	116 942	153 166	195 031	228 559
dont : bière	(74 116)	(77 807)	(88 811)	(100 783)	(111 785)	(97 676)	(107 879)	(139 523)	(178 944)	(212 743)
vins	(131 894)	(131 706)	(145 355)	(150 755)	(154 285)	(9 294)	(6 754)	(9 130)	(12 229)	(11 070)
Préparations et conserves de viande	12 599	14 752	14 767	15 900	18 333	34 497	38 767	41 568	52 981	58 744
Préparations et conserves de poissons crustacés	20 438	23 803	24 629	26 690	27 937	399	467	1 187	3 938	3 127
Préparations et conserves de fruits et de légumes	91 039	152 180	144 532	148 451	159 513	146 225	174 412	193 729	203 916	221 749
Sucre et miel	169 420	212 783	158 114	161 781	129 296	307 172	295 233	506 791	310 508	336 492
Préparation à base de sucre	13 066	15 736	16 885	17 522	18 552	18 661	19 610	19 984	21 682	23 757
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	28 482	31 738	33 548	32 651	33 012	773	651	904	908	351
Chocolat et préparations au cacao	16 805	21 055	21 567	22 519	23 504	30 805	36 775	41 989	43 759	44 095
Margarine et graisses alimentaires	32 162	24 184	25 868	37 106	41 276	43 487	33 828	52 602	59 717	69 162
Aliments pour animaux	1 573 706	1 611 611	1 890 832	1 824 324	1 671 709	378 457	420 464	481 011	575 151	537 144
Produits laitiers	153 759	170 213	205 697	308 360	252 927	160 279	163 881	200 648	356 199	313 476
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	99 676	135 124	144 938	196 560	190 483	325 576	387 081	403 666	557 262	589 452
Huiles et graisses d'origine animale	84 831	83 219	98 097	101 002	105 694	37 722	29 623	31 525	37 422	45 398
Huiles d'origine végétale	174 253	181 486	188 341	187 550	157 680	66 222	83 526	91 975	108 991	128 114
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	76 162	88 059	88 442	92 730	102 754	44 257	43 725	55 650	63 942	63 387

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 169.

§ 5. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION, DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET SECTEURS CONNEXES

1. — *Industrie de la construction.*

En 1974, l'activité de l'industrie de la construction a dépassé le niveau pourtant déjà très élevé de 1973, année qui était déjà très favorable en ce qui concerne la conjoncture dans la construction.

Cette évolution se dégage notamment de l'indice de l'I.N.S. (corrigé pour la composition du mois) qui a indiqué pour l'ensemble de l'année une progression de 6,5 %, nonobstant le fait que cette donnée n'enregistre que le nombre d'heures de travail et ne tient pas compte de l'accroissement de la productivité. Après correction pour l'amélioration de la productivité, l'indice aurait progressé, selon les estimations, de 8,4 %.

Contrairement à l'activité de la plupart des autres branches industrielles, celle de l'industrie de la construction n'a pas connu un creux important pendant le second semestre, puisque l'accroissement de l'indice s'est chiffré au cours des deux semestre à respectivement 6,8 et 6,1 %. Certes, la croissance est tombée à 2,1 % au troisième trimestre, mais le quatrième trimestre a été caractérisé par une forte reprise et ce, en dépit des conditions atmosphériques défavorables; de ce fait le taux d'accroissement de cette période est passé à 9,8 %.

L'emploi dans les entreprises occupant plus de 20 travailleurs pour le gros œuvre et plus de 10 ouvriers pour les travaux d'achèvement, a encore reculé légèrement en 1974 (— 0,3 %). Le nombre de travailleurs manuels a, en effet, diminué de 1,0 % pour atteindre 118 992, tandis que le nombre d'employés s'est accru de 2,7 %, atteignant 16 157. Dans les travaux publics, la réduction du nombre d'ouvriers ne s'est chiffrée qu'à 1,5 %, contre 7,1 % l'année précédente, tandis que dans les travaux privés on a observé une régression de 0,7 %.

Ces données sont indubitablement représentatives de la situation dans le sous-secteur des travaux publics, puisque la majeure partie des entreprises comptent plus de 20 travailleurs et apparaissent donc dans la statistique. Dans la construction privée, la situation est certainement plus favorable que ne le laissent entrevoir les statistiques. En effet, ce sont généralement les entreprises plus petites, non reprises dans les statistiques, qui ont contribué à la forte progression dans la construction résidentielle de cette année.

Le nombre de logements mis en chantier s'est en effet accru de 5,8 % (atteignant 65 289) par rapport au point culminant de 1973 qui, avec 61 739 unités dépassait le niveau de 1972 de 18,1 %. Ces résultats sont excellents comparés à la moyenne des années 1968-1972, qui ne se chiffre qu'à 47 983 unités, et aux objectifs du plan, qui prévoyait, pour 1975, 60 000 logements.

L'activité extraordinaire dans la construction résidentielle pendant ces deux années, est due sans aucun doute au fait que les personnes privées ont essayé de placer le plus d'argent possible en biens immobiliers à valeur fixe, afin de se protéger contre l'importante inflation.

La demande extrêmement élevée de logements a toutefois entraîné des hausses exceptionnelles de prix dans ce secteur, ce qui a, à nouveau, stimulé l'inflation. La hausse des prix est d'ailleurs estimée par Abex (Association belge des Experts) à 13,4 % en 1973 et à 27,0 % en 1974.

La répartition régionale du nombre de logements mis en chantier fait apparaître que la progression la plus forte a été enregistrée en Wallonie (15 029 logements ou + 11,2 %). En Flandre, 44 962 logements ont été mis en chantier (+ 9,4 %), tandis que Bruxelles a enregistré un recul de 25,8 %, de sorte que le nombre de logements mis en chantier se chiffre à 5 298. Pour l'interprétation de ces données, il convient toutefois de prendre en considération le fait qu'il y a eu l'année précédente, une progression anormalement élevée à Bruxelles (7 144 ou + 130,9 %). Par rapport à 1972, l'accroissement de 1974 se chiffre toujours à 58,4 %.

Le nombre de bâtiments non résidentiels mis en chantier a reculé de 2,2 %, bien que le volume en m^3 ait progressé de 10,6 %. Ce dernier étant un meilleur critère que le nombre de bâtiments pour ce sous-secteur, c'est lui qui a été utilisé pour la ventilation régionale. Celle-ci fait apparaître un accroissement extraordinaire à Bruxelles (+ 63,1 %) en raison des investissements importants en immeubles pour bureaux. En Wallonie, la progression a atteint 11,6 %, tandis qu'en Flandre elle est restée limitée à 2,0 %. Cette croissance réduite en Flandre est due notamment au ralentissement de la construction à des fins agricoles qui avait été extrêmement importante ces dernières années.

Le volume des travaux publics a continué à reculer. En effet, les engagements du pouvoir central se sont maintenus au niveau de l'année précédente, mais à cause de la hausse des prix au cours de l'année, cela revient en fait à une réduction relativement importante du volume des travaux. En ce qui concerne les pouvoirs subordonnés, les emprunts du Crédit communal se sont toutefois accrus de 24,0 % et les subsides de l'Etat ont accusé une progression de 7,7 %, ce qui signifierait un léger progrès en volume des investissements.

En 1974, la construction de logements sociaux n'a joué qu'un rôle peu important dans l'activité globale de la construction. Les engagements des différentes institutions concernées ont, en effet, régressé de 11,6 % pour atteindre 19,17 milliards de francs, ce qui a entraîné, avec la forte hausse des prix de construction, une réduction encore plus importante en volume. Le paiement des primes à la construction a même reculé de plus de la moitié, bien qu'il convienne de remarquer que le niveau de 1973 a été anormalement élevé, en raison de la tranche conjoncturelle d'avril à décembre 1972, accordée et payée, pour la majeure partie, en 1973.

2. — *Industrie des matériaux de construction et secteurs connexes.*

La production de l'industrie des minéraux non métalliques a indiqué, en 1974, une évolution moins favorable que celle de l'industrie de la construction; ceci résulte surtout des difficultés dans les pays d'exportation. L'activité des carrières par contre s'est améliorée contrairement au léger recul en 1973.

L'indice général des carrières ajusté à la composition des mois, a en effet, progressé de 6,6 % au cours du premier semestre et cette progression a atteint 9, 3 % au second semestre de sorte que l'accroissement de la production se chiffre pour l'ensemble de l'année à 7,9 %.

La production de porphyre a toutefois encore reculé de 20 %, en raison de la faiblesse persistante de l'activité dans la constructions de routes. Pour la même raison et par suite de la réduction de la consommation des autres branches d'activité, la production des calcaires a également fléchi de 3,0 %. De même, la production d'ardoises a enregistré un recul, et la production peu importante de marbre s'est stabilisée légèrement au-dessus du niveau de l'année précédente (+ 1,9 %). D'importants progrès de la production ont cependant été enregistrés pour le petit granit (+ 31,4 %), les carrières de sable (+ 17,3 %) et, en une moindre mesure, pour le grès (+ 8,1 %).

Le commerce extérieur n'a guère influencé l'amélioration de la production, car tant les importations que les exportations se sont accrues en valeur, à peu près dans la même mesure (respectivement + 25,7 % et 23,8 %).

L'emploi dans le secteur des carrières, l'industrie de la chaux exclue, a toutefois poursuivi sa courbe descendante (— 4,5 %). Le nombre d'employés est demeuré quasiment inchangé, seul l'effectif des ouvriers a baissé. Le recul du nombre d'heures de travail prestées a légèrement excédé celui du nombre d'ouvriers (5,7 %).

Par opposition aux résultats relativement favorables des carrières, l'indice de la production des minéraux non-métalliques (corrigé pour la composition du mois) a progressé de 2,0 % seulement. Ce n'est qu'au premier trimestre que la croissance a été satisfaisante (+ 9,7 %). En effet, les trois mois suivants, ellle n'a plus atteint que 2,6 % et aux roisième et quatrième trimestres, a été enregistrée une régression de respectivement 1,7 % et 2,2 %. Ces faibles résultats sont dûs principalement aux difficultés de l'industrie du verre sur les marchés d'exportation d'une part, et au retard dans la production de briques d'autre part.

La production de ciment a atteint près de 7,5 millions de tonnes (+ 6,0 %), malgré la réduction des exportations de 3,6 %. En 1974, celles-ci ne représentaient plus que 21,3 % de la production, contre 23,5 % l'année précédente.

Cette croissance de la production doit être attribuée notamment à la substitution accrue de la brique par des blocs de béton dans l'industrie de la construction et la consommation accrue de béton pour les travaux routiers, en raison des hausses de prix des produits de bitume extrait du pétrole. L'emploi dans ce secteur a toutefois fléchi de 3,3 %, atteignant 3 498 unités; la régression a été à peu près équivalente pour les ouvriers et les employés.

La production de l'industrie de la terre cuite, corrigée pour la composition du mois, n'a progressé que de 0,7 % en 1974, nonobstant la haute conjoncture dans la construction. L'expansion réduite est due principalement à la réduction de la production de la brique pleine de 1,2 % et à la progression peu importante de la brique creuse (+ 2,1 %), celles-ci étant de plus en plus remplacées, pour les travaux de maçonnerie intérieures, par des blocs de béton meillur marché. La production de briques de parement a mieux suivi l'activité de la construction, puisqu'elle a progressé de 5,0 %.

En raison de la demande intérieure importante, les importations de produits de terre cuite se sont accrues, en volume, de 46,4 % et en valeur de 87,2 %, tandis que les exportations ont continué à reculer (— 24,6 % en volume et — 24,7 % en valeur).

L'emploi, dans ce secteur, a progressé de 5,4 %, atteignant 5 586 unités. L'accroissement du nombre d'ouvriers (5,4 %) a été légèrement supérieur à celui du nombre d'employés (+ 4,8 %).

L'année 1974 a également été favorable pour l'industrie de la céramique, dont la production a augmenté de 6,3 %. Cette croissance provient toutefois moins des branches fournissant des produits à l'industrie de la construction, puisque la progression a été relativement réduite pour les dalles, les tuiles, et la céramique de construction, exception faite pour les dalles d'usine. Le taux d'accroissement des importations (22,4 % en volume et 41,1 % en valeur) a toutefois excédé celui des exportations (4,9 % et 11,8 %).

Pour l'industrie du verre, l'année 1974 a été défavorable. Au cours du premier trimestre, l'indice, corrigé pour la composition du mois, a encore progressé de 5,2 %. Au deuxième trimestre toutefois, on a enregistré une régression de 2,5 %, qui est passée à respectivement 5,8 % et 8,8 % pendant les deux derniers trimestres de l'année. Pour l'année entière, la réduction de la production s'est élevée à 3,0 %.

Cette diminution est due principalement à la régression de la production du verre plat qui a accusé, à partir du premier semestre, une régression de 6,8 % et de 14,3 %, au cours du second semestre. La production de verre creux s'est également affaiblie au cours du second semestre, les taux d'accroissement se chiffrant à respectivement 16,8 % et 3,4 % au cours des deux semestres.

La cause des difficultés dans l'industrie du verre plat réside, d'une part, dans le recul notable de l'assemblage automobile intérieur et extérieur au

Pays et, d'autre part, dans la réduction des exportations de verre destiné à l'industrie de la construction, en raison de la crise dans ce secteur chez les partenaires commerciaux les plus importants. Les exportations ont en effet reculé de 6,9 % en volume, celles de verre de glace non travaillé ayant diminué de 15,7 %. En 1974, les exportations de verre creux, par contre, ont augmenté de 6,0 % en volume et de 3,5 % en valeur.

L'emploi dans l'industrie du verre a régressé de 2,1 % atteignant 24 486 unités. La réduction s'est chiffrée à 4,7 % pour les employés et à 1,4 % seulement pour les ouvriers.

La production de l'industrie de la chaux a augmenté, en 1974, de 8,4 %; ce sont principalement les dolomies et les agglomérés de plâtre qui ont contribué à cette progression.

★

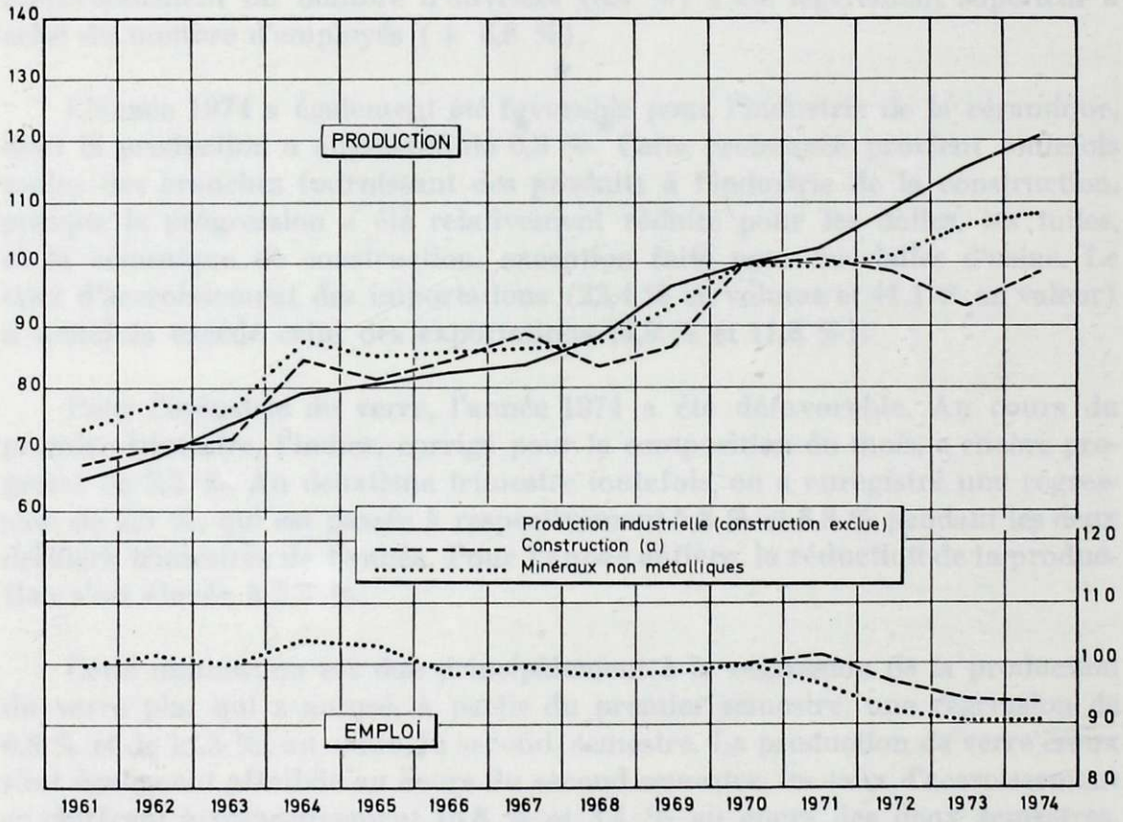
★ ★

Production de ciment
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production
1963	4 709,4
1964	5 846,1
1965	5 904,9
1966	5 794,4
1967	5 820,3
1968	5 740,3
1969	6 269,4
1970	6 729,5
1971	6 931,2
1972	7 093,1
1973	7 042,7
1974	7 466,7

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques
Production et emploi
(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Pour l'emploi : entreprises occupant 20 ouvriers ou plus en ce qui concerne les gros-œuvre (génie civil, travaux routiers et travaux de bâtiment) et 10 ouvriers ou plus pour le parachèvement. L'indice de l'emploi n'est disponible qu'à partir de 1970.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Briques ord. tout format	10^6pi.	1 367,4	1 298,7	1 228,3	1 052,7	872,9	893,6	882,9
Briques de parement .	10^6pi.	245,9	284,7	309,1	321,2	346,4	424,0	445,4
Tuyaux de drainage .	10^3t	38,0	33,1	35,1	35,6	35,1	28,7	30,3
Protège-câbles	10^3t							
Briques creuses pour hourdis	10^3t	134,0	132,3	134,3	110,4	111,7	122,1	144,3
Autres briques creuses	10^3t	844,8	990,5	1 154,3	1 057,4	1 134,1	1 552,8	1 584,7

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Chaux	10^3t	2 500,9	2 629,7	2 518,6	2 653,2	2 874,0	3 097,0	3 232,2
Calcaire.....	10^3t	14 903,1	17 882,7	21 426,8	25 003,7	24 374,9	23 937,4	23 777,4
Dolomies :								
crues	10^3t	1 151,5	1 351,5	1 503,4	1 583,2	1 788,4	2 191,5	2588,4
frittées	10^3t	371,3	388,4	372,4	351,2	348,9	321,6	330,4
Plâtre	10^3t	81,4	79,0	88,0	96,4	106,0	114,0	102,2
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	9 116,3	9 928,0	11 148,5	14 505,2	14 229,5	19 469,5	22 325,3
Carbonates naturels.....	10^3t	744,2	687,8	446,0	456,6	432,9	398,7	359,1

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

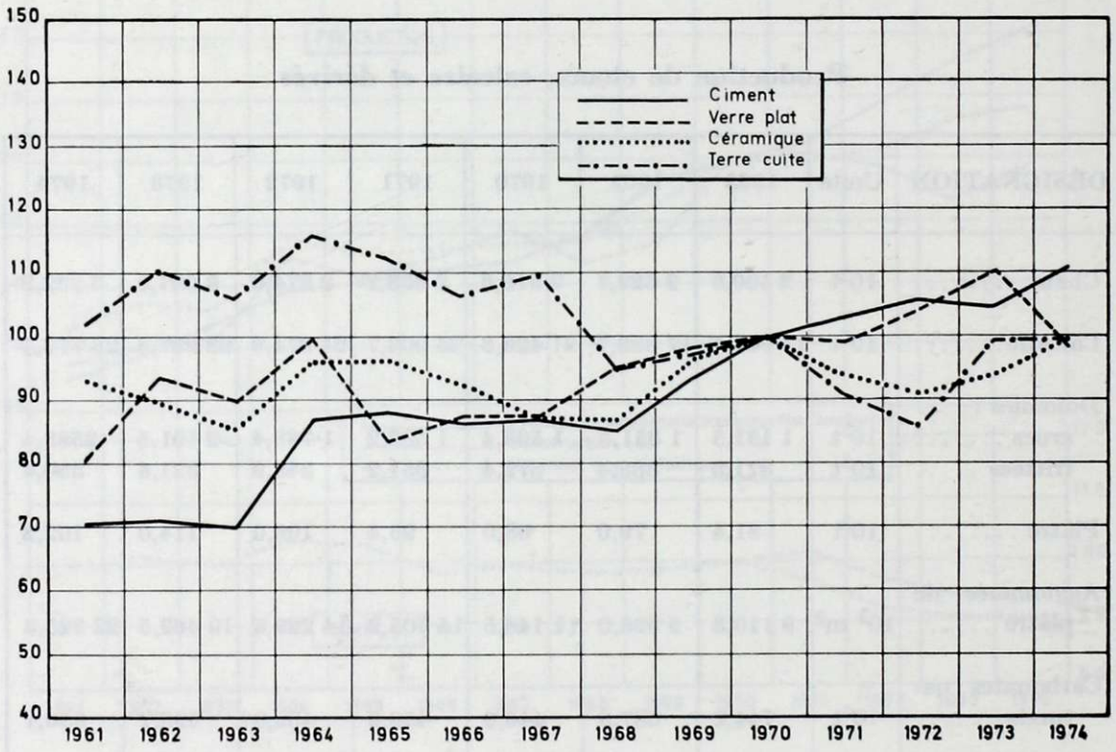
DÉSIGNATION	Unité	1972	1973	1974
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	8 220	8 479	10 436
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m²	1 267 177	1 347 544	1 353 442
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	211 249	212 634	222 200
Dalles d'usines	t	4 092	3 655	4 413
Tuiles et accessoires	t	56 868	66 159	65 934
Meules abrasives	t	1 388	1 269	1 590
Céramique architecturale	t	30 603	33 984	34 449
Poterie	t	28 407	28 592	31 466
Argiles	t	296 145	407 944	239 514
Quartz et quartzites	t	506 035	433 997	440 295
Silex (broyé et pavé)	t	10 302	5 380	5 757

Source : Institut National de Statistique.

Matériaux de construction

Production

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Pierre de taille et de construction	574	597	655	778	1 075	409	389	417	444	479
Sable, gravier, autres pierres	801	1 035	1 184	1 115	1 413	1 302	1 345	1 423	1 649	1 980
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	299	345	378	396	491	441	497	539	618	714
Argiles et autres minéraux réfractaires	695	668	727	854	1 183	330	368	436	459	621
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	177	150	165	240	320	236	247	299	321	517
Autres minéraux bruts similaires	1004	1 338	1 313	1 691	1 897	256	218	288	367	444
Ciment	77	113	129	125	207	1 001	1 165	1 189	1 334	1 656
Ouvrages en amiante-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique	205	226	267	306	443	1 482	1 638	1 920	2 305	2 551
Briques et autres matériaux de construction réfractaires	894	1 053	904	1 147	2 174	359	410	595	502	626
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	895	1 105	1 334	1 879	2 954	487	533	725	861	894
Verre	1 691	1 871	1 909	2 556	2 727	8 905	8 550	10 471	11 448	11 342
dont : verre à vitres non travaillé	(171)	(204)	(204)	(211)	(211)	(2 471)	(1 993)	(2 304)	(2 787)	(2 838)
verre à glace non travaillé	(85)	(70)	(96)	(206)	(247)	(1 665)	(1 641)	(1 986)	(1 971)	(1 865)
verres travaillés et spéciaux	(1 088)	(1 298)	(1 280)	(1 797)	(1 884)	(4 478)	(4 638)	(5 923)	(6 465)	(6 443)
Verrerie	1 288	1 436	1 737	1845	2 173	2 704	2 848	2 798	3 081	3 190
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(389)	(467)	(580)	(709)	(913)	(1 385)	(1 413)	(1 387)	(1 683)	(2 140)
Articles en matières céramiques	836	1 069	1 188	1 466	2 004	482	584	687	854	955
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	1 539	1 828	2 135	2 533	3 575	1 877	2 145	2 451	3 077	3 524

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.11 + 273.12 + 273.13 + 661.31 + 661.32 + 661.33; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.21 + 273.22 + 661.1; argiles... : C.T.C.I. 276.21 + 276.22 + 276.23 + 276.24; scories... : C.T.C.I. 276.62 + 276.68 + 276.69; autres minéraux... : C.T.C.I. 275.22 + 276.1 + 276.4 + 276.51 + 276.52 + 276.53 + 276.54 + 276.91 + 276.92 + 276.93 + 276.94 + 276.95 + 276.97 + 276.99; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amiante... : C.T.C.I. 661.81 + 661.82 + 661.83; briques et autres... : C.T.C.I. 662.31 + 662.32 + 662.33; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.41 + 662.42 + 662.43 + 662.44 + 662.45; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.91 + 664.92 + 664.93 + 664.94; verrerie : C.T.C.I. 651.8 + 653.8 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.11 + 665.12; articles en... : C.T.C.I. 663.91 + 663.92 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.91 — 663.92. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Pierre de taille et de construction	184 959	170 512	236 048	237 225	264 262	1 551 191	1 275 243	975 933	1 114 412	1 142 742
Sable, gravier, autres pierres	13 796 523	11 798 477	15 380 436	13 889 575	14 479 325	9 791 665	10 136 650	10 557 736	11 826 840	12 976 529
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite.	879 154	875 878	874 249	852 868	955 862	1 263 395	1 214 472	1 239 239	1 292 792	1 344 898
Argiles et autres minéraux réfractaires	580 707	519 518	568 558	627 062	692 741	953 928	988 328	1 335 931	1 568 455	1 852 476
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	256 780	339 356	255 323	222 133	346 879	2 909 190	2 721 379	3 231 808	2 903 454	2 846 649
Autres minéraux bruts similaires	478 311	513 558	584 085	713 502	736 428	1 790 857	401 203	1 652 999	1 680 475	910 751
Ciment	50 564	84 105	98 614	78 499	150 319	1 625 556	1 694 406	1 586 499	1 652 458	1 593 111
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	43 288	43 413	54 199	61 471	72 838	247 199	263 011	286 102	344 685	339 800
Briques et autres matériaux de construction réfract.	133 333	144 246	122 587	155 762	227 361	89 988	91 645	120 513	102 130	99 458
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	226 862	227 061	262 221	340 043	497 785	145 384	160 375	255 837	236 467	178 411
Verre	136 866	142 343	151 596	185 225	147 994	640 635	584 193	689 209	701 328	653 626
dont : verre à vitres non travaillé	(18 846)	(19 515)	(20 978)	(20 193)	(20 394)	(273 026)	(212 568)	(249 273)	(270 991)	(252 280)
verre à glace non travaillé	(7 995)	(5 429)	(11 031)	(21 250)	(24 614)	(150 337)	(160 930)	(192 015)	(175 968)	(148 276)
verres travaillés et spéciaux	(34 178)	(40 876)	(43 290)	(57 946)	(55 252)	(197 742)	(195 541)	(238 655)	(246 002)	(235 704)
Verrerie	71 224	83 750	95 437	119 422	127 640	167 530	171 837	156 075	183 537	194 465
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(51 572)	(62 058)	(71 012)	(96 210)	(101 310)	(142 157)	(142 932)	(129 995)	(161 004)	(176 525)
Articles en matières céramiques	20 861	25 159	27 402	30 869	37 778	20 450	23 326	25 169	27 398	28 728
Autres articles en minéraux, n. d. a.	372 282	450 172	506 313	608 403	819 003	577 266	694 155	832 888	915 629	800 522

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique

§ 6. — INDUSTRIES DIVERSES

1. — *Industrie du papier et du carton.*

Dans l'industrie du papier et du carton, l'année 1974 a été caractérisée par une croissance quelque peu plus faible que pendant les années précédentes. Les produits finis ont connu, au niveau de la consommation, un ralentissement inhérent aux fluctuations conjoncturelles.

En 1974, la production totale du papier et du carton a dépassé de 3,2 % celle de l'année antérieure; l'augmentation en 1973 par rapport à 1972 s'était inscrite à 5,6 %. Une divergence d'évolution apparaît entre, d'une part, le papier journal, où on a noté en 1973 une avance de 4 % par rapport à 1972 et en 1974 une baisse de 6 %, le papier kraft, d'emballage, de parchemin et parcheminé présentant en 1974 un recul de 4,4 %, contre une progression de 25 % en 1973 et d'autre part, les autres branches où la production de 1974 accuse un accroissement. Pour le papier à écrire et d'impression, la production s'est accrue de 8,8 %; pour le carton, elle s'est établie à 4,3 % et pour le papier blanc, cellulosique et spécial à 1,8 %.

En matière de transformation du papier et du carton, on note une augmentation de production de 10 % en 1974 par rapport à 1973; l'année précédente, la croissance s'inscrivait à 10,3 %.

En ce qui concerne le commerce extérieur, les importations ont enregistré une croissance considérable en volume. Par sorte de produits, l'avance quantitative des importations s'est inscrite à 10,9 % pour les articles en papier et carton (notamment les emballages), à 6,8 % pour le papier et le carton et à 17,9 % pour le bois à pâte.

Le volume des exportations n'a augmenté que pour la pâte à papier et les déchets de papier (3,4 %), et pour les articles de papier et de carton (3,6 %); pour toutes les autres sortes, on constate une baisse des exportations qui a été prononcée pour le papier et le carton, (— 11 %) et le bois à pâte (— 7,5 %), alors qu'en 1973, une augmentation avait été constatée. L'année précédente, chacune de ces catégories avait enregistré une progression. Cette branche de l'industrie a été touchée, comme tant d'autres, par une augmentation des charges énergétiques et salariales. L'incertitude monétaire a d'autre part causé également quelques difficultés.

2. — *Industrie du cuir.*

L'activité dans l'industrie du cuir connaît une évolution défavorable pour tous les groupes de produits. Par rapport à 1973, le volume de production de cuir lourd, exprimé en tonnes, a, en 1974, baissé de 4 % tandis que 1973 avait été caractérisée par une légère hausse. La production de cuir léger qui s'élevait encore à 46,7 millions de pieds carrés en 1973, est retom-

bée à 44,8 millions en 1974, ce qui implique une baisse de 4 %. Par rapport à 1964, cela signifie un recul annuel continuel, soit une baisse totale de 15 %. Pour les chaussures également, la production a continué à diminuer. Cette année, 8 324 000 paires de chaussures ont été produites; en 1964, la production avait été du double environ; par rapport à 1973, la diminution s'inscrit à 5 %.

Pour les pantoufles, la dernière augmentation de production se situe en 1972 (3,5 %); actuellement, le nombre de paires de pantoufles produites s'élève à presque 5 millions, contre plus de 10 millions en 1964.

Par rapport à 1973, les exportations, en volume, se présentent comme suit : accroissement de 32 % pour les pelleteries brutes, de 30 % pour les cuirs et peaux préparés, de 20 % pour les chaussures entièrement ou principalement en cuir, une forte baisse de 16 % pour les fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées.

Les importations exprimées en volume n'ont reculé que pour les pelleteries brutes et ce de 19 %, pour les cuirs et peaux préparés de 7 % et pour les fourrures apprêtées de 5 %.

Les données de l'I.N.S. relatives à l'emploi indiquent, pour 1974, un recul par rapport à 1973. La fermeture de différentes entreprises dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle souligne la régression de cette branche.

L'approvisionnement en matières premières est rendu difficile, notamment en raison du fait que de plus en plus de pays, qui traditionnellement fournissaient des matières premières, organisent maintenant eux-mêmes une industrie de la chaussure, notamment le Brésil.

3. — *Industrie transformatrice du bois.*

La valeur des ventes facturées de l'industrie transformatrice du bois a augmenté de 15 % en 1974. Compte tenu de la forte hausse des prix, l'accroissement réel n'est pas aussi important. Pendant l'année précédente, la valeur des ventes a progressé de 28 %. L'avance de la production s'est produite non seulement dans les branches en expansion telles que les meubles (+ 18 %), les sièges (+ 11 %), les panneaux comprimés (+ 9,5 %), mais également dans bon nombre de branches traditionnelles, où un recul avait été décelé ces dernières années : menuiserie (+ 18 %), boissellerie (+ 18 %) vannerie (+ 22 %). Seule la production de panneaux blocs ou lamellés a régressé de 8,5 %.

Les données concernant le commerce extérieur font apparaître une évolution peu courante pour l'industrie transformatrice du bois. Un accroissement important en volume, des importations de meubles en bois (+ 23 %) et ouvrages en bois (+ 26 %), contre une baisse en volume, des exportations de meubles en bois à raison de 1,2 % et des ouvrages en bois (— 15 %).

Le bois n'a pas échappé à la hausse de prix considérable sur le marché des matières premières; entre fin 1972 et mi-1974, les différentes sortes de bois ont renchéri de 100 à 120 %, le chêne allant même jusqu'à 200 %. Ces derniers mois, une baisse de prix des matières premières s'est à nouveau dessinée.

Les sous-secteurs couvrant l'industrie transformatrice du bois accusent de grandes divergences, tant en ce qui concerne leur importance, leur développement ou leur structure.

4. — *Industrie du tabac.*

Le traitement du tabac, qui de 1965 à 1971 a oscillé sans grands changements autour d'une moyenne de 31 200 t par an, a progressé de nouveau de 4 % en 1974 par rapport à 1973. L'accroissement total s'est réalisé sous l'influence de l'augmentation de la production de cigarillos (+ 11 %) et de cigarettes (+ 7%). La production de tabac à fumer continue à décroître (— 5,3 %), ainsi que la production beaucoup plus réduite de tabac à priser et à mâcher (— 30 %).

Le volume des exportations a monté pour les différentes sortes de production et n'a baissé que pour le tabac brut (— 16,5 %); pour les importations, exprimées en volume, il n'y a lieu de noter qu'une très légère baisse (— 1 %) pour les cigarillos.

5. — *Industrie diamantaire.*

Pour cette branche, qui occupe une place importante dans les exportations belges, la situation sur le marché monétaire a joué un rôle important. L'industriel s'approvisionne dix fois par an, par l'intermédiaire des envois à vue de la Diamond Trading Cy, de sorte que le resserrement sur le marché monétaire constitue un obstacle au financement du diamant brut.

Le marché belge demeure sain, la production étant régulière et la demande satisfaisante, 99 % de la production belge est destinée à l'exportation; tant les importations que les exportations de diamant brut ont baissé de respectivement 8 et 11 %; dans le cas du diamant de joaillerie taillé, seules les importations ont progressé de 17 %.

★

★ ★

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

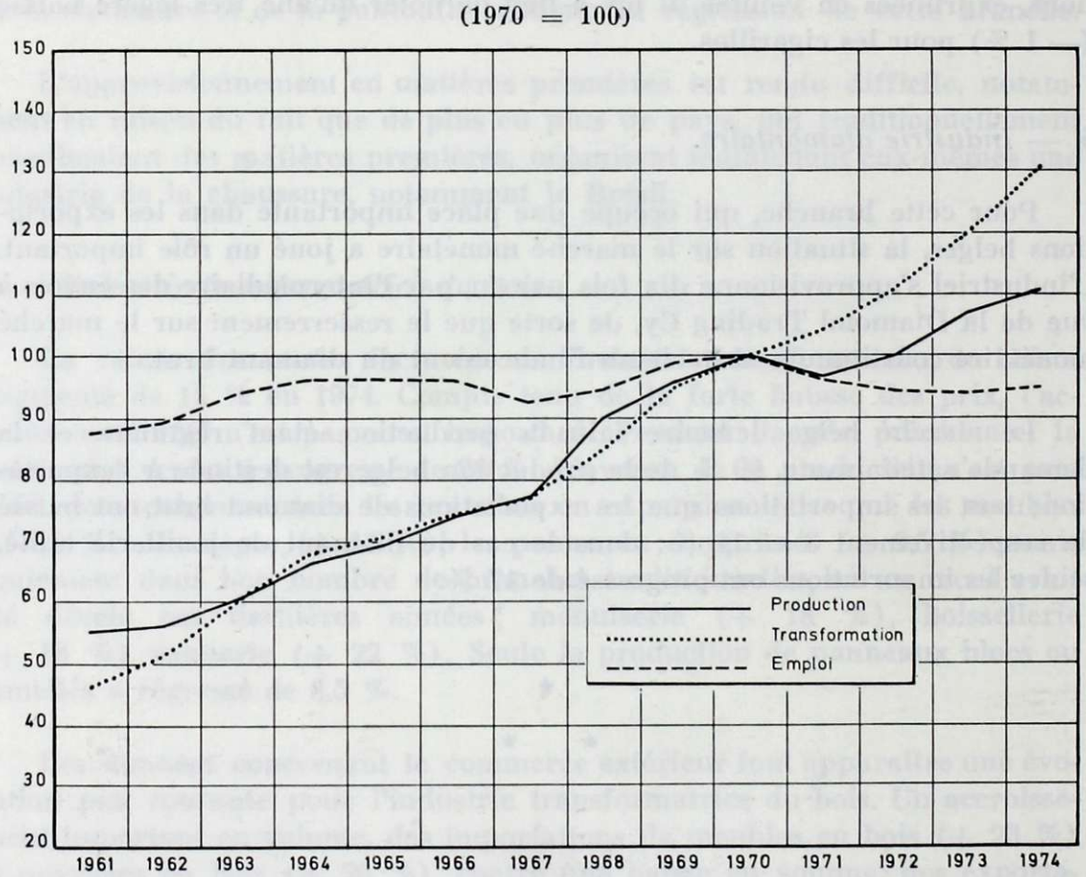
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974
Production :					
Papier journal	95,0	112,6	92,9	96,9	91,1
Papier d'écriture et d'impression (a)	319,2	311,7	340,4	378,3	411,5
Papier kraft, d'emballage, papier parchemin et parcheminé (a)	134,2	123,2	129,2	161,6	154,5
Autres papiers (a, b)	105,9	118,7	114,9	104,0	105,9
Carton	115,6	102,6	107,2	87,9	91,7
Total...	**769,9**	**768,8**	**784,7**	**828,6**	**854,8**
Transformation :					
Par les producteurs	128,1	130,3	137,4	150,4	168,4
Par les industries transformatrices	528,3	544,5	578,0	638,4	698,8
dont : Emballages	(330,4)	(344,6)	(379,9)	(427,1)	(453,7)
Papiers et cartons imprégnés	(186,2)	(179,5)	(177,7)	(200,8)	(244,2)
Total...	**656,5**	**674,8**	**715,4**	**788,8**	**867,2**

(a) Y compris le carton à partir de janvier 1973.
(b) La rubrique « autres papiers » comprend le papier blanc à autre usage que le papier d'écriture et d'impression, le papier cellulose et les papiers spéciaux.

Production, transformation et emploi

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de l'industrie du papier

DÉSIGNATION (a)	Importation					Exportation				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pâte	712	750	685	890	1 443	14	16	11	15	17
Pâte à papier et déchets de papier	3 179	3 308	3 018	3 500	5 494	1 201	1 205	1 407	1 988	3 231
Papier et carton	7 759	8 845	9 896	12 496	18 789	7 892	7 955	9 134	10 934	12 378
dont : papier journal	(841)	(831)	(830)	(925)	(1 698)	(193)	(217)	(186)	(211)	(269)
papier et carton kraft	(1 443)	(1 713)	(1 935)	(2 279)	(3 574)	(252)	(266)	(342)	(472)	(708)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(1 579)	(1 667)	(1 770)	(2 466)	(3 861)	(1 138)	(1 164)	(1 350)	(1 434)	(2 204)
Produits de papier et de carton	2 876	3 243	3 472	4 172	5 843	1 972	2 737	3 035	3 661	4 851
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(1 155)	(1 240)	(1 313)	(1 646)	(2 307)	(481)	(616)	(790)	(990)	(1 356)
Imprimés	3 486	4 647	5 231	6 130	7 285	3 587	3 942	4 415	5 429	6 706
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois à pâte	728 827	794 594	720 343	971 410	1 144 842	10 545	9 347	7 124	10 705	9 907
Pâte à papier et déchets de papier	425 322	406 343	415 402	481 040	495 895	265 133	262 968	342 591	418 187	432 400
Papier et carton	676 564	741 646	834 790	971 337	1 036 993	434 293	440 412	509 358	538 933	478 756
dont : papier journal	(110 258)	(106 790)	(109 377)	(114 094)	(146 174)	(25 528)	(28 691)	(26 549)	(26 913)	(21 445)
papier et carton kraft	(143 926)	(169 471)	(198 221)	(218 430)	(229 132)	(19 754)	(20 138)	(27 766)	(38 969)	(35 458)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(133 101)	(132 415)	(139 184)	(176 041)	(183 382)	(115 651)	(112 983)	(137 627)	(130 959)	(123 368)
Produits de papier et de carton	105 996	118 759	120 015	141 093	156 480	72 117	88 034	102 847	121 700	126 114
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(53 943)	(54 859)	(53 962)	(64 362)	(70 343)	(24 471)	(29 125)	(41 424)	(51 486)	(49 651)
Imprimés	63 456	63 572	70 035	86 801	80 715	67 252	73 649	79 693	96 130	93 867

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Bois à pâte : C.T.C.I. 242.1; pâte à papier et... : C.T.C.I. 251; papier et carton : C.T.C.I. 641 — 641.6; papier-journal : C.T.C.I. 641.1; papier et carton Kraft : C.T.C.I. 641.3; papier l'impression... : C.T.C.I. 641.21; produits de papier : C.T.C.I. 642; sacs, boîtes... : C.T.C.I. 642.11 + 642.12; imprimés : C.T.C.I. 892. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Meubles	32 075	32 132	31 907	33 822	33 268	10 113	10 951	13 475	17 533	20 754
Sièges	10 441	10 865	11 288	12 784	12 019	3 613	4 349	5 275	6 944	7 735
Menuiserie	6 558	5 927	5 494	5 716	5 440	2 588	2 242	2 650	3 309	3 925
Boissellerie	4 203	3 694	3 564	3 964	3 865	1 081	1 109	1 223	1 608	1 901
Cadres, moulures, raboteries	1 895	1 789	1 817	1 845	1 618	516	558	611	741	861
Liège	63	63	58	76	59	25	27	29	66	68
Saboterie	30					4				
Vannerie et rotin	255	221	198	189	160	82	87	94	105	128
Brosserie	951	926	794	758	737	367	390	378	432	504
Caisserie et tonnellerie	2 185	2 020	1 871	1 822	1 862	717	716	760	945	1 347
Parquets	255	204	164	136	125	100	76	66	78	85
Contre plaqué	1 808	1 544	1 288	1 297	1 158	606	648	647	792	832
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	518	533	544	744	572	253	308	339	560	512
Panneaux comprimés	4 605	4 833	4 820	4 996	4 668	3 834	4 554	5 244	6 387	6 994
Total ...	65 843	64 751	63 807	68 149	65 550	23 898	26 015	30 792	39 500	45 646

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Sources : Institut National de Statistique.

ainsi que leurs produits finis

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)....	1 008	1 174	1 343	2 126	2 450	637	615	624	711	787
Bois façonnés ou simplement travaillés	3 425	2 779	3 920	6 264	7 536	483	478	673	795	677
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	1 275	1 585	1 858	2 559	3 089	2 580	3 176	3 813	4 856	6 082
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	811	959	1 130	1 654	2 379	631	711	879	1 228	1 283
Liège brut et déchets	6	7	7	6	10	—	—	—	1	—
Articles manufacturés en liège	102	97	95	119	166	5	5	6	6	8
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	108	111	92	118	161	78	111	93	117	133
Articles de vannerie et de brosserie	358	471	533	608	788	147	196	223	266	288
Meubles en bois, en bambou ou produits similaires	1 724	2 438	2 987	4 334	6 053	4 538	6 835	8 770	10 867	12 057
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b).....	543 678	638 378	699 383	847 310	840 962	320 741	327 184	315 440	303 763	288 737
Bois façonnés ou simplement travaillés	694 361	528 636	748 947	901 132	813 564	77 201	78 803	106 280	99 106	70 523
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	109 939	123 181	248 078	303 450	302 278	407 776	517 309	619 223	750 114	709 314
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	40 059	43 316	51 070	66 750	84 150	25 252	31 366	35 803	46 543	39 501
Liège brut et déchets	666	614	574	426	418	3	8	8	6	3
Articles manufacturés en liège	3 240	2 563	2 345	2 377	2 419	107	80	72	79	94
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	5 544	4 073	4 624	6 203	5 845	3 807	4 848	3 849	4 794	4 970
Articles de vannerie et de brosserie	6 450	6 158	5 473	6 218	6 852	2 645	3 271	10 846	11 313	10 465
Meubles en bois, en bambou et produits similaires .	27 755	44 545	53 640	69 966	86 121	54 923	92 972	113 158	131 629	130 114

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Bois ronds... : C.T.C.I. 242 — 242.1; bois façonnés... : C.T.C.I. 243; bois de placage... : C.T.C.I. 631 + T.D. 4809.00 + 4809.10 articles... : C.T.C.I. 632 + T.D. 4413.00 + 6403.00 + 6403.10; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés... : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93; articles de vannerie... : C.T.C.I. 657.8 + 841.52 + 899.21 + 899.22 + 899.23 + 899.24 + 899.25 + 899.26 + 899.27 + T.D. 4202.81; meubles en bois... : T.D. 9401.43 + 9401.45 + 9401.55 + 9401.60 + 9401.70 + 9401.80 + 9403.40 + 9403.45 + 9403.50 + 9403.55 + 9403.60 + 9403.62 + 9403.64 + 9403.66 + 9403.68 + 9403.70 + 9403.75. — Données correspondantes pour les années antérieures.
(b) Sauf bois à pâtes.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts	2 144	2 233	2 405	2 625	3 039	97	76	137	203	195
Cigares	221	262	296	297	377	682	560	827	1 313	1 419
Cigarillos	111	259	317	401	332	206	300	483	823	941
Cigarettes	380	354	394	406	499	590	711	652	1 017	1 562
Tabacs à fumer	83	138	167	171	194	51	48	158	100	150
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	69	53	56	56	76	4	3	3	8	3
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts	32 722	33 368	34 891	37 965	39 889	2 836	1 763	2 449	3 425	2 864
Cigares	579	787	1 179	1 195	1 543	2 304	2 250	2 534	2 666	3 064
Cigarillos	286	1 222	1 382	1 302	1 291	654	1 002	1 275	1 509	1 702
Cigarettes	2 399	2 004	2 377	2 659	2 709	3 363	3 898	3 478	5 493	8 550
Tabacs à fumer	1 008	1 670	2 070	2 187	2 111	476	430	1 322	926	1 381
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	882	640	827	837	1 219	198	676	74	58	106

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1974.* — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T.D 2402.10; cigarillos : T.D. 2402.20; cigarettes : C.T.C.I. 122.2; tabacs à fumer : T.D. 2402.40 + 2402.50; autres produits... : T.D. 2402.70 +2402.80 + 2402.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Cigares	2 094	2 020	2 025	2 165	3 377	4 647	4 519
Cigarillos	2 550	2 597	2 500	2 811	3 458	3 784	4 199
Cigarettes	19 134	19 250	21 776	20 812	22 525	24 680	26 514
Tabac à fumer	7 852	6 512	5 754	5 382	5 289	5 102	4 831
Autres tabacs.....	51	57	53	49	40	37	26
Total ...	**31 681**	**30 436**	**32 109**	**31 219**	**34 690**	**38 249**	**40 090**

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de diamants (a)

Moyennes mensuelles

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1966	713,6	307,2	180,2	920,5
1967	642,8	290,6	222,8	920,8
1968	920,4	425,6	324,0	1 058,2
1969	1 102,9	640,4	342,6	1 104,6
1970	829,0	683,2	396,0	1 208,3
1971	981,9	390,0	434,0	1 207,9
1972	1 236,0	466,7	565,6	1 471,5
1973	1 773,3	768,5	690,0	1 859,1
1974	1 617,2	903,5	613,1	1 876,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Office Central des Contingents et Licences (Anvers).

(a) A l'exclusion du trafic de consignation.
Seules figurent dans le tableau ci-dessus les importations et exportations qui ont donné lieu à une transaction financière réelle.

SECTION IV

APPROVISIONNEMENT EN EAU

1. — *Approvisionnement en eau potable.*

En 1974, l'indice de la distribution d'eau établi par l'I.N.S. n'a progressé que de 2,9 %, contre 6,4 % en 1973.

Les chiffres absolus relatifs à la production d'eau potable n'étaient pas encore disponibles au moment de la rédaction de cet aperçu.

Des efforts importants ont cependant été fournis dans le domaine de l'expansion de la capacité de production. Ainsi, une première unité de l'installation d'épuration d'eau de surface de la Meuse a été mise en service à Taifer, en vue d'approvisionner l'agglomération bruxelloise. La capacité prévue de l'installation s'élève à 260 000 m^3 par jour ou près de 94 millions de m^3 par an, ce qui revient à près de 3/4 de la production globale d'eau de surface en 1973.

En raison d'objections d'ordre écologique, il y a toutefois beaucoup de contestations au sujet des lacs de barrage envisagés sur un certain nombre de cours d'eau en Wallonie.

En ce qui concerne la lutte contre la pollution, presque aucun nouveau projet n'a été mis en chantier en 1974. Seules, quelques installations commencées en 1973, ont été mises en service en 1974. Bon nombre de projets sont cependant toujours à l'étude et ils constitueront la base des efforts à fournir pendant les années à venir; plusieurs projets importants approchent la phase d'un début de réalisation.

2. — *Utilisation d'eau dans l'industrie.*

Les données concernant la consommation et l'utilisation d'eau dans l'industrie en 1973 et 1974 ne sont pas encore disposibles.

En 1972, l'utilisation d'eau dans l'industrie s'est accrue de 14,3 %. La plus grande partie de cet accroissement était toutefois due à l'augmentation de 21,2 % de l'utilisation d'eau dans les centrales hydrauliques. Dans l'industrie au sens strict du terme, l'acrroisement ne s'est chiffré qu'à 5,7 %.

La majeure partie de la progression de la consommation des utilisateurs les plus importants a été enregistré dans l'industrie chimique (+ 20,2 %). Pour l'industrie sidérurgique et les raffineries de pétrole, elle a atteint respec-

tivement 5,2 % et 3,2 %, tandis que l'utilisation dans les centrales électriques s'est accrue de 5,0 %.

La consommation, c'est-à-dire la partie de l'eau non reversée, n'a augmenté que de 2,8 %.

La majeure partie de l'eau utilisée, à savoir 98,4 %, provient des rivières et canaux et 96,1 % de l'eau reversée a été réévacuée dans les mêmes eaux de surface.

* * *

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie (a)

(en 1 000 m³)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1971			1972		
	Utilisation (1)	Eau rejetée (2)	Consommation (1) — (2) (3)	Utilisation (4)	Eau rejetée (5)	Consommation (4) — (5) (6)
Mines de houille	159 508	152 774	6 734	162 525	155 674	6 851
Carrières et industries connexes	43 464	42 257	1 207	43 596	42 485	1 111
Industries alimentaires (y compris la fabrication de la margarine, des huiles et des boissons)	137 530	120 459	17 071	141 735	124 394	17 341
Industrie de la préparation du lin et de la laine, fabrication de fibres artificielles et synthétiques, achèvement (à façon et pour compte propre)	52 723	48 013	4 710	50 823	46 422	4 401
Industrie du bois	2 466	1 837	629	2 119	1 337	782
Industrie du papier (établissements producteurs)	115 240	106 816	8 424	95 202	85 847	9 355
Tanneries	4 673	4 381	292	4 271	3 963	308
Industrie chimique	751 058	704 545	46 513	902 486	855 000	47 486
Industrie du caoutchouc	8 673	7 909	764	10 750	10 039	711
Raffineries de pétrole	339 913	338 410	1 503	350 695	349 008	1 687
Cokeries	76 366	66 488	9 878	67 035	60 346	6 689
Industrie de la terre cuite	2 477	1 406	1 071	2 301	1 245	1 056
Industrie du verre (établissements producteurs)	18 580	16 496	2 084	17 265	15 820	1 445
Industrie de la céramique	908	652	256	879	548	331
Industrie du ciment (y compris agglomérés de ciment)	20 122	14 566	5 556	22 046	16 212	5 834
Industrie sidérurgique	1 104 482	1 046 052	58 430	1 162 364	1 100 796	61 568
Industrie des métaux non ferreux	123 931	106 547	17 384	127 043	109 874	17 169
Industrie des fabrications métalliques	73 428	68 236	5 192	74 045	69 877	4 168
Centrales électriques thermiques	3 913 745	3 899 384	14 361	4 109 848	4 090 519	19 329
Total...	**6 949 287**	**6 747 228**	**202 059**	**7 347 028**	**7 139 406**	**207 622**
Centrales électriques hydrauliques	8 533 185	8 533 185	—	**10 345 861**	**10 345 861**	—
Total général...	**15 482 472**	**15 280 413**	**202 059**	**17 692 889**	**17 485 267**	**207 622**

(a) Estimations fournies par les établissements occupant 5 ouvriers ou plus, sauf pour les secteurs suivants : industries alimentaires, industries des métaux non-ferreux et du bois, cimenteries, raffineries de pétrole (20 ouvriers ou plus) et fabrications métalliques (100 ouvriers et plus). Les données relatives à 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

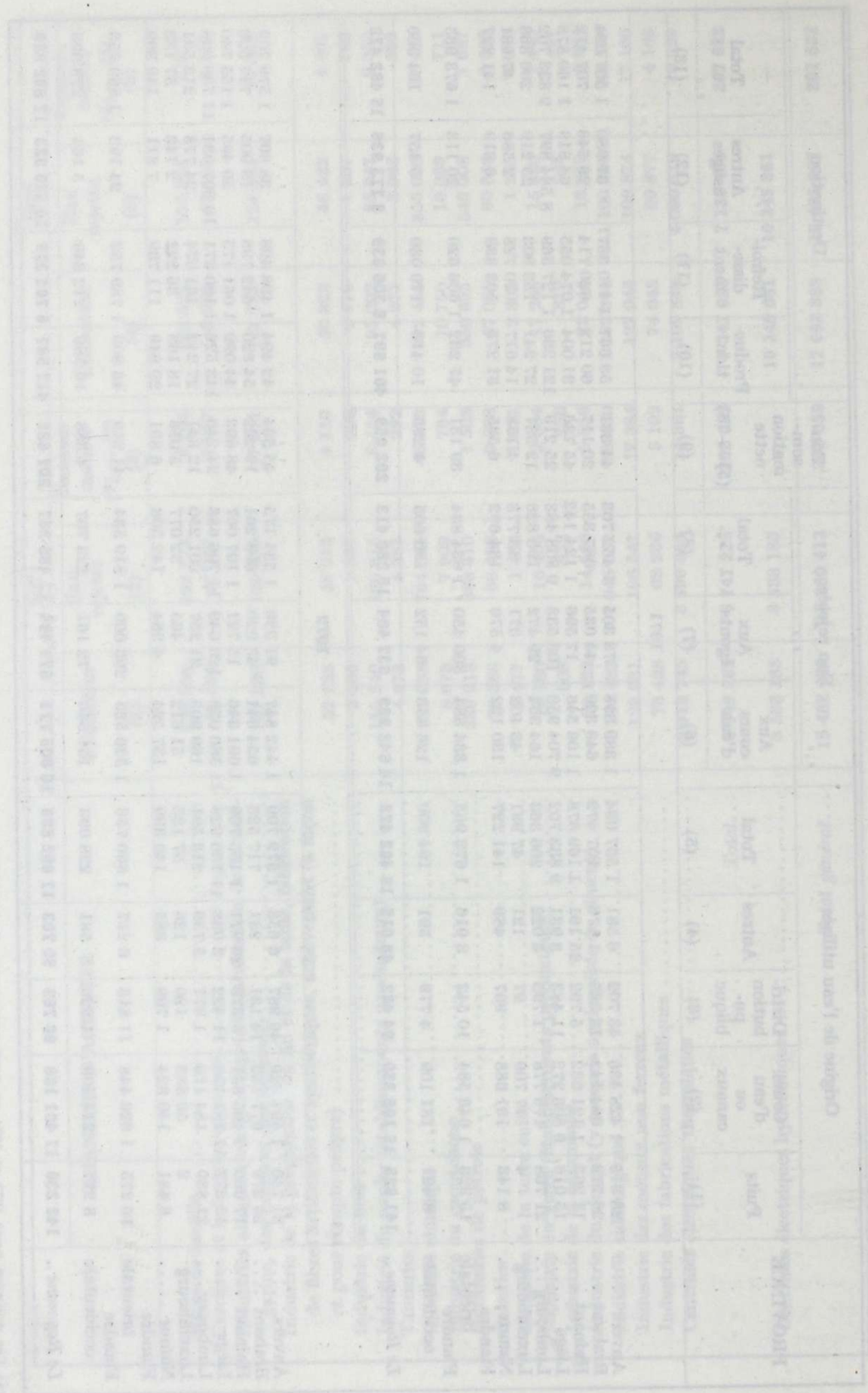
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine (a)

(en 1 000 m³)

PROVINCE	Origine de l'eau utilisée					Eau rejetée			Consommation nette	Destination			
	Puits	Cours d'eau ou canaux	Distribution publique	Autres	Total	Aux cours d'eau	Aux égouts	Total	(5) — (8)	Production	Refroidissement	Autres usages	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
	1971												
Anvers	28 315	1 428 436	43 702	6 581	1 507 034	1 389 398	73 305	1 462 703	44 331	58 667	1 410 387	37 980	1 507 034
Brabant	26 772	664 142	15 385	1 173	707 472	643 320	44 035	687 355	20 117	60 212	620 714	26 546	707 472
Hainaut	17 263	1 121 632	5 792	25 191	1 169 878	1 106 546	17 596	1 124 142	45 736	31 004	1 074 055	64 819	1 169 878
Liège	15 016	9 803 272	11 483	3 931	9 833 702	9 704 950	103 533	9 808 483	25 219	121 236	1 127 569	8 584 897	9 833 702
Limbourg ...	21 768	176 778	1 795	6 022	206 363	164 354	29 472	193 826	12 537	27 241	153 903	25 219	206 363
Luxembourg	4	47 709	97	121	47 931	43 402	371	43 773	4 158	14 617	30 728	2 586	47 931
Namur	8 143	131 688	907	489	141 227	130 122	4 570	134 692	6 535	31 275	103 633	6 319	141 227
Flandre orientale	15 923	1 643 584	10 542	3 916	1 673 965	1 334 384	300 450	1 634 834	39 131	47 232	1 606 620	20 113	1 673 965
Flandre occidentale	8 421	181 109	4 779	591	194 900	126 453	64 152	190 605	4 295	10 413	179 030	5 457	194 900
Le Royaume ..	**141 625**	**15 198 350**	**94 482**	**48 015**	**15 482 472**	**14 642 929**	**637 484**	**15 280 413**	**202 059**	**401 897**	**6 306 639**	**8 773 936**	**15 482 472**
	1972												
Anvers	31 740	1 494 329	46 987	6 653	1 579 709	1 442 847	91 328	1 534 175	45 534	42 494	1 498 408	38 807	1 579 709
Brabant	25 279	677 132	14 131	981	717 523	654 341	43 920	698 261	19 262	54 820	642 798	19 905	717 523
Hainaut	17 060	1 105 851	5 878	26 971	1 155 760	1 091 346	15 721	1 107 067	48 693	44 090	1 061 175	50 495	1 155 760
Liège	15 277	11 701 196	11 422	3 033	11 730 928	11 580 039	126 649	11 706 688	24 240	143 526	1 190 371	10 397 031	11 730 928
Limbourg ...	21 839	184 116	1 877	5 759	213 591	169 993	31 257	201 250	12 341	27 242	161 574	24 775	213 591
Luxembourg	2	56 883	120	128	57 133	51 612	465	52 077	5 056	18 168	36 222	2 743	57 133
Namur	6 481	140 824	1 709	385	149 399	137 524	4 984	142 508	6 891	29 849	111 739	7 811	149 399
Flandre orientale	16 275	1 826 448	11 813	6 217	1 860 753	1 526 525	293 009	1 819 534	41 219	46 809	1 789 752	24 192	1 860 753
Flandre occidentale	8 277	214 409	4 826	581	228 093	151 546	72 161	223 707	4 386	10 589	212 340	5 164	228 093
Le Royaume ..	**142 230**	**17 401 188**	**98 763**	**50 703**	**17 692 889**	**16 805 773**	**679 494**	**17 485 267**	**207 622**	**417 587**	**6 704 379**	**10 570 923**	**17 692 889**

(a) Les données pour 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.



CHAPITRE III

TRANSPORTS

En dépit de la régression conjoncturelle sur le plan national et international, *le trafic par chemin de fer* a suivi une évolution favorable, tant pour le transport des voyageurs que pour celui des marchandises.

Pendant le premier semestre, le trafic des marchandises par chemin de fer s'est accru notablement, sous l'influence de la demande très soutenue qui est demeurée à un niveau élevé, notamment par les achats spéculatifs. Cette évolution favorable est reflétée dans l'accroissement de 8,7 % du tonnage global transporté et de 11,8 % du nombre de tonnes kilomètres. Une telle progression n'avait plus été atteinte depuis la haute conjoncture de 1969.

Le tableau montrant la répartition du trafic suivant la nature des marchandises, fait apparaître qu'en 1974, les transports de toutes les marchandises présentent une avance par rapport à 1973. Les résultats les plus satisfaisants ont été observés pour les combustibles solides, les produits textiles et les huiles industrielles, le pétrole, la poix et le goudron; l'accroissement pour ces produits s'est chiffré, en effet, à environ 20,0 %.

Trois groupes de produits constituent toujours les trois quarts environ du transport de marchandises par chemin de fer : les combustibles solides, les minerais et les produits métallurgiques, qui contribuent pour 74,5 % (contre 72,9 % l'année précédente) au total des marchandises transportées par wagons complets. Cette évolution peut être mise en rapport avec l'activité élevée dans la sidérurgie.

En 1974, le transport de voyageurs, exprimé en voyageurs-kilomètres, a augmenté, par rapport à l'année précédente, de 186 millions ou 2,3 %, ce qui représente la progression la plus prononcée de la dernière décennie.

Le trafic avec billets et avec abonnements s'est accru de respectivement 5,4 % et 2,2 %; celui avec abonnements sociaux n'a reculé que de 0,3 %. Cette progression du nombre de voyageurs-kilomètres doit être attribuée principalement au fait qu'à partir d'avril 1974, les veuves, orphelins, pensionnés et handicapés (V.O.P.H.) ont pu bénéficier d'une réduction du tarif

pour le transport par rail (1) ; le nombre total de voyageurs n'a cependant pas progressé.

En 1974, le transport des voyageurs par la Société nationale des chemins de fer vicinaux, a continué à régresser. Il a marqué un recul de 2,8 millions d'unités ou 1,2 %, nonobstant la légère progression du transport par autobus.

Les statistiques peuvent dès lors faire apparaître qu'en 1974, la crise de l'énergie n'a guère abouti à une utilisation plus fréquente des transports publics, en ce qui concerne les voyageurs. En raison de sa grande disponibilité et de son confort, la voiture particulière est toujours préférée, nonobstant la hausse des coûts.

La S.N.C.B. vise néanmoins, par l'exécution d'un plan décennal, à augmenter la qualité du service ferroviaire. Ce plan, qui porte sur les années comprises entre 1970 et 1979, prévoit notamment l'augmentation de la fréquence, de la vitesse et du confort des trains, un trafic plus fluide, la suppression des passages à niveaux et la construction de nouvelles gares.

En 1974, l'évolution favorable des *ports de mer* belges s'est maintenue. Le ralentissement général de l'économie au cours du second semestre n'a guère exercé d'influence sur l'activité portuaire.

L'économie portuaire réagit d'ailleurs toujours avec un certain retard à l'égard d'une récession ou d'une reprise de l'économie.

Ainsi, par rapport à 1973, l'augmentation des débarquements au port d'Anvers est estimée à plus de un million de tonnes, ou 3,3 % ; les embarquements auraient progressé de 3 millions de tonnes environ ou 10,6 %. Le trafic global de marchandises atteindrait environ 80 millions de tonnes, ce qui représente une progression de 6,4 % par rapport à 1973.

A cet égard, il convient de mentionner la mise en service, à partir du 1er juillet 1971, de l'oléoduc Rotterdam-Anvers, ce qui a eu une incidence négative sur la quantité de pétrole acheminée par navire. La quantité de pétrole brut acheminée à Anvers par l'oléoduc est estimée en 1974 à près de 17 millions de tonnes, contre 21 millions de tonnes en 1973, ce qui revient à une diminution de près de 20 %. L'embargo pétrolier contre Rotterdam et la régression de la consommation pétrolière en Europe occidentale à la suite de la hausse des prix du pétrole, ont également diminué le transport par le R.A.P.L.

Le port d'Anvers continue à s'affirmer en ce qui concerne le transport par navires porte-containers. En 1974, 251 678 navires porte-containers chargés sont entrés au port d'Anvers, contre 214 794 en 1973 (progression de

(1) *Moniteur belge* du 6 avril 1974.

près de 17,1 %). Le tonnage global du transport par « container » s'est chiffré à 3 864 012 t, ce qui revient à une progression de 19,6 % par rapport à 1973 (3 228 794 t).

En vue d'obtenir une navigabilité meilleure et plus sûre sur l'Escaut et d'améliorer l'accès au port, l'on envisage l'élimination du méandre de Bath (une courbe brusque sur l'Escaut maritime). A la suite de cet aménagement et de la poursuite de dragage de l'Escaut maritime, le port serait accessible aux navires de 100 000 t en convois poussés.

Toutefois, ces travaux doivent être exécutés intégralement en territoire néerlandais; les négociations avec les Pays-Bas ont été poursuivies en 1974.

L'aménagement du canal Baalhoek, qui se situerait en grande partie en territoire néerlandais, est également discuté. La réalisation de ce projet aurait pour effet de donner accès au port à des navires de 125 000 t de convois poussées.

L'infrastructure de la navigation intérieure du port d'Anvers est également toujours l'objet d'améliorations. Les travaux de la nouvelle liaison Escaut-Rhin sont en cours et l'achèvement est prévu pour le second semestre de 1975. Le canal Albert aurait accès à cette liaison Escaut-Rhin par le canal pour convois poussés projeté Oelegem-Zandvliet.

Le port de Gand a également réalisé, en 1974, une progression dans le domaine du transport maritime et, ce nonobstant le rythme d'accroissement en volume plus faible du commerce international. La période où le port de Gand avait peu d'importance en raison de son infrastructure maritime médiocre semble appartenir définitivement au passé. Depuis 1968, alors que l'infrastructure pour 60 000 t était mise en service, on a observé chaque année une croissance du trafic par voie maritime. En 1974, cette tendance s'est poursuivie. Par rapport à 1973, l'augmentation des débarquements est estimée à près de 400 000 t, ou 3,9 %, tandis que les embarquements se sont stabilisés au niveau de l'année précédente.

Comme pour le port d'Anvers, l'aménagement du port de Gand pour les navires de 125 000 t de convois poussés est considérée comme réalisable. Ainsi, une grande partie de la flotte mondiale aurait accès au port.

On plaide, en outre, en faveur de l'aménagement des darses en vue de l'accueil de navires de 125 000 t et l'amélioration des liaisons avec l'hinterland, tant par les voies hydrauliques que par la route et le chemin de fer.

A l'effet de réaliser l'accueil du port aux « 125 000 t » et l'aménagement d'un nouveau canal à des navires d'un tel tonnage, on envisage l'établissement d'un plan portant sur plusieurs années.

On a également observé un accroissement général et considérable du trafic au port de Bruges-Zeebrugge. L'augmentation des débarquements est estimée à 100 millions de tonnes ou 1,2 %, tandis que les embarquements ont progressé de 400 millions de tonnes ou 34,7 %.

L'arrivage du pétrole brut constitue la partie principale du transport de marchandises dans le port, c'est la première fois depuis 1968 (qui marque la naissance du développement du port) que cet arrivage porte sur plus de 7 millions de tonnes. Ce résultat est influencé probablement par l'acheminement plus réduit de pétrole brut par le R.A.P.L. pendant l'année écoulée. L'utilisation de pétroliers de plus en plus grands a entraîné une légère diminution du nombre de bâteaux citernes. Le poids moyen par navire atteint toutefois déjà 93 923 t, contre 79 512 t en 1973.

Outre l'arrivage accru de pétrole brut et de produits raffinés, on a également observé une forte progression du trafic par carferry, de sorte que le port de Zeebrugge constitue de plus en plus une liaison entre le continent européen et la Grande-Bretagne.

Enfin, il convient de signaler la progression du transport par « container », tant pour les liaisons transatlantiques que pour le trafic côtier.

En ce qui concerne l'infrastructure portuaire, les travaux de dragages exécutés pour faciliter l'accès au port, ont été poursuivis en 1974. Les travaux à l'écluse de mer n'ont pas été repris en raison de problèmes multiples d'ordre technique, financier et administratif.

A la suite des difficultés techniques, aucune donnée de l'I.N.S. relative au transport de marchandises par la *navigation intérieure* en 1974 n'est disponible.

Afin de pouvoir se former une idée de l'activité de la bâtellerie belge, il a fallu avoir recours à d'autres sources, notamment au Service de la Navigation, qui gère les voies hydrauliques entre Anvers et Liège. Ces voies hydrauliques comprennent notamment le Canal Albert, qui prend à son compte plus d'un tier du transport de la navigation intérieure globale belge.

Les données en matière du trafic des bâteaux entre Liège et Anvers font apparaître une stabilisation du trafic sur ces voies et les autres voies hydrauliques depuis environ dix ans.

En 1974, on a observé, selon les données du Service de la Navigation, une légère progression par rapport à l'année précédente, qui est toutefois due probablement à la grève de la navigation intérieure pendant environ trois semaines en mai 1973. On prévoit une prolongation de cette évolution relativement favorable pour le réseau entier de la navigation intérieure, et ce nonobstant la récession.

Il convient de remarquer que la flotte intérieure continue à reculer en unités. En effet, le 31 décembre 1974 elle comptait 4 615 unités, soit un tonnage total de 2 482 171 t, ce qui représente, par rapport à 1973, une diminution de 228 unités quant au nombre de bâteaux et de 37 822 t quant au tonnage.

Les unités vétustes et de faible tonnage semblent être vendues ou démolies, de sorte que le processus d'assainissement de la flotte intérieure est poursuivi.

La motorisation de la flotte intérieure s'est poursuivie. Fin 1974, environ 93 % de la flotte était motorisé, contre 86 % en 1965. Il convient en outre de mentionner la percée des pousseurs. Le nombre d'unités de convois poussés est passé de 18 unités en 1965 à 59 unités en 1974.

La marine marchande belge comprenait le 31 décembre 1974, 93 bâteaux de 1 258 291 t (tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage) ce qui représente une progression, par rapport à l'année précédente, de 4 unités ou 166 307 t. Il y a lieu de remarquer que ces dernières années, le nombre de bâteaux de la marine marchande est demeuré inchangé, tandis que le tonnage s'est accru continuellement.

En ce qui concerne le *trafic routier,* l'accroissement du nombre de véhicules s'est poursuivie en 1974. Il convient toutefois de remarquer que les données se rapportent à la période août 1973-1974, soit une période pendant laquelle l'activité économique atteignait toujours un niveau élevé. Le parc des autobus et des camions s'est cependant stabilisé ou a diminué, notamment à la suite de la crise pétrolière.

Le *trafic aérien* de la Sabena, enfin, a connu, en 1974, une expansion continue. Le nombre de voyageurs-kilomètres a augmenté de 7,7 % et le nombre de tonnes-kilomètres de frêt de 19,5 %, contre respectivement 28,5 % et 2,5 % en 1973. Le coefficient de chargement a légèrement reculé. En effet, il est passé de 67,1 à 62,6.

★
★ ★

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1967	22 492	19 096	9 808	8 035	59 431	6 082
1968	22 350	20 772	11 134	9 018	63 274	6 675
1969	23 248	22 345	12 769	10 864	69 226	7 416
1970	21 757	24 176	13 722	11 516	71 171	7 816
1971 (a)	22 213	19 973	13 106	11 126	66 418	7 328
1972	23 258	21 335	13 638	11 102	69 333	7 490
1973	23 263	24 433	15 350	12 478	75 524	8 183
1974	23 221	26 460	16 371	16 040	82 092	9 146

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A partir du 1er janvier 1971, le trafic des produits pétroliers au départ des raffineries belges, antérieurement considéré comme de l'importation maritime, est repris dans le trafic au départ de gares belges, et ceci influence de manière sensible les chiffres des courants de trafic.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Produits agricoles et alimentaires ...	237	240	267	283	286	323	342
Combustibles solides	1 706	1 691	1 638	1 344	1 344	1 442	1 730
Minerais	2 000	2 200	2 282	2 062	2 050	2 386	2 700
Produits métallurgiques	1 341	1 552	1 794	1 852	2 015	2 134	2 380
Matériaux de construction et produits de carrières	626	688	701	618	593	582	593
Produits textiles	24	25	34	37	38	30	36
Produits chimiques	396	476	578	620	630	662	716
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	122	164	222	276	305	385	398
Divers	223	380	300	236	229	239	251
Total ...	**6 675**	**7 416**	**7 816**	**7 328**	**7 490**	**8 183**	**9 146**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1967	265	8 534	2 977	3 915	1 642
1968	255	8 177	2 906	3 828	1 443
1969	248	8 238	2 943	3 810	1 485
1970	247	8 260	3 021	3 777	1 462
1971	245	8 425	3 145	3 820	1 460
1972	240	8 168	3 015	3 675	1 478
1973	237	8 093	3 004	3 490	1 599
1974	237	8 279	3 165	3 479	1 635

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5, 10 et 15 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

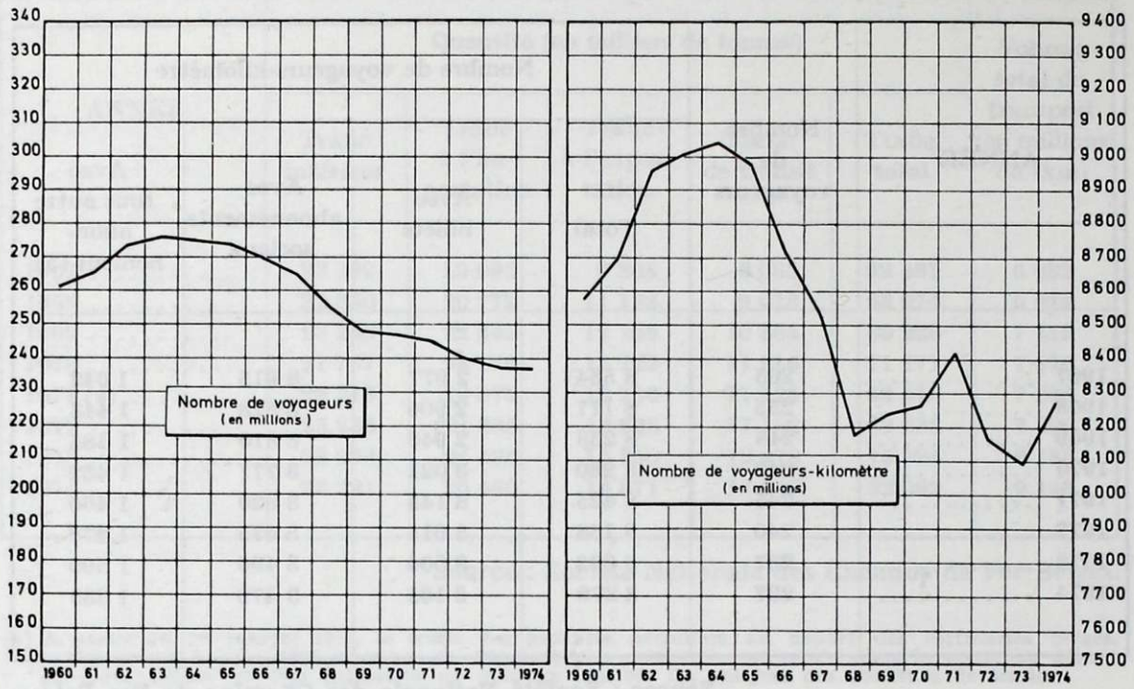
Nombre de voyageurs
(en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1967	271 217	58 106	187	212 924
1968	261 466	47 758	179	213 529
1969	255 951	41 774	176	214 001
1970	252 281	34 034	193	218 054
1971	251 078	31 029	225	219 824
1972	240 601	27 190	236	205 057
1973	241 102	25 892	272	214 938
1974	238 317	22 857	253	215 205

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

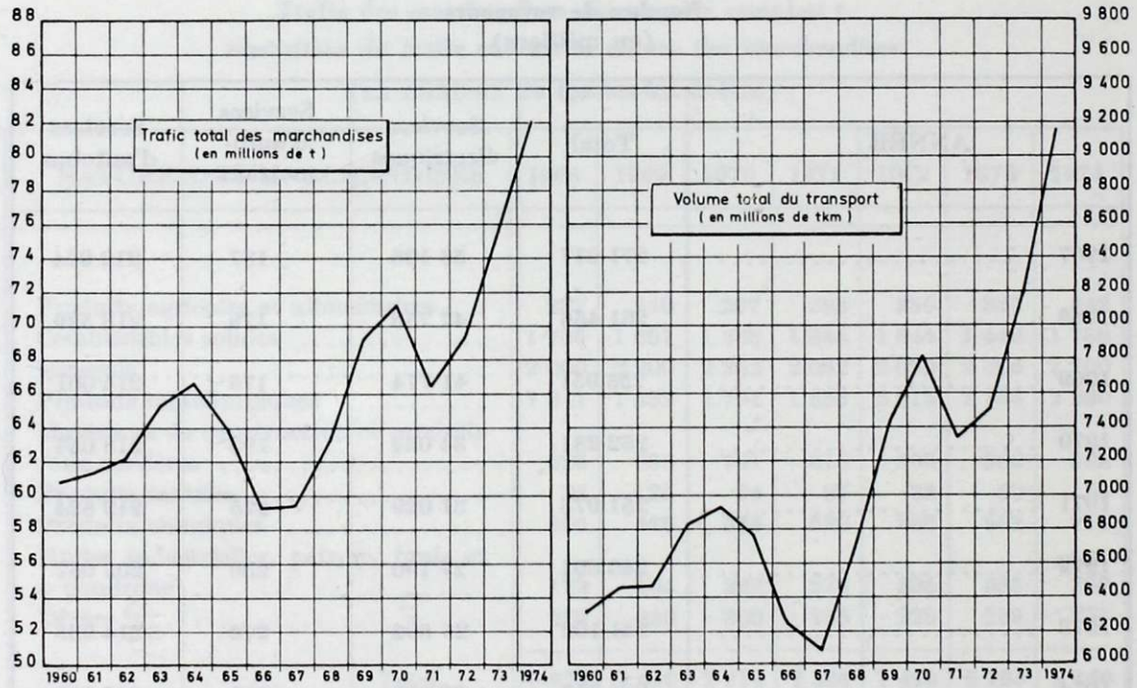
Trafic des voyageurs



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Camions et camionnettes (a)	Motocycles (a) (b)	Bicyclettes à moteur (c)	Bicyclettes
1968	1 813	14	242	60	371	2 897
1969	1 921 (d)	15 (d)	246 (d)	46 (d)	380	2 807
1970	2 060	16	251	34	397	2 741
1971	2 154	17	254	47 (d)	403	2 743
1972	2 273	18	258	65	417	2 889
1973	2 390	19	262	91	439	2 931
1974	2 502	19	268	94	493	3 049

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation au 1er août.
(b) Cylindrée moins de 250 cm³.
(c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins.
(d) Estimation.

Transports fluviaux

Marchandises transportées (a)

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1966	26 455	28 865	19 785	4 488	79 594	5 968
1967	27 110	32 601	20 999	4 619	85 331	6 262
1968	28 169	37 645	22 657	4 861	93 332	6 651
1969	29 213	36 926	20 916	5 602	92 657	6 870
1970	31 237	35 638	20 272	4 418	91 565	6 734
1971	29 413	39 096	21 456	5 401	95 366	6 729
1972	28 092	39 615	22 995	5 713	96 410	6 758
1973	24 925	42 610	29 038	5 212	101 785	6 494

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises (a)

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1970	1971	1972	1973
Produits agricoles et animaux vivants	634	711	774	765
Denrées alimentaires et fourrages	311	310	315	309
Combustibles minéraux solides	752	663	643	612
Produits pétroliers	868	849	869	889
Minerais et déchets pour la métallurgie ...	448	402	443	322
Produits métallurgiques	609	593	718	752
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2 424	2 505	2 320	2 110
Engrais	169	189	198	208
Produits chimiques	464	454	428	474
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	55	51	52	53
Total ..	6 734	6 731	6 758	6 494

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Transports fluviaux

Trafic par bassin (a)

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Escaut maritime	1 197	1 269	1 329	1 267	1 271	1 252	1 242	1 435
Canaux de la Campine .	2 288	2 314	2 496	2 621	2 632	2 570	2 603	2 269
Canaux brabançons ...	434	416	520	535	561	503	467	477
Meuse et Sambre	748	833	873	916	844	923	956	885
Haut-Escaut	1 146	1 275	1 282	1 380	1 279	1 355	1 368	1 297
Centre et Borinage	119	124	120	119	121	103	99	110
Yser et Côte	36	34	31	31	26	23	24	22
Total ...	5 968	6 262	6 650	6 870	6 734	6 731	6 758	6 494

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Composition de la flotte fluviale belge

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Barges de poussage		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1965	4 837	2 132 077	674	508 978	21	26 023	5 532	2 667 078
1966	4 871	2 183 070	660	507 620	22	26 733	5 553	2 717 423
1967	4 834	2 186 742	611	480 313	24	27 356	5 469	2 694 411
1968	4 772	2 170 453	569	441 334	25	27 100	5 366	2 638 887
1969	4 660	2 142 052	499	393 540	22	25 782	5 181	2 561 374
1970	4 442	2 060 187	438	357 604	31	38 653	4 911	2 456 444
1971	4 310	2 026 050	408	318 237	37	48 280	4 755	2 392 567
1972	4 545	2 166 778	349	260 913	45	58 146	4 939	2 485 837
1973	4 460	2 167 697	331	247 883	52	66 591	4 843	2 482 171
1974	4 278	2 149 380	278	209 068	59	85 901	4 615	2 444 349

Source : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Allèges de mer	Total
Nombre de navires	1968	9	83	—	92
	1969	9	88	1	98
	1970	9	80	2	91
	1971	9	80	3	92
	1972	9	86	3	98
	1973	8	80	1	89
	1974	8	82	3	93
Tonnage brut belge	1968	161 480	724 228	—	885 708
	1969	161 480	797 216	6 554	965 250
	1970	161 480	812 301	13 108	986 889
	1971	161 480	914 850	19 662	1 095 992
	1972	161 480	930 191	19 662	1 111 333
	1973	136 033	954 425	1 526	1 091 984
	1974	136 033	1 114 505	7 753	1 258 291

(a) Non compris les navires de l'Etat.

Source : Ministère des Communications.

Situation de la marine marchande belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1974		1er janvier 1975	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Bull-carriers	12	310 210	13	377 000
Cargos	32	211 243	30	210 371
Navires polyvalents	4	50 860	4	50 860
Paquebots et cargos	1	13 303	1	13 303
Bateaux citernes pour produits chimiques	1	14 588	1	14 588
Pétroliers	13	262 029	14	350 347
Bateaux citernes pour produits résiduaires	1	1 178	1	1 178
Navires de combinaison	2	45 046	2	45 046
Containers	1	30 826	1	30 826
Navires frigorifiques	8	42 351	8	42 351
Minéraliers	2	70 929	2	70 929
Allèges de mer	1	1 526	3	7 753
Paquebots	5	17 880	5	17 880
Car-ferries	6	20 015	7	25 067
Total...	**89**	**1 091 984**	**92**	**1 258 291**

Source : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

Port d'Anvers

Navigation maritime

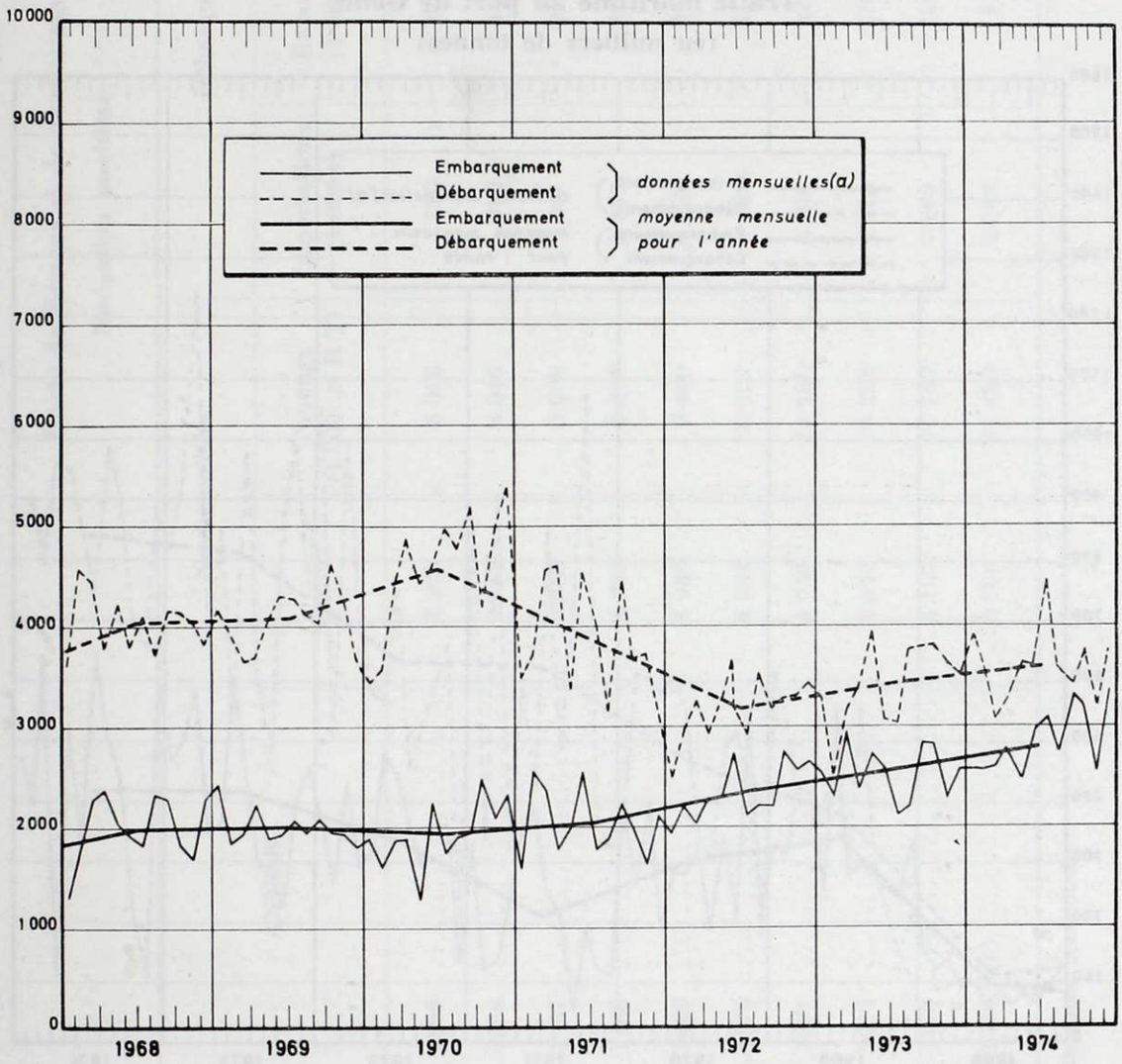
ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1967	18 250	46 181	35 112	1 127	5 077	11 795	5 530
1968	17 932	49 164	39 746	647	8 115	13 980	9 914
1969	17 885	52 419	40 646	611	7 635	15 209	8 920
1970	19 150	54 315	47 747	703	6 384	14 635	8 663
1971	18 654	51 847	40 015	812	6 749	13 539	11 134
1972	18 631	51 607	30 734	690	7 630	17 192	10 846
1973	18 708	51 024	32 047	859	8 989	18 551	11 851
1974 (a)	18 755	51 185	32 201	538	10 553	18 272	15 347

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimations pour décembre 1974.

Port de Gand

Navigation maritime

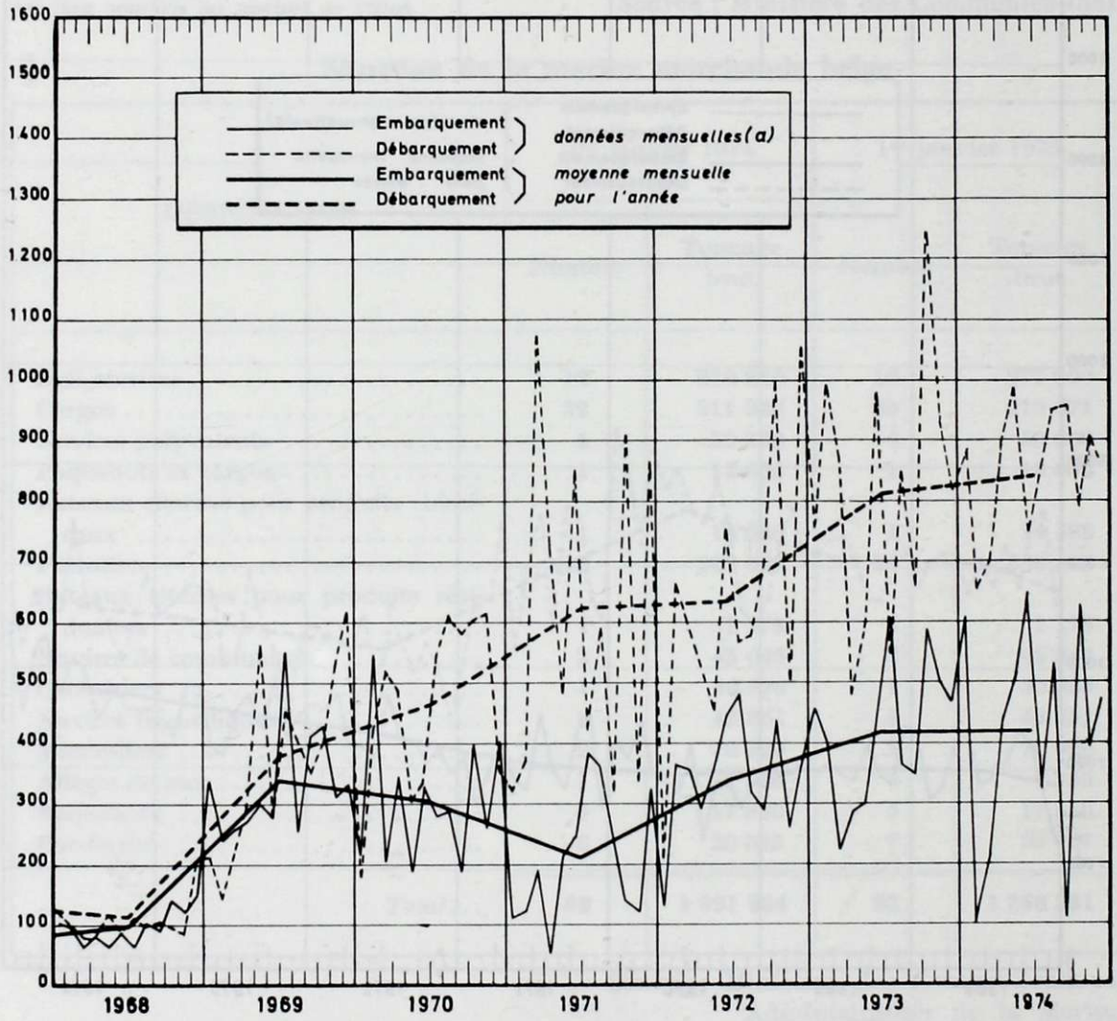
ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1967	2 294	1 197	1 204	61	368	628	258
1968	2 415	1 251	893	78	334	899	263
1969	3 254	3 995	3 533	124	874	3 727	339
1970	3 251	4 539	4 766	78	719	3 446	401
1971	3 646	5 410	6 297	76	1 000	2 347	334
1972	4 093	6 568	6 987	150	1 460	3 664	612
1973	3 789	6 451	8 202	155	1 483	4 334	676
1974 (a)	4 093	7 294	8 661	138	1 426	4 435	565

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimations pour décembre 1974.

Ports de Bruges et de Zeebrugge

Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1965	2 280	3 015	720	293	234	284	177
1966	2 543	4 046	689	384	206	252	234
1967	3 232	5 008	661	258	186	207	311
1968	4 200	6 677	2 897	356	356	237	363
1969	4 436	9 430	6 587	270	758	305	499
1970	4 691	9 670	6 439	311	849	295	540
1971	4 746	11 760	6 300	221	536	421	319
1972	5 658	14 280	6 818	110	559	644	399
1973	6 105	15 749	7 969	226	599	758	389
1974 (a)	6 796	17 450	8 042	11	847	895	650

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Avions (unités)			
1965	60 924	3 765	64 689
1966	61 856	3 190	65 046
1967	58 959	10 278	69 237
1968	63 585	10 083	73 668
1969	72 236	7 333	79 569
1970	78 839	7 529	86 368
1971	83 235	7 778	91 013
1972	82 480	8 845	91 325
1973	81 935	13 498	95 433
Passagers (unités)			
1965	1 869 351	54 975	1 924 326
1966	2 024 002	60 747	2 084 749
1967	2 097 957	256 645	2 354 602
1968	2 368 653	207 968	2 576 621
1969	2 597 032	315 442	2 912 474
1970	2 949 704	343 937	3 293 641
1971	3 104 965	385 734	3 490 699
1972	3 245 524	502 385	3 747 909
1973	3 394 030	836 695	4 232 625
Fret (tonnes)			
1965	68 295	1 810	70 105
1966	76 146	3 296	79 442
1967	82 670	2 910	85 580
1968	96 861	4 150	101 011
1969	118 540	6 316	124 856
1970	128 966	7 052	136 018
1971	125 365	4 421	129 786
1972	116 148	7 394	123 542
1973	111 899	7 205	119 104
Courrier (tonnes)			
1965	3 212	40	3 252
1966	4 173	158	4 331
1967	4 913	63	4 976
1968	5 762	54	5 816
1969	7 116	71	7 187
1970	6 594	26	6 620
1971	7 335	78	7 413
1972	6 572	62	6 634
1973	6 173	130	6 303

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris. Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1965	424 157,5	1 144,6	2 077 462,5	60 975,2	6 014,5	255 689,2	60,3
1966	458 351,5	1 175,7	2 152 489,5	71 981,1	6 180,0	273 261,7	59,6
1967	542 674,1	1 243,1	2 323 224,2	105 976,6	6 701,0	322 588,4	59,4
1968	581 121,8	1 257,5	2 314 712,5	130 277,6	6 268,0	347 441,8	59,8
1969	682 148,9	1 375,0	2 448 762,0	176 777,6	7 797,0	406 632,1	59,6
1970	742 261,5	1 470,6	2 759 084,1	186 956,0	8 130,5	447 280,6	60,3
1971	898 462,5	1 510,8	3 201 132,5	208 412,5	8 838,0	512 978,3	57,1
1972	907 651,8	1 484,8	3 276 713,7	234 350,1	8 616,7	540 093,3	59,5
1973	946 589,6	1 649,9	4 211 882,3	240 270,8	8 972,2	635 486,7	67,1
1974	1 137 619,8	1 693,4	4 535 822,0	287 073,7	8 589,9	711 832,9	62,6

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

CHAPITRE IV

DISTRIBUTION

Les modifications profondes, introduites depuis quelques années dans le commerce de gros et de détail, ont exercé une influence importante sur la structure de la distribution. Dans le commerce de détail, on s'oriente de plus en plus vers une concentration plus poussée donnant lieu à une expansion croissante des entreprises, une hypercapitalisation et une internationalisation. Le détaillant indépendant peut s'adapter à cette expansion grâce à une spécialisation et à un service de qualité. Cette modification importante de la structure de la distribution a entraîné une sélection naturelle, de sorte que le nombre des indépendants de ce secteur continue à reculer chaque année. Le personnel occupé, en revanche, augmente.

En 1973, la valeur ajoutée du commerce s'est chiffrée à 324,8 milliards de francs en prix courants, ce qui revient à une progression par rapport à l'année précédente de 14 %. La part du commerce dans le P.N.B. a atteint 18,20 % contre 18,06 % en 1972. Pour 1974, l'accroissement du revenu dans le commerce est estimé à 6,5 %, contre 7 % l'année précédente. Pour le secteur en question, le revenu de 1974 accuse donc une croissance moins rapide, alors que l'accroissement du revenu national net s'accélérerait de 14,5 % à 17,3 %.

L'indice général du chiffre d'affaires des entreprises du commerce de détail établi par l'I.N.S. fait apparaître que la vente dans le commerce de détail a progressé, en 1974, de 15,3 % en valeur. L'avance la plus importante a été observée dans les supermarchés et les entreprises à succursales (+ 19 %); dans les grands magasins, le chiffre d'affaires a progressé de 14,5 % tandis que le chiffre d'affaires des petits commerces de détail a accusé un accroissement de 13,5 %. La vente des coopératives de consommation est demeurée au même niveau que l'année précédente.

Le nombre de personnes assujetties à la sécurité sociale et soumises au statut social des indépendants s'est chiffré à 117 158 unités en 1973, contre 118 248 en 1972 et 118 473 en 1971. Le nombre d'indépendants dans le commerce a donc reculé d'un peu plus de 1/2 % par an. La diminution la plus importante (10 %) a été toutefois enregistrée en 1971, en raison de l'introduction de la T.V.A. Il s'agissait principalement de personnes, ayant pratiquement atteint l'âge de retraite ou de petits commerçants, dont le commerce,

qu'ils exerçaient en tant que profession accessoire, n'était pas assez rémunérateur pour qu'ils se familiarisent encore avec les nouvelles obligations fiscales.

Les statistiques de l'O.N.S.S. relatives aux années 1970, 1971 et 1972 font apparaître que le nombre de personnes occupées dans la branche commerciale du secteur tertiaire s'accroît, et ce nonobstant la diminution du nombre d'entreprises. L'O.N.S.S. ayant toutefois appliqué depuis 1973, sur recommandation du service de la statistique des communautés européennes, une nouvelle répartition des entreprises, les données relatives au nombre d'établissements et à l'emploi, ne sont plus, à partir de cette année, comparables aux années précédentes. Les données relatives à l'année 1974 n'étant pas encore disponibles, aucune comparaison ne peut donc être faite par rapport à l'année précédente. Selon la nouvelle classification, les entreprises du commerce de détail (les entreprises horeca exclus) ont représenté, en 1973, 64 % des établissements commerciaux et ont occupé 51 % des personnes travaillant dans le secteur commercial. Le commerce de gros, dont la statistique reprend aussi les courtiers-grossistes, représente 36 % du nombre total des entreprises commerciales et occupe 49 % des personnes travaillant dans le commerce.

Le nombre total des personnes occupées dans le commerce se chiffre à 327 310 unités, dont 58 % d'hommes et 42 % de femmes. Le secteur horeca occupe 42 750 personnes (dont pratiquement autant de femmes que d'hommes).

Le commerce a été plus affecté par le chômage que tout autre secteur. De juin 1973 à juin 1974, le nombre de chômeurs complets s'est accru de 17,5 % contre un accroissement de 8,5 % seulement pour tous les autres secteurs. Le chômage touche surtout les femmes : en effet, le taux de croissance du chômage des femmes s'est chiffré, pour la période sous revue, à 24 %, contre 2 % seulement pour les hommes.

Le registre de commerce où tous les commerçants, industriels et la plupart des artisans doivent obligatoirement être inscrits, a enregistré, en 1974, 42 268 nouvelles inscriptions et 34 862 radiations. Pour la première fois depuis 1968, le nombre d'inscriptions nouvelles d'entreprises individuelles a dépassé le nombre de radiations (+ 2 %). Pour les sociétés, on a enregistré 5,3 inscriptions pour 1 radiation; en 1973, les nouvelles inscriptions ont été six fois plus élevées que le nombre de radiations.

Provisoirement, une certaine stagnation semble marquer la tendance à la rationalisation qui se développait ces dernières années dans le secteur du commerce de détail, notamment par l'accroissement rapide du nombre de magasins en libre service. Au 1er janvier 1974, le Comité belge de la distribution a recensé 3 926 magasins d'alimentation en libre service, contre 3 851, l'année précédente. L'accroissement qui s'était chiffré en 1973 à près de 7 %, a donc reculé jusqu'aux environs de 2 % en 1974. Pendant cette

année, le nombre de magasins en libre service a, en fait, progressé de 152; 77 magasins toutefois ont dû être rayés de la liste. La cause de cette évolution réside probablement dans une concurrence accrue au niveau du secteur de l'alimentation, où les marges bénéficiaires sont d'ailleurs faibles. Le freinage administratif de l'expansion des grandes surfaces de vente n'aura guère influencé ce résultat, cette dernière catégorie ne représentant que 8 % du nombre total des magasins en libre service.

Depuis 1971, la part des indépendants dans les magasins en libre service accuse d'année en année un recul de 1 % (de 75 % à 72 %) en faveur de la catégorie des grands magasins et des entreprises à succursales dont la part passe de 15 à 18 %. En dépit de leur position sur le marché légèrement moins importante, les commerçants indépendants exploitent toujours plus de 70 % des magasins en libre service. Dans la catégorie des supermarchés, ils ont augmenté leur part de 44 % en 1971 à 53 % en 1974. Les magasins des coopératives de consommation se maintiennent au même niveau depuis quatre ans (10 %).

L'évolution de la répartition des magasins en libre service selon la superficie de vente ne fait apparaître aucune modification spectaculaire depuis quatre ans : les petits magasins (jusqu'à 99 m²) et les superettes plus importantes (jusqu'à 399 m²) progressent, tandis que les superettes moyennes (de 100 à 199 m²) subissent un léger recul.

La progression la plus importante, en chiffres absolus, revient aux superettes plus importantes (de 200 à 399 m²) dont le nombre s'est accru de 660 à 687 en un an.

Nonobstant la limitation de l'expansion des supermarchés, la progression de 19 unités de cette catégorie est importante comparée à la croissance globale des magasins en libre service qui ne se chiffre qu'à 75 unités. Au 1er janvier 1974, on comptait 686 supermarchés et 67 hypermarchés, contre respectivement 657 et 64 l'année précédente.

Dans la répartition selon l'importance des superficies de ventes disponibles par 100 000 habitants, la province de Liège occupe la première place avec 7 693 m², suivie du Hainaut avec 6 233 m² et du Brabant avec 4 943 m². Depuis le précédent dénombrement (1er janvier 1973), les provinces de Brabant, de Flandre occidentale et de Luxembourg ont majoré leur part en pourcent de la superficie de vente totale disponible des magasins en libre service, tandis que la part des provinces d'Anvers, de Flandre orientale et de Namur a régressé.

La multiplication des points de vente à grande surface a entraîné d'importantes modifications structurelles de l'appareil commercial. En effet, cette évolution a modifié les habitudes d'achat et influencé l'emploi salarié et indépendant.

Suite aux déclarations gouvernementales récentes, prévoyant l'étude des problèmes économiques et sociaux se posant dans la distribution, la Commission pour la Distribution a été constituée le 17 octobre 1973 en vue d'examiner ces questions. A cette fin, on a institué un comité interministériel de fonctionnaires, qui au cours de l'année 1974, a étudié sous l'angle économique et social, les demandes d'implantations de magasins dont la surface commerciale nette dépassait 1.500 m². C'est ainsi que la Commission pour la Distribution, réunissant des représentants des différentes parties intéressées, a réalisé un compromis, traduit sous forme d'un projet de loi relatif aux implantations commerciales (1). Ce projet de loi assure une grande souplesse en écartant, d'une part, toute situation de blocage et, en prévenant, d'autre part, toute possibilité d'implantations incontrôlées. Il en ressort que chaque dossier, relatif à l'établissement d'une nouvelle unité de vente, disposant d'une surface de vente comme indiquée ci-dessus, fera l'objet d'une étude portant sur des critères socio-économiques, lors de la délivrance d'une autorisation de bâtir.

Pour certaines entreprises de distribution, la situation financière est devenue critique en 1974. Cela ne se dégage pas tellement du nombre de faillites prononcées qui n'est passé pour toutes les entreprises que de 1 850 à 1 881 en un an, mais surtout du capital perdu qui s'est accru par rapport à l'année précédente de 56 %.

Le nombre le plus élevé de faillites prononcées, se rapporte à l'industrie de la construction et aux professions connexes (431) suivie du secteur horeca (214), du secteur du textile et du cuir (176), des produits alimentaires généraux (115) et des garages (101). Il convient de remarquer le nombre relativement élevé de faillites parmi les agents commerciaux et les conseillers techniques (74) ce qui dénote les compressions des coûts généraux dans l'économie.

L'année écoulée a également été caractérisée par la forte croissance soudaine du nombre de banqueroutes : 274 contre 171 l'année précédente et 173 en 1972 ,ce qui revient à un accroissement de près de 60 %.

★
★ ★

(1) *Sénat de Belgique*, session de 1974-1975, n° 584, du 15 avril 1975

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1974 :																	
Anvers	2 012	83	646	12	4 199	101	1 189	30	316	17	502	24	3 525	86	12 389	353	12 742
Brabant	2 634	231	594	56	5 862	273	1 134	105	199	23	343	7	1 696	107	12 462	802	13 264
Hainaut	1 582	135	182	22	4 182	426	949	227	234	51	205	28	1 458	403	8 792	1 292	10 084
Liège	426	116	71	14	2 903	302	194	37	63	13	72	6	349	81	4 078	569	4 647
Limbourg.....	801	25	29	—	1 503	100	113	4	68	5	113	11	692	26	3 319	171	3 490
Luxembourg	63	1	19	2	680	8	83	5	53	—	56	—	266	12	1 220	28	1 248
Namur	157	20	73	—	1 275	47	147	10	65	5	74	4	440	38	2 231	124	2 355
Fl. Orientale	2 649	18	365	5	3 848	28	829	10	278	9	499	4	2 348	33	10 816	107	10 923
Fl. Occidentale ..	553	12	115	2	2 604	17	199	1	54	2	128	5	572	6	4 225	45	4 270
Pays étrangers ...	9	77	—	5	18	98	3	8	1	9	9	6	12	50	52	253	305
Le Royaume...	**10 886**	**718**	**2 094**	**118**	**27 074**	**1 400**	**4 840**	**437**	**1 331**	**134**	**2 001**	**95**	**11 358**	**842**	**59 584**	**3 744**	**63 328**
1er janvier 1970 : *Le Royaume*...	**12 917**	**474**	**1 739**	**84**	**3 793**	**240**	**3 689**	**334**	**1 333**	**111**	**2 285**	**80**	**10 529**	**738**	**36 285**	**2 061**	**38 346**
1er janvier 1972 : *Le Royaume*...	**11 257**	**393**	**1 408**	**90**	**9 880**	**394**	**3 551**	**302**	**1 122**	**81**	**1 972**	**83**	**9 757**	**609**	**38 947**	**1 952**	**40 899**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique (a)

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Montant nominal net (en milliers de francs)	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)		Nombre	Capital (en milliers de francs)
Commerce de détail :									
1967	28	19 075	372	95 287	400	114 362	33 731	206	39 827
1968	52	35 205	435	159 574	487	194 779	41 094	178	414 024
1969	76	73 845	558	230 904	634	304 749	343 965	199	941 611
1970	129	164 622	733	304 433	862	469 055	73 119	238	93 418
1971	117	90 300	719	320 757	836	411 057	860 906	227	545 864
1972	112	64 333	716	281 671	828	346 004	136 431	226	67 320
Commerce de gros et commerce extérieur :									
1967	223	347 172	477	255 554	700	602 726	579 915	282	722 809
1968	281	669 057	361	261 318	642	930 375	973 709	357	433 641
1969	312	929 895	353	249 678	665	1 179 573	974 488	320	749 699
1970	352	787 463	370	338 510	722	1 125 973	3 159 376	426	806 645
1971	297	470 108	367	221 118	664	691 226	1 664 859	347	885 986
1972	333	622 268	563	329 458	896	951 726	855 418	326	457 195

(a) Les données pour 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1972	1973			1974		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	19 438	15 643	4 676	20 319	16 700	5 177	21 877
Gand	10 477	8 218	1 606	9 824	8 172	1 689	9 861
Liège	8 067	8 444	1 163	9 607	9 142	1 388	10 530
Total ...	**37 982**	**32 305**	**7 445**	**39 750**	**34 014**	**8 254**	**42 268**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	17 150	16 556	757	17 313	16 252	990	17 242
Gand	9 363	9 433	271	9 704	9 226	298	9 524
Liège	7 851	8 658	214	8 872	7 817	279	8 096
Total ...	**34 364**	**34 647**	**1 242**	**35 889**	**33 295**	**1 567**	**34 862**
Différence	**+3 618**	**—2 342**	**+6 203**	**+3 861**	**+ 719**	**+6 687**	**+7 406**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et demandes de concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Demandes de concordats judiciaires (b)			
	1970 (c)	1971 (c)	1972 (c)	1973 (c, d)	1970 (c)	1971 (c)	1972 (c)	1973 (c, d)
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	742	858	972	1 161	115	105	106	100
Gand	228	292	287	278	46	35	24	21
Liège	303	247	292	371	47	49	48	41
Le Royaume ...	**1 273**	**1 397**	**1 551**	**1 810**	**208**	**189**	**178**	**162**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Faillites déclarées pendant l'année, y compris les faillites rouvertes.
(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.
(c) Données provisoires.
(d) Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Ventes à la consommation (a)
(1966 = 100)

ANNÉE	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)	Ventes en supermarchés	Total du commerce de détail
1968	109	108	105	141	131	111
1969	119	118	106	173	162	122
1970	126	131	108	209	193	133
1971	132	140	108	251	232	143
1972	145	160	108	288	248	160
1973	163	179	105	336	299	183
1974 (b)	185	205	105	400	356	211

Source : Institut National de Statistique.

(a) Indice annuel publié à partir de 1967.
(b) Données provisoires.

Evolution des magasins en libre service au 1er janvier

DÉSIGNATION	1971		1972		1973		1974	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Répartition par forme de distribution							
Indépendants	2 274	75	2 671	74	2 816	73	2 840	72
Coopératives de consommation	310	10	348	10	373	10	389	10
Grands magasins et maisons à succursales	463	15	586	16	662	17	697	18
Total...	**3 047**	**100**	**3 605**	**100**	**3 851**	**100**	**3 926**	**100**
	Répartition selon la surface de vente (m²)							
1 - 99	1 040	34	1 210	34	1 280	33	1 285	33
100 - 199	917	30	1 055	29	1 085	28	1 086	27
200 - 399	558	18	608	17	660	17	687	17
400 et plus sans viande fraîche	46	2	79	2	105	3	115	3
400 - 799	274	9	354	10	373	10	380	10
800 - 999	56	2	74	2	77	2	80	2
1 000 - 2 499	125	4	178	5	207	5	226	6
2 500 et plus	31	1	47	1	64	2	67	2
Total...	**3 047**	**100**	**3 605**	**100**	**3 851**	**100**	**3 926**	**100**

Source : Comité Belge de la Distribution.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

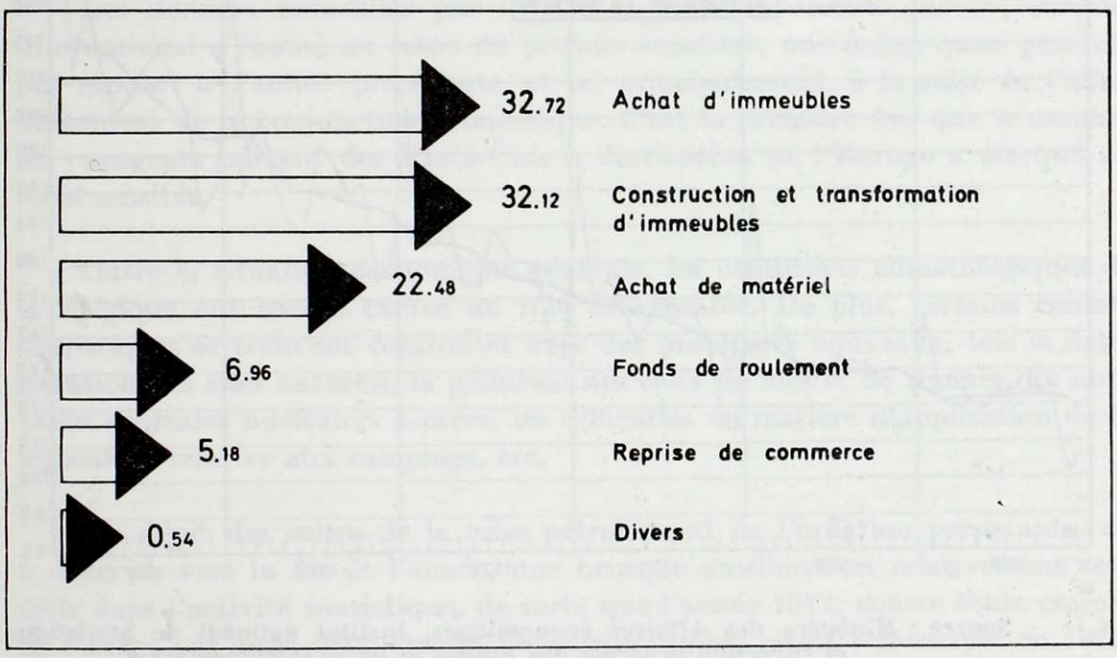
ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par crédit
1964	10 712	2 738 254	255,6
1965	11 260	3 074 842	272,7
1966	11 896	3 546 036	298,0
1967	12 170	4 043 111	329,4
1968	12 834	5 080 953	395,9
1969	12 174	5 592 032	459,3
1970	11 968	4 901 377	409,5
1971	11 540	5 047 860	437,4
1972	13 341	6 545 185	490,6
1973	14 184	8 494 397	598,9
1974	9 089	6 107 479	672,0

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés en 1974 d'après leur destination

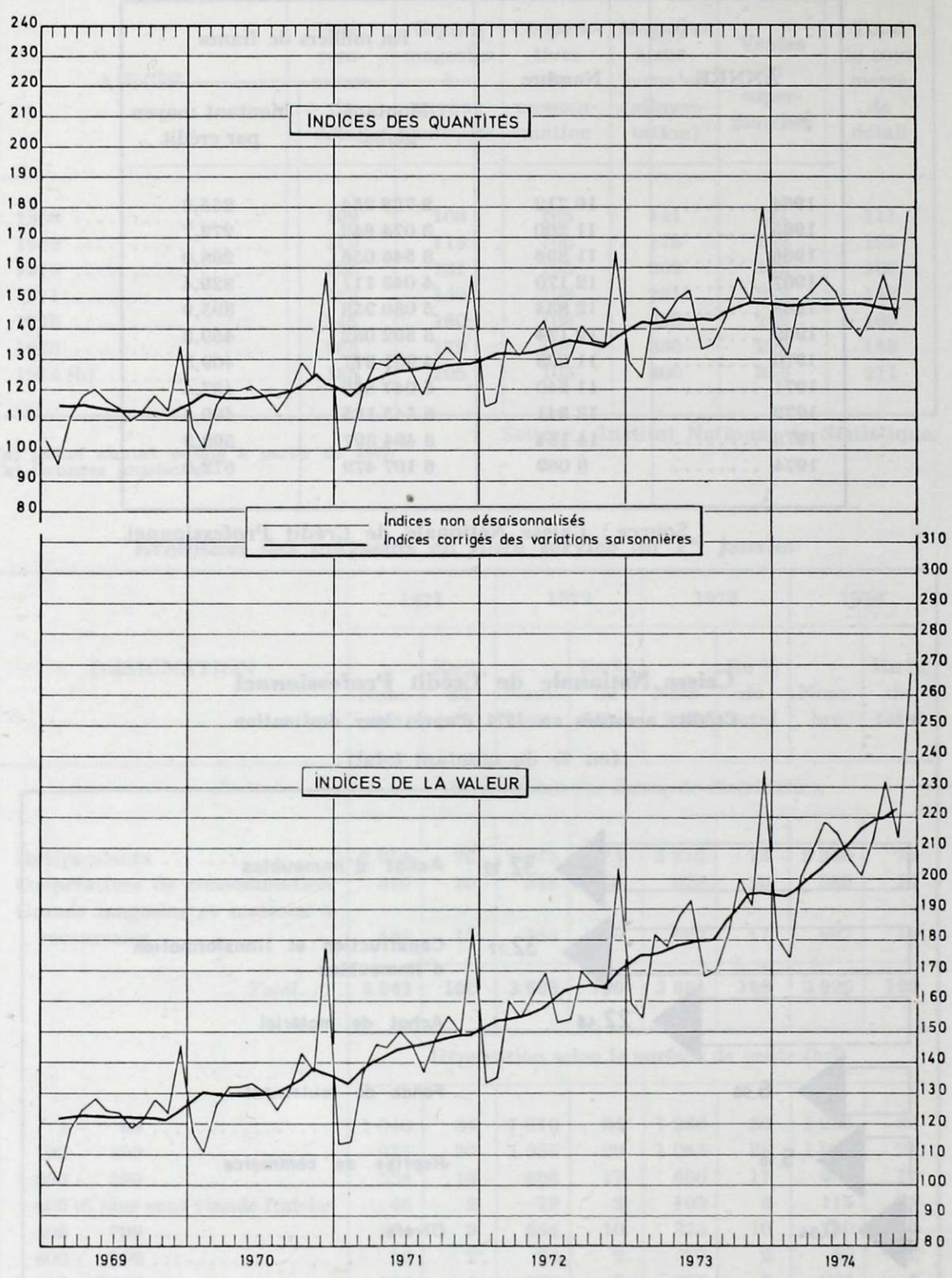
(en % du montant total)



Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

(1966 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

CHAPITRE V

TOURISME

L'industrie touristique, qui comprend une gamme étendue de services, est devenue au fil des années un sous-secteur important de l'ensemble tertiaire offrant un emploi à une large couche de la population. En Belgique, près de 105 000 personnes tirent directement leur revenu du tourisme. Si l'on considère également les personnes occupées dans les branches annexes tels le transport, la restauration, les spectacles, les attractions touristiques, les agences de voyages, etc., l'on peut dire qu'un belge sur huit travaille dans le tourisme.

En 1974, le tourisme a rapporté au Pays près de 28 milliards de francs ; cependant les dépenses des Belges à l'étranger sont considérablement plus élevées et se chiffrent à 46 milliards. En 1973, les recettes et les dépenses du tourisme ont atteint respectivement 25,1 et 41,7 milliards. Le déficit du poste trafic des voyageurs de la balance des paiements augmente donc d'année en année.

Les données recueillies par l'O.C.D.E. font apparaître que le tourisme international a connu, au cours du premier semestre, une baisse quasi générale par rapport à l'année précédente, et ce, principalement, à la suite de l'affaiblissement de la conjoncture économique. C'est la première fois que le nombre de voyageurs partant des Etats-Unis à destination de l'Europe a marqué un recul sensible.

Outre la situation économique générale, les conditions climatologiques de la Belgique ont encore exercé un rôle défavorable. De plus, certains centres touristiques se trouvent confrontés avec des problèmes nouveaux, tels la détérioration des sites naturels, la pollution des eaux de mer et de rivières, les nouvelles centrales nucléaires à créer, les difficultés en matière d'application de la législation relative aux campings, etc.

En dépit des suites de la crise pétrolière et de l'inflation persistante, on a observé, vers la fin de l'année, une brusque amélioration relativement sensible dans l'activité touristique, de sorte que l'année 1974, contre toute crainte ne s'avéra pas aussi défavorable. La reprise semble même s'accentuer en 1975, du moins selon certains avis optimistes de « toursoperators » qui ont constaté que le rythme actuel élevé d'inflation ne semble guère influencer le budget des vacances.

Pour l'ensemble de l'année, le nombre global de nuitées de touristes en Belgique a diminué de 0,5 %. Ce résultat est en fait satisfaisant, étant donné les baisses de respectivement 4 % et 2,2 %, des deux années précédentes. Le recul s'est, dès lors, amoindri, nonobstant le ralentissement général de l'activité industrielle. Les nuitées des étrangers ont même augmenté en 1974, tout comme en 1973 d'ailleurs. Les Allemands de la R.F.A. constituent la plus grande part des hôtes étrangers, suivis des Anglais, des Français et des Néerlandais. Le nombre de nuitées des Allemands et des Néerlandais a progressé de respectivement 4 et 10 %, tandis que les nuitées des Anglais et des Français ont reculé de respectivement 13 et 5 %.

Le nombre de nuitées au littoral est tombé de 67 % à 59 % à la suite de l'été pluvieux de 1974. Les cités historiques et d'art n'ont tiré aucun profit des circonstances climatologiques défavorables, car les touristes ont préféré les Ardennes, la région de la Meuse, la Campine et les autres régions touristiques, au littoral. Les Belges toutefois, continuent à préférer la côte, tandis que les étrangers visitant la Belgique s'intéressent particulièrement aux cités historiques et d'art.

Malgré la publicité en faveur d'un étalement des vacances, le nombre de nuitées pendant la saison touristique commence à nouveau à s'accroître depuis deux années, tandis que les nuitées hors-saison reculent.

Après la légère régression de 1972 et 1973, on a observé en 1974 une amélioration dans le trafic ferroviaire des touristes, tant en pleine saison touristique qu'en dehors de celle-ci. Cette évolution favorable doit être attribuée probablement à la forte hausse des prix des carburants à fin 1973 - début 1974, qui a incité bon nombre d'usagers de la route à faire un appel plus fréquent aux chemins de fer. Pendant la saison touristique, le nombre de voyageurs/km a progressé de 9,3 %, tandis qu'hors saison l'avance s'est encore montée à 3,2 %. Les recettes ont accusé, pendant les mêmes périodes, un accroissement de respectivement 7,0 % et 2,3 %.

L'I.N.S. a ventilé le nombre de nuitées suivant les différentes formes de logements. Les résultats de cette ventilation sont disponibles, jusqu'à l'année 1973 inclusivement. Traditionnellement le nombre le plus élevé de nuitées est observé dans les villas et appartements (34,7 %). Ils sont suivis des campings (30,5 %), hôtels (18,2 %), établissements de tourisme social (7,7 %). Considérées sur une période de quatre ans, les nuitées dans les hôtels reconnus ont de nouveau presque atteint leur niveau de 1970 et ce après un fléchissement de 8 %. En 1971, les nuitées dans les villas et appartements ont progressé, tandis qu'elles diminuaient durant les deux années suivantes. Les colonies de vacances ont enregistré un recul constant, tandis que le nombre de nuitées en campings et dans les établissements de tourisme social a augmenté de respectivement 28,7 % et 13,1 %. La hausse du nombre de nuitées dans les établissements de tourisme social est due au degré d'occupation plus élevé des maisons et centres de vacances, qui interviennent environ pour 50 % des nuitées des établissements de tourisme social.

Les pouvoirs publics ont décidé d'attacher une plus grande importance aux maisons de vacances à caractère familial, aux installations du tourisme à étapes (auberges de jeunesse), et aux centres de vacances pour personnes âgées, handicapés et personnes atteintes d'une maladie chronique. Une première initiative dans ce sens est l'adaptation des normes de subvention pour la construction de nouvelles maisons de vacances. Les subventions pour les institutions à caractère familial sont portées de 77 000 F à 150 000 F par lit ; celles pour les installations de tourisme à étapes (auberges de jeunesse) sont portées de 55 000 F à 135 000 F.

En ce qui concerne les terrains de camping, on espère achever dans un délai rapproché, la classification en quatre catégories en vertu de la loi du 30 avril 1970 sur le camping. Il a en outre été décidé d'octroyer des primes aux propriétaires, se voyant obligés en raison de l'application des plans de secteurs, d'établir leur terrain de camping ailleurs. Des primes seront également accordées pour la modernisation des campings existants.

Les pouvoirs publics envisagent en outre d'étendre le rôle que jouent les communautés dans l'aménagement d'une politique touristique active en essayant d'intégrer autant que possible les services provinciaux et communaux, ainsi que l'Association pour le trafic des étrangers. Ceux-ci sont en effet les mieux placés pour initier les touristes à l'authenticité locale et à inciter les populations de ces régions à une créativité plus poussée. L'accueil touristique doit finalement prendre sa source dans l'esprit spécifique de chacune de nos communautés.

★
★ ★

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	1 293	242	1 098	205	1 085	203	1 198	224	1 084	203	1 048	196	1 089	204	952	178
France	1 234	248	1 150	231	1 000	201	1 010	203	1 106	223	976	196	995	200	945	190
Pays-Bas	611	182	629	187	690	205	673	200	685	204	685	204	662	197	730	217
Allemagne (Occidentale)	818	487	801	477	860	512	976	581	1 102	656	1 052	626	1 167	695	1 216	724
Italie	194	262	179	242	173	234	179	242	175	236	179	242	176	238	185	250
Grand-Duché de Luxembourg	162	338	164	342	173	360	179	373	175	365	140	292	155	323	154	321
Suisse	67	122	70	127	73	133	76	138	68	124	71	129	75	136	81	147
U. S. A.	470	249	418	221	457	242	502	266	511	270	489	259	508	269	569	301
Autres pays	779	255	760	248	827	270	833	272	893	292	908	297	1 049	343	1 098	359
Total ...	**5 628**	**255**	**5 269**	**239**	**5 338**	**242**	**5 625**	**255**	**5 779**	**263**	**5 548**	**251**	**5 876**	**266**	**5 931**	**269**
Belgique	**15 329**	**221**	**15 275**	**221**	**15 538**	**224**	**15 773**	**228**	**15 687**	**226**	**15 472**	**223**	**14 351**	**207**	**14 197**	**205**
Total général ...	**20 957**	**229**	**20 544**	**225**	**20 876**	**229**	**21 398**	**234**	**21 486**	**235**	**21 019**	**230**	**10 227**	**221**	**20 128**	**220**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1974

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	69,1	32,2	50,4	8,7	59,1
Villes d'art.....	2,0	38,3	1,5	10,3	11,8
Ardennes-Meuse	17,2	8,9	12,6	2,4	15,0
Campine	5,3	10,6	3,9	2,8	6,7
Autres régions.....	6,4	10,0	4,7	2,7	7,4
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**73,1**	**26,9**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des nuitées par saison
(en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1963	19,3	80,7	35,5	64,5	23,6	76,4
1964	21,1	78,9	35,7	64,3	25,0	75,0
1965	21,4	78,6	34,2	65,8	24,9	75,1
1966	22,3	77,7	36,7	63,3	26,2	73,8
1967	22,4	77,6	38,3	61,7	26,7	73,3
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969	23,9	76,1	40,1	59,9	28,0	72,0
1970	24,6	75,4	40,4	59,6	28,8	71,2
1971	25,0	75,0	40,1	59,9	29,1	70,9
1972	25,2	74,8	42,6	57,4	29,8	70,2
1973	20,2	79,8	35,2	64,8	24,2	75,8
1974	19,0	81,0	36,3	63,7	26,9	73,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.

Nombre des nuitées de camping par pays de provenance (a)

PAYS	Saison 1970	Saison 1971	Saison 1972	Saison 1973	Saison 1974	Ecart en pour-cent	
						de 1973 par rapport à 1972	de 1974 par rapport à 1973
Pays étrangers :							
Grande-Bretagne	102 016	113 068	86 472	125 179	130 602	+ 44,8	+ 4,3
France	82 008	89 082	91 074	100 253	101 486	+ 10,1	+ 1,2
Pays-Bas	854 221	989 494	991 386	1 040 021	1 019 873	+ 4,9	— 1,9
Allemagne (occidentale)	67 429	83 614	77 353	106 292	106 281	+ 37,4	— 0,1
Italie	13 456	13 750	13 904	16 298	18 412	+ 17,2	+ 13,0
Grand-Duché de Luxembourg	10 388	8 164	8 555	12 657	11 004	+ 47,9	— 13,1
Etats-Unis d'Amérique	8 033	12 601	11 008	11 988	8 674	+ 8,9	— 27,6
Autres pays	29 719	49 561	60 109	68 708	49 354	+ 14,3	— 28,2
Total ...	**1 178 550**	**1 359 334**	**1 339 861**	**1 481 396**	**1 445 686**	**+ 10,6**	**— 2,4**
Belgique	**3 786 546**	**4 076 960**	**4 332 088**	**4 913 072**	**4 981 500**	**+ 13,4**	**+ 1,4**
Total général ...	**4 965 096**	**5 436 294**	**5 671 949**	**6 394 468**	**6 427 186**	**+ 12,7**	**+ 0,5**

(a) La saison va de juin à septembre inclus.

Source : Institut National de Statistique.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1967	12,1	18,5	— 6,4	89,2	83,5	+ 5,7
1968	13,7	19,9	— 6,2	101,7	97,5	+ 4,2
1969	15,8	22,7	— 6,9	117,1	116,7	+ 0,4
1970	17,4	24,6	— 7,2	152,8	147,9	+ 4,9
1971	18,5	28,7	— 10,2	165,5	159,4	+ 8,1
1972	19,5	31,9	— 12,4	177,7	164,1	+ 13,6
1973	25,1	41,7	— 16,6	226,9	218,1	+ 8,8
1974 (a)	28,0	45,8	— 17,8	344,6	328,9	+ 15,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Données provisoires

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique(b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1966.....	6 633	7 112	107	215	276	128	204 711	268 299	131
1967.....	6 581	6 986	106	210	279	133	210 258	275 545	131
1968.....	6 451	6 859	106	205	271	132	205 883	271 446	132
1969.....	5 771	6 296	109	207	277	134	213 810	280 438	131
1970.....	5 752	6 350	110	213	280	131	228 654	294 648	129
1971.....	5 717	6 263	110	223	292	131	229 054	290 387	127
1972.....	5 307	6 041	114	211	281	133	238 969	310 963	130
1973.....	5 296	5 681	107	213	270	127	259 879	313 461	121
1974.....	5 396	5 995	111	220	295	134	266 588	335 458	126

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1971	1972	1973	1974	1971	1972	1973	1974
Maisons et centres de vacances :	30	28	31	32	15 169	15 124	17 167	17 497
Région flamande	..	..	*20*	*22*	..	..	*12 870*	*12 578*
Région wallonne	..	..	*11*	*10*	..	..	*4 297*	*4 919*
Bruxelles	..	..	—	—	..	..	—	—
Auberges de jeunesse	32	34	39	..	3 197	3 541	3 691	..
Établissements des Amis de la Nature	15	13	..	..	1 058	966	..	..
Gîtes d'étapes	41	36	..	51	2 680	2 690	..	3 337
Relais Patros (a).....	1	1	1	1	406	406	406	406
Total...	119	112	..	..	22 510	22 727	..	..

	Nombre de nuitées			
	1971	1972	1973	1974
Maisons et centres de vacances :	1 141 500	1 356 421	1 477 574	1 545 563
Région flamande	..	..	*1 150 000*	*1 195 830*
Région wallonne	..	..	*327 574*	*349 733*
Bruxelles	..	..	—	—
Auberges de jeunesse	193 776	238 444	237 616	..
Établissements des Amis de la Nature	52 908	33 709	..	..
Gîtes d'étapes	211 359	194 228	179 541	220 394
Relais Patros (a).....	25 958	24 516	21 871	25 390
Total...	1 625 501	1 727 318	..	..

	Nombre de nuitées (en pour-cent)			
	1971	1972	1973 (b)	1974
Maisons et centres de vacances :	70,2	78,5	75,7	..
Région flamande	..	..	58,9	..
Région Wallonne	..	..	16,8	..
Bruxelles	..	..	..	..
Auberges de jeunesse	11,9	13,8	12,2	..
Établissements des Amis de la Nature	3,3	1,9	1,8	..
Gîtes d'étapes	13,0	4,3	9,2	..
Relais Patros (a).....	1,7	1,5	1,1	..
Total...	100,0	100,0	100,0	..

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Du 1er mai au 30 septembre.
(b) Estimations.

TROISIÈME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Après les difficultés d'approvisionnement en produits pétroliers à la fin de 1973, une reprise vigoureuse de l'activité économique s'est rapidement manifestée par la suite. Les comportements inflationnistes des ménages et des entreprises ont d'ailleurs été à la base d'un gonflement subit de la demande intérieure, dont l'évolution a été également soutenue par l'accroissement des investissements d'extension et l'accroissement des exportations, ainsi que par l'augmentation des dépenses publiques. Vers le milieu de 1974, les perspectives conjoncturelles se sont toutefois détériorées et la propension à la dépense des ménages et des entreprises s'est effritée. Les prix à la consommation ont continué, en outre, à hausser.

A la lumière de ces développements, les autorités monétaires ont poursuivi différents objectifs. La demande de crédits a dû être freinée afin d'éviter une augmentation démesurée des dépenses. Dans ce contexte, il s'est imposé d'encourager l'épargne financière. Il a également fallu éviter qu'il se produise un déséquilibre grave et durable sur le marché des changes qui aurait créé au détriment du franc belge, un danger pour le maintien des parités fixes entre les pays respectant encore l'accord communautaire relatif au rétrécissement des marges de fluctuation.

Les circonstances se modifiant rapidement et étant caractérisées principalement par une persistance et une intensification des tensions inflationnistes, la Banque Nationale de Belgique a eu recours à plusieurs reprises à l'éventail d'instruments dont elle dispose. La durée de validité des mesures a toutefois été délibérément limitée.

Les adaptations dont la réserve monétaire a fait l'objet ont porté à la fois sur les trois éléments du système de la réserve monétaire c'est-à-dire la réserve sur les engagements, le régime des crédits et les obligations relatives au maintien des structures du portefeuille d'effets et fonds publics. Une première recommandation, relative à la période allant du 1er février au 31 mars, a été suivie de trois recommandations ultérieures, respectivement les 29 mars, 28 juin

et 31 octobre. Concernant les compagnies d'assurance sur la vie et celles contre les accidents de travail, des périodes différentes ont été retenues pour des raisons techniques.

Il faut remarquer que les dispositions de prorogation ont été prises sur la base de la loi du 28 décembre 1973, relative aux propositions budgétaires 1973-1974. Le contenu des recommandations a, chaque fois, fait l'objet de consultations préalables avec les intermédiaires financiers intéressés (1).

Au début de l'année, la *politique monétaire* a été assouplie d'une manière sélective par rapport au régime précédent. La crise pétrolière était en effet à la base de perspectives défavorables en matière d'évolution conjoncturelle. L'accroissement ultérieur de la demande a rendu la politique monétaire plus contraignante. Enfin, en raison d'un ralentissement conjoncturel de plus en plus manifeste, des allégements ont de nouveau été apportés.

Les assouplissements décidés à la fin de janvier, en raison des incertitudes découlant de la crise pétrolière, ont porté principalement sur le système de la réserve sur les crédits.

La réserve devrait désormais être formée à partir d'un montant exonéré selon un barème de coefficients progressifs (2). L'accord du 31 janvier a prorogé également les obligations relatives au maintien et au développement des structures en effets et fonds publics. Ce régime consolidait l'incidence restrictive de la réserve sur les engagements et renforçait la disposition sur les crédits dans la mesure où les acquisitions d'effets et/de fonds publics n'ont pas donné lieu à un accroissement des dépenses de l'Etat.

L'accord du 31 janvier 1974 a suspendu la réserve sur les comptes étrangers en francs belges convertibles et sur les positions débitrices au comptant en devises du marché réglementé. En effet, on craignait une évolution moins favorable de la balance des paiements, de sorte qu'une atténuation des mesures de protection contre les exportations de capitaux se justifiait.

A la fin du mois de mars, le système relatif à la réserve sur les engagements a été quelque peu modifié par l'abaissement des coefficients, s'appliquant aux catégories d'engagements les plus longs. De cette manière, les organismes en cause ont été incités à s'endetter sous les formes qui sont les moins liquides pour les apporteurs de moyens financiers.

La recommandation du 29 mars a également instauré une liaison entre un ensemble d'actifs de la Banque Nationale et la réserve monétaire à former. Ce

---

(1) En vertu de la loi susmentionnée, la Commission bancaire a conféré, à la demande de la Banque nationale, force obligatoire aux recommandations pour les périodes de juillet à octobre et de novembre à janvier 1975.

(2) Pour les banques, ceux-ci ont été de 7,20 et 30 % sur l'encours utilisé et pour les autres intermédiaires financiers, de 3,5, 10 et 15 % sur les ouvertures de crédit.

mécanisme a visé à neutraliser les incidences, sur les trésoreries des intermédiaires financiers, de mouvements étrangers à l'activité de crédit de ceux-ci, telles que les variations des avoirs extérieurs de la Banque Nationale ou le recours du Trésor à celle-ci. Ces mouvements se traduisent par des fluctuations dans divers actifs de la Banque Nationale.

Au cas où de telles variations se produisent et si elles s'élèvent à 4 milliards de francs, au moins, le coefficient de réserve sur les engagements à vue est adapté de telle sorte que la réserve est allégée ou alourdie, selon le cas, à concurrence de 50 % du montant de la variation des actifs. Il a été constaté, en effet, que, compte tenu notamment de la détention sous forme de billets d'une partie des encaisses, une variation de ces actifs entraîne, à concurrence de la moitié, une variation des dépôts monétaires, constitués auprès des intermédiaires financiers et, partant, des trésories de ces derniers.

Le 20 septembre, ce mécanisme a été appliqué : il a, en effet, été constaté que les actifs de la Banque Nationale ont augmenté de 5,9 milliards de francs par rapport à la décade de référence du 5 au 14 avril. Le coefficient de réserve sur les engagements à vue a dès lors été relevé à 6,2 %.

Sous l'impulsion de la pression de la demande de crédits, la réserve sur les crédits a perdu de son efficacité en tant qu'incitant à la modération. Le 20 mars, cette réserve a même atteint 6,6 milliards. De ce fait, des limites quantitatives ont été fixées pour l'expansion des crédits. Le dépassement éventuel de ces limites a été assorti d'une réserve plus importante que dans le passé : 30 à 60 % pour les banques et 15 à 30 % pour les autres intermédiaires financiers, selon l'importance du dépassement. Ces dépassements ont dû, en outre, être résorbés dans les délais les plus brefs.

Les crédits bancaires ont été admis à se développer sur la base d'un rythme annuel de 17 %, contre 24 % d'accroissement pendant le premier trimestre. Toutefois, un régime particulier a été mis en place pour trois catégories de crédits, notamment les crédits d'importation (acceptations visées ou certifiées). Ceux-ci ont bénéficié d'un rythme d'expansion plus élevé pour tenir compte du renchérissement des biens de production importés. Les crédits « Credit-export » et les crédits d'investissements subsidiés ou garantis par les pouvoirs publics ont été exemptés de toute restriction.

Etant donné le renforcement du dispositif relatif aux crédits, le coefficient de remploi imposé aux banques a été abaissé, à partir d'avril, à 41 % (en vertu de l'accord du 31 janvier, ce coefficient s'élevait à 43 %). Les coefficients applicables aux autres intermédiaires financiers ont été modifiés dans les mêmes proportions.

A la demande du Ministre des Finances, les intermédiaires financiers ont été autorisés, le 28 juin, à convertir la réserve sur les engagements à concurrence d'un montant total de 6 milliards de francs en certificats spéciaux du Trésor à trois ans.

La recommandation du 28 juin a fixé des normes plus strictes, limitant l'expansion des crédits à un rythme annuel de 14 %, c'est-à-dire le taux estimé de l'accroissement du P.N.B. à prix courants. La sélectivité a été supprimée à l'exception des ouvertures de crédits consenties par Creditexport. De plus, les intermédiaires financiers ont été priés d'accorder, selon les normes globales, une priorité aux trois catégories de crédits ayant bénéficié antérieurement d'un régime spécial et de se montrer particulièrement restrictifs à l'égard des prêts à tempérament, ainsi que vis-à-vis des crédits pour la construction d'habitations autres que sociales. Les crédits visés par la recommandation, ont en outre reçu une définition plus précise, c'est-à-dire tous les crédits à l'octroi desquels une banque concourt directement ou indirectement.

La modification du 28 juin a toutefois relevé à 43 %, le coefficient de remploi imposé aux banques.

La recommandation du 31 octobre a modifié la définition des engagements sur la base desquels les structures en fonds publics doivent se réaliser. En effet, certaines banques ont éprouvé des difficultés à respecter leurs obligations de remploi en raison de la structure de leur bilan. Ladite réglementation a, dès lors, été supprimée pour les ressources en francs belges, collectées auprès des banquiers correspondants en Belgique; de plus, les prêts en francs belges à des banquiers correspondants, ne peuvent plus être déduits des engagements soumis à ces obligations.

En raison des changements conjoncturels intervenus à partir du troisième trimestre, des assouplissements ont également été introduits en matière de réserve monétaire sur les crédits. Le rythme annuel autorisé de l'expansion des crédits a été porté de 14 % à 16 %.

Concernant la réserve sur les engagements également, une modification a été introduite de sorte que la réserve monétaire, que chaque intermédiaire financier doit constituer sur les engagements, n'augmente plus en fonction de ceux-ci mais diminue quand ces engagements fléchissent.

Compte tenu des tensions persistantes sur le marché monétaire, le recours aux crédits bancaires, en vue de financements spéculatifs, a dû être rendu plus onéreux. La Banque Nationale a, dès lors, majoré son taux d'escompte en février. Le taux d'escompte de base a été porté de 7,75 à 8,75 % et le taux des avances de 8,50 à 9,50 %.

Les plafonds de réescompte et/de visa des banques ont été également abaissés à plusieurs reprises et sont ainsi revenus de 37,8 milliards à la fin de 1973, à 31,4 milliards à la fin de décembre 1974. Les plafonds de réescompte des institutions publiques de crédit ont été réduits dans la même proportion que ceux des banques.

Pendant les quatre premiers mois de l'année, la marge disponible sur les plafonds de réescompte des banques s'est élargie de 5,4 milliards à 11,6 milliards. Mais par la suite, une contraction progressive s'est manifestée. Cette évolution

peut être mise en rapport avec le resserrement du marché monétaire alors que les plafonds ont été également réduits. Fin décembre, la marge disponible s'élevait à 5,1 milliards.

Le mode d'utilisation des plafonds de réescompte et les conditions d'utilisation des ouvertures de crédit en compte courant d'avances ont fait l'objet d'adaptations fondamentales et ce afin de suivre de plus près les conditions du marché. A partir du 8 juillet, le plafond de réescompte de chaque banque et de chaque institution publique de crédit est devenu utilisable, par moitié pour le réescompte, soit directement auprès de la Banque Nationale au barème officiel de celle-ci, soit auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie au taux fixé par cette institution. Ceci vaut pour les effets visés ou certifiés ou les effets représentatifs de commerce intérieur, répondant aux conditions de réescompte de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A).

La seconde moitié « sous-plafond B » émarge uniquement à l'Institut de Réescompte et de Garantie et ce au taux fixé par cette institution, pour des effets précités, ainsi que les effets visés ou certifiés « Creditexport », ayant plus de 120 jours et un an maximum à courir. Le taux appliqué par la Banque Nationale à l'Institut de Réescompte et de Garantie a été fixé à 9,5 % c'est-à-dire le taux des avances en compte courant.

Afin de permettre aux banques de donner plus de mobilité à leurs recours auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie, celui-ci a décidé de permettre dorénavant aux banques de procéder auprès de lui à des « mises en pension » d'effets, c'est-à-dire à des cessions assorties d'une clause de rachat à échéance conventionnelle, dans le cadre du sous-plafond B.

Pour compléter les mesures à caractère purement monétaire, des *dispositions réglementaires* ont également été prises au niveau de l'octroi de crédits.

En vue de modérer les dépenses de consommation, les conditions de crédit pour les ventes à tempérament et les prêts personnels ont été rendues plus restrictives et ce pour une période de 6 mois (1) ; le montant de certains acomptes a été relevé et le délai de remboursement abrégé pour les prêts personnels dépassant 20 000 francs.

Différentes mesures ont été prises pour freiner les constructions d'habitations nouvelles. En mars 1974, la C.G.E.R. a revu les conditions d'octroi de prêts à la construction et fin avril 1974, les taux d'intérêts sur les prêts hypothécaires ont été majorés, comme dans toutes les institutions publiques de crédit. En outre, elle a décidé, le 24 juillet, de suspendre temporairement l'octroi de nouveaux crédits à la construction ; la loi du 25 juillet 1974, modifiant le code fiscal sur les revenus, contient également des mesures conjoncturelles relatives aux prêts hypothécaires et aux autorisations de bâtir.

L'arrêté royal du 5 août 1974 (2) limitant le montant de l'inscription hypothécaire par rapport à la valeur vénale du bien immobilier grevé a été pris

(1) Arrêté royal du 2 juillet 1974 (*Moniteur belge* du 4 juillet 1974).
(2) *Moniteur belge* du 10 août 1974.

en exécution de cette loi, de même que l'arrêté royal du 22 août 1974 réglant la suspension, pendant un an, des autorisations de bâtir pour des immeubles ayant une valeur estimée de plus de 50 millions de francs.

Pendant l'année 1974, la *politique budgétaire* a occupé une place importante dans l'ensemble de la politique anti-inflationniste. Dans le cadre de celle-ci, les engagements d'investissements ont été freinés.

Concernant le budget extraordinaire, le programme de base du secteur budgétaire pour l'année 1974, fixé à un total de 72,9 milliards (1), a dès lors été ramené à 60,4 milliards. Toutefois, il faut tenir compte des programmes « hors-plafond » (6,6 milliards). Pour le secteur débudgétisé, le programme de base de 23,0 milliards a été réduit à 16,8 milliards, dont 1,5 milliard non soumis à une répartition par période. Le programme des investissements propres du secteur des institutions d'intérêt public, a été ramené de 29,2 milliards à 22,7 milliards. Pour l'ensemble de l'année, les taux de libération ont donc oscillé entre 70,3 % et 100 %, selon une échelle de priorité tenant compte des besoins de l'expansion économique, de l'évolution des équipements sociaux, des investissements en vue de la lutte contre la pollution et des besoins des transports en commun. Par ailleurs, toutes les adjudications de nouveaux bâtiments ont été suspendues du début juillet à la fin septembre. Ces mesures ont été d'application non seulement pour l'administration centrale mais également pour les administrations décentralisées et les parastataux.

Au niveau du budget ordinaire, on s'est efforcé d'aligner le rythme de croissance des dépenses sur celui du P.N.B.

L'évolution de la dette publique et son financement doivent également être mise dans le contexte de l'évolution du marché monétaire et financier.

Pendant le premier semestre de 1974, le Trésor a eu largement recours aux marchés financiers. Les besoins nets de financement de l'Etat ont atteint 80,3 milliards après 6 mois, contre 62,8 milliards au terme de la même période de 1973. La cause de cet accroissement a résidé principalement dans l'écart temporaire entre les recettes et les dépenses. Partant, le Trésor a dû utiliser dans une large mesure la marge conventionnelle de crédits auprès de la Banque Nationale de Belgique. Après six mois, l'encours moyen s'élevait, par jour, à 11,6 milliards contre 2,4 milliards en 1973.

A partir du mois d'août, la demande de crédits de la part des pouvoirs publics a diminué en raison de l'encaissement des paiements anticipés en juillet et du rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Le recours du Trésor à la marge de la Banque Nationale n'a atteint, après neuf mois, en moyenne, mensuelle, que 9,3 milliards contre 3,2 milliards au terme de la même période de 1973. Pendant le mois de novembre, aucun encours n'a été recensé sur la

(1) Y compris, les programmes couvrant les crédits d'engagement du budget des dotations culturelles.

marge de la Banque Nationale. L'emprunt d'Etat émis en septembre a connu un grand succès : deux tiers des obligations ont été souscrites par les particuliers, dont la conversion des liquidités disponibles en actifs financiers à plus long terme a constitué en effet un élément de protection partielle contre l'inflation. Il en est de même pour l'emprunt émis par la Régie des Télégraphes et des Téléphones, à concurrence de 12 milliards clôturé anticipativement.

La dette publique s'est accrue de 57,3 milliards pendant l'année 1974 dont 49,4 milliards de dette consolidée. Le recours à la dette flottante a diminué à partir de juillet et ne s'établissait plus, fin décembre, qu'à 7,9 milliards de francs.

Bien que de sensibles différences saisonnières se soient produites, les besoins nets de financement du Trésor pour l'année 1974 n'ont été que légèrement supérieurs à ceux de 1973 (57,3 milliards en 1974, contre 52,0 milliards en 1973).

Dans le cadre de la *politique monétaire internationale* le Fonds Monétaire International (F.M.I.) a pris plusieurs décisions relatives à l'organisation du système monétaire international.

En juin, le Comité des Vingt a formulé un certain nombre de conclusions, quant aux principes généraux, dont l'organisation monétaire internationale pourrait s'inspirer à l'avenir. Afin de faciliter la gestion des liquidités internationales et de maintenir l'accroissement des soldes en monnaies de réserve entre certaines limites, un système de convertibilité a été préconisé ; le droit de tirage spécial deviendrait, à cet égard, le principal instrument de réserve, l'or et les monnaies de réserve ne se voyant plus attribuer qu'un rôle de second rang. La tâche du F.M.I. s'en trouverait accrue.

Le Comité des Vingt fait également mention de diverses mesures qui pourraient être prises sans attendre l'achèvement de la réforme fondamentale et qui pallieraient certaines déficiences de fonctionnement du système pendant la période de transition. Certaines de ces suggestions ont conduit à des décisions du F.M.I.

C'est ainsi qu'il a été créé un Comité intérimaire du Conseil des Gouverneurs pour le système monétaire international; ce Comité fournira des avis au Conseil des Gouverneurs, principalement dans les domaines de l'organisation du système monétaire international et de la surveillance de la gestion, de la préparation des propositions d'amendement des statuts et des actions à mener en cas de perturbations soudaines qui pourraient mettre le système en danger.

Une autre décision a trait au mode d'évaluation des droits de tirage spéciaux et des positions nettes de réserve auprès du Fonds.

Depuis que le dollar flotte par rapport à l'unité monétaire de nombreux pays, l'évolution des instruments de réserve de ces pays, exprimée dans leur monnaie nationale, a pu présenter des fluctuations d'une grande ampleur.

En effet, en vertu des dispositions du Fonds pour les pays en cause, la valeur des instruments de réserve précités a été déterminée, en termes de dollars des Etats-Unis, sur la base d'un rapport constant et, en termes des monnaies des autres pays membres, par référence au cours du dollar sur leur marché de change respectif, de sorte qu'elle a subi, en ce qui concerne ces autres pays, l'incidence de l'instabilité de ce cours.

Depuis novembre 1973, ces dispositions réglementaires ont été suspendues, en ce qui concerne les règlements, entre pays participants, en droits de tirage spéciaux de dettes libellées dans la monnaie du pays débiteur. Elles ont été amendées par une décision du 13 juin 1974. Sur la base de celle-ci, la valeur internationale des droits de tirage spéciaux et des positions nettes de réserve auprès du F.M.I. a été déterminée, à partir du 1er juillet 1974, pour toutes les monnaies, y compris le dollar, par rapport à un « panier » de seize monnaies, c'est-à-dire celles des pays dont la part dans les exportations mondiales de biens et de services a dépassé 1 % pendant la période de 1968 à 1972. La pondération retenue pour les différentes monnaies est fonction de cette part, avec, toutefois, quelques corrections pour tenir compte du fait que ce critère ne reflète pas nécessairement l'importance réelle de certaines monnaies dans les transactions internationales. Cette réglementation vaut pour une période intermédiaire, sans préjuger des mesures à prendre après la réforme fondamentale du système.

Une troisième décision concerne les « orientations pour la gestion des taux de change flottants ». A cet égard, le Fonds a défini des critères, dans une tentative de rétablir une certaine cohérence dans l'action internationale. Dans l'exercice de la surveillance dont il est chargé, le F.M.I. même s'inspirera de ces critères recommandés aux membres pour la gestion de leur monnaie.

Les recommandations visent à régulariser les cours de change en atténuant des mouvements à court terme, tout en infléchissant les cours dans le sens d'une norme à moyen terme et correspondant à un niveau jugé approprié, pour la monnaie concernée, par les autorités nationales agissant en collaboration avec le Fonds.

Dans le cadre des réalisations de l'Union Economique et Monétaire, les diverses dispositions, adoptées par le Conseil de Ministres des Communautés Européennes, à la fin de 1973, ont été formellement arrêtées le 15 février 1974. Toutefois, aucune résolution n'a été prise afin de marquer le passage à la deuxième phase de la réalisation de l'Union Economique et Monétaire qui avait été prévu pour le 1er janvier 1974 et qui devrait indiquer le programme d'ensemble de cette étape en vue d'assurer le parallèlisme nécessaire des actions d'intégration, notamment en ce qui concerne la libération des mouvements de capitaux intracommunautaires, la régulation commune des mouvements de capitaux en provenance ou à destination des pays tiers. De même, le Conseil n'a pas encore pu se prononcer positivement sur le projet de mise en commun des réserves de change officielles.

A partir du 21 janvier 1974, le Gouvernement français a décidé de suspendre pour une période de 6 mois — qui a été prorogée —, les interventions pour maintenir le rétrécissement des marges de fluctuation entre les monnaies de la Communauté. Cinq autres Etats-membres ont cependant pris la décision de maintenir les marges restreintes entre leurs monnaies respectives.

Les 22 et 23 avril, les Ministres des Finances des Etats-membres ont adopté, à Zeist, une position commune relative aux conditions dans lesquelles une mobilisation effective des stocks d'or officiels pourrait être réalisée. Tout en affirmant la position centrale du droit de tirage spécial dans le système monétaire réformé, ils sont convenus que les autorités monétaires devraient être autorisées à vendre ou à acheter de l'or soit entre elles, à des prix dérivés de ceux du marché, soit au marché libre. Il a été suggéré, par ailleurs, que ces transactions ne devraient pas conduire à un accroissement durable des stocks d'or officiels et qu'elles pourraient s'accompagner d'une certaine action stabilisatrice vis-à-vis du marché.

Les modalités techniques d'application de cet accord ont été mises à l'étude, mais aucune décision n'est intervenue. Néanmoins, la « Deutsche Bundesbank » a fourni un prêt gagé sur or à la « Banca d'Italia ». Il s'agissait d'un prêt de 2 milliards de dollars. A ce sujet, la Banque centrale italienne a mis en gage une partie de ses réserves d'or, estimée à un prix en relation avec celui des prix du marché. En décembre, les chefs d'Etat de la France et des Etats-Unis ont toutefois levé leurs objections de principe à l'évaluation des avoirs officiels en or sur la base des prix courants du marché.

Le système de soutien monétaire à court terme — dont le montant a été majoré le 1er mars — et celui de l'assistance financière à moyen terme ont été mis en œuvre pour la première fois le 18 mars en faveur de l'Italie.

Le 18 novembre, le Conseil des Ministres a approuvé un règlement permettant à la Communauté d'emprunter pour un total de 3 milliards de dollars y compris les intérêts, des fonds à moyen terme (de 5 ans ou plus). Ces fonds seront mis à la disposition des banques centrales des Etats-membres éprouvant des difficultés de balance des paiements, provoquées par le renchérissement des produits pétroliers, moyennant l'adoption par ces Etats de mesures propres à résoudre ces problèmes. Les emprunts sont garantis par chaque Etat-membre à concurrence d'un pourcentage maximum propre ; ce dernier a été fixé à 14,68 % pour l'U.E.B.L.

★
★ ★

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. – FINANCES DE L'ÉTAT

Dans le domaine des finances publiques, la politique budgétaire et fiscale de 1974 a joué un rôle important dans la lutte contre l'inflation. L'objectif essentiel a été la diminution de l'impasse de trésorerie pour que le déficit devant être financé par des emprunts puisse être limité le plus possible. A cette fin une modération du rythme d'accroissement des dépenses publiques a été poursuivie. Par ailleurs, un ensemble de mesures spécifiques a été pris. Ces mesures comprennent les actions en vue d'une plus juste perception des impôts, la recherche d'une plus grande efficacité pour les dépenses de fonctionnement et la réorientation de la politique des subventions. Comme en 1973, le Gouvernement a mis un frein aux engagements d'investissements. C'est ainsi que les programmes dits non-prioritaires n'ont été libérés qu'à concurrence de 72,5 %, tandis que les programmes prioritaires ont été autorisés à raison de taux variant entre 80 et 100 %.

Le *budget ordinaire* pour 1974 s'est soldé par un boni de 0,2 milliard de francs, alors que le projet pour 1973 ne prévoyait qu'un surplus de 0,1 milliard. A cet égard, il y a lieu de signaler que le budget voté pour 1973 en fait de dépenses s'est élevé, à la suite d'amendements, à 410,3 milliards, de sorte qu'il a laissé un mali initial de 3,5 milliards.

Les crédits de paiement approuvés pour les dépenses ordinaires au budget de l'année 1974 ont atteint 473,3 milliards de francs, soit 63,0 milliards de plus que dans le budget voté et 46,1 milliards en plus que dans le budget ajusté de 1973. Exprimé en pour-cent, ceci a entraîné une hausse respective de 15,4 et 10,8 %. Compte tenu du solde (+ 35,7 milliards), des augmentations (+ 40,7 milliards) et des diminutions (— 5,0 milliards) des crédits supplémentaires propres à 1974 (1), le total des crédits de paiement propres à 1974 s'est élevé à 509,1 milliards. Les crédits supplémentaires relatifs aux années précédentes se sont élevés à 4,0 milliards, de sorte que le crédit total pour 1974 au budget ajusté s'est établi à 513,1 milliards (1). L'augmentation par rapport au budget ajusté de 1973 s'est inscrite à 86,0 milliards soit 20,1 %.

---

(1) Selon les résultats provisoires à fin mars 1975.

Les imputations au budget ordinaire, pour l'année 1974, se sont élevées à 498,2 milliards (dont 479,0 milliards sur crédit de 1974 et 19,2 milliards sur report) (1), soit 74,3 milliards ou 17,5 % en plus qu'en 1973. Les augmentations les plus importantes en montants absolus entre les imputations au budget ordinaire de 1973 et celles de 1974 sont apparues dans les secteurs de la dette publique (+ 16,5 milliards), des salaires (+ 12,8 milliards) et des transferts de revenus (+ 40,7 milliards). Ventilée par département, l'augmentation la plus importante a été constatée pour l'Education Nationale (+ 20,8 milliards). Il faut aussi signaler les accroissements pour la Sécurité sociale (+ 6,5 milliards), les Communications (+ 4,7 milliards), l'Emploi et le Travail (+ 4,0 milliards), l'Intérieur (+ 3,1 milliards) et la Défense Nationale (+ 2,1 milliards).

Les recettes inscrites au budget ordinaire de l'année 1974 ont été estimées initialement à 473,6 milliards, dont 461,1 milliards de recettes fiscales et 12,5 milliards de recettes non fiscales.

Les réalisations en matière de recettes ordinaires inscrites au Budget des Voies et Moyens pour l'année 1974 se sont établies à 489,7 milliards, dont 472,1 milliards de recettes fiscales et 17,6 milliards de recettes non fiscales (1) (2). Les réalisations ont donc dépassé les prévisions de 16,1 milliards (3,4 %), dont 11,0 milliards pour les recettes fiscales et 5,1 milliards pour les recettes non fiscales. Par rapport aux recettes inscrites au budget de l'année 1973 (410,6 milliards), une plus-value de 79,1 milliards a été réalisée (19,3 %), dont 72,6 milliards pour les recettes fiscales et 6,5 milliards pour les recettes non fiscales.

Les opérations sur le budget ordinaire de l'année 1974 se sont ainsi clôturées par un déficit de 8,5 milliards de francs (1), alors que le solde du budget ajusté de 1973, s'est élevé à — 13,3 milliards. Pour 1971 et 1972, le résultat avait été respectivement un boni de 3,0 milliards et un mali de 4,5 milliards.

Dans le domaine des *dépenses extraordinaires*, les programmes d'engagements relatifs aux investissements ont été freinés dans le cadre des mesures de lutte contre l'inflation.

Le programme initial d'investissements pour 1974 prévoyait pour le secteur budgétaire des engagements d'un montant de 79,5 milliards de francs, dont 72,9 milliards pour les programmes soumis à une répartition périodique (3) et 6,6 milliards pour les programmes hors plafond.

Les programmes d'investissement du secteur débudgétisé ont été fixés à 23 milliards, dont 21,5 milliards non soumis à une répartition temporaire. Le programme d'engagements en matière d'investissements de l'Etat s'est donc élevé à 102,5 milliards de francs.

---

(1) Selon les résultats provisoires à fin mars 1975.
(2) Pour les détails des recettes, voir tableaux « Exécution des budgets de 1964 à 1974 » et « Recettes budgétaires ordinaires » (perceptions effectuées).
(3) Y compris les programmes correspondants aux crédits d'engagement du budget des dotations culturelles.

Le programme d'engagements du secteur des institutions d'intérêt public a atteint un total de 29,2 milliards, de sorte que le total des programmes initiaux d'engagements, accordés aux trois secteurs pour 1974, s'est élevé à 131,7 milliards (1).

A partir du programme de base, il a été décidé d'introduire un ajustement, compte tenu de l'évolution conjoncturelle.

L'exécution des programmes d'investissements soumis à une répartition par période des secteurs budgétaire et débudgétisé a été limité, pour le premier semestre 1974, à environ 41 % des programmes initiaux. Quant aux programmes des secteurs budgétaires non soumis à une répartition périodique, ils ont été exécutés à 100 %. Le programme du secteur des institutions d'intérêt public a été libéré à concurrence d'environ 45 % du programme initial. Le total du montant libéré pour les trois secteurs, en 1974, s'est approché des 45 % du programme autorisé initialement.

Pour les neuf premiers mois il a été décidé de limiter à 65,3 % l'exécution du programme d'investissements (soumis à une répartition périodique) du secteur budgétaire; pour le secteur débudgétisé, la limitation a été de 54,1 %. Le programme du secteur des institutions d'intérêt public a été exécuté à 60,6 %.

Pour le secteur budgétaire, la réduction totale s'est inscrite à 12,5 milliards (12,6 %). Le programme annuel autorisé a concerné 67,0 milliards, dont 6,6 milliards du programme hors plafond. Les engagements réalisés (2) se sont élevés à 61,9 milliards dont 4,5 milliards de programmes hors-plafond.

Pour le secteur débudgétisé la diminution a porté sur 6,2 milliards (36,6 %). Le programme autorisé a atteint 16,8 milliards, contre 23,0 milliards prévus initialement. Les réalisations d'engagements du secteur débudgétisé se sont élevées à 14,7 milliards.

A ces programmes d'engagements s'ajoutent ceux du secteur des institutions d'intérêt public. Le programme annuel, initialement fixé à 29,2 milliards, a été ramené à 22,7 milliards, par suite d'exécution autorisée à raison de 71,4 % du programme initial.

Au niveau des dépenses du budget extraordinaire proprement dit, le budget voté de 1974 a prévu un ensemble de crédits d'ordonnancement de 75,8 milliards de francs, contre 73,2 milliards en 1973 : par ailleurs, 3,6 milliards de crédits supplémentaires ont été attribués, de sorte que les crédits totaux d'ordonnancement, propres à 1974, ont atteint le niveau de 79,4 milliards (3), contre 78,7 milliards en 1973. Les dépenses imputées se sont élevées à 78,2 milliards de francs,

---

(1) Y compris les programmes correspondants aux crédits d'engagement du budget des dotations culturelles.
(2) Données provisoires.
(3) Données provisoires à fin mars 1975.

contre 67,6 milliards en 1973. Les plus grands accroissements, en chiffres absolus, relevés dans les imputations du budget extraordinaire ont été constatés dans les secteurs Transferts de capitaux (+ 10,1 milliards), Participations (+ 3,5 milliards) et Investissements (+ 1,8 milliard).

Les recettes inscrites au budget extraordinaire de l'année 1974 ont été initialement estimées à 86,3 milliards dont 85,7 milliards représentent le produit d'emprunts consolidés et 0,6 milliard d'autres recettes. Les réalisations se sont élevées à 86,4 milliards. Par rapport aux estimations, une plus-value de 0,1 milliard a été perçue pour les autres recettes (1).

Les opérations relevant du budget extraordinaire de l'année 1974 ont donc dégagé un boni de 8,2 milliards de francs, contre + 24,4 milliards en 1973. Pour 1971 et 1972, un boni de 26,8 milliards et de 14,9 milliards a respectivement été réalisé.

Les résultats provisoires au budget ordinaire et extraordinaire ont présenté, pour l'année 1974, une plus-value de 19,3 milliards contre 11,0 milliards en 1973.

A la fin de 1974, le *découvert de caisse* du Trésor s'est élevé à 92,8 milliards de francs (2), soit 8,1 milliards de plus qu'en 1973, en raison du plus grand déficit sur les opérations budgétaires (97,1 milliards en 1974, contre 96,5 milliards en 1973) et du chiffre négatif pour les fonds de tiers (— 3,2 milliards en 1974, contre + 14,9 milliards en 1973). Le surplus considérable des recettes en matière de mouvements des encaisses (+ 7,4 milliards en 1974, contre — 3,1 milliards en 1973) a procuré une certaine compensation.

Les opérations de caisse du Trésor se sont clôturées par un déficit de 97,1 milliards, soit 0,6 milliard de plus qu'en 1973. L'amplification de ce mali doit être attribuée exclusivement aux opérations de caisse relatives au budget extraordinaire. Les opérations relevant du budget ordinaire se sont en effet soldées, en 1974, par un déficit inférieur de 2,3 milliards à celui de 1973.

Les dépenses de caisse à charge du budget ordinaire ont dépassé en 1974 de quelque 76,9 milliards celles de 1973. L'accroissement s'est élevé à 17,8 % en 1974, contre 17,2 % en 1973. L'augmentation la plus importante a été notée pour la dette publique. En raison du niveau élevé des taux d'intérêt des émissions publiques, *la charge des intérêts* et les frais des émissions publiques se son taccrus, en 1974, de 8,2 milliards (22,2 %), contre 2,2 milliards (+ 6,4 %) en 1973. En 1974, les amortissements ont dépassé le niveau de 1973 de 4,3 milliards (13,8 %).

Les dépenses pour les pensions et les salaires et charges sociales se sont accrues respectivement de 7,4 milliards (+ 14,3 %) et 12,2 milliards (+ 16,4 %), contre respectivement 9,2 milliards (+ 21,8 %) et 9,8 milliards (+ 15,3 %) en

---

(1) Données provisoires à fin mars 1975.
(2) Il s'agit du résultat de caisse et des opérations spéciales.

1973. Les transferts de revenus ont marqué un accroissement de 31,7 milliards (+ 17,6 %). A cet égard, il y a lieu de signaler : l'Education Nationale et la Culture (+ 16,1 milliards), la Prévoyance sociale (+ 6,1 milliards), les Communications (+ 3,7 milliards), la Santé publique (+ 1,5 milliard), l'Intérieur (— 0,6 milliard) et les Affaires économiques (— 1,0 milliard). Contrairement à l'année précédente, les dépenses de caisse pour les fonds budgétaires ont augmenté. Cet accroissement s'est élevé à 8,2 milliards et s'explique par l'amplification des excédents de dépenses pour tous les fonds budgétaires, excepté la Caisse Autonome indépendante des Dommages de Guerre et le Fonds des Routes.

Les recettes de caisse au budget ordinaire (1) ont été initialement estimées à 503,5 milliards de francs. 473,6 milliards ont été prévus pour des recettes ordinaires destinées aux Voies et Moyens, dont 461,1 milliards de recettes fiscales et 12,5 milliards de recettes non-fiscales et 29,9 milliards d'affectation de recettes fiscales, à répartir entre le Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale (5,6 milliards), le Fonds des Routes (16,2 milliards), la contribution complémentaire pour la C.E.E. (7,3 milliards) et le Fonds spécial des Communes (0,8 milliard).

Les recettes de caisse au budget ordinaire (1), réalisées en 1974, se sont élevées à 527,5 milliards de francs. Les recettes ordinaires inscrites au budget des Voies et Moyens se sont élevées à 488,9 milliards, dont 472,2 milliards de francs de recettes fiscales et 16,7 milliards de recettes non-fiscales. Indépendamment de l'expansion normale, la progression des recettes non-fiscales doit être notamment attribuée à l'augmentation des droits de navigation, à la perception accélérée de la redevance radio et T.V. et à l'accroissement élevé de la part de l'Etat dans les bénéfices et les produits de certaines opérations de la Banque Nationale. Les recettes fiscales affectées se sont élevées à 38,9 milliards et ont été réparties comme suit : 7,0 milliards destinés au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, 15,6 milliards au Fonds des Routes, 0,8 milliard au Fonds spécial des Communes et 15,4 milliards à la C.E.E.

Un fait nouveau, en 1974, a été l'affectation de 0,8 milliard à prélever sur les impôts directs en faveur d'un Fonds spécial pour les Communes, pour compenser la suppression (loi du 25 juin 1973) des 6 centimes additionnels sur l'impôt des sociétés et sur l'impôt des non-résidents, en vue d'alimenter le Fonds Spécial instauré auparavant en faveur de certaines communes.

On constate que non seulement les recettes fiscales affectées au financement de la contribution budgétaire complémentaire aux Communautés Européennes ont été reprises au total susmentionné des recettes affectées (38,9 milliards), mais également les droits de douane cédés à la C.E.E. comme ressources propres, en exécution de l'arrêté en la matière du 21 avril 1970 du Conseil de Ministres, bien que, stricto sensu, cette part dans les droits de douane ne puisse plus être

(1) Il s'agit des recettes ordinaires (fiscales et non fiscales) de 1974 inscrites au budget des Voies et Moyens et des recettes fiscales affectées.

considérée comme un produit d'impôt national. En effet, le Gouvernement a décidé à partir de l'année budgétaire 1973 déjà, de financer directement la contribution budgétaire complémentaire aux Communautés Européennes par des recettes fiscales à prélever sur les droits à l'importation et la T.V.A. Il y a lieu de signaler encore que les affectations en faveur du Fonds des Routes en 1974 contiennent non seulement le produit de la taxe de circulation mais également une partie de la T.V.A. et des accises sur les huiles minérales.

Par rapport à l'estimation initiale (491,0 milliards), les recettes fiscales brutes réalisées en 1974 ont produit 510,9 milliards, soit une plus-value de 19,9 milliards.

Par rapport aux recettes fiscales brutes de 1973 (432,5 milliards), le dépassement du produit brut d'impôts de 1974 ressort à 78,4 milliards ou 18,1 %.

Les recettes brutes des contributions directes de l'année 1974 se sont élevées à 275,3 milliards, contre 219,3 milliards en 1973 ; elles ont été perçues comme suit : 4,8 milliards de taxe de circulation, 1,4 milliard de précompte immobilier, 24,8 milliards de précompte mobilier, 41,0 milliards d'impôts perçus par rôle, 62,1 milliards de versements anticipés, 139,2 milliards de précompte professionnel et 2,0 milliards de divers. L'accroissement a été de 56,0 milliards ou 25,5 % et doit être attribué principalement au précompte professionnel (+ 32,2 milliards), au précompte mobilier (+ 6,5 milliards), aux paiements anticipés (+ 6,8 milliards) et aux perceptions par rôle (+ 9,3 milliards). L'augmentation peut s'expliquer principalement par l'expansion de la masse imposable, la progressivité de l'imposition et l'amélioration des perceptions par rôle concernant l'imposition 1974. En outre, le produit brut d'impôts a été influencé positivement par l'incidence nette supplémentaire, en 1974, des mesures prises en 1973 en matière d'impôts directs (loi du 25 juin 1973) en vue de maîtriser certaines formes de fraude fiscale et d'évasion fiscale, de supprimer le taux préférentiel d'imposition relatif à certaines institutions de droit public, ainsi que de modifier la taxation des paris sur les courses de chevaux. Les recettes brutes ont été influencées négativement notamment par l'ajustement, pour les années 1973 et 1974, de l'impôt des personnes physiques sur les revenus modestes et moyens allant jusque 350 000 francs.

Après déduction de 8,1 milliards d'affectation, les impôts directs inscrits au budget de l'Etat se sont élevés à 267,2 milliards, contre 211,6 milliards en 1973.

Les recettes brutes des impôts indirects de l'année 1974 se sont établies à 235,6 milliards, contre 213,2 milliards en 1973, et ont été perçues comme suit : 11,2 milliards de droits de douane et 51,1 milliards d'accises, 151,9 milliards de taxe sur la valeur ajoutée, de droits de timbre et des taxes y assimilées et 21,4 milliards de droits perçus par l'Administration de l'Enregistrement. L'accroissement par rapport à 1973 s'est élevé à 22,4 milliards, ou 10,5 %, et doit être attribué aux recettes des droits de douane et aux accises (+ 0,8 milliard), à la taxe sur

la valeur ajoutée et les taxes y assimilées (+ 20,2 milliards) et aux droits perçus par l'Enregistrement (+ 1,4 milliard).

L'augmentation peut s'expliquer par l'incidence de la hausse des prix sur le produit de la T.V.A., des droits de timbre et des taxes y assimilées et de l'harmonisation au sein du Benelux des accises sur les cigarettes et la bière.

Le produit de l'accise sur les produits pétroliers a connu, en 1974, une stagnation à attribuer aux facteurs suivants : le stockage des produits pétroliers au cours du dernier trimestre de 1973 au détriment de la demande de 1974, la perturbation du marché des produits pétroliers pendant le premier semestre de l'année 1974, l'effet de la réduction temporaire, du 1er mars à fin juillet 1974, de l'accise spéciale sur certains produits pétroliers, une diminution sensible de la consommation due aux mesures d'économie imposée, de même qu'aux économies volontaires, inspirées par l'augmentation des produits pétroliers et la prolongation du crédit de paiement, intervenue au cours du mois d'octobre.

La réduction de tarif de 20 % des droits de douane pour les produits en provenance de trois nouveaux états membres de la C.E.E. et les accords préférentiels avec les pays de l'A.E.L.E., n'ont exercé qu'une faible influence négative sur le produit brut fiscal des impôts indirects.

Compte tenu des affectations (30,6 milliards), les impôts indirects inscrits au budget de l'Etat se sont élevés à 205,0 milliards, contre 187,9 milliards en 1973.

En 1974, les dépenses de caisse relevant du budget extraordinaire, y compris celles du Fonds des Routes, se sont accrues, par rapport à 1973, de 2,8 milliards (3,8 %). Les augmentations de dépenses les plus importantes ont été notées pour la Défense Nationale et pour les Communications.

Pour les Travaux publics et pour les fonds budgétaires, une baisse des dépenses a été réalisée. On constate que les dépenses d'investissement pour le Fonds des Routes se sont légèrement accrues.

Au cours de l'année considérée, la tendance générale de la situation du Trésor et l'évolution connexe de la dette publique ont été moins influencées par les opérations de Trésorerie qu'en 1973. Le surplus de recettes est revenu de 11,7 milliards à 4,2 milliards. Le rôle déterminant dans cette évolution provient des mouvements des encaisses (+ 7,4 milliards) et des fonds de tiers (— 3,2 milliards), dont les Fonds de tiers de l'Administration des Postes (— 4,4 milliard), l'O.T.A.N. (— 0,2 milliards), le Fonds Monétaire (+ 1,4 milliard), la C.E.E. et le F.E.O.G.A. (+ 0,6 milliards), les recettes fiscales perçues par l'Etat destinées aux administrations locales (— 1,3 milliard) et divers (+ 0,8 milliard).

Le découvert de caisse (1), qui s'est élevé au total à 92,8 milliards, a été financé par les 84,9 milliards de produit net d'emprunts consolidés et les 7,9 mil-

---

(1) Il s'agit du résultat de caisse et de placements spéciaux.

liards de mouvement de la dette flottante. Néanmoins, afin d'obtenir l'évolution réelle de la dette publique, il faut, d'une part, déduire les remboursements, repris parmi les dépenses ordinaires (+ 39,3 milliards) et, d'autre part, tenir compte de certains ajustements (— 3,7 milliards), c'est-à-dire les différences d'émissions (— 2,2 milliards) et les corrections pour la dette indirecte (— 1,6 milliard).

L'accroissement réel de la *dette publique* en 1974 s'élève ainsi à 57,3 milliards, contre 52,0 milliards en 1973. Si l'on tient compte du mouvement des certificats du Trésor en possession du F.M.I. qui se sont élevés à 0,7 milliards en 1974, contre — 1,2 milliard en 1973, l'accroissement nominal de la dette publique s'est établi à 56,6 milliards en 1974 contre 53,1 milliards en 1973.

A la fin de l'année, la dette publique réelle atteignait 814,8 milliards (1), dont 754,8 milliards de dette directe (2) et 60,0 milliards de dette indirecte. (3). La dette directe représente 92,6 % de la dette totale; en 1972 et 1973, elle a été respectivement de 90,6 % et 91,6 %. En 1974, la dette directe s'est accrue de 61,2 milliards, la dette indirecte a diminué de 3,9 milliards.

La dette en francs belges s'est élevée à 808,3 milliards, soit 58,8 milliards de plus qu'en 1973. La dette libellée en or et en devises s'élève à 6,5 milliards, soit 1,5 milliard de moins qu'en 1973, à la suite de la réduction de 1,2 milliard de la dette consolidée en devises étrangères et de 0,3 milliard de la dette reprise du Congo.

Depuis 1970, la part relative de la dette en or et en devises s'est amoindrie. Fin 1970, sa part dans la dette réelle totale ne portait plus que sur 8,9 %. Fin 1973, cette part était retombée à 1,1 %. Fin 1974, elle n'était plus que de 0,8 %. Cette évolution s'insère dans le cadre de la politique anti-inflationniste poursuivie par les Gouvernements.

---

(1) Non compris, les certificats du Trésor en portefeuille du F.M.I. (6,6 milliards). Pour les calculs ultérieurs, il en a été fait abstraction également. En effet, les certificats détenus par le F.M.I. ne sont pas de même nature que les autres obligations de la dette publique et n'ont pas d'influence sur la situation du Trésor. En vertu d'une convention entre le Trésor et la Banque Nationale, c'est en effet celle-ci, et non le Trésor, qui fournit des francs belges, lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor, détenus par le Fonds. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. du versement en francs qu'elle a effectué en faveur du Fonds. La mobilisation de la dette publique a pour conséquence une diminution de celle-ci bien que le Trésor n'ait pas dû effectuer le paiement. Dans le cas contraire, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, la somme ne revient pas à la Caisse de l'Etat mais vient en décompte de la créance de la Banque Nationale sur le F.M.I. Le Fonds reçoit de nouveaux certificats du Trésor : la dette publique s'accroît sans que du nouvel argent soit perçu par le Trésor. Les causes des variations des certificats du Trésor détenus par le F.M.I. résultent soit du tirage en francs belges par les Etats-membres du Fonds, soit de remboursements en francs belges par lesdits Etats, soit d'une modification dans la participation belge à l'institution internationale.

(2) Il s'agit d'emprunts émis par l'Etat pour pourvoir à ses propres besoins.

(3) Il s'agit d'emprunts émis par certaines institutions publiques pour pourvoir à leurs besoins mais dont le service financier est assuré par l'Administration centrale.

La dette consolidée (1) a augmenté, en 1974, de 49,7 milliards contre 60,9 milliards en 1973. La dette consolidée en francs belges a présenté un accroissement de 50,9 milliards, contre 62,1 milliards en 1973. Le recours brut des pouvoirs publics au marché des capitaux s'est élevé à 107,6 milliards (2), tandis que durant la même période, les amortissements contractuels se sont inscrits à 38,0 milliards. Les remboursements hors budget ont atteint 18,7 milliards, dont 11,8 milliards de paiements anticipés à l'échéance facultative, 6,3 milliards de remboursement à l'échéance finale et 0,6 milliard de remboursement d'effets acceptés pour la souscription à de nouveaux emprunts. La dette consolidée libellée en or et en devises, a régressé de 1,2 milliards contre 1,6 milliards en 1973.

La dette flottante (3) a marqué un accroissement de 7,9 milliards en 1974, contre une diminution de 8,9 milliards en 1973.

La dette à moyen terme en francs belges a accusé un accroissement de 3,8 milliards alors qu'elle avait reculé de 1,8 milliard en 1973. L'augmentation prononcée de 1974 s'explique par l'émission de certificats spéciaux du Trésor (+ 6,0 milliards), compensée par la régression de certificats détenus par les banques (— 1,4 milliard) la C.G.E.R. (— 0,1 milliard) et la S.N.C.I. (— 0,7 milliard).

La dette à court terme et à très court terme, en francs belges, a présenté un accroissement de 4,2 milliards, contre une diminution de 2,5 milliards en 1973. Le total des certificats du Trésor en possession des banques a reculé de 2,2 milliards. Cette baisse a notamment résulté des certificats mis en adjudication (— 1,5 milliards) et des divers certificats à court terme (— 3,7 milliards). Contrairement au total des certificats à très court terme (+ 3,0 milliards), l'encours total des certificats B, logés en portefeuille du Fonds des Rentes, n'a pas subi de modification.

Les certificats en mains des parastataux se sont accrus de 1,2 milliard. La ventilation de l'augmentation selon les détenteurs se présente comme suit : C.G.E.R. (— 1,5 milliard), Crédit Communal (— 0,1 milliard) I.B.L.C. (—0,2 milliard), S.N.C.I. (+ 0,3 milliard), S.N.T. (+ 0,2 milliard), R.T.T. (— 0,2 milliard), S.N.L. (+ 1,0 milliard), S.N.C.B. (+ 1,7 milliard), Régie des Transports maritimes (— 0,1 milliard).

Le total de l'encours des certificats du Trésor à très court terme s'est élevé à 19,5 milliards, dont 6,9 milliards de certificats à un mois, 4,4 milliards à 2 mois et 8,2 milliards à 3 mois (4) : l'encours des certificats émis par adjudication s'est élevé à 3,9 milliards, dont 1,8 milliard de certificats à 6 mois, 1,8 milliard à

---

(1) Non compris la dette reprise du Congo.

(2) Y compris les émissions de la dette indirecte de 1,6 milliard : c'est-à-dire les emprunts de l'Office de la Navigation auprès de la Caisse d'Epargne et de Retraite.

(3) Après élimination des opérations avec le F.M.I.

(4) En 1973, le total était de 8,3 milliards, dont 0,2 milliard à 1 mois, 0,5 milliard à 2 mois et 7,6 milliards à 3 mois.

9 mois et 0,2 milliard à 12 mois (1). Il faut remarquer que le marché de certificats à très court terme et de ceux émis par adjudication est réservé aux banques, aux intermédiaires financiers du secteur public, à certains organismes parastataux d'exploitation et aux caisses d'épargne privées (2).

Les certificats du trésor, logés en portefeuille de la B.N. dans le cadre des conventions des 14 septembre 1948 et 30 mars 1968, sont passés de 0,4 milliard fin 1973 à 5,1 milliards fin 1974 ; ceci représente une augmentation de 4,7 milliards. Il faut remarquer que selon les dispositions de la communication du 2 juillet 1974, la marge de crédit dont l'Etat dispose, a été portée de 16 milliards à 20,6 milliards. L'encours journalier moyen des avances de la Banque Nationale au Trésor s'est élevé à 7,3 milliards pour l'année 1974, contre 2,4 milliards pour 1973 et 2,5 milliards pour 1972.

Bien que les besoins nets de financement du Trésor pour l'année 1974 n'aient dépassé que légèrement ceux de 1973, le mali au budget ordinaire a été beaucoup plus élevé pendant le 1er trimestre de 1974 que pendant la période correspondante de 1973. Les dépenses au budget ordinaire ont en effet tendance à se concentrer pendant cette période de l'année, tandis que les recettes rentrent principalement au second semestre. Parmi les fonctions qui contribuent à ce profil irrégulier, il y a lieu de citer les paiements importants au titre des intérêts de la dette publique, les dépenses de caisse effectuées en janvier et février sur des ordonnancements de l'année précédente, les décaissements sur les crédits transférés de l'année budgétaire antérieure, qui, eux aussi, s'opèrent surtout au cours du premier semestre, pour se réduire ensuite à mesure que l'année s'écoule, et, enfin, certains transferts à la sécurité sociale. Par contre, les paiements anticipés ont lieu principalement au second semestre. En outre, au début de 1974, le Trésor a perdu l'utilisation de fonds de tiers dont il avait pu disposer à la fin de l'année précédente. Il s'agit en l'occurrence de fonds de tiers de la Poste et des fonds destinés aux Communautés Européennes.

Pendant la période mai-juillet, le Trésor n'a, dès lors, pas pu couvrir ses besoins sur le marché financier, bien qu'une partie importante des ressources nouvelles des intermédiaires financiers ait obligatoirement affluée dans ses caisses en vertu des mesures de politique monétaire. En conséquence, il a recouru davantage à la Banque Nationale, en premier lieu en utilisant sa marge conventionnelle de crédit, ensuite en faisant racheter des certificats autres que ceux de la tranche B par le Fonds des Rentes, qui s'est financé par un recours important aux avances de la Banque Nationale. Ces financements temporaires ont pu être dénoués pendant la seconde moitié du mois de juillet, grâce aux rentrées provenant du paiement anticipé d'impôts. A partir de ce moment,

---

(1) En 1973, on comptait 15,5 milliards, dont 2,7 milliards à 6 mois, 4,8 milliards à 9 mois et 8,0 milliards à 12 mois.

(2) En ce qui concerne les certificats du Trésor à très court terme, la Banque Nationale, compte tenu de la situation sur le marché monétaire, souscrit à des certificats au pair de la valeur nominale. La souscription aux certificats émis par adjudication s'opère aux conditions fixées de commun accord par le Ministère des Finances et de la Banque Nationale.

le Fonds des Rentes n'a plus dû effectuer d'interventions de régularisation sur des certificats du Trésor en francs belges autres que ceux de la tranche B.

La dette à vue composée d'avoirs des particuliers auprès de l'Office des Chèques Postaux s'est accrue de 2,3 milliards. La dette vis-à-vis de la Banque Nationale (1) qui a résulté de la garantie de l'Etat concernant la perte subie par la B.N.B. à l'occasion de la dévaluation du dollar le 13 février 1973, a été remboursée à concurrence de 1,9 milliard.

Tout comme en 1973, l'accroissement net de la dette publique a été financé complètement en 1974 également, par un recours aux marchés des capitaux intérieurs. En outre, les fonds récoltés ont également été utilisés pour de nouveaux amortissements de la dette extérieure.

A la fin de 1974, le total de la dette publique extérieure s'élevait encore à 6,5 milliards de francs (dont 5,7 milliards de dette extérieure à long terme et 0,8 milliard de dette Congolaise garantie). Ceci implique une diminution de 1,5 milliard par rapport à la fin de 1973 ; la dette à long terme a été amortie à concurrence de 1,2 milliard et la dette congolaise garantie à raison de 0,3 milliard.

★
★ ★

(1) Convention du 31 décembre 1973.

La situation de caisse du Trésor (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974
Opérations budgétaires	— 44 051	— 56 104	— 79 851	— 96 471	— 97 104
a) Ordinaire	+ *5 578*	+ *8 926*	— *3 412*	— *22 185*	— *19 892*
b) Extraordinaire	— *49 629*	— *65 030*	— *76 439*	— *74 286*	— *77 212*
Fonds de tiers	+ 1 379	+ 6 391	— 928	+ 14 861	— 3 154
Opérations de caisse et de Trésorerie	+ 458	— 1 020	+ 592	— 3 121	+ 7 444
Total...	**— 42 214**	**— 50 733**	**— 80 187**	**— 84 731**	**— 92 814**
FINANCEMENT					
Solde dette flottante	+ 4 965	— 26 328	— 11 798	— 6 457	+ 7 893
Banque Nationale	— *2 300*	— *8 325*	— *3 825*	— *650*	+ *4 675*
Institutions financières	+ *12 532*	+ *7 905*	— *4 200*	— *6 060*	— *3 177*
Comptes chèques postaux des particuliers	+ *4 495*	+ *239*	+ *8 992*	— *548*	+ *2 276*
Monnaies étrangères	— *9 479*	— *26 477*	— *12 070*	— *1 862*	— *40*
Divers	— *283*	+ *330*	— *695*	+ *2 663*	+ *4 159*
Produit des emprunts consolidés	+ 37 249	+ 77 061	+ 91 985	+ 91 192	+ 84 945
Placements ou certificats de la Banque Nationale ...	—	—	—	— 4	— 24
Total...	**+ 42 214**	**+ 50 733**	**+ 80 187**	**+ 84 731**	**+ 92 814**
Rapprochement avec les résultats de la dette :					
Amortissements (b)	— 20 449	— 19 207	— 20 025	— 34 497	— 39 274
Différences (c)	+ 2 088	+ 1 794	+ 2 861	+ 1 754	+ 3 748
Opérations du F.M.I. (d)	— 521	— 10 390	+ 3 906	+ 1 156	— 667
Total...	**+ 23 332**	**+ 22 930**	**+ 66 929**	**+ 53 144**	**+ 56 645**
Evolution réelle	**+ 23 853**	**+ 33 320**	**+ 63 023**	**+ 51 988**	**+ 57 312**

Source : Ministère des Finances.

(a) Situation par année civile des encaissements et décaissements du Trésor relatives aux opérations budgétaires et aux opérations hors budget (opérations de caisse, de trésorerie, et fonds de tiers).
(b) Les amortissements sont repris parmi les opérations budgétaires.
(c) Il s'agit entr'autres de différences d'émission (différences entre le produit brut et le produit net) et d'amortissement (différence entre l'amortissement nominal et l'amortissement réel).
(d) L'évolution des certificats F.M.I. n'a pas d'incidence directe sur la situation de caisse.

Exécution des budgets de 1965 à 1974 (a)

(en millions de francs)

ANNÉES	Budget ordinaire							Budget extraordinaire				Résultats
	Recettes					Dépenses	Solde	Recettes		Dépenses	Solde	
	Contributions directes	Douanes et Accises	Enregistrement	Non fiscales	Total			Emprunts consolidés (c)	Autres			
1965	69 602	30 111	65 632	10 161	175 506	184 301	— 8 795	22 203	447	25 776	— 3 126	—11 921
1966 (x)	77 856	34 250	78 656	10 464	201 226	199 013	+ 2 213	21 015	683	30 605	— 8 907	— 6 694
1966 (y)	67 128	33 653	78 647	9 348	188 776	193 062	— 4 286	21 016	643	33 910	—12 251	—16 537
1967	87 205	37 094	86 032	12 652	222 983	225 515	— 2 532	21 656	257	29 874	— 7 961	—10 493
1968.....	95 770	38 596	92 421	12 793	239 580	247 860	— 8 280	29 206	605	35 583	— 5 772	—14 052
1969	109 699	42 792	100 971	14 166	267 628	268 207	— 579	28 084	391	36 633	— 8 158	— 8 737
1970	131 490	46 015	105 902	16 938	300 345	295 411	+ 4 934	27 260	607	49 147	—21 280	—16 346
1971	151 397	46 543	118 830	9 218	326 285	323 293	+ 2 992	77 052	667	50 926	+26 793	+29 785
1972	175 115	49 432	132 112	9 374	366 033	371 102	— 5 069	80 179	493	65 714	+14 958	+ 9 889
1973 (b)	211 609	47 247	140 673	11 092	410 621	423 925	—13 304	91 164	770	67 469	+24 465	+11 161
1974 (b)	267 151	45 083	159 846	17 666	489 746	498 218	— 8 472	85 724	675	78 082	+ 8 317	— 155

Source : Ministère des Finances.

(a) Système de l'exercicé jusqu'en 1966. Le système de gestion a été introduit par la loi du 28 juin 1963 (*Moniteur belge* du 31 juillet 1963) et mis en application à partir du 1er janvier 1967. De ce fait l'exercice 1966 a commencé suivant l'ancien système mais a perdu une partie notable des opérations en recettes et dépenses de la période complémentaire. Les résultats définitifs (y) sont donc incomplets par rapport aux résultats des exercices précédents. Pour surmonter la difficulté de comparaison, la loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1967 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1966) prévoyait la publication d'un aperçu au 31 mars 1967 suivant le système de l'exercice (x).

(b) Résultats provisoires.

(c) Produit net des émissions.

Recettes budgétaires ordinaires

Recouvrements effectués

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Système de gestion				
	1970	1971	1972	1973 (a)	1974 (a)
A. — Recettes fiscales :					
I. *Contributions directes*	**131 489,8**	**151 397,5**	**175 114,9**	**211 609,4**	**267 151,0**
Taxe de circulation	5 665,2	4 875,3	4 544,6	—	—
Taxe sur jeux et paris	628,7	753,6	1 676,1	1 015,7	1 821,0
Précompte immobilier	1 096,2	1 160,3	1 255,5	1 171,6	1 426,0
Précompte mobilier	13 347,8	15 830,6	16 411,7	18 351,0	24 803,0
Impôt versé par anticipation par les non-salariés	27 498,8	29 798,2	37 440,2	54 120,8	60 981,0
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge :					
— des non-résidents	163,6	661,6	423,7	314,6	414,0
— des sociétés	3 915,5	5 660,3	5 599,6	5 215,7	9 537,0
— des personnes physiques	19 126,5	21 822,8	23 989,0	24 546,0	30 143,0
Précompte professionnel	59 313,6	70 071,8	83 719,7	106 109,5	137 925,0
Produits divers	733,9	763,0	54,8	764,5	101,0
II. *Douanes et Accises*	**46 015,2**	**46 543,0**	**49 431,6**	**47 246,5**	**45 083,0**
Droits d'entrée	9 407,5	6 351,3	4 755,3	372,6	—
Droits d'accise	34 884,2	38 300,0	42 577,5	44 766,1	42 670,0
a) Bières	*1 722,2*	*2 335,5*	*2 637,6*	*2 714,0*	*3 685,0*
[illegible]	*731,1*	*874,9*	*999,1*	*1 073,6*	*1 024,0*
[illegible]	[illegible]	*1 238,5*	[illegible]	[illegible]	*1 619,8*
c) Alcools	*753,2*	*954,1*	*1 277,4*	*1 418,2*	*1 445,0*
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	*27 572,5*	*24 007,0*

a) Eaux minérales	*1 172,4*	*1 238,5*	*1 348,0*	*1 479,6*	*1 619,0*
e) Huiles minérales, benzol et gaz	*22 334,6*	*24 237,1*	*26 647,3*	*27 572,5*	*24 007,0*
f) Sucres et sirops de raffinage ...	*202,2*	*206,7*	*209,2*	*217,0*	*237,0*
g) Tabacs	*7 968,5*	*8 453,2*	*9 458,9*	*10 291,2*	*10 653,0*
Taxes de consommation (alcools et eaux-de-vie)	1 462,5	1 555,1	1 684,5	1 872,5	2 117,0
Taxes sur les débits de boissons	108,8	117,2	145,7	138,9	147,0
Taxes et produits divers	152,2	219,4	268,6	96,4	149,0
III. *Enregistrement et domaines*	**105 901,5**	**118 829,7**	**132 112,4**	**140 672,9**	**159 846,0**
Droits d'enregistrement	8 002,0	7 404,0	9 222,6	11 932,7	13 148,0
Droits de greffe	183,8	170,2	175,9	179,9	192,0
Droits d'hypothèque	122,9	134,4	176,3	243,5	249,0
Droits de succession	4 292,6	4 923,9	4 593,0	5 123,1	5 054,0
Droits de timbres et taxes assimilées au timbre	92 553,9	105 361,3	116 612,4	121 723,1	139 582,0
Amendes et divers	746,3	835,9	1 332,2	1 470,6	1 621,0
Total des recettes fiscales...	**283 406,5**	**316 770,2**	**356 658,9**	**399 528,8**	**472 080,0**
B. — Recettes non fiscales :					
Taxes, péages et redevances					
Revenus patrimoniaux, d'exploitation et financiers	16 937,8	9 515,4	9 374,6	11 092,3	17 666,0
Remboursements					
Produits divers					
Total des recettes non fiscales...	**16 937,8**	**9 515,4**	**9 374,6**	**11 092,3**	**17 666,0**
Total des recettes ordinaires...	**300 344,3**	**326 285,6**	**366 033,5**	**410 621,1**	**489 746,0**

Source : Ministère des Finances.

(a) Résultats provisoires.

Dépenses budgétaires par budget

(en millions de francs)

BUDGETS	Dépenses ordinaires			Dépenses extraordinaires		
	1972	1973 (a)	1974 (a)	1972	1973 (a)	1974 (a)
Dette publique	57 990	59 630	76 111	343	514	355
Pensions	41 906	50 416	58 446	595	604	729
Dotations	1 186	1 393	1 799	—	—	—
Premier Ministre	1 036	952	1 024	259	141	579
Justice	7 975	9 750	11 101	1	—	—
Intérieur	24 876	28 853	31 958	162	172	301
Affaires étrangères et Commerce extérieur	6 342	7 742	7 444	1 391	1 147	970
Défense nationale	24 125	27 184	29 305	9 338	9 237	10 871
Gendarmerie	4 590	5 620	7 005	244	244	204
Agriculture	3 710	3 670	4 628	1 886	1 749	1 748
Affaires économiques	9 235	13 442	12 041	1 461	1 887	1 962
Classes moyennes	1 939	2 483	3 168	—	—	—
Communications	19 132	22 171	26 852	10 854	12 900	14 996
P.T.T.	5 021	9 462	10 521	77	—	—
Travaux publics	7 009	11 177	12 234	20 747	21 958	20 067
Emploi et Travail	3 830	3 421	7 358	—	—	—
Prévoyance sociale	34 010	38 555	45 085	—	—	—
Education nationale	80 216	92 020	112 757	2 397	2 396	12 556
Culture	5 684	7 118	8 147	618	717	1 014
Santé publique et Famille	15 354	15 326	16 871	4 183	3 292	8 231
Finances	15 936	13 540	14 363	11 158	10 511	3 499
Total...	**371 102**	**423 925**	**498 218**	**65 714**	**67 469**	**78 082**

(a) Résultats provisoires.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses
(en millions de francs)

CHAPITRES	1971		1972		1973 (a)		1974 (a)	
	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires
Dette publique	56 321	364	57 990	343	59 630	514	76 111	355
Salaires	60 775	—	68 178	—	79 339	—	92 119	—
Services	16 406	2 383	16 177	2 594	18 801	2 825	21 411	3 201
Matériel	2 299	8 281	2 683	8 328	2 152	7 305	2 064	7 810
Intérêts-pertes	1 878	—	3 104	—	4 387	—	5 209	—
Transferts de revenus	166 134	6 064	206 177	15 845	238 203	15 561	278 968	8 727
Transferts de capitaux	3 265	13 715	3 651	18 541	3 652	21 506	3 786	32 568
Investissements	1 482	11 509	1 344	10 259	1 374	10 292	1 512	12 038
Avances-participations	72	8 252	2	9 494	2	9 151	2	12 612
Divers	14 661	358	11 796	310	16 385	315	17 036	771
Total	**323 293**	**50 926**	**371 102**	**65 714**	**423 925**	**67 469**	**498 218**	**78 082**

Source : Ministère des Finances.

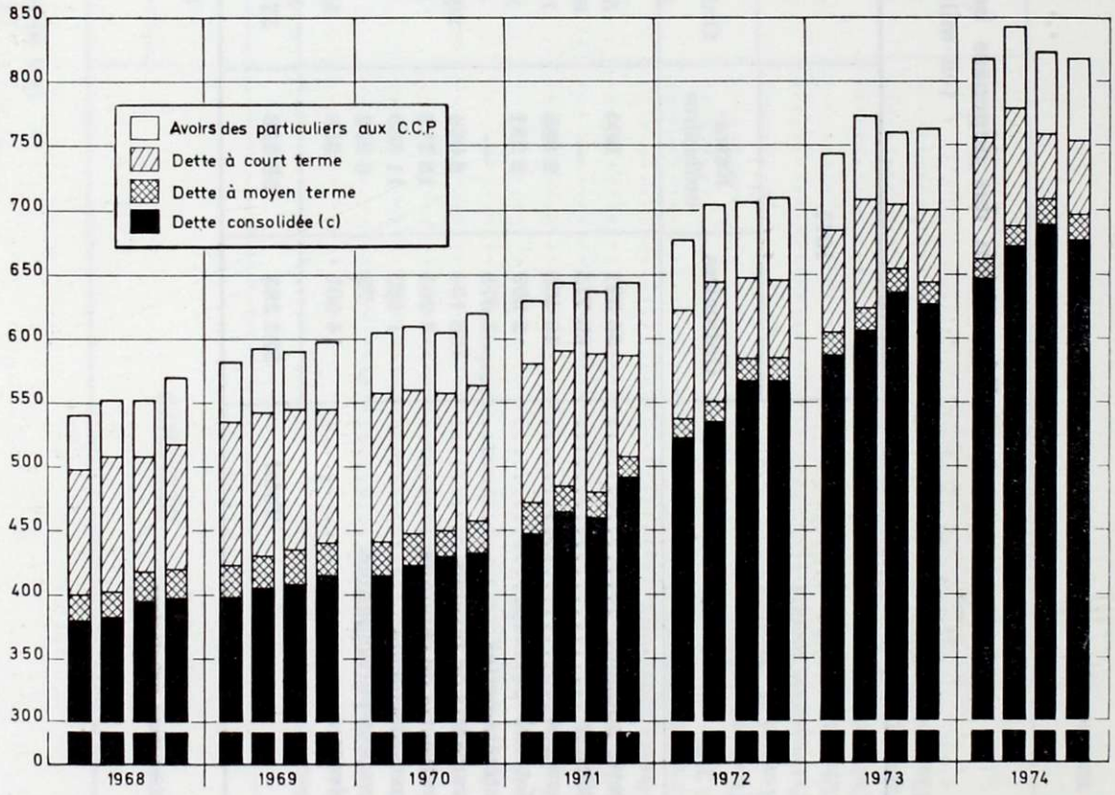
(a) Résultats provisoires.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Dette en francs belges	**532,7**	**567,3**	**618,8**	**700,1**	**756,8**	**814,9**
Dette consolidée	398,6	419,3	481,4	558,8	620,8	671,7
Dette à moyen terme.....	13,9	12,5	13,4	17,7	16,0	19,7
Dette à court terme	67,3	78,2	66,8	57,6	56,6	57,8
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux..	52,9	57,3	57,2	66,0	63,4	65,7
Dette en monnaies étrangères ..	**63,1**	**52,3**	**24,0**	**10,1**	**6,9**	**5,7**
Dette consolidée	13,1	11,9	10,1	8,2	6,9	5,7
Dette à moyen terme.....	12,3	11,0	2,6	0,0	0,0	0,0
Dette à court terme	37,7	29,4	11,3	1,9	0,0	0,0
Total...	**595,8**	**619,6**	**642,8**	**710,2**	**763,7**	**820,6**
Dette congolaise garantie (b) ..	**2,6**	**2,2**	**1,8**	**1,4**	**1,1**	**0,8**
Total général...	**598,4**	**621,8**	**644,6**	**711,6**	**764,8**	**821,4**

Situation à fin de trimestre
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,1 milliards de francs au 31 décembre 1965.
(b) Les données représentant uniquement les emprunts repris par la Belgique suite à la convention belgo-congolaise du 5 février 1965 approuvée par la loi du 23 avril 1965 (*Moniteur belge* du 27 mai 1965)
(c) Y compris la dette garantie reprise du Zaïre.

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Dette consolidée.....	+ *23,3*	+ *17,7*	+ *19,4*	+ *60,4*	+ *75,4*	+ *60,8*	+ *49,7*
dont : directe en francs belges.....	+ 17,9	+ 12,7	+ 11,9	+ 67,0	+ 68,4	+ 64,4	+ 54,3
directe en monnaies étrangères	— 1,4	— 0,3	— 1,3	— 1,6	— 1,8	— 1,1	— 0,9
indirecte en francs belges...	+ 6,8	+ 5,3	+ 8,8	— 4,9	+ 9,0	— 2,4	— 3,4
indirecte en monnaies étrangères	—	—	—	— 0,1	— 0,2	— 0,1	— 0,3
Dette flottante (a) sans le F.M.I. (b)	+ *10,9*	+ *13,5*	+ *4,9*	— *26,7*	— *12,0*	— *8,5*	+ *7,9*
Total ...	+ 34,2	+ 31,2	+ 24,3	+ 33,7	+ 63,4	+ 52,3	+ 57,6
Dette congolaise garantie.....	— *0,4*	— *0,4*	— *0,4*	— *0,4*	— *0,4*	— *0,3*	— *0,3*
Total ...	+ 33,8	+ 30,8	+ 23,9	+ 33,3	+ 63,0	+ 52,0	+ 57,3
Opérations avec le F.M.I. (b).....	+ *7,6*	— *2,7*	— *0,5*	— *10,4*	+ *3,9*	+ *1,2*	— *0,7*
Total général ...	+ 41,4	+ 28,1	+ 23,4	+ 22,9	+ 66,9	+ 53,2	+ 56,6

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen termes.

(b) Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraine une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectant pas la Trésorerie de l'Etat et la Dette publique étant par excellence le reflet de la situation de la Trésorerie de l'Etat, les opérations avec le F.M.I. doivent être éliminées de cette statistique.
Il faut remarquer que les mêmes opérations auraient lieu dans le cadre du fonctionnement de l'accord de Paris (General Arrangements to Borrow).

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

En 1974, les budgets approuvés des *provinces* (1) ont accusé un déficit total de 0,1 million de francs (2), à attribuer au déficit des budgets de trois provinces (Hainaut, Liège et Namur). Les budgets des six autres se sont présentés en équilibre. Les budgets provinciaux, propres à l'exercice 1974, ont accusé un déficit global de 0,3 milliard (3). A cet égard, sept provinces ont enregistré un déficit global de 0,4 milliard, tandis que les deux autres ont montré un excédent global de 0,09 milliard (1).

Le total général des dépenses des provinces sur les comptes s'est élevé à 15,4 milliards en 1974, soit seulement 3,5 % de plus que le total des dépenses (1) au budget approuvé de 1973. Le total des dépenses propres à l'exercice 1974 a atteint 15,0 milliards, soit 4,1 % de plus par rapport aux dépenses correspondantes de 1973.

Le total général des recettes des provinces s'est élevé à 15,3 milliards en 1974, soit seulement 3,2 % de plus que pendant l'année précédente (1). Les recettes globales propres à l'exercice ont atteint 14,7 milliards, contre 14,0 milliards en 1973.

Les deux sources de revenus les plus importantes ont été des avances, par le canal du Fonds des Provinces (3,2 milliards) (4), et les taxes provinciales (4,6 milliards) (1), dont 3,1 milliards de produit des centimes additionnels sur le précompte immobilier, 1,4 milliard d'impôts directs et indirects perçus par l'Etat et 0,1 milliard d'autres recettes.

Les statistiques relatives aux impôts provinciaux, centralisées au Crédit communal de Belgique, font ressortir que le produit des impôts en faveur des provinces (5), s'est accru nettement plus rapidement que pendant l'année 1973 (6). Ce résultat s'explique par l'augmentation du produit des centimes additionnels sur le précompte immobilier (3,6 milliards en 1974), contre 2,1 milliards en 1973. Le rattrapage, en 1974, de retard encouru dans l'enrôlement du précompte immobilier en 1973 a joué à cet égard un rôle important (7). Le produit des impôts directs perçus par l'Etat n'a dépassé que de 0,5 milliard celui de 1973.

---

(1) Il s'agit des évaluations budgétaires, approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

(2) Contre un déficit global de 0,051 milliard en 1973 et un surplus global de 0,957 milliard en 1972.

(3) Contre un mali de 0,4 milliard en 1973 et un boni de 0,4 milliard en 1972.

(4) En 1973 et 1974, les allocations au moyen du Fonds des Provinces ont augmenté respectivement de 0,4 milliard et 0,3 milliard.

(5) Budgets modifiés.

(6) Comptes provisoires.

(7) On constate que le rattrapage du retard encouru a concerné également l'exercice 1973.

L'appréciation de la situation financière de l'*agglomération et des fédérations* doit se baser dans une large mesure sur l'enquête effectuée par le Crédit Communal de Belgique, relative à l'agglomération de Bruxelles, aux cinq fédérations périphériques et aux nouvelles administrations crées dans ce cadre. Il en ressort que le montant total des recettes ordinaires propres à l'exercice 1974 s'inscrit au budget à 0,8 milliard, tandis que le montant total des dépenses s'est élevé à 1,3 milliard. Ce budget enregistre donc un déficit de 0,5 milliard.

Les recettes ordinaires totales des cinq fédérations étaient de 0,2 milliard au budget initial pour 1974. Les dépenses ordinaires totales propres à l'exercice, se sont élevées à 0,3 milliard. Pendant l'année 1974, les impôts des agglomérations et fédérations de communes, versés au Crédit Communal, ont atteint 0,8 milliard, dont 0,5 milliard pour les centimes additionnels au précompte immobilier et 0,3 milliard de produit des centimes additionnels aux taxes provinciales et d'autres taxes perçues par l'Etat.

On remarque qu'en 1974, un crédit spécial de 0,1 milliard a été affecté aux agglomérations et fédérations de communes. Il est inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur et est destiné aux dépenses pour missions générales, autres que celles relatives aux compétences transférées des communes. Ces charges qui sont supportées par l'agglomération de Bruxelles et les cinq fédérations périphériques, et qui ne peuvent pas être couvertes par la levée d'impôts propres ou au moyen des recettes perçues en leur faveur, sont estimées à 0,2 milliard de francs et sont prises en charge par l'Etat à concurrence des deux tiers.

Les ouvertures de crédits pour aides exceptionnelles octroyées aux communes, nées d'une fusion, ont été accordées en exécution de la clause de garantie prévue par la loi du 23 juillet 1971 à concurrence de 0,1 milliard, soit un montant beaucoup plus élevé qu'en 1973.

Les crédits pour le complément de recettes, calculés sur la base des quote-parts dans le Fonds B du Fonds des Communes, en faveur des communes fusionnées, se sont établis à 0,3 milliard pour 1974, ce qui représente 0,2 milliard de plus qu'en 1973.

L'évolution des *Finances communales* n'incite pas à l'optimisme et certainement pas en ce qui concerne les villes et les communes à mission régionale et les communes d'agglomération. Les raisons de cette situation financière défavorable ont été nombreuses et s'expliquaient parfois par des circonstances spécifiques propres aux communautés locales.

Les statistiques de l'I.N.S. relatives aux budgets communaux font ressortir que pour 1973, les recettes ordinaires totales, y compris le solde des années précédentes, se sont élevées à 85,9 milliards et les dépenses ordinaires totales à 92,2 milliards. Le déficit global des budgets communaux s'inscrit à 8,0 milliards

et se rapporte à 310 communes (1). Parmi les communes déficitaires, on relève les villes d'Anvers et de Liège, accusant un mali de 3,2 milliards, 66 communes de 5 000 habitants et plus présentant un déficit de 4,7 milliards et 242 communes de moins de 5 000 habitants enregistrant un découvert de 0,1 milliard. Le boni global figurant au budget des 2 049 autres communes n'a porté que sur 1,8 milliard (2), de sorte que le déficit net total relevant des budgets communaux pour 1973 a atteint 6,3 milliards, contre 3,6 milliards en 1972.

Les statistiques de l'I.N.S. relatives aux opérations budgétaires, propres à l'exercice de 1973, font apparaître que les recettes ordinaires totales des communes se sont élevées à 79,0 milliards et les dépenses ordinaires totales à 86,3 milliards. Le déficit propre à l'exercice de 1 962 communes s'est monté à 7,6 milliards (3). Parmi les communes présentant un déficit budgétaire afférent à l'exercice, deux villes accusent un mali de 2,7 milliards, 368 communes de 5 000 habitants et plus enregistrent un déficit de 3,8 milliards et 1 592 communes de moins de 5 000 habitants connaissent un découvert de 1,0 milliard. 397 communes seulement ont enregistré un boni s'établissant globalement à 0,2 milliard (4).

Selon les statistiques établies par le Crédit Communal de Belgique et relatives aux budget de 1974, les recettes ordinaires totales propres à l'exercice 1974 se sont établies à 84,2 milliards. Les dépenses ordinaires totales ont été de 92,5 milliards. Le déficit net apparaissant aux budgets communaux, propre à l'exercice 1974, atteint ainsi 8,3 milliards et s'explique à concurrence de 2,7 milliards par le déficit budgétaire de trois grandes villes. Parmi les 2 353 communes restantes, 85,4 % enregistreraient un déficit budgétaire initial total de 5,9 milliards, tandis que 14,6 % connaitraient un excédent de 0,3 milliard.

En ce qui concerne le montant prévisible des recettes et des dépenses courantes relatives aux comptes communaux de l'exercice, l'enquête du Crédit Communal de Belgique effectuée le 15 décembre 1974 auprès des pouvoirs locaux, fait ressortir que des trois villes ayant prévu initialement un déficit de 2,7 milliards à leur budget, propre à l'exercice, deux seulement auront un mali à leur compte et ce pour un montant de 3,4 milliards. Une ville, ayant prévu initialement un déficit budgétaire pourra enregistrer un compte en boni, de 0,4 milliard probablement. Une ville qui avait tenu compte d'un boni budgétaire de 1 million, prévoit que son compte se clôturera par un excédent de 45 millions. Concernant la situation financière des 2 355 communes restantes, les résultats de l'enquête ont permis de déduire que des 2 012 communes initialement déficitaires, 79,1 % pourront clôturer leur compte en équilibre ou avec un excédent global de 2,5 milliards. Selon l'enquête, les 20,9 % de communes restantes accuse-

---

(1) En 1971 et 1972, ce déficit s'est chiffré respectivement à 5,3 et 5,5 milliards et s'est rapporté respectivement à 330 et 311 communes.

(2) En 1971 et 1972, ce boni s'est inscrit respectivement à 2,2 et 1,9 milliards et a concerné respectivement 2 049 et 2 048 communes.

(3) En 1971 et 1972, ce déficit s'est chiffré respectivement à 6,5 et 7,4 milliards et a concerné respectivement 1 930 et 1 969 communes.

(4) En 1971 et 1972, ce boni s'est établi respectivement à 283 et 243 milliards et s'est rapporté respectivement à 449 et 390 communes.

raient à la clôture de leur compte, un déficit de 2,7 milliards. Des 343 communes, ayant prévu initialement un équilibre ou un boni, 88,9 % seulement clôtureraient leur compte par un boni estimé à 0,4 milliard, tandis que les autres (11,1 %) enregistreront vraisemblablement un déficit à la clôture de leur compte. Ainsi, les résultats de l'enquête du Crédit Communal de Belgique montrent que 1 893 communes clôturaient leur compte de 1974 par un excédent de 2,9 milliards, tandis que 459 communes enregistreraient un déficit global de 2,8 milliards.

On constate qu'en cours d'exercice, la réalité s'écarte nettement des données initiales du budget à la suite de nouvelles mesures ou de faits imprévisibles. Les contributions du fonds de soutien ou provenant des crédits spéciaux analogues ou d'une augmentation des recettes fiscales, non prévisible au budget initial, amènent généralement une amélioration considérable de la situation. Par contre, celle-ci peut évoluer défavorablement du fait des nombreuses indexations de la rémunération du personnel. En vertu de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, une somme de 1,3 milliard a été prélevée sur le montant de la dotation du Fonds des Communes, inscrite au budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1974.

La comparaison des résultats des enquêtes du Crédit Communal de Belgique au 15 décembre 1974 à ceux du 15 décembre 1973 et se rapportant au montant prévisible des recettes et des dépenses des comptes des communes, afférents à l'exercice, fait ressortir l'analogie de l'évolution de la situation financière des communes. Le nombre de communes déficitaires a diminué mais le montant des déficits est en augmentation.

Les taxes communales, centralisées par année civile auprès du Crédit Communal de Belgique, ont atteint 25,9 milliards en 1974, soit un résultat sensiblement en avance sur 1973. L'augmentation importante provient du rattrapage, en 1974, du retard encouru en 1973 dans l'enrôlement du précompte immobilier et, partant, également des centimes additionnels; elle a été perçue comme suit : + 60,7 % de produit des centimes additionnels et communaux au précompte immobilier (contre — 16,0 % en 1973) et + 38,7 % de taxes communales perçues par l'Etat (contre + 2,6 % en 1973). En 1974, les communes ont fourni un effort fiscal appréciable : 2 120 communes ont levé plus de 900 centimes additionnels sur le précompte immobilier, contre 1 880 en 1973. Le nombre de communes, imposant moins de 700 centimes additionnels, est revenu de 95 en 1975 à 84 en 1974. De plus en plus de communes ont prélevé la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques. En 1974, 2 258 communes ont instauré cette taxe, dont 2 194 au taux maximum de 6 % autorisé par la loi et 56 communes au taux de 5 % (1).

La dotation prévue au budget du Ministère de l'Intérieur, en faveur du Fonds des communes (loi du 16 mars 1964) s'est élevée à 26,6 milliards en 1974,

---

(1) En 1962, 964 communes seulement ont imposé cette taxe. En 1973, leur nombre s'est monté à 2 256, parmi les quelles 2 140 ont appliqué le taux maximum autorisé par la loi.

contre 23,5 milliards en 1973, ce qui revient à un accroissement de 13,2 %, contre 11,7 % en 1973. En vue de freiner l'expansion des engagements budgétaires, dans le cadre de la politique anti-inflationniste menée par le Gouvernement, la dotation légale a été ramenée de 24,2 milliards à 23,5 milliards en 1973 et de 28,0 milliards à 26,6 milliards en 1974. (1)

Le Fonds-A qui s'élevait au total à 9,8 milliards a été réparti comme suit : 3,1 milliards pour Anvers, 2,7 milliards pour Bruxelles, 1,8 milliard pour Gand et 2,1 milliards pour Liège. Le Fonds-B s'élevait à 14,7 milliards et a été liquidé aux communes sous forme d'avances trimestrielles (2). Le Fonds de compensation fiscale a représenté 1,4 milliard de francs. Comme la répartition de ce fonds est basée sur les centimes additionnels communaux au précompte immobilier et à l'impôt des personnes physiques, elle n'a pu avoir lieu qu'au début de 1975. Il y a lieu de signaler que les conditions de recours à ce fonds, ont été renforcées en 1974. Seules les communes prélevant au moins 1 100 centimes additionnels au précompte immobilier et 5 à 6 % à l'impôt des personnes physiques remplissent les conditions. Le Fonds de soutien, destiné aux communes rencontrant de grandes difficultés, s'est élevé à 0,6 milliard en 1974. Dans les limites de la part leur revenant, le fonds vient en aide immédiatement et régulièrement aux communes connaissant des difficultés financières dans le courant de l'année et ne pouvant plus faire face aux rémunérations et aux charges sociales. Le total des compléments de recettes garantis, accordés aux communes dont la somme de leur part dans le Fonds-B et le Fonds de compensation fiscale est inférieure à ce qu'ils auraient obtenu du fonds précédent en 1962, sera encore moins élevé qu'en 1973 (1 million) en raison de l'augmentation des moyens du Fonds des communes.

Comme la loi du 16 mars 1964, relative au Fonds des Communes ne permet pas de venir en aide dans toutes les situations auxquelles les pouvoirs locaux doivent faire face, un crédit a été ouvert d'un montant de 0,2 milliard, destiné à accorder un complément de recettes aux administrations locales en vue de missions ou de situations spéciales. Sont considérées comme se trouvant dans une situation spéciale, les communes bénéficiant actuellement dans le Fonds des Communes, d'une part encore plus réduite que celle reçue en 1962 des fonds de répartition précédents. L'augmentation des ouvertures de crédit de 33 % en 1974 a été justifiée par le fait que les recettes provenant de la taxe sur les plus-values immobilières seront sensiblement inférieures aux recettes de même nature enregistrées au cours des années précédentes.

Les recettes pour 1974 du Fonds spécial institué en faveur de certaines communes (titre IV, section particulière du Budget) ont été estimées à 2,0 milliards.

---

(1) De 1967 à 1972, le montant de la dotation du Fonds des communes a été fixé à 16,139 % du produit de certains impôts levés par l'Etat pendant l'avant-dernière année précédant l'année de la dotation.

(2) A l'exception des quatre grandes villes, toutes les communes entrent en ligne de compte pour le Fonds-B. Ces communes sont toutefois réparties en quatre catégories : les communes de plus de 10 000 habitants; les communes de 5 000 à 9 999 habitants; les communes de 2 500 à 4 999 habitants et les communes de moins de 2 500 habitants. La base de répartition est la charge nette normalisée, calculée pour chacune de ces quatre catégories, selon des critères propres.

Chaque commune (faisant partie ou non d'une fédération ou agglomération) qui, en 1974, a prélevé au moins 1 000 centimes additionnels au précompte immobilier et 5 ou 6 % à l'impôt des personnes physiques s'est vu attribuer, à titre d'avance sur sa part définitive (1) un montant de 125 francs par habitant.

Pendant l'année 1974, le Crédit Communal de Belgique a octroyé, pour 52,4 milliards de francs de crédits aux provinces, aux communes, aux commissions d'assistance publique et aux associations hospitalières pour l'exécution des budgets ordinaires et le financement des opérations courantes. L'accroissement, pendant l'année 1974 s'est élevé à 16,5 milliards (contre 11,1 milliards en 1973) (2).

Le volume des crédits consentis sur la base des recettes de l'exercice 1974 a porté sur 39,7 milliards, soit 8,2 milliards de plus qu'en 1973. Les C.A.P. et les intercommunales hospitalières ont recueilli 3 milliards de cette progression, soit environ 1 milliard de plus que l'augmentation observée en 1973. En 1974, pour la première fois, des avances analogues ont été consenties aux cliniques du secteur privé et ce, à concurrence de 1,9 milliard. Pour les communes et les provinces, on a noté un accroissement de 3,2 milliards, contre 4,9 milliards en 1973.

Le plafond des crédits de trésorerie accordés par le Crédit Communal de Belgique aux intercommunales et aux régies ou services communaux et aux autres institutions publiques s'est établi à 16,2 milliards au 31 décembre 1974. Ces crédits ont financé d'une part la politique financière des communes et des associations des communes, et, d'autre part, le fonds de roulement des intercommunales et autres institutions publiques. Ils ont également permis à deux villes et neuf intercommunales de préfinancer leurs investissements dans l'attente des émissions d'emprunts publiques ou privées.

Les subventions escomptées par le Crédit Communal de Belgique pour le financement des dépenses extraordinaires des administrations locales et de divers organismes se sont élevées à 1,7 milliard.

Le montant total des ouvertures de crédit à court terme du Crédit Communal de Belgique s'est donc élevé à 70,3 milliards, contre 48,7 milliards en 1973. De ce montant, les provinces et les communes, les commissions d'assistance publique et les associations hospitalières, les intercommunales et les régies ou services communaux et les autres institutions publiques ont utilisé effectivement 33,6 milliards en 1974, contre 21,1 milliards en 1973.

En 1974, le volume des nouveaux engagements de crédits pris au cours de l'année, a atteint 35,6 milliards, contre 36,0 milliards en 1973. Les nouveaux

---

(1) La répartition du Fonds spécial pour une année donnée ne peut, en effet, avoir lieu qu'au terme de cette année, parce que les données y afférentes (dotation définitive du Fonds et effort fiscal des communes) ne sont connues qu'à ce moment.

(2) Les fluctuations importantes d'une année à l'autre du montant des crédits proviennent du fait qu'à la suite de certaines circonstances le Crédit Communal peut accorder ces crédits soit à la fin de l'année précédant celle à laquelle ils se rapportent soit seulement au début de cette dernière année.

engagements pris en 1974 ont été un peu inférieurs à ceux de 1973. Ceci est une conséquence de l'encadrement des crédits imposé par le Gouvernement dans le contexte de sa politique anti-inflationniste.

Les crédits promis et non encore réalisés au 31 décembre de l'année précédente se sont élevés à 20,5 milliards. Les prêts effectivement mis à la disposition des emprunteurs par le Crédit Communal de Belgique, après l'accomplissement des formalités d'approbation, représentaient 36,8 milliards en 1974, soit 7,1 milliards de plus qu'en 1973. Ceci résulte du fait qu'en 1973, de nouveaux engagements ont été pris pour un montant particulièrement élevé et qu'une partie importante de ces crédits n'a pu être mise à disposition qu'en 1974, au fur et à mesure de l'approbation par les autorités.

Par ailleurs, la résorption de l'encours des promesses s'élève à 1,4 milliards si bien qu'à la fin de l'année, les engagements non encore mis à la disposition des administrations subordonnées s'élevaient à 18,0 milliards contre 20,5 milliards en 1973.

En 1974, le montant total des prêts et subventions s'est chiffré, à 42,1 milliards. Il comprend les subventions liquidées en capital par les autorités centrales (5,3 milliards) et les prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique, à savoir les prêts « Part Etat » (4,9 milliards) (1) et les autres prêts (31,9 milliards).

Le montant total de 42,1 milliards a été réparti entre les différentes catégories d'administrations publiques et d'autres institutions. Les communes et les provinces ont obtenu un montant respectif de 23,4 milliards et 3,3 milliards, tandis que les intercommunales (2) et les commissions d'assistance publique ont reçu des subventions et des prêts pour un montant respectif de 12,7 milliards et 1,9 milliard. Les agglomérations et les fédérations, les fabriques d'église, les polders, les wateringues et diverses institutions ont bénéficié de 0,7 milliard.

Les communes ont recueilli 36,9 % et les provinces 4,7 % des subventions liquidées en capital (5,3 milliards). Les intercommunales ont obtenu 45,8 % de ces subventions. Les C.A.P. et les autres organismes (3) ont bénéficié respectivement de 6,4 % et 6,2 %.

Des prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique, les communes ont obtenu 59,0 % et les provinces 9,3 %. Les intercommunales ont reçu 30,2 % du montant accordé, tandis que les commissions d'assistance publique, l'agglomé-

---

(1) Il s'agit de prêts destinés à financer la part Etat dans les dépenses subventionnées par les Ministres des Travaux publics et de la Santé publique. Ces prêts sont accordés par le Crédit Communal aux pouvoirs locaux, mais c'est l'Etat qui en rembourse les intérêts et l'investissement aux particuliers, en application de l'A.R. du 22 octobre 1959.

(2) Y compris, la Société Nationale de Distribution d'Eau, la Société Nationale du Logement et la Société nationale terrienne.

(3) Agglomération et fédérations de communes, fabriques d'église, polders, wateringues et institutions diverses.

ration, les fédérations de communes, les fabriques d'église, les polders, les wateringues et diverses institutions ont recueilli 1,5 % du montant liquidé (31,9 milliards). Des prêts « Part Etat », 52,8 % ont été attribués aux communes, 30,7 % aux C.A.P. et 13,9 % seulement aux intercommunales et 2,6 % aux provinces.

La ventilation du montant global des subventions versées par les autorités centrales et des fonds prêtés par le Crédit Communal fait apparaître que le financement des travaux routiers s'élève à 8,9 milliards. La majeure partie de ce montant a trait aux travaux de réfection et d'amélioration y compris ceux en liaison avec le remembrement (61,2 %), la création de nouvelles routes, d'autoroutes, de places, de parkings (21,4 %) et l'acquisition de terrains et bâtiments en vue de la construction et de l'élargissement de la voirie communale et d'autres initiatives en rapport avec l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (11,7 %). En outre, des crédits transitoires ont été accordés pour un montant de 3,7 milliards, aux six intercommunales d'autoroutes, en attendant qu'elles disposent d'autres moyens financiers.

Le financement des travaux de distribution d'eau est passé de 1,5 milliard en 1973 à 1,8 milliard en 1974. Les sommes liquidées étaient destinées à l'installation de nouveaux réseaux et de nouvelles conduites, à l'extension des réseaux ainsi qu'au raccordement d'habitations, à la réparation de réseaux, de conduites et de châteaux d'eau, à la construction de châteaux d'eau, de réservoirs et à l'achat de sources et de captages. On constate que, comme en 1973, la Compagnie Intercommunale bruxelloise des Eaux a obtenu des avances de l'ordre de 900 millions à valoir sur le produit d'un emprunt futur. Un crédit analogue de 0,7 milliard à été octroyé à la S.N.D.E. (Société Nationale des Distributions d'Eau). Le financement des travaux d'électrification et de distribution du gaz est revenu de 2,9 milliards en 1973 à 2,7 milliards en 1974. De ces prêts et subventions, 1,6 milliard a été destiné à l'installation et l'extension des réseaux de distribution d'électricité ainsi qu'à l'amélioration et la modernisation dans ce domaine ; 1,2 milliard a été affecté à la construction et à l'équipement de cabines électriques, de centrales, de bâtiments administratifs, et à l'installation et la modification de réseaux de distribution de gaz. Contrairement à 1973, l'accent a été mis en 1974 sur la construction et l'installation de cabines électriques (+ 15,9 %) et dans une moindre mesure sur l'installation et l'amélioration de réseaux d'électricité (— 18,5 %).

Les crédits destinés aux travaux concernant l'hygiène publique, les hôpitaux, les cliniques, les maisons de repos et les maternités, ont augmenté de 1,9 milliard tandis que le financement des travaux se rapportant aux bâtiments communaux et provinciaux, aux centres culturels, aux musées, aux bibliothèques, aux théâtres, et à la télédistribution a été de 1,2 milliard.

Les crédits utilisés pour le financement de la construction d'écoles et les dépenses d'enseignement sont passés de 2,1 milliards en 1973 à 2,3 milliards en 1974. Une attention particulière a été accordée à la construction (1,4 milliard), l'aménagement, l'agrandissement et la modernisation d'écoles (0,6 milliard).

Pour les plaines de jeux et de sport et les piscines, l'encours utilisé a été d'un milliard. Les prêts et subventions ont été affectés à la construction et la transformation de parcs publics, de terrains de sport et de jeux, à la construction de piscines et de centres de plein air (2,9 milliards) et à l'acquisition de terrains et de bâtiments (0,1 milliard).

Le financement de la politique foncière et de la lutte contre les taudis s'est élevé à 2,2 milliards en 1974, contre 1,9 milliard en 1973, dont 1,8 milliard affecté à l'équipement et à l'aménagement de cités et à l'achat de terrains et 0,3 milliard pour la lutte contre les taudis et l'achat ou l'assainissement d'habitations.

Les travaux en vue de l'expansion économique sont passés de 2,6 milliards en 1973 à 4,1 milliards en 1974. Le financement des travaux portuaires relatifs à la construction et à la modernisation des installations a progressé de 0,4 milliard en 1973 à 0,5 milliard en 1974.

Des 42,1 milliards de prêts et subventions liquidés, 28,8 % concernaient la santé publique et le logement, 24,6 % les communications, 23,9 % l'enseignement, la culture et les cultes et 16,8 % le commerce, l'industrie et les classes moyennes, 2,8 % seulement s'est rapporté à l'administration générale, 1,6 % à l'agriculture, 0,8 % aux équipements sociaux, et 0,7 % à la justice et à la police.

Les investissements totaux du secteur local se sont donc élevés en 1974 à environ 50 milliards. En effet, aux subventions précitées, versées par l'Etat (5,3 milliards) et aux prêts accordés par le Crédit Communal (36,8 milliards), il faut ajouter les crédits de caisse accordés aux communes et aux intercommunales pour leur politique de logement (0,6 milliard), ainsi que les investissements de certaines intercommunales, financés par des emprunts privés (1,4 milliard), les investissements financés par les emprunts publics des grandes villes (3,9 milliards), les investissements couverts par la vente de biens patrimoniaux (1,2 milliard), par des transferts du service ordinaire au service extraordinaire (0,8 milliard), par des emprunts contractés auprès d'autres bailleurs de fonds et au moyen de recettes diverses (0,2 milliard).

L'émission d'emprunt publique de l'intercommunale pour l'autoroute E3 s'est élevée à 3,5 milliards. Pour l'Intercommunale des autoroutes des Ardennes (E9/E40), elle a été de 5 milliards.

On constate que l'évolution du marché financier et des capitaux a eu une incidence sur les taux d'intérêt des placements offerts par le Crédit communal. A la suite du coût plus élevé des capitaux collectés, les taux d'intérêt débiteurs appliqués aux crédits accordés ont avancé en moyenne de 1 % par rapport à 1973.

Pendant l'année 1974, le gouvernement a établi un plan anti-inflationniste, comportant notamment la constitution d'une réserve monétaire pour les intermédiaires financiers des secteurs publics et privés. Les investissements des administrations locales ont été limités par les mesures d'encadrement du crédit, prises dans le contexte de la politique anti-inflationniste.

★

★ ★

Relations financières : Etat - Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1971	1972	1973 (a)	1974 (b)
DÉBIT				
A. *Transferts de revenus*	36 951	44 354	50 326	56 449
1. Contributions à l'enseignement	*14 459*	*17 661*	*19 801*	*21 753*
a) Salaires et pensions	(13 269)	(16 322)	(17 827)	(19 632)
b) Frais de fonctionnement	(1 190)	(1 339)	(1 974)	(2 121)
2. Contributions à la charge d'intérêts.	*1 731*	*1 901*	*2 135*	*2 433*
3. Autres contributions spéciales	*990*	*955*	*851*	*672*
4. Contributions à des fins générales .	*19 771*	*23 837*	*27 539*	*31 591*
B. *Transferts de capitaux*	4 960	5 360	6 660	7 992
1. Bâtiments et équipement pour l'enseignement	*795*	*800*	*831*	*857*
2. Autres bâtiments et routes	*2 937*	*2 978*	*4 122*	*5 076*
3. Autres transferts	*1 228*	*1 582*	*1 707*	*2 059*
Total ...	**41 911**	**49 711**	**56 986**	**64 441**
CRÉDIT				
A. *Transferts de revenus*	338	418	448	539
B. *Transferts de capitaux*	170	158	226	211
Total ...	**508**	**576**	**674**	**750**
Solde ...	**41 403**	**49 135**	**56 312**	**63 691**

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.
(b) Prévisions.

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire — Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1965 (a, c)	4 422	4 655	— 233	4 949	5 172	— 223
1966 (a, c)	4 491	4 231	+ 260	4 982	4 710	+ 272
1967 (a, c)	6 150	5 151	+ 999	6 569	5 866	+ 703
1968 (a, c)	6 943	5 825	+ 1 118	7 640	6 468	+ 1 172
1969 (a, c)	7 320	6 811	+ 509	8 496	7 159	+ 1 337
1970 (a, c)	7 716	7 764	— 48	9 158	8 090	+ 1 068
1971 (b)	9 197	9 066	+ 131	10 705	9 851	+ 854
1972 (b)	10 879	10 456	+ 423	12 172	11 215	+ 957
1973 (d)	14 018	14 425	— 407	14 859	14 910	— 51
1974 (e)	14 661	15 013	— 352	15 329	15 426	— 97

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales

(en millions de francs)

SECTIONS	1970 (a)	1971 (b)	1972 (b)	1973 (c)	1974 (d)
Quotes-parts dans le Fonds des Provinces	1 865	2 091	2 592	2 953	3 249
Centimes additionn. au précompte immobilier	1 384	1 531	2 150	2 709	3 105
Impositions directes et indirectes..	801	878	901	1 359	1 439
Recettes fiscales diverses	—	—	—	—	—
Autres recettes	23	73	98	94	99
Total...	4 073	4 573	5 741	7 115	7 892

(a) Comptes définitifs; droits constatés.
(b) Comptes provisoires.
(c) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition des finances provinciales par chapitre administratif

Service ordinaire

(en millions de francs)

CHAPITRES	1970 (a)		1971 (b)		1972 (b)		1973 (c)		1974 (d)	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Patrimoine	120	91	130	105	178	112	156	145	189	148
Fonds et Imp. - Administrat. générale	4 073	413	4 573	531	5 741	648	7 115	941	7 892	1 006
Justice - Cultes	—	33	—	32	—	54	1	66	1	68
Régies	1 215	1 075	1 583	1 373	1 568	1 438	1 741	1 687	937	861
Assistance publique	56	320	65	355	72	387	77	514	83	564
Hygiène	301	639	374	698	388	805	443	1 066	466	1 159
Voirie et Travaux publics	106	583	99	614	80	719	98	987	98	1 047
Economie	12	214	13	229	10	256	15	389	19	412
Enseignements	1 613	2 695	2 050	3 144	2 418	3 734	2 834	4 602	3 296	5 240
Beaux-Arts - Folklore	39	268	41	298	44	380	48	488	54	541
Pensions	53	229	92	263	134	302	110	374	117	433
Dette	128	1 171	177	1 389	241	1 574	1 367	3 120	1 509	3 492
Transferts	—	33	—	35	5	47	13	46	—	42
Total propre à l'exercice	**7 716**	**7 764**	**9 197**	**9 066**	**10 879**	**10 456**	**14 018**	**14 425**	**14 661**	**15 013**
Soldes des exercices antérieurs	**1 442**	**326**	**1 508**	**785**	**1 293**	**759**	**841**	**485**	**668**	**413**
Total général...	**9 158**	**8 090**	**10 705**	**9 851**	**12 172**	**11 215**	**14 859**	**14 910**	**15 329**	**15 426**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
(b) Comptes provisoires.
(c) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1969	1 047	871	+ 176	1 291	881	+ 410
	1970	1 133	1 000	+ 133	1 446	1 021	+ 425
	1971	1 405	1 239	+ 166	1 728	1 457	+ 271
	1972	1 457	1 330	+ 127	1 887	1 540	+ 347
	1973	1 710	1 857	— 147	1 943	1 943	—
	1974	1 932	2 094	— 162	2 177	2 177	—
Brabant	1969	1 314	1 245	+ 69	1 599	1 277	+ 322
	1970	1 287	1 392	— 105	1 609	1 420	+ 189
	1971	1 585	1 682	— 97	1 933	1 716	+ 217
	1972	2 143	1 942	+ 201	2 328	1 977	+ 351
	1973	2 299	2 474	— 175	2 490	2 490	—
	1974	2 644	2 703	— 59	2 718	2 718	—
Hainaut	1969	1 426	1 343	+ 83	1 426	1 564	— 138
	1970	1 471	1 481	— 10	1 471	1 691	— 220
	1971	1 723	1 666	+ 57	1 740	1 959	— 219
	1972	2 041	1 969	+ 72	2 041	2 287	— 246
	1973	2 599	2 507	+ 92	2 628	2 642	— 14
	1974	2 844	2 853	— 9	2 932	2 963	— 31
Liège	1969	1 264	1 167	+ 97	1 518	1 190	+ 328
	1970	1 265	1 310	— 45	1 632	1 321	+ 311
	1971	1 461	1 588	— 127	1 820	1 600	+ 220
	1972	1 748	1 788	— 40	2 008	1 822	+ 186
	1973	2 242	2 323	— 81	2 396	2 392	+ 4
	1970	1 091	1 073	+ 18	1 136	1 079	+ 57
	[illegible]	[illegible]	1 336	— 18	1 337	1 342	— 5

	1970	1 091	1 072	+ 18	1 126	1 070	+ 57
	1971	1 318	1 336	— 18	1 337	1 342	— 5
	1972	1 418	1 478	— 60	1 435	1 492	— 57
	1973	1 796	1 830	— 34	1 838	1 839	— 1
	1974	977	987	— 10	994	994	—
Luxembourg	1969	164	129	+ 35	227	130	+ 97
	1970	207	165	+ 42	310	167	+ 143
	1971	188	121	+ 67	351	219	+ 132
	1972	234	250	— 16	271	252	+ 19
	1973	315	333	— 18	334	334	—
	1974	369	388	— 19	390	390	—
Namur	1969	268	276	— 8	285	305	— 20
	1970	306	325	— 19	306	351	— 45
	1971	382	321	+ 61	383	424	— 41
	1972	438	387	+ 51	438	507	— 69
	1973	565	541	+ 24	565	605	— 40
	1974	619	618	+ 1	620	661	— 41
Flandre orientale	1969	499	514	— 15	680	517	+ 163
	1970	581	634	— 53	766	639	+ 127
	1971	684	697	— 13	876	701	+ 175
	1972	809	801	+ 8	1 063	808	+ 255
	1973	1 540	1 658	— 118	1 663	1 663	—
	1974	1 710	1 778	— 68	1 782	1 782	—
Flandre occidentale	1969	355	326	+ 29	447	344	+ 103
	1970	375	384	— 9	482	401	+ 81
	1971	451	416	+ 35	537	433	+ 104
	1972	591	511	+ 80	701	530	+ 171
	1973	952	902	+ 50	1 002	1 002	—
	1974	1 067	979	+ 88	1 103	1 103	—

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1969 et 1970 : comptes définitifs; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
Exercices 1971 et 1972 : comptes provisoires.
Exercice 1973 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
Exercice 1974 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition des finances communales par province

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1969	10 285	11 778	—1 493	10 744	16 485	—5 741
	1970	10 932	12 870	—1 938	12 839	14 353	—1 514
	1971	12 254	14 522	—2 268	14 668	14 992	— 324
	1972	14 098	16 469	—2 371	16 499	16 835	— 336
	1973	16 131	18 741	—2 710	17 690	19 253	—1 563
Brabant	1969	12 901	13 514	— 613	13 959	14 032	— 73
	1970	14 086	15 086	—1 000	15 868	15 745	+ 123
	1971	15 762	16 997	—1 235	18 180	17 798	+ 382
	1972	17 880	19 165	—1 285	20 140	20 402	— 262
	1973	20 808	22 014	—1 206	22 793	23 623	— 830
Hainaut	1969	5 634	6 008	— 374	6 170	6 674	— 504
	1970	6 113	6 688	— 575	6 614	7 543	— 929
	1971	6 847	7 432	— 585	7 308	8 443	—1 135
	1972	7 701	8 496	— 795	8 254	9 747	—1 493
	1973	8 860	9 676	— 816	9 468	11 239	+1 771
Liège	1969	6 685	7 417	— 732	6 966	8 148	—1 182
	1970	7 123	8 035	— 912	7 433	8 758	—1 325
	1971	8 056	9 096	—1 040	8 468	10 517	—2 049
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 222	2 583	2 651	— 68

	1971	2 401	2 623	— 222	2 583	2 651	— 68
	1972	2 738	3 105	— 367	3 082	3 165	— 83
	1973	3 202	3 597	— 395	3 642	3 700	— 58
Luxembourg	1969	922	1 058	— 136	1 133	1 105	+ 28
	1970	979	1 141	— 162	1 209	1 196	+ 13
	1971	1 120	1 277	— 157	1 354	1 337	+ 17
	1972	1 241	1 398	— 157	1 478	1 457	+ 21
	1973	1 410	1 575	— 165	1 672	1 654	+ 18
Namur	1969	1 471	1 546	— 75	1 653	1 612	+ 41
	1970	1 606	1 701	— 95	1 838	1 776	+ 62
	1971	1 786	1 918	— 132	2 055	2 001	+ 54
	1972	2 043	2 218	— 175	2 355	2 314	+ 41
	1973	2 324	2 501	— 177	2 650	2 596	+ 54
Flandre orientale	1969	6 251	6 574	— 323	6 654	6 836	— 182
	1970	6 883	7 238	— 355	7 397	7 460	— 63
	1971	7 675	8 022	— 347	8 233	8 296	— 63
	1972	8 008	8 534	— 526	8 667	8 837	— 170
	1973	9 312	9 683	— 371	9 986	10 021	— 35
Flandre occidentale	1969	3 810	3 921	— 111	4 033	4 004	+ 29
	1970	4 273	4 471	— 198	4 642	4 603	+ 39
	1971	4 841	5 060	— 219	5 261	5 211	+ 50
	1972	5 582	5 975	— 393	6 204	6 148	+ 56
	1973	6 435	6 829	— 394	6 995	7 042	— 47

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1969 à 1973 : budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Aperçu général des finances communales

Service ordinaire

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1964 (a)	31 789	32 573	— 784	39 616	39 131	+ 485
1965 (a)	34 364	36 193	— 1 829	41 651	43 120	— 1 469
1966 (a)	39 294	39 906	— 612	49 645	50 359	— 714
1967 (a)	41 450	42 794	— 1 344	51 936	52 790	— 854
1968 (a)	48 375	46 651	+ 1 724	61 127	56 982	+ 4 145
1969 (b)	49 806	53 828	— 4 022	53 348	60 996	— 7 648
1970 (b)	54 117	59 513	— 5 396	60 194	63 821	— 3 627
1971 (b)	60 742	66 947	— 6 205	68 110	71 246	— 3 136
1972 (b)	68 519	75 685	— 7 166	76 357	79 946	— 3 589
1973 (b, c)	79 002	86 333	— 7 331	85 940	92 202	— 6 262

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs; recettes : droits constatés; dépenses : engagements effectifs des dépenses.
(b) Budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

Finances communales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Participation dans le fonds des communes et impositions générales

(en millions de francs)

SECTIONS	1969 (a)	1970 (b)	1971 (b)	1972 (b)	1973 (b, e)
Fonds de répartition (c)	14 539	16 579	19 145	22 749	25 598
Impositions communales	15 981	..	..	..	..
Produit des centimes additionnels au précompte immobilier	9 258	8 745	8 635	13 093	11 010
Produit des centimes additionnels aux taxes provinciales	155	145	154	139	148
Taxes communales perçues par l'Etat (d)	3 032	..	..	..	..
Autres taxes communales et impôts de remboursement	3 536	3 907	4 497	5 694	5 840
Total...	**30 520**	..	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Budgets initiaux.
(b) D'après les opérations centralisées au Crédit Communal.
(c) Dotation globale, y compris les Fonds des sociétés, les compléments au Fonds des communes et aides spéciales de l'Etat, ainsi que l'aide aux communes fusionnées.
(d) Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques et taxe sur les véhicules automobiles.
(e) Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

CHAPITRE III

MONNAIE ET CRÉDIT

SECTION I. – MARCHÉ MONÉTAIRE

Pendant l'année 1974, l'évolution du *marché monétaire* a été fortement influencée par la politique monétaire restrictive. Les mesures prises dans ce cadre en septembre 1973 ont d'abord été prorogées pour une période de deux mois et par la suite pour des termes de 3 à 4 mois. Toutefois, les réglementations ont chaque fois été adaptées aux nouvelles circonstances. Fin juin, l'incidence des mesures limitatives a été renforcée par le plan gouvernemental de lutte contre l'inflation. A partir du mois de novembre, certains allègements sélectifs ont été apportés.

Au début de l'année 1974, un resserrrement prononcé s'est manifesté sur le marché monétaire. Cela s'explique, d'une part, par le déplacement des réserves de change de la Banque nationale vers les banques, qui accumulaient des avoirs nets au comptant sur l'étranger au détriment de leurs trésoreries en francs belges et, d'autre part, par un recours considérable au crédit de la part des entreprises et des particuliers. Les taux d'intérêt sur le marché financier belge se sont dès lors élevés très fortement et ont également été influencés par l'évolution sur les marchés étrangers.

L'évolution du marché monétaire a subi, également, pendant les sept premiers mois de l'année, l'incidence du recours du Trésor aux avances de la B.N. Le Trésor a, en effet, dû compter avec des écarts dans le temps s'expliquant par des facteurs saisonniers, entre certaines dépenses et recettes importantes. Par la suite, ces avances ont, certes, pu être remboursées et on a même pu garder, pendant une longue période, un avoir en compte auprès de la B.N.B., tandis que des certificats-B du Fonds des Rentes ont été repris également par le Trésor.

La hausse des différents taux d'intérêt ne s'est toutefois pas opérée dans la même mesure. Les taux appliqués aux certificats du Trésor à court ou à très court terme, émis par adjudication ou au robinet, et aux certificats du Fonds des Rentes ont accusé une augmentation prononcée. L'évolution haussière spontanée des taux d'intérêt sur le marché monétaire a été entérinée par la B.N. En février, elle a porté le taux d'escompte de base de 7,75 à 8,75 % et le taux des avances de 8,50 à 9,50 %.

A partir de juillet, une certaine aisance s'est manifestée sur le marché monétaire. Les réserves de change de la B.N. se sont en effet accrues à nouveau et la demande de crédit de la part des entreprises et des particuliers a présenté un ralentissement de croissance. Ce dernier phénomène s'explique par la politique monétaire restrictive et l'affaiblissement de la conjoncture économique qui commençait alors à se manifester.

Ce nouveau climat sur le marché monétaire s'est traduit par une baisse des taux d'intérêt, interrompue seulement en novembre, s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année.

A partir d'août, s'est dessiné un recul aux tarifs dits libres, lequel s'est poursuivi presque sans désemparer jusqu'à la fin de l'année. Le taux d'intérêt sur les certificats du Fonds des Rentes a atteint un maximum de 12 %. Ce niveau s'est maintenu pendant les mois d'août et septembre, mais en octobre, une baisse a débuté également. A la fin de l'année, ce taux s'est inscrit à 11 %. Les taux d'intérêt des certificats du Trésor ont montré une évolution analogue.

Pendant l'année sous revue, la constitution de nouveaux actifs financiers récoltés directement en Belgique par les intermédiaires financiers belges, a été nettement moindre que l'année antérieure.

L'accroissement des encaisses monétaires en francs belges a été du même ordre de grandeur que l'année antérieure. La hausse générale des taux d'intérêt a vraisemblablement incité les entreprises et les particuliers à limiter la détention d'actifs non rentables ou à rendement inchangé.

Les autres dépôts à un an au plus ainsi que les dépôts sous forme de carnets ordinaires ont accusé un ralentissement de croissance. Plus particulièrement la formation de gros dépôts (non monétaires) à terme et à préavis a marqué une décélération, surtout à partir du 3e trimestre. Ce phénomène pourrait s'expliquer en partie par l'évolution de la situation bénéficiaire des entreprises, qui, en 1973, et au premier semestre de 1974, a présenté une amélioration très nette et qui, par la suite, aurait évolué moins favorablement.

L'accroissement des dépôts ordinaires à terme et à préavis, par contre, a été plus prononcé qu'en 1973, ce qui est d'autant plus frappant qu'en même temps, la formation de dépôts à court terme en francs, auprès des banques à l'étranger, s'est accrue considérablement.

Les actifs financiers détenus sous forme de placements (nets) en obligations et bons de caisse ont trouvé un meilleur accueil, surtout vers la fin de l'année lorsque le public, après la hausse intervenue, a commencé à considérer, comme un maximum, le niveau atteint par les taux d'intérêt.

L'évolution des moyens d'action des intermédiaires financiers non monétaires a été influencée défavorablement par la constitution moindre de dépôts en

livrets ordinaires. Cette évolution pouvait toutefois être partiellement compensée par les achats effectués par les entreprises et les particuliers, d'obligations et de bons de caisse émis par ces institutions ainsi que par la constitution de dépôts ordinaires à terme et à préavis.

La masse de nouveaux moyens financiers, provenant directement des entreprises et des particuliers et affluant vers les banques, a sensiblement diminué. Les ressources en francs, obtenues auprès des correspondants étrangers ont toutefois accusé une plus grande progression. Les dépôts en francs constitués à l'étranger ont été ainsi remis à la disposition de l'économie belge.

Par la constitution de dépôts à court terme en francs belges à l'étranger, le rendement net obtenu était en effet beaucoup plus élevé que celui qui aurait été acquis en Belgique. A cet égard, il faut constater que l'ampleur de la hausse des prix a eu pour conséquence qu'en dépit des différentes majorations des taux d'intérêt de tous les actifs financiers non-monétaires à revenu fixe, les rendements réels sont demeurés négatifs en Belgique.

Le montant total des dépôts auprès des banques a augmenté, pendant l'année 1974, de 10 %, contre 20,5 % en 1973. Les dépôts en francs belges ont toutefois présenté un accroissement plus faible que pendant l'année précédente, soit 10,3 %, contre 18,4 %. A ce sujet, un rôle a été joué principalement par l'évolution des dépôts en francs belges sous forme de carnets, qui se sont accrus de 8,2 %, contre 19,0 en 1973.

Certes, le rendement des dépôts en carnets ou livrets ordinaires pendant le premier semestre a été relevé en trois étapes de 0,75 %, en ce qui concerne l'intérêt de base, et de 0,25 %, en ce qui concerne la prime de fidélité. Ces ajustements semblent ne pas avoir été suffisants pour empêcher un nouveau glissement de ces dépôts vers d'autres actifs financiers. Le 16 septembre, la prime de fidélité a été à nouveau majorée de 0,5 %, tandis qu'une prime d'encouragement a été attribuée pour une période limitée.

Les avoirs en francs belges à plus d'un mois n'ont augmenté que de 4,9 %, contre 19,1 % pendant l'année 1973, tandis que les dépôts à un mois ou plus ont présenté un accroissement de 12 % contre 12,1 % en 1973.

Les dépôts en monnaies étrangères auprès des banques belges se sont accrus de 7,8 % au cours de l'année 1974. Leur expansion s'est manifestée surtout aux premier et troisième trimestres.

Le montant total des dépôts d'épargne auprès des banques, de la C.G.E.R., des caisses d'épargne privées et du Crédit communal de Belgique a enregistré un accroissement de 10,1 %, contre 16,5 % pendant l'année 1973.

La souscription nette en obligations et bons de caisse auprès des institutions précitées a, par contre, augmenté de 17,7 %, contre 16,2 % en 1973.

Pendant l'année 1974, la masse monétaire ainsi que les liquidités quasi-monétaires se sont accrues au total de 79,7 milliards, contre 105,2 milliards pendant l'année 1973. Les crédits accordés aux entreprises et aux particuliers (1) ont constitué à cet égard la contrepartie la plus importante. Ils se sont accrus de 42,2 milliards, contre 57,6 milliards en 1973. Les transactions avecl'étranger (le solde courant et les opérations en capital des entreprises et particuliers) ont exercé une incidence négative sur l'évolution du stock monétaire et les liquidités quasi-monétaires à concurrence de — 11,4 milliards, contre + 19,8 milliards pendant l'année 1973. Le financement monétaire des pouvoirs publics (Etat et autres institutions publiques, y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale) s'est accru de 42,0 milliards contre 43,5 milliards pendant l'année précédente. Les emprunts obligataires des banques de dépôt et les crédits à des intermédiaires financiers non monétaires ont marqué respectivement une mutation de — 6,9 milliards et de + 15,3 milliards, contre respectivement — 6,0 milliards et — 7,6 milliards pendant l'année 1973. Le refinancement en dehors des organismes monétaires (1) a finalement accusé une hausse de 16,4 milliards, contre une baisse de 5,5 milliards pendant l'année précédente.

A la fin de 1974, le stock monétaire interne s'est élevé à 627,7 milliards ce qui représente un accroissement de 8,8 % par rapport à fin 1973. L'augmentation pendant l'année précédente a été, également, de 8,8 %. Le stock de monnaie scripturale (fin 1974, celui-ci s'est élevé à 58,8 % du stock monétaire) s'est accru de 9,8 % contre 10,3 % en 1973. La quantité de monnaie scripturale détenue par les entreprises et les particuliers a présenté une hausse de 9,8 %, comme en 1973.

On remarque que l'évolution du stock monétaire scriptural en mains des entreprises et des particuliers a été probablement influencée par le fait que la hausse générale des taux d'intérêt a incité les entreprises et les particuliers à limiter le maintien d'avoirs non rentables ou à rendement invariable. Le stock monétaire scriptural en possession des pouvoirs publics a augmenté de 10,2 %, contre 14,0 % en 1973.

Le stock de monnaie fiduciaire a présenté un rythme de croissance de 7,4 %, contre 6,9 % pendant l'année 1973.

Pendant l'année 1974, le montant des nouveaux crédits accordés par les caisses d'épargne privées et les intermédiaires financiers du secteur public, sous forme de crédits professionnels, n'a accusé qu'une faible augmentation. Les crédits accordés, sous forme de crédits au logement ont, par contre, enregistré une diminution. Cette évolution peut être attribuée, du côté de la demande, du moins en partie, à l'importance accrue de l'autofinancement, au niveau élevé des taux débiteurs et vers la fin de l'année, à l'incidence de la limitation du montant des inscriptions hypothécaires par rapport à la valeur vénale des logements, imposée par l'arrêté royal du 5 août.

---

(1) Il s'agit des variations de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets servant à mobiliser des créances commerciales sur l'étranger) accordés à l'origine par les organismes monétaires.

Par ailleurs, les intermédiaires financiers, ont été, dans certains cas, amenés à réduire leur offre par suite des mesures restrictives des pouvoirs publics.

Les nouveaux crédits au logement, accordés par les intermédiaires financiers du secteur public, ont subi également l'influence des mesures restrictives spécifiques prises par la C.G.E.R. à titre temporaire dans le courant du troisième trimestre, au moment où l'évolution de ses moyens d'action ne suivait pas celle des nouvelles demandes de crédit.

En ce qui concerne la demande de crédits, on peut constater que l'ensemble des engagements financiers des entreprises et des particuliers a augmenté plus que pendant l'année 1973. Ceci peut s'expliquer principalement par l'évolution du financement externe des entreprises. Le développement de la demande de crédits à long terme a subi, à cet égard, l'incidence des investissements persistants en capital fixe. La demande de crédits à court terme a présenté, pendant les premiers mois de l'année, une forte hausse sous l'influence de l'augmentation des stocks de matières premières et de l'accroissement des créances commerciales nettes sur l'étranger. Cette dernière constatation peut s'expliquer par une plus grande confiance dans certaines monnaies étrangères que dans le franc belge. Après que la vague spéculative sur les marchés des matières premières ait dépassé son point culminant, la demande de crédits à court terme des entreprises a montré une détente, favorisée également par les hausses prononcées des coûts (1). Sous l'influence de la plus grande confiance dans le franc belge, le montant des créances commerciales nettes des entreprises sur l'étranger a baissé également.

Pendant l'année 1974, les entreprises ont contracté à l'étranger plus d'engagements financiers à court terme que pendant 1973. A cet égard, on constate qu'à partir du deuxième trimestre surtout, le crédit bancaire intérieur à court terme s'est renchéri. Il faut, en outre, tenir compte du fait que, sous l'impulsion de la limitation directe des crédits bancaires utilisés, l'offre s'est raréfiée.

Les particuliers ont fait largement appel aux crédits hypothécaires. L'activité dans la construction de logements est demeurée très vive, tandis que les prix dans ce secteur ont accusé une forte hausse. L'augmentation des crédits à court terme pour le financement des dépenses de consommation, surtout en biens de consommation durables, a, par contre, ralenti notamment sous l'influence du durcissement en juillet des conditions relatives au crédit à tempérament.

L'encours utilisé des crédits aux entreprises et aux particuliers accordés, à leur origine, par les organismes financiers (banques, B.N., intermédiaires financiers publics spécialisés dans les crédits professionnels et le crédit à l'habitation, la C.G.E.R. et les caisses d'épargne privées), a augmenté de 12,6 % pendant l'année 1974, contre 15,7 % pendant l'année précédente.

---

(1) Celles-ci se sont manifestées pendant le deuxième trimestre à la suite des mesures restrictives concernant l'offre de crédits.

L'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés initialement par les organismes monétaires aux entreprises et aux particuliers s'est accru de 11,4 % pendant l'année sous revue, contre 18,0 % en 1973.

L'encours utilisé des crédits bancaires, essentiellement des crédits à court terme aux entreprises, a augmenté au début de l'année à un rythme exceptionnellement élevé, toutefois leur accroissement a sensiblement fléchi, au cours des mois ultérieurs, marqués par l'introduction d'un système d'encadrement du crédit — qui, par ailleurs, a incité les entreprises à se financer davantage à l'étranger —, et puis par un revirement de la tendance conjoncturelle.

Pendant les dix premiers mois de l'année 1974, l'alimentation du *marché de l'argent au jour le jour* a été dans l'ensemble moindre que pendant la période correspondante de l'année précédente. Par contre, en novembre et en décembre, l'argent disponible a été beaucoup plus abondant.

Pendant les trois premiers trimestres de 1974, le Fonds des Rentes a emprunté, au marché sous revue pour 5,1 milliards en moyenne. En octobre, sa situation s'est améliorée et en novembre ses prêts ont atteint 11 milliards; ceci a pu s'expliquer par les remboursements temporaires par le Trésor des certificats-B détenus en portefeuille. En décembre, ce montant a baissé d'environ deux tiers.

Pendant les mois de juillet et de décembre, l'offre des banques au marché sous revue a atteint une ampleur exceptionnelle : pour le mois de juillet ceci a pu s'expliquer par l'évolution favorable des mouvements de change et par l'accumulation des liquidités en liaison avec l'échéance fiscale. En décembre, le Trésor a procédé à des décaissements importants.

Pendant le premier semestre, les emprunts de l'I.R.G. sur le marché de l'argent au jour le jour ont été plutôt limités. Ceci peut être attribué à la demande intense du Fonds des Rentes. La plupart du temps, le volume des emprunts de l'I.R.G. a été limité systématiquement au financement de son portefeuille d'effets « non imputés », mobilisables aux taux spécial fixé par la B.N.

L'importance de ce portefeuille et le niveau élevé du taux spécial ont amené l'I.R.G. pendant les mois de juillet et d'août, à entrer en concurrence avec les autres emprunteurs, même au prix d'une hausse sensible du taux. En septembre, une détente s'est toutefois produite.

Pendant le dernier trimestre, le Fonds des Rentes et les banques ont disposé de liquidités abondantes, ce qui a causé une grande aisance sur le marché sous revue. L'I.R.G. a pu ainsi couvrir entièrement sauf à l'approche de l'échéance annuelle, son portefeuille de papier non imputé, bien que son niveau soit devenu très élevé (1).

---

(1) Conformément à une technique introduite en 1972, les capitaux non utilisés par le Fonds des Rentes à la « criée », ont été offerts à l'I.R.G. au taux de clôture. Ce fut notamment grâce à cette procédure que par moments l'Institut a pu financer sans recours à la Banque Nationale une partie de son portefeuille d'effets imputés sur le sous-plafond B.

L'évolution du taux de la « criée » témoigne d'un certain immobilisme caractérisant le marché du call money garanti. Le taux de la criée s'est maintenu souvent à un niveau intermédiaire formé par le taux appliqué aux avances de la Banque Nationale. Tel a été notamment le cas en novembre, en dépit de l'ampleur des disponibilités du Fonds des Rentes. Une certaine aisance du marché, bien que passagère et accidentelle, s'est réflétée dans les taux. En sens contraire, le taux a parfois haussé jusqu'à provoquer une sélection parmi les demandeurs, ce qui explique la tension des taux d'intérêts survenu en juillet.

Les interventions du Fonds des Rentes sur le marché de l'argent au jour le jour en 1974 ont été influencées notamment par l'évolution de l'offre et de la demande des autres participants au marché, par les fluctuations dans les moyens de financement dudit Fonds (1) et par la situation de caisse du Trésor qui, après avoir été très serrée au second trimestre et dans la première moitié du mois de juillet est de nouveau devenue plus aisée pendant le second semestre.

Pendant les sept premiers mois de l'année, le Fonds des Rentes n'est pas parvenu à récolter suffisamment de fonds par l'émission de ses propres certi ficats et il a dû, au surplus, financer presque constamment la totalité ou du moins une grande partie des certificats B du Trésor et prendre en même temps en portefeuille d'autres certificats du Trésor pour atténuer ces difficultés.

Dès lors le Fonds des Rentes a entre autres dû recourir au marché de l'argent au jour le jour pour des montants importants. Etant donné la baisse de l'offre des autres participants, une hausse sensible du taux du call money s'est manifestée. Celui-ci a atteint 8,52 % en janvier et s'est élevé à 10,34 % en juillet.

Dans le courant du troisième trimestre, et plus précisément en août, la demande d'argent au jour le jour du Fonds des Rentes s'est réduite; l'émission nette de ses propres certificats, influencée par le relèvement des taux d'intérêt, a été de nouveau positive, et en outre, le Fonds n'a plus dû financer de certificats du Trésor autres que ceux de la tranche B.

Au quatrième trimestre, le Fonds des Rentes est redevenu prêteur net sur le marché de l'argent au jour le jour, grâce à la très forte augmentation des émissions nettes de ses propres certificats. Au mois de novembre, ses prêts ont même atteint un montant moyen de 11,0 milliards de francs, montant qui a été en partie mis directement à la disposition de l'I.R.G. « hors protocole », afin d'éviter que l'offre accrue du Fonds des Rentes ne donne lieu à une baisse trop forte des taux, laquelle était jugée alors inopportune par les autorités monétaires.

Le taux de l'argent au jour le jour, qui avait atteint un maximum de 10,34 % au mois de juillet, est progressivement revenu, abstraction faite d'une faible hausse en novembre, à 9,04 % en décembre.

---

(1) Causées par les mouvements des émissions des certificats du Fonds des Rentes.

Le *marché hors banque* a connu, en 1974, une évolution exceptionnelle en matière de volume des offres rencontrées et ce tant pour les effets imputés ou non aux plafonds de réescompte. La demande d'effets imputés a toutefois disparu presque complètement.

Les composantes du chiffre d'affaires du marché hors banque ont accusé une évolution divergente. Les achats et opérations de courtage se sont élevés à 257 milliards en 1974, ce qui correspond aux offres rencontrées par l'I.R.G.; les offres non-satisfaites sont d'un montant négligeable. Dans l'ensemble, de 1973 à 1974, la part de papier imputé est descendue de 71 à 59 %, en raison de l'abaissement des plafonds de réescompte.

Pendant les dix premiers mois de 1974, le montant des effets négociés par l'I.R.G. comme acheteur ou courtier s'est trouvé, du moins par rapport aux autres années et notamment à 1973, dans des limites relativement étroites. Le maximum s'est élevé à 45,8 milliards, au début d'avril, et le minimum à 35,9 milliards, le 19 septembre. Ces valeurs extrêmes ont été influencées par l'incidence sur les besoins de liquidités des sorties et rentrées de devises. Pendant ces dix mois, les facteurs de resserrement ont été largement compensés. Les émissions des emprunts des pouvoirs publics et le versement anticipé d'impôts à la mi-juillet n'ont eu que des répercussions atténuées puisque leur produit a été rapidement remis en circulation, notamment pour le remboursement des opérations de préfinancement consentis au Trésor.

Pendant la période allant des derniers jours d'octobre à la fin novembre, le Trésor a récolté un montant net d'environ 20 milliards de liquidités provenant des banques. Ceci peut s'expliquer par l'émission d'un emprunt public par la S.N.C.I., les versements à l'O.N.S.S. des cotisations mensuelles et trimestrielles, les achats anticipés de certificats du Trésor par certains intermédiaires financiers, en prévision de la poursuite d'un mouvement de baisse des taux d'intérêt déjà amorcée. A la suite de cela, les opérations de mobilisation des banques auprès de l'I.R.G. se sont développées rapidement de sorte qu'au 28 novembre, l'encours total du papier négocié a atteint 59,9 milliards (1); ce niveau dépasse de 14,1 milliards le maximum antérieur. Cette situation exceptionnelle s'est normalisée en décembre et, à la fin de l'année, l'encours précité s'élevait à 49,9 milliards.

Les achats effectués en novembre en vue de régulariser le marché ont pu être financés par l'I.R.G. sans recours additionnel à la B.N., grâce au recyclage des excédents temporaires du Trésor. Celui-ci a procédé à un remboursement momentané des certificats « B » en portefeuille du Fonds des Rentes — lequel a augmenté d'autant ses prêts de l'argent au jour le jour — et a acheté des effets commerciaux auprès de l'I.R.G.

---

(1) Chiffre auquel il faut ajouter 1,7 milliard de papier d'utilisation de crédits de réescompte.

Le volume des ventes et opérations de courtage (151,1 milliards en 1974) représente la demande de papier rencontrée par l'I.R.G. Malgré un déplacement d'une partie de la demande vers le papier « non imputé » et le développement des relations avec certaines catégories d'acheteurs, le volume annuel a été influencé par la longue abstention, ou quasi-abstention de quelques clients traditionnels.

Si, en 1974, le financement de cet aspect important de l'activité de l'I.R.G. pour le papier « imputé » s'est reposé entièrement sur la B.N.; par contre, pour le papier « non imputé », il a été axé essentiellement sur les possibilités du marché monétaire.

★
★ ★

Evolution du stock monétaire

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

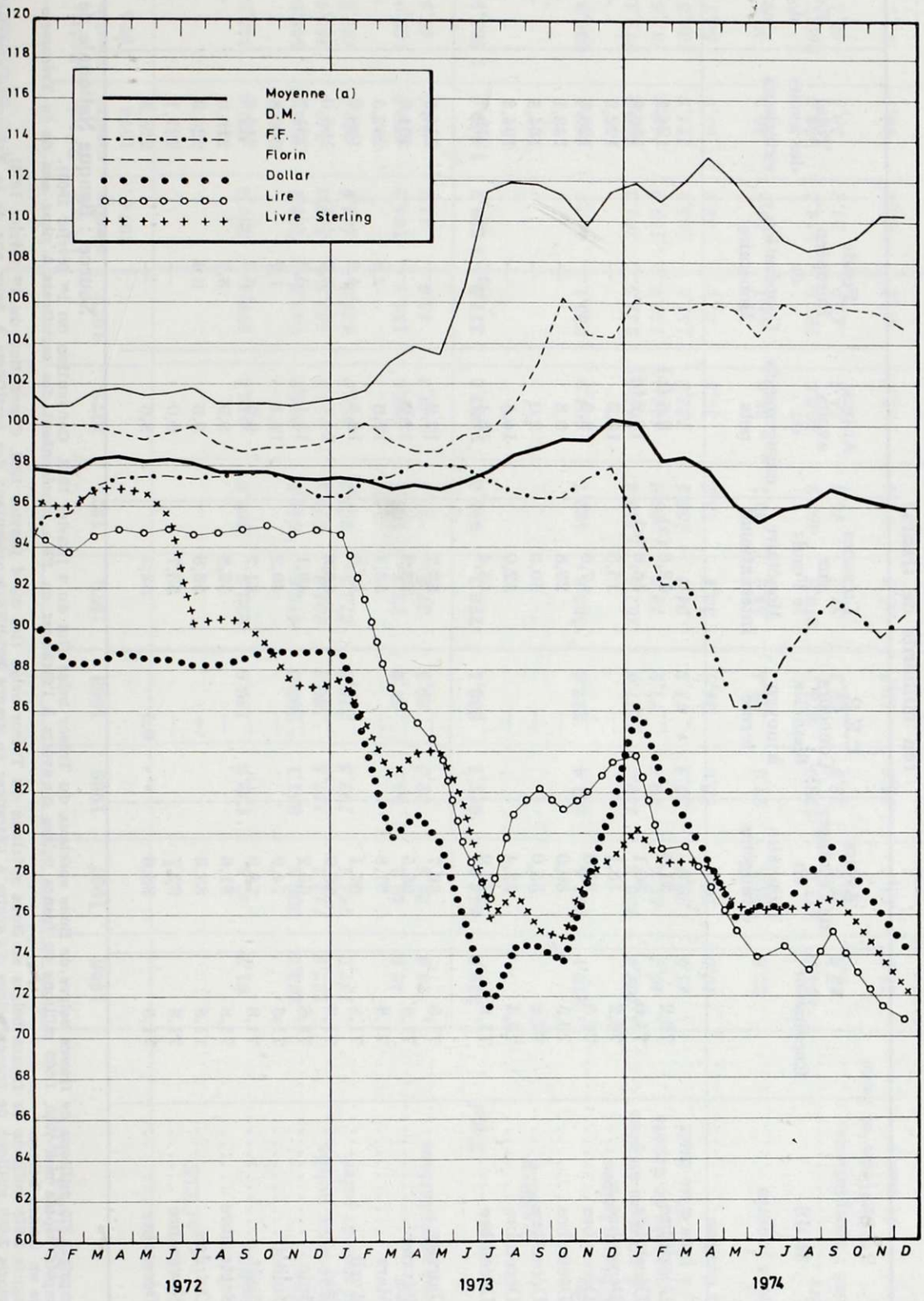
MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période
					Détenue par les entreprises et particuliers (a)						
	Billets et monnaies du Trésor (b)	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (c)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (c)	Avoirs en comptes chèques postaux (c)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parastataux (c)	Total	Stock de monnaie scripturale		
1967 Décembre	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	+ 10,8
1968 Décembre	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	+ 26,0
1969 Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	+ 9,8
1970 Décembre	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	+ 32,2
1971 Décembre	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	+ 42,2
1971 Décembre (d)	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	+ 4,3
1972 Décembre	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	+ 65,2
1973 Décembre	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,–	+ 46,8
1974 Janvier	9,1	228,9	231,7	44,3	0,3	67,8	228,0	296,1	340,4	572,1	— 4,9
Février	9,1	230,4	232,9	33,7	0,5	66,9	231,2	298,6	332,3	565,2	— 6,9
Mars	8,8	232,8	235,2	51,7	0,6	60,0	248,4	309,0	360,7	595,9	+ 30,7
Avril	8,9	238,0	240,1	45,5	0,3	71,2	247,4	318,9	364,4	604,5	+ 8,6
Mai	8,9	244,8	247,1	44,5	0,3	63,8	262,6	326,7	371,2	618,3	+ 13,8
Juin	9,0	250,6	252,9	44,1	0,5	64,0	259,8	324,3	368,4	621,3	+ 3,0
Juillet	9,1	244,4	247,0	39,3	0,3	64,7	246,6	311,6	350,9	597,9	— 23,4
Août	9,2	246,4	249,7	39,9	0,4	56,8	252,2	309,4	349,3	599,0	+ 1,1
Septembre	9,2	243,7	246,0	45,6	0,4	60,8	259,7	320,9	366,5	612,5	+ 13,5
Octobre	9,2	243,1	246,1	41,7	0,2	64,1	248,7	313,0	354,7	600,8	— 11,7
Novembre	9,3	246,1	249,1	46,2	0,2	62,0	250,5	312,7	358,9	608,–	+ 7,2
Décembre	9,5	256,1	258,4	47,6	0,3	61,5	259,9	321,7	369,3	627,7	+ 19,7

(a) Y compris des organismes parastatiques administratifs et des organismes publics de crédit.
(b) Déduction faite des avoirs de la B.N.B.
(c) Déduction faite des encaisses des organismes monétaires..
(d) Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O C P

Source : Banque Nationale de Belgique.

Evolution des cours moyens de quelques unités monétaires à la Bourse de Bruxelles (a)

(fin 1970 = 100)



Source : Commission de la Bourse.

(a) Les indices individuels sont calculés sur base de la moyenne mensuelle des cours de change. L'indice moyen est calculé en tenant compte de la part relative du commerce extérieur vers les pays correspondants.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies étrangères	C.E.E. Concours financier à moyen terme	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Fonds Européen de Coopération Monétaire	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1966 Décembre	76,2	21,4	—	18,6 (a)	8,3 (b)	—	124,5	+ 1,7
1967 Décembre	74,0	36,1	—	16,6 (c)	10,2 (d)	—	136,9	+12,4
1968 Décembre	76,2	18,1	—	15,3	13,3	—	122,9	—14,0
1969 Décembre	76,0	35,6	—	7,8	8,9	—	128,3	+ 5,4
1970 Décembre	73,5	39,0	—	29,8	0,8	—	143,1	+14,8
1971 Décembre	77,2	35,0	—	50,3	2,0	—	164,5	+21,4
1972 Décembre	75,4	52,4	—	52,0	14,5	—	194,3	+29,8
1973 Décembre	71,8	75,9	—	54,4	13,4	3,5	219,1	+24,8
1974 Janvier	71,8	66,7	—	53,7	12,2	—	204,5	—14,6
Février	71,8	66,5	—	53,8	12,2	—	204,3	— 0,2
Mars	71,8	67,8	—	53,1	12,6	—2,8	202,5	— 1,8
Avril	71,8	67,1	—	51,5	12,4	—4,2	198,7	— 3,8
Mai	71,8	63,9	—	49,3	14,1	—3,0	196,0	— 2,7
Juin	71,8	65,2	—	49,1	15,1	0,4	201,7	+ 5,7
Juillet	71,8	74,9	—	49,2	12,1	1,7	209,8	+ 8,1
Août	71,8	74,9	—	51,7	9,9	6,3	214,6	+ 4,8
Septembre	71,8	81,6	—	52,8	8,9	3,7	219,0	+ 4,4
Octobre	71,8	88,3	—	53,8	9,6	0,4	223,9	+ 4,9
Novembre	71,8	92,7	—	53,7	9,0	—	227,1	+ 3,2
Décembre	71,8	88,6	6,5	53,3	8,6	—	228,9	+ 1,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris 3.375 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(b) Y compris depuis mai 1963, 1.500 millions de francs belges d'« avoirs à l'étranger en FB » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.
(c) Y compris 1.875 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(d) Y compris 3.000 millions de francs belges d'« avoirs à l'étranger en francs belges » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre								A fin de trimestre			
	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1er trimestre 1974	2e trimestre 1974	3e trimestre 1974	4e trimestre 1974
ACTIF												
Liquidités	81,2	92,4	122,2	182,5	223,5	267,9	348,4	479,4	557,4	591,5	565,2	560,9
Crédits	264,4	306,2	351,1	393,6	475,6	546,0	626,6	745,5	788,1	806,0	848,9	862,0
au secteur public	*127,2*	*144,1*	*157,8*	*180,8*	*201,9*	*223,8*	*258,6*	*308,2*	*333,2*	*340,3*	*355,7*	*353,9*
au secteur privé	*137,2*	*162,1*	*193,3*	*212,8*	*273,7*	*322,2*	*368,0*	*437,3*	*454,9*	*465,7*	*493,2*	*508,1*
Divers	42,9	46,2	54,5	57,0	77,2	101,1	122,0	152,1	164,2	178,0	169,0	193,8
dont acceptations	*28,8*	*29,5*	*32,0*	*29,3*	*37,2*	*45,5*	*48,3*	*45,9*	*51,4*	*50,5*	*46,5*	*52,2*
Total	**388,5**	**444,8**	**527,8**	**633,1**	**776,3**	**915,0**	**1 097,0**	**1 377,0**	**1 509,7**	**1 575,4**	**1 583,1**	**1 616,7**
PASSIF												
Dépôts	213,1	244,4	281,4	322,6	365,8	422,7	501,9	605,1	650,7	662,7	666,9	665,8
en francs belges :												
— à un mois au plus	*109,4*	*120,1*	*130,4*	*137,8*	*161,5*	*186,4*	*215,4*	*241,5*	*261,3*	*272,2*	*272,3*	*270,5*
— carnets de dépôts	*46,8*	*57,7*	*69,8*	*71,9*	*74,7*	*96,6*	*116,4*	*150,7*	*159,0*	*159,8*	*161,6*	*170,4*
— à plus d'un mois	*41,9*	*50,6*	*57,3*	*78,3*	*94,2*	*106,5*	*132,3*	*157,5*	*165,5*	*165,2*	*164,3*	*165,2*
en devises	*15,0*	*16,0*	*23,8*	*34,6*	*35,4*	*33,2*	*37,8*	*55,5*	*64,9*	*65,5*	*68,7*	*59,7*
Moyens propres	20,6	23,4	27,5	32,4	34,2	36,1	38,6	44,1	44,6	46,3	46,5	48,2
Divers	154,8	177,0	218,9	278,1	376,3	456,2	556,5	727,8	814,5	866,4	869,7	902,8
dont : acceptations	*28,8*	*29,5*	*32,0*	*29,3*	*37,2*	*45,5*	*48,3*	*45,9*	*51,4*	*50,5*	*46,5*	*52,2*
obligations et bons de caisse	*12,0*	*13,5*	*16,5*	*18,7*	*23,3*	*28,4*	*33,9*	*40,2*	*42,4*	*44,1*	*45,1*	*47,3*
Total	**388,5**	**444,8**	**527,8**	**633,1**	**776,3**	**915,0**	**1 097,0**	**1 377,0**	**1 509,8**	**1 575,4**	**1 583,1**	**1 616,7**

Source : Commission bancaire.

Bilans intégré

(en milli

FIN DE PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avo extéri net
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor		
		Dépôts en francs belges (a)	Dépôts en devises			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	—	473,4	94,
Juin	372,7	118,3	7,9	—	498,9	97,
Septembre	361,8	123,3	9,1	—	494,2	90,
Décembre	376,5	125,8	8,8	—	511,1	86,
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	—	516,8	83
Juin	393,8	135,5	12,6	—	541,9	88
Septembre	373,9	142,2	15,3	—	531,4	85
Décembre	386,3	149,3	14,7	—	550,3	93
1970 Mars	390,1	155,1	13,2	—	558,4	97,
Juin	410,8	157,5	13,5	—	581,8	102
Septembre	399,2	165,6	12,9	—	577,7	103
Décembre	418,5	165,7	11,4	—	595,6	104
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	—	601,7	112
Juin	451,3	181,1	10,0	—	642,4	165
Septembre	446,8	190,8	10,4	—	648,0	129
Décembre	460,7	198,7	9,7	—	669,1	132
Décembre (b)	465,0	198,7	9,7	—	673,4	132
1972 Mars	472,8	212,0	8,8	—	693,6	136
Juin	516,9	217,3	9,1	—	743,3	146
Septembre	503,1	230,8	8,4	—	742,3	146
Décembre	530,2	242,6	9,2	—	782,0	148
1973 Mars	544,3	255,5	10,0	—	809,8	146,
Juin	582,2	268,7	10,6	—	861,5	149,
Septembre	559,2	285,4	11,6	—	856,2	149,
Décembre	577,0	298,4	11,9	—	887,3	151,
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	—	927,7	131,
Juin	621,3	313,2	17,3	—	951,8	124,
Septembre (c)	612,5	312,9	18,2	—	943,6	129,
Décembre (c)	627,7	321,8	17,5	—	967,0	132,

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.
(b) Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P.
(c) Données provisoires.

mes monétaires

ncs)

Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
ces l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	*Pour mémoire* : Financés par et hors des organismes monétaires			
(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1 1	3,8	12,9	**228,8**	159,3	*175,3*	— 14,7	+ 20,4	— 14,9
2 3	7,9	12,7	**245,9**	166,0	*181,5*	— 15,3	+ 19,7	— 14,6
2 8	7,8	13,1	**247,7**	168,0	*182,7*	— 15,8	+ 20,6	— 16,3
3 5	6,8	16,8	**255,1**	182,5	*196,4*	— 16,5	+ 21,0	— 17,1
3 3	5,6	13,9	**255,8**	189,4	*204,1*	— 17,2	+ 20,4	— 15,2
4 1	8,7	17,3	**269,1**	198,4	*210,9*	— 19,0	+ 22,5	— 17,6
4 6	9,2	18,6	**270,4**	195,8	*206,7*	— 20,3	+ 26,3	— 26,1
5 0	5,4	19,5	**276,9**	197,2	*207,4*	— 21,0	+ 26,7	— 23,1
5 0	4,2	20,5	**281,7**	198,6	*210,4*	— 22,4	+ 27,9	— 25,0
6 3	6,3	22,2	**288,8**	207,9	*218,0*	— 23,4	+ 27,1	— 20,6
5 4	6,3	25,0	**283,7**	207,7	*218,3*	— 24,2	+ 30,7	— 23,8
5 4	5,4	28,8	**288,6**	219,7	*232,4*	— 25,6	+ 35,2	— 27,1
4 6	3,9	25,1	**274,6**	223,9	*234,4*	— 27,3	+ 39,0	— 20,9
6 9	5,9	27,0	**294,8**	231,6	*242,3*	— 28,4	+ 38,5	— 20,0
6 5	4,4	28,5	**297,4**	235,2	*246,0*	— 29,6	+ 40,3	— 24,7
6 6	4,4	32,5	**300,5**	255,7	*268,1*	— 30,4	+ 38,9	— 28,1
6 6	4,4	32,5	**300,5**	255,7	*268,1*	— 30,4	+ 38,9	— 23,8
7 9	6,8	31,7	**310,4**	261,0	*270,2*	— 31,9	+ 38,9	— 21,6
0 7	6,1	35,4	**342,2**	271,7	*283,3*	— 33,2	+ 40,5	— 24,3
9 8	2,4	38,1	**336,3**	276,1	*291,8*	— 34,6	+ 39,7	— 22,0
9 8	8,5	44,3	**350,6**	307,4	*320,6*	— 35,8	+ 34,4	— 23,3
1 6	13,1	43,5	**376,2**	316,2	*327,3*	— 36,6	+ 31,3	— 23,4
4 3	12,9	52,6	**410,8**	333,9	*343,0*	— 38,1	+ 32,4	— 27,1
2 1	5,9	55,4	**387,4**	350,6	*359,2*	— 40,1	+ 31,4	— 23,0
3 4	9,6	60,1	**409,1**	371,5	*378,3*	— 41,8	+ 26,5	— 20,9
7 8	10,7	59,8	**441,3**	382,2	*391,4*	— 43,6	+ 31,0	— 15,0
7 6	22,6	64,6	**459,8**	386,7	*397,7*	— 45,5	+ 38,4	— 11,8
5 0	17,5	65,6	**433,1**	391,3	*400,5*	— 46,5	+ 42,5	— 6,5
4 4	10,1	80,0	**438,5**	404,3	*421,5*	— 42,7	+ 41,4	— 1,0

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des varia tock

(en mil ancs)

PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Créd aux en prises particu	ancem des o mon ugmen éance om- ciales ur ranger
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1969 1er trimestre	— 4,4	+10,2	+ 5,8	— 0,7	+ 7	- 1,0
2e trimestre	+21,7	+ 3,4	+25,1	+ 4,2	+ 6	- 0,4
3e trimestre	—19,9	+ 9,4	—10,5	— 2,9	— 4	0,9
4e trimestre	+12,4	+ 6,4	+18,8	+12,0	+ 0	- 2,3
Total . . .	+ 9,8	+29,4	+39,2	+12,6	+11	- 2,8
1970 1er trimestre	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 8	- 1,3
2e trimestre	+20,7	+ 2,8	+23,5	+ 4,5	+ 7	—
3e trimestre	—11,5	+ 7,4	— 4,1	+ 3,9	+ 0	- 2,6
4e trimestre	+19,2	— 1,4	+17,8	+ 3,3	+14	- 0,9
Total . . .	+32,2	+13,1	+45,3	+13,5	+25	- 4,8
1971 1er trimestre	— 1,3	+ 7,4	+ 6,1	+ 6,2	+ 2	- 0,7
2e trimestre	+34,0	+ 6,6	+40,6	+13,3	+ 7	- 3,1
3e trimestre	— 4,5	+10,1	+ 5,6	+ 8,1	+ 8	- 1,6
4e trimestre	+13,9	+ 7,3	+21,2	+ 4,5	+21	- 2,2
Total . . .	+42,1	+31,4	+73,5	+32,1	+35	- 3,0
1972 1er trimestre	+ 7,8(b)	+12,4	+20,2(b)	+ 3,9	+ 1	- 0,4
2e trimestre	+44,1	+ 5,6	+49,7	+11,7	+13	- 0,7
3e trimestre	—13,7	+12,8	— 0,9	+ 2,0	+ 8	- 1,0
4e trimestre	+27,1	+12,6	+39,7	+ 5,0	+20	..
Total . . .	+65,3(b)	+43,4	+108,7(b)	+22,6	+53	- 0,
1973 1er trimestre	+14,1	+13,7	+27,8	+ 4,0	+ 6	- 4,
2e trimestre	+37,9	+13,8	+51,7	+ 2,0	+15	- 2,
3e trimestre	—23,1	+17,7	— 5,4	+ 2,3	+16	- 1,
4e trimestre	+17,8	+13,3	+31,1	+11,5	+19	- 2,
Total . . .	+46,7	+58,5	+105,2	+19,8	+57	- 1
1974 1er trimestre	+18,9	+21,5	+40,4	—15,7	+15	- 3
2e trimestre	+25,4	— 1,3	+24,1	— 7,4	+ 6	- 0
3e trimestre (a)	— 8,8	+ 0,6	— 8,2	+ 7,5	+ 2	- 1
4e trimestre (a)	+15,2	+ 8,3	+23,5	+ 5,8	+20	- 1
Total (a) .	+50,7	+29,0	+79,7	— 9,8	+42	- 5

(a) Données provisoires.
(b) A partir du 1er trimestre 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P.

st ck monétaire
fr ics)

in cement en dehors es organismes monétaires au mentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
nces co- er ales s : tr nger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
— ,0	— 0,9	+ 6,5	— 2,8	— 1,8	— 1,8	— 0,7	— 0,6	+ 1,9
—),4	+ 2,1	+13,1	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	— 1,7	+ 1,9	— 5,9
+),9	+ 1,6	— 4,6	+ 1,3	— 0,7	+ 0,9	— 1,3	+ 3,6	— 5,1
— 2,3	+ 0,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,1	— 1,1	— 0,7	—	+ 3,4
— 2,8	+ 3,5	+20,1	+ 2,7	— 2,1	— 0,7	— 4,4	+ 4,9	— 5,7
— 1,3	— 1,6	+ 5,6	+ 0,9	— 0,6	— 1,2	— 1,4	+ 1,0	+ 1,9
..	+ 1,8	+ 8,7	+ 1,3	— 0,8	— 2,3	— 1,0	— 0,8	+ 4,5
— 2,6	— 0,6	— 9,9	+ 2,8	— 0,2	+ 2,6	— 0,8	+ 3,7	— 3,3
—),9	— 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	— 0,3	— 1,4	+ 4,3	— 3,3
— 4,8	— 2,5	+ 4,5	+ 8,6	— 1,2	— 1,2	— 4,6	+ 8,2	— 0,2
—),7	+ 2,3	— 8,9	— 3,6	— 0,4	— 2,5	— 1,7	+ 3,8	+ 9,6
+ 3,1	— 0,3	+15,5	+ 2,1	— 0,3	— 0,6	— 1,1	— 0,6	+ 1,6
— 1,6	— 0,1	— 2,5	+ 1,7	— 0,4	+ 0,8	— 1,2	+ 1,9	— 4,8
+ 2,2	— 1,6	—	+ 3,7	— 0,1	— 3,7	— 0,8	— 1,5	— 3,6
+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	— 1,2	— 6,0	— 4,8	+ 3,6	+ 2,8
—),8	+ 3,2	+ 8,0	— 0,8	— 1,9	+ 2,4	— 1,5	—	+ 5,6(b)
—),3	— 2,3	+25,9	+ 3,6	— 0,1	+ 0,5	— 1,3	+ 1,5	— 2,6
+ 1,8	— 4,2	—12,2	+ 2,9	— 0,3	— 0,1	— 1,3	— 0,5	+ 2,4
	+ 2,4	+ 6,9	+ 5,9	+ 0,6	— 2,5	— 1,2	— 4,9	— 1,3
+),7	— 0,9	+28,6	+11,6	— 1,7	+ 0,3	— 5,3	— 3,9	+ 4,1
— 4,1	+ 2,2	+20,7	— 1,4	+ 0,3	+ 3,6	— 0,8	— 3,1	— 0,2
+ 2,0	+ 2,0	+26,5	+ 8,8	+ 0,5	— 2,7	— 1,6	+ 2,3	— 3,9
— 1,4	+ 0,5	—26,4	+ 2,5	— 1,4	+ 2,1	— 1,9	— 2,0	+ 4,2
+ 2,5	+ 1,8	+ 7,8	+ 5,0	— 3,4	— 4,7	— 1,7	— 4,8	— 2,0
— 1,0	+ 6,5	+28,6	+14,9	— 4,0	— 1,7	— 6,0	— 7,6	— 1,9
— 3,1	— 2,4	+39,9	—	— 1,2	+ 0,8	— 1,8	+ 4,6	+ 6,2
+),3	— 1,9	+12,1	+ 4,8	— 3,4	+ 3,9	— 2,0	+ 7,9	+ 3,4
— 1,2	+ 1,8	—30,3	+ 1,0	— 0,3	+ 2,2	— 1,0	+ 4,1	+ 5,2
— 1,9	— 8,0	— 0,2	+14,4	— 2,3	— 8,0	— 2,1	— 0,7	+ 6,5
— 5,9	—10,5	+21,5	+20,1	— 7,2	— 1,1	— 6,9	+15,9	+21,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers			Créances commerciales sur l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1965 Décembre	112,5	12,1	124,6	23,0	5,3	28,3	152,9
1966 Décembre	134,7	10,0	144,7	24,5	4,3	28,8	173,5
1967 Décembre	156,8	14,1	170,9	27,4	7,1	34,5	205,4
1968 Décembre	181,9	14,4	196,3	42,3	6,2	48,5	244,8
1969 Décembre	196,7	10,7	207,4	44,1	9,0	53,1	260,5
1970 Décembre	219,5	12,9	232,4	72,4	13,9	86,3	318,7
1971 Décembre	255,6	12,5	268,1	94,9	10,8	105,7	373,8
1972 Mars	260,9	9,2	270,1	94,7	11,6	106,3	376,4
Juin	271,6	11,6	283,2	99,5	11,9	111,4	394,6
Septembre	275,5	16,3	291,8	95,7	10,0	105,7	397,5
Décembre	306,6	14,0	320,6	105,0	10,1	115,1	435,7
1973 Mars	316,2	11,1	327,3	97,4	14,1	111,5	438,8
Juin	334,0	9,1	343,1	100,7	12,2	112,9	456,0
Septembre	349,5	9,6	359,1	111,0	13,5	124,5	483,6
Décembre	370,9	7,4	378,3	123,9	11,0	134,9	513,2
1974 Mars	382,6	8,8	391,4	128,5	14,1	142,6	534,0
Juin	386,2	11,5	397,7	138,9	13,8	152,7	550,4
Septembre	389,7	11,0	400,7	149,5	14,8	164,3	565,0
Décembre	402,5	19,0	421,5	154,5	16,9	171,4	592,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1965 Décembre	57,4	60,2	1,3	118,9
1966 Décembre	67,6	68,3	1,2	137,1
1967 Décembre	77,9	82,7	1,5	162,1
1968 Décembre	81,3	110,3	1,6	193,2
1969 Décembre	95,4	116,0	1,4	212,8
1970 Décembre	115,7	156,2	1,8	273,7
1971 Décembre	122,3	198,1	1,9	322,3
1972 Décembre	132,7	232,7	2,7	368,1
1973 Décembre	137,9	296,9	2,5	437,3
1974 Janvier	142,7	304,8	2,3	449,8
Février	141,7	305,5	2,4	449,6
Mars	152,0	300,8	2,1	454,9
Avril.....	145,2	315,1	2,2	462,5
Mai	141,6	315,9	2,0	459,5
Juin	145,8	317,9	2,0	465,7
Juillet	147,7	333,1	1,5	482,3
Août	149,1	334,7	1,5	485,3
Septembre	146,9	344,7	1,6	493,2
Octobre	145,5	354,7	1,4	501,6
Novembre	137,2	356,3	1,5	495,0
Décembre	151,1	355,7	1,4	508,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.
(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuillle commercial par les banques de dépôt

Situation fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs (a)	Total général (b)
1965 Décembre ...	1,2	5,5	7,8	14,5	2,9	17,4
1966 Décembre ...	1,5	6,1	9,7	17,3	2,3	19,6
1967 Décembre ...	2,8	9,6	11,6	24,0	2,7	26,7
1968 Décembre ...	6,7	12,9	13,3	32,9	3,7	36,6
1969 Décembre ...	3,5	10,1	7,5	21,1	3,9	25,0
1970 Décembre ...	0,4	7,2	11,7	19,3	4,0	23,3
1971 Décembre ...	0,1	10,1	11,1	21,3	2,3	23,6
1972 Décembre ...	0,9	14,8	13,1	28,8	4,0	32,8
1973 Décembre ...	2,7	15,4	13,8	31,9	2,7	34,5
1974 Janvier	1,2	17,1	14,1	32,4	3,1	35,5
Février.....	1,0	17,3	15,7	34,0	2,8	36,8
Mars	0,8	16,2	16,4	33,4	3,2	36,6
Avril	0,9	16,2	17,3	34,4	3,5	37,9
Mai	1,6	17,1	16,9	35,6	3,6	39,2
Juin	2,6	16,5	17,8	36,9	2,6	39,5
Juillet	2,1	18,3	19,1	39,5	2,8	42,3
Août.....	1,7	16,4	18,8	36,9	1,3	38,2
Septembre ..	1,0	16,2	18,1	35,3	1,6	36,9
Octobre	0,8	18,5	18,0	37,3	1,4	38,7
Novembre ..	0,6	28,3	18,2	47,1	1,4	48,5
Décembre ...	0,6	24,0	18,3	42,9	0,9	43,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) En francs belges uniquement.
(b) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières

(en milliards de francs)

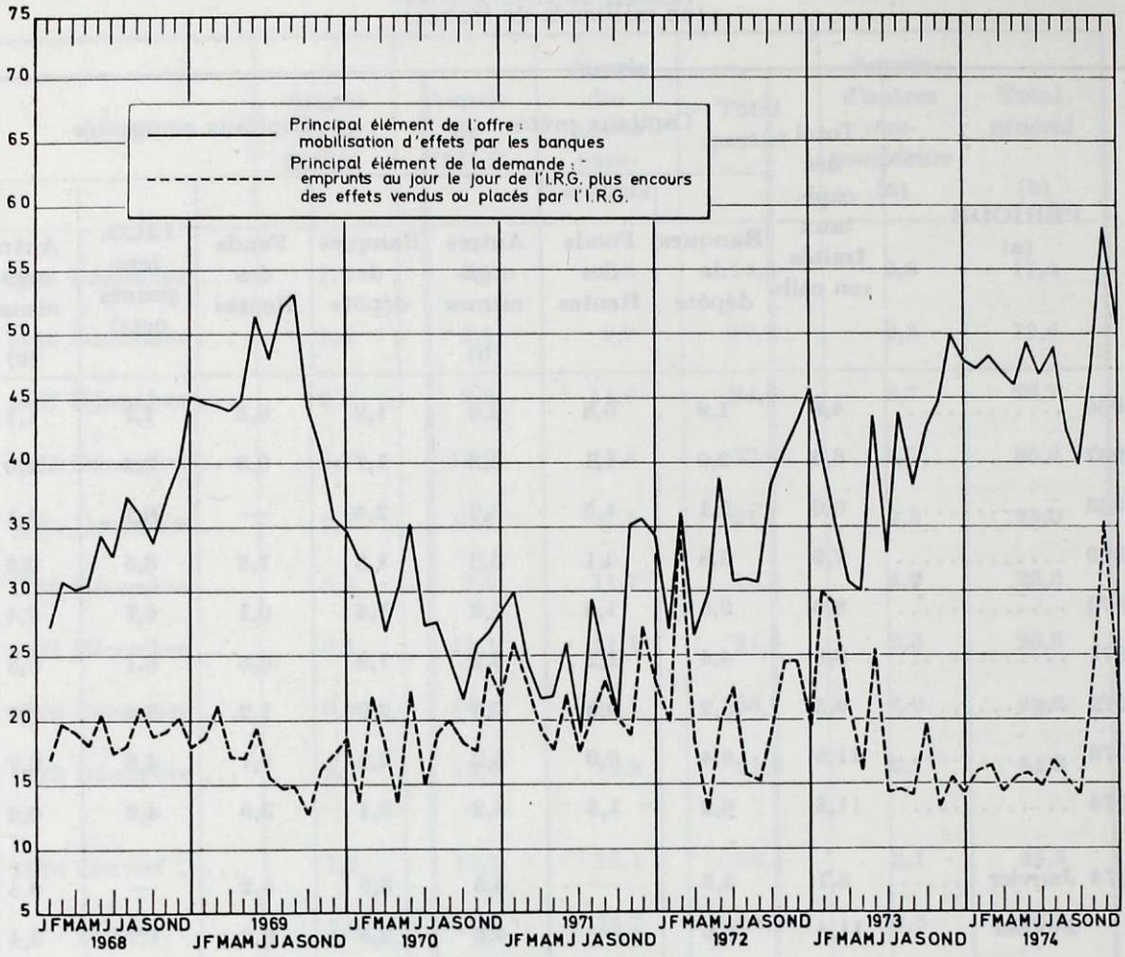
PÉRIODE (a)	Total des capitaux traités «on call»	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés			
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes (b)	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes (c)
1966	4,8	1,9	0,3	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1
1967	6,4	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0
1968	6,6	2,1	1,5	3,0	2,4	—	3,1	1,1
1969	7,2	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6
1970	8,6	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4
1971	8,8	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5
1972	9,5	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7
1973	11,5	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7
1974	11,8	6,2	1,5	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6
1974 Janvier	8,1	3,5	—	4,6	3,5	4,2	—	0,4
Février	11,4	6,6	—	4,8	2,5	6,8	1,7	0,4
Mars	11,4	7,2	—	4,2	2,7	7,2	0,9	0,6
Avril	8,6	4,6	—	4,0	2,3	4,7	1,3	0,3
Mai	11,6	5,8	—	5,8	2,1	8,1	1,1	0,3
Juin	9,8	5,9	—	3,9	3,1	4,5	1,5	0,7
Juillet	13,4	10,1	—	3,3	2,3	4,5	6,3	0,3
Août	10,6	6,0	—	4,6	2,6	2,1	5,0	0,9
Septembre ...	9,6	6,4	0,1	3,1	3,2	3,8	1,5	1,1
Octobre	9,6	4,5	2,4	2,7	4,3	0,8	3,8	0,7
Novembre ...	18,8	3,8	11,0	4,0	5,2	—	13,3	0,3
Décembre	18,5	9,7	3,9	4,9	3,8	—	18,8	0,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Depuis la réorganisation du marché, le 17 novembre 1959, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Ce tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.
(b) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N C.B. et, depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».
(c) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Synthèse de l'activité de l'I. R. G.

Encours moyens journaliers
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Effets à nourrir par l'I.R.G.	7,5	7,8	10,2	18,0	11,4	7,5	15,3	21,7	24,8
dont réescomptés à la B.N.B.	*5,5*	*4,0*	*6,8*	*14,3*	*4,6*	*2,6*	*9,9*	*16,5*	*26,3*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G	*1,9*	*3,7*	*3,3*	*3,6*	*6,7*	*6,1*	*5,5*	*4,8*	*4,2*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	10,5	12,9	17,8	15,0	13,6	17,9	17,8	15,5	14,1
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ..	18,0	20,7	28,0	33,0	25,0	25,4	33,1	37,2	38,9

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (a)
1965 Décembre	9,2	3,1	—	12,3
1966 Décembre	11,2	4,3	—	15,5
1967 Décembre	7,9	5,8	—	13,7
1968 Décembre	13,2	12,3	—	25,5
1969 Décembre	10,4	7,9	—	18,3
1970 Décembre	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Décembre	9,8	5,8	0,3	15,4
1972 Mars	4,8	4,5	—	9,3
Juin	5,6	4,4	—	10,0
Septembre	11,8	7,1	0,1	19,0
Décembre	17,9	14,9	0,1	32,9
1973 Mars	5,9	7,0	—	12,9
Juin	10,6	10,3	—	20,9
Septembre	12,7	10,1	—	22,8
Décembre	20,6	18,9	0,4	39,9
1974 Mars	19,2	12,8	—	32,0
Juin	18,7	10,9	—	29,6
Septembre	14,2	12,6	0,1	26,9
Décembre	14,7	16,0	0,5	31,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Essentiellement le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948, 15 avril 1952 et 1 février 1963
(en milliards de francs)

Moyenne hebdomadaire par année	Montant	Moyenne hebdomadaire par mois		Montant
1963	8,3	1974	janvier	1,5
1964	8,7		février	9,8
1965	9,0		mars	12,4
1966	9,4		avril	14,9
1967	6,9		mai	15,9
1968	8,9		juin	15,8
1969	13,8		juillet	11,5
1970	11,5		août	—
1971	6,1		septembre	4,0
1972	2,5		octobre	1,6
1973	2,4		novembre	—
1974	7,3		décembre	0,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire

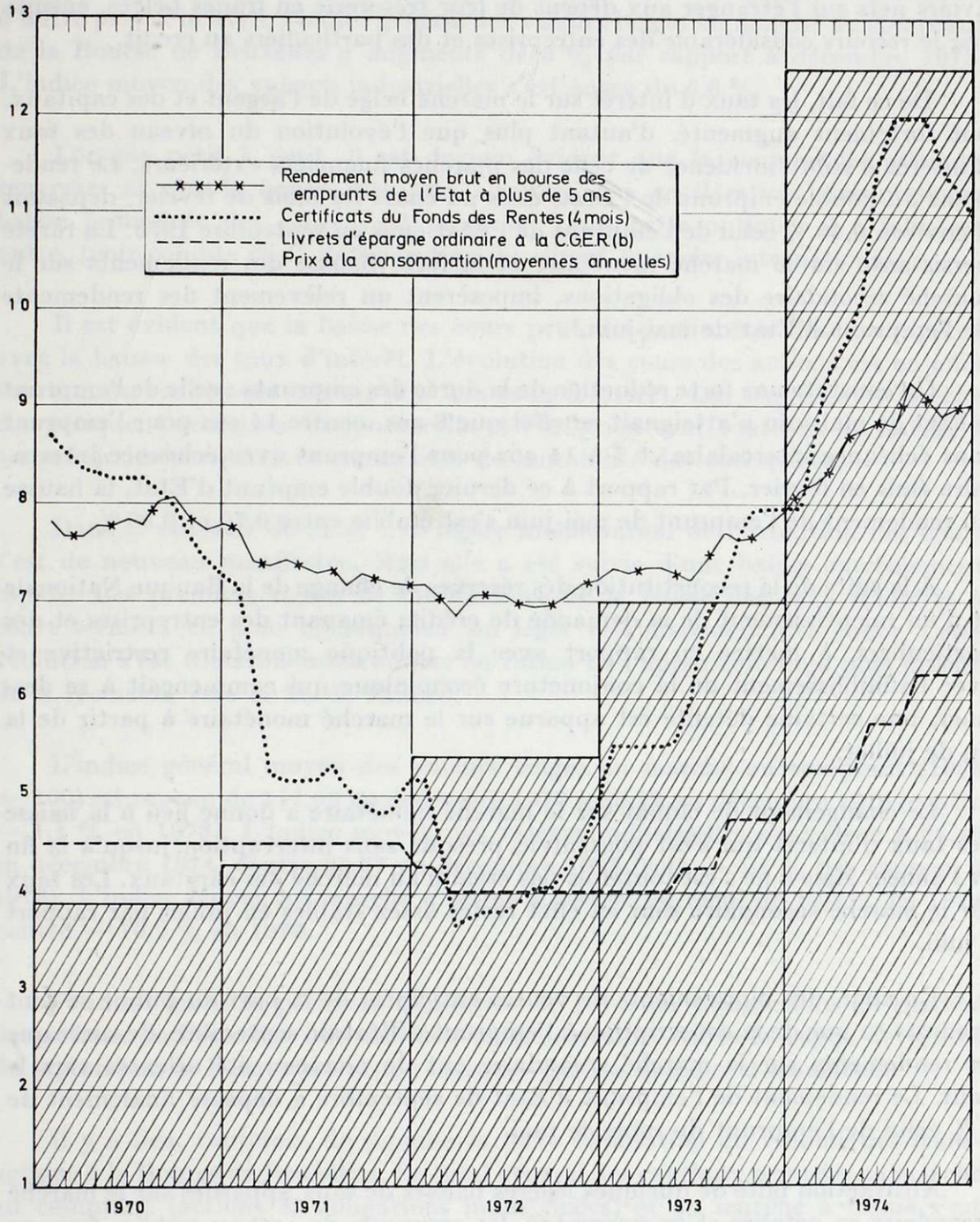
Situation fin de période

PÉRIODE	Marché de l'escompte			Argent au jour le jour	Adjudications du Fonds des Rentes
	B. N. B. (a)	I. R. G. (acheteur) (b, c)	I. R. G. (courtier) (d)	(e)	
1970	6,50	6,00	7,10	6,25	7,25
1971	5,50	4,45	5,40	3,70	5,15
1972	5,00	4,90	5,50	2,48	4,85
1973	7,75	7,65	9,50	4,81	7,95
1974	8,75	8,65 | 10,00	10,90	9,25	11,00
1974 janvier	7,75	7,65	10,50	8,52	7,95
février	8,75	8,65	11,50	7,94	8,75
mars	8,75	8,65	10,25	8,96	9,40
avril	8,75	8,65	10,75	5,21	9,70
mai	8,75	8,65	12,50	5,52	10,25
juin	8,75	8,65	12,25	9,59	11,50
juillet	8,75	8,65 | 10,00	12,75	10,34	12,00
août	8,75	8,65 | 10,00	12,50	9,68	12,00
septembre	8,75	8,65 | 10,00	11,75	9,42	12,00
octobre	8,75	8,65 | 10,00	11,15	9,19	11,50
novembre	8,75	8,65 | 10,00	11,15	9,50	11,25
décembre	8,75	8,65 | 10,00	10,90	9,04	11,00

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Taux de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque et les acceptations bancaires visées à l'importation.
(b) Taux d'achat de l'I.R.G. pour les acceptations bancaires visées à l'importation, à 120 jours maximum.
(c) Jusqu'au 31 mai 1970 et à partir du 23 octobre 1973 : 120 jours d'échéance et moins. Entre-temps : de 61 à 120 jours d'échéance. Il s'agit du taux pour les acceptations qui sont imputées sur le plafond de réescompte et de visa de la banque cédante à la Banque Nationale de Belgique; à partir du 8 juillet 1974, le taux est différent suivant que l'imputation se fait sur le sous-plafond A (ligne inférieure) ou sur le sous-plafond B (ligne supérieure).
(d) Taux des acceptations bancaires non visées, à 120 jours environ, négociées à l'intervention de l'I.R.G.
(e) Les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période.

Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation (a)



Sources : Commission de la Bourse;
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
Ministère des Finances;
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Taux avant retenues fiscales à la source.
(b) Taux bonifiés sur les sommes jusqu'à 500.000 francs à partir du 1er janvier 1967. Ils comprennent la prime de fidélité bonifiée sur les sommes restées en dépôt du 16 janvier au 31 décembre. Du fait qu'à concurrence d'un certain montant (10.000 francs par an actuellement), les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaire sont exonérés d'impôt, leur taux n'est pas comparable aux taux figurant dans les autres courbes.

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX

Pendant les premiers mois de l'année 1974, le marché monétaire s'est resserré de façon prononcée. Ceci peut s'expliquer d'abord par le déplacement des réserves de change de la Banque Nationale vers les banques, qui ont accrû leurs avoirs nets sur l'étranger aux dépens de leur trésorerie en francs belges, ensuite par le recours considérable des entreprises et des particuliers au crédit.

De ce fait, les taux d'intérêt sur le marché belge de l'argent et des capitaux, ont fortement augmenté, d'autant plus que l'évolution du niveau des taux d'intérêt a subi l'incidence de celle des marchés financiers extérieurs. Le rendement du double emprunt de l'Etat, émis au cours du mois de février, dépassait d'environ 0,40 % celui de l'emprunt de l'Etat émis en septembre 1973. La rareté persistante sur le marché monétaire et la forte hausse des rendements sur le marché secondaire des obligations, imposèrent un relèvement des rendements de l'emprunt d'Etat de mai-juin.

On constate une forte réduction de la durée des emprunts : celle de l'emprunt d'Etat de mai-juin n'atteignait en effet que 8 ans, contre 14 ans pour l'emprunt sans échéance intercalaire et 7 à 14 ans pour l'emprunt avec échéance intercalaire émis en février. Par rapport à ce dernier double emprunt d'Etat, la hausse du rendement de l'emprunt de mai-juin s'est établie entre 0,70 et 0,90 %.

A la suite de la reconstitution des réserves de change de la Banque Nationale et d'un ralentissement de la demande de crédits émanant des entreprises et des particuliers, à mettre en rapport avec la politique monétaire restrictive et avec l'affaiblissement de la conjoncture économique qui commençait à se dessiner, une certaine détente est apparue sur le marché monétaire à partir de la fin de juillet.

Le changement de climat sur le marché monétaire a donné lieu à la baisse des taux d'intérêt qui s'est poursuivie, presque sans interruption, jusqu'à la fin de l'année. Mais il ne s'est toutefois pas étendu au marché des capitaux. Les taux sur le marché secondaire sont en effet restés assez stables en juillet par rapport à juin.

En août, des mouvements de ventes anticipées de la part du public se sont produits en vue de la souscription à l'emprunt d'Etat de septembre, de sorte que les rendements sur le marché secondaire ont de nouveau été orientés vers le haut. Le rendement de l'emprunt d'Etat de septembre a dépassé finalement de 1 % celui de l'emprunt du mois de mai.

Abstraction faite de quelques légères baisses de taux apparues sur le marché secondaire en octobre et en novembre, les emprunts du secteur public, émis au cours du dernier trimestre de 1974, ont gardé le même taux nominal de 10 % que le dernier emprunt d'Etat de septembre. A la fin de l'année, les rendements bruts à l'émission ont en définitive excédé d'environ 2 % ceux de fin 1973. Au cours de la période correspondante de l'année précédente, la progression n'a atteint que 1,15 %.

Pendant l'année 1974, une évolution très défavorable a caractérisé le *volume des placements*. Si l'évolution des cours à la Bourse de Bruxelles a été encore quelque peu satisfaisante pendant les quatre premiers mois de l'année sous revue, c'est qu'elle a été liée à la publication des résultats assez favorables des entreprises, d'une part, et à la reprise temporaire de l'activité économique, d'autre part. Fin avril, l'indice général des valeurs belges au marché au comptant de la Bourse de Bruxelles a augmenté de 3 % par rapport à décembre 1973. L'indice moyen des valeurs industrielles s'est accru de 6,6 %.

Lorsque petit à petit, il est devenu évident que la conjoncture allait se renverser et que la hausse des prix accusera une accélération, une première baisse prononcée des cours s'est produite. Dans cette optique, il a fallu, en outre, tenir compte de la détérioration du climat financier international.

Il est évident que la baisse des cours peut, en partie, être mise en rapport avec la hausse des taux d'intérêt. L'évolution des cours des actions est en effet fonction du rendement escompté et des taux d'intérêt. Les séquelles de la crise énergétique, l'évolution conjoncturelle et l'inflation sont toutefois de nature à assombrir les perspectives en matière de rentabilité des entreprises.

Dans le courant de l'été, une légère amélioration de l'évolution des cours s'est de nouveau manifestée. Mais elle a été suivie d'une baisse extrêmement rapide. Les premiers signes de l'imminence de la baisse des taux d'intérêt à court terme a eu pour conséquence un léger rétablissement des cours. Cette évolution s'est toutefois interrompue en raison de l'apparition déjà plus précise de la récession vers la fin de l'année.

L'indice général moyen des valeurs belges au marché au comptant (1963 = 100) est revenu de 117,99 en décembre 1973 à 89,12 en décembre 1974 (contre — 1,1 % en 1973). L'indice moyen des valeurs industrielles s'est élevé à 68,40 en décembre 1974, contre 93,77 en décembre 1973 (soit — 4,8 % par rapport à 1973). L'indice moyen au marché à terme a accusé un recul de 19,1 % en 1974 contre — 10,2 % en 1973.

Pendant les trois premiers trimestres de 1974, les transactions au marché des actions de Bruxelles ont subi une baisse certaine. Après la vague de ventes de septembre, la Bourse est restée marquée par un manque d'animation.

Il y a lieu, toutefois, de signaler la forte diminution du volume des transactions à la Bourse de Bruxelles. Le total général des capitaux négociés au marché au comptant (actions et obligations industrielles) et au marché à terme s'est élevé à 45,9 milliards en 1974, contre 67,5 milliards en 1973. Le total général du volume des transactions en matière d'obligations industrielles et d'actions au marché au comptant a atteint 16,3 milliards en 1974, contre 27,8 milliards en 1973. Les capitaux traités au marché à terme (29,6 milliards) ont régressé de 25,4 % par rapport à 1973. La moyenne journalière du total des capitaux négociés au marché au comptant a atteint 186 millions contre 274,4 millions en 1973.

La capitalisation des valeurs représentatives des entreprises belges, cotées au marché au comptant de la Bourse de Bruxelles, s'est élevée à 305,9 milliards à fin 1974, ce qui implique une baisse de 27,8 % par rapport à fin 1973.

En 1974, l'*activité d'émission* sur le marché belge des obligations s'est déroulée à un niveau inférieur à celui de 1973. Comme les années précédentes, le montant le plus important a été emprunté par le secteur public (Etat, parastataux, intercommunales, communes et provinces).

Le montant afférent aux entreprises privées a atteint 5,5 milliards. En outre, les organisations internationales ont emprunté 750 millions.

Le montant total des principales émissions en francs belges à plus d'un an, du secteur public, a atteint 139,5 milliards, contre 151,2 milliards pendant l'année précédente et 141,2 milliards en 1972.

Le recours brut du pouvoir central au marché des capitaux a atteint 106 milliards de francs pendant l'année sous revue, contre 103 milliards en 1973. Le montant net pour lequel l'Etat a eu recours au marché des obligations peut être estimé à 49,3 milliards. Il faut tenir compte, en effet, des amortissements et remboursements des pouvoirs publics de l'ordre de 56,7 milliards.

Les parastataux (C.N.C.P., S.N.L., R.T.T.) ont emprunté, au total, pour un montant brut de 25 milliards. Toutefois, il faut tenir compte d'un emprunt d'un milliard de la C.N.C.P. Le montant net du recours de ces institutions au marché belge des obligations est estimé à 6 milliards.

Les intercommunales ont emprunté au total 8,5 milliards. On constate pendant l'année sous revue l'absence d'émissions des villes et des communes, et ce contrairement à 1973, lorsque les villes d'Anvers, de Gand et de Liège ont eu recours au marché belge des obligations pour un montant total de 7,2 milliards.

Une seule organisation internationale (Eurofina) a emprunté sur le marché belge pour un montant de 750 millions.

★
★ ★

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Émissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (b) (c)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
1955	636	4 142	4 778	4 902	9 680
1956	703	3 319	4 022	3 834	7 856
1957	1 217	3 606	4 823	6 418	11 241
1958	648	3 049	3 697	9 601	13 298
1959	897	2 440	3 337	8 086	11 423
1960	1 510	5 035	6 545	5 907	12 452
1961	1 213	2 918	4 131	8 466	12 597
1962	2 193	4 521	6 715	8 067	14 782
1963	1 092	4 192	5 284	6 511	11 795
1964	1 444	8 331	9 775	4 376	14 151
1965	1 425	5 809	7 234	11 025	18 259
1966	1 343	8 382	9 725	6 997	16 722
1967	1 955	8 160	10 115	13 938	24 053
1968	2 202	15 469	17 671	19 259	36 930
1969	2 853	14 058	16 911	13 289	30 200
1970	2 814	12 923	15 737	26 129	41 866
1971	2 782	11 421	14 203	30 166	44 369
1972	4 166	13 800	17 966	35 849	53 815

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris les Sociétés belges dont l'activité principale se situe à l'étranger. Les données pour 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.

(b) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.

(c) Il s'agit des émissions nettes.

Emission nettes d'actions

(en mill

SECTEUR	1970			
	Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée (b)	Total (b)
	Actions (b)	Obligations (b, c)		
1. *Secteur primaire :*				
Agriculture et pêche	39 415	6 837	19 414	65 66
2. *Secteur secondaire :*				
Energie (pétrole, gaz naturel et autres sources)	1 785 000	1 624 158	—	3 409 15
Extraction des minerais et minéraux	..	..	..	..
Production des métaux	132 006	– 769 274	30	– 637 2
Industrie de la terre cuite, ciment et industries connexes et industrie du verre	200 132	– 182 450	13 924	31 6
Industrie des autres minéraux non métalliques	..	..	..	..
Industrie chimique	2 788 050	654 607	9 024	3 451 6
Industrie des fabrications métalliques	1 824 216	353 250	32 368	2 209 8
Industrie des produits alimentaires et tabac	754 337	– 43 602	35 052	745 7
Industrie textile	227 124	2 789	31 226	270 2
Industrie du cuir et de l'habillement	4 907	..	4 229	(e)
Industrie du bois	85 344	3 046	29 193	117 5
Industrie du papier, imprimerie et éditions	313 801	1 108	24 087	338 9
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	..	..	..	..
Autres industries	..	..	..	..
Bâtiment et génie civil	225 416	53 180	106 871	385 4
3. *Secteur tertiaire :*				
Commerce de gros	3 363 801	110 752	236 130	3 710 6
Récupération et intermédiaires du commerce	..	..	..	..
Commerce de détail	111 386	169 167	228 920	509 4
Restauration et hébergement	..	..	..	..
Réparations	..	..	..	..
Transports et communications	352 198	940 927	62 430	1 355 5
Banques, entreprises financières et assurances (d)	1 595 181	23 609 584	13 400	25 218 1
Intermédiaires (services aux entreprises)	..	..	..	..
Location	..	..	..	..
Autres services	..	..	..	..
4. Non compris ailleurs	806 313	– 405 105	281 528	682 7
Total général...	**14 608 627**	**26 128 974**	**1 127 826**	**41 865 4**

(a) Les Sociétés belges, dont l'activité principale se situe à l'étranger, sont comprises dans cette statistique. — Les données pour 1973 et 1974 ne sont pas disponibles.
(b) Comme ce tableau est établi conformément à la nouvelle « nomenclature des secteurs » adoptée depuis 1971 les données de rapportant au poste « Obligations » n'ont pas encore été alignées sur cette nouvelle nomenc les secteurs où la comparaison n'est pas possible sont repris au poste 4 « Non compris ailleurs ».
(c) Il s'agit des émissions nettes, donc déduction faite des remboursements.
(d) Pour ce secteur, les émissions nettes d'obligations comprennent aussi les émissions continues.
(e) Pour les raisons exposées au (b), il y a lieu de comparer l'ensemble de ces 2 secteurs.

ations des sociétés belges (a)

cs)

1971				1972			
Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b)	Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b)
ons	Obligations (b, c)			Actions	Obligations (b, c)		
117	14 611	20 446	45 174	87 015	– 389	26 206	112 832
291	4 854 389	—	5 358 680	4 634 806	9 642 507	—	14 277 313
078	..	1 390	..	78 357	..	41 010	..
145	– 806 127	625	– 781 357	150 386	– 450 783	1 609	– 298 788
637	– 93 378	4 985	– 61 756	2 665 975	– 42 859	6 335	2 629 451
156	– 4 051	7 036	..	12 851	– 4 258	3 734	..
652	2 953 178	3 507	3 273 337	326 522	358 443	5 040	690 005
417	– 138 398	81 071	1 186 090	1 900 275	2 479 223	72 123	4 451 621
189	– 16 035	25 180	554 334	457 994	– 33 618	42 024	466 400
208	18 540	18 597	263 830	392 255	– 19 735	26 512	479 045
460	..	28 025	(e)	53 354	..	26 659	(e)
054	24 717	26 255	110 026	58 272	36 033	37 502	131 807
360	103 071	21 259	217 690	65 114	130 959	29 187	225 260
981	..	3 393	..	27 085	..	12 334	..
870	– 1 890	4 504	..	6 750	– 26 980	6 346	..
715	81 705	189 173	446 593	258 683	102 240	236 964	597 887
916	91 414	179 408	2 102 738	1 052 292	918 573	274 307	2 245 172
633	..	20 276	..	55 577	..	23 923	..
213	– 105 047	226 226	1 013 392	151 286	109 158	246 707	507 151
324	..	51 355	..	276 481	..	69 931	..
154	..	27 772	..	26 626	..	37 871	..
148	– 630 090	60 872	– 305 070	480 864	906 125	74 071	1 461 060
852	25 330 954	500	31 068 306	2 116 378	18 695 528	250	20 812 156
118	..	96 944	..	1 004 702	..	119 879	..
842	..	2 357	..	120 320	..	4 010	..
486	..	45 312	..	29 626	..	51 708	..
.	–1 511 333		– 123 293		3 048 350	..	5 026 233
016	**30 166 230**	**1 146 468**	**44 368 714**	**16 489 846**	**35 848 517**	**1 476 242**	**53 814 605**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique.
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Principales émissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1967	65 100		
		1974	
1968	65 350		
		Janvier	17 900
1969	84 795	Février	19 100
		Mars	8 500
1970	91 200	Avril	—
		Mai	36 000
1971	147 000	Juin	—
		Juillet	—
1972	141 240	Août	—
		Septembre	33 000
1973	151 200	Octobre	7 000
		Novembre	6 000
1974	139 500	Décembre	12 000

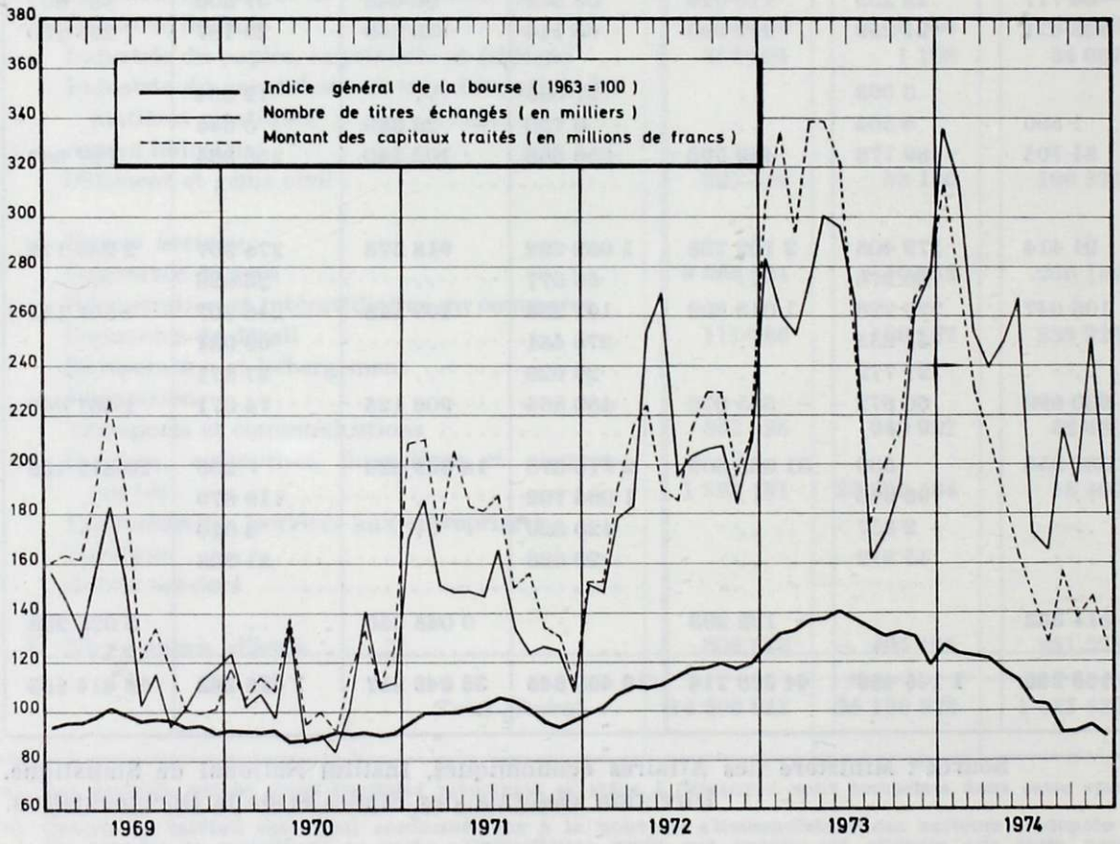
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations du marché au comptant

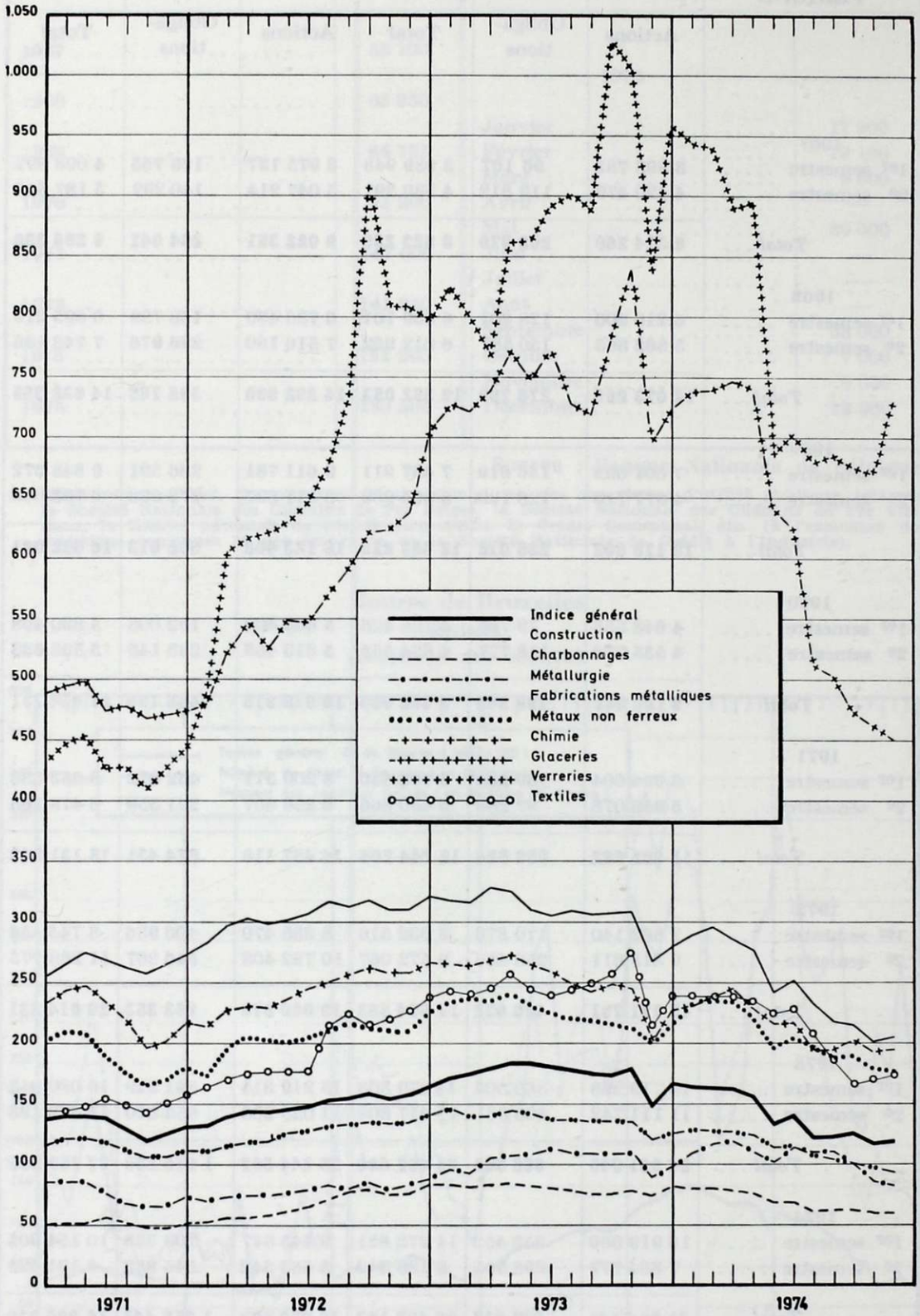
PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1967						
1er semestre	3 893 781	96 167	3 989 948	3 975 137	123 755	4 098 892
2e semestre	4 420 479	112 812	4 533 291	5 047 214	140 292	5 187 506
Total ...	**8 314 260**	**208 979**	**8 523 239**	**9 022 351**	**264 047**	**9 286 398**
1968						
1er semestre	6 210 900	128 201	6 339 101	6 736 430	158 789	6 895 219
2e semestre	5 862 365	150 587	6 012 952	7 516 160	226 976	7 743 136
Total...	**12 073 265**	**278 788**	**12 352 053**	**14 252 590**	**385 765**	**14 638 355**
1969						
1er semestre	7 301 092	156 819	7 457 911	9 611 781	236 591	9 848 372
2e semestre	4 877 710	128 199	5 005 909	6 511 627	272 022	6 783 649
Total ...	**12 178 802**	**285 018**	**12 463 820**	**16 123 408**	**508 613**	**16 632 021**
1970						
1er semestre	4 648 663	79 765	4 728 428	5 668 490	162 008	5 830 498
2e semestre	4 535 778	118 777	4 654 555	5 310 485	283 148	5 593 633
Total ...	**9 184 441**	**198 542**	**9 382 983**	**10 978 975**	**445 156**	**11 424 131**
1971						
1er semestre	6 634 604	159 236	6 793 840	8 200 511	452 872	8 653 383
2e semestre	5 353 078	97 288	5 450 366	6 256 607	221 559	6 478 166
Total ...	**11 987 682**	**256 524**	**12 244 206**	**14 457 118**	**674 431**	**15 131 549**
1972						
1er semestre	7 862 140	170 376	8 032 516	8 338 470	406 986	8 745 456
2e semestre	9 315 611	256 456	9 572 067	10 722 408	546 367	11 268 775
Total ...	**17 177 751**	**426 832**	**17 604 583**	**19 060 878**	**953 353**	**20 014 231**
1973						
1er semestre	13 719 298	360 505	14 079 803	15 219 314	861 329	16 080 643
2e semestre	11 111 742	306 061	11 417 803	11 025 283	653 910	11 679 193
Total ...	**24 831 040**	**666 566**	**25 497 606**	**26 244 597**	**1 515 239**	**27 759 836**
1974						
1er semestre	13 919 369	353 452	14 272 821	9 445 347	709 558	10 154 905
2e semestre	7 884 777	298 565	8 183 342	5 585 542	545 883	6 131 425
Total ...	**21 804 146**	**652 017**	**22 456 163**	**15 030 889**	**1 255 441**	**16 286 330**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

Début du mois

(1953 = 100)

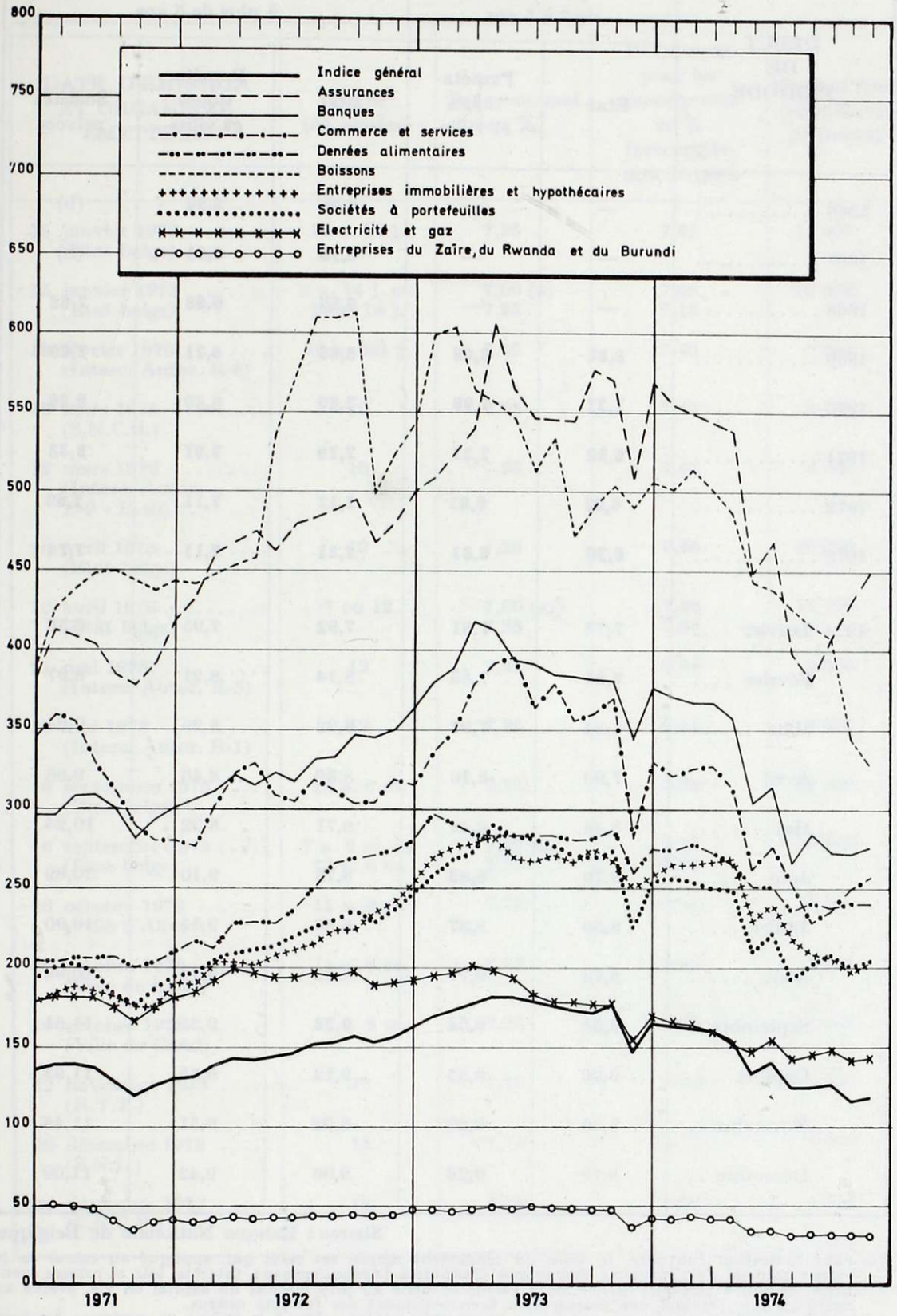


(Suite à la page suivante)

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers (suite)

Début du mois

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la bourse de Bruxelles (a)

Emprunts émis après le 1er décembre 1965

DEBUT DE PÉRIODE	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées
1966	—	—	**6,45**	**6,54**	(b)
1967	—	—	**6,76**	**6,81**	(b)
1968	—	—	**6,58**	**6,68**	**7,62**
1969	**6,61**	**6,62**	**6,65**	**6,71**	**7,69**
1970	**7,37**	**7,96**	**7,80**	**8,20**	**9,26**
1971	**6,92**	**7,37**	**7,79**	**7,97**	**9,32**
1972	**6,87**	**6,83**	**7,17**	**7,11**	**7,69**
1973	**6,76**	**6,81**	**7,21**	**7,11**	**7,74**
1974 Janvier	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56
Février	7,94	7,85	8,14	8,21	8,97
Mars	7,84	7,97	8,22	8,39	9,24
Avril	7,90	8,10	8,36	8,46	9,66
Mai	8,38	8,41	8,71	8,92	10,24
Juin	8,70	8,85	8,78	9,10	10,69
Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90
Août	8,76	8,77	8,82	9,14	10,98
Septembre .	9,58	9,34	9,26	9,55	11,61
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95
Novembre ..	8,65	9,20	8,92	9,51	11,45
Décembre ..	8,79	9,26	9,00	9,42	11,00

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

(b) Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée.

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montant émis (en millions de francs)
15 janvier 1973 ..... (Etat belge)	14 a. 14 j.	7,25	7,31	11 000
15 janvier 1973 ..... (Etat belge)	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	7,00 (a) 7,25	7,08 7,13	19 000
12 février 1973 ..... (Interc. Autor. E-3)	10 a. 321 j.	7,25	7,46	7 000
12 mars 1973 ..... (S.N.C.B.)	10	7,25	7,47	3 000
12 mars 1973 ..... (Interc. Autor. E-9 - E-40)	10	7,25	7,47	4 000
13 avril 1973 ..... (Etat belge)	12	7,25	7,44	20 300
13 avril 1973 ..... (Etat belge)	7 ou 12	7,00 (a) 7,25	7,23 7,24	14 700
21 mai 1973 ..... (Interc. Autor. E-5)	12	7,25	7,44	5 000
21 mai 1973 ..... (Interc. Autor. B-1)	12	7,25	7,44	4 000
6 septembre 1973 ..... (Etat belge)	13 a. 6 m.	7,75	7,98	22 500
6 septembre 1973 ..... (Etat belge)	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	7,50 (a) 7,75	7,74 7,74	15 500
10 octobre 1973 ..... (Ville d'Anvers)	11 a. 6 m.	7,75	8,05	4 000
10 octobre 1973 ..... (Ville de Liège)	11 a. 6 m.	7,75	8,05	2 000
10 octobre 1973 ..... (Ville de Gand)	11 a. 6 m.	7,75	8,05	1 200
12 novembre 1973 ..... (R.T.T.)	12	7,75	8,04	11 000
10 décembre 1973 ..... (S.N.L.)	11	7,75	8,12	6 000
26 décembre 1973 ..... (C.N.C.P.)	12	7,75	8,04	1 000

(*Suite à la page suivante*)

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public (suite)

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montant émis (en millions de francs)
6 février 1974 ..... (Etat belge)	14	8,25	8,34	17 900
6 février 1974 ..... (Etat belge)	7 ou 14	8,00 (a) 8,25	8,26	19 100
13 mars 1974 ..... (Interc. Aut. E-9/E-40)	12	8,25	8,42	5 000
13 mars 1974 ..... (Interc. Aut. E-3)	12	8,25	8,42	3 500
20 mai 1974 ..... (Etat belge)	8	9,00	9,05	36 000
9 septembre 1974 ..... (Etat belge)	7 a. 6 m.	10,00	10,02	33 000
14 octobre 1974 ..... (S.N.C.I.)	6 a. 6 m.	10,00	10,19	7 000
12 novembre 1974 ..... (S.N.L.)	6	10,00	10,24	6 000
9 décembre 1974 ..... (R.T.T.)	7	10,00	10,10	12 000

Source : Fonds des Rentes.

(a) Le 1er taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de cette échéance intercalaire jusqu'à l'échéance finale.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Financement (en millions de francs) :									
— Emprunts de « Call money »	1 563	—	1 256	631	—	2 892	6 539	8 040	—
— Encours des certificats du Fonds des Rentes	4 524	6 348	8 892	8 377	8 737	9 480	10 892	12 745	18 086
— Solde débiteurs à B. N. B.	320	—	—	—	—	—	2 507	20	—
Total ...	**4 933**	**6 424**	**8 972**	**9 008**	**8 737**	**12 372**	**19 938**	**20 805**	**18 086**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Valeurs cotées (a)	6 426	5 943	7 959	7 833	6 932	9 079	15 248	15 744	12 154
— Certificats de trésorerie : tranche B	3 269	3 560	5 124	4 654	4 214	6 719	8 294	9 094	9 094

Source : Fonds des Rentes.

(a) Valeur nominale.

Evolution du montant des inscriptions hypothécaires
(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1967	58 869
1968	61 025
1969	70 963
1970	58 982
1971	67 220
1972	88 320
1973	121 738
1974	124 677

Source : Banque Nationale de Belgique.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
Relevé général des placements
(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en		Solde au 31 décembre (a)	
	1973	1974	1973	1974
Crédit à l'État	10 997,8	12 250,7	49 190,8	59 270,1
Crédit au Zaïre (b)	—	—	174,5	174,5
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	540,8	13,5	3 164,0	2 960,4
Crédits à la Sécurité sociale (c)	5 433,4	10 959,4	15 187,9	15 729,1
Transport et communications	8 835,3	4 294,3	30 588,7	33 952,7
Distribution d'eau	—	—	3 312,0	3 181,8
Crédit industriel	6 698,8	7 462,1	38 195,0	41 392,8
Énergie nucléaire	—	—	106,2	98,9
Recherche scientifique et Universités	2 137,8	2 872,3	12 256,1	14 984,7
Crédit hypothécaire	17 686,0	17 367,3	70 902,0	83 324,2
Prêts sur nantissement	33,0	36,5	43,5	53,2
Crédit à l'habitation sociale	9 831,9	10 010,2	69 485,1	74 545,3
Crédit agricole	1 589,7	1 651,8	9 486,6	10 218,2
Crédit artisanal et professionnel	1 003,6	1 145,6	5 456,0	6 227,1
Crédit fluvial et maritime	336,7	712,8	1 748,3	2 127,4
Crédits divers sous forme d'escompte	486,5	662,3	939,2	1 223,7
Caisses publiques de prêts	2,0	14,0	63,3	73,0
Œuvres en faveur des invalides	160,0	160,0	1 074,0	1 094,4
Valeurs diverses garanties par l'État	10,0	12,0	191,1	190,3
Prêts personnels et prêts à tempérament	711,5	503,4	775,5	611,3
Prêts « J »	133,2	97,4	176,4	204,6
Total...	**66 628,0**	**70 225,6**	**312 516,2**	**351 637,7**
Placements à court terme (d)	17,0	406,0	20 654,6	18 000,3
Total...	**66 645,0**	**70 631,6**	**333 170,8**	**369 638,0**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Y compris les valeurs venues à échéance dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.
(b) Solde restant dû sur l'ancienne dette coloniale convertie en obligations du Fonds Belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion (loi du 23 avril 1965).
(c) Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre, Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie, Fonds des Maladies professionnelles, I.N.A.M.I. et I.N.A.S.T.I.
(d) Certificats de Trésorerie et du Fonds des rentes, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
Mouvement de l'épargne des particuliers
(en milliers de francs)

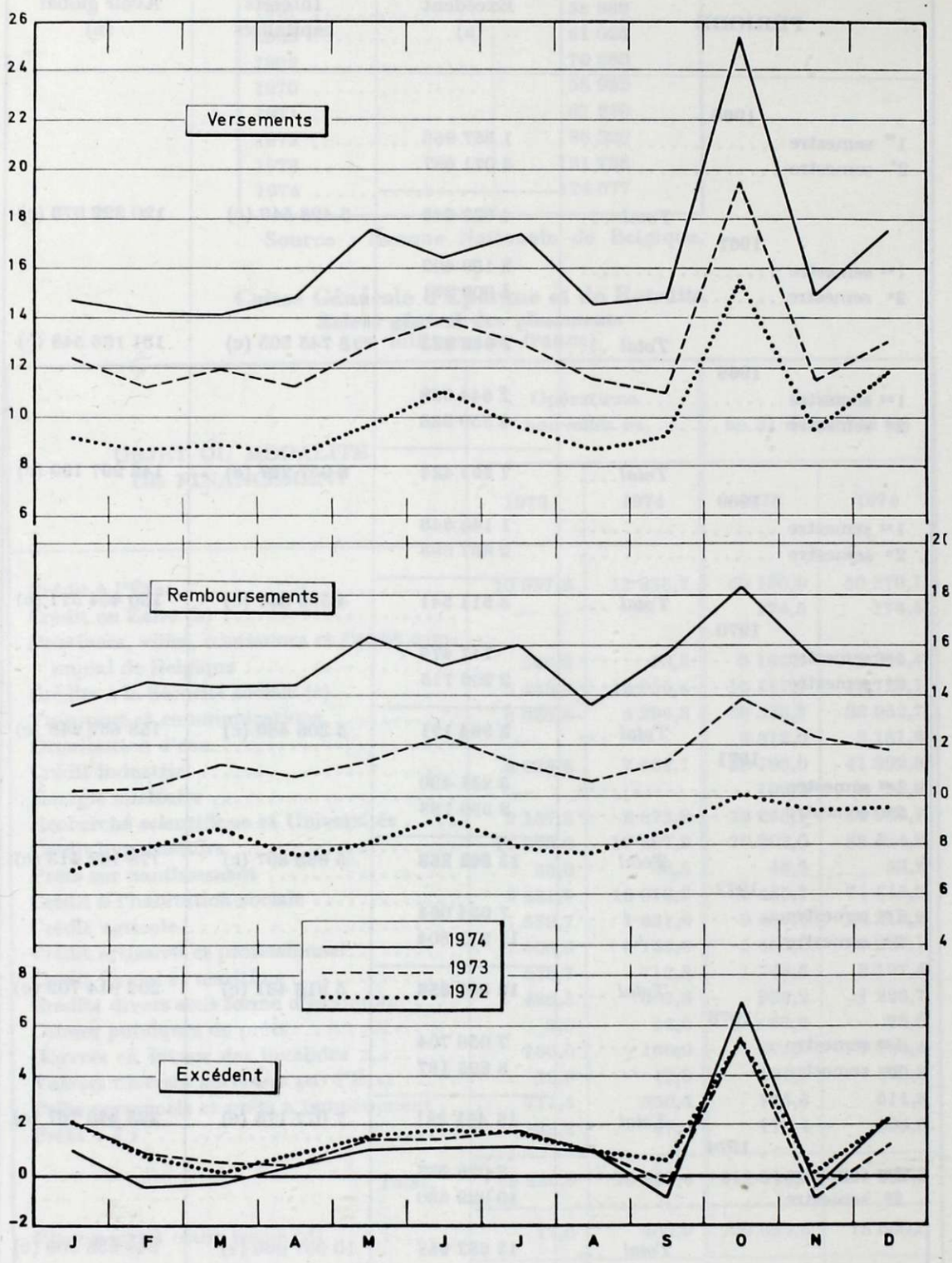
PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1966			
1er semestre	1 557 953		
2e semestre	3 071 687		
Total ...	**4 629 640**	3 498 549 (c)	120 322 070 (c)
1967			
1er semestre	2 159 402		
2e semestre	4 909 271		
Total ...	**7 068 673**	3 745 805 (c)	131 136 548 (c)
1968			
1er semestre	2 644 088		
2e semestre	4 559 336		
Total ...	**7 203 424**	3 957 227 (c)	142 297 199 (c)
1969			
1er semestre	1 143 843		
2e semestre	2 367 698		
Total ...	**3 511 541**	4 595 831 (c)	150 404 571 (c)
1970			
1er semestre	747 476		
2e semestre	2 206 715		
Total ...	**2 954 191**	5 308 486 (c)	158 667 248 (c)
1971			
1er semestre	5 211 480		
2e semestre	8 589 788		
Total ...	**13 801 268**	5 663 897 (c)	178 132 413 (c)
1972			
1er semestre	7 654 054		
2e semestre	11 212 804		
Total ...	**18 866 858**	5 915 431 (c)	202 914 702 (c)
1973			
1er semestre	7 056 704		
2e semestre	8 395 187		
Total ...	**15 451 891**	7 077 174 (c)	225 443 767 (c)
1974			
1er semestre	3 028 037		
2e semestre	10 029 630		
Total ...	**13 057 667**	10 037 066 (c)	248 538 500 (c)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Précompte déduit.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne

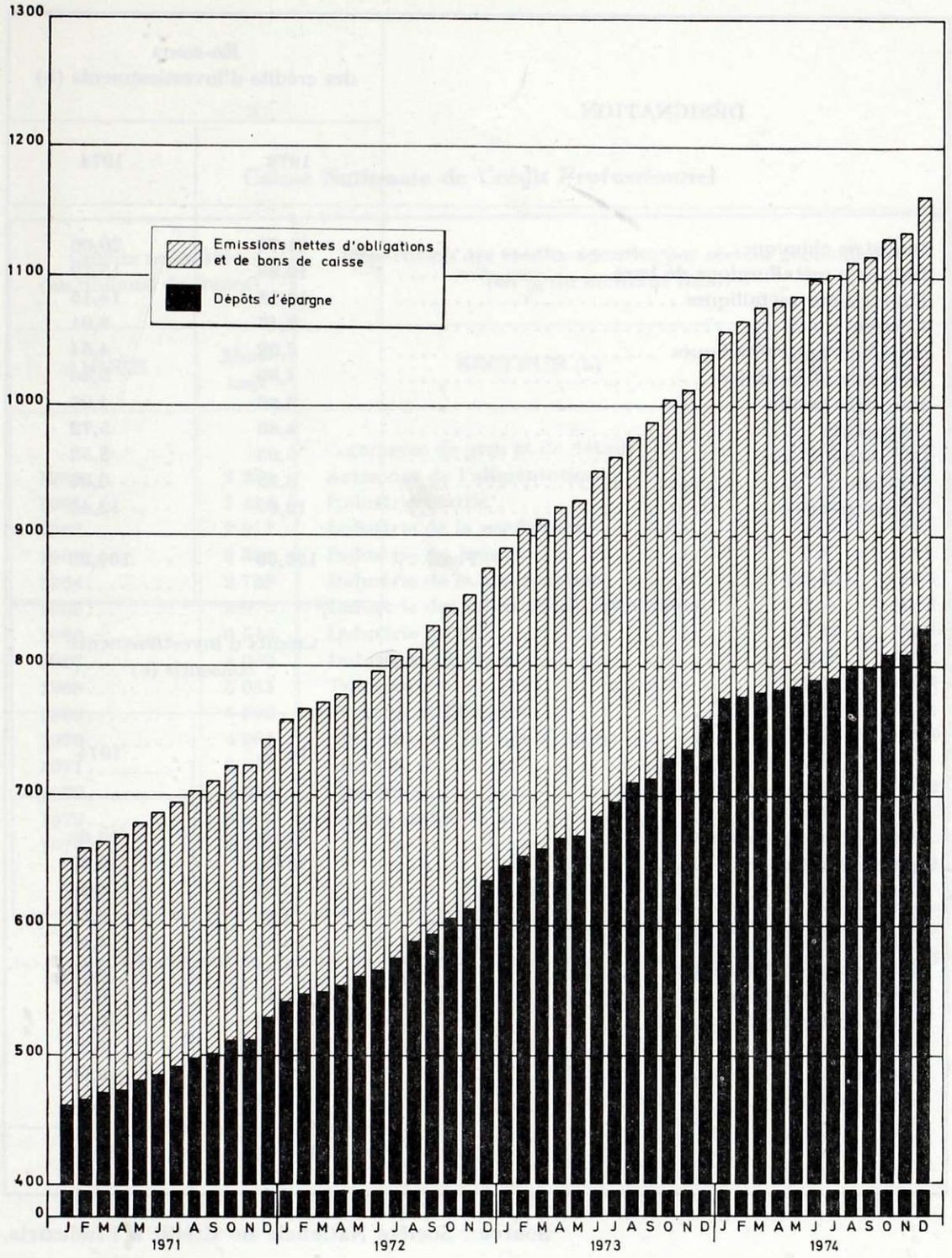
(en milliards de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse (a)

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

(a) — *Dépôts d'épargne* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des Banques.
— *Emissions nettes d'obl. et bons de caisse* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des banques.

Société Nationale de Crédit à l'Industrie

Répartition par secteurs économiques (a)

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	En-cours des crédits d'investissements (b)	
	1973	1974
Industrie chimique	21,74	20,06
Industrie métallurgique de base	16,36	15,79
Fabrications métalliques	14,18	14,15
Energie	9,47	8,91
Minéraux non métalliques	3,92	4,54
Industrie alimentaire	4,80	5,46
Industrie textile	3,83	4,06
Transports	4,83	5,72
Commerce	5,03	5,52
Services	3,15	3,33
Autres secteurs	12,69	12,46
Total...	**100,00**	**100,00**
	Crédits d'investissements consentis (c)	
	1973	1974
Fabrications métalliques	11,60	16,66
Industrie chimique	17,26	19,20
Transports	9,94	9,44
Services	3,83	2,51
Industrie métallurgique de base	16,61	4,89
Minéraux non métalliques	3,41	8,63
Industrie alimentaire	8,48	6,58
Industrie textile	4,90	6,52
Commerce	6,21	7,87
Energie	2,51	6,09
Autres secteurs	15,25	11,61
Total...	**100,00**	**100,00**

Source : Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

(a) Les secteurs ayant bénéficié le plus largement de l'aide de la S.N.C.I.
(b) Situation à fin de période.
(c) Crédits consentis pendant l'année.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR (a)	1973	1974
		Commerce de gros et de détail	19,11	19,34
1960.....	2 224	Artisanat de l'alimentation.....	14,98	15,06
1961.....	2 414	Industrie textile	1,11	0,88
1962.....	2 811	Industrie de la confection	2,01	2,09
1963.....	3 391	Industrie du bois	3,55	3,67
1964.....	2 738	Industrie de la construction	12,42	14,34
1965.....	3 075	Industrie des fabrications métalliques...	5,—	4,43
1966.....	3 546	Industrie du cuir	0,22	0,25
1967.....	4 043	Industries diverses	4,08	3,37
1968.....	5 081	Transports	11,64	10,29
1969.....	5 592	Professions libérales	8,33	9,31
1970.....	4 901	Agriculture, élevage et pêche	1,93	2,08
1971.....	5 048	Services	4,27	3,71
1972.....	6 545	Tourisme	7,24	7,12
1973.....	8 494	Autres secteurs	4,11	4,06
1974.....	6 107	*Total* ...	**100,00**	**100,00**

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Depuis 1965 un certain nombre de nouveaux secteurs économiques a été incorporé dans la statistique.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Les données concernant l'activité du secteur assurance en 1974 n'étant pas encore disponibles au moment de la rédaction de ce texte, la présente étude portera essentiellement sur l'activité des entreprises d'assurance, développée au cours de l'année précédente.

En 1973, les réserves mathématiques et techniques des sociétés d'assurance-vie et assurance-automobile, dont les quittances émises représentent 63 % de l'encaissement total des primes, ont atteint 165 milliards de francs, contre 150 milliards l'année précédente, ce qui revient à une progression de 10 %. Les réserves mathématiques ont été placées, en ordre d'importance, en hypothèques, fonds d'Etat, obligations de sociétés belges et biens immobiliers. En ce qui concerne les réserves techniques, par contre (branche automobile), elles ont été placées, en premier lieu, en fonds d'Etat et ensuite en obligations de sociétés belges, en biens immobiliers et en hypothèques.

Les sociétés affiliées à l'Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances (U.P.E.A.), c'est-à-dire pratiquement 85 % de toutes les sociétés exerçant leur activité sur le marché belge, ont encaissé, en 1973, près de 63 milliards de francs, soit une augmentation d'un peu plus de 14 % par rapport à 1972, tandis que cette année là, l'accroissement de l'encours s'est chiffré à 13,1 %. Pour l'appréciation de ce résultat favorable, il convient néanmoins de prendre en considération le taux d'inflation, qui s'est inscrit à 6,95 % en 1973.

Dans cet encours global, l'assurance automobile et ses garanties complémentaires jouent un rôle prépondérant, en effet, sa part dans le montant global des quittances de primes a atteint 34,6 %, soit encore une légère progression par rapport à l'année précédente. La part des assurances-vie, c'est-à-dire de la seconde tranche en ordre d'importance, marque un léger recul : 27,9 %, contre 28,6 % en 1972. La part de l'ensemble des autres branches (dont l'assurance-incendie et accidents de travail) s'est chiffrée à 37,4 %. Cette tendance s'est dessinée depuis plusieurs années. C'est ainsi que, depuis 1950, la branche automobile a pris une part toujours croissante sur le marché. En effet, l'assurance-vie représentait, à l'époque, 35 % de l'encours total, contre 28 % à l'heure actuelle, tandis que l'assurance incendie est revenue de 18 % à 12 %, alors qu'entretemps la part des assurances automobiles est montée de 18 % à 35 % environ.

Dans cette dernière branche, le montant global des primes émises a progressé, en 1973, de 17,3 %, contre 11,3 % l'année précédente. Cette avance est due partiellement au développement du parc automobile (+ 7,3 %) et partiellement à l'adaptation des tarifs et des primes à l'indice des prix à la consommation. En ce qui concerne le transport de choses pour compte propre, les primes encaissées ont progressé de 11,5 % et la perception totale des primes pour les voitures automobiles a montré un accroissement de 18,5 %. En 1972, ces deux catégories ont marqué une progression de respectivement 6 et 13 %.

Le rapport entre les quittances émises et le montant des paiements pour sinistres est demeuré, en 1973, à peu près au même niveau que l'année précédente (1,97 en ce qui concerne le transport de choses pour compte propre et 1,99 en ce qui concerne les voitures).

Avant la fin de l'année 1974, tous les contrats d'assurance, sauf quelques rares exceptions seront repris dans le nouveau régime de tarifs, ce qui aura pour effet la liaison des primes à l'indice des prix à la consommation et, en ce qui concerne les véhicules de tourisme et d'affaires, l'application de la clause bonus-malus et la franchise pour les conducteurs de moins de 23 ans.

Quant au règlement des sinistres des assurances automobiles, il convient d'attirer l'attention sur les applications nouvelles suivantes :

— le règlement direct : pendant l'année de référence, 15 000 accidents ont été réglés selon cette méthode, c'est-à-dire à l'intervention directe de l'assureur de la personne lésée, en lieu et place de l'assureur du responsable de l'accident. De ce fait, les lenteurs et les doubles emplois survenant dans la liquidation de dossiers sont supprimés. C'est ainsi, qu'à deux reprises déjà, les assureurs ont décidé d'élargir le champ d'application de cette procédure, en portant le plafond des dégâts aux véhicules en-deçà duquel le règlement direct peut s'exercer, de 20 000 à 30 000 F d'abord, de 30 000 F à 40 000 F ensuite ;

— la double évaluation des dommages aux véhicules, l'une fixant le montant des frais de réparation pour le cas où le véhicule accidenté serait confié à l'atelier où l'expertise a été pratiquée, l'autre le montant du préjudice à prendre en considération pour le cas où le véhicule ne serait pas réparé ou ferait l'objet d'une réparation dans un autre atelier ;

— le centre automobile de réparation (C.A.R.) : c'est-à-dire une formule mise à l'épreuve par les assureurs, en vue d'accélérer le règlement des sinistres, en simplifiant la procédure d'expertise par la possibilité de faire effectuer la réparation aux ateliers, disposés à appliquer les prix établis par les experts. Par la même occasion les assureurs disposent d'un contrôle plus efficace sur les prix des réparations.

En ce qui concerne les assurances-vie, l'encours a indiqué une progression similaire à celle de 1972 (10,6 %, contre 10,9 %). Comme l'année précédente, l'accroissement des primes perçues par les sociétés nationales a été plus élevé

que celui des sociétés étrangères (11,1 %, contre 8,8 %). Les réserves mathématiques se sont accrues de 8,8 % ; pour les sociétés belges, elles ont progressé de 9,7 % et pour les sociétés étrangères de 5,6 %. L'évolution est semblable à celle des années précédentes. Cependant cette évolution doit être envisagée avec réserve vu le fait que les dernières années, différentes sociétés étrangères ont adopté le statut de société anonyme belge.

Pour l'assurance individuelle sur la vie, — l'assurance de loin la plus répandue des assurances vie —, l'année 1973 a été indiscutablement une année favorable, les capitaux souscrits en cours d'année ayant augmenté de 29 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de nouveaux contrats a progressé de presque 94 000 et les capitaux assurés dépassent largement les 400 milliards ; en 1972, ils n'avaient atteint que 350 milliards à peine.

Pour la branche populaire, c'est-à-dire les contrats garantissant des capitaux limités à 40 000 F et dont la prime est payable périodiquement (trimestriellement ou mensuellement), le recul a été très faible par rapport aux années précédentes. L'avenir devra montrer si la production de ces assurances à capitaux modestes a atteint réellement un plancher ou s'il ne s'agit que d'une stagnation momentanée.

Les assurances de groupe, c'est-à-dire les assurances sur la vie souscrites par les entreprises au bénéfice de leur personnel, ont manifesté une certaine stagnation, malgré les montants bruts satisfaisants.

Pour apprécier la progression des capitaux assurés, qui est de l'ordre de 12 %, il ne faut pas perdre de vue qu'elle a été réalisée, en grande partie, d'une manière automatique, puisque les capitaux assurés sont le plus souvent liés aux rémunérations indexées.

Pour les assurances-accidents du travail ou sur le chemin du travail, l'encours des sociétés affiliées à l'Union Professionnelle des Entreprises d'Assurance s'est chiffré à 6,6 milliards de francs, soit une progression de 19 % par rapport à 1972. Cet accroissement s'explique par :

— la majoration générale de la masse salariale, servant de base pour la fixation des primes et des indemnités ;

— le relèvement du plafond des rémunérations prises en considération pour ce calcul ;

— et enfin, l'augmentation du montant de prime — mesure prise en 1972 — n'a eu qu'un impact partiel sur l'encours réalisé pendant cette année et a, dès lors, entraîné la régularisation, reprise dans le chiffre d'affaires de 1973.

L'évolution précitée fait apparaître un développement quasi identique du coût moyen des accidents. Ainsi le coût moyen des accidents mortels est passé de 1 316 000 F en 1972 à 1 509 000 F en 1973. Pour les accidents entraînant une incapacité permanente, ces coûts sont passés de 387 000 F à 424 000 F.

Selon les directives approuvées par le Conseil des Communautés européennes, la généralisation du contrôle sur les assurances devrait être réalisée dans tous les Etats membres, avant la fin du mois de janvier 1975. En Belgique, toutefois, ce projet de loi fait l'objet d'une nouvelle étude en commissions des Chambres, après un retard encouru à la suite de la dissolution du parlement en 1974.

★

★ ★

Assurances sur la vie (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1970	1971	1972	1973	1970	1971	1972	1973
Sociétés belges	10 664	12 019	13 453	14 948	80 052	87 134	94 808	103 982
Sociétés étrangères .	2 973	3 256	3 480	3 785	21 676	23 197	24 907	26 292

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie
Valeurs représentatives (a)
(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1970	1971	1972	1973
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises ..... Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	21617,3	23 348,3	24 489,6	26 530,2
Obligations de sociétés belges	13 999,2	14 471,7	15 626,7	17 921,8
Actions de sociétés belges	4 981,0	4 865,3	6 130,7	6 487,1
Emprunts d'Etats étrangers	17,1	23,2		110,0
Emprunts d'organismes internationaux	819,0	991,7	1 052,1	949,6
Emprunts de sociétés étrangères	1 470,8	1 355,8	1 481,6	1 712,0
Actions de sociétés étrangères	1 223,0	1 086,8	1 119,3	1 110,4
Prêts sur polices	2 706,7	2 976,0	3 085,1	3 310,1
Immeubles	9 347,0	12 080,3	13 408,9	15 903,5
Prêts hypothécaires	22 589,8	24 979,1	26 414,8	30 171,0
Espèces - Divers	845,8	576,2	677,9	933,3
Fonds communs de placement	75,1	80,4	79,0	151,6
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises ..... Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	8 415,9	8 868,4	9 238,1	9 342,4
Obligations de sociétés belges	1 561,8	2 026,3	2 475,3	2 652,3
Actions de sociétés belges	1 046,5	1 080,8	1 203,7	1 389,7
Emprunts d'Etats étrangers	48,0	129,4	125,6	99,7
Emprunts d'organismes internationaux	279,8	360,1	299,7	261,8
Emprunts de sociétés étrangères	285,4	269,6	312,3	326,8
Actions de sociétés étrangères	207,4	226,0	240,6	250,6
Prêts sur polices	718,5	709,3	683,5	680,4
Immeubles	3 073,4	3 257,2	3 471,4	3 516,7
Prêts hypothécaires	6 583,8	6 854,6	7 272,3	7 881,7
Espèces - Divers	88,0	91,5	113,7	228,2
Fonds communs de placement	58,7	17,2	16,8	5,4

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973
Primes encaissées	54,3	58,5	86,7	62,4
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure	1 233,0	1 299,6	1 461,5	1 369,5
Capitalisation immobilière	11,9	9,1	8,4	7,7
Total ...	1 244,9	1 308,7	1 469,9	1 377,2
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	444,8	414,9	435,5	428,5
Capitalisation immobilière	10,6	8,0	7,7	7,0
Total (1)...	455,4	422,9	443,2	435,5
Cautionnements (2)	10,8	11,2	11,6	11,8
Total (1) *et* (2) ...	466,2	434,1	454,8	447,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	0,7	—	0,7	0,3
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat Obligations institutions parastatales Obligations provinces et communes	98,8	95,1	95,7	100,4
Obligations sociétés belges	0,7	0,3	2,0	4,1
Actions sociétés belges	6,7	6,6	2,3	2,5
Immeubles	53,2	39,4	34,6	34,2
Prêts hypothécaires	386,5	362,1	348,8	354,9
Prêts sur polices	1,8	1,2	1,2	1,2
Espèces	—	—	—	—
Divers (b)	—	1,0	—	—
Total ...	548,4	505,7	485,3	497,6

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	1 966,4	1 919,8	1 977,4	1 915,0
Fonds de reconstitution	261,4	269,9	276,1	297,9
Cautionnements	4,8	4,9	4,6	4,7
Total	266,2	274,8	280,7	302,6
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	120 483,7	139 699,8	153 148,4	170 663,2

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires par intervention
Valeurs représentatives (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973
Fonds publics belges, Obligations institutions parastatales, Obligations provinces et communes	49,3	48,8	45,6	48,8
Organismes internationaux	0,3	0,4	0,2	0,2
Obligations de sociétés belges	0,1	0,5	0,5	0,6
Actions de sociétés belges	0,1	0,1	—	—
Actions de sociétés étrangères	—	—	0,4	—
Immeubles	40,5	36,0	37,4	31,1
Prêts hypothécaires	180,3	197,0	210,0	242,4
Divers (b)	—	1,0	—	—
Total	270,7	283,8	294,1	323,1

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus, services spéciaux d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)		Motos et cyclomoteurs (d)	
	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973
Affaires directes :												
Nombre de véhicules assurés (b)	14,5	15,6	8,3	8,3	37,8	42,8	384,3	379,8	2 251,0	2 446,9	463,3	515,4
Primes émises	264,5	288,3	96,7	107,1	994,6	1 149,0	2 247,8	2 506,1	11 618,2	13 764,5	339,8	434,0
Montant des sinistres payés (c)	109,5	143,0	68,0	73,2	516,6	563,8	1 194,7	1 270,0	5 775,7	6 933,3	201,5	229,9
Evaluation des sinistres en suspens	441,3	496,9	180,0	200,7	1 516,3	1 717,5	3 163,2	3 499,8	16 603,5	19 715,5	881,1	1 036,3
Réserves pour risques en cours	63,7	88,3	38,2	48,6	405,1	471,2	970,8	1 083,7	4 871,8	5 795,5	160,9	189,0
Commissions payées	30,7	31,7	10,6	11,1	120,7	127,9	365,5	386,2	2 173,1	2 455,8	64,9	79,4
Frais généraux	51,2	60,7	21,0	22,1	180,4	225,5	417,6	509,3	2 173,9	2 785,1	67,2	92,9
Affaires cédées en réassurance :												
Primes cédées	69,8	81,2	19,3	20,3	157,1	178,6	359,5	385,3	2 084,0	2 421,4	66,1	62,1
Commissions reçues	17,7	19,5	4,1	4,6	33,7	36,9	71,2	73,4	438,5	496,2	16,1	14,1
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	22,2	43,6	10,3	12,1	105,3	106,8	219,9	255,8	1 144,3	1 364,8	36,1	41,7
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	136,2	170,6	42,7	52,2	317,3	362,3	710,5	809,5	3 631,2	4 314,1	158,4	182,2
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	3,6	15,0	2,8	3,2	41,6	41,9	100,9	98,2	453,0	585,3	16,3	17,1
Affaires acceptées en réassurance :												
Primes acceptées	52,0	44,1	3,2	2,3	30,3	40,7	71,2	78,1	460,8	613,8	7,2	11,5
Commissions payées	11,2	10,6	0,7	0,6	8,7	11,4	22,3	21,5	125,9	171,9	2,0	3,2
Quote-part dans sinistres réglés	14,8	21,8	1,2	2,3	7,8	15,0	33,5	30,4	202,1	260,1	3,6	3,9
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	90,4	84,5	8,9	8,7	23,5	37,6	81,0	101,1	451,1	707,5	13,5	31,1
Quote-part dans réserve pour risques en cours	5,1	15,7	0,9	0,9	13,4	20,2	32,8	36,2	167,5	234,3	3,3	5,0

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

Valeurs représentatives des réserves techniques

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973
Fonds publics belges Parastataux Parastataux de crédit Provinces et communes	10 889,8	12 731,5	14 009,3	15 199,4
Valeurs étrangères	802,1	853,9	964,7	1 340,3
Immeubles	3 642,6	4 251,0	4 673,9	5 301,7
Prêts hypothécaires	1 639,6	1 918,4	2 370,0	3 030,8
Obligations de sociétés belges	3 228,6	4 004,2	5 063,3	5 815,9
Actions de sociétés belges	1 928,8	2 355,0	2 621,6	2 837,8
Espèces	139,4	235,8	278,2	342,9
Divers	67,6	29,0	35,8	37,2
Fonds communs de placement	22,2	40,1	51,2	21,9
Organismes internationaux	189,1	265,6	271,1	795,6
Total ...	**22 549,8**	**26 684,5**	**30 339,1**	**34 723,5**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de transport de choses pour compte propre et des voitures (a)

DÉSIGNATION	Accroissement en pour-cent par rapport à l'année précédente			
	1970	1971	1972	1973
Nombre de véhicules assurés	6,0	7,9	4,3	7,3
Primes émises	8,6	8,5	11,8	17,3
Montant des sinistres payés	16,0	5,0	11,2	17,7

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) L'encaissement de ces deux catégories atteint 89 % de l'encaissement global de l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.
Les données relatives à 1974 ne sont pas encore disponibles.

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE PREMIER

PRIX

Tant sur le marché intérieur que sur le marché mondial, l'évolution des prix en 1974 a été nettement divergente de celle de l'année précédente. L'offre refrénée d'énergie et de certaines matières premières — ou la menace d'y mettre un frein — ainsi que la pénurie relative de certains produits agricoles, ont stimulé la demande et, dès lors, l'inflation. De ce fait, l'image classique du marché mondial a subi une distorsion qui a exercé une influence, sinon immédiate, du moins retardée, sur le marché belge de gros.

Le « boom » des prix sur le marché international des matières premières, déclenché par les producteurs de pétrole vers la fin de 1973, s'est poursuivi, d'une manière générale, au cours de la première moitié de 1974. L'incidence psychologique s'en est manifestée par une crainte, justifiée ou non, de nouvelles hausses de prix et a entraîné un stockage exagéré à des prix trop élevés. Rapidement, la hausse des prix des matières premières s'est répercutée sur les prix intérieurs au niveau des producteurs. Cette répercussion s'est fait sentir d'abord et surtout dans les fabrications à consommation pétrolière élevée et ensuite dans celles des autres produits, dont les matières premières qui se sont renchéries à l'instar du pétrole ou en raison de la pénurie ; ce fut le cas pour l'industrie chimique, les métaux non ferreux, le papier et les produits alimentaires.

Le relèvement du coût salarial — dû en grande partie à la hausse des prix des biens de consommation — a également contribué dans une large mesure à la hausse des prix des produits intermédiaires et des produits finis.

Cependant, tant en Belgique qu'au niveau mondial, la demande a fléchi au cours du deuxième semestre de 1974, à la suite d'une saturation des stocks, de la régression de la croissance économique, en raison aussi des mesures de limitation de crédit et, non pour le moins, à la suite de l'attitude moins menaçante de pays producteurs de matières premières.

En effet, les producteurs de pétrole, qui donnaient le ton aux fournisseurs d'autres matières premières, se sont rendu compte qu'il fallait arrêter la hausse des prix du pétrole brut. C'est dans ce sens que les producteurs de l'O.P.E.P. se sont prononcés au cours d'une réunion tenue à Vienne en septem-

bre 1974, pour une stabilisation des prix pendant quelque temps. Les pays importateurs de l'Occident se sont, en effet, efforcés de réduire leur consommation de pétrole ; ils se sont consacrés à la tâche de trouver de nouvelles ressources énergétiques ; des charbonnages abandonnés ont été réouverts et certaines matières premières ont été substituées par d'autres. A partir de juillet 1974, l'évolution capricieuse du marché mondial a de plus en plus montré une tendance à l'effritement, plutôt qu'à la stabilisation.

Nonobstant cette situation, les prix belges de gros ont continué à s'accroître jusqu'en novembre — bien que dans une mesure généralement moins prononcée qu'au cours des premiers mois — répercutant en cela les prix élevés payés lors de la constitution de stocks onéreux ainsi que de la hausse du coût salarial. En décembre, une baisse s'est manifestée, mais elle n'a pu, par la force des choses, qu'exercer une influence restreinte sur l'ensemble des prix de l'année.

Par conséquent, l'indice général a marqué une avance appréciable par rapport à l'année précédente. Selon l'I.R.E.S., le taux d'accroissement moyen en 1974 a doublé par rapport à 1973 : selon les calculs du Ministère des Affaires économiques la progression s'inscrit à peine à 4 % comparé à 1973, comme le montrent les diagrammes et statistiques. Toutefois, la différence entre les deux taux d'accroissement résulte essentiellement de la composition différente des marchandises prises en compte pour l'établissement de ces indices. Il est de même pour l'indice des matières premières industrielles, des produits intermédiaires, des produits finis et surtout des produits agricoles. A ce sujet, un exemple typique est celui de la composition de l'indice des prix des matières premières. Contrairement à la méthode I.R.E.S., l'indice du Ministère des Affaires économiques ne comprend pas les produits énergétiques, ce qui entraîne pour effet une croissance de l'indice particulier établi par l'Administration de 18,4 % tandis que pour l'I.R.E.S. l'augmentation se chiffre à 42,8 %.

Toutefois, abstraction faite de la différence de composition, les deux indices témoignent d'une forte hausse, en 1974, des prix belges de gros.

Comme les autres pays ont, eux aussi, à tenir compte de l'inflation des prix sur le marché de gros, les prix à l'importation en Belgique de produits finis ont considérablement augmenté. Il semble pourtant que la tendance d'effritement sur le marché mondial a affecté plus rapidement les prix à l'importation que les prix intérieurs. Il se pourrait que la hausse plus forte du coût salarial en Belgique par rapport aux pays fournisseurs principaux, ne soit pas étrangère à cet état de choses.

Selon le Ministère des Affaires économiques, la croissance moyenne des prix agricoles — faible d'ailleurs par rapport à celle des prix industriels — proviendrait presque uniquement des importations de produits végétaux ; les prix des produits intérieurs n'ayant augmenté qu'à partir de septembre, après les actions de protestation des agriculteurs, lesquelles ont abouti aux mesures C.E.E. tendant à relever le revenu agricole dans les pays de la Communauté.

La série de produits agricoles établie par l'I.R.E.S. comprend principalement des produits indigènes et montre, de ce fait, une baisse moyenne des prix ; il en est de même pour la série de produits végétaux établie par le Ministère des Affaires économiques. Selon ces deux modes de calcul, les prix des produits d'élevage ont diminué, apparemment à la suite de l'accroissement du cheptel en 1973. Dès lors, en 1974, il y a eu sur le marché une affluence des produits d'élevage et de bétail destiné à l'abattage, mais la réduction du cheptel entraînée par cette destruction importante n'a pas été de nature à provoquer une hausse immédiate des prix.

Bien que la hausse moyenne des prix à la consommation soit plus élevée de près de 6 % que celle en 1973, la Belgique n'a, parmi les pays de la C.E.E., reculé que d'une place dans le classement selon la progression de l'indice. En 1973, la Belgique se situait, avec un taux de hausse de 7 %, à la troisième place, après le Luxembourg (+ 6,1 %) et la République fédérale (+ 6,9 %) ; en 1974, elle vient en quatrième lieu (+ 12,7 %) après la République fédérale (+ 7 %), le Luxembourg (+ 9,5 %) et les Pays-Bas (+ 9,6 %). Ces chiffres font apparaître qu'également dans les autres pays de la C.E.E. la hausse des prix a été considérable en 1974, exception faite de la République fédérale et des Pays-Bas. Les pays ne faisant pas partie de la Communauté n'ont pas non plus échappé à l'inflation, ainsi, la hausse moyenne a atteint 9,8 % en Suisse, 9,5 % en Autriche, 11 % aux Etats-Unis et 23,2 % au Japon.

Aux Pays-Bas, le point culminant semble avoir été dépassé, mais il y a lieu de noter que l'inflation s'y est amorcée plus tôt qu'en Belgique. Dans ce pays, les prix ont progressé de 7,6 % en 1971, de 7,9 % en 1972 et de 8 % en 1973, contre, respectivement, 4,3 %, 6,4 % et 7 % en Belgique.

En République fédérale, la hausse des prix a pu être contenue dans des limites raisonnables, grâce, d'une part, à la stabilité du DM, permettant d'endiguer quelque peu la hausse des prix à l'importation, et, d'autre part, à une augmentation salariale plus modérée que dans les autres pays ; en outre, la République fédérale a mené une politique énergique de restriction de crédit, bien qu'il ait fallu, après quelque temps, atténuer cette mesure anti-inflationniste, en raison des sérieuses difficultés financières qu'elle occasionnait à bon nombre d'entreprises.

Le plan anti-inflationniste du gouvernement belge prévoit trois phases, dont la première a été annoncée en juin, et comprend également des mesures de restriction du crédit, lesquelles ont été assouplies en décembre (2e phase) à l'effet de donner une nouvelle impulsion à l'activité économique.

Il va de soi que l'inflation en Belgique ne s'étale pas uniformément sur les trois groupes composant l'ensemble des marchandises repris à l'indice des prix à la consommation. Dans le groupe des produits alimentaires, la progression n'est que d'un peu plus d'un pour-cent par rapport à l'année précédente ; dans le groupe des produits non comestibles, par contre, l'avance a triplé par rap-

port à 1973, tandis que dans le groupe des services, la hausse est double de celle de l'année antérieure.

Pour les produits alimentaires, cette différence de rythme peut s'expliquer par une hausse considérablement plus faible des prix des produits agricoles dans la C.E.E. par rapport à l'accroissement des prix des produits industriels, ainsi que par les mesures anti-inflationnistes dirigées, forcément en premier lieu vers les denrées alimentaires. La hausse importante, en ce qui concerne les produits non comestibles, a été due à l'accroissement des coûts de production : renchérissement des matières premières et de l'énergie et augmentations salariales considérables ; à tout cela s'ajoute souvent un élargissement des marges bénéficiaires. Les prix des services ont été influencés surtout par les salaires et les marges bénéficiaires.

Un élément plus significatif que l'importance des taux d'accroissement des prix est le nombre de produits montrant une hausse de prix. En effet, une augmentation importante peut être occasionnée par une circonstance accidentelle ou peu fréquente. Si, par contre, le nombre de produits en hausse marque une avance et que ce phénomène se reproduit de plus en plus, il n'y a pas de doute que la tendance inflationniste se généralise. En 1973, en moyenne 94 produits sur 143 enregistraient mensuellement une hausse ; en 1974 ce nombre est passé à 106 sur 145 produits, soit, exprimé en pour-cent, 73 contre 66 en 1973. Pour le groupe des produits alimentaires en moyenne chaque mois 76 % des produits repris dans cette catégorie ont vu leur prix hausser, contre 69 % en 1973. Pour les produits non comestibles, ce taux s'élève à 87 % contre 73 % en 1973 ; pour les services, il est de 50 % pour les deux années.

En ce qui concerne l'évolution des prix par produit, celle-ci n'a pas eu lieu dans la même proportion que l'année précédente. La plus grande différence entre les deux années est indiscutablement l'augmentation du prix du pain : 35 %, contre 9,5 % en 1973. La cause doit en être recherchée dans les prix du froment sur le marché mondial — imputable à la pénurie relative — les augmentations salariales et l'adaptation immédiate des prix consécutive aux contrats de programme.

Mais il y a lieu de remarquer, que le prix du pain en Belgique est toujours inférieur à celui pratiqué dans les pays voisins.

Les prix de la viande avaient retenu toute l'attention en 1973 à cause de leur hausse moyenne de 10,9 % pour l'ensemble de toutes les sortes de viande, mais en 1974 ils n'ont monté que de 4,1 %, grâce, peut-être, à la liaison du prix au consommateur au prix du bétail d'abattage.

Le rythme de la hausse moyenne des prix des produits textiles et des chaussures — respectivement 10,9 % et 14,1 %, contre 6,5 % et 9,8 % en 1973 — résulte en majeure partie de l'évolution des prix des matières premières.

Pour les raisons que l'on sait, les prix du pétrole ont marqué une brusque hausse au début de 1974. Comme ces prix n'ont été repris à l'indice qu'à partir de novembre 1973, il est pratiquement exclu d'établir, sur la base de l'indice, une comparaison du coût des combustibles domestiques — charbon et pétrole — par rapport à l'année précédente. La comparaison des prix du charbon d'une année à l'autre, montre une progression d'environ 27 %. D'une manière générale, la forte majoration des frais de chauffage a provoqué un déplacement au niveau des budgets des familles qui s'est opéré au détriment des biens de consommation durables.

★
★ ★

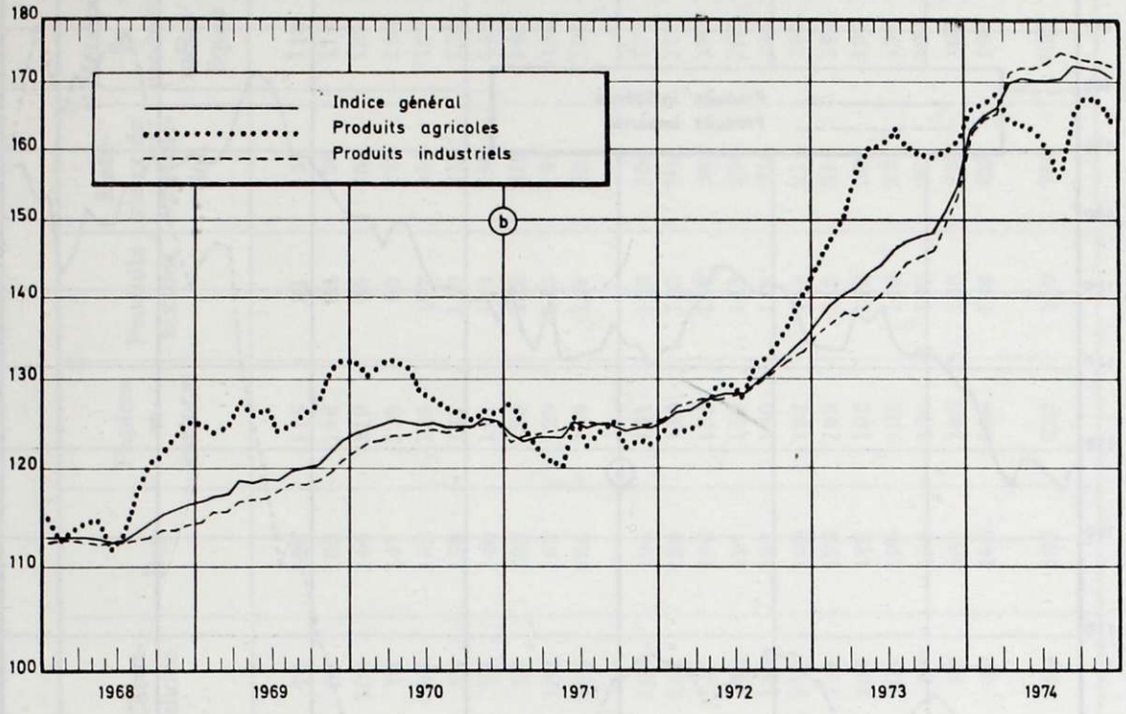
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1970 Moyenne	**124,8**	**147,3**	**106,1**	**128,7**	**127,7**	**113,4**	**107,8**	**126,5**	**133,3**	**123,8**
1971 Moyenne (b)	**140,0**	**153,3**	**103,3**	**130,3**	**149,7**	**125,0**	**121,3**	**144,9**	**156,3**	**142,5**
1971 Moyenne (c)	**124,1**	**145,0**	**98,0**	**123,1**	**130,1**	**110,6**	**109,5**	**124,5**	**134,9**	**124,3**
1972 Moyenne (b)	**145,5**	**166,6**	**102,0**	**137,6**	**155,6**	**126,5**	**125,4**	**151,3**	**160,8**	**147,5**
1972 Moyenne (c)	**129,2**	**157,6**	**96,8**	**130,1**	**135,5**	**112,4**	**113,3**	**129,9**	**139,4**	**128,9**
1973 Moyenne (b)	**163,4**	**182,5**	**148,3**	**165,8**	**166,8**	**150,0**	**147,8**	**173,3**	**166,2**	**162,8**
1973 Moyenne (c)	**145,1**	**172,7**	**140,7**	**156,8**	**145,3**	**133,0**	**133,4**	**148,8**	**144,1**	**142,3**
1974 Moyenne (b)	**190,8**	**171,5**	**191,2**	**173,7**	**200,0**	**187,3**	**174,7**	**217,9**	**195,0**	**195,3**
1974 Moyenne (c)	**169,4**	**162,4**	**181,7**	**164,2**	**174,6**	**166,5**	**157,9**	**187,1**	**169,0**	**170,7**
1974 Janvier	162,9	169,3	173,3	166,2	162,2	164,4	160,5	175,9	154,7	162,1
(c) Février	164,9	165,1	183,2	166,4	165,4	164,2	159,1	182,9	156,7	164,5
Mars	166,0	164,8	189,7	168,4	166,3	165,1	158,0	186,4	157,3	165,4
Avril	170,0	159,2	187,8	164,2	170,1	178,5	162,5	193,7	163,5	171,4
Mai	170,5	159,4	185,3	163,5	173,7	172,5	158,4	193,7	168,0	172,2
Juin	170,3	161,8	176,5	162,5	175,0	169,9	155,1	193,7	170,2	172,3
Juillet	170,3	155,1	182,7	159,7	177,9	167,0	159,2	189,0	172,2	173,1
Août	170,6	152,3	176,2	155,7	180,3	167,2	159,9	188,4	175,5	174,5
Septembre	172,4	163,2	182,6	165,3	181,1	165,3	158,7	187,5	176,0	174,2
Octobre	172,2	163,1	191,0	167,7	181,0	163,4	156,2	184,7	177,5	173,3
Novembre	171,8	168,1	181,0	167,1	181,2	161,8	154,0	185,3	177,9	173,0
Décembre	170,8	167,8	170,7	163,9	181,3	159,2	152,7	183,8	178,7	172,5

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.
(b) T.V.A. incluse.
(c) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

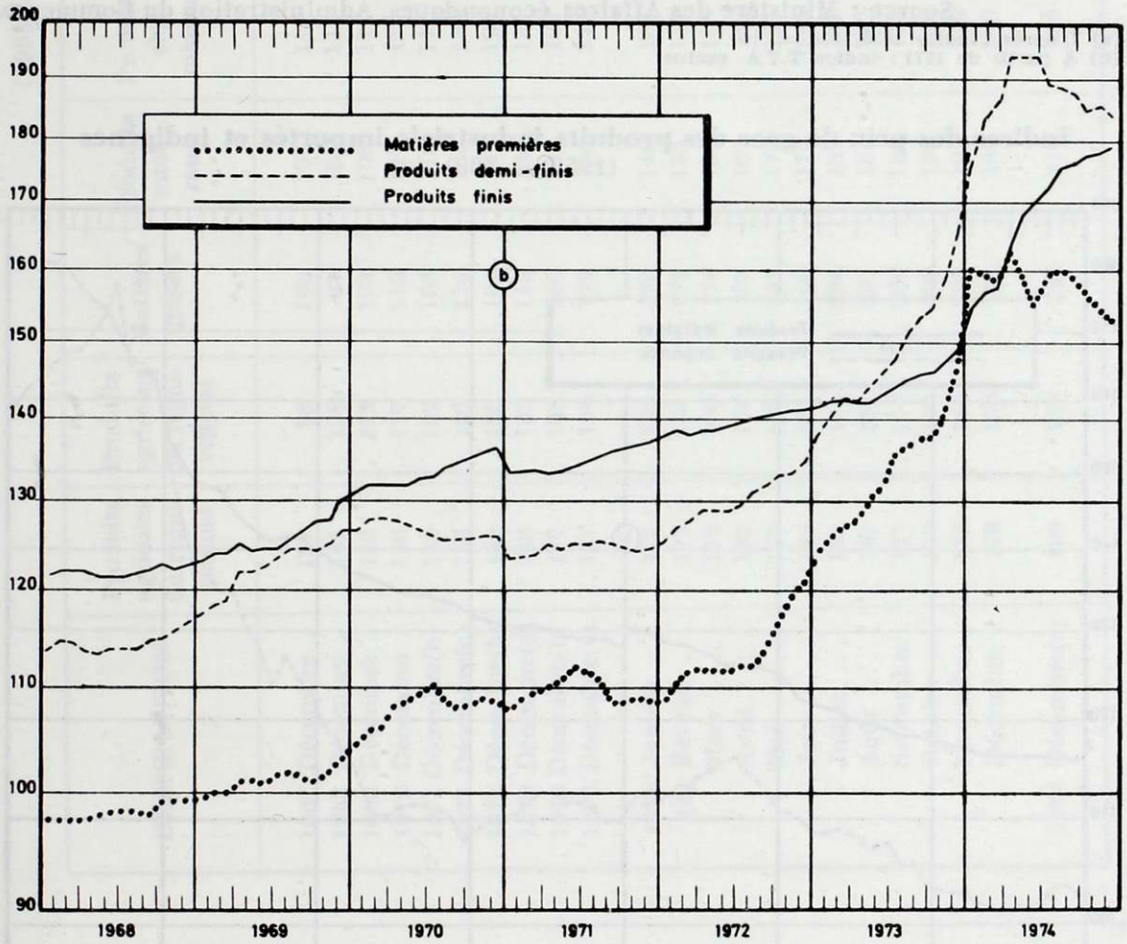
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.
(b) A partir de 1971 : indice T.V.A. exclue.

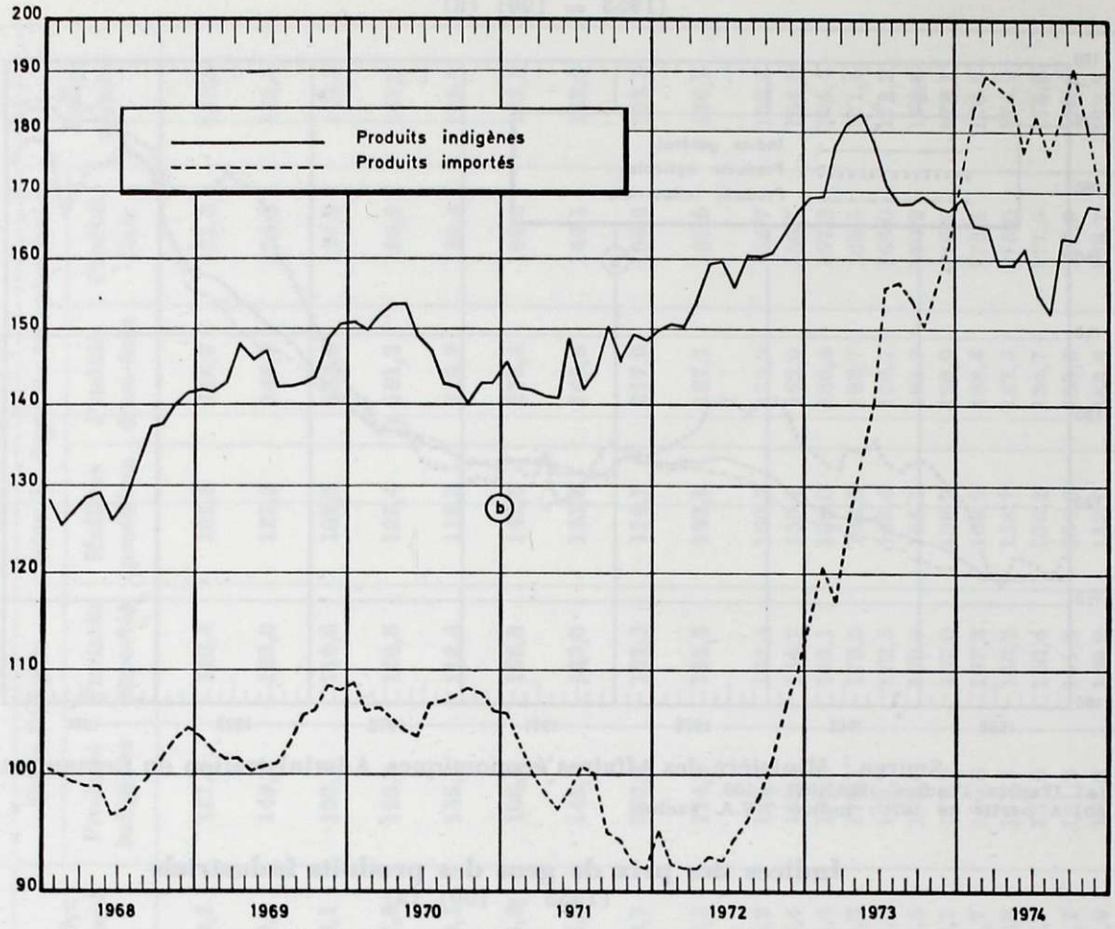
Indices des prix de gros des produits industriels
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100
(b) A partir de 1971 : indice T.V.A. exclue.

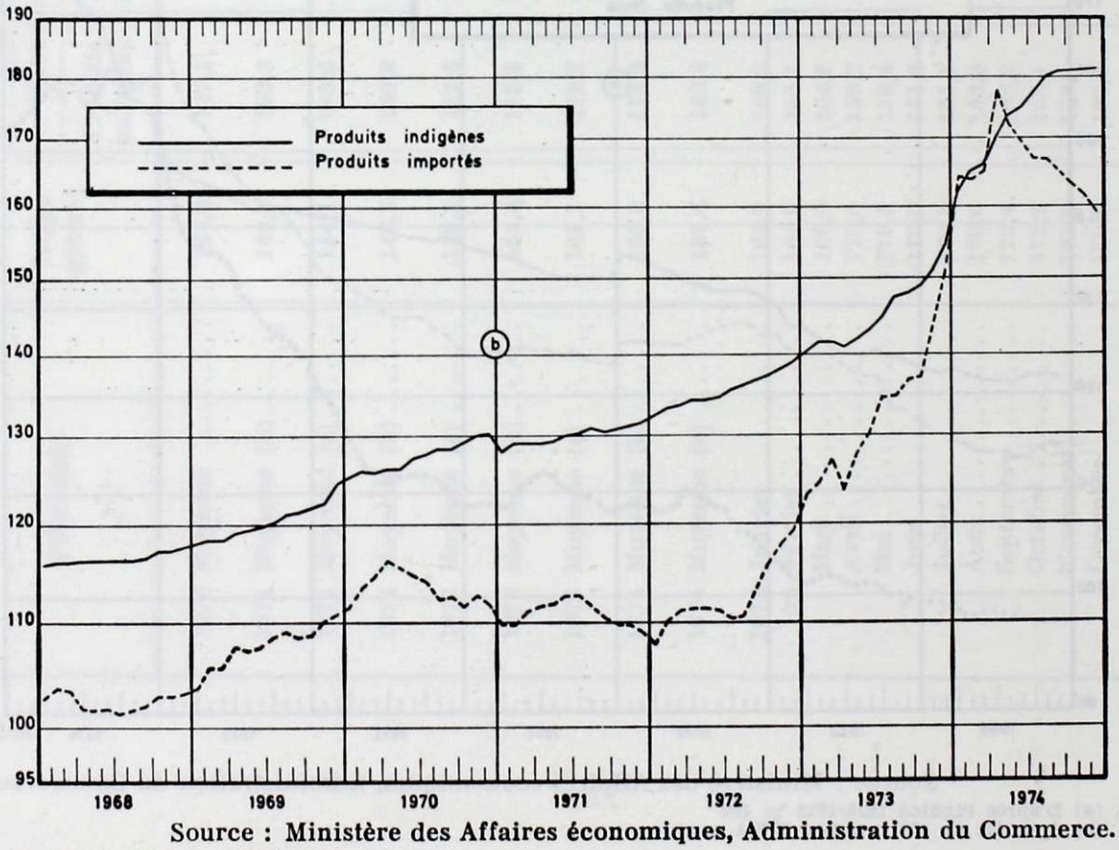
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.
(b) A partir de 1971 : indice T.V.A. exclue.

Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.
(b) A partir de 1971 : indice T.V.A. exclue.

Indices particuliers des prix de gros

(1953 = 100) (a)

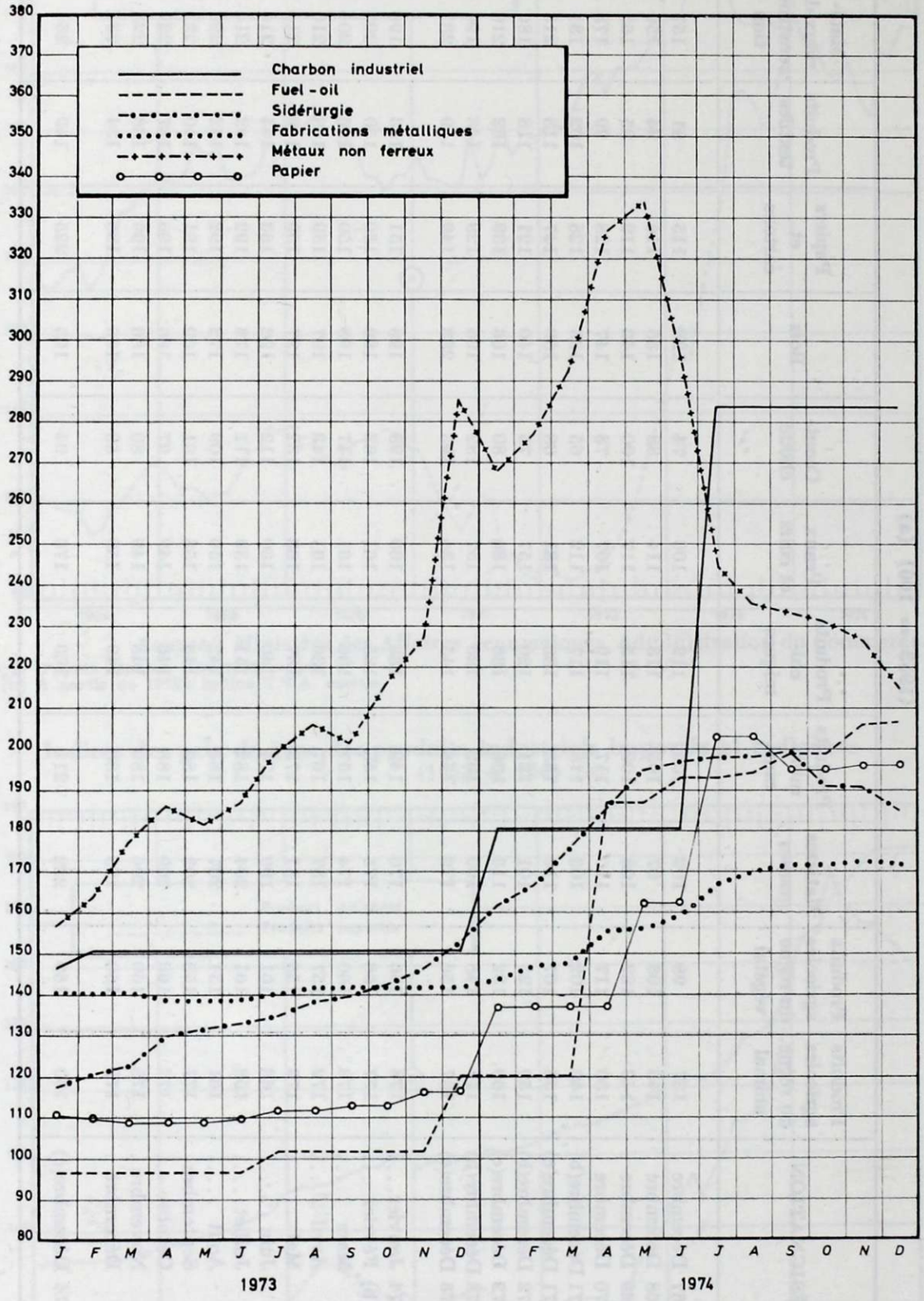
DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1967 Décembre .	137	98	103	105	112	106	74	128	115	91	157	118
1968 Décembre .	145	108	97	105	113	114	88	135	116	94	159	118
1969 Décembre .	143	122	108	109	115	117	100	146	119	95	165	137
1970 Décembre .	136	117	110	117	119	107	78	147	128	99	173	140
1971 Décembre(b)	149	102	103	118	117	112	65	135	128	102	181	137
1971 Décembre(c)	158	107	116	133	133	131	68	159	147	113	213	159
1972 Décembre(b)	159	125	101	121	120	157	75	140	121	118	186	142
1972 Décembre(c)	169	132	113	136	136	184	80	166	139	132	219	165
1973 Décembre(b)	177	148	160	132	128	157	182	198	129	143	196	165
1973 Décembre(c)	187	156	179	148	145	184	193	233	149	159	231	191
1974 Janvier....	178	156	170	149	133	160	198	198	151	153	196	171
(b) Février ...	177	156	175	155	135	161	163	199	150	150	203	177
Mars	178	160	174	157	136	161	147	198	150	146	204	182
Avril	172	157	187	167	136	161	143	197	159	148	210	195
Mai	173	155	181	173	137	160	132	197	159	146	214	194
Juin	163	161	190	174	140	160	112	192	163	144	214	195
Juillet.....	158	161	204	182	141	159	111	178	192	142	214	192
Août	161	151	207	184	142	159	109	172	192	142	220	195
Septembre	177	155	209	186	143	158	101	169	191	140	221	195
Octobre ...	172	163	209	188	146	149	97	166	196	137	221	193
Novembre .	175	160	206	189	148	149	80	166	196	136	223	193
Décembre .	179	150	198	188	149	150	89	166	196	134	224	192
1974 Décembre(c)	190	159	222	211	169	176	94	195	225	149	264	223

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.
(b) T.V.A. exclue.
(c) T.V.A. incluse.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Evolution de l'indice de quelques prix de gros en 1973 et 1974

(1961 = 100)



Source : Institut de Recherche Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).

Evolution des prix par catégorie

(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation (b)				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1960 Moyenne ...	102,6	92,2	105,4	108,3	109,3	107,0	122,6	109,97
1961 Moyenne ...	102,4	94,3	104,5	109,2	110,5	107,4	125,7	111,06
1962 Moyenne ...	103,2	100,8	103,8	110,8	112,5	108,3	128,5	112,62
1963 Moyenne ...	105,8	107,0	105,4	112,7	114,7	109,9	136,3	115,04
1964 Moyenne ...	110,7	109,9	110,9	117,3	120,3	113,1	145,7	119,84
1965 Moyenne ...	111,9	113,2	111,5	121,9	126,0	116,2	153,8	124,71
1966 Moyenne ...	114,5	118,2	113,5	127,0	132,2	119,8	161,1	129,92
1967 Moyenne ...	113,2	118,1	112,0	129,1	135,5	122,0	170,5	133,70
1968 Moyenne ...	113,5	116,8	112,7	131,5	137,9	124,4	180,1	137,31
1969 Moyenne ...	119,1	126,4	117,3	136,0	144,2	126,8	188,4	142,47
1970 Moyenne ...	124,8	128,7	123,8	140,3	149,3	130,2	201,6	148,03
1971 Moyenne (c).	140,0	130,3	142,5	144,5	152,1	136,0	217,6	154,46
1971 Moyenne (d).	124,1	123,1	124,3					
1972 Moyenne (c).	145,5	137,6	147,5	149,5	162,2	139,9	234,1	162,88
1972 Moyenne (d).	129,2	130,1	128,9					
1973 Moyenne (c).	163,4	165,8	162,8	158,7	175,1	146,4	255,1	174,20
1973 Moyenne (d).	145,1	156,8	142,3					
1974 Moyenne (c).	190,8	173,7	195,3	177,4	191,5	166,9	291,6	196,30
1974 Moyenne (d).	169,4	164,2	170,7					
1974 Janvier	162,9	166,2	162,1	165,4	182,0	153,0	270,1	182,46
(d) Février	164,9	166,4	164,5	167,0	183,6	154,6	274,6	184,82
Mars	166,0	168,4	165,4	168,8	185,2	156,5	279,2	187,15
Avril	170,0	164,2	171,4	172,1	187,1	161,0	281,1	189,81
Mai	170,5	163,5	172,2	174,5	189,5	163,4	284,2	192,59
Juin	170,3	162,5	172,3	177,3	191,0	167,1	287,2	195,35
Juillet	170,3	159,7	173,1	180,5	195,3	169,4	289,2	198,13
Août	170,6	155,7	174,5	181,7	194,5	172,1	296,8	200,66
Septembre ..	172,4	165,3	174,2	183,0	194,8	174,3	305,0	203,38
Octobre	172,2	167,7	173,3	184,4	195,7	176,0	308,1	205,11
Novembre ..	171,8	167,1	173,0	186,9	199,6	177,4	309,9	207,27
Décembre ..	170,8	163,9	172,5	187,7	200,4	178,3	313,3	208,73

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Pour les prix de gros d'après l'indice 1936/38 = 100; pour les prix à la consommation les indices 1966 = 100 et 1971 = 100 ont été convertis sur la base 1953 = 100.
(b) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.
Pour les prix de gros : (c) T.V.A. incluse.
(d) T.V.A. exclue.

Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix
(en pour-cent)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1962	+ 0,8	+ 6,9	— 0,7	+ 1,5	+ 1,8	+ 0,8	+ 2,2	+ 1,4
1963	+ 2,5	+ 6,2	+ 1,5	+ 1,7	+ 2,0	+ 1,5	+ 6,1	+ 2,1
1964	+ 4,6	+ 2,7	+ 5,2	+ 4,1	+ 4,9	+ 2,9	+ 6,9	+ 4,2
1965	+ 1,1	+ 3,0	+ 0,5	+ 3,9	+ 4,7	+ 2,7	+ 5,6	+ 4,1
1966	+ 2,3	+ 4,4	+ 1,8	+ 4,2	+ 4,9	+ 3,1	+ 4,7	+ 4,2
1967	— 1,1	— 0,1	— 1,3	+ 1,7	+ 2,5	+ 1,8	+ 5,8	+ 2,9
1968	+ 0,3	— 1,1	+ 0,6	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,0	+ 5,6	+ 2,7
1969	+ 4,9	+ 8,2	+ 4,1	+ 3,4	+ 4,6	+ 1,9	+ 4,6	+ 3,8
1970	+ 4,8	+ 1,8	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,5	+ 2,7	+ 7,0	+ 3,9
1971 (a)	—	—	—	+ 3,1	+ 1,9	+ 4,5	+ 7,9	+ 4,3
1972	+ 4,1	+ 5,7	+ 3,7	+ 3,5	+ 6,6	+ 2,9	+ 7,6	+ 5,5
1973	+12,3	+20,5	+10,4	+ 6,1	+ 8,0	+ 4,6	+ 9,0	+ 7,0
1974	+16,7	+ 4,7	+20,0	+12,0	+ 9,4	+14,1	+14,3	+12,7

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Vu l'instauration de la T.V.A. au 1er janvier 1971, les données concernant les prix de gros à partir de l'année 1971 ne sont pas comparables avec celles des années antérieures.

Indice des prix à la consommation (a)
(1971 = 100)

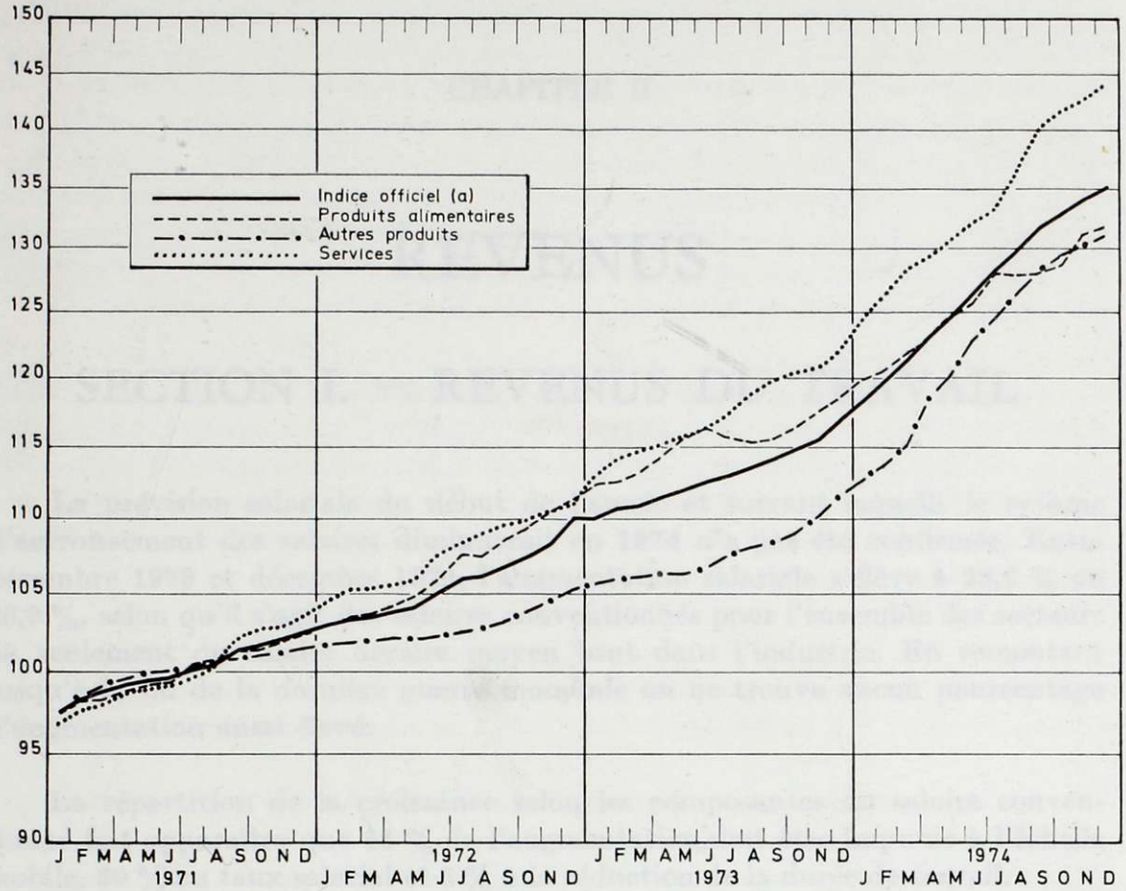
PÉRIODE	Produits			Services	Indice officiel
	Ensemble	Alimentaires	Autres		
1973 Moyenne	**110,8**	**115,2**	**107,6**	**117,3**	**112,78**
1974 Moyenne	**124,1**	**125,9**	**122,7**	**134,0**	**127,08**
1974 Janvier	115,6	119,7	112,5	124,2	118,13
Février	116,7	120,7	113,7	126,2	119,66
Mars	117,9	121,8	115,0	128,3	121,16
Avril	120,3	123,0	118,3	129,2	122,89
Mai	122,0	124,6	120,1	130,6	124,69
Juin	124,0	125,6	122,8	132,0	126,47
Juillet	126,2	128,4	124,5	133,0	128,27
Août	127,1	127,9	126,5	136,5	129,91
Septembre	128,1	128,1	128,1	140,2	131,67
Octobre	129,1	128,7	129,4	141,6	132,79
Novembre	130,7	131,2	130,4	142,5	134,19
Décembre.....	131,4	131,8	131,1	144,0	135,13

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Indices des prix à la consommation

(1971 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Avant mars 1972 l'indice officiel établi sur la base 1966 = 100, a été converti sur la base 1971 = 100.

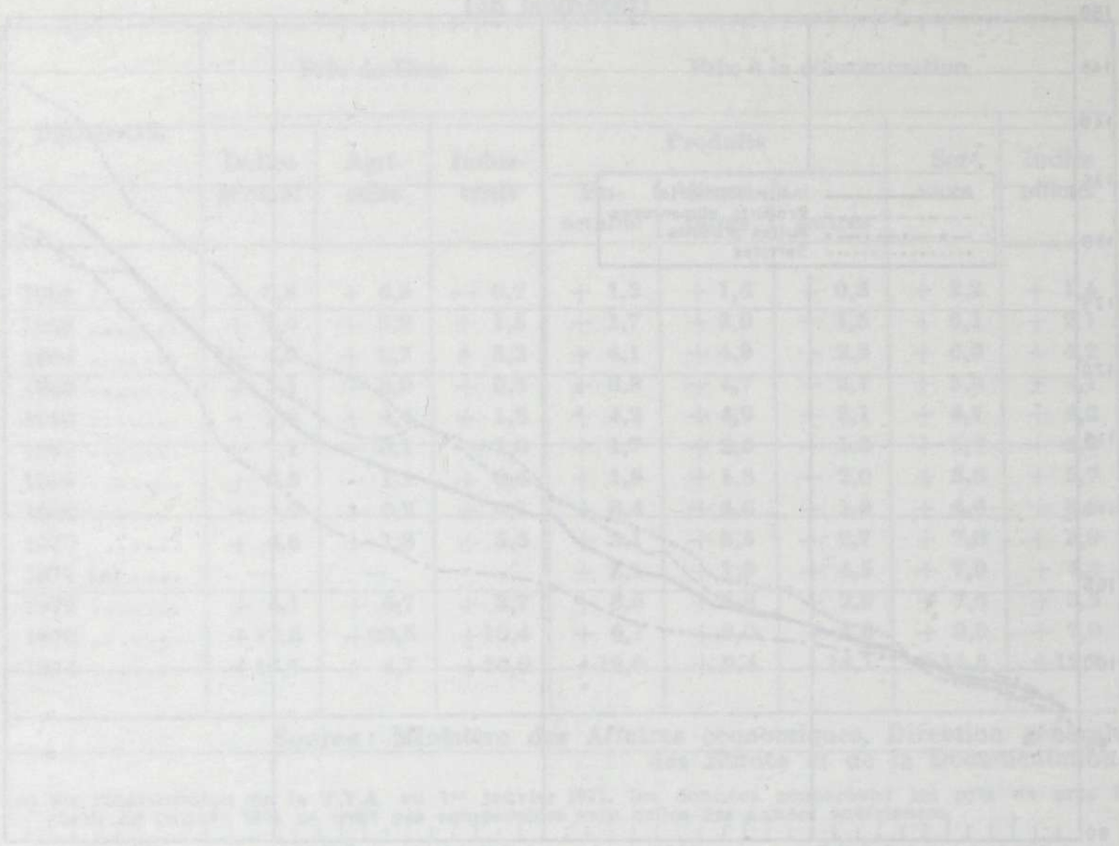
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays

(en pour-cent)

PAYS	Prix de gros				Prix à la consommation			
	1971	1972	1973	1974	1971	1972	1973	1974
Belgique	(a)	+ 4,1(b)	+12,3(b)	+16,7(b)	+ 4,3(c)	+ 5,5(c)	+ 7,0(c)	+12,7(c)
Pays-Bas	+ 0,9	+ 3,6	+12,5	+13,6	+ 7,6	+ 7,8	+ 8,0	+ 9,6
Rép. féd. All.	+ 4,3	+ 2,6	+ 6,6	+13,4	+ 5,3	+ 5,5	+ 6,9	+ 7,0
France	+ 2,1	+ 4,6	+14,7	+29,3	+ 5,5	+ 5,9	+ 7,3	+13,4
Italie	+ 3,4	+ 4,1	+16,1	+40,7	+ 4,8	+ 5,7	+10,8	+19,1
Royaume-Uni ...	+ 4,6(d)	+ 4,4(d)	+32,3(d)	+48,9(d)	+ 9,4	+ 7,1	+ 9,2	+16,0
Danemark	+ 4,0	+ 5,1	+14,8	+22,1	+ 5,8	+ 6,6	+ 8,8	+15,3
Irlande	+ 5,3	+10,7(e)	+18,0	+11,5	+ 8,9	+ 8,7	+11,3	+17,0
Etats-Unis	+ 3,2	+ 4,6	+13,7	+18,9	+ 4,3	+ 3,3	+ 6,2	+11,0

Sources : Nations Unies;
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Vu l'instauration de la T.V.A. au 1er janvier 1971 les données concernant les prix de gros ne sont pas comparables avec celles de 1970.
(b) T.V.A. exclue.
(c) Loyer non compris.
(d) Matières de base.
(e) T.V.A. incluse à partir de novembre 1972.



CHAPITRE II

REVENUS

SECTION I. – REVENUS DU TRAVAIL

La prévision salariale du début de l'année et suivant laquelle le rythme d'accroissement des salaires diminuerait en 1974 n'a pas été confirmée. Entre décembre 1973 et décembre 1974, l'augmentation salariale s'élève à 25,6 % ou 23,9 %, selon qu'il s'agit des salaires conventionnés pour l'ensemble des secteurs ou seulement du salaire horaire moyen brut dans l'industrie. En remontant jusqu'à la fin de la dernière guerre mondiale on ne trouve aucun pourcentage d'augmentation aussi élevé.

La répartition de la croissance selon les composantes du salaire conventionné fait apparaître que 65 % de l'augmentation doit être imputée à l'échelle mobile, 30 % au taux salarial et 5 % à la réduction de la durée de travail.

Selon les calculs du Ministère de l'Emploi et du Travail, l'indexation a entraîné une hausse des salaires de 16,5 %, tandis que la progression de l'indice des prix s'est inscrite à 15,7 % à fin décembre. Théoriquement, l'indexation salariale a donc plus que compensé la hausse des prix. Cependant, comme nombre de produits ne sont pas repris à l'indice des prix, il n'est pas impossible que la hausse moyenne des prix soit supérieure à la progression de l'indice, auquel cas l'indexation des salaires ne remplirait plus tout à fait sa fonction de protection du pouvoir d'achat des salaires. Toutefois, la hausse totale des prix peut également être inférieure à l'accroissement de l'indice. Dans ce cas, l'indexation des salaires dégagerait un surplus de revenus, qui viendrait s'ajouter à la progression du taux salarial qui est de l'ordre de 7,8 % contre 6,6 % en 1973.

En comparaison de l'année précédente, le salaire réel a crû dans une mesure plus ou moins forte selon la nature du salaire sur lequel la hausse est calculée. En effet, calculé sur le salaire conventionné, l'accroissement du salaire réel s'inscrit à 8,5 %, contre 7,9 % en 1973 ; au contraire, si l'on prend pour base le salaire horaire moyen brut dans l'industrie, la progression est inférieure à l'année précédente : 7,2 %, contre 8,6 %. Ce décalage s'explique par le fait que le salaire horaire moyen brut — dans lequel sont repris les indemnités d'heures supplémentaires, les primes, e.a. — réagit plus rapidement à l'évolution conjoncturelle que les salaires conventionnés, lesquels sont fixés contractuellement.

La répartition sectorielle de l'augmentation salariale fait apparaître que le fossé qui existe entre les secteurs à salaires élevés et ceux à salaires bas n'a pas encore pu être comblé (1) et ce, malgré les efforts des syndicats qui veulent une adaptation « vers le haut ». En effet, en cas de fléchissement conjoncturel, ce sont les secteurs à salaires bas qui en sont les premiers et les plus affectés. C'est d'ailleurs dans cette catégorie que le nombre d'entreprises marginales est le plus élevé. En outre, le niveau salarial n'est pas uniquement fonction de la productivité par heure de travail et de la rentabilité de l'entreprise ; d'autres facteurs, dont le taux d'occupation de femmes dans le nombre total de travailleurs, ainsi que les conditions d'hygiène et de sécurité inhérentes à la nature de l'activité, jouent un rôle quant à la détermination du niveau salarial moyen.

Selon les données statistiques de l'O.C.D.E. et de la C.E.E., pour la période d'octobre 1973 à octobre 1974, c'est en Belgique que l'on a observé la plus forte augmentation salariale moyenne — hommes et femmes — (+ 23 %) de tous les pays de la C.E.E. ; notre pays devance ainsi les Pays-Bas, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Danemark, où la hausse a oscillé autour de 20 % et la République fédérale où elle ne s'est élevée qu'à 12,3 %.

Pendant cette même période, la hausse des prix n'a pas été l'une des plus importantes. La Belgique se situait en quatrième place avec + 15,8 %, après l'Italie (+ 24,3 %), le Royaume-Uni et le Danemark, avec chacun + 17 %.

Si l'augmentation salariale (octobre 1973-1974) fut plus forte en Belgique qu'ailleurs, il n'en a pas été de même pour le niveau salarial. Selon les sources précitées et après conversion en francs belges (2), en octobre 1974 les travailleurs belges (hommes et femmes) de l'industrie manufacturière ont gagné, en moyenne, 123,66 FB/heure. Les salaires horaires danois, de l'ordre de 198,77 FB, et allemand, de l'ordre de 135,62 FB, étaient supérieurs aux gains belges. Le salaire horaire aux Pays-Bas (122,30 FB) se rapproche du salaire belge. Au Royaume-Uni les travailleurs ont gagné, en moyenne, 88,50 FB par heure, en France 83,93 FB et en Italie 70,22 FB.

Il y a lieu de remarquer, toutefois, que ces montants comprennent également les salaires des femmes ce qui entraîne un abaissement des moyennes d'après l'importance relative de la main-d'œuvre féminine salariée. Au moment de la rédaction du présent texte, les données, à fin octobre, relatives à la répartition des salaires selon le sexe ne sont pas encore disponibles. Les statistiques les plus récentes à ce sujet (octobre 1973) font apparaître qu'après l'Allemagne (132,87 FB), la Belgique octroie les salaires les plus élevés aux travailleurs masculins (108,93 FB) ; elle est suivie par les Pays-Bas (108,61 FB), le Royaume-Uni (80,64 FB), la France (80,20 FB) et l'Italie (70,16 FB) (3). Apparemment, le Danemark ne procède pas à la ventilation salariale selon le sexe.

---

(1) Voir graphique page 359.
(2) Moyenne des cours du change d'octobre 1974.
(3) Ces montants ont été calculés en tenant compte des cours moyens du change d'octobre 1973.

Bien que, selon l'I.R.E.S., le rythme d'accroissement du coût salarial par heure de travail soit monté de 15,5 % en décembre 1973 à 22,6 % en décembre 1974, l'accroissement de la productivité par heure de travail, par contre, a fléchi, passant de 10,8 % en 1973 à 6,8 % en 1974.

Les appointements des employés montrent une évolution pratiquement similaire aux salaires des ouvriers. Vers la fin de l'année, l'augmentation était de 23 % par rapport à l'année précédente. Comme pour les salaires des ouvriers, la plus grande partie (70 %) de cette progression doit être attribuée à l'échelle mobile.

Le taux salarial, lui aussi, a grimpé dans une mesure plus forte que l'année précédente, confirmant ainsi le fait que le rythme de croissance du salaire contractuel des employés n'a pas ralenti en 1974 ; il en est de même pour l'accroissement du salaire réel, lequel s'inscrit à 6,3 %, contre 4,5 % un an plus tôt.

★
★ ★

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1966 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	1972	1973				1974			
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	150,9	154,8	156,8	159,3	169,5	181,4	188,8	201,1	218,1
Energie et eau	202,8	213,4	221,5	230,3	236,3	249,4	262,4	280,1	286,8
Industries manufacturières	175,5	186,6	192,0	198,5	204,1	215,4	230,3	244,2	255,6
dont : produits alimentaires	(183,0)	(188,4)	(195,6)	(197,6)	(205,8)	(216,9)	(228,5)	(251,4)	(266,3)
textiles	(166,5)	(179,0)	(187,7)	(187,9)	(195,6)	(202,7)	(223,7)	(235,9)	(245,9)
confection, chaussures	(177,7)	(183,7)	(187,4)	(194,6)	(203,7)	(212,4)	(220,3)	(231,3)	(248,0)
chimie	(190,4)	(215,3)	(215,3)	(232,1)	(236,7)	(262,5)	(275,2)	(288,1)	(299,7)
métallurgie	(173,1)	(185,2)	(189,0)	(192,8)	(197,4)	(215,9)	(229,7)	(242,3)	(247,2)
fabrications métalliques	(171,0)	(184,7)	(188,5)	(195,7)	(200,1)	(211,3)	(227,2)	(236,8)	(248,4)
Construction	168,4	180,8	184,7	187,4	194,7	198,1	219,1	231,1	246,6
Commerce	171,6	175,7	182,5	184,2	191,1	201,3	213,9	225,3	240,4
Transports	177,9	188,7	195,5	198,4	203,2	214,9	241,9	255,5	268,5
Services	221,9	229,6	233,9	237,7	247,1	257,4	288,3	306,4	319,8
Indice général...	175,7	186,8	192,3	197,7	203,9	214,7	230,4	244,3	256,3

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1970 = 100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1969	89	90	90	83	88	90	92	92	93	93
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	112	112	112	112	113	110	111	110	110	109
1972	128	125	127	104	131	127	127	123	123	121
1973 Mars	139	136	139	139	142	135	138	133	132	130
Juin	148	141	143	143	150	143	144	141	139	136
Septembre ...	150	145	148	150	153	142	146	143	142	139
Décembre ...	158	149	152	157	160	163	160	151	149	144
1974 Mars	162	157	161	165	164	155	158	152	152	150
Juin ..... (c)	177	168	175	173	179	..	..	167	165	161
Septembre (c)	184	178	185	185	186	..	..	174	172	168
Décembre (c)	195	186	193	190	196	..	..	184	182	179

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête octobre 1974 (a)

(en francs)

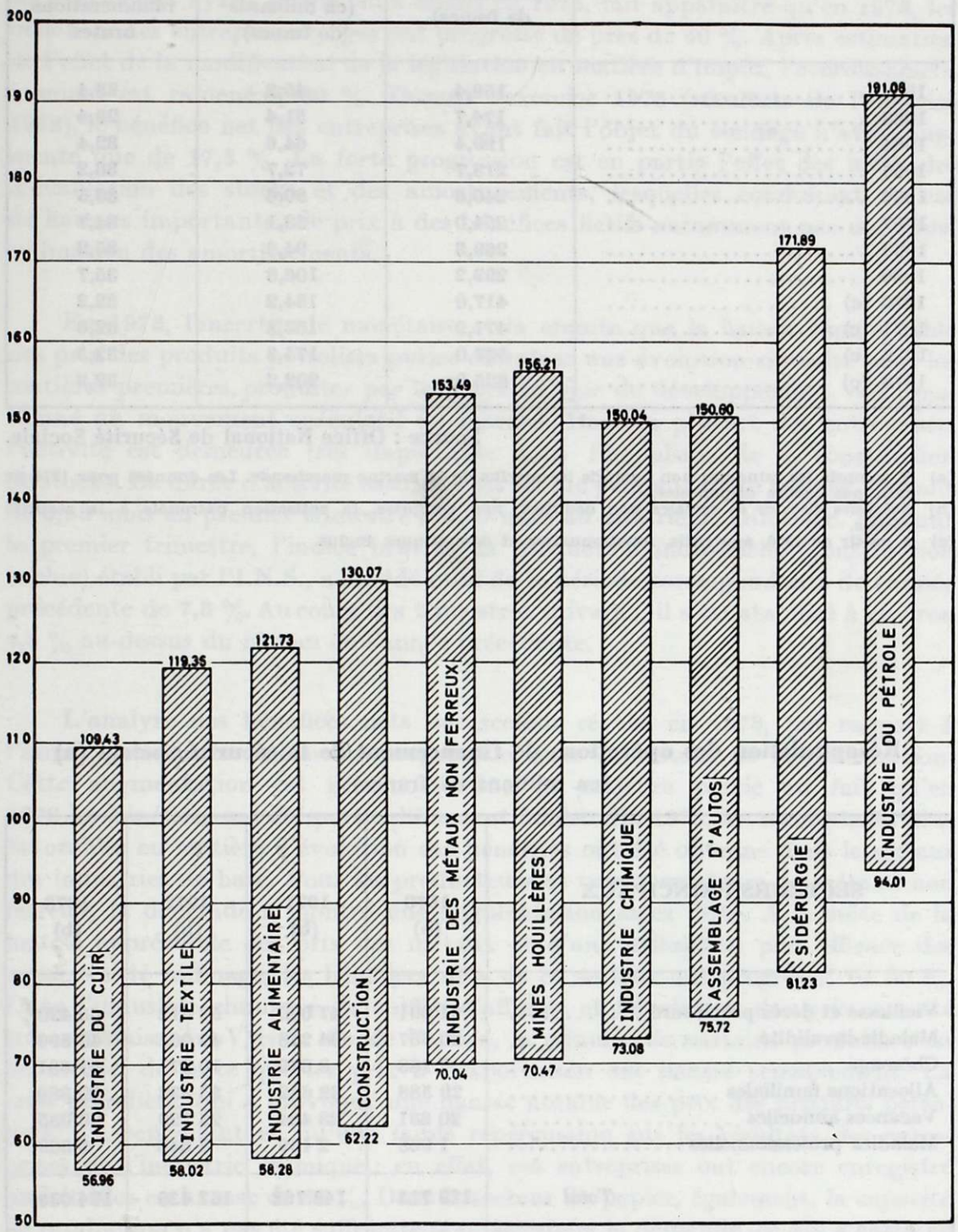
DÉSIGNATION	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
Industrie extractive	**153,71**	**146,95**	(b)
Electricité et gaz	**163,14**	**166,57**	**188,71**
Industrie manufacturière	**121,77**	**134,93**	**119,95**
Sidérurgie	175,35	171,57	(b)
Industrie des métaux non ferreux	154,29	147,51	(b)
Industrie des matériaux de construction	130,11	127,24	(b)
Raffinage de pétrole	190,20	(b)	(b)
Industrie chimique	148,50	137,94	111,57
Construction d'automobile et pièces détachées	146,78	150,63	143,51
Assemblages de véhicules automobiles	151,60	(b)	145,24
Chantiers navals	159,16	(b)	(b)
Construction électrique	127,32	127,84	122,01
Industrie du bois et du meuble	115,59	107,51	128,78
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier ; imprimerie et édition	127,07	131,54	136,95
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	123,18	121,72	(b)
Industrie du cuir	101,67	116,10	77,80
Industrie du textile	108,74	104,01	93,68
Industrie de l'habillement	81,36	82,96	89,37
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	115,02	113,23	116,22
Construction	**128,62**	**128,52**	**134,12**
Ensemble de l'industrie	**123,75**	**134,87**	**125,25**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.
(b) Les données n'existent pas où la moyenne couvre moins de quatre entreprises.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries

(d'octobre 1969 à octobre 1974)



Source : Institut National de Statistiques.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1962	159,4	45,2	28,4
1963	174,7	51,4	29,4
1964	199,4	64,6	32,4
1965	218,7	72,7	33,2
1966	240,6	80,6	33,5
1967	254,0	88,1	34,7
1968	269,3	94,6	35,2
1969	299,2	106,8	35,7
1970 (c)	417,0	134,2	32,2
1971 (c)	471,9	153,8	32,6
1972 (c)	537,0	174,3	32,5
1973 (c)	625,9	202,2	32,3

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.
(c) A partir de 1970, apprentis, fonctionnaires et domestiques inclus.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1970 (b)	1971 (b)	1972 (b)	1973 (b)
Vieillesse et décès prématuré	41 091	47 620	53 612	65 420
Maladie-invalidité	29 557	34 258	40 051	45 896
Chômage	7 188	8 679	10 371	11 631
Allocations familiales	29 588	32 632	35 333	39 389
Vacances annuelles	20 331	23 404	25 729	29 085
Maladies professionnelles	1 968	2 169	2 343	2 609
Total ...	129 723	148 762	167 439	194 030

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Les données pour 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les apprentis, les fonctionnaires et les domestiques.
Interventions financières de l'Etat exclues.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS

Un sondage effectué par une banque privée et portant sur environ 250 sociétés belges ayant publié leurs bilans en 1974, fait apparaître qu'en 1973, les bénéfices des entreprises belges ont progressé de près de 40 %. Après estimation de l'effet de la modification de la législation en matière d'impôt, l'accroissement nominal est ramené à 30 %. Durant l'exercice 1973 (résultats de l'exercice 1972), le bénéfice net des entreprises ayant fait l'objet du sondage n'avait augmenté que de 17,5 %. La forte progression est en partie l'effet des méthodes d'évaluation des stocks et des amortissements, lesquelles conduisent en cas de hausses importantes de prix à des bénéfices fictifs notamment par une sous-estimation des amortissements.

En 1973, l'incertitude monétaire et la crainte que la hausse remarquable des prix des produits pétroliers puisse entraîner une évolution similaire pour les matières premières, produites par les pays en voie de développement, ont occasionné un mouvement spéculatif du marché. Dans la plupart des entreprises, l'activité est demeurée très importante sous l'impulsion de la constitution de stocks. La durée d'activité assurée s'est accrue pendant toute l'année, passant de 3,88 mois au premier trimestre à 4,30 mois au quatrième trimestre. Pendant le premier trimestre, l'indice brut de la production industrielle (construction exclue) établi par l'I.N.S., a excédé celui de la période correspondante de l'année précédente de 7,3 %. Au cours des trimestres suivants, il s'est stabilisé à environ 4,5 % au-dessus du niveau de l'année précédente.

L'analyse des bénéfices nets par secteur révèle, en 1973, par rapport à l'année précédente une nette progression dans le secteur de la distribution. Cette augmentation est néanmoins due en majeure partie au fait qu'en 1972 les bénéfices ont été particulièrement faibles. En 1973, les résultats les plus favorables en matière d'évolution des bénéfices ont été obtenus dans le secteur des industries de base. Pour les producteurs et transformateurs de métaux non ferreux, la demande a montré une augmentation assez forte. A la suite de la hausse appréciable des prix des métaux et d'une utilisation plus efficace des capacités de raffinage, les bénéfices nets de ce secteur ont progressé, de 50 %. Dans l'industrie chimique, le chiffre d'affaires et l'évolution des prix ont été très satisfaisants. Vers la fin de l'année, la pénurie de certains produits s'est accentuée, de sorte que les prix à l'exportation ont haussé sensiblement. La crise pétrolière, qui a provoqué une hausse notable des prix des produits pétroliers, n'a cependant eu qu'une faible répercussion sur les résultats des entreprises de l'industrie chimique ; en effet, ces entreprises ont encore enregistré un bénéfice en hausse de 46 %. Dans le secteur du papier, également, la capacité de production n'a pas été suffisante pour satisfaire la demande, ce qui a entraîné une pénurie internationale provoquant une hausse très sensible des prix.

Dans la catégorie des institutions financières, les sociétés d'assurance ont enregistré les meilleurs résultats (+ 29 %), surtout en raison de l'influence

favorable de la hausse des intérêts sur les revenus de placements. La progression du bénéfice des caisses d'épargne à concurrence de 28 % n'a pu être réalisée qu'aux prix d'efforts multiples, tel l'augmentation limitée des amortissements.

Pendant l'année de référence, l'activité des intermédiaires financiers a été considérablement entravée par l'évolution défavorable de la conjoncture et par les mesures de restriction prises dans le cadre de la lutte contre l'inflation. Il fallait, dès lors, s'attendre à une diminution de la croissance du chiffre d'affaires lequel exercerait une influence sur la marge bénéficiaire de ce secteur.

Pour l'année 1974, les résultats de la plupart des entreprises ont été brillants pendant le premier semestre. A partir de septembre, toutefois, le fléchissement de l'activité après la conjoncture favorable, à la suite du recul des commandes intérieures et extérieures, n'aura pas manqué d'entâcher ces résultats favorables.

Dans le secteur de la sidérurgie où l'activité des entreprises a été très intense en 1973 et en partie également en 1974, les premiers signes d'une stagnation de la demande se sont manifestés dès le mois de juillet de cette année.

Selon les bilans annuels déjà disponibles, le chiffre d'affaires des grandes entreprises de distribution avait progressé de 16 % au cours de l'année de référence, tandis que leurs bénéfices se seraient accrus de plus de 32 % par rapport à 1973.

Par contre, l'activité des intermédiaires financiers a été entravée par les mesures de restriction, prises dans le cadre de la lutte contre l'inflation. Il fallait, dès lors, s'attendre à une diminution de la croissance du chiffre d'affaires lequel exercerait une influence sur la marge bénéficiaire de ce secteur.

Enfin, il convient de remarquer qu'au moment de la rédaction du présent rapport, les données disponibles en matière des bénéfices réalisés en 1974 par les sociétés des différents secteurs, sont encore très rares.

★

★ ★

Rendement des sociétés par actions belges (a)
Exploitant en Belgique et à l'étranger
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Nombre de sociétés recensées (b)	14 817	15 011	15 215	15 266	15 304	15 577	15 846	16 227	16 925
dont : en gain	11 105	11 172	11 272	10 785	10 609	11 254	11 815	11 917	12 148
en perte	3 712	3 839	3 943	4 481	4 695	4 323	4 031	4 310	4 777
Moyens d'action propres	406 779	434 525	455 741	476 724	536 980	566 599	612 324	660 895	720 491
dont : capital versé	248 915	265 209	274 836	283 632	321 472	354 358	387 468	406 875	444 075
réserves	157 864	169 317	180 905	193 092	215 508	212 241	224 856	244 020	276 416
Résultats d'exploitation :									
Solde bénéficiaire net	24 901	28 363	29 528	19 049	29 572	37 880	42 553	51 068	46 364
Bénéfices	30 261	33 820	34 665	32 176	38 297	45 367	54 805	61 618	60 106
Pertes	5 360	5 457	6 137	13 127	8 725	7 487	12 252	10 549	13 742
Dividendes bruts mis en paiement	14 111	15 547	15 930	15 913	19 039	21 328	25 250	28 091	28 389
Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :									
Solde net	6,12	6,53	6,48	4,00	5,50	6,69	6,95	7,73	6,44
Dividendes	3,47	3,58	3,50	3,34	3,55	3,76	4,12	4,25	3,94
Dette obligataire au 31 décembre	104 010	115 080	120 829	134 955	154 265	173 858	202 027	232 193	268 031 (c)
Coupons d'obligations bruts	5 261	5 624	6 405	6 772	7 980	9 431	10 672	13 285	16 072 (c)

Source : Institut National de Statistique.

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations. Les données pour 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) En unités.
(c) Données provisoires.

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Nombre de sociétés recensées	14 709	14 916	14 989	15 092	15 325	15 605	15 99
dont : en bénéfice	10 980	11 085	10 605	10 476	11 068	11 635	11 73
en perte	3 729	3 831	4 384	4 616	4 257	3 970	4 25
Moyens d'action propres	360 194	381 312	401 093	468 017	497 686	541 182	588 82
dont : capital versé	222 007	233 259	241 909	281 216	313 116	346 018	373 90
réserves	138 187	148 053	159 184	186 801	184 570	195 164	214 92
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	25 319	25 945	21 364	25 722	32 902	38 747	44 20
Bénéfices	30 169	31 157	29 306	33 831	40 228	48 404	54 49
Pertes	4 850	5 212	7 942	8 109	7 326	9 657	10 28
Dividendes bruts mis en paiement	13 825	13 817	13 462	16 336	18 316	21 601	24 18
Dette obligataire	113 984	119 012	133 116	150 477	169 687	198 284	229 86
Coupons d'obligations bruts	5 592	6 344	6 680	7 857	9 246	10 385	13 06
Rapport nombre de sociétés en perte / nombre de sociétés recensées	25,35	25,68	29,25	30,59	27,78	25,44	26,63
Rapport solde bénéficiaire net / moyens d'action propres	7,03	6,80	5,33	5,50	6,61	7,16	7,51
Rapport dividendes bruts distribués / moyens d'action propres	3,84	3,62	3,36	3,49	3,68	3,99	4,11
Rapport dividendes bruts distribués / bénéfices réalisés	45,83	44,35	45,94	48,29	45,53	44,63	44,38
Rapport coupons d'obligations bruts / montant de la dette obligataire	4,91	5,33	5,02	5,22	5,45	5,24	5,68
Rapport montant de la dette obligataire / moyens d'action propres	31,65	31,21	33,19	32,15	34,10	36,64	39,04

(a) Les données relatives à 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données provisoires.

d'après le lieu de leur exploitation (a)

Principale exploitation								
	A l'étranger							
1972	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Unités								
16 696	**302**	**299**	**277**	**265**	**252**	**241**	**235**	**229**
11 980	192	187	180	169	186	180	184	168
4 716	110	112	97	96	66	61	51	61
En millions de francs								
641 838	**71 756**	**74 129**	**73 001**	**68 964**	**68 913**	**71 143**	**72 069**	**78 653**
397 300	41 282	41 447	40 281	40 257	41 242	41 451	42 971	46 775
244 538	30 474	32 682	32 720	28 707	27 671	29 692	20 098	31 878
41 270	**2 937**	**2 563**	**– 2 452**	**3 851**	**4 978**	**3 806**	**6 862**	**5 094**
54 809	3 537	3 484	2 712	4 466	5 139	6 401	7 126	5 297
13 539	600	921	5 164	615	161	2 595	264	203
24 632	**1 632**	**2 110**	**2 336**	**2 703**	**3 012**	**3 649**	**3 907**	**3 757**
262 911(b)	**1 097**	**1 817**	**1 839**	**3 788**	**4 170**	**3 743**	**2 329**	**5 120**(b)
15 915(b)	**32**	**60**	**112**	**122**	**185**	**287**	**225**	**157**(b)
En pour-cent								
28,25	36,42	37,46	35,02	36,23	26,19	25,31	21,70	26,64
6,48	**4,09**	**3,46**	**—**	**5,58**	**7,22**	**5,35**	**9,52**	**6,48**
3,84	**2,27**	**2,85**	**3,20**	**3,92**	**4,37**	**5,13**	**5,42**	**4,78**
44,94	**46,14**	**60,56**	**86,14**	**60,52**	**58,61**	**57,01**	**54,83**	**70,93**
6,05	**2,92**	**3,30**	**6,09**	**3,22**	**4,44**	**7,67**	**9,66**	**3,07**
40,96	**1,53**	**2,45**	**2,52**	**5,49**	**6,05**	**5,26**	**3,23**	**6,51**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiaires ne et d

Sociétés ayant leur princi siège

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	
Nombre de sociétés recensées (unités) :															
1968	51	161	1 893	634	3 465	1 361	90	88	957	717	330	627	58	17	116
1969	53	161	1 941	646	3 566	1 352	87	89	929	703	325	643	58	17	109
1970	54	158	1 982	651	3 675	1 336	90	81	919	713	332	631	55	18	108
1971	48	157	2 078	692	3 743	1 356	88	92	901	699	339	635	54	18	111
1972	49	156	2 122	790	3 924	1 391	87	92	898	693	363	644	53	17	107
Capitaux et réserves (en millions de francs) :															
1964	13 748	4 485	57 145	7 607	19 514	32 227	34 021	10 139	21 582	18 523	1 911	25 544	5 591	27 130	2 115
1965	15 860	5 119	60 041	8 114	21 538	35 808	37 063	9 133	23 147	20 287	2 069	28 036	6 620	27 879	2 108
1966	17 422	5 647	62 891	8 392	21 698	38 786	39 409	10 461	23 922	21 594	2 279	29 927	7 019	27 786	2 111
1967	19 714	6 129	71 575	8 298	28 323	42 199	42 414	10 734	24 539	23 769	2 521	32 952	7 339	16 723	2 [illegible]
1968	21 130	6 528	76 439	9 157	28 138	45 195	45 453	10 845	25 135	24 967	3 364	60 975	7 780	33 728	2 [illegible]
1969	26 098	7 381	83 377	8 096	30 931	49 001	46 960	11 710	25 117	25 977	3 625	66 378	8 109	32 477	2 [illegible]
1970	30 193	18020	90 137	10166	39 000	54 502	44 010	7 289	26 416	29 005	4 271	71 165	8 759	36 144	2 [illegible]
1971	32 467	14296	94 859	11096	44 685	60 981	47 178	14 615	26 840	27 751	4 190	77 931	9 336	38 891	2 [illegible]
1972	35 683	15567	101 367	11 592	51453	70 713	48 597	14 368	28 109	32 317	4 846	85 783	9 566	41 736	3 [illegible]
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :															
1964	1 996	801	3 659	378	1 982	3 063	353	632	896	1 194	135	2 016	420	2 200	[illegible]
1965	2 327	866	3 668	474	2 173	3 634	616	845	689	1 469	168	2 486	480	2 303	[illegible]
1966	2 470	921	4 139	610	2 078	3 849	398	659	542	1 568	164	2 430	328	2 275	[illegible]
1967	2 400	849	4 115	467	1 584	2 646	397	526	591	1 823	162	2 110	438	1 335	[illegible]
1968	2 646	1 078	4 511	557	1 596	2 629	396	359	357	2 083	81	3 145	485	2 598	[illegible]
1969	3 108	1 351	5 165	666	2 418	3 506	733	1 036	1 063	1 737	196	4 504	693	2 607	[illegible]
1970	3 438	1 622	5 730	879	2 766	4 336	3 020	356	1 270	2 170	– 78	4 972	763	3 028	[illegible]
1971	4 112	1 769	6 156	661	4 095	5 866	3 151	1 418	325	1 342	104	5 485	722	3 360	[illegible]
1972	4 329	2 010	6 133	– 174	3 085	6 331	1 128	561	1 142	2 421	– 156	6 371	620	3 660	[illegible]
Moyenne 1964/1972 ..	**2 981**	**1 252**	**4 808**	**502**	**2 420**	**3 984**	**1 132**	**710**	**763**	**1 756**	**86**	**3 613**	**550**	**2 596**	[illegible]
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :															
1964	1 006	518	2 404	185	487	1 129	345	429	376	617	25	1 222	354	1 813	[illegible]
1965	1 135	539	2 460	228	473	1 612	668	501	305	632	13	1 228	352	1 972	[illegible]
1966	1 263	579	2 567	293	510	1 284	253	518	377	742	27	1 525	326	1 865	[illegible]
1967	1 340	593	2 876	243	556	1 307	233	562	343	794	30	1 492	292	1 219	[illegible]
1968	1 410	656	2 922	309	634	1 506	250	599	291	930	33	2 216	350	2 308	[illegible]
1969	1 644	745	3 289	375	825	1 483	403	694	391	838	33	2 684	380	2 383	[illegible]
1970	1 935	1 047	3 745	390	1 267	1 790	1 472	298	428	904	42	2 752	410	2 637	[illegible]
1971	2 271	1 102	4 170	508	1 302	1 720	1 793	823	368	714	19	3 350	398	3 015	[illegible]
1972	2 442	1 237	4 521	217	1 565	1 979	578	348	368	1 080	22	3 960	379	3 255	[illegible]
Moyenne 1964/1972 ..	**1 605**	**780**	**3 217**	**305**	**847**	**1 534**	**666**	**530**	**361**	**806**	**27**	**2 270**	**360**	**2 274**	[illegible]

(a) Les données relatives à 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.

e des dividendes mis en paiement (a)
si ge d'exploitation en Belgique

	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
16	342	640	334	860	513	26	88	139	123	47	40	32	223	191	568	15 092
09	352	655	349	939	526	25	86	141	122	44	39	33	224	188	562	15 325
08	352	673	355	1 036	543	24	85	143	119	43	34	31	233	181	589	15 605
11	358	696	369	1 137	558	24	82	149	121	43	32	28	246	172	604	15 992
07	372	748	397	1 305	570	22	90	152	120	42	32	27	249	173	638	16 696
1 50	6 612	9 725	1 082	1 228	5 884	8 063	1 754	8 504	1 697	918	1 148	1 595	1 440	428	1 818	336 265
1 81	7 085	10 155	1 187	1 497	6 270	9 558	1 847	8 747	2 001	1 191	1 142	1 422	1 480	446	1 692	360 194
1 16	7 546	10 262	1 253	1 811	7 114	8 945	1 993	9 078	2 236	1 322	1 105	1 798	2 015	365	1 861	381 312
1 83	8 352	10 821	1 304	2 139	8 303	8 829	2 057	8 193	2 252	1 373	1 210	1 773	2 112	412	2 085	401 093
1 58	8 668	11 232	1 456	2 323	9 092	6 597	2 182	9 493	2 328	1 447	1 092	1 956	3 053	410	2 229	468 017
57	9 472	11 652	1 599	2 481	9 981	5 973	2 301	9 820	2 523	1 521	1 075	2 161	3 453	419	2 357	497 685
1 24	9 817	12 206	1 633	3 062	11194	5 845	2 349	10200	2 789	1 638	1 235	2 187	3 891	413	2 597	541 182
1 32	11205	13 223	1 713	4 007	12379	5 652	2 395	10601	22069	1 791	6 287	2 204	4 469	438	2 820	588 220
1 13	11200	15 046	1 940	4 611	13703	5 309	2 552	10965	3 189	1 637	1 194	2 233	4 606	487	3 153	641 838
36	380	93	69	145	601	67	89	709	203	109	40	33	172	1	136	22 775
31	320	173	68	174	783	— 471	148	833	301	145	50	117	236	— 32	157	25 319
—	265	368	93	123	1 025	— 390	92	793	240	98	28	150	275	24	173	25 945
62	67	— 146	66	190	972	— 726	82	663	206	111	38	73	272	10	139	21 364
55	295	115	65	88	1 219	— 418	90	550	258	130	— 21	159	402	5	143	25 722
52	430	181	34	79	1 256	— 253	17	752	296	127	50	234	553	5	106	32 902
42	575	206	67	267	1 009	— 100	46	721	305	186	—	160	552	9	133	38 747
483	803	334	45	296	1 463	— 26	102	+822	376	203	— 29	153	425	24	188	44 206
47	492	93	33	357	1 583	— 246	— 5	928	417	129	— 80	142	477	39	71	41 270
55	**403**	**157**	**60**	**191**	**1 101**	**— 285**	**73**	**752**	**289**	**138**	**8**	**136**	**374**	**9**	**138**	**30 916**
14	149	220	27	34	174	268	32	486	123	26	32	45	72	14	16	12 738
11	158	239	25	43	173	145	44	475	143	29	35	54	83	5	18	13 825
6	116	231	34	49	199	81	32	471	149	28	31	75	96	9	13	13 817
5	116	247	34	49	242	69	37	453	135	35	22	41	90	9	20	13 462
3	130	234	38	61	230	55	40	503	156	46	20	83	134	7	13	16 336
5	175	291	41	65	252	39	27	492	163	82	30	108	190	5	17	18 316
6	203	313	39	100	252	162	27	539	176	70	30	112	221	6	34	21 601
5	191	388	41	117	286	75	28	583	191	81	20	118	219	4	32	24 184
5	152	407	43	167	344	22	16	636	207	72	33	85	157	8	34	24 632
7	**154**	**286**	**36**	**76**	**239**	**102**	**31**	**547**	**160**	**52**	**28**	**80**	**140**	**7**	**29**	**17 657**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des rendements, de la dett

Sociétés ayant leur siè

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz	Industrie du cuir
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :																
1964	7,32	11,55	4,21	2,43	2,50	3,50	1,01	4,23	1,74	3,33	1,31	4,78	6,33	6,68	3,	,22
1965	7,16	10,53	4,10	2,81	2,20	4,50	1,80	5,49	1,32	3,12	0,63	4,38	5,32	7,07	3,	,02
1966	7,25	10,25	4,08	3,49	2,35	3,31	0,64	4,95	1,58	3,44	1,18	5,10	4,64	6,71	1,	,54
1967	6,80	9,68	4,01	2,93	1,96	3,10	0,55	5,24	1,40	3,34	1,19	4,53	3,98	7,29	3,	,46
1968	6,67	10,05	3,82	3,37	2,25	3,33	0,55	5,52	1,16	3,72	0,98	3,63	4,50	6,84	5,	,28
1969	6,30	10,09	3,94	4,63	2,67	3,03	0,86	5,93	1,56	3,23	0,91	4,04	4,67	7,34	5,	,52
1970	6,40	8,04	4,15	3,04	3,25	3,28	3,34	4,09	1,62	3,12	0,98	3,87	4,68	7,30	5,	,59
1971	6,99	7,70	4,39	4,57	2,91	2,82	3,80	5,63	1,37	2,67	0,45	4,29	4,26	7,75	7,	,44
1972	6,84	7,95	4,46	1,87	3,04	2,80	1,19	2,42	1,31	3,34	0,45	4,61	3,96	7,80	6,	,44
Dette obligataire (en millions de francs; fin année):																
1964	11 066	113	65 423	1 561	770	1 812	6 343	61	346	995	103	838	375	8 899	7	26
1965	11 055	118	72 548	1 515	749	1 851	6 930	58	361	933	91	690	474	12 202	8	23
1966	11 610	152	76 304	1 648	742	2 087	6 551	65	302	896	88	595	452	13 281	8	17
1967	13 129	155	88 697	1 562	782	2 365	5 603	62	286	860	99	482	561	14 230	1 3	17
1968	15 972	199	104 253	1 515	878	2 253	5 096	59	273	773	105	424	528	14 183	1 3	15
1969	20 321	6 298	112 904	2 196	845	2 095	4 354	55	273	844	103	396	483	14 618	1 2	27
1970	24 689	7 904	132 080	2 365	899	2 445	3 585	51	260	797	106	1 045	345	15 883	1 6	27
1971	25 089	7 904	132 058	2 362	883	2 416	3 585	51	252	787	100	1 046	345	15 889	1 6	27
1972	29 749	7 588	152 921	2 261	1 076	2 313	2 779	47	288	822	134	4 011	311	20 319	2 0	27
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :																
1964	50,4	64,7	65,7	48,9	24,6	36,9	97,7	67,9	42,4	51,7	18,5	60,6	84,3	82,4	9(	3,9
1965	48,8	62,2	67,1	48,1	21,8	44,4	108,4	59,3	44,3	43,0	7,7	49,4	73,3	85,6	10	5
1966	51,1	62,9	62,0	48,0	24,5	33,4	63,6	78,6	69,6	47,3	16,5	62,8	99,4	82,0	4(	—
1967	55,8	69,8	69,9	52,0	35,1	49,4	58,7	106,8	58,0	43,6	18,5	70,7	66,7	91,3	11	—
1968	53,3	60,9	64,8	55,5	39,7	57,3	63,1	166,9	81,5	44,6	40,7	70,5	72,2	88,8	10	—
1969	52,9	55,9	63,7	56,3	34,1	42,3	55,0	67,0	36,8	48,2	16,8	59,6	54,8	91,4	8	—
1970	56,3	64,5	65,4	44,4	45,8	41,3	48,7	83,7	33,7	41,7	—	55,3	53,7	87,1	10	3
1971	55,2	62,3	67,7	76,9	31,8	29,3	56,9	58,0	113,2	55,2	18,3	61,1	55,1	89,7	6	—
1972	56,4	61,5	73,7	—	50,7	31,3	51,2	62,0	32,2	44,6	—	73,7	61,1	88,9	8(	6
Moyenne 1964/1972	53,8	62,3	66,9	60,8	35,0	38,5	58,8	74,6	47,3	45,9	31,4	62,8	65,5	87,6	8	—

(a) Les données relatives à 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.

igataire et de l'autofinancement net (a)
ploitation en Belgique

Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
2,25	2,26	2,50	2,77	2,96	3,32	1,82	5,71	7,25	2,83	2,79	2,82	5,00	3,27	0,88	3,79
2,23	2,35	2,11	2,87	2,76	1,52	2,38	5,43	7,15	2,43	3,06	3,80	5,61	1,12	1,06	3,84
1,54	2,25	2,71	2,71	2,80	0,91	1,61	5,19	6,66	2,12	2,81	4,17	4,76	2,47	0,70	3,62
1,39	2,28	2,61	2,29	2,91	0,78	1,80	5,53	5,99	2,55	1,82	2,31	4,26	2,18	0,96	3,36
1,50	2,08	2,61	2,63	2,53	0,83	1,83	5,30	6,70	3,18	1,83	4,24	4,39	1,71	0,58	3,50
1,85	2,50	2,56	2,62	2,52	0,65	1,17	5,01	6,46	5,39	2,79	5,00	5,50	1,19	0,72	3,68
2,07	2,56	2,39	3,27	2,25	2,77	1,15	5,28	6,31	4,27	2,43	5,12	5,68	1,45	1,31	3,99
1,70	2,93	2,39	2,91	2,31	1,32	1,16	5,49	0,86	4,52	0,31	5,35	4,90	0,91	1,13	4,11
1,36	2,70	2,22	3,60	2,51	0,41	0,63	5,80	6,49	4,04	2,76	3,81	3,41	1,64	1,08	3,84
270	1 644	16	24	480	339	22	799	25	31	46	14	23	15	43	103 299
225	1 509	18	24	443	308	23	726	27	30	47	24	28	15	39	113 984
202	1 423	19	26	440	282	21	688	29	18	44	18	32	14	69	119 012
177	1 250	19	28	465	37	20	643	10	16	44	18	30	12	69	133 116
144	1 042	17	41	495	22	17	594	10	14	43	18	29	4	65	150 477
135	892	23	57	477	19	25	867	8	13	43	2	27	4	63	169 817
136	902	19	53	531	8	24	826	6	12	40	2	27	4	62	196 806
136	1 455	19	53	531	8	24	826	6	12	40	2	27	4	61	198 512
250	1 092	48	63	615	4	27	766	21	12	40	2	36	3	65	229 864
39,2	236,6	39,1	23,4	29,0	400,0	36,0	68,5	60,6	23,9	80,0	136,4	41,9	1 400,0	11,8	55,9
49,4	138,2	36,8	24,7	22,1	—	29,7	57,0	47,5	20,0	70,0	46,2	35,2	—	11,5	54,6
43,8	62,8	36,6	39,8	19,4	—	34,8	59,4	62,1	28,6	110,7	50,0	34,9	37,5	7,5	53,3
173,1	—	51,5	25,8	24,9	—	45,1	68,3	65,5	31,5	57,9	56,2	33,1	90,0	14,4	63,0
44,1	203,5	58,5	69,3	18,9	—	44,4	91,5	60,5	35,4	—	52,2	33,3	140,0	9,1	63,5
40,7	160,8	120,6	82,3	20,1	—	158,8	65,4	55,1	64,6	60,0	46,2	34,6	100,0	16,0	55,7
35,3	151,9	58,2	37,5	25,0	—	58,7	74,8	57,7	37,6	—	70,0	40,0	66,7	25,6	55,7
23,0	116,2	91,1	39,5	19,5	—	27,5	70,9	50,8	39,9	—	77,1	51,5	16,7	17,0	54,7
30,9	437,6	130,3	46,8	21,7	—	—	68,5	49,6	55,8	—	59,9	32,9	20,5	47,9	59,7
38,2	**182,2**	**60,0**	**39,8**	**21,7**	—	**42,5**	**72,7**	**55,4**	**37,7**	**350,0**	**58,8**	**37,4**	**77,8**	**21,0**	**57,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Sociétés belges par actions en bénéfice (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1972 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	1 918	1 642	85,6
Opérations financières et immobilières	3 486	2 203	63,2
Carrières	194	111	57,0
Charbonnages	505	375	74,3
Industrie verrière	399	240	60,2
Métallurgie du fer	1 448	777	53,7
Cimenteries et industries connexes	593	361	60,9
Assurances	810	473	58,4
Banques	1 824	950	52,1
Non ferreux	865	480	55,5
Industrie alimentaire	1 400	603	43,1
Fabrications métalliques	3 425	1 341	39,2
Industrie chimique	2 497	1 290	51,7
Céramiques	53	25	47,2
Commerce de détail	491	228	46,4
Industrie du papier	442	147	33,3
Industrie de la terre cuite commune	91	32	35,2
Industrie textile	1 132	365	32,2
Commerce de gros et extérieur	2 105	475	22,6
Autres secteurs	2 797	902	32,2
Total moyen	**26 473**	**13 059**	**49,3**

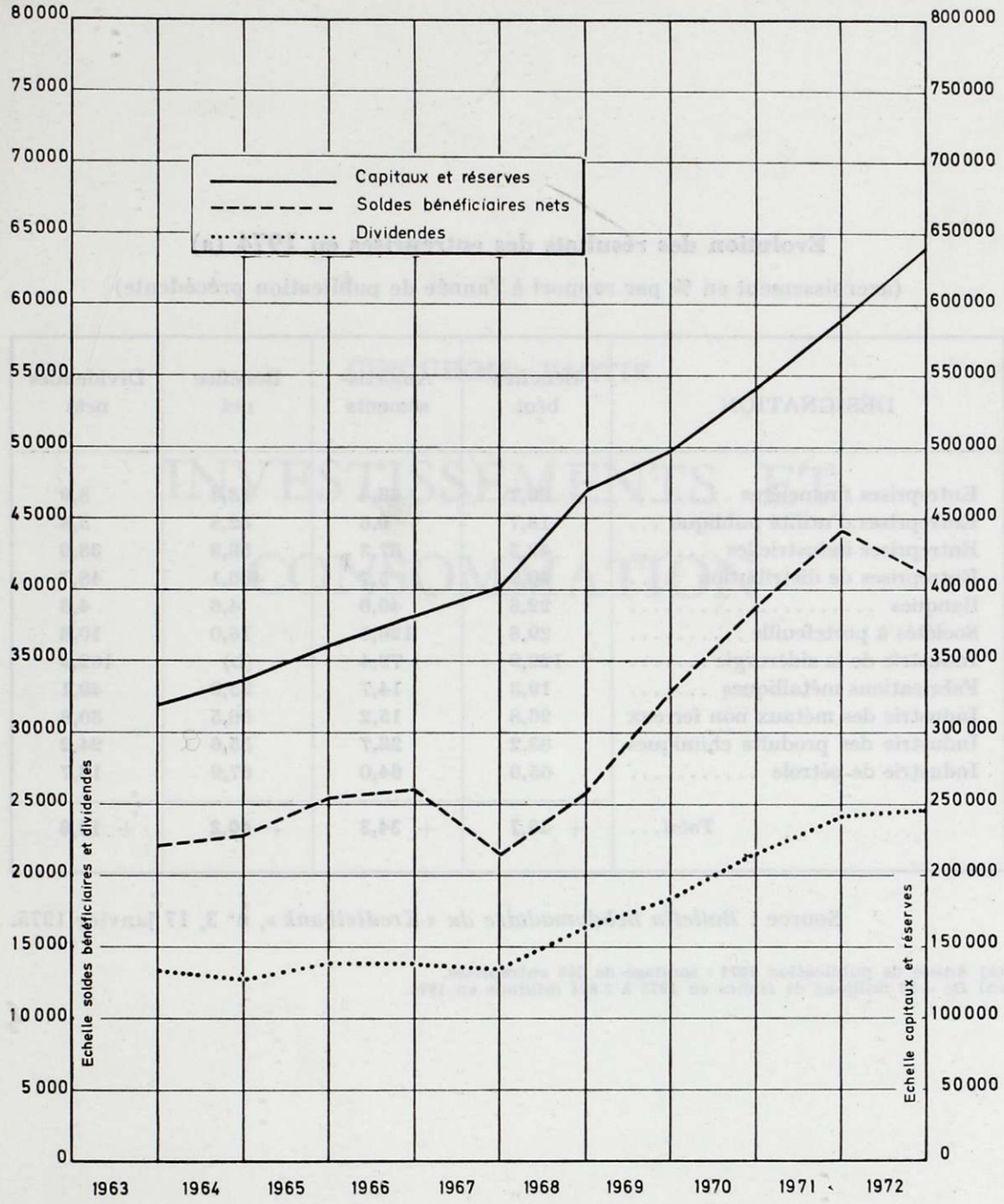
Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en perte ne sont pas reprises dans cette statistique. Les données relatives à 1973 et 1974 ne sont pas encore disponibles.

Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement

Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique

Situation à fin d'année
(en millions de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des résultats des entreprises en 1974 (a)

(accroissement en % par rapport à l'année de publication précédente)

DÉSIGNATION	Bénéfice brut	Amortissements	Bénéfice net	Dividendes nets
Entreprises financières	26,7	63,4	13,4	8,9
Entreprises d'utilité publique ...	18,7	9,6	32,8	5,8
Entreprises industrielles	42,5	37,3	53,3	33,6
Entreprises de distribution	40,9	5,7	466,1	48,7
Banques	22,8	49,0	4,6	4,3
Sociétés à portefeuille	29,8	126,6	16,0	10,3
Industrie de la sidérurgie	122,9	79,4	(b)	162,9
Fabrications métalliques	19,3	14,7	25,9	49,1
Industrie des métaux non ferreux	26,8	15,2	50,5	30,8
Industrie des produits chimiques	33,2	23,7	55,6	24,2
Industrie de pétrole	65,6	64,0	67,9	13,7
Total...	+ 36,7	+ 34,3	+ 40,2	+ 19,6

Source : *Bulletin hebdomadaire du « Kredietbank »*, n° 3, 17 janvier 1975.

(a) Année de publication 1974 : sondage de 253 entreprises.
(b) De —33 millions de francs en 1973 à 2.804 millions en 1974.

CINQUIÈME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

L'analyse des investissements qui suit s'articule autour de deux années distinctes. Dans un premier temps on procédera à la description, à partir des comptes nationaux, des investissements réalisés en 1973; dans un second temps, les estimations macro-économiques établies pour le Budget économique et les données partielles disponibles au moment de la rédaction de ce texte serviront de base pour dégager quelques tendances des investissements en 1974.

Après le ralentissement conjoncturel dont le point le plus bas a été atteint, en Belgique, au cours des premiers mois de 1972, on a assisté à une vive reprise de l'activité économique qui s'est accélérée tout au long de 1973 et de 1974. Il en est résulté, dès la seconde moitié de 1973, une accélération des dépenses d'investissement par suite d'une saturation des capacités de production alors existantes.

C'est ainsi qu'en 1973 la formation intérieure brute de capital fixe a atteint 366,4 milliards de francs à prix courants (voir tableaux-ci-après), soit une augmentation de 37,9 milliards de francs ou 11,5 % par rapport à l'année précédente contre 8,3 % en 1972, 5,7 % en 1971, 19,1 % en 1970 et 10,2 % en 1969.

A prix constants (prix de 1970) la formation intérieure brute se monte à 307,0 milliards de francs, ce qui représente une croissance de 5,4 % contre + 3,8 % en 1972, — 2,3 % en 1971, + 8,8 % en 1970 et + 5,6 % en 1969.

Cependant l'insuffisance des capacités de production ne suffit pas à elle seule à expliquer l'accroissement des immobilisations en capital fixe réalisées dans l'économie belge en 1973.

Ces toutes dernières années, en effet, nombre d'investissements industriels productifs visent à une rationalisation des processus de production en vue d'abaisser ou plus vraisemblablement de stabiliser un coût de production dont la composante salariale va croissant au fil du temps. Cette substitution progressive du « capital » au « travail » se traduit à court terme par une

accélération du rythme des dépenses en biens de production au niveau des entreprises qui se reflète en partie au niveau de la comptabilité nationale, par une croissance de la formation intérieure brute de capital fixe. Cependant ce qui amène une économie de main-d'œuvre, n'implique pas nécessairement une extension appréciable des capacités productives et par là de la production elle-même.

De plus, il faut compter sur l'importance grandissante des investissements réalisés dans les services. Si leur taux d'accroissement fut moindre en 1972 et 1973 (respectivement + 10,1 % et + 11,3 % à prix courants) que durant la période 69-71 (+ 13,1 % ; + 18,9 % ; + 18,0 %), il n'en demeure pas moins qu'il est plus élevé que dans le secteur secondaire (industries manufacturières et extractives : — 3,3 % en 1972 et + 8,8 % en 1973 à prix courants).

Enfin, la forte augmentation des immeubles d'habitation n'est pas non plus étrangère à la croissance élevée de la formation intérieure brute de capital fixe.

En dépit de l'accroissement sensible de cette composante de la demande globale, la part relative des dépenses intérieures totales consacrées à des biens d'équipement durables continue de régresser.

Ainsi, si en 1970, 22,9 % des dépenses intérieures totales (à prix courants) étaient consacrées à l'achat de biens d'équipement durables, ce rapport diminuait progressivement par la suite pour atteindre 21,2 % en 1973. A prix de 1970, le début de cette réduction progressive de l'importance des dépenses d'investissement dans l'ensemble des dépenses intérieures peut être situé plus loin, dans le passé, exception étant faite pour l'année 1970.

Aussi convient-il de ne pas se laisser aveugler par la croissance élevée de la formation intérieure brute de capital fixe réalisée en 1973, pour s'interroger sur la nécessité d'une nouvelle répartition des dépenses intérieures totales plus favorable aux investissements et plus particulièrement aux investissements productifs. Ce réajustement de perspective ne pourrait d'ailleurs méconnaître les changements structurels intervenus depuis peu dans la vie économique internationale.

L'analyse des investissements réalisés en 1973 au niveau des branches d'activité et des secteurs fait ressortir les fortes croissances enregistrées pour l'« agriculture, la sylviculture et la pêche » et les « immeubles d'habitation ». C'est ainsi que les investissements agricoles ont crû de 33,7 % à prix courants et 25,3 % à prix constants. En 1972, on avait déjà constaté un même phénomène de croissance rapide : + 36,1 % à prix courants et + 26,8 % à prix constants. Ceci peut s'expliquer par l'accélération du processus d'« industrialisation » de cette activité économique. La ferme traditionnelle cède le pas à l'exploitation agricole intégralement mécanisée ce qui nécessite des investissements importants tant en constructions nouvelles qu'en

équipements « up to date ». La hausse des prix des terrains agricoles n'est pas non plus étrangère à l'accroissement du capital agricole. La part relative de ce secteur dans la formation intérieure brute de capital fixe augmente également ces dernières années : en 1973 (2,9 % à prix constants et 3,0 à prix courants); en 1972 (2,4 à prix constants et 2,5 % à prix courants). En 1971, elle était particulièrement peu élevée (2,0 % tant à prix constants qu'à prix courants). Pour cette dernière année il faut tenir compte de l'incidence des modifications intervenues alors dans la législation sur les baux à ferme visant à assurer une stabilité de longue durée aux contrats de fermage. Il en est résulté alors chez les exploitants agricoles une tendance moindre à acquérir la propriété des terres d'exploitation.

Avec un montant de 89,6 milliards de francs en 1973 contre 70,8 milliards de francs en 1972 et 61,8 milliards en 1971, les investissements à prix courants en immeubles d'habitation poursuivent leur progression entamée en 1972. A prix constants, l'augmentation est également très sensible puisque de 8,6 % en 1972, elle passe à 16,9 % en 1973. Ces taux de progression sont les plus élevés qui aient été enregistrés depuis quelques années. On peut y voir le reflet d'un désir de protection contre l'inflation par une recherche de placements dont le rapport et la valorisation en capital ne subissent pas les effets dépréciants de la perte de pouvoir d'achat de la monnaie. Au contraire par la quasi généralisation de l'indexation des loyers et en raison de l'insuffisance d'équipement immobilier résidentiel dont souffre la Belgique, propice au développement de pratiques spéculatives en matière foncière et immobilière, de tels placements ont largement bénéficié de la vive inflation qui commencait à se faire jour au second semestre de 1973 et qui allait se poursuivre fermement en 1974.

Tant à prix constants qu'à prix courants la part des immeubles d'habitation dans la formation intérieure brute de capital fixe a augmenté en 1973 par rapport à l'année précédente (à prix constants : 21,1 % en 1972, 23,4 % en 1973; à prix courants : 21,5 % en 1972, 24,5 % en 1973). Cependant considérée sur une longue période (depuis 1967), cette part relative, en dépit de quelques légères fluctuations, s'amoindrit progressivement au fil du temps et cela tant à prix courants qu'à prix constants.

Les investissements des industries manufacturières (y compris la construction) et extractives se sont élevés, en 1973, à 89,4 milliards de francs (prix courants) et 79,2 milliards (prix constants). Ces montants représentent une progression de respectivement 8,8 % et 5,2 % par rapport à l'année antérieure. En 1972, les investissements industriels avaient régressé de 6,2 % à prix constants et 3,3 % à prix courants par rapport à 1971. Si à prix constants la part de l'ensemble des industries manufacturières et extractives dans la formation intérieure brute de capital fixe s'est maintenue (25,8 % en 1973 tout comme en 1972), à prix courants elle a régressé légèrement (24,5 % en 1973 contre 25,0 % en 1972). Une certaine stabilisation s'est donc opérée à ce niveau en 1973 par rapport aux années antérieures où l'on avait assisté à une diminution régulière de l'importance relative des in-

vestissements des industries manufacturières et extractives dans l'ensemble de la formation intérieure brute de capital fixe. Cette réduction progressive ne tient pas nécessairement à un moindre développement de tels investissements mais est également à mettre en rapport avec l'importance relative grandissante des investissements réalisés dans le secteur tertiaire.

C'est le secteur de la construction qui a connu l'accroissement le plus élevé en équipements (+ 27,6 % à prix constants et + 30,6 % à prix courants). Connexe au même type d'activité économique, la branche « terre cuite, céramique, verre et ciment » a également progressé fortement (+ 21,9 % à prix constants et + 25,7 % à prix courants). Il faut citer de même la branche « bois et meubles » qui connait depuis deux ans une augmentation considérable de ses investissements (à prix constants : en 1972, + 19,5 % et en 1973, + 28,4 %; à prix courants : en 1972, + 22,8 % et en 1973, + 32,7 %). Tout ceci ne fait que traduire l'activité intense qui a régné en 1973 dans le secteur du bâtiment et qui a entraîné une augmentation des investissements des entreprises de matériaux de construction.

La branche des « fabrications métalliques et constructions navales » avec 17,7 milliards de francs d'investissements à prix courants, a, pour la deuxième année consécutive, enregistré un accroissement de ceux-ci (à prix constants : + 7,4 % en 1972 et + 8,5 % en 1973; à prix courants : + 10,7 % en 1972 et + 12,4 % en 1973). La forte tendance à investir qui a prévalu en 1973 dans l'ensemble des secteurs de l'économie belge, n'est pas étrangère à la croissance des investissements de cette branche fondamentalement orientée vers la réalisation de biens d'équipement. De même le développement de la consommation privée de biens électro-ménagers s'est répercuté en amont sur les investissements des entreprises de construction électrique productrices des composantes de ces biens.

En dépit ou en raison de la concurrence étrangère de plus en plus âpre qui affecte les produits de l'industrie des textiles, les investissements de cette branche ont à nouveau crû de 11,2 % à prix constants et 14,6 % à prix courants; en 1972, l'augmentation avait été de respectivement 13,2 % et 16,4 %.

Si la branche « alimentation, boisson, tabac » voit le rythme de progression de ses investissements diminuer sensiblement (+ 9,4 % à prix constants en 1973 contre + 25,9 % en 1972), le niveau de ceux-ci demeure élevé de sorte que d'année en année les entreprises de cette branche accroissent leur part relative dans l'ensemble des investissements des industries manufacturières : ainsi y interviennent-elles en 1973 pour 14,3 % des investissements exprimés à prix constants (contre 13,6 % en 1972 et 10,0 % en 1971).

Deux branches importantes de l'activité industrielle belge ont connu en 1973 et cela pour la seconde année consécutive, une diminution de leurs investissements. Cependant cette réduction fut moindre qu'en 1972.

Ainsi en est-il pour la « chimie et les activités connexes » dont les dépenses en biens d'équipements ont régressé de 3,1 % à prix constants contre

34,6 % en 1972 (à prix courants : respectivement + 0,3 % et — 33,1 %). Il convient de souligner cependant que dans cette branche d'activité ainsi que dans celle des « fer, acier et métaux non ferreux », les investissements ne sont pas facilement « divisibles » et impliquent dès lors la réalisation de dépenses considérables qui ne peuvent être fragmentées ni renouvelées chaque année. Ainsi en 1970 et 1971 ces deux branches d'activité avaient-elles bénéficié d'un niveau d'investissement relativement exceptionnel.

Les industries du fer, des aciers et métaux non ferreux ont enregistré une réduction de leurs investissements de 6,3 % à prix constants (contre — 14,1 % en 1972) et de 3,7 % à prix courants (contre — 12,1 % en 1972).

Enfin dans l'industrie des vêtements et chaussures, les dépenses en biens durables ont régressé de 2,8 % à prix constants (contre une progression de 13,2 % en 1972) tandis qu'à prix courants le niveau de l'année antérieure est tout juste maintenu (+ 0,5 % contre + 19,2 % en 1972).

Avec 21,0 milliards de francs d'investissements (à prix courants) le secteur « électricité, gaz et eau » arrête la progression qu'il avait manifestée antérieurement (23,7 milliards de francs en 1972), 19,6 milliards de francs en 1971 et 15,7 milliards de francs en 1970. A prix constants, la réduction des investissements en 1973 est même sévère : — 16,0 %. Le développement limité du réseau de distribution de gaz naturel en raison des possibilités restreintes de l'offre de ce combustible essentiellement d'origine néerlandaise, ainsi que les hésitations relatives à la voie à suivre en matière d'alimentation en énergie primaire des centrales productrices d'électricité (pétrole ou nucléaire) peuvent expliquer l'arrêt de la croissance des investissements de ce secteur. Il s'en suit une réduction de l'importance relative de ses dépenses en biens d'équipement dans l'ensemble de la formation intérieure brute de capital fixe (à prix constants : 5,8 % en 1973 contre 7,3 % en 1972).

Si à prix courants le secteur des « transports, communications » et « services des pouvoirs publics » (dont la majeure partie des dépenses sont afférentes aux transports et communications) progresse quelque peu (+ 5,1 milliards de francs) par rapport à 1972, à prix constants, ses investissements sont demeurés relativement stationnaires (— 0,3 milliard de francs). Cela est dû en partie à la diminution des dépenses des pouvoirs publics en matière d'infrastructure autoroutière après le développement intensif du réseau d'autoroutes des toutes dernières années.

En raison de l'important accroissement des investissements effectués par la branche « commerce, banques et assurances », le secteur des « services », qui comprend en outre l'enseignement (libre et officiel), les professions médicales ainsi que les autres services aux ménages et aux entreprises, a progressé de 11,3 % à prix courants (+ 10,1 % en 1972) et 5,9 % à prix constants (+ 6,3 % en 1972). Pour la première fois depuis de nombreuses années les dépenses d'enseignement se sont stabilisées (14,7 milliards de

francs à prix courants contre 15,0 milliards de francs en 1972, 13,7 en 1971, 12,0 en 1970, ...).

Depuis 1972 le rythme d'accroissement des investissements dans l'ensemble des « services » a fortement baissé. Ainsi, à prix constants, après la pointe de + 9,0 % de 1969 et deux légères baisses en 1970 et 1971 (+ 8,0 % et 8,5 %) le ralentissement s'est manifesté plus clairement en 1972 et 1973 (+ 6,3 % et 5,9 %).

Dès lors assiste-t-on à une certaine stabilisation de l'importance relative des investissements du secteur tertiaire dans l'ensemble de la formation intérieure brute de capital fixe. Si, en 1970 les investissements des services intervenaient pour 16,4 % dans la formation intérieure brute de capital fixe (à prix constants), en 1971 leur contribution passait à 18,2 % pour s'y maintenir durant les deux années suivantes (18,6 % en 1972 et 18,7 % en 1973). Une certaine pause s'est donc opérée avant l'accession à un palier supérieur.

Selon les estimations établies au 3 mars 1975 par la Direction générale des Etudes et de la Documentation dans le cadre du Budget économique, en 1974, les investissements en actifs fixes atteindraient 456,4 milliards de francs, à prix courants, soit une augmentation de près de 24,6 % par rapport à 1973. Les nombreux projets d'investissement développés au sein des entreprises au cours de la phase d'expansion conjoncturelle du second semestre 1972 ont trouvé leur pleine réalisation en 1974, ce qui explique la forte progression enregistrée au cours de cette dernière année.

En outre, la persistance de fortes hausses de prix et de coûts ont incité nombre d'entreprises à accélérer la rationalisation de leurs processus de production. Enfin, en raison de l'inflation vive, les possibilités d'autofinancement des grandes entreprises se sont notablement améliorées facilitant en cela la réalisation des investissements sans passer par le financement extérieur rendu difficile suite aux mesures de politique économique restrictive de crédits.

Dès lors les investissements productifs des entreprises croitraient-ils en volume de 10,0 % et en valeur de 26,9 % pour s'établir à 274,0 milliards de francs. En 1973, ces mêmes investissements auront crû de 6,3 % en volume et de 10,6 % en valeur.

Par contre, suite à la décision gouvernementale de limiter les investissements publics de 72,5 % à 100 % selon l'échelle des priorités établies en fonction de l'importance des besoins structurels, la croissance en volume s'avère moindre qu'en 1973 alors qu'en raison de la hausse des prix et des coûts, la croissance en valeur apparait supérieure de 2 % par rapport à 1973. Le montant ainsi réalisé serait de 62,0 milliards de francs à prix courants.

Les conséquences de l'inflation et de la politique anti-inflationniste sous sa forme de restriction de crédits hypothécaires apparaîtraient dans la diminution en volume des investissements en logements (+ 13,9 % en 1974 contre + 16,9 % en 1973), accompagnée d'une augmentation en valeur : + 26,6 % en 1973 et + 34,4 % en 1974. Les dépenses afférentes à la construction de logements s'établiraient dès lors en 1974 à 120,4 milliards de francs.

Les tendances fondamentales, sous-jacentes aux estimations du Budget économique reprises ci-dessus, apparaissent dans l'évolution des indicateurs partiels des investissements réalisés en 1974, par lesquels nous poursuivons cette analyse.

Les commandes intérieures d'outillage industriel adressées au secteur national des fabrications métalliques ont progressé de 24,0 % en 1974 pour atteindre 111,3 milliards de francs. En 1973, la progression avait également été sensible (+ 22,2 %). A l'exception des machines textiles où les commandes sont en recul de 3,6 %, toutes les catégories d'outillage industriel ont haussé, parfois de façon considérable. Ainsi dans les fonderies de fer, les commandes ont augmenté de 31,9 %, dans le travail de la tôle de 22,2 %, les ponts et charpentes de 21,7 %, les machines motrices de 19,8 %, la construction mécanique de 15,4 % et les appareils de levage de 14,5 %. On notera également la progression importante dans la construction électrique (+ 24,1 %), la fine mécanique (+ 43,5 % contre un recul de 4,9 en 1973) et les appareils divers (+ 57,2 %). Les machines outils par contre connaissent une croissance moindre (+ 6,7 % contre + 34,6 %) imputable vraisemblablement au retard technologique de l'industrie belge dans ce domaine.

Le rapport des commandes d'outillage industriel en provenance du marché intérieur sur les livraisons de ces produits sur le même marché s'est établi à 105,9 % contre 109 % en 1973 et 103,5 % en 1972.

Les livraisons d'outillage indutriel se montent à 105,8 milliards de francs contre 82,3 milliards francs en 1973 soit une progression de 27,7 %. Les appareils divers (+ 37,5 %), les appareils de levage (+ 38,7 %), les ponts et charpentes (+ 31,8 %) et les fonderies de fer (+ 31,8 %) viennent largement en tête.

Mais les progressions dans le travail de la tôle (+ 27,2 %), les machines motrices (+ 26,6 %) et la construction électrique (+ 25,2 %) sont également importante. Les machines outils (+ 20,5 %), la construction mécanique (+ 20,1 %) ainsi que la fine mécanique (+ 19,0 % contre — 1,7 % en 1973) connaissent également une croissance appréciable.

Ainsi, tant les livraisons d'outilllage industriel que les commandes ont-elles progressé de façon très sensible en 1974. L'ampleur des résultats ainsi enregistrés témoigne à suffisance de la forte tendance à investir qui a prévalu durant cette année.

L'activité intense des entreprises en matière d'investissement se reflète également dans le niveau atteint par les importations de biens d'équipement. Les montants mensuels cumulés de ces importations ont été, en 1974, supérieurs de 26,8 % par rapport à ceux de l'année précédente. En dépit de la hausse mondiale des prix des produits industriels, les 159,4 milliards de francs de biens d'équipement importés représentent dès lors un accroissement appréciable du volume des équipements.

Les moteurs et investissements fixes, de loin le poste le plus important (63,5 % du total des biens d'équipement importés) progressent de 25,7 % par rapport à l'année antérieure contre 22,5 % en 1973, 4,3 % en 1972 et 17,5 % en 1971. Ils s'élèvent ainsi à 101,2 milliards de francs.

Troisième poste en importance, les appareils scientifiques augmentent de 1,8 milliard de francs (+ 30,0 %) grâce à la croissance réalisée dans les équipements médicaux (+39,0 %) et les instruments scientifiques (+ 26,4 %). On remarque que les appareils médicaux sont l'objet depuis deux ans d'une demande particulièrement élevée. Les appareils optiques et cinématographiques progressent de 25,0 % contre 24,0 % en 1973.

Si la croissance des importations de matériel de transport (+ 21,8 %) est légèrement moindre qu'en 1973 (+ 23,7 %), cela est imputable essentiellement à la baisse des importations de navires et bateaux.

Sur les 21,1 milliards de francs de matériel de transport importé 1,0 milliard de francs l'a été pour les chemins de fer (+ 35,3 % contre un recul de 55,4 % en 1973), 15,4 milliards de francs pour les voitures et camions (+ 26,3 %), 3,9 milliards de francs pour le matériel aéronautique (+ 28,1 %) et 0,8 milliard de francs pour les navires et bateaux (— 41,7 %).

Deuxième poste en importance (18,5 % du montant total), les biens d'équipement autres que ceux précités, avec 29,4 milliards de francs ont progressé de 34,3 % contre 15,1 % en 1973.

En 1974, 43 235 nouveaux bâtiments résidentiels ont été mis en chantier contre 40 834 en 1973 et 36 675 en 1972. A cela il faut ajouter les 14 308 bâtiments anciens ayant fait l'objet de transformations importantes (13 682 en 1973 et 14 913 en 1972). Si l'on replace ces réalisations dans le contexte économique de l'année 1974, on pourrait en déduire le peu d'effet de la politique restrictive en matière de crédit hypothécaire mise en place au second trimestre de l'année. Cependant il convient de remarquer qu'au second semestre le nombre de mises en chantier a considérablement ralenti au fil des mois. De plus il ne faut pas perdre de vue le jeu des délais de réponse qui prévalent dans ce secteur d'activité qu'est la construction.

Au niveau de la répartition régionale, 11 590 nouvelles habitations ont été mise en chantier en Wallonie (+ 8,1 % par rapport à 1973), 31 129 en Flandre (+ 5,1 %) et 516 à Bruxelles (+ 5,1 %). En progressant plus rapi-

dement que les autres régions, les nouvelles habitations construites en Wallonie compenseront quelque peu la vétusté légendaire de l'habitat wallon.

Les 43 235 nouvelles résidences donneront naissance à 65 289 logements dont 44 962 en Flandre, 15 029 en Wallonie et 5 298 à Bruxelles. On remarquera que le nombre moyen de logements par bâtiment résidentiel est nettement plus élevé à Bruxelles (10,3) qu'en Flandre (1,4) ou en Wallonie (1,3). La dimension moyenne de ces logements (exprimée en m^3) est plus élevée en Flandre (544,0 m^3) et en Wallonie (542,4 m^3) qu'à Bruxelles (389,9 m^3).

Tout ceci reflète la forte concentration de l'habitat à Bruxelles, constitué essentiellement d'immeubles à appartements multiples.

Depuis deux ans le nombre de nouveaux bâtiments non résidentiels commencés va diminuant. De 6 138 en 1972, il est passé à 6 050 en 1973 pour se monter à 5 916 en 1974. En 1974, la diminution a été sensible en Wallonie (— 46,5 %) et à Bruxelles (— 8,6 %) tandis qu'en Flandre on a enregistré au contraire une progression de 51,5 %. Il est à remarquer qu'un an auparavant l'évolution était totalement inverse.

En 1974, le nombre d'autorisations de bâtir des constructions résidentielles nouvelles était supérieur à l'année précédente : 54 708 contre 52 435 en 1973. Par contre pour les bâtiments non résidentiels, ce nombre est inférieur : 7 482 en 1974 contre 8 377 en 1973.

En ce qui concerne les investissements du secteur public, le montant global engagé par les départements ministériels au titre de travaux de génie civil s'est élevé, en 1974, à 17,9 milliards de francs contre 18,3 milliards en 1973. Cette réduction doit être mise en relation avec la politique anti-inflationniste menée par le gouvernement. En effet, afin de réduire l'activité trop intense, source de hausse des coûts et des prix, prévalant dans le secteur de la construction, le gouvernement a décidé une limitation des investissements publics qui n'ont été libérés qu'à concurrence de 72,5 % à 100 % selon une échelle des priorités établie en fonction de l'importance des besoins structurels

C'est ainsi que les engagements du Ministère des Travaux publics sont revenus à 7,3 milliards de francs contre 8,9 milliards en 1973 soit une diminution de 18 %. Il en a été de même pour la Santé publique (— 45,5 %) alors que les Communications et la Défense nationale ont au contraire augmenté leurs engagements en travaux de génie civil.

Les engagements du Fonds des Routes diminuent encore quelque peu (10,7 milliards de francs en 1974, contre 10,9 milliards en 1973 et 11,9 milliards en 1972) tandis que le Fonds des constructions scolaires poursuit, mais cette année de façon modérée, sa croissance (7,9 milliards de francs en 1974, 7,7 milliards en 1973, 5,3 milliards en 1972).

En 1974, les engagements de la Régie des bâtiments sont restés stationnaires (2,6 milliards de francs en 1974 et 1973 contre 4,0 milliards en 1972).

Compte tenu de la Régie des Bâtiments et du Fonds des routes, les engagements du Ministère des Travaux publics se sont élevés à 20,6 milliards de francs.

Au total les dépenses en travaux de génie civil, décidées par les différents Ministères, le Fonds des routes, le Fonds des constructions scolaires et la Régie des Bâtiments, se sont élevées à 39,6 milliards de francs contre 39,5 milliards. Etant donné la hausse élevée des coûts et des prix dans le secteur de la construction, ceci représente une diminution du volume des investissements publics de génie civil en 1974.

Les paiements effectués en 1974 par ces mêmes autorités se sont montés à 44,5 milliards de francs contre 35,9 milliards en 1973. Cet accroissement est en grande partie dû, comme pour les engagements, aux poussées inflationnistes particulièrement vives dans le secteur de la construction.

Du côté du logement social, les montants engagés par les organismes spécialisés se sont élevés à 19,1 milliards de francs (21,6 en 1973) tandis que les primes à la construction sont revenues de 4,1 milliards de francs en 1973 à 1,6 milliard en 1974.

Les investissements en travaux de génie civil, réalisés par les principaux parastataux du secteur des transports et communications, sont restés à un même niveau qu'en 1973 soit 3,7 milliards de francs.

Le total des emprunts mis à la disposition des provinces et communes par le Crédit Communal ainsi que les subsides versés par l'Etat à celles-ci se sont montés à 42,0 milliards francs contre 34,5 milliards l'année précédente, soit un accroissement de près de 21 %. En 1973, la progression avait été de 13,9 %. Ainsi d'année en année s'affirme l'importance des travaux entrepris par les autorités locales.

Les engagements des intercommunales chargées de la construction d'autoroutes ont atteint 9,5 milliards de francs en 1974 contre 11,1 milliards l'année précédente. La réduction la plus élevée est accusée par l'Intercommunale « Vereniging voor de Autosnelwegen » - Périphérie bruxelloise pour laquelle les engagements passent de 3,3 milliards en 1973 à 1,8 milliard en 1974. Tout ceci traduit l'arrivée à maturité du réseau autoroutier belge, les dépenses devant encore être effectuées visant essentiellement le perfectionnement en équipements d'appoint.

La politique économique anti-inflationniste menée par le gouvernement en 1974 s'est traduite au niveau de l'application des lois d'expansion du 17 et 18 juillet 1959 et du 30 décembre 1970 par une baisse considérable (— 30,1 %) du montant des investissements aidés en vertu de ces lois et ce, par rapport à l'année précédente : de 65,6 milliards en 1973, on est passé ainsi à 45,8 milliards de francs. En 1972, on enregistrait également un niveau modeste avec 35,7 milliards de francs contre 53,8 milliards en 1971 et 71,4 milliards en 1970 (voir tableaux annexés).

La diminution du montant des investissements bénéficiaires des lois d'expansion affecte pratiquement tous les secteurs. Seuls, l'énergie avec 112 millions de francs contre 27 millions en 1973, les métaux non ferreux avec 1 805 millions de francs contre 864 millions en 1973, les industries du textile et de la confection avec 3 760 millions de francs contre 3 748 millions et l'équipements des terrains par les pouvoirs publics (1 029 millions de francs contre 965 millions en 1973), enregistrent une croissance. Les préoccupations énergétiques de l'ère post-pétrolière expliquent le quasi quadruplement des investissements aidés dans le secteur de l'énergie, quasi quadruplement des investissements aidés dans le secteur de l'énergie. Cepedant il faut convenir que la part de ce secteur est minime, relativement à l'ensemble des investissements aidés. La croissance des investissements aidés dans le secteur des métaux non ferreux doit être mise en relation avec la valeur ajoutée élevée et la destination externe, dont on connaît le caractère déterminant pour l'obtention de ces aides, ainsi qu'avec la demande soutenue dont bénéficient les produits de ces industries. L'importance du point de vue de l'emploi de même que la nécessité de plus en plus impérieuse d'une modernisation des installations des industries du textile et de la confection afin de maintenir le caractère compétitif des produits nationaux de ce secteur face à une concurrence internationale de plus en plus serrée, rendent compte du maintien de l'aide accordée aux équipements de ces industries.

Enfin, si de nombreuses communes du royaume disposent de terrains destinés à l'aménagement industriel, rares sont encore ceux pourvus d'une infrastructure favorable à l'établissement d'entreprises. Il s'avèrera dès lors de plus en plus urgent d'y pourvoir par une augmentation des aides accordées à la réalisation de tels travaux d'équipement.

Comme durant les années précédentes, les deux principaux bénéficiaires des lois d'expansion économique demeurent les fabrications métalliques (11,3 milliards de francs ou 24,7 % du montant total des investissements aidés, contre 15,8 milliards en 1973) et la chimie proprement dite (10,1 milliards de francs ou 22,0 % du montant total, contre 11,5 milliards en 1973).

L'industrie alimentaire (5,3 milliards de francs contre 7,1 milliards en 1973) s'assure une part toujours appréciable de l'ensemble.

La sidérurgie (624 millions de francs contre 5,0 milliards en 1973) ainsi que le secteur des matériaux de construction et des industries de la construction (3,6 milliards de francs contre 7,6 milliards en 1973) ont connu une baisse très importante des investissements aidés. Relativement au premier de ces secteurs il convient toutefois de ne pas perdre de vue les montants importants des années 1969 et suivantes. Le second de ces secteurs quant à lui retrouve le niveau moyen des années antérieures à 1973, année durant laquelle le montant avait été exceptionnellement élevé.

Des 45,8 milliards de francs d'investissements bénéficiaires des lois d'expansion, 25,6 milliards de francs seront localisés en Flandre (soit 55,9 %

du montant total de 1974), 19,3 milliards de francs en Wallonie (soit 42,1 % du montant total) et le reste, soit 0,9 milliard de francs à Bruxelles-Capitale (soit 2,0 % du total). En 1973, la répartition s'était faite à raison de 48,6 % à la région flamande, 47,1 % à la région wallone et 4,3 % à Bruxelles-Capitale.

D'une année à l'autre, la réduction du montant des investissements aidés affecte plus Bruxelles-Capitale (— 66,6 %) et la Wallonie (— 37,9 %) que la Flandre (— 19,3 %). Les deux seules provinces à connaître un accroissement des investissements aidés sont le Limbourg dont le montant passe de 6,2 à 7,6 milliards de francs et le Hainaut (9,4 contre 8,4 milliards de francs en 1973). Le premier récupère dès lors petit à petit le retard accumulé au cours des années antérieures; l'augmentation dans le Hainaut peut s'expliquer par les problèmes industriels et sociaux graves dont cette province souffre depuis quelques temps déjà. Les baisses les plus sévères sont enregistrées par les provinces de Liège et de Luxembourg. Il faut cependant remarquer que la province de Liège avait bénéficié en 1973 d'un montant d'investissement aidé exceptionnellement élevé (14,3 milliards de francs en 1973 contre 4,9 milliards en 1974). La faiblesse du bilan luxembourgeois se comprend dans le contexte plus général de l'industrialisation difficile de cette province à vocation surtout agricole et touristique.

Le montant cumulé des programmes d'investissement ayant bénéficié des avantages prévus s'élevait au 31 décembre 1974 à 533,8 milliards de francs soit 306,0 milliards en Flandre (57,3 % du total), 216,0 milliards en Wallonie (40,5 %) et 11,8 milliards à Bruxelles-Capitale (2,2 %).

De ces 533,8 milliards, 151,8 ou 28,4 % concernent les industries chimiques, 126,9 ou 23,8 % relèvent des fabrications métalliques et 108,1 milliards de francs ou 20,2 % de la métallurgie; viennent ensuite les matériaux de construction (35,5 milliards de francs ou 6,7 %), les industries du textile et de la confection (34,7 milliards de francs ou 6,5 %), l'industrie alimentaire (33,8 milliards de francs ou 6,3 %), le groupe « divers », qui comprend notamment l'équipement de terrains par les pouvoirs publics (25,6 milliards de francs ou 4,8 %), l'industrie du bois, (12,1 milliards de francs ou 2,3 %), les mines et carrières (4,3 milliards de francs ou 0,8 %) et l'énergie (1,0 milliard de francs ou 0,2 %).

Les crédits afférents aux investissements aidés ont atteint, en 1974, 22,5 milliards francs dont 10,2 pour la région flamande, 11,9 pour la région wallone et 0,4 pour Bruxelles-Capitale. Le montant cumulé de ces crédits s'inscrivait à fin 1974, à 248,4 milliards de francs soit, dans l'ordre précité des régions, 135,9 milliards (54,7 %), 105,1 milliards (42,3 %) et 7,4 milliards (3,0 %).

Les décisions prises en 1974 concernant l'octroi de bonifications d'intérêt représentent pour l'Etat un engagement de dépenses pouvant atteindre 3 593 millions de francs dont les entreprises localisées en Flandre bénéficient

à concurrence de 1 128 millions (31,4 %) et celles de Wallonie pour 2 436 millions (67,8 %), Bruxelles-Capitale récoltant 29 millions (0,8 %); le montant cumulé depuis 1962 s'élève à 31,4 milliards de francs : 15,1 milliards (48,2 %) pour la Flandre, 16,0 milliards (51,1 %) pour la Wallonie et 0,2 milliard (0,7 %) pour Bruxelles-Capitale.

En outre, des primes et/ou subventions en capital d'un montant global de 1 414 millions de francs ont été accordées en 1974 à raison de 1 018 millions et 396 millions en faveur d'entreprises situées respectivement en Flandre et en Wallonie; à la fin de 1974, le montant cumulé des primes et/ou subventions en capital s'établit à 12,2 milliards de francs soit 6,0 milliards en Flandre et 6,2 milliards en Wallonie.

Dès lors le coût total pour l'Etat des bonifications d'intérêt et des primes et/ou subventions en capital se monte, en 1974, à 5 007 millions de francs dont 2 146 millions pour des entreprises établies dans la région flamande, 2 832 millions pour celles de Wallonie et 29 millions pour Bruxelles-Capitale. Cumulativement, les 43 570 millions de francs se répartissent entre les trois régions précitées comme suit : 21 068 millions (48,3 %), 22 289 millions (51,2 %) et 213 millions (0,5 %).

Les investissements étrangers décidés en 1974 ont été exceptionnellement élevés et ont atteint un montant proche de celui de 1969 (voir tableaux ci-annexés). Alors que la moyenne annuelle des toutes dernières années tournait autour des dix milliards de francs, en 1974, des sociétés étrangères ou mixtes (en partie à intérêts belges et en partie à intérêts étrangers) ont pris des décisions d'implantations en Belgique pour une valeur de 24,4 milliards de francs contre 12,4 milliards en 1973; en 1969, les investissements étrangers prévus s'élevaient à 25,1 milliards de francs, chiffre le plus élevé des dernières années.

Il faut remarquer en outre que leur nature s'est profondément modifiée : leur caractère « capitalistique » s'affirme davantage. En 1974 pour la création d'un nouvel emploi, on investira en moyenne 4,3 millions de francs contre 2,2 millions antérieurement (moyenne des années 1969 à 1973). Les investissements de 1974 donneraient naissance à un peu plus de cinq mille emplois nouveaux, ce qui représente la moyenne annuelle des dernières années à l'exception de 1969 où l'on prévoyait un peu plus de dix mille nouveaux emplois mais pour un montant beaucoup plus élevé.

La presque totalité des décisions prises concerne des investissements industriels (91,4 % du montant total contre 4,3 % pour le commerce ainsi que les services). La branche des activités des industries chimiques, pétrole et papier avec 11,0 milliards de francs récolte 45,2 % de ces investissements; en 1973, il avait été prévu des investissements pour un montant de 4,0 milliards de francs, représentant 32,7 % du montant total des investissements étrangers prévus.

L'industrie métallique accueillera des implantations nouvelles d'une valeur de 6,7 milliards de francs contre 3,4 milliards en 1973, soit 27,4 %

du montant total. Sa part relative se maintient ainsi par rapport à 1973 (27,8 % des investissements alors prévus). Les deux branches d'activité précitées ont donc connu une augmentation appréciable des implantations étrangères ou mixtes. La croissance est plus modérée dans l'industrie textile (710 millions de francs contre 599 millions en 1973) et les « autres industries » (6,0 milliards de francs contre 4,3 milliards en 1973).

Dans le secteur des services, assurément les banques et assurances ainsi que l'hôtellerie et la restauration constituent des centres d'intérêt soutenus pour les investisseurs étrangers. Les investissements prévus dans les autres activité de service (immobilier, transports, bureaux-conseils, publicité, édition et divers) sont moindres en 1974 que par le passé.

Avec des investissements pour une valeur de 12,3 milliards de francs, les Etats-Unis accentuent nettement leur prépondérance tandis que l'ensemble des pays des Communautés européennes nous assure des investissements pour un montant de 10,3 milliards de francs. Par rapport à 1973, l'importance relative des investissements en provenance de ces pays passe de 43,1 % à 42,1 % tandis que les investissements américains accroissent leur part relative (50,5 % en 1974 contre 41,3 % en 1973). La majeure partie de ceux-ci sont concentrés dans l'industrie (12,0 milliards de francs) et leur teneur en capital est très élevée (en moyenne 6,3 millions de francs par emploi créé).

La diminution de l'importance relative des investissements provenant des pays des Communautés européennes n'est pas neuve : en effet si, en 1971, 49,6 % des investissements étrangers étaient originaires de ces états (alors à six), en 1972, une première baisse se faisait jour avec 47,3 % (les Communautés comptaient dès cette année neuf états-membres), poursuivie en 1973 avec 43,1 % et en 1974 (42,1 %).

Avec 4,6 milliards de francs, la France prend la première place tandis que la République fédérale allemande passe, avec 2,3 milliards en 1973 et 321 millions en 1974, de la première à la quatrième place. On remarque en outre l'accroissement très élevé des investissements néerlandais en 1974 (4,4 milliards de francs contre 844 millions en 1973, 1,1 milliard en 1972 et 2,0 milliards en 1971). De plus, la teneur de ceux-ci en capital est élevée (2,8 millions de francs par emploi créé). Les investissements luxembourgeois ont crû également de façon appréciable et passent de 25 millions de francs en 1973 à 108 millions en 1974. La Grande-Bretagne quant à elle, se classe à la troisième place.

Les investissements japonais et suisses quoique légèrement moindres, se maintiennent dans un même ordre de grandeur qu'en 1973. Enfin, on peut noter une augmentation des investissements suédois qui progressent de 70 millions ou 40 % par rapport à l'année précédente.

Au point de vue de la répartition régionale, les investissements étrangers ou mixtes seront localisés pour 51,2 % du montant total en Flandre, la Wal-

lonie accueillant 39,2 % des implantations nouvelles et Bruxelles-Capitale 9,6 %. Ces deux dernières régions voient croître leur importance relative comme lieu de fixation des investissements étrangers ou mixtes. En 1973, la Flandre avait bénéficié de 64,5 % de ces investissements, la Wallonie de 33,4 % et Bruxelles-Capitale de 2,1 %.

Par rapport à l'année antérieure, les augmentations les plus importantes ont été réalisées dans les provinces d'Anvers pour la Flandre, de Hainaut et de Liège pour la Wallonie. Dans cette dernière région, on notera également qu'après deux années de vaches maigres, le Luxembourg bénéfice d'investissements étrangers d'une valeur de 304 millions de francs tandis qu'au Brabant wallon où aucun investissement étranger n'avait été réalisé en 1971 et 1973, les implantations nouvelles s'élèveront à 301 millions de francs.

Enfin, l'industrialisation récente du Limbourg s'est poursuivie en 1974 après le démarrage de 1973 (3,9 milliards de francs en 1974 contre 4,9 milliards en 1973, 1,4 milliard en 1972 et 338 millions en 1971).

Alors qu'à Bruxelles-Capitale, la plus grande part des investissements étrangers ou mixtes se rapportent aux commerces et services (1,4 milliard de francs pour 0,9 milliard d'investissement industriel), dans les autres régions du pays la situation est évidemment inverse : 95,3 % des investissements ainsi prévus se feront dans l'industrie en Flandre tandis qu'en Wallonie ce rapport s'élève à 99,1 %; en outre les investissements dans les secteurs du commerce et des services, nettement plus importants en Flandre qu'en Wallonie, sont concentrés dans la province d'Anvers.

La croissance des opérations de la Société Nationale d'Investissement (1), continue depuis sa constitution, a connu une accélération au cours des dernières années.

Pour faire face au rôle de plus en plus important qu'elle est amenée à jouer dans l'économie nationale et régionale, la S.N.I., par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 février 1974, a vu son capital souscrit, porté de 4 à 5 milliards de francs. A la clôture de l'exercice, le 30 septembre 1974, le capital libéré se montait à 3,9 milliards de francs. Une première tranche de capital de 350 millions de francs sera libérée au début du nouvel exercice tandis que le solde (750 millions de francs) sera appelé au fur et à mesure des besoins. En outre, le Conseil des Ministres a été saisi d'un projet de loi en vue de garantir la bonne fin d'une augmentation du capital de 2 milliards de francs, à réaliser par tranche de 500 millions de francs, selon des modalités prévues à l'article 35 de la loi d'expansion du 30 décembre 1970. Le capital de la S.N.I. serait ainsi porté à 7 milliards de francs.

(1) S.N.I., Rapports annuels 1973-1974.

En cours d'exercice, le renouvellement des moyens a été assuré également par la cession, en tout ou en partie, de onze participations d'une valeur comptable globale de 236,3 millions de francs avec une plus-value de 85 millions. Depuis sa création, la S.N.I. a cédé, intégralement ou partiellement, des participations dans 58 sociétés différentes. Le montant total des cessions effectuées depuis l'origine est de 722,2 millions de francs. La plus-value globale ainsi obtenue par rapport à la valeur comptable a été de 170,4 millions de francs.

La nature et la structure d'ensemble des interventions de la S.N.I. traduisent ses préoccupations d'intérêt public.

Le concours à l'application industrielle des innovations et à la création d'emplois qualifiés a été amplifié : outre de nombreux financements de modernisation d'entreprises et de participation à des syndicats de recherche, plus de 59 % des investissements exécutés concernent des entreprises nouvelles ou constituées récemment.

Parallèlement, une attention particulière a été portée aux régions à reconvertir ou à développer : indépendamment du financement d'entreprises nationales qui y ont des sièges ou des activités, plus de 47 % des investissements exécutés concernent directement des entreprises implantées dans de telles régions.

De plus, 45 % des sociétés financées par la S.N.I. occupent moins de 100 travailleurs et 64 % ont un chiffre d'affaires inférieur à 200 millions, ce qui témoigne à suffisance du souci de la S.N.I. de procurer aux petites et moyennes entreprises les capitaux à risque dont l'obtention leur est souvent difficile.

Enfin, trois quart des sociétés financées sont directement exportatrices, ce qui représente un concours indirect appréciable de la S.N.I. à l'équilibre de nos comptes extérieurs.

On trouvera dans les tableaux qui suivent une répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1974.

Au cours de l'exercice écoulé 25 interventions ont été décidées pour un total de 1 397 millions de francs dont 621,5 millions en actions et 775,5 millions en obligations convertibles, ce qui représente une croissance de 45 % du montant des investissements décidés par rapport à l'exercice 72-73. D'autre part, 27 interventions ont été exécutées pour un total de 1 113,6 millions de francs (662,1 millions en actions et 451,5 millions en obligations convertibles). La proportion des obligations convertibles (37,7 %) dans le portefeuille a été légèrement accrue par rapport à l'exercice précédent (35 %). Depuis sa constitution, la S.N.I. a décidé 238 interventions dans 154 sociétés différentes pour un montant total de 6 277 millions de francs. De ces décisions, 230 ont été exécutées pour un montant global de 5 387,7 millions de francs, investis dans 147 sociétés différentes.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1974 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ (b)	Montants	
	en millions de francs	en %
Alimentation	55,2	1,43
Textile	133,0	3,45
Industrie de la fibre de verre	76,5	1,98
Bois et plastique	87,1	2,26
Papier et imprimerie	285,8	7,41
Cuir	12,0	0,31
Industrie chimique	409,5	10,62
Industrie métallique de base	680,2	17,64
Fabrications métalliques	395,4	10,25
Industrie des produits minéraux (autres que des dérivés du pétrole et du charbon)	—	—
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	5,1	0,13
Construction et matériaux de construction	188,6	4,89
Energie	427,9	11,10
Transports	365,3	9,47
Financement spécialisé	489,5	12,69
Autres services et industries	245,4	6,37
Total...	**3 856,5**	**100,00**

Source : Société Nationale d'Investissement.

(a) Les données ne sont pas encore disponibles au-delà de cette date.
(b) D'après le classement de l'Institut national de Statistique.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1968	1969 (a)	1970	1971	1972 (a)	1973 (a)	1974	Total (b)
Mines et carrières	88	351	269	83	903	684	237	4 267
Energie	—	342	34	163	65	27	112	1 036
Métallurgie	4 896	14 297	13 072	8 142	5 380	5 879	2 430	108 101
Sidérurgie	*4 711*	*12 623*	*11 108*	*6 201*	*4 838*	*5 015*	*624*	*95 668*
Métaux non ferreux	*185*	*1 674*	*1 963*	*1 940*	*542*	*864*	*1 805*	*12 433*
Fabrications métalliques	5 248	8 620	19 436	9 516	12 940	15 851	11 331	126 903
Industries chimiques	15 306	13 260	26 814	18 605	4 443	16 455	13 058	151 791
Chimie proprement dite	*7 284*	*11 263*	*9 975*	*13 775*	*2 256*	*11 457*	*10 082*	*95 118*
Pétrole	*5 755*	*13*	*11 041*	*2 575*	*864*	—	—	*26 831*
Caoutchouc	*649*	*658*	*1 142*	*167*	*231*	*269*	*207*	*5 632*
Papier et impression	*1 618*	*1 326*	*4 657*	*2 088*	*1 092*	*4 729*	*2 769*	*25 211*
Industries du textile et de la confection	3 612	3 415	4 216	3 415	2 696	3 748	3 760	34 681
Industrie alimentaire	2 173	1 655	2 181	6 339	2 810	7 110	5 285	33 764
Industrie du bois	928	1 293	1 053	952	1 056	2 677	2 275	12 170
Matériaux de construction, etc.	4 391	3 853	2 695	2 666	2 748	7 604	3 634	35 561
Matériaux, verre	*3 678*	*3 108*	*1 827*	*1 940*	*2 443*	*6 526*	*3 090*	*29 986*
Industrie de la construction	*713*	*745*	*867*	*726*	*305*	*1 078*	*544*	*5 575*
Divers	2 273	2 268	1 599	3 965	2 636	5 557	3 705	25 587
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*1 263*	*1 511*	*1 067*	*1 155*	*550*	*965*	*1 029*	*8 659*
Total ...	38 915	49 353	71 369	53 845	35 677	65 593	45 826	533 833

(a) Données revisées.
(b) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION	1968	1969 (a)	1970 (a)	1971 (a)	1972 (a)	1973 (a)	1974		Total (b)	
							Millions de francs	%	Millions de francs	%
Anvers	6 384	12 304	15 930	12 206	5 339	7 925	6 828	14,9	103 092	19,3
Flandre occidentale	2 720	4 421	3 513	5 414	2 567	4 978	3 346	7,3	35 445	6,6
Flandre orientale	10 915	6 526	12 893	9 932	5 484	9 171	5 756	12,6	91 432	17,1
Limbourg	1 272	2 664	8 650	4 223	1 761	6 232	7 600	16,6	53 178	10,0
Brabant flamand	1 373	920	2 533	6 303	2 054	3 397	2 068	4,5	22 895	4,3
Région flamande	*22 665*	*26 835*	*43 519*	*38 079*	*17 205*	*31 703*	*25 598*	*55,9*	*306 042*	*57,3*
Hainaut	8 491	9 676	14 944	8 302	10 963	8 449	9 407	20,5	98 786	18,5
Liège	4 108	8 363	5 860	4 354	4 026	14 280	4 937	10,8	75 971	14,2
Luxembourg	413	101	1 090	165	272	1 236	415	0,9	5 723	1,1
Namur	1 909	1 380	388	1 075	490	5 264	2 727	6,0	16 670	3,1
Nivelles (arrond.)	1 073	2 769	3 967	670	2 412	1 802	1 788	3,9	18 904	3,6
Région wallonne	*15 994*	*22 289*	*26 247*	*14 566*	*18 163*	*31 031*	*19 274*	*42,1*	*216 053*	*40,5*
Bruxelles-Capitale	*256*	*229*	*1 602*	*1 201*	*309*	*2 858*	*954*	*2,0*	*11 737*	*2,2*
Le Royaume...	**38 915**	**49 353**	**71 369**	**53 845**	**35 677**	**65 593**	**45 826**	**100,0**	**533 833**	**100,0**

(a) Données révisées.
(b) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1970	1971	1972	1973	1974		Total de 1959 à 1974	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Industrie métallique	2 653	3 738	3 075	3 437	6 686	27,4	49 703	28,9
Industries chimiques, pétrole et papier	3 412	4 478	3 702	4 046	11 023	45,2	78 750	45,7
Industrie textile	378	356	504	599	710	2,9	12 555	7,3
Autres industries	1 972	1 701	4 058	4 287	5 965	24,5	31 123	18,1
Total...	8 410	10 273	11 339	12 369	24 384	100,0	172 131	100,0
dont :								
industrie	*6 822*	*8 884*	*9 525*	*9 560*	*22 290*	*91,4*	*152 894*	*88,8*
commerce	*493*	*382*	*510*	*891*	*1 038*	*4,3*	*19 237*	*11,2*
services	*1 095*	*1 007*	*1 304*	*1 918*	*1 056*	*4,3*		

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1970	1971	1972	1973	1974		Total de 1959 à 1974	
					Données absolues	%	Données absolues	%
R.F. d'Allemagne ..	1 183	1 309	1 512	2 328	321	1,3	21 026	12,2
France	1 820	1 781	2 737	1 201	4 620	18,9	17 456	10,1
Italie	18	13	8	168	180	0,7	622	0,3
Luxembourg	21	34	2	25	108	0,5	442	0,2
Pays-Bas	511	1 966	1 109	844	4 449	18,3	16 203	9,4
Grande-Bretagne ...	*(813)*	*(948)*	*(1 304)*	740	557	2,3	1 297	1,0
							(7 573)	*(4,4)*
Danemark	—	*(4)*	*(5)*	23	35	0,1	58	—
							(35)	(—)
Irlande	—	—	—	1	1	—	2	—
C.E.E. (a)...	**3 553**	**5 103**	**5 368**	**5 330**	**10 271**	**42,1**	**57 106**	**33,2**
Etats-Unis	2 220	3 597	1 628	5 109	12 316	50,5	87 807	51,0
Japon	796	31	137	604	555	2,3	2 253	1,3
Suède	4	71	834	173	243	1,0	2 270	1,3
Suisse (b)	471	255	40	547	414	1,7	2 427	1,4
Autres pays	553	264	2 023	606	585	2,4	12 700	7,4
Total...	**8 410**	**10 273**	**11 339**	**12 369**	**24 384**	**100,0**	**172 131**	**100,0**

(a) Données entre parenthèses non comprises.
(b) Données rectifiées pour 1969.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1971	1972	1973	1974	
				Données absolues	%
Anvers	2 301	3 365	787	6 385	26,2
Flandre occidentale	101	403	315	112	0,5
Flandre orientale	273	749	632	1 795	7,4
Limbourg	338	1 377	4 069	3 961	16,2
Brabant flamand	658	189	369	217	0,9
Région flamande	*3 671*	*6 083*	*6 172*	*12 470*	*51,2*
Hainaut	2 340	205	1 077	5 181	21,2
Liège	2 171	534	656	3 654	15,0
Luxembourg	47	—	—	304	1,3
Namur	396	342	1 450	125	0,5
Brabant wallon	—	46	—	301	1,2
Région wallonne	*4 954*	*1 127*	*3 183*	*9 565*	*39,2*
Bruxelles-Capitale	*260*	*2 315*	*205*	*2 349*	*9,6*
Le Royaume...	**8 885**	**9 525**	**9 560**	**24 384**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Investissements dans l'ensemb

Défense nationa

(en millions de fran

DÉSIGNATION	1964	1965	1966
1. Agriculture, sylviculture et pêche	4 921	5 344	6 052
2. Industries extractives	1 988	1 974	1 686
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*900*	*671*	*500*
b) Autres industries extractives	*1 088*	*1 303*	*1 186*
3. Industries manufacturières	40 698	46 289	54 264
a) Alimentation, boissons, tabac	*5 392*	*5 248*	*5 885*
b) Textiles	*3 148*	*3 176*	*3 670*
c) Vêtements et chaussures	*1 376*	*1 142*	*1 200*
d) Bois et meubles	*1 398*	*1 192*	*1 460*
e) Papier, impression, édition	*2 603*	*2 549*	*2 584*
f) Chimie et activités connexes	*5 843*	*7 565*	*11 783*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*3 389*	*3 474*	*3 728*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*7 933*	*9 720*	*8 812*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*8 616*	*11 123*	*13 942*
j) Activités diverses n.d.a.	*1 000*	*1 100*	*1 200*
4. Construction	5 114	5 541	6 506
5. Electricité, gaz et eau	7 761	9 386	11 403
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	67 628	74 376	74 600
a) Commerce, banque et assurances	*15 400*	*15 650*	*18 100*
b) Immeubles d'habitation	*52 228*	*58 726*	*56 500*
7. Transports et communications	15 361	18 618	20 677
a) Transports par voie ferrée	*4 497*	*4 515*	*5 804*
b) Transports par route	*1 060*	*1 030*	*1 199*
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*5 776*	*7 829*	*7 284*
d) Transports aériens	*619*	*1 165*	*1 447*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*3 409*	*4 079*	*4 943*
8. Services	27 073	23 796	29 228
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	*15 819*	*12 374*	*15 290*
b) Enseignement	*7 354*	*7 362*	*9 038*
c) Autres	*3 900*	*4 060*	*4 900*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**170 544**	**185 324**	**204 416**
9. Variations de stocks	*11 005*	*4 408*	*7 679*
a) Cheptel	*305*	*1 106*	*179*
b) Autres stocks	*10 700*	*3 302*	*7 500*
Total (de 1 à 9)	**181 549**	**189 732**	**212 095**
Adaptation statistique	967	—	1 355
Formation intérieure brute de capital	**182 516**	**189 732**	**213 450**

(a) Données adoptées aux résultats du tableau « Entrées - Sorties » élaboré sous les auspices de la C.E.E. Les donn pour 1974 ne sont pas encore disponibles.

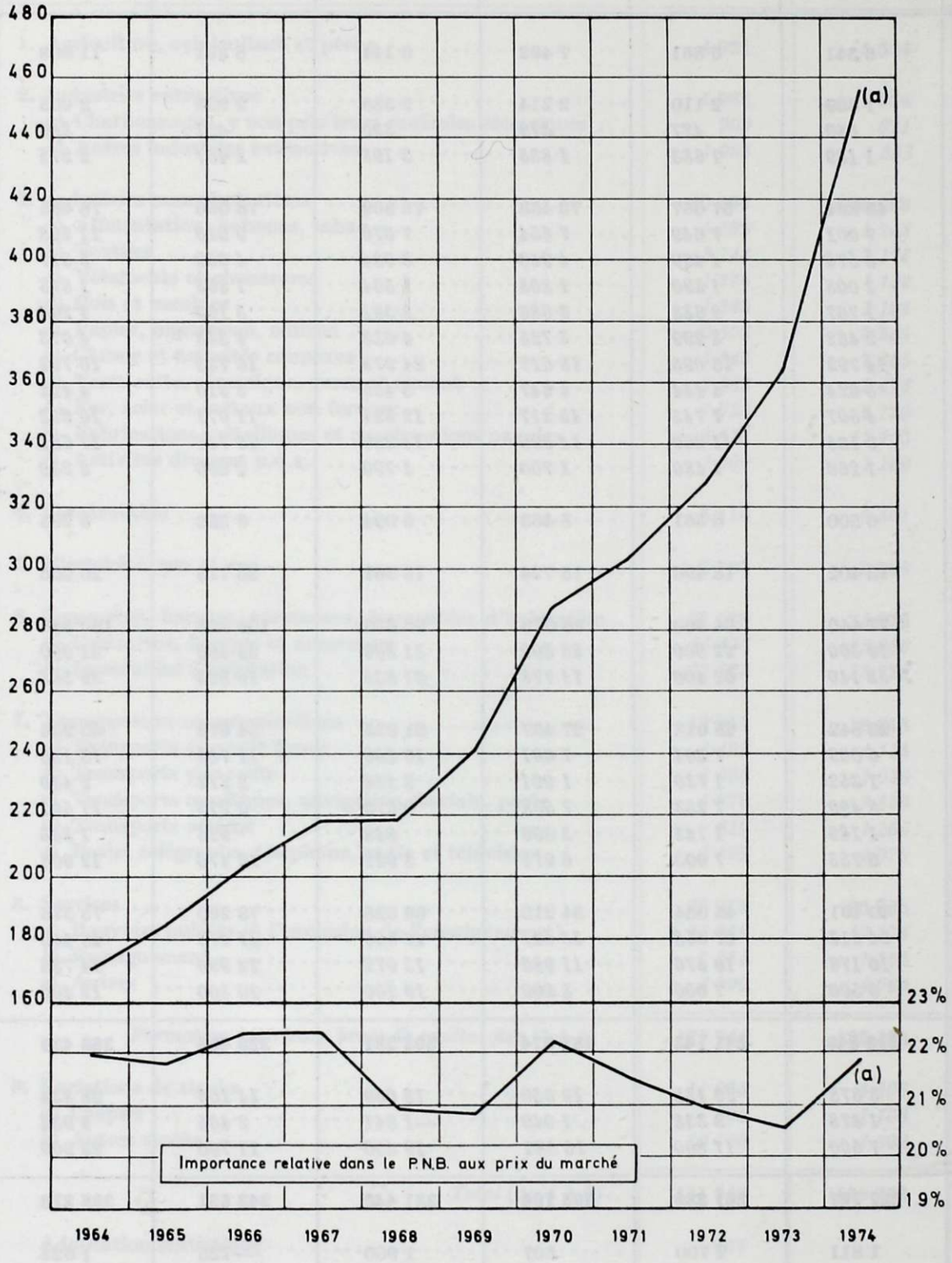
l'économie (a)

clue
prix courants)

1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
5 798	6 341	6 861	7 492	6 141	8 331	11 068
1 555	1 869	2 110	2 214	2 588	2 828	2 605
570	*680*	*427*	*379*	*390*	*421*	*330*
985	*1 189*	*1 683*	*1 835*	*2 198*	*2 407*	*2 275*
54 039	49 264	57 667	73 453	76 869	73 096	78 485
6 197	*7 001*	*7 649*	*7 654*	*7 670*	*9 920*	*11 228*
3 286	*3 578*	*4 469*	*4 946*	*3 984*	*4 639*	*5 317*
1 181	*1 008*	*1 590*	*1 808*	*1 564*	*1 865*	*1 875*
1 402	*1 767*	*2 638*	*2 688*	*2 581*	*3 169*	*4 204*
3 217	*2 462*	*3 299*	*3 725*	*4 033*	*4 348*	*4 073*
18 215	*14 792*	*13 095*	*18 672*	*24 975*	*16 738*	*16 792*
3 523	*3 624*	*4 444*	*4 647*	*3 455*	*3 510*	*4 412*
5 243	*4 607*	*7 743*	*13 217*	*12 591*	*11 071*	*10 652*
10 475	*9 165*	*11 260*	*14 396*	*14 226*	*15 746*	*17 692*
1 300	*1 260*	*1 480*	*1 700*	*1 790*	*2 090*	*2 240*
6 942	6 500	6 561	8 463	6 024	6 352	8 295
14 951	13 402	13 496	15 724	19 561	23 718	20 906
77 253	77 440	84 400	98 078	93 635	106 223	130 568
18 000	*19 300*	*22 000*	*26 300*	*31 800*	*35 400*	*41 000*
59 253	*58 140*	*62 400*	*71 778*	*61 835*	*70 823*	*89 568*
23 651	23 842	25 013	27 437	31 935	34 678	40 936
5 327	*6 069*	*7 304*	*7 681*	*10 360*	*11 732*	*13 136*
1 285	*1 352*	*1 730*	*1 921*	*2 132*	*2 272*	*2 440*
8 769	*8 499*	*7 233*	*7 508*	*9 673*	*9 275*	*11 501*
1 751	*1 189*	*1 743*	*3 356*	*848*	*923*	*1 853*
6 519	*6 733*	*7 003*	*6 971*	*8 922*	*10 476*	*12 006*
34 447	40 191	45 034	54 213	66 628	73 260	73 576
19 859	*24 513*	*27 458*	*33 427*	*42 856*	*47 470*	*46 450*
9 188	*10 178*	*10 576*	*11 986*	*13 672*	*14 990*	*14 726*
5 400	*5 500*	*7 000*	*8 800*	*10 100*	*10 800*	*12 400*
218 636	**218 849**	**241 142**	**287 074**	**303 381**	**328 486**	**366 439**
5 272	*8 878*	*20 138*	*19 630*	*18 059*	*14 165*	*28 834*
872	*1 378*	*2 338*	*1 049*	*—1 341*	*2 465*	*4 934*
4 400	*7 500*	*17 800*	*18 581*	*19 400*	*11 700*	*23 900*
223 908	**227 727**	**261 280**	**306 704**	**321 440**	**342 651**	**395 273**
— 296	1 811	2 700	807	1 900	— 725	1 624
223 612	**229 538**	**263 980**	**307 511**	**323 340**	**341 926**	**396 897**

Source : Institut National de Statistique.

Formation intérieure brute de capital
Défense nationale et variations de stocks exclues
(en milliards de francs - à prix courants)



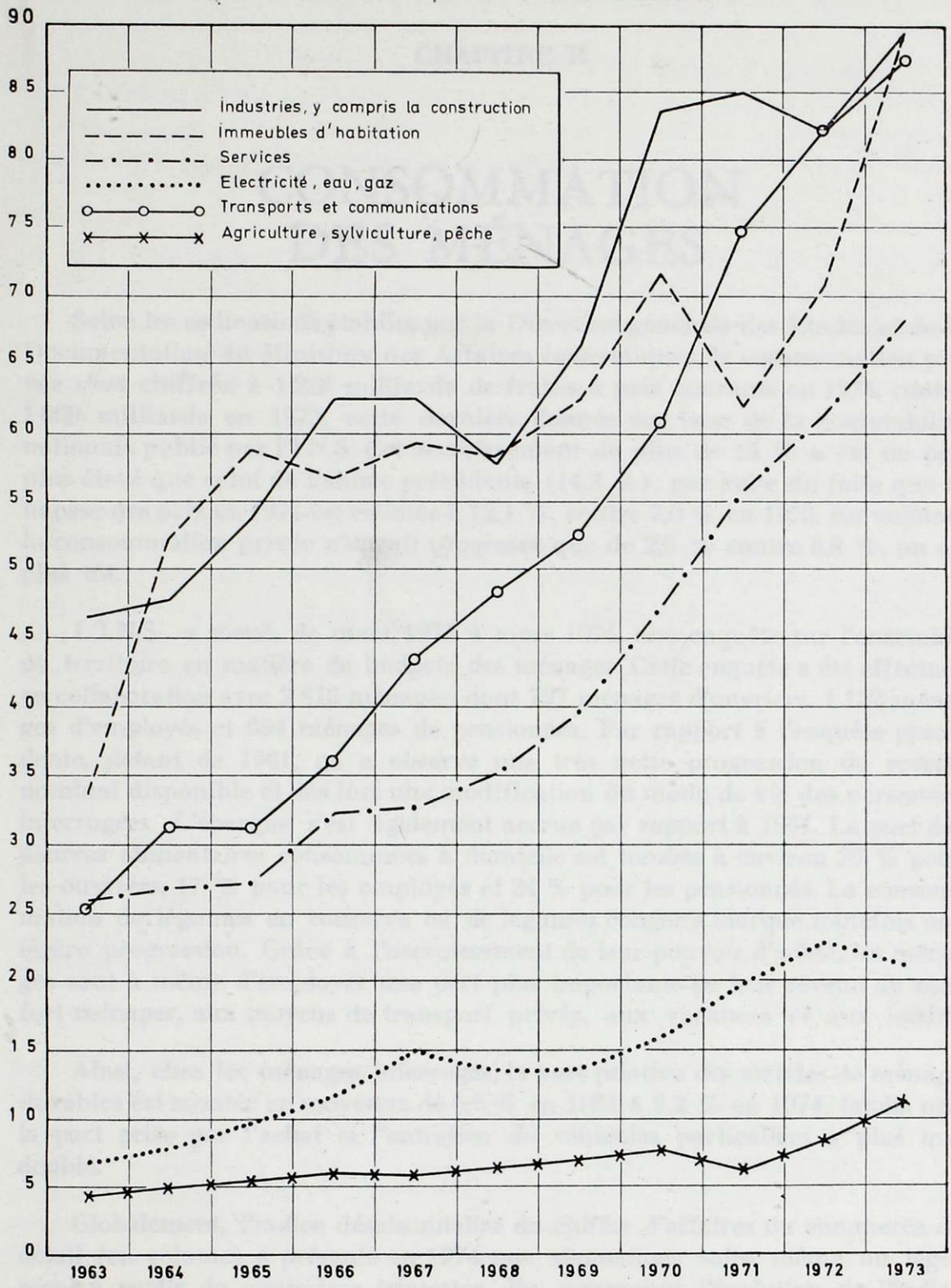
Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation pour 1974.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

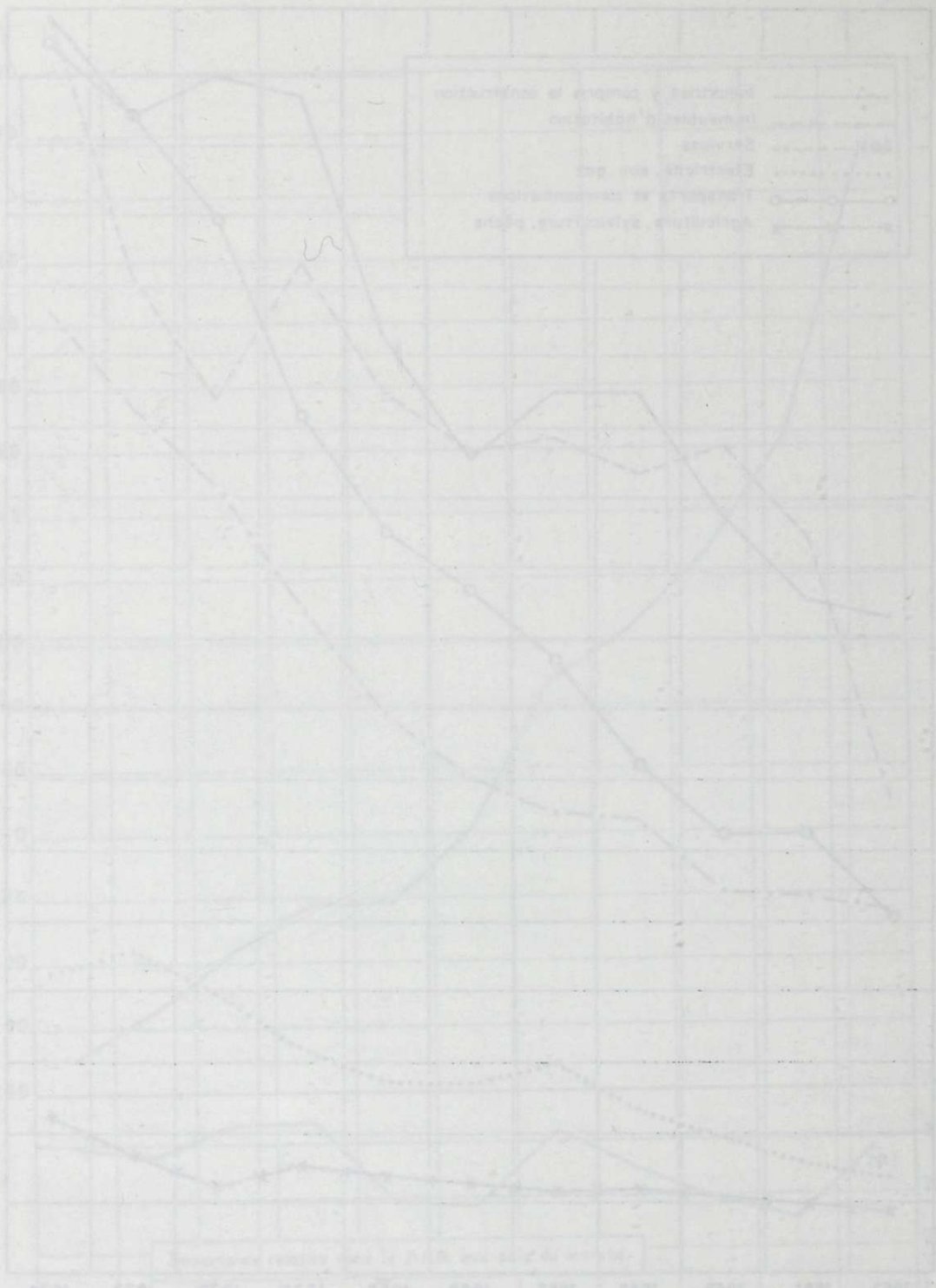
Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l'« Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.



CHAPITRE II

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Selon les estimations établies par la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques, la consommation privée s'est chiffrée à 1 228 milliards de francs à prix courants en 1974, contre 1 069 milliards en 1973, cette dernière donnée sur base de la comptabilité nationale publié par l'I.N.S. Cet accroissement de plus de 15 % a été un peu plus élevé que celui de l'année précédente (14,3 %), par suite du faite que la hausse des prix en 1974 est estimée à 12,1 %, contre 7,0 % en 1973. En volume, la consommation privée n'aurait progressé que de 2,5 % contre 6,8 %, un an plus tôt.

L'I.N.S., a mené, de mars 1973 à mars 1974, une enquête sur l'ensemble du territoire en matière de budgets des ménages. Cette enquête a été effectuée en collaboration avec 2 613 ménages, dont 797 ménages d'ouvriers, 1 122 ménages d'employés et 694 ménages de pensionnés. Par rapport à l'enquête précédente, datant de 1961, on a observé une très nette progression du revenu nominal disponible et dès lors une modification du mode de vie des personnes interrogées. L'épargne s'est également accrue par rapport à 1961. La part des denrées alimentaires consommées à domicile est tombée à environ 25 % pour les ouvriers, 17 % pour les employés et 24 % pour les pensionnés. La consommation de légumes en conserve ou de légumes congelés marque toutefois une légère progression. Grâce à l'accroissement de leur pouvoir d'achat, les ménages sont à même d'employer une part plus importante de leur revenu au confort ménager, aux moyens de transport privés, aux vacances et aux loisirs.

Ainsi, chez les ménages interrogés, la part relative des articles de ménage durables est montée en moyenne de 5,6 % en 1961 à 8,2 % en 1974, tandis que la part prise par l'achat et l'entretien de véhicules particuliers a plus que doublé.

Globalement, l'indice désaisonnalisé du chiffre d'affaires du commerce de détail (en volume) a présenté en 1974 une stagnation, voire même un léger recul à partir du quatrième trimestre. En comparant l'évolution de l'indice des ventes, établi par l'I.N.S., en 1974 et en 1973, on constate pour le premier trimestre une progression de 5,0 % en volume, de 3,8 % pour le deuxième, de 4,4 % pour le troisième trimestre, et une légère décroissance de 0,5 % pour le quatrième.

Il y a lieu de tenir compte toutefois, du fait qu'au cours du quatrième trimestre de 1973 on a assisté à des achats spéculatifs importants, à la suite de l'embargo pétrolier décrété à cette époque.

Par rapport à l'année 1973, la croissance des ventes (en valeur) s'est inscrite à 19 % pour les articles d'ameublement et de ménage, à presque 17 % pour les articles de textile et d'habillement et à 12 % pour les produits alimentaires : quant à la rubrique « autres articles » l'accroissement a atteint presque 17 %.

L'analyse des ventes selon la forme distribution fait apparaître que les supermarchés et les entreprises de détail à succursales multiples viennent en premier lieu avec une progression de 19 % par rapport à 1973, suivis par les petites entreprises de détail avec une augmentation de 16% et les grands magasins avec 14,5 %. Les ventes des coopératives de consommation sont demeurées au même niveau qu'un an plus tôt, ce qui, exprimé en volume, revient à un recul.

En ce qui concerne plus spécialement les grands magasins, la demande la plus importante a été enregistrée dans les sections des articles de ménage et d'ameublement, où les ventes ont avancé de presque 20 %, contre 14 % environ en 1973. Les ventes de tabac et d'articles pour fumeurs se sont accrues de presque 20 %, tandis qu'une progression d'environ 15 % a été observée dans les sections de la parfumerie et des articles de toilette, des jouets, des articles de sport et de voyage, de papeterie et de librairie, ainsi que de photographie.

Pour les supermarchés, deux catégories de produits seulement font l'objet de l'établissement d'un indice, à savoir les denrées alimentaires non périssables et produits divers, et les denrées alimentaires périssables; dans la première catégorie, l'augmentation des ventes a été du même ordre que celle de l'année précédente; en 1974, les ventes de denrées alimentaires périssables se sont accrues de 20 %, contre 29 % l'année antérieure. Les taux de croissance précités se révèlent toutefois moins avantageux après correction pour hausse de prix au cours de l'année écoulée.

La consommation de viande, qui joue un rôle important dans le budget des ménages, prend presque 8 % d'un budget domestique moyen, soit 36 % des dépenses destinées à l'alimentation. Selon les données fournies par le Ministère de l'Agriculture, la consommation totale de viande en Belgique a atteint 913 000 t en 1974, soit un accroissement de 5,8 % par rapport à l'année précédente au cours de laquelle il ne s'était inscrit qu'à 4,9 %. La consommation moyenne de viande par ménage est donc plus élevée qu'un an auparavant.

En 1974, la demande de voitures a continué à fléchir : 335 940 nouvelles voitures ont été immatriculées, contre 340 942 l'année antérieure, lorsque l'avance du nombre d'immatriculations ne s'élevait déjà plus qu'à 1,6 %. La

chute de 1,5 % observée en 1974 doit être attribuée principalement à l'incertitude de la situation et aux hausses des prix intervenues dans le secteur du pétrole. Une influence négative a également été exercée par le nouveau durcissement de la réglementation sur les ventes à tempérament appliquée depuis le 2 juillet 1974 et imposant un acompte minimum de 50 % du prix de catalogue d'une voiture.

La part du crédit total, destinée à l'achat à tempérament de voitures est tombée, en 1974, de 47,6 % à 41,1 %. Par contre, l'importance relative des articles ménagers et de l'équipement professionnel est passée respectivement de 24,9 % à 25,6 % et de 10,4 % à 13,5 %. La part la plus faible des crédits accordés concerne les services (dont voyages, réparation de voitures, etc.).

A la demande de la Commission des Communautés européennes, la neuvième enquête conjoncturelle a été effectuée en janvier 1975 auprès de 40 000 ménages, choisis parmi les différents pays membres. En général, les interrogés pensent que la situation économique a continué à se détériorer à partir du quatrième trimestre de 1974. Lors de cette dernière enquête cependant, la plupart des consommateurs étaient moins pessimistes que pendant la précédente. La proportion du nombre de ménages (du moins au niveau européen) qui s'attendent à des hausses moins fortes de prix, a augmenté; ce seul fait peut déjà renfermer le germe d'un ralentissement du rythme d'inflation. En Belgique toutefois — comme d'ailleurs aux Pays-Bas et au Royaume-Uni — on observe une recrudescence des ménages convaincus que la situation s'est, à l'heure actuelle, notablement détériorée par rapport à il y a douze mois. Par contre, une part croissante de personnes interrogées ne pense pas que leur situation financière se dégradera d'ici douze mois. Cette mentalité peut avoir une incidence favorable sur la consommation privée dans les mois à venir.

*
* *

Ventes à la consommation (a)

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1964 = 100)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974
Grands magasins :			
Indice général	**184**	**205**	**236**
Alimentation	*191*	*212*	*237*
périssable	174	193	216
non périssable	220	250	283
restaurant	174	171	181
Textile et articles d'habillement	*149*	*167*	*188*
aunages	40	34	34
dessus hommes et garçonnets	271	299	326
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	202	232	266
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	132	149	167
mercerie, rubans, patrons	122	126	137
chaussures, pantoufles	183	213	250
articles divers de parure	116	126	147
Ameublement	*156*	*178*	*213*
textiles	147	159	186
meubles, lustrerie, ornementation	164	194	237
Ménage	*200*	*227*	*272*
articles de ménage	177	198	232
appareils ménagers et électroménagers	218	249	303
Tabacs, articles pour fumeurs	*372*	*422*	*509*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*238*	*263*	*304*
librairie	287	332	399
papeterie	210	230	262
articles de photographie et de cinématographie	361	388	456
Parfumerie, toilette	*253*	*284*	*328*
Jeux, jouets, sports, voyages	*226*	*248*	*286*
Ventes en libre service :			
Indice général	**545**	**670**	**799**
Ventes en supermarchés	*515*	*640*	*775*
alimentation périssable	497	641	771
alimentation non périssable et produits divers	529	640	778
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*685*	*803*	*891*
Coopératives de consommation :			
Indice général	**121**	**118**	**117**
Boulangerie	*106*	*106*	*107*
Alimentation (sauf boulangerie)	*117*	*113*	*107*
Habillement	*103*	*91*	*96*
Ameublement	*76*	*70*	*59*
Articles de ménage	*128*	*140*	*125*
Tabacs	*94*	*113*	*103*
Librairie-papeterie	*36*	*14*	—
Parfumerie, articles de luxe	*78*	*54*	*49*
Restaurant, tea-room	*98*	*76*	*65*
Divers	*196*	*206*	*223*
Entreprises à succursales :			
Alimentation générale	*462*	*556*	*664*
Produits non alimentaires	*242*	*266*	*317*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

Ventes à la consommation en 1974 (a)
(1966 = 100)

MOIS	Petit commerce de détail (c)	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)	Ventes en supermarchés (b)	Total du commerce de détail (c)
Janvier	159	171	102	343	294	180
Février	153	164	95	329	293	174
Mars	175	188	111	387	335	200
Avril	186	193	108	385	340	209
Mai	195	202	106	400	353	219
Juin	193	203	103	382	350	215
Juillet	178	210	101	395	366	206
Août	173	198	104	391	382	201
Septembre	189	199	99	399	343	213
Octobre	203	218	111	462	375	232
Novembre	181	233	100	425	393	213
Décembre	235	280	117	505	444	268

Source : Institut National de Statistique.

(a) Indice mensuel du chiffre d'affaires en valeur publié à partir de 1969.
(b) Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel. Les chiffres d'affaires des supermarchés à grandes surfaces sont compris dans les données, respectivement des grands magasins, des coopératives de consommation et des magasins à succursales.
(c) Données provisoires.

Ventes à la consommation en 1974
Produits alimentaires
(mois correspondant de 1973 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation						Indice des prix à la consommation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix à la consommation					
	Petit commerce de détail (a)	Grands magasins	Coopératives	Succursales	Supermarchés (c)	Total (b) (c)		Petit commerce de détail (a)	Grands magasins	Coopératives	Succursales	Supermarchés (c)	Total (b) (c)
Janvier	110	112	96	120	117	113	107	103	105	90	112	109	106
Février	106	108	97	118	118	113	107	99	101	91	110	110	106
Mars	105	111	95	116	119	110	108	97	103	88	107	110	102
Avril	113	108	101	118	123	117	108	105	100	94	109	114	108
Mai	107	115	99	123	126	116	108	99	106	92	114	117	107
Juin	106	107	88	114	114	111	111	98	99	81	106	106	103
Juillet	115	121	99	128	124	123	111	104	109	89	115	112	111
Août	106	120	102	131	125	118	111	95	108	92	118	113	106
Septembre	105	112	96	122	114	117	111	95	101	86	110	103	105
Octobre	105	116	98	126	121	116	111	95	105	88	114	109	105
Novembre	102	117	95	125	121	112	112	91	104	85	112	108	100
Décembre	106	102	85	104	109	114	111	105	92	77	94	98	103

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris les boulangeries et les hôtels, cafés et restaurants.
(b) Y compris tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.
(c) Non compris les produits non alimentaires pour les supermarchés.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1972	1973	1974	1972	1973	1974	1972	1973	1974
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	10 373	10 310	10 539	2 121	2 577	3 155	8,0	10,2	12,2
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	2 833	2 998	2 797	446	580	630	1,7	2,3	2,4
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	205 402	172 579	148 545	14 432	12 037	10 603	54,4	47,6	41,1
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	16 246	16 395	15 144	206	222	207	0,8	0,9	0,8
Textiles, fourrures, vêtements	479 931	368 653	304 285	628	468	538	2,3	1,9	2,1
Livres	174 942	221 478	232 017	284	390	510	1,1	1,5	2,0
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	13 573	12 482	12 784	2 094	2 632	3 479	7,9	10,4	13,5
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	864 568	898 571	894 449	6 040	6 304	6 606	22,8	24,9	25,6
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	12 114	4 446	4 116	257	75	70	1,0	0,3	0,3
Total ...	1 779 982	1 707 912	1 624 676	26 509	25 285	25 798	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1973			1974		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	1 126 260	8 194	32	1 066 940	8 080	31
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	113 352	8 830	35	98 886	8 714	34
— d'organismes de financement ou de particuliers	468 300	8 261	33	458 850	9 004	35
Total ...	**1 707 912**	**25 285**	**100**	**1 624 676**	**25 798**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus (a)			
			1973		1974	
	1973	1974	Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	905 556	977 783	37 718	71	38 063	71
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	218 509	222 075	2 060	4	1 793	3
— d'organismes de financement ou de particuliers	466 135	434 327	13 557	25	13 676	26
Total ...	**1 590 200**	**1 634 185**	**53 335**	**100**	**53 532**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit du total des débiteurs, inclus dans la situation au 30 juin, et pour lesquels, au cours du semestre suivant, a été constaté un retard atteignant ou excédant les 3 termes échus ou dont le dossier a été transmis aux Services du Contentieux ou à l'assurance crédit.

Prêts personnels

Crédits accordés par semestre

SYSTÈME DE FINANCEMENT	2e semestre 1973			1er semestre 1974			2e semestre 1974		
	Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Banques	90 542	10 003	67,6	65 958	6 568	51,9	78 309	10 901	66,8
Organismes de financements et particuliers ...	85 587	4 797	32,4	95 151	6 079	48,1	79 777	5 416	33,2
Total ...	**176 129**	**14 800**	**100,0**	**161 109**	**12 647**	**100,0**	**158 086**	**16 317**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers

Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre

TERME	Nombre de contrats									
	jusque 5 000 F		de 5 001 à 10 000 F		de 10 001 à 35 000 F		de 35 001 à 150 000 F		de 150 001 F et plus (a)	
	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974
jusqu'à 12 mois	340	195	3 911	1 902	32 501	52 327	28 900	55 506	9 406	10 530
de 13 à 24 mois	85	55	124	122	33 676	3 977	52 382	15 721	1 751	1 478
25 mois et plus	—	—	3	2	103	54	6 254	3 395	6 693	12 822
Total ...	**425**	**250**	**4 038**	**2 026**	**66 280**	**56 358**	**87 536**	**74 622**	**17 850**	**24 830**

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir du 1er semestre 1973 la limite de 150 000 F, applicable aux prêts personnels, a été supprimée. Depuis l'année 1973 tous les prêts personnels, sans exception, sont donc repris dans la statistique.

Tableau comparatif des résultats des enquêtes sur les budgets des ménages de 1961 et de 1973-1974

(répartition proportionnelle des dépenses de consommation)

DÉSIGNATION	Ouvriers		Employés		Pensionnés	
	1961	1973-1974	1961	1973-1974	1961	1973-1974
Denrées alimentaires (consommées à domicile)	35,8	24,7	26,9	16,9	34,2	24,3
Boissons (consommées à domicile)	2,3	3,0	2,5	2,7	2,8	3,1
Tabac	1,9	1,5	1,6	1,0	1,7	1,1
Habillement, chaussures et autres objets personnels	11,1	10,7	11,1	10,1	8,3	8,5
Loyer, taxes, eau	12,0	13,4	13,9	15,8	15,0	19,2
Chauffage et éclairage	5,8	5,3	5,5	4,4	7,5	6,4
Articles ménagers durables	6,4	9,3	6,5	9,2	4,0	6,0
Achat et entretien des propres moyens de transport	4,3	10,2	6,8	12,5	3,3	7,2
Transport en commun	1,9	1,2	2,2	1,4	2,1	1,4
Loisirs, horeca	6,9	9,9	8,3	12,2	7,6	10,3
Autres dépenses	11,6	10,8	14,7	13,8	13,5	12,5
Total ...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Déclaration à la taxe sur la valeur ajoutée

Accroissement du montant des opérations par rapport à la même période de l'année précédente

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1973				1974			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
Agriculture, sylviculture, pêche	+20,6	+22,6	+15,3	+16,7	+10,8	+ 8,3	+ 6,2	+ 0,7
Energie, eau	+16,7	+20,8	+ 8,8	+13,9	+15,5	+23,9	+60,3	+50,9
Minerais, industrie chimique	+14,2	+16,0	+15,1	+18,0	+31,3	+33,5	+34,9	+16,5
Industries métallurgiques, mecanique de précision	+12,9	+15,9	+14,2	+17,1	+17,7	+24,4	+28,7	+25,1
Autres industries manufacturières	+10,4	+13,3	+15,8	+19,1	+21,8	+19,8	+14,3	+ 9,8
Bâtiment et génie civil	+18,4	+10,2	+12,7	+ 8,8	+18,5	+24,5	+22,0	+17,9
Commerce de gros	+17,6	+18,8	+18,1	+24,9	+25,6	+25,7	+24,1	+15,4
Commerce de détail	+15,8	+15,3	+10,5	+16,0	+13,1	+16,0	+15,6	+13,8
Transports et communications	+17,3	+15,4	+ 9,5	+16,8	+ 7,6	+22,2	+16,8	+12,2
Institutions de crédits, assurances services aux entreprises	+31,5	+31,2	+40,2	+34,8	+52,6	+59,8	+64,9	+59,7
Autres services	+12,5	+15,8	+15,5	+13,1	+15,4	+15,3	+18,5	+20,9
Total ...	**+15,9**	**+16,5**	**+15,0**	**+18,8**	**+21,2**	**+22,8**	**+24,9**	**+19,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SIXIÈME PARTIE

APERÇU DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS

SECTION I. — GÉNÉRALITÉS

A côté des éléments régionaux repris dans les évolutions sectorielles décrites dans ce présent rapport, pour autant que des données statistiques par région étaient disponibles, la politique économique régionale comporte aussi des aspects globaux. En effet, les régions ont connu une évolution propre, nettement différenciée et des disparités profondes sont apparues. Les actions et les mesures envisagées en vue d'apporter une solution à ces problèmes, doivent tenir compte du caractère spécifique des réalités régionales.

Les différences constatées de région à région peuvent s'expliquer en partie par l'action conjuguée de nombreux facteurs. Parmi eux, le facteur démographique exerce une influence sur l'évolution de la population active en créant des disponibilités potentielles en matière de main-d'œuvre. Si chaque région possède une attractivité économique propre bien marquée, un autre facteur joue également un rôle essentiel, à savoir le dynamisme économique spécifique, fruit de l'imagination créatrice et fonction des mutations du contexte socio-politique.

La revision constitutionnelle de 1970-1971 a d'ailleurs voulu institutionnaliser ces préoccupations en consacrant une Belgique communautaire et régionalisée. C'est ainsi qu'en 1968, l'idée d'une régionalisation économique concrétisée au sein du Gouvernement par l'institution de secrétariats d'état aux économies régionales.

L'évolution récente de la notion d'économie régionale situe bien l'intérêt grandissant des aspects économiques régionaux et la volonté unanime d'instaurer, en Belgique, une véritable politique régionale en matière économique.

Après la seconde guerre mondiale, de nombreux pays se sont trouvés confrontés à divers problèmes économiques et sociaux apparus dans certaines régions. Désirant y apporter une réponse efficace, les pouvoirs publics ont progressivement tenté de régionaliser leur politique économique. Entre autre, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S., l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, ont figuré parmi les précurseurs en la matière. La régionalisation se donnait ainsi une dimension internationale.

La Belgique n'est pas restée à la traîne et a œuvré depuis plus de 25 ans pour tenter d'assurer aux régions un développement économique équilibré et approprié à leurs caractéristiques propres.

La loi du 3 mai 1948, complétée par la loi du 13 juillet 1951, a porté création du Centre de Recherches pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques des diverses régions du pays. Ce centre a déployé une grande activité et a déposé, le 24 avril 1958, un important rapport final.

Cependant, ce sont des organismes privés qui ont donné le départ de la prise de conscience régionale et le premier d'entre eux, le *Vlaams Economisch Verbond*, créé en 1926, est le seul groupement économique régional que la Belgique, a connu jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Puis, successivement de nombreux organismes ont vu le jour. Citons parmi les plus importants : le *Conseil Economique Wallon, l'Economische Raad voor Vlaanderen* et, pour la région bruxelloise, le *Conseil Economique de l'Arrondissement de Bruxelles.*

La politique de développement économique régional a réellement démarré au cours des années 1950 par le canal de la législation sur l'expansion économique : l'aide aux investissements en vue de la création, de l'extension, du rééquipement et de la rationalisation des entreprises industrielles et artisanales. Toutefois, l'arrêté royal n° 81 du 28 novembre 1939 portait déjà organisation de l'aide aux industries nouvelles. Ce document de base important a inspiré l'ensemble de la législation ultérieure.

Il faut attendre 1959 pour assister à la naissance des premières lois instituant une grande politique économique régionale dans notre pays. Si les lois des 24 mai et 17 juillet 1959 ont mis l'accent sur l'expansion économique et la diversification dans l'ensemble du pays, la loi du 18 juillet 1959, première loi « régionale », s'est essentiellement efforcée de pallier les difficultés spécifiques, économiques et sociales de certaines régions en instaurant des mesures spéciales.

Une nouvelle phase de la politique économique régionale en Belgique est apparue en 1966, En effet, le problème posé, dans certaines régions, par la fermeture de charbonnages a incité le législateur à voter une deuxième loi régionale, le 14 juillet 1966, prévoyant un arsenal de stimulants encore plus puissants et assurant une plus grande sélectivité.

Au début de l'actuelle décennie, une révision de la législation sur l'expansion et notamment des lois régionales s'est imposée. En premier lieu, les pouvoirs publics ont décidé d'axer la législation régionale sur la planification et la décentralisation économique organisées par la loi-cadre du 15 juillet 1970 et ensuite, d'élaborer une nouvelle loi sur le plan régional, celle du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

Par le vote de la loi-cadre précitée du 15 juillet 1970, les pouvoirs publics se sont assignés un triple objectif : l'institutionnalisation de certains organismes régionaux existant, la création de nouvelles institutions régionales et l'introduction de la planification.

Les Conseils economiques régionaux, dus à l'initiative privée, ont fait place à des Conseils de « droit public », à savoir le « *Gewestelijke Economische Raad voor Vlaanderen* », le *Conseil Economique Régional pour la Wallonie* et le *Conseil Economique Régional pour le Brabant.* Ces Conseils économiques régionaux sont des assemblées régionales consultatives composées d'hommes politiques issus du parlement et des provinces, ainsi que de partenaires socio-économiques. La mission de ces Conseils consiste à émettre des avis et des recommandations et à étudier les grands problèmes qui se posent dans la région.

Les sociétés de développement régional viennent compléter les Conseils économiques régionaux. Le législateur a prévu que l'initiative de leur création revenait aux Conseils provinciaux. Suite à leurs délibérations, ces derniers ont décidé, pour la Wallonie, de créer une société de développement régional unique, cinq pour la région flamande et une pour la région bruxelloise. Les sociétés de développement régional exerceront une triple mission d'étude, de conception et d'exécution d'une politique économique régionale et, en particulier, l'exécution de projets industriels en cas de carence de l'initiative privée, l'établissement d'un inventaire des besoins régionaux... Elles se différencient des intercommunales, dont le champ d'action se place au niveau des sous-régions.

La loi du 15 juillet 1970 a aussi prévu l'élaboration d'un plan économique quinquennal par un organe « nouveau », le Bureau du Plan, qui succède au Bureau de Programmation Economique. Trois directions, générale, sectorielle et régionale, composent le Bureau du Plan. Les deux premières interviennent dans l'établissement de l'inventaire des principaux choix techniquement possibles. Ceux-ci sont confrontés avec les options régionales par la direction régionale du Plan avec l'aide des Conseils économiques régionaux. Le projet de Plan qui résulte de cette procédure est transmis au Gouvernement qui l'envoie aux Chambres avec indication de ses propositions. Les avis du Comité National d'Expansion Economique, du Conseil Central de l'Economie, du Conseil National du Travail et des Conseils économiques régionaux y sont annexés. Dès qu'il est approuvé par le Parlement, le Plan est impératif pour les pouvoirs publics et contractuellement obligatoire pour les entreprises ayant pris des engagements en vue de l'exécution du Plan et ayant reçu de l'Etat un certain nombre d'incitants. Le Plan est indicatif pour le surplus.

En plus de cette loi du 15 juillet 1970, le législateur a voté une nouvelle loi sur l'expansion économique, à la date du 30 décembre 1970. Celle-ci abroge et remplace les lois à portée régionale des 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966. Dotée de stimulants plus nombreux, elle tend essentiellement à encourager les opérations qui visent à la réalisation des objectifs sectoriels, technologiques et régionaux du plan économique quinquennal. Les aides prévues par cette loi sont accordées aux opérations qui contribuent directement à la création, l'extension, la conversion ou la modernisation, soit d'entreprises industrielles ou artisanales, soit d'entreprises de services, soit de services publics. Il existe essentiellement deux types d'aides, à savoir une aide, dite « régionale », aux opérations localisées dans les zones de développement délimitées par arrêté

royal délibéré en Conseil des Ministres sur avis des Conseils économiques régionaux et une aide régionale « complémentaire » lorsque la situation conjoncturelle la rend souhaitable. En outre, les aides prévues peuvent revêtir des formes diverses : des réductions du taux d'intérêt, des franchises de remboursement, des primes d'emploi et des avantages fiscaux. A côté de ces différents avantages, l'intervention de l'Etat peut faire l'objet d'un contrat de progrès qui consiste dans la conclusion d'une convention avec des entreprises s'engageant à mettre en œuvre un programme d'innovation technologique et de développement industriel ou commercial s'étalant sur une période de plusieurs années.

Ainsi, la Belgique a connu une évolution très marquée dans l'application de sa politique régionale. On a pu assister au développement progressif d'un ensemble d'initiatives ainsi que d'une législation spécifique : premières lois d'incitation aux investissements (1953-1955), lois d'expansion économique, de création d'industries nouvelles, d'aide aux régions en difficulté et touchant à l'économie régionale (17 et 18 juillet 1959, 14 juillet 1966) et enfin, législation de 1970 avec l'instauration d'un processus contractuel et d'un arsenal de stimulants plus nombreux et plus puissants.

L'actuelle décennie a donc démarré sous les meilleurs auspices mais si l'œuvre de la législation récente doit contribuer au développement le plus équilibré et le plus harmonieux des régions, il n'en reste pas moins vrai que les problèmes économiques posés dans celles-ci restent aigus.

L'année 1974 a connu un nouveau développement de la régionalisation sous l'angle politique et institutionnel. Le parlement a, en effet, voté une loi mettant en œuvre une régionalisation « préparatoire ». La loi du 1er août 1974 détermine les limites des régions, crée des organes régionaux ainsi que leur composition et leur attribue des compétences « ratione materiae ».

Cette loi découpe le territoire national en trois régions, la région flamande, la région wallonne et la région bruxelloise (c'est-à-dire l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale), subdivision identique à celle que prévoit l'article 107*quater* de la Constitution. Toutefois, la fixation des limites des régions a un caractère provisoire et n'est valable que pour l'application de ladite loi. En plus de cette compétence territoriale, la loi énumère les matières et problèmes pour lesquels les organes qu'elle crée sont compétents. Ces matières et problèmes constituent un cadre dans lequel les organes régionaux institués peuvent élaborer une politique au niveau des régions.

Si les conseils régionaux exercent essentiellement une mission purement consultative, ils disposent cependant d'un droit d'initiative fort étendu. En plus des avis qu'ils peuvent émettre sur l'application « régionale » des dispositions légales, réglementaires existantes ou prévues et sur l'ensemble des aspects d'une politique régionale dans les matières régionalisées, les Conseils régionaux sont préalablement consultés par le Gouvernement sur tout projet de loi et tout crédit budgétaire se rapportant à la politique régionale.

Les trois comités ministériels des Affaires régionales représentent individuellement, au sein du Gouvernement, l'exécutif de chaque région. A l'instar des Conseils régionaux, ils constituent des organes non investis d'un véritable pouvoir de décision. Leur mission est de délibérer des projets de loi à caractère régional, des motions émanant de leur Conseil régional et des propositions de création, de décentralisation et de déconcentration de services publics.

Tant au point de vue politique qu'économique, la régionalisation apparaît comme un des objectifs les plus importants à atteindre mais également comme un des plus controversés.

SECTION II. — APERÇU PAR RÉGION (1)

§ 1. — ASPECTS GENERAUX

Les considérations régionales d'ordre conjoncturel se trouvant essentiellement reprises dans les divers chapitres du présent rapport, l'analyse développée ci-après sera principalement axée sur les problèmes structurels des régions.

Les résultats de l'analyse régionale présentée dans cette rubrique sont empruntés à l'« Essai de désagrégation régionale du Budget économique de 1975 » (2). Ils se fondent sur l'analyse du « location quotient » mis au point par W. Isard (3). En effet, la description d'états conjoncturels passe par la compréhension des mécanismes structurels des économies et il semble que les « location quotient » ou coefficients de spécialisation dégagent assez nettement les phénomènes structurels des régions.

Ces coefficients sont généralement calculés sous deux optiques, celle de la valeur ajoutée et celle de l'emploi, cependant comme les données I.N.S. dégageant la valeur ajoutée par branche et par région ne couvrent pas les années postérieures à 1971, l'analyse de W. Isard a été appliquée sur les données du Ministère des Affaires économiques relatives aux investissements ayant bénéficié des lois d'expansion économique.

Avant de commenter les résultats d'utilisation de ces coefficients, il convient d'en dégager la signification théorique. D'une part, ils permettent de mesurer la spécialisation régionale et, d'autre part, de mettre en évidence la structure capitalistique des différentes branches des régions.

---

(1) Etant donné le matériel statistique insuffisant et la méthode appliquée, les conclusions formulées ci-après doivent etre considérées comme un essai ayant une signification limitée.

(2) Essai de désagrégation régionale du budget économique de 1975, Bruxelles, Ministère des Affaires économiques, projet octobre 1974; Estimations révisées, Bruxelles, mars 1975.

(3) W. Isard, Methods of Regional Analysis; J. Wiley, New-York, 1960, p. 124.

Dans le cas de la valeur ajoutée, un coefficient égal à l'unité indique que le secteur y est représenté dans la région dans la même proportion que dans le Royaume. Si ce coefficient est supérieur à l'unité, on parlera de spécialisation régionale et s'il est moins important, de sous-représentation régionale ou bien encore de déspécialisation régionale. Elément partiel d'explication de la croissance régionale, ce coefficient ne peut cependant mettre en évidence les causes des phénomènes qu'il traduit.

Dans le cas de l'emploi, un coefficient supérieur à celui obtenu sur base de la valeur ajoutée permet d'affirmer que l'on se trouve en présence d'une branche à forte utilisation du facteur travail.

Dans le but de faire apparaître « les pôles de croissance des régions », toutes les branches retenues lors de l'étude de la spécialisation régionale ont été regroupées en classes permettant à la fois de dégager les performances de croissance des secteurs et leur indice de spécialisation. Ces classes sont au nombre de trois :

— classe A, ou branches à croissance faible, c'est-à-dire inférieure à 4,5 %;
— classe B, ou branches à croissance moyenne, c'est-à-dire comprise entre 4,5 % et 5,3 %;
— classe C, ou branches à croissance moyenne, c'est-à-dire supérieure à 5,3 %.

Pour chacune d'elles, les secteurs sont regroupés en deux sous-classes suivant que leurs coefficients de spécialisation sont inférieurs ou supérieurs à l'unité (1).

§ 2. — FLANDRE

D'une manière générale, la région flamande est mieux équilibrée que les deux autres régions : en effet, aucun secteur n'y pèse d'un poids démesuré et cette diversité constitue un gage de santé économique.

La région flamande est spécialisée dans les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, des boissons, du tabac, du textile, des vêtements et chaussures, du bois et des meubles, de la chimie, des fabrications métalliques, des transports et communications.

Un deuxième facteur caractérise cette région, il réside dans la déspécialisation des industries extractives et la sous-représentation des secteurs acier, non-ferreux et tertiaire.

Des données relatives aux investissements ayant bénéficié des lois d'expansion économique, on peut déduire que cette région est particulièrement repré-

(1) Voir tableau : Répartition par taux de croissance des valeurs ajoutées par branche et par région.

sentée dans les secteurs des fabrications métalliques, des industries chimiques, textiles, alimentaires et du bois.

Le coefficient de la métallurgie tend à se relever particulièrement de 1971 à 1973. Pour trois secteurs, la chimie, le textile et l'industrie du bois, il y a renforcement de spécialisation puisque leurs coefficients estimés sur la période 1959-1973 sont plus élevés que pour la période 1959-1971. Par contre, une légère baisse affecte les coefficients des fabrications métalliques et des industries alimentaires. Un nouveau secteur est mis en évidence, c'est celui de l'énergie, qui dans la statistique précitée a commencé à bénéficier d'investissements de l'expansion économique depuis 1969. Cependant, la spécialisation dans le domaine de l'énergie est trop récente pour pousser plus avant l'analyse.

La comparaison des performances des secteurs flamands et des données relatives à la spécialisation de cette région suggère les constatations suivantes.

D'une part, les branches à taux de croissance élevés en Flandre sont celles pour lesquelles la région a acquis une forte spécialisation. Cette caractéristique différencie d'ailleurs la région flamande des régions wallonne et bruxelloise pour lesquelles on remarque le maintien d'une vocation en faveur de secteurs à croissance faible.

Notons, d'autre part, que tous les secteurs, exception faite de ceux des vêtements et des chaussures, de la céramique, du verre et de la construction, bénéficient en Flandre d'un taux de croissance plus élevé que dans les deux autres régions.

Enfin, les secteurs enregistrant une croissance élevée, c'est-à-dire supérieure à 5,3 % représentent 52,7 % du produit de la région flamande et pour 36,8 % de celui-ci, la région a acquis une forte spécialisation. Les secteurs dits « faibles » représentent environ 17,4 % du produit régional.

§ 3. — WALLONIE

La région wallonne, tout comme d'ailleurs celle de Bruxelles, présente une structure économique déséquilibrée, caractérisée par un petit nombre de secteurs dans lesquels apparaît un coefficient de spécialisation majorant largement l'unité. Les raisons d'une telle situation s'expliquent en grande partie par le fait que l'axe charbon-acier-dérivés y a traditionnellement constitué la charpente du développement.

Les coefficients relatifs aux industries extractives, à la terre cuite et céramique, au secteur de l'acier et des non-ferreux sont particulièrement élevés : légèrement inférieurs à 2,0 dans le cas des deux premiers, supérieur à 2,5 dans le cas du troisième.

Ces secteurs joints à ceux des fabrications métalliques (y compris les garages) et de l'électricité représentent 28,8 % du produit de la région wallonne.

Cependant, la spécialisation wallonne diminue d'année en année.

Il faut encore remarquer la faiblesse des coefficients de l'alimentation et du bois, qui n'est pas sans étonner vu la prépondérance régionale en ce qui concerne la superficie cultivée (1) et boisée.

Comme autres caractéristiques de la région wallonne, signalons aussi la faiblesse des coefficients du tertiaire et la baisse qui affecte la chimie, secteur qualifié « de pointe » et présenté comme un puissant facteur de polarisation.

Les données concernant les investissements ayant bénéficié des lois d'expansion économique confirment la vocation wallonne dégagée par les valeurs ajoutées par secteur. En effet, les secteurs mis en évidence sont ceux des mines et carrières, de la métallurgie et des matériaux de construction. De même, on ne peut prétendre que la spécialisation dans les secteurs des mines et carrières se poursuivra, étant donné la forte dépendance entre les coefficients et les mouvements de rationalisation et de fermeture de ce secteur.

A la différence de la Flandre, 63,5 % du produit wallon est constitué par des secteurs à croissance faible ,c'est-à-dire inférieur à 4,5 % et 46 % de celui-ci doit être imputé à ceux qui sont particulièrement concentrés dans cette région.

Les secteurs dynamiques, à savoir le papier, la chimie, les services financiers, la céramique, l'acier et l'électricité, constituent 20,6 % du produit régional et 15,0 % de celui-ci appartient à des secteurs de spécialisation de la région.

En ce qui concerne le tertiaire, 46,1 % du produit régional est constitué par des branches de ce secteur ayant une croissance faible ou moyenne (immeubles d'habitation, transports, services et commerce) et 2,0 % par des branches « fortes » (service financiers). Ces pourcentages sont respectivement de 26,7 % (immeubles d'habitation, services)et de 22,3 % (commerce, services financiers, transports) pour la Flandre, de 60,6 % (transports, commerce, immeubles d'habitation, services) et de 13,5 % (services financiers) à Bruxelles.

§ 4. — BRUXELLES

A l'instar de la région wallonne, Bruxelles présente une structure économique déséquilibrée.

Notons cependant que l'équilibre ou le déséquilibre de Bruxelles serait mieux mis en évidence, si la comparaison traitait de trois entités urbaines, par exemple Bruxelles, Anvers et Liège, plutôt que de deux régions et d'une ville.

La région bruxelloise se caractérise par une concentration dans le tertiaire et une déspécialisation industrielle.

---

(1) Superficies cultivées : Flandre 38,72 %, Province de Brabant 11,68 %, Wallonie 49,60 %.

Les branches du tertiaire prennent à elles seules 74,1 % du produit bruxellois de 1971. Dans le secondaire, seules l'impression et l'édition restent concentrées à Bruxelles tandis qu'une déspécialisation se poursuit partout aillleurs.

La baisse du secondaire et le renforcement de position du tertiaire s'expliquent, d'une part, par le statut de métropole et de capitale de Bruxellles et, d'autre part, par les facilités d'implantation industrielle dans les sites aménagés des autres régions.

L'examen des investissements ayant bénéficié des lois d'expansion économique corrobore les résultats de l'analyse des valeurs ajoutées : il y a une nette déspécialisation industrielle de la région bruxelloise.

En ce qui concerne l'analyse des pôles de croissance de la région, notons que les secteurs à croissance faible ou moyenne représentent 52,2 % du produit régional.

Dans le cadre de cette région, il convient de faire remarquer qu'une telle appréciation est biaisée; en effet, l'arrondissement de Bruxelles-Capitale n'est pas considéré comme une zone de développement où la loi du 30 décembre 1970 puisse s'appliquer. Les investissements qui s'y réalisent ne bénéficient donc que des seuls avantages qu'offre la loi du 17 juillet 1959, qui ne concerne que très marginalement les activités tertiaires.

§ 5. — CONCLUSIONS

Parmi les trois régions du pays, seule la Flandre est spécialisée dans des activités à croissance élevée. Cela explique pourquoi les taux de croissance des économies wallonne et bruxelloise sont généralement inférieurs à ceux de la Flandre (cf. tableaux).

Toutefois, cette constatation ne permet pas de conclure que seules les régions wallonne et bruxelloise connaissent des problèmes économiques.

En Flandre, en effet, bien que la croissance soit forte, il reste des îlots de sous-développement relatif; cependant l'ensemble économique constitué par cette région dégage un équilibre certain se fondant sur des pôles particulièrement dynamiques.

L'équilibre wallon est plus précaire car la baisse de contribution du secondaire dans le produit régional n'est pas compensée par le soutien du tertiaire, de sorte que le développement économique reste fondé sur des pôles de croissance vieillis dont le dynamisme s'essouffle de plus en plus.

A Bruxelles, l'équilibre régional repose en grande partie sur le secteur tertiaire.

★
★ ★

Croissance réelle annuelle moyenne du produit régional intérieur brut et de ses composantes principales

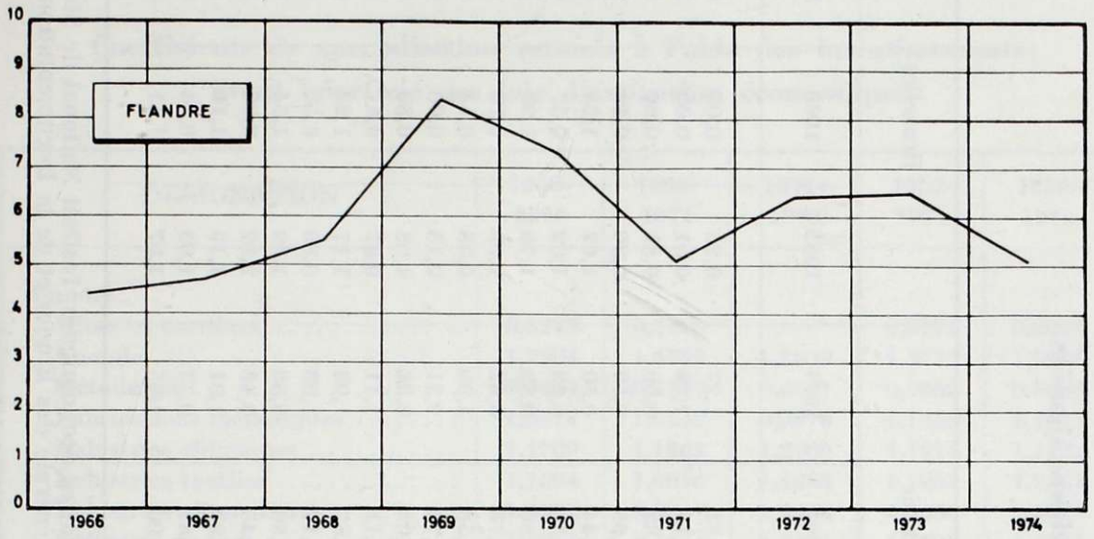
(en pour-cent)

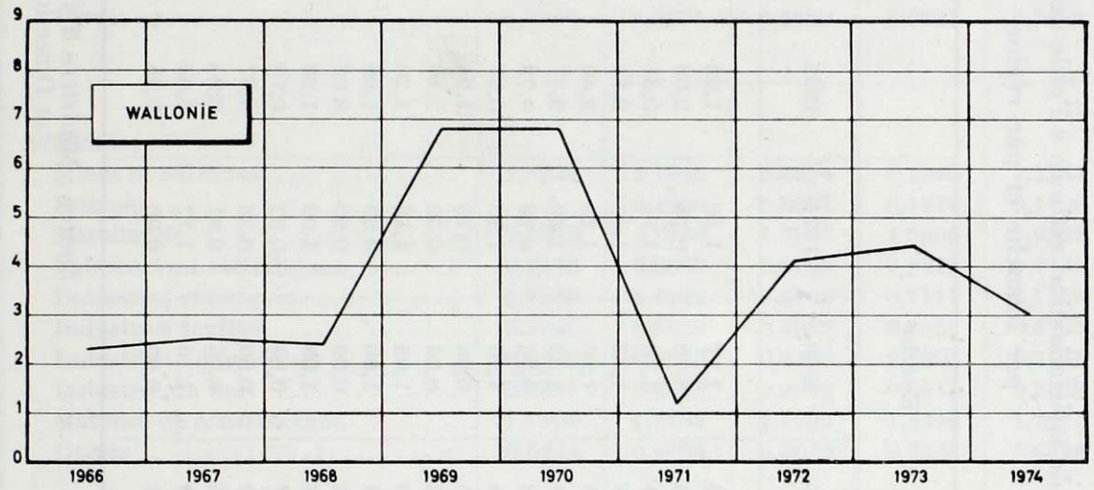
DÉSIGNATION	1966-1971	1971-1974
	FLANDRE	
Produit régional intérieur brut	5,9	5,8
Entreprises	5,8	5,4
Industries	8,1	6,5
Services	4,8	4,9
	WALLONIE	
Produit régional intérieur brut	3,7	3,1
Entreprises	3,7	3,1
Industries	4,1	2,4
Services	3,6	3,7
	BRUXELLES	
Produit régional intérieur brut	2,6	2,7
Entreprises	2,5	2,6
Industries	1,0	—2,1
Services	3,8	4,6

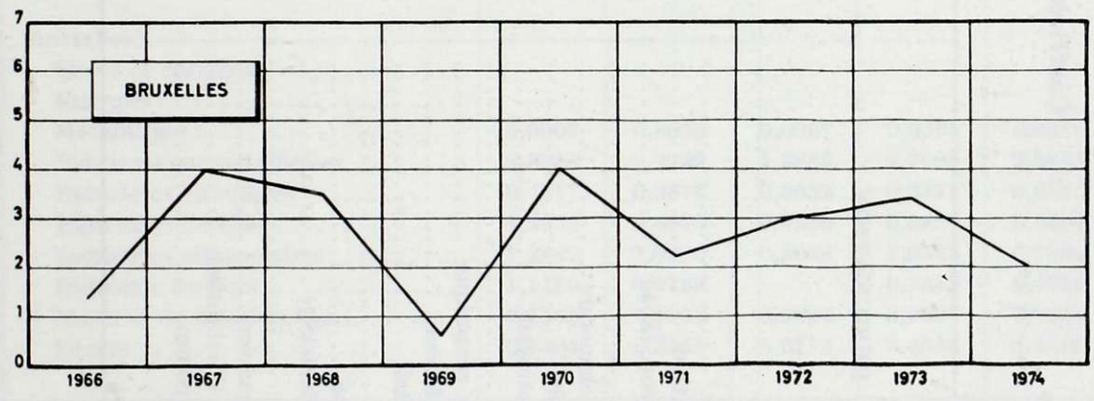
Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Croissance du produit régional intérieur brut

(en pour-cent)







Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Coefficents de spécialisation estimés à l'aide des valeurs ajoutées par branche et par région

DÉSIGNATION	Flandre			Wallonie			Bruxelles		
	1955	1966	1971	1955	1966	1971	1955	1966	1971
Agriculture	1,18	1,17	1,16	1,23	1,31	1,27	0,25	0,00	0,00
Ind. extractives	0,65	0,70	0,78	2,08	2,12	1,98	0,01	0,00	0,00
Alim., boisson, tabac	1,24	1,18	1,14	0,81	0,89	0,90	0,81	0,66	0,70
Textile	1,69	1,47	1,48	0,71	0,69	0,59	0,26	0,19	0,11
Vêtement, chaussure	1,06	1,20	1,28	0,40	0,44	0,50	1,62	1,34	0,93
Bois, meuble	1,39	1,43	1,39	0,47	0,53	0,53	1,02	0,57	0,50
Papier, impression	0,80	0,76	0,79	0,79	0,86	0,89	1,76	1,90	1,87
Chimie	0,99	1,26	1,30	0,97	0,73	0,62	1,09	0,70	0,65
Terre cuite, céramique	0,80	0,96	0,78	1,64	1,58	1,90	0,38	0,14	0,16
Acier, non ferreux	0,35	0,30	0,50	2,40	2,79	2,51	0,13	0,00	0,00
Fabric. métal.	0,80	1,05	1,16	1,20	1,03	0,98	1,08	0,80	0,50
Garages	1,26	1,00	0,99	1,08	1,11	1,11	0,97	0,81	0,83
Construction	1,06	0,99	0,99	0,82	0,87	1,03	1,17	1,23	0,98
Eau, gaz, électricité	0,88	1,06	1,00	1,23	1,17	1,03	0,89	0,53	0,92
Commerce	0,97	0,94	0,92	0,76	0,80	0,83	1,39	1,54	1,56
Services financiers	0,60	0,59	0,58	0,37	0,45	0,48	2,82	3,03	3,27
Immeubles d'habitation	0,96	0,95	0,91	0,94	0,99	1,01	1,19	1,16	1,27
Transport, comm.	1,08	1,13	1,17	0,85	0,81	0,73	1,05	0,94	0,89
Services	1,06	0,96	0,90	0,88	1,00	1,05	1,07	1,11	1,24

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Coefficients de specialisation estimés à l'aide des investissements ayant bénéficié des lois d'expansion économique

DÉSIGNATION	1959-1966	1966-1971	1971-1973	1959-1971	1959-1973
Flandre:					
Mines et carrières	0,5213	0,3273	—	0,3171	0,2004
Energie	1,7204	1,4755	1.2909	1,5712	1,5959
Métallurgie	0,6454	0,5347	0,4781	0,6039	0,5989
Fabrications métalliques	1,3514	1,0253	0,9976	1,1358	1,1011
Industries chimiques	1,1709	1,1932	1,2560	1,1974	1,2222
Industries textiles	1,1504	1,0916	1,4233	1,1353	1,2341
Industries alimentaires	1,3532	1,3341	1,1443	1,3538	1,2029
Industrie du bois	1,4711	1,4434	1,5621	1,4728	1,5264
Matériel de construction	0,5349	0,5076	0,5392	0,5082	0,5001
Divers	1,3260	0,9571	0,8820	1,0321	0,9648
Wallonie:					
Mines et carrières	1,7859	2,1948	2,4394	2,1449	2,2154
Energie	—	0,2200	0,6697	0,1371	0,1899
Métallurgie	1,6012	1,8265	1,7815	1,6808	1,6323
Fabrications métalliques	0,3446	0,9080	0,9769	0,6912	0,7783
Industries chimiques	0,7840	0,6928	0,6926	0,7177	0,7138
Industries textiles	0,7429	0,8629	0,4862	0,7889	0,6799
Industries alimentaires	0,4533	0,4243	0,8483	0,4308	0,7175
Industrie du bois	0,2897	0,2381	0,2979	0,2513	0,2653
Matériel de construction	1,7106	1,8784	1,6792	1,8240	1,7621
Divers	0,5334	0,9094	0,8048	0,8245	0,8493
Bruxelles:					
Mines et carrières	—	—	—	—	—
Energie	—	—	—	—	—
Métallurgie	0,0007	0,3053	0,0367	0,0985	0,0870
Fabrications métalliques	2,8083	2,2799	1,3845	2,7695	2,3685
Industries chimiques	0,4717	0,3373	0,3652	0,3471	0,3385
Industries textiles	1,4525	0,4595	0,0289	0,8924	0,6404
Industries alimentaires	1,2840	1,0280	0,3268	1,0524	0,7893
Industrie du bois	1,1196	0,9798	—	0,8382	0,4628
Matériel de construction	0,7568	0,1662	0,3064	0,2906	0,3352
Divers	0,7394	5.3441	6,2115	3,4053	4,6833

Source : Ministère des Affaires économiques, Service de l'Expansion économique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition par taux de croissance des valeurs ajoutées par branche et par région

DÉSIGNATION	Flandre (a)		Wallonie (a)		Bruxelles (a)	
	Coefficients de spécialisation		Coefficients de spécialisation		Coefficients de spécialisation	
	Inférieur à l'unité	Supérieur à l'unité	Inférieur à l'unité	Supérieur à l'unité	Inférieur à l'unité	Supérieur à l'unité
	A. Croissance faible					
Agriculture				5,4		
Extractive	1,0			2,6		
Fabrications métalliques				9,6		
Alimentaires			4,7		3,6	
Textile		3,6	1,4		0,3	
Vêtement		1,6	0,6			1,1
Bois					0,8	
Papier						3,3
Construction	6,9					6,7
Commerce						17,3
Immeubles d'habitation	4,3		4,8			5,9
Garages				1,6	1,2	
Transport			6,0		7,2	
Services				26,0		
Total ...	**12,2%**	**5,2%**	**17,5%**	**45,2%**	**13,1%**	**34,3%**
	B. Croissance moyenne					
Acier					0,1	
Céramique	1,5					
Alimentaires		5,9				
Bois			0,8			
Construction			7,2			
Commerce				9,3		
Services	22,4					30,2
Total ...	**23,9%**	**5,9%**	**8,0%**	**9,3%**	**0,1%**	**30,2%**
	C. Croissance forte					
Agriculture		4,9				
Acier				8,4		
Céramique				3,5	0,3	
Chimie		4,2	2,0		2,0	
Fabrications métalliques		11,6				
Acier non ferreux	1,7					
Bois		2,2				
Papier	1,4		1,6			
Commerce	10,3					
Garages		1,4				
Electricité		3,0		3,1	2,6	
Transport		9,5				
Services financiers	2,5		2,0			13,5
Total ...	**15,9%**	**36,8%**	**5,6%**	**15,0%**	**4,9%**	**13,5%**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentetion.

(a) Part dans le produit régional de 1971 (%).
La somme des pourcentages s'écarte parfois de 100,0 car elle n'inclut pas l'ajustement statistique.

SEPTIÈME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. – POLITIQUE COMMERCIALE

Dans sa déclaration gouvernementale du 30 avril 1974, le Gouvernement estimait qu'une action coordonnée et résolue devait être consacrée à la promotion des exportations. A cette fin, des efforts particuliers seront entrepris pour promouvoir et diversifier les ventes à l'extérieur. Une attention particulière sera réservée aux pays en voie de développement, aux pays à commerce d'Etat et aux pays prêts à fournir de l'énergie et des matières premières.

En outre, une plus grande collaboration et une meilleure coordination seront mises en œuvre entre les diverses institutions et divers services chargés de la promotion des exportations. De même, une meilleure liaison sera instaurée entre les divers instruments de promotion des exportations tels que les accords commerciaux internationaux, les prêts d'Etat à Etat, les bonifications d'intérêt, les garanties des pouvoirs publics, l'intervention dans les frais de prospection étrangère et l'octroi de bourses pour stagiaires.

Enfin, les possibilités d'exportation des petites et moyennes entreprises seront stimulées. L'Office belge du Commerce extérieur organisera, en collaboration avec les Comités régionaux de Formation et de Perfectionnement professionnels, des séminaires d'exportation. En complément, les services régionaux de l'Office belge du Commerce extérieur prêteront l'assistance nécessaire à l'exportation.

Des mesures complémentaires destinées à favoriser les exportations ont été décidées ou envisagées au mois de décembre dans le cadre de la politique économique du Gouvernement. Ainsi, pour renforcer les possibilités d'exportation des petites et moyennes entreprises, celles-ci pourront être assistées par du personnel spécialisé dont une part de la rémunération sera couverte par l'Etat; ainsi également, un plus grand effort de représentation commerciale de la Belgique à l'étranger sera accompli en tenant compte des circonstances nouvelles intervenues sur les marchés mondiaux.

De plus, l'effort d'aide à l'exportation par la voie de l'octroi de bonifications d'intérêt sera orienté sélectivement vers de nouveaux marchés tandis que les exportations exigeant beaucoup de main-d'œuvre et de « know how » seront favorisées. Les programmes d'engagement en matière de bonifications d'intérêt à l'exportation seront majorés et les moyens du Fonds du Commerce extérieur accrus. Enfin, des mesures en vue d'apporter une solution au problème de financement des exportations à moyen terme ont été prises par le Gouvernement.

Afin de promouvoir le commerce extérieur avec certains pays industrialisés, deux conférences consulaires ont été organisées l'une aux Etats-Unis, l'autre en République fédérale. En effet, d'une part, les relations commerciales avec les Etats-Unis ont connu certaines difficultés suite, entre autres, à la dévaluation du dollar et à l'abandon de parités fixes entre cette monnaie et le franc belge et, d'autre part, les exportations vers l'Allemagne, le premier client de l'U.E.B.L., progressent à un rythme relativement faible et devraient être stimulées dans des secteurs tels que le textile et l'alimentation. En plus de ces conférences, une forme d'assistance assurée par l'Office belge du Commerce extérieur (O.B.C.E.), et intéressant plus spécialement les petites et moyennes entreprises, a été développée : l'organisation de journées de contact, manifestations à caractère commercial et promotionel, permettant à ces entreprises de s'intégrer aux grands courants d'exportation. Enfin, il faut signaler que des actions spéciales ont été effectuées en vue de la participation de l'U.E.B.L. aux contrats « offshore » (1).

Dans le cadre des relations commerciales avec les pays en voie de développement, il convient de souligner l'organisation de deux missions économiques, l'une en Arabie saoudite et au Koweit, l'autre au Vénézuela et en Equateur. La participation à la première mission s'est inscrite dans le contexte des négociations en cours au sujet d'études ou des réalisations de projets industriels tandis que la seconde visait à promouvoir la coopération industrielle, technologique et agricole avec ces pays visités. En outre, l'O.B.C.E. a poursuivi sa politique de publication de renseignements sur les projets financés par les organismes internationaux dans le Tiers-Monde afin que les entreprises belges puissent y participer.

En ce qui concerne les relations commerciales avec les pays à commerce d'Etat, il convient d'attirer l'attention sur les accords de coopération et sur les foires; ces dernières, très nombreuses, présentent un intérêt certain pour la pénétration commerciale et le maintien sur des marchés qui constituent des débouchés généralement peu prisés par les exportateurs belges.

Concernant les accords commerciaux et en vertu de la Décision du Conseil des Ministres de la C.E.E. du 16 décembre 1969 relative à l'uniformi-

(1) Il s'agit de l'exploitation des richesses sous-marines et en particulier des gisements d'hydrocarbures sous-marins.

sation progressive des accords ayant trait aux relations commerciales des Etats membres avec les Pays tiers et la négociation des accords communautaires, les Etats membres ne sont plus habilités à conclure des accords commerciaux avec les Pays tiers.

D'importantes modifications ont été adoptées, au début de 1974, en matière de tarifs de droits d'entrée en vue d'appliquer les décisions prises au niveau des Communautés européennes. Dans le domaine des licences d'importation et d'exportation, les arrêtés ministériels de base du 20 mars 1973 ont été modifiés à plusieurs reprises pour suivre les instructions de la Commission des Communautés européennes, soit en matière de suppression des entraves à la libre circulation des marchandises à l'intérieur du Marché commun, soit en matière de surveillance des importations de produits sensibles (1).

De plus, deux arrêtés royaux ont été pris en vue d'appliquer les accords internationaux sur certains produits de bases (café et cacao); un troisième arrêté fixe les modalités d'application de la réglementation C.E.E. sur les montants compensatoires monétaires.

Enfin, en 1974, la Commission du Fonds du Commerce extérieur a examiné 216 demandes d'intervention financière sous la forme de subvention, de prêts sans intérêt et de garanties; elle a, en outre, réexaminé certains prêts conditionnels remboursables, précédemment accordés et qui, après de longues années, n'étaient pas encore apurés en raison de l'insuffisance du chiffre d'affaire réalisé avec les pays prospectés à l'époque et pour lesquels une aide financière avait été accordée.

SECTION II. – ÉVOLUTION GÉNÉRALE DU COMMERCE SPÉCIAL

Durant deux années consécutives, 1972 et 1973, la balance commerciale de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (U.E.B.L.) présenta un solde positif relativement important. Cette situation se renversa en 1974, année durant laquelle le déficit commercial s'est élevé à 57 milliards de francs. La cause essentielle de ce résultat médiocre réside dans la hausse sensible de la valeur des importations (+ 34,8 % en 1974), entraînée par les augmentations importantes du prix des matières premières en général et des produits pétroliers en particulier, alors que la valeur des exportations ne croissait que de 26,1 % durant l'année écoulée.

La demande intérieure, stimulée durant le premier semestre de l'année par des achats spéculatifs, favorisa une croissance rapide des importations tant en valeur qu'en volume durant les six premiers mois de 1974. Par la suite

(1) Produits dont l'importation en grande quantité risquerait de perturber gravement la production nationale.

cependant, l'affaiblissement de la conjoncture et la récession qui suivit freinèrent l'expansion des achats à l'étranger qui, en fin d'année, décrûrent en volume. D'autre part, la situation économique internationale empêcha une expansion normale de la demande extérieure, qui resta faible durant l'année entière et ne parvint pas à soutenir la croissance rapide des ventes à l'étranger, ainsi que c'était le cas les années antérieures.

Une amélioration substantielle du solde commercial survint en fin d'année : la chute des importations, indice non négligeable de la crise que traverse l'économie belge, favorisa une telle situation qui perdurera probablement en 1975, année durant laquelle d'ailleurs se poursuivra la contraction des échanges internationaux entamée depuis la fin de 1973. Néanmoins, comme la République fédérale semble atteindre le fond de la récession et qu'une reprise n'y est pas exclue avant la fin de l'année, la demande extérieure pourrait être à nouveau stimulée et favoriser de la sorte une relance des exportations belges au début de 1976.

§ 1. — EXPORTATIONS

Avec une augmentation de 26,1 % en 1974, les exportations de l'U.E.B.L. enregistrent, en valeur, un des accroissements les plus rapides de ces dernières années; haussant de 227,1 milliards de francs, elles s'élèvent, au terme de l'année écoulée, à 1 097,2 milliards. Cependant, la hausse des prix à l'exportation est responsable de la quasi totalité de l'accroissement mentionné.

En effet, l'indice de la valeur moyenne a augmenté, en 1974, de 25,1 % alors que l'indice de volume ne croissait que de 0,5 %. Une telle évolution reflète une dégradation sensible de l'effort de la Belgique à l'exportation et traduit sans doute le faible intérêt que suscitent les produits belges sur les marchés internationaux.

A cet égard, il semble indispensable de restructurer la part de la production qui est exportée afin que les industries se tournent davantage vers la vente à l'étranger de biens à technologie avancée ou d'usines « clé sur porte », bref de biens rares n'entrant pas en concurrence avec ceux qui, de plus en plus, sont et seront produits par les pays en voie de développement.

1. — *Répartition géographique.*

La Communauté économique européenne reste le plus important client de l'U.E.B.L.; les ventes à la C.E.E. n'ont cependant augmenté en valeur que de 20,7 % de sorte que leur part dans le total des exportations ne représente plus que 70 % alors qu'elle s'élevait à 73 % en 1973. De manière générale d'ailleurs, la part des exportations vers les pays en voie de développement et ceux à commerce d'Etat a augmenté sensiblement durant l'année sous revue :

de 1973 à 1974 elles sont respectivement passées de 7,8 % à 9,4 % et de 2,4 % à 3,1 %; parallèlement, la part des pays tiers industrialisés diminuait de 89,3 % à 86,8 %.

Ces mouvements restent encore de trop faible ampleur pour pouvoir éventuellement affirmer que des modifications de structure dans la répartition géographique des exportations apparaissent de manière nette. Néanmoins, cette tendance se poursuit de façon continue mais lente alors que de nombreux nouveaux marchés s'ouvrent de plus en plus au reste du monde. Aussi convient-il que les industriels de ce pays fassent, à l'instar de leurs collègues européens, preuve d'audace accrue et prennent la part qui leur revient dans ces marchés nouveaux en expansion continue.

La République fédérale allemande reste toujours le premier client de l'Union économique qui destine à ce pays 21,5 % de ses exportations totales; il convient de souligner que cette part diminue depuis 1971, époque à laquelle elle s'élevait à 25,4 %. Les exportations vers la France et les Pays-Bas ont augmenté de 21,5 % de sorte que la part de ces deux pays dans le total des ventes à l'étranger régresse faiblement. La limitation des importations en Italie s'est répercutée sur les ventes belges à ce pays qui n'ont augmenté que de 21 %.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., malgré les difficultés économiques que connait ce pays, continue de faire sentir ses effets sur les exportations belgo-luxembourgeoises qui ont augmenté de 46,6 % à destination de ce pays. Un impact similaire est enregistré sur les ventes à l'Irlrande, mais il ne se vérifie pas pour le Danemark qui a connu une situation économique tendue.

Les exportations vers l'Afrique ont augmenté de 45 % et atteignent ainsi 3,5 % du total; ce résultat est obtenu par la croissance importante des ventes au Zaïre, à l'Afrique du Sud ainsi qu'aux pays du Maghreb. Les ventes à l'Asie se sont accrues de 35,4 %, essentiellement entraînées par celles à destination des pays producteurs de pétrole; elles représentent de la sorte 4,7 % du total, ce qui est largement insuffisant vu l'importance constituée par ce marché. La croissance des exportations vers l'Amérique latine s'est élevée à 83,9 % en suite des achats importants effectués par le Brésil.

Les ventes aux pays de l'Europe orientale enregistrent, avec une croissance de 66 %, une augmentation considérable, mais due en ordre principal à l'augmentation de 74 % des ventes vers l'U.R.S.S. Les perspectives d'exportations offertes par cette région demeurent toujours élevées, essentiellement pour ce qui concerne les biens de consommation durables et non durables.

2. — *Composition des exportations.*

L'analyse des exportations par grandes catégories de produits permet de constater que les ventes à l'étranger de matières premières et de produits demi-finis ont accru leur part relative dans le total de celles-ci occupant à

nouveau le haut niveau qu'elles possédaient en 1970. Cette croissance est uniquement due à la hausse des prix, tout comme l'est, mais dans une mesure moindre néanmoins, celle du secteur combustible et énergie.

Les exportations de biens de consommation durables en volume ont diminué de plus de 7 % alors que leur valeur moyenne augmentait de 12,5 % environ. Les ventes de biens de consommation non durables ont augmenté de 8 % en volume et de 11,6 % en valeur moyenne.

Les exportations de biens d'équipement ont enregistré la hausse la plus importante en volume : 10,6 %. Leur valeur moyenne a augmenté dans une proportion semblable. Elles ne constituent cependant que 13 % de la valeur totale des ventes à l'étranger, ce qui demeure un pourcentage trop faible comparé à ce qu'il est dans d'autres pays tiers industrialisés et dérisoire s'il est rapproché avec la part prise par les exportations de matières premières et produits demi-finis.

L'effort à l'exportation doit donc tendre vers un renversement de ces proportions sans quoi la position concurrentielle de la Belgique sur les marchés internationaux continuera de se détériorer puisqu'elle se heurtera de plus en plus à la concurrence de produits peu raffinés issus des pays en voie de développement.

De plus, la demande de biens d'équipement en provenance du Tiers Monde croît à un rythme qui s'accélère et auquel d'aillleurs participe la Belgique puisque les ventes de ces biens à destination de l'Afrique ont augmenté de 35 % et à destination de l'Asie, de 90 %.

L'étude des exportations par secteur industriel fait apparaître que deux secteurs ont accru l'importance de leurs exportations dans le total de celles-ci : il s'agit de la sidérurgie et de l'industrie chimique. Pour le premier de ces secteurs, cette modification est due à une hausse sensible des ventes à l'étranger de produits mi-finis qui ont augmenté de 44 % en 1974. Pour le second, la variation mentionnée est due aux exportations de produits organiques qui sont en hausse de 82,6 % durant l'année écoulée ainsi que celles d'engrais manufacturés qui ont augmenté de 52 % en 1974.

Par contre, la part relative dans les exportations des fabrications métalliques est en diminution sensible puisque,de 1973 à 1974, elle passe de 24 % à 21,5 %. Cette régression est causée presque uniquement par la diminution de 3 % en valeur des ventes à l'étranger de matériel de transport et en particulier des véhicules à moteur. Les autres industries de ce secteur conservent leur position antérieure. Ainsi, la crise économique, liée pour partie en l'occurence à la crise pétrolière, fait sentir ses effets sur une industrie qui exporte la majeure partie de sa production mais dont l'impact sur la vie économique du pays est relativement faible puisque sa valeur ajoutée est mînime.

Il convient d'ajouter que la mauvaise situation de l'industrie textile est révélée par la poursuite de la baisse de la part relative de ce secteur dans le total des exportations. En outre, il faut signaler la performance médiocre à l'exportation du secteur des produits alimentaires, causée en grande partie par l'industrie des viandes fraîches ou préparées.

§ 2. — IMPORTATIONS

Avec une hausse de 298,2 milliards de francs durant l'année écoulée, ce qui représente par rapport à l'année précédente un accroissement de 34,8 %, les importations ont atteint le montant de 1 154,3 milliards. Deux pourcents environ de cette hausse résultent d'une augmentation en volume; le reste, soit 31 %, est constitué par la croissance des prix, entraînée par celle des produits pétroliers et de manière plus générale, des matières premières.

Soutenues par la demande intérieure vigoureuse durant les six premiers mois de l'année, les importations ont enregistré un accroissement sensible jusqu'au mois de juin; elles ont stagné par la suite reflétant de la sorte la récession que subissait la Belgique.

1. — *Répartition géographique.*

Les importations, analysées sous l'aspect de leur origine géographique, ont connu certains bouleversements durant l'année sous revue : la part relative des achats à la République fédérale a diminué de 2,6 % en 1974 et celle de la France de 1,5 %. Pendant cette même année, les importations en provenance des pays producteurs de pétrole enregistraient des taux de croissance importants : 240 % pour celles provenant d'Arabie Saoudite qui représentent 4,2 % du total global et 150 % pour celles issues du Koweit (1,1 % du total).

De la sorte, les achats de l'U.E.B.L. aux pays tiers industrialisés, en n'augmentant que de 28,9 % durant l'année sous revue, voient leur part relative diminuer de 86 % en 1973 à 82,2 % en 1974.

En leur sein, les importations en provenance de la C.E.E., n'augmentant que de 25 %, ne représentent plus que 66 % du total en 1974 contre 70,7 % un an auparavant. Cette perte d'importance relative est reprise par les importations des pays en voie de développement qui, ainsi qu'il fallait s'y attendre, augmentent de 76 % et leur importance relative passe, d'une année à l'autre, de 12 % à 15,7 %. La part des pays à commerce d'Etat demeure stable, représentant toujours 2 % du total.

Par continent, certaines modifications d'ampleur variable doivent être mentionnées. Ainsi, avec une augmentation de 27,4 %, les importations en provenance de l'Europe ont vu leur part relative passer de 78,2 % en 1973 à 74,0 % tandis que celles issues d'Amérique, croissant de 43,6 %, voient leur

importance relative atteindre 9,4 % venant de 8,8 %. Les achats à l'Afrique représentent 6,1 % tandis que ceux à l'Asie, avec une augmentation de 100 % constituent 9,7 % du total des importations en 1974.

Les variations mentionnées ci-dessus représentent des modifications dues à la structure nouvelle des prix mondiaux; elles ne semblent pas être entraînées par un changement dans la palette des pays auprès desquels s'approvisionne l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. — *Composition des exportations.*

L'analyse de la répartition des importations par catégories de produit permet de constater que toutes les rubriques à l'exception de celle des combustibles et énergie, n'augmentent qu'avec des pourcentages inférieurs à la moyenne, les plus faibles étant enregistrés par les biens de consommation et en particuliers les non-durables.

La rubrique des combustibles et énergie augmente de 118 %; elle représente désormais 14,2 % du total des importations contre 8,8 % en 1973. Il est évident que la part relative des autres catégories de produits subit un recul sensible causé dans une large mesure par les évolutions différentes des prix mondiaux.

Des variations importantes apparaissent évidemment aussi dans la structure des importations par secteur industriel. Le plus important d'entre eux, celui des fabrications métalliques, ne croissant que de 13,5 %, ne représente plus que 24,8 % à la fin de 1974, contre 29,4 % un an auparavant. L'industrie chimique, les charbonnages et cokeries, la sidérurgie et surtout l'industrie du pétrole voient leurs importations en valeur s'accroître de manière sensible. Ces modifications se produisent aux dépens de l'industrie textile et du secteur des produits alimentaires, boissons et tabacs.

La hausse des importations de la sidérurgie est entraînée essentiellement par celles des produits mi-finis de ce secteur. Le ralentissement des achats à l'étranger du secteur des fabrications métalliques résulte, tout comme c'est le cas pour les exportations de ce secteur, de la baisse des importations de matériel de transport et en particulier des véhicules à moteur. Les achats à l'étranger de produits organiques permettent à l'industrie chimique d'accroître sa part dans le total des importations.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

Après avoir été positive de 1969 à 1973 et hormis en 1971, la balance commerciale présente à nouveau un déficit au terme de l'année écoulée. Il s'élève à 57,1 milliards de francs en 1974; néanmoins, selon la balance des paiements, le solde des exportations et importations est positif (12,1 milliards).

Cet écart est entre autres le résultat d'un retard de plus en plus grand dans le paiement des importations de produits pétroliers, ceux-ci influençant plus rapidement les statistiques douanières que les statistiques des paiements.

Avec l'Europe occidentale, la balance commerciale reste positive, mais le solde tend à se contracter d'année en année; avec l'Europe orientale par contre, il s'accroît, ayant doublé entre 1973 et 1974. Avec le reste du Monde, et à l'exception de l'Amérique du Sud, le déficit commercial tend de plus en plus à s'accroître suite non seulement au renchérissement du prix des matières premières mais aussi à l'absence de pénétration des produits belges sur les marchés des pays en voie de développement.

La balance commerciale, analysée suivant les sections de la classification type pour le commerce international, est déficitaire pour chacune d'entre elles sauf pour les produits chimiques et les articles manufacturés.

★
★ ★

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)		
1965 Moyenne mensuelle	7 348	4 029	27 090	26 640	— 450	98,3
1966 Moyenne mensuelle	7 504	3 796	29 925	28 465	— 1 460	95,1
1967 Moyenne mensuelle	7 740	4 027	30 361	29 511	— 850	97,2
1968 Moyenne mensuelle	9 016	4 611	34 980	34 047	— 933	97,3
1969 Moyenne mensuelle	10 187	5 229	41 754	42 039	+ 285	100,7
1970 Moyenne mensuelle	10 969	5 606	47 554	48 332	+ 178	101,6
1971 Moyenne mensuelle	11 103	5 406	52 422	51 687	— 735	98,6
1972 Moyenne mensuelle	11 971	6 342	56 814	59 248	+ 2 434	104,3
1973 Moyenne mensuelle	12 954	6 982	71 344	72 510	+ 1 166	101,6
1974 Moyenne mensuelle (a) ..	13 263	6 776	96 192	91 437	— 4 755	95,1
1973 Janvier	12 032	6 372	65 060	59 941	— 5 119	92,1
Février	11 858	5 723	64 168	63 604	— 564	99,1
Mars	12 982	7 339	69 982	75 501	+ 5 519	107,9
Avril.....	13 145	6 578	66 355	68 710	+ 2 355	103,6
Mai	13 266	7 442	73 541	74 260	+ 719	101,0
Juin	13 245	7 295	70 576	71 093	+ 517	100,7
Juillet	11 722	7 286	63 189	70 194	+ 7 005	111,1
Août	13 631	6 742	70 049	60 669	— 9 380	86,6
Septembre	12 962	7 205	71 156	76 942	+ 5 786	108,1
Octobre	13 758	8 217	85 758	87 398	+ 1 640	101,9
Novembre	13 976	6 744	79 103	77 225	— 1 878	97,6
Décembre	12 867	6 842	77 193	84 583	+ 7 390	109,6
Total ...	155 444	83 786	856 129	870 119	+ 13 990	101,6
1974 Janvier	13 623	6 807	88 856	82 605	— 6 251	93,0
(a) Février	12 237	5 401	89 199	75 673	— 13 526	84,8
Mars	12 096	6 662	96 143	94 741	— 1 402	98,5
Avril.....	13 104	7 049	99 755	97 284	— 2 471	97,5
Mai	14 106	7 304	108 920	101 265	— 7 655	93,0
Juin	13 805	7 038	100 406	92 870	— 7 536	92,5
Juillet	14 096	7 286	96 866	97 423	+ 557	100,6
Août	13 595	6 926	90 342	75 875	— 14 467	84,0
Septembre	13 671	6 570	97 485	92 486	— 4 999	94,9
Octobre	14 253	7 901	106 036	105 043	— 993	99,1
Novembre	12 563	6 467	91 409	91 574	+ 165	100,2
Décembre	12 010	5 905	88 890	90 401	+ 1 511	101,7
Total ...	159 158	81 317	1 154 308	1 097 240	— 57 068	95,1

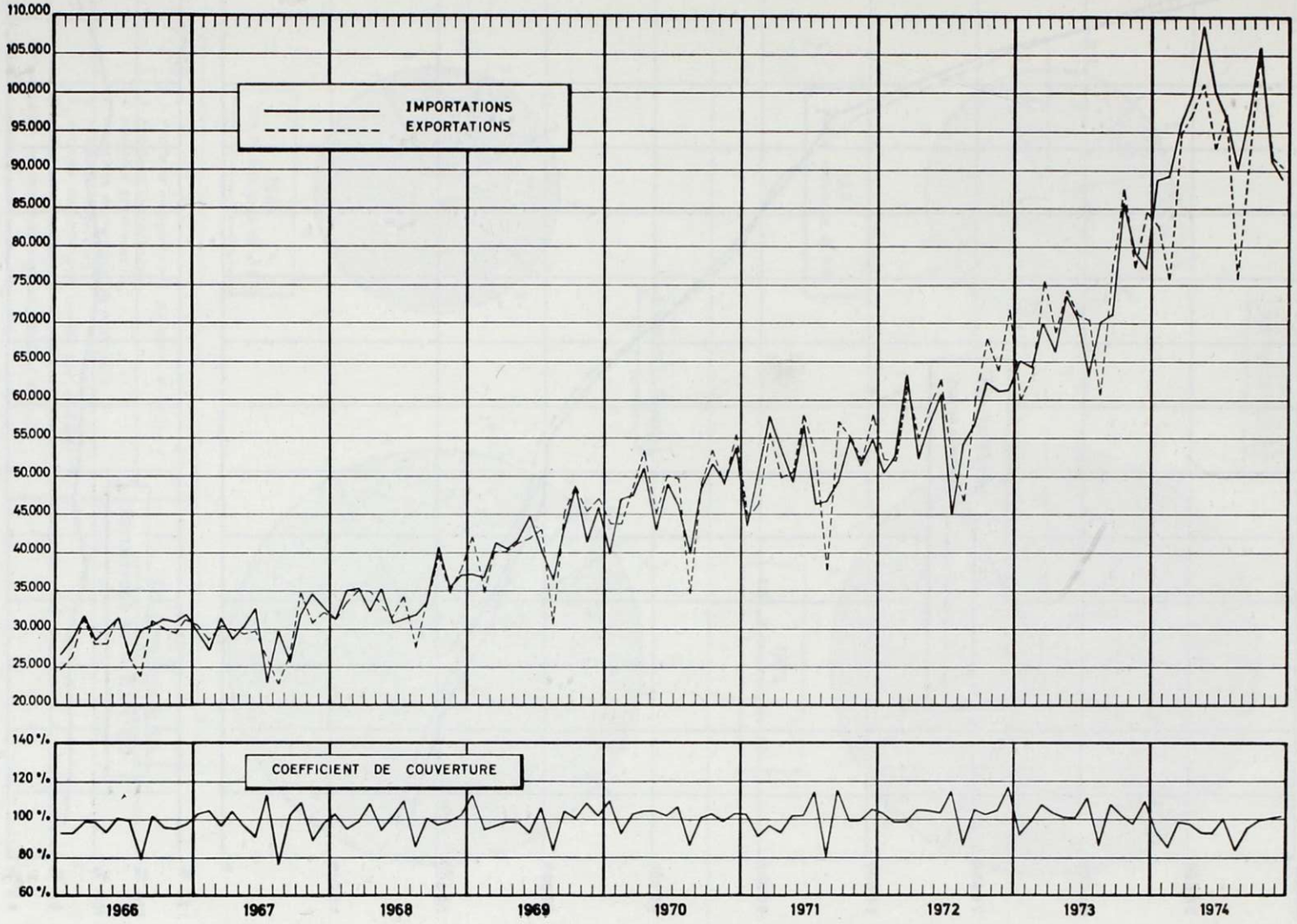
Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(données mensuelles - en millions de francs)

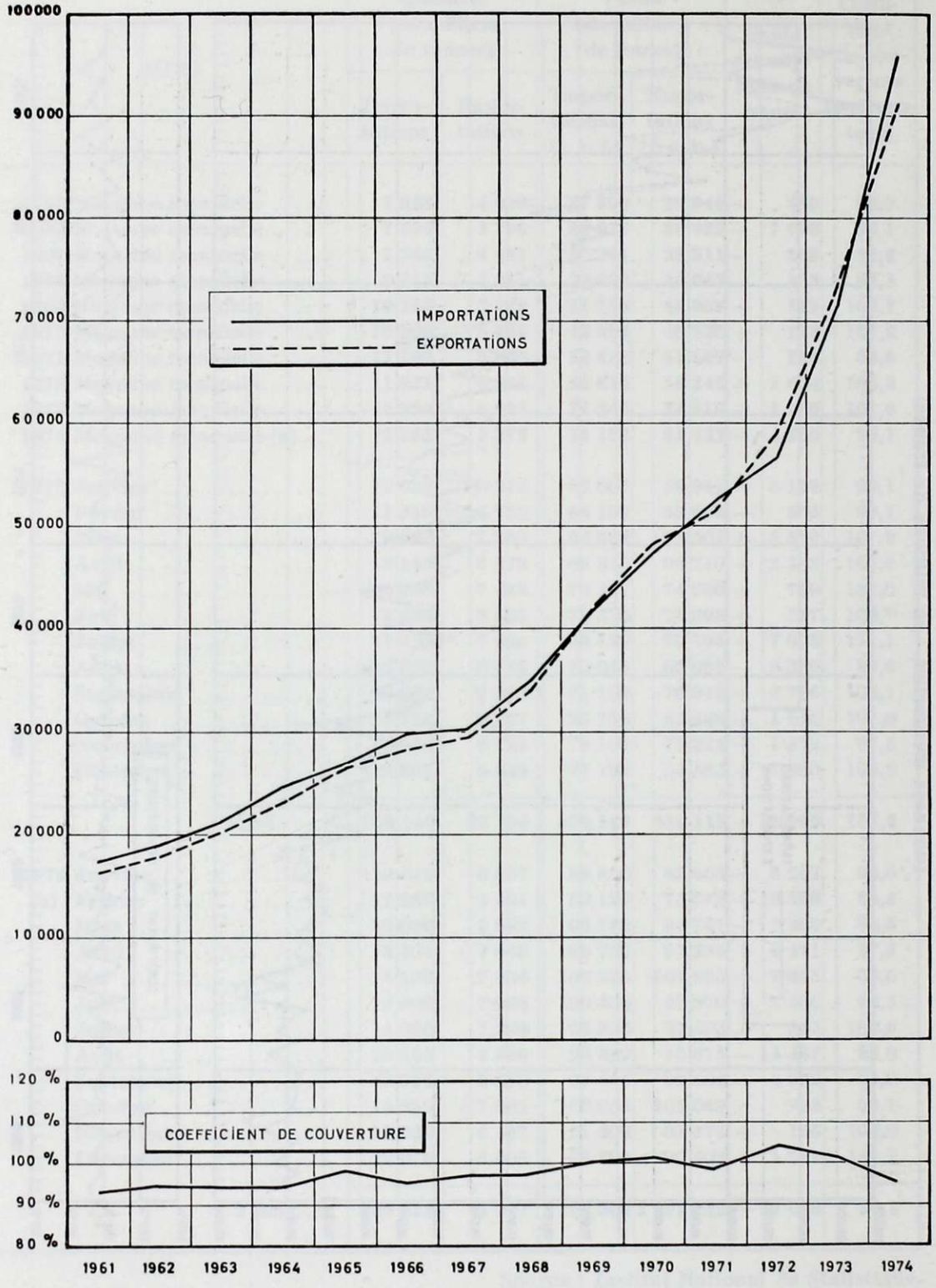


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles - en millions de francs)

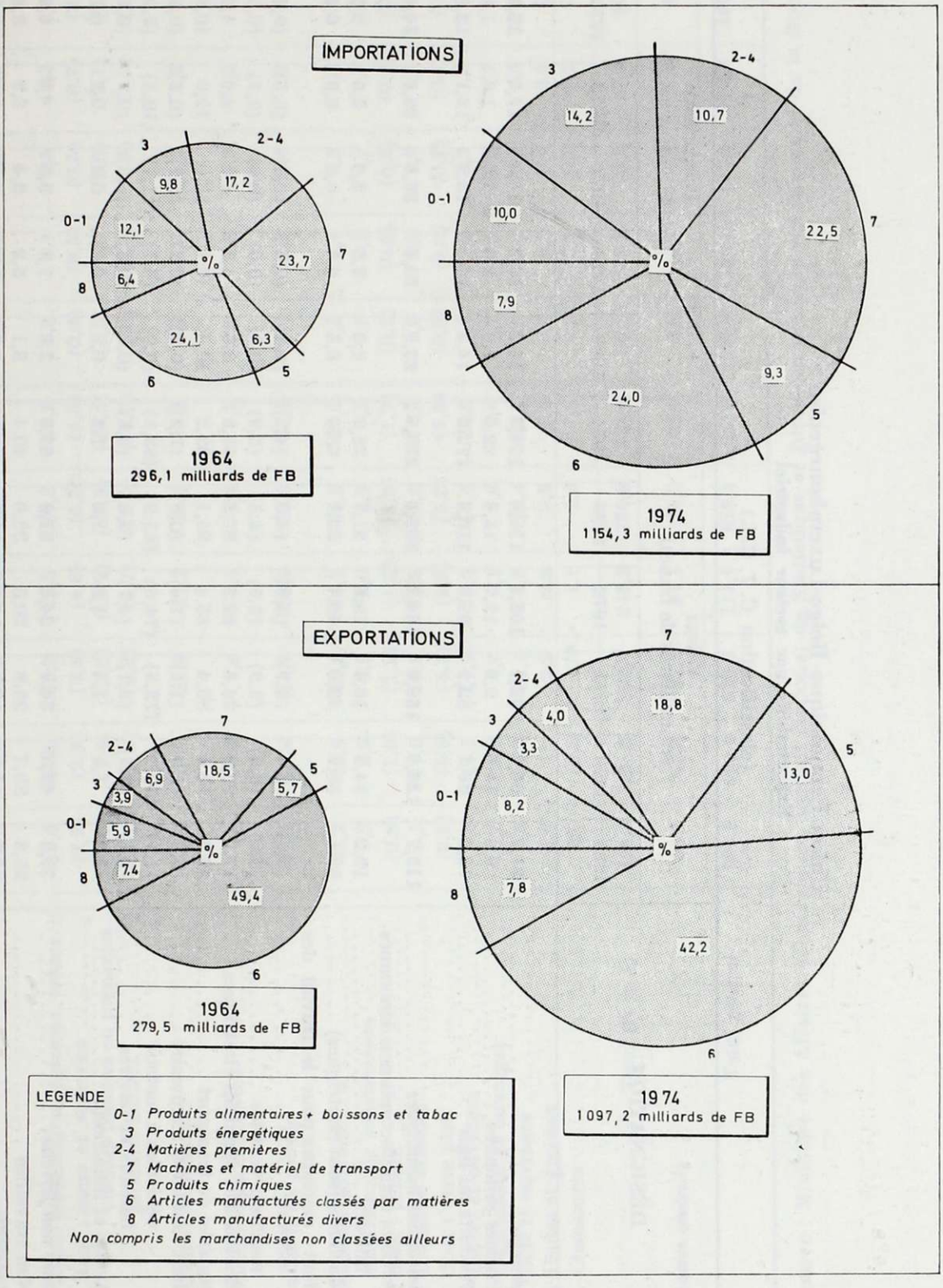


Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Structure des importations et des exportations en 1964 et 1974

(par classes des produits)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. *Sidérurgie*	**81,7**	**98,2**	**92,1**	**105,6**	**135,4**	**194,5**	**16,2**	**16,9**	**14,8**	**14,9**	**15,6**	**17,7**
1. Formes primaires	9,2	11,5	9,9	12,7	15,6	22,0	1,8	2,0	1,6	1,8	1,8	2,0
2. Produits mi-finis	72,5	86,7	82,2	92,9	119,8	172,5	14,4	14,9	13,2	13,1	13,8	15,7
B. *Fabrications métalliques*	**115,7**	**136,5**	**166,6**	**184,2**	**209,0**	**235,6**	**23,0**	**23,5**	**26,9**	**25,9**	**24,0**	**21,5**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	12,2	14,6	16,4	18,0	21,7	28,2	2,4	2,5	2,6	2,5	2,5	2,6
2. Machines (sauf électriques)	32,1	38,2	42,0	46,7	53,7	68,0	6,4	6,6	6,8	6,6	6,2	6,2
dont : machines pour le travail des métaux	(2,1)	(2,6)	(3,1)	(3,6)	(4,0)	(4,2)	(0,4)	(0,4)	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,4)
machines textiles	(3,0)	(3,5)	(3,9)	(3,5)	(4,5)	(5,9)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,5)	(0,5)	(0,5)
3. Machines et appareils électriques	17,7	23,9	26,4	32,9	37,5	45,9	3,5	4,1	4,3	4,6	4,3	4,2
4. Matériel de transport	52,5	58,4	80,4	85,4	95,1	92,2	10,4	10,1	13,0	12,0	10,8	8,4
dont : matériel ferroviaire	(0,8)	(1,0)	(1,1)	(1,4)	(0,9)	(1,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,1)
véhicules à moteur	(47,1)	(50,4)	(72,5)	(74,6)	(85,9)	(83,2)	(9,0)	(8,7)	(11,7)	(10,5)	(9,9)	(7,6)
bateaux et navires	(1,1)	(3,5)	(2,1)	(4,7)	(3,8)	(2,8)	(0,2)	(0,6)	(0,3)	(0,7)	(0,4)	(0,3)
5. Armes et munitions	1,2	1,4	1,4	1,2	1,0	1,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
C. *Métaux non ferreux*	**39,5**	**45,7**	**34,0**	**34,5**	**51,9**	**65,3**	**7,8**	**7,9**	**5,5**	**4,9**	**6,0**	**6,0**
1. Non travaillés	25,8	30,7	20,9	20,3	33,0	40,4	5,1	5,3	3,4	2,9	3,8	3,7
2. Travaillés	13,7	15,0	13,1	14,2	18,9	24,9	2,7	2,6	2,1	2,0	2,2	2,3
D. *Industrie textile*	**63,6**	**66,7**	**73,6**	**84,2**	**98,9**	**111,9**	**12,6**	**11,5**	**11,9**	**11,8**	**11,4**	**10,2**
1. Fibres	8,8	7,8	6,5	8,4	11,3	11,2	1,8	1,3	1,0	1,2	1,3	1,0
2. Fils	12,6	12,6	13,1	13,8	15,8	17,3	2,5	2,2	2,1	1,9	1,8	1,6
3. Tissus et cordages	30,1	32,3	37,0	42,3	49,6	57,8	5,9	5,6	6,0	5,9	5,7	5,3

1. Produits inorganiques	4,9	7,6	7,8	8,8	11,2	16,2	1,0	1,3	1,3	1,2	1,3	1,5
2. Produits organiques	8,3	10,4	14,5	17,1	21,3	38,9	1,6	1,8	2,3	2,4	2,4	3,6
3. Teintures, tannants et colorants	1,6	1,8	2,3	2,9	3,7	5,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
4. Produits pharmaceutiques	3,3	4,2	5,1	6,6	7,8	11,0	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0
5. Engrais manufacturés	7,9	7,8	7,8	8,5	10,3	16,7	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,5
6. Divers	14,5	17,6	20,0	25,3	35,7	54,0	2,9	3,0	3,2	3,6	4,1	4,9
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**39,0**	**46,8**	**53,7**	**65,3**	**80,2**	**90,5**	**7,8**	**8,1**	**8,6**	**9,2**	**9,2**	**8,2**
dont : sucre et sucreries	(2,2)	(2,9)	(3,4)	(4,8)	(4,3)	(5,3)	(0,4)	(0,5)	(0,5)	(0,7)	(0,5)	(0,5)
viandes fraîches ou préparées	(7,6)	(11,4)	(12,5)	(15,2)	(20,5)	(20,5)	(1,5)	(2,0)	(2,0)	(2,1)	(2,4)	(1,9)
produits laitiers	(5,1)	(5,5)	(8,2)	(8,7)	(12,0)	(14,0)	(1,0)	(0,9)	(1,3)	(1,2)	(1,4)	(1,3)
G. *Industrie diamantaire*	**20,2**	**19,2**	**20,8**	**27,3**	**32,6**	**33,1**	**4,0**	**3,3**	**3,3**	**3,8**	**3,7**	**3,0**
H. *Charbonnages et cokeries*	**1,4**	**1,8**	**1,6**	**1,4**	**1,4**	**1,9**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
I. *Industrie du pétrole*	**15,1**	**14,4**	**14,8**	**18,9**	**23,5**	**34,1**	**3,0**	**2,5**	**2,4**	**2,7**	**2,7**	**3,1**
J. *Industries diverses*	**37,7**	**42,9**	**48,2**	**56,3**	**67,9**	**80,5**	**7,5**	**7,4**	**7,8**	**7,9**	**7,8**	**7,3**
1. Matériaux de construction	3,2	3,9	4,5	5,0	5,9	6,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
dont : ciment	(0,8)	(1,0)	(1,2)	(1,2)	(1,3)	(1,7)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
2. Industrie verrière	9,5	11,0	10,8	12,8	14,0	14,5	1,9	1,9	1,7	1,8	1,6	1,3
dont : verre plat	(3,9)	(4,6)	(4,1)	(4,8)	(5,3)	(5,3)	(0,8)	(0,8)	(0,7)	(0,7)	(0,6)	(0,5)
3. Papier et ouvrages	9,5	11,1	11,9	13,6	16,6	20,5	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
4. Caoutchouc et ouvrages	3,5	3,9	4,7	5,1	6,8	9,3	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8
5. Bois et ouvrages	9,8	10,4	13,1	16,5	20,4	22,2	1,9	1,8	2,1	2,3	2,3	2,0
6. Huiles et graisses	1,3	1,7	2,2	2,2	2,9	5,9	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,5
7. Chaussures	0,9	0,9	1,0	1,1	1,3	1,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Total (A à J)	**454,4**	**521,6**	**562,9**	**646,9**	**790,8**	**989,5**	**90,2**	**89,9**	**90,8**	**91,0**	**90,9**	**90,2**
K. *Autres secteurs*	**50,1**	**58,4**	**57,3**	**64,1**	**79,3**	**107,7**	**9,8**	**10,1**	**9,2**	**9,0**	**9,1**	**9,8**
Total général	**504,5**	**580,0**	**620,2**	**711,0**	**870,1**	**1 097,2**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par catégorie de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969 (a)	1970	1971	1972	1973	1974
Matières premières et produits demi-finis	**202 319**	**236 743**	**285 457**	**327 751**	**328 148**	**372 751**	**466 604**	**614 707**
Produits agricoles	9 298	10 649	10 945	11 444	11 726	12 905	16 149	23 548
Produits industriels	193 021	226 094	274 512	316 307	316 422	359 846	450 455	591 159
dont : Matières premières	*19 602*	*22 437*	*27 555*	*30 288*	*27 342*	*33 830*	*39 708*	*44 966*
Produits demi-finis	*173 419*	*203 746*	*246 957*	*286 019*	*289 080*	*326 016*	*410 747*	*546 193*
Combustibles et énergie	**10 068**	**12 760**	**16 638**	**16 441**	**16 690**	**20 537**	**24 773**	**36 422**
Biens de consommation	**89 551**	**101 515**	**135 078**	**153 135**	**185 646**	**211 133**	**252 457**	**275 534**
Produits durables	55 404	64 328	90 243	99 967	123 885	139 357	162 351	167 129
Produits non durables	34 147	37 187	44 835	53 168	61 761	71 776	90 106	108 405
dont : Produits alimentaires	*22 438*	*24 385*	*29 072*	*34 959*	*41 642*	*49 391*	*63 340*	*73 859*
Produits non alimentaires	*11 709*	*12 802*	*15 763*	*18 209*	*20 119*	*22 385*	*26 766*	*34 546*
Biens d'équipement	**46 124**	**50 535**	**58 981**	**71 464**	**79 665**	**93 446**	**108 521**	**141 184**
Moteurs et investissements finis	24 441	27 397	33 528	40 953	45 806	53 549	61 837	74 077
Matériel de transport	11 144	11 198	14 627	16 839	17 988	21 882	23 731	27 976
Appareils scientifiques et médicaux	967	941	1 299	1 653	2 051	2 476	2 906	3 874
Autres	9 572	10 999	9 527	12 019	13 820	15 539	20 047	35 257
Autres produits	**6 070**	**7 006**	**8 312**	**11 190**	**10 089**	**13 113**	**17 764**	**29 393**
Total général	**354 132**	**408 559**	**504 466**	**579 981**	**620 238**	**710 980**	**870 119**	**1 097 240**

(a) A partir de 1969, nouvelle série.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969 (a)	1970	1971	1972	1973	1974
Matières premières et produits demi-finis	**57,1**	**57,9**	**56,6**	**56,5**	**52,9**	**52,4**	**53,6**	**56,0**
Produits agricoles	2,6	2,6	2,2	2,0	1,9	1,8	1,8	2,1
Produits industriels	54,5	55,3	54,4	54,5	51,0	50,6	51,8	53,9
dont : Matières premières	*5,5*	*5,5*	*5,4*	*5,2*	*4,4*	*4,8*	*4,6*	*4,1*
Produits demi-finis	*49,0*	*49,8*	*49,0*	*49,3*	*46,6*	*45,8*	*47,2*	*49,8*
Combustibles et énergie	**2,8**	**3,1**	**3,3**	**2,9**	**2,7**	**2,9**	**2,9**	**3,3**
Biens de consommation	**25,3**	**24,9**	**26,8**	**26,4**	**29,9**	**29,7**	**29,0**	**25,1**
Produits durables	15,6	15,8	17,9	17,2	20,0	19,6	18,6	15,2
Produits non durables	9,7	9,1	8,9	9,2	9,9	10,1	10,4	9,9
dont : Produits alimentaires	*6,4*	*6,0*	*5,8*	*6,0*	*6,7*	*7,0*	*7,3*	*6,7*
Produits non alimentaires	*3,3*	*3,1*	*3,1*	*3,2*	*3,2*	*3,1*	*3,1*	*3,2*
Biens d'équipement	**13,0**	**12,4**	**11,7**	**12,3**	**12,8**	**13,1**	**12,5**	**12,9**
Moteurs et investissements finis	6,9	6,7	6,6	7,1	7,4	7,5	7,2	6,8
Matériel de transport	3,1	2,7	2,9	2,9	2,9	3,1	2,7	2,5
Appareils scientifiques et médicaux	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Autres	2,7	2,7	1,9	2,0	2,2	2,2	2,3	3,2
Autres produits	**1,8**	**1,7**	**1,6**	**1,9**	**1,7**	**1,9**	**2,0**	**2,7**
Total général...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) A partir de 1969, nouvelle série.

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Autres pays de l'Europe	Eur
Matières premières et produits demi-finis	**135 455**	**86 062**	**129 026**	**26 972**	**35 293**	**6 331**	**1 927**	**421 066**	**76 700**	**497**
Produits agricoles	9 540	2 343	2 559	296	1 045	214	327	16 325	1 659	17
Produits industriels	125 915	83 719	126 467	26 676	34 248	6 117	1 600	404 741	75 041	479
dont : Matières premières	*9 899*	*6 612*	*11 922*	*3 109*	*2 978*	*314*	*105*	*34 939*	*4 361*	*39*
Produits demi-finis	*116 016*	*77 107*	*114 545*	*23 567*	*31 270*	*5 803*	*1 495*	*369 802*	*70 680*	*440*
Combustibles et énergie	**1 996**	**4 437**	**6 219**	**381**	**4 499**	**2 195**	**113**	**19 840**	**7 401**	**27**
Biens de consommation	**50 988**	**71 501**	**75 640**	**11 953**	**8 928**	**1 527**	**279**	**220 816**	**21 053**	**241**
Produits durables	29 572	46 112	47 275	6 637	3 774	933	83	134 386	14 655	149
Produits non durables	21 417	25 389	28 365	5 316	5 154	594	196	86 430	6 398	92
dont : Produits alimentaires	*14 400*	*18 137*	*22 401*	*4 168*	*3 380*	*190*	*128*	*62 804*	*1 795*	*64*
Prod. non alimentaires	*7 017*	*7 252*	*5 964*	*1 148*	*1 774*	*404*	*68*	*23 626*	*4 503*	*28*
Biens d'équipement	**27 776**	**24 826**	**20 747**	**7 561**	**8 567**	**1 857**	**492**	**91 826**	**19 026**	**110**
Moteurs et investissements finis	12 561	13 193	11 299	3 547	4 191	1 139	301	46 231	11 524	57
Matériel de transport	7 826	3 982	2 682	2 107	2 688	423	41	19 749	2 559	22
Appareils scientifiques et médicaux	1 077	535	542	268	178	29	6	2 635	515	3
Autres	6 312	7 116	6 224	1 639	1 510	266	144	23 211	4 428	27
Autres produits	**3 284**	**1 774**	**4 141**	**2 397**	**1 845**	**430**	**88**	**13 958**	**7 052**	**21**
Total général	**219 499**	**188 600**	**235 773**	**49 264**	**59 132**	**12 340**	**2 899**	**767 506**	**131 232**	**898**

lgo-Luxembourgeoise

· catégorie de produits en 1974

francs)

Répu-blique d'Afri-que du Sud	Autres pays d'Afri-que	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amé-rique	Amé-rique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
3 364	**15 069**	**18 433**	**40 087**	**4 041**	**21 119**	**65 247**	**4 516**	**25 811**	**30 327**	**2 934**	**614 707**
91	1 188	1 279	434	36	2 261	2 731	149	1 367	1 516	38	23 548
3 273	13 881	17 154	39 653	4 005	18 858	62 516	4 367	24 444	28.811	2 896	591 159
166	*2 324*	*2 490*	*735*	*18*	*628*	*1 381*	*260*	*1 490*	*1 750*	*46*	*44 966*
3 107	*11 557*	*14 664*	*38 918*	*3 987*	*18 230*	*61 135*	*4 107*	*22 954*	*27 061*	*2 850*	*546 193*
63	**668**	**731**	**757**	**2**	**111**	**870**	**892**	**481**	**1 373**	**6 207**	**36 422**
733	**6 835**	**7 568**	**13 875**	**878**	**2 318**	**17 071**	**1 810**	**6 424**	**8 234**	**792**	**275 534**
186	2 382	2 568	11 192	427	351	11 970	1 343	1 743	3 086	464	167 129
547	4 453	5 000	2 683	451	1 967	5 101	467	4 681	5 148	328	108 405
175	*3 213*	*3 388*	*699*	*108*	*1 164*	*1 971*	*249*	*3 415*	*3 664*	*137*	*73 859*
372	*1 240*	*1 612*	*1 984*	*343*	*803*	*3 130*	*218*	*1 266*	*1 484*	*191*	*34 546*
1 416	**7 523**	**8 939**	**6 091**	**891**	**4 345**	**11 327**	**1 062**	**7 838**	**8 900**	**1 166**	**141 184**
975	4 006	4 981	2 055	456	2 775	5 286	383	4 854	5 237	819	74 078
211	1 528	1 739	1 093	38	906	2 037	156	1 642	1 798	94	27 976
24	155	179	233	15	45	293	101	139	240	12	3 874
206	1 834	2 040	2 710	382	619	3 711	422	1 203	1 625	241	35 256
227	**2 538**	**2 765**	**670**	**148**	**1 260**	**2 078**	**236**	**2 491**	**2 727**	**813**	**29 393**
5 803	**32 633**	**38 436**	**61 480**	**5 960**	**29 153**	**96 593**	**8 516**	**43 045**	**51 561**	**11 912**	**1 097 240**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentetion.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1974 par rapport à 1973

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	**27,8**	**25,0**	**17,7**	**23,2**	**61,9**	**35,3**	**43,3**	**26,0**	**29,2**	**36,5**	**60,5**	**48,3**	**14,9**	**31,7**
Produits agricoles	32,8	10,7	32,9	14,7	63,8	114,0	19,8	30,6	30,2	502,8	189,6	115,0	106,3	45,8
Produits industriels	27,4	25,4	17,5	23,3	61,9	33,6	49,3	25,8	29,1	35,4	57,4	44,9	12,3	31,2
dont : Matières premières	*4,3*	— *2,5*	*10,4*	— *2,5*	*67,2*	*159,5*	*16,7*	*8,3*	*11,3*	*20,5*	*24,5*	*26,0*	*37,6*	*13,2*
Produits demi-finis.	*29,9*	*28,6*	*18,3*	*27,8*	*61,4*	*30,2*	*52,2*	*27,7*	*31,0*	*35,7*	*58,4*	*48,7*	*10,9*	*33,0*
Combustibles et énergie	**89,7**	**42,3**	**36,8**	**39,1**	**26,4**	**22,5**	**413,6**	**38,1**	**36,8**	— **9,1**	— **5,4**	**72,8**	**737,2**	**47,0**
Biens de consommation	**6,2**	**12,7**	**6,8**	— **0,4**	**13,4**	— **32,9**	**41,6**	**7,9**	**8,5**	— **2,2**	— **0,8**	**26,7**	**44,8**	**9,1**
Produits durables	0,2	7,1	3,5	— 14,8	— 20,8	— 49,7	— 37,6	1,2	2,6	— 4,1	— 4,5	19,2	51,8	2,9
Produits non durables	15,9	24,6	12,8	26,3	65,8	41,1	206,3	20,3	19,5	6,8	9,1	30,9	40,9	20,3
dont : Produits alimentaires	*10,0*	*26,5*	*8,6*	*31,0*	*75,0*	*48,4*	*573,7*	*17,8*	*15,8*	— *37,8*	— *13,2*	*31,9*	*46,0*	*16,6*
Prod. non alimentaires	*30,2*	*19,9*	*31,9*	*11,6*	*50,7*	*37,9*	*51,1*	*27,7*	*29,1*	*42,8*	*30,3*	*28,8*	*29,6*	*29,1*
Biens d'équipement	**17,3**	**31,5**	**13,9**	**25,3**	**42,9**	**58,0**	**42,2**	**23,5**	**25,4**	**51,6**	**40,1**	**34,9**	**90,3**	**30,1**
Moteurs et investissements finis	11,8	20,0	9,0	10,1	37,9	56,5	16,7	16,1	18,1	40,2	15,0	13,1	54,8	19,8
Matériel de transport	1,8	19,0	— 4,5	25,7	26,4	44,4	57,7	10,0	2,4	20,5	42,6	15,1	400,8	17,9
Appareils scientifiques et médicaux	28,2	62,6	34,2	9,8	42,4	20,8	50,0	33,6	32,2	17,1	23,1	29,7	66,7	33,3
Autres	60,7	69,0	34,2	83,5	115,1	104,6	148,3	59,4	65,6	87,3	103,9	256,0	105,4	75,9
Autres produits	**66,2**	**86,1**	**55,9**	**29,4**	**74,6**	**87,8**	**131,6**	**59,3**	**57,4**	**54,7**	**12,6**	**199,9**	**122,6**	**65,5**
Total général	**21,5**	**21,5**	**14,5**	**17,2**	**46,7**	**21,6**	**48,8**	**20,6**	**23,1**	**25,9**	**40,6**	**45,7**	**35,5**	**26,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1974 par rapport à 1973

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	**27,0**	**41,4**	**12,7**	**30,4**	**10,2**	**42,7**	**— 11,3**	**22,9**	**24,4**	**53,0**	**46,2**	**34,9**	**21,0**	**27,4**
Produits agricoles	32,6	0,5	0,6	102,4	51,6	— 19,6	—	11,1	12,0	5,4	— 0,4	112,6	25,3	22,6
Produits industriels	26,8	44,2	13,0	30,1	10,1	61,0	— 11,3	23,3	24,8	55,6	50,1	30,2	20,9	27,5
dont : Matières premières	*14,6*	*41,3*	*30,6*	*49,4*	*2,8*	*240,7*	*— 47,9*	*20,9*	*21,6*	*75,7*	*56,6*	*52,5*	*30,2*	*29,5*
Produits demi-finis	*34,4*	*44,8*	*11,5*	*28,7*	*10,8*	*21,0*	*80,5*	*23,9*	*25,6*	*45,4*	*44,3*	*25,0*	*16,1*	*26,9*
Combustibles et énergie	**30,9**	**98,1**	**64,0**	**203,0**	**205,1**	**— 68,2**	**—**	**82,9**	**80,7**	**96,1**	**78,9**	**100,2**	**172,3**	**118,1**
Biens de consommation	**17,8**	**14,6**	**23,9**	**26,9**	**21,9**	**46,4**	**21,4**	**20,1**	**21,2**	**38,8**	**9,1**	**40,0**	**23,5**	**20,7**
Produits durables	20,0	15,2	22,5	28,1	31,6	88,2	21,0	21,7	22,9	37,0	38,5	146,5	22,8	23,5
Produits non durables	14,7	14,0	28,4	22,9	10,4	31,5	21,5	17,6	18,5	40,7	— 0,5	33,6	26,0	16,9
dont : Produits alimentaires	*10,2*	*11,5*	*35,9*	*20,4*	*— 5,4*	*31,5*	*20,7*	*14,6*	*15,1*	*22,8*	*— 8,4*	*33,5*	*24,9*	*12,7*
Prod. non alimentaires	*25,7*	*21,8*	*21,1*	*29,7*	*36,9*	*32,8*	*80,0*	*24,2*	*26,2*	*70,7*	*55,4*	*100,0*	*38,7*	*28,1*
Biens d'équipement	**26,6**	**15,8**	**21,3**	**33,2**	**28,0**	**86,9**	**33,0**	**23,0**	**23,6**	**51,0**	**51,5**	**26,9**	**30,5**	**26,3**
Moteurs et investissements fixes	21,8	12,7	20,8	17,3	28,9	105,1	— 17,6	21,8	22,4	56,0	55,9	6,9	53,1	25,3
Matériel de transport	20,0	15,3	11,7	21,6	41,3	13,3	133,3	16,6	17,4	50,7	52,2	175,0	— 67,9	21,7
Appareils scientifiques et médicaux	28,4	19,8	22,9	18,0	35,2	51,1	157,9	24,9	25,2	59,2	61,3	180,0	35,4	29,5
Autres	50,2	23,7	29,1	33,1	17,3	28,3	100,0	31,5	32,1	34,6	35,2	— 28,6	44,4	32,7
Autres produits	**31,3**	**104,8**	**137,6**	**38,2**	**237,5**	**— 25,0**	**—**	**142,7**	**207,4**	**477,8**	**187,8**	**219,6**	**5,9**	**203,5**
Total général	**24,3**	**35,7**	**20,8**	**34,5**	**19,2**	**52,0**	**— 6,2**	**25,8**	**27,6**	**55,0**	**43,6**	**46,3**	**100,9**	**34,8**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. *Sidérurgie*	**17,4**	**23,5**	**22,6**	**22,8**	**30,3**	**45,0**	**3,5**	**4,1**	**3,6**	**3,3**	**3,5**	**3,9**
1. Formes primaires	6,4	9,0	6,9	7,4	10,0	15,3	1,3	1,6	1,1	1,1	1,2	1,3
2. Produits mi-finis	11,0	14,5	15,7	15,4	20,3	29,7	2,2	2,5	2,5	2,2	2,3	2,6
B. *Fabrications métalliques*	**134,8**	**164,2**	**189,1**	**209,1**	**252,0**	**286,0**	**26,9**	**28,8**	**30,1**	**30,7**	**29,4**	**24,8**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	11,1	13,7	17,0	16,0	19,1	25,8	2,2	2,4	2,7	2,3	2,2	2,2
2. Machines (sauf électriques)	45,3	56,6	65,7	67,8	81,3	99,1	9,0	9,9	10,4	10,0	9,5	8,6
dont : machines pour le travail des métaux	(2,5)	(4,0)	(4,3)	(4,3)	(5,1)	(6,9)	(0,5)	(0,7)	(0,7)	(0,6)	(0,6)	(0,6)
machines textiles	(3,5)	(3,5)	(3,6)	(3,9)	(4,5)	(5,8)	(0,7)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,5)	(0,5)
3. Machines et appareils électriques	21,7	29,3	34,9	37,4	46,4	57,7	4,3	5,2	5,6	5,5	5,4	5,0
4. Matériel de transport	56,5	64,4	71,3	87,7	104,9	102,9	11,3	11,3	11,4	12,9	12,3	8,9
dont : matériel ferroviaire	(0,3)	(0,7)	(1,6)	(2,2)	(1,4)	(1,8)	(0,1)	(0,1)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)
véhicules à moteur	(50,3)	(54,9)	(62,2)	(77,0)	(92,8)	(89,4)	(9,9)	(9,6)	(9,9)	(11,1)	(10,8)	(7,7)
bateaux et navires	(0,5)	(0,8)	(0,5)	(0,6)	(1,4)	(0,8)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,1)
5. Armes et munitions	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
C. *Métaux non ferreux*	**34,3**	**39,0**	**28,9**	**28,6**	**44,2**	**59,1**	**6,9**	**6,8**	**4,6**	**4,2**	**5,2**	**5,1**
1. Non travaillés	31,5	35,7	25,0	24,4	38,5	49,7	6,3	6,2	4,0	3,6	4,5	4,3
2. Travaillés	2,8	3,3	3,9	4,2	5,7	9,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
D. *Industrie textile*	**47,9**	**49,6**	**57,5**	**65,0**	**81,5**	**95,1**	**9,5**	**8,7**	**9,1**	**9,5**	**9,5**	**8,2**
1. Fibres	16,2	14,9	14,3	15,9	20,5	20,5	3,2	2,6	2,3	2,3	2,4	1,8
2. Fils	9,0	9,3	11,9	12,7	15,5	18,5	1,8	1,6	1,9	1,9	1,8	1,6

1. Produits inorganiques	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2. Produits organiques	7,1	8,1	10,3	12,2	15,6	36,9	1,4	1,4	1,6	1,8	1,8	3,2
3. Teintures, tannants et colorants	2,6	2,8	3,5	3,8	4,9	5,8	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5
4. Produits pharmaceutiques	6,0	7,0	7,4	8,5	9,7	12,8	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1
5. Engrais manufacturés	2,4	2,3	2,4	2,5	3,2	4,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
6. Divers	14,3	16,4	19,4	20,9	26,0	38,4	2,8	2,9	3,1	3,1	3,0	3,3
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**58,0**	**68,0**	**75,7**	**83,9**	**103,6**	**115,3**	**11,6**	**11,9**	**12,0**	**12,3**	**12,1**	**10,0**
dont : sucre et sucreries	(0,8)	(0,8)	(1,1)	(1,0)	(1,4)	(1,5)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)
viandes fraîches ou préparées	(4,2)	(4,4)	(5,5)	(6,8)	(8,6)	(8,6)	(0,8)	(0,8)	(0,9)	(1,0)	(1,0)	(0,8)
produits laitiers	(4,2)	(6,2)	(7,1)	(7,1)	(10,2)	(11,6)	(0,8)	(1,1)	(1,1)	(1,0)	(1,2)	(1,0)
G. *Industrie diamantaire*	**24,7**	**16,9**	**22,4**	**25,7**	**37,4**	**37,9**	**4,9**	**3,0**	**3,6**	**3,8**	**4,4**	**3,3**
H. *Charbonnages et cokeries*	**12,1**	**15,1**	**13,4**	**14,2**	**17,8**	**29,3**	**2,4**	**2,7**	**2,1**	**2,1**	**2,1**	**2,5**
I. *Industrie du pétrole*	**30,4**	**33,7**	**43,5**	**43,1**	**51,0**	**124,9**	**6,1**	**5,9**	**6,9**	**6,3**	**6,0**	**10,8**
1. Produit brut ou semi-raffiné	24,1	26,4	32,7	33,6	36,9	89,5	4,8	4,6	5,2	4,9	4,3	7,7
2. Produits dérivés	6,3	7,3	10,8	9,5	14,1	35,4	1,3	1,3	1,7	1,4	1,7	3,1
J. *Industries diverses*	**37,5**	**42,4**	**48,3**	**52,1**	**66,8**	**92,8**	**7,5**	**7,4**	**7,7**	**7,6**	**7,8**	**8,1**
1. Matériaux de construction	0,8	1,0	1,2	1,4	1,7	3,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
2. Industrie verrière	2,2	2,9	3,2	3,5	4,2	4,9	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
3. Papier et ouvrages	11,9	13,8	15,4	16,4	20,7	30,1	2,4	2,4	2,5	2,4	2,4	2,6
4. Caoutchouc et ouvrages	5,7	6,2	7,6	7,6	9,2	12,6	1,1	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1
5. Bois et ouvrages	11,2	11,4	12,3	14,1	20,4	26,2	2,3	2,0	2,0	2,1	2,4	2,3
6. Huiles et graisses	2,7	3,9	4,5	4,4	5,3	9,1	0,5	0,7	0,7	0,6	0,6	0,8
7. Chaussures	3,0	3,2	4,1	4,7	5,3	6,9	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Total (A à J)	**433,4**	**493,9**	**549,3**	**598,0**	**749,9**	**992,7**	**86,5**	**86,6**	**87,3**	**87,7**	**87,6**	**86,0**
K. *Autres secteurs*	**67,7**	**76,7**	**79,8**	**83,8**	**106,2**	**161,6**	**13,5**	**13,4**	**12,7**	**12,3**	**12,4**	**14,0**
Total général	**501,1**	**570,6**	**629,1**	**681,8**	**856,1**	**1 154,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministèré des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969 (a)	1970	1971	1972	1973	1974
Matières premières et produits demi-finis	**202 681**	**237 551**	**284 787**	**312 463**	**328 601**	**356 603**	**455 164**	**579 664**
Produits agricoles	8 709	9 197	10 013	11 518	12 339	13 242	17 797	21 825
Produits industriels	193 972	228 354	274 774	300 945	916 262	343 361	437 367	557 839
dont : Matières premières	*57 986*	*66 534*	*74 428*	*84 568*	*78 954*	*84 810*	*107 261*	*138 909*
Produits demi-finis	*135 986*	*161 820*	*200 346*	*216 377*	*237 308*	*258 551*	*330 106*	*418 930*
Combustibles et énergie	**31 122**	**39 941**	**45 007**	**52 095**	**61 079**	**62 368**	**75 327**	**164 300**
Biens de consommation	**75 160**	**84 234**	**104 694**	**116 847**	**137 935**	**156 911**	**193 947**	**234 178**
Produits durables	38 415	44 894	60 121	65 830	77 430	90 312	112 333	138 782
Produits non durables	36 745	39 340	44 573	51 017	60 505	66 599	81 614	95 396
dont : Produits alimentaires	*28 398*	*29 229*	*32 182*	*36 674*	*43 998*	*48 114*	*59 609*	*67 207*
Produits non alimentaires	*8 347*	*10 111*	*12 391*	*14 343*	*16 507*	*18 485*	*22 005*	*28 189*
Biens d'équipement	**54 813**	**56 836**	**65 807**	**88 432**	**100 692**	**104 315**	**126 153**	**159 359**
Moteurs et investissements finis	34 750	36 000	40 461	54 350	63 302	66 041	80 759	101 222
Matériel de transport	7 268	8 090	9 962	12 724	11 825	14 046	17 382	21 151
Appareils scientifiques et médicaux	2 726	2 838	3 721	4 555	5 313	5 075	5 808	7 521
Autres	10 069	9 908	11 663	16 803	20 252	19 153	22 204	29 465
Autres produits	**561**	**1 196**	**758**	**810**	**756**	**1 576**	**5 538**	**16 807**
Total général	**364 337**	**419 758**	**501 053**	**570 647**	**629 063**	**681 773**	**856 129**	**1 154 308**

(a) A partir de 1969, nouvelle série.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969 (a)	1970	1971	1972	1973	1974
Matières premières et produits demi-finis	**55,6**	**56,6**	**56,8**	**54,8**	**52,3**	**52,3**	**53,2**	**50,2**
Produits agricoles	2,4	2,2	2,0	2,0	2,0	1,9	2,1	1,9
Produits industriels	53,2	54,4	54,8	52,8	50,3	50,4	51,1	48,3
dont : Matières premières	*15,9*	*15,8*	*14,8*	*14,8*	*12,6*	*12,5*	*12,6*	*12,0*
Produits demi-finis	*37,3*	*38,6*	*40,0*	*38,0*	*37,7*	*37,9*	*38,5*	*36,3*
Combustibles et énergie	**8,5**	**9,5**	**9,0**	**9,1**	**9,7**	**9,2**	**8,8**	**14,2**
Biens de consommation	**20,6**	**20,1**	**20,9**	**20,5**	**21,9**	**23,0**	**22,7**	**20,3**
Produits durables	10,5	10,7	12,0	11,5	12,3	13,2	13,1	12,0
Produits non durables	10,1	9,4	8,9	9,0	9,6	9,8	9,6	8,3
dont : Produits alimentaires	*7,8*	*7,0*	*6,4*	*6,5*	*7,0*	*7,1*	*7,0*	*5,8*
Produits non alimentaires	*2,3*	*2,4*	*2,5*	*2,5*	*2,6*	*2,7*	*2,6*	*2,5*
Biens d'équipement	**15,1**	**13,5**	**13,1**	**15,5**	**16,0**	**15,3**	**14,7**	**13,8**
Moteurs et investissements finis	9,5	8,5	8,1	9,5	10,1	9,7	9,4	8,8
Matériel de transport	2,0	1,9	2,0	2,2	1,9	2,1	2,0	1,8
Appareils scientifiques et médicaux	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Autres	2,8	2,4	2,3	3,0	3,2	2,8	2,6	2,5
Autres produits	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,1**	**0,1**	**0,2**	**0,6**	**1,5**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) A partir de 1969, nouvelle série.

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Autres pays de l'Europe	Europe
Matières premières et produits demi-finis	**111 207**	**90 683**	**116 910**	**13 395**	**44 661**	**1 795**	**1 690**	**380 341**	**52 400**	**432**
Produits agricoles	4 271	4 109	2 486	83	185	230	—	11 365	1 399	12
Produits industriels	106 936	86 574	114 424	13 312	44 476	1 565	1 690	368 976	51 001	419
dont : Matières premières	*37 093*	*16 216*	*9 841*	*1 053*	*3 747*	*603*	*710*	*69 263*	*15 009*	*84*
Produits demi-finis	*69 843*	*70 358*	*104 583*	*12 259*	*40 729*	*962*	*980*	*299 713*	*35 992*	*335*
Combustibles et énergie	**3 848**	**26 057**	**21 027**	**2 975**	**2 462**	**14**	—	**56 384**	**7 144**	**63**
Biens de consommation	**56 195**	**45 727**	**57 440**	**19 312**	**8 225**	**2 264**	**602**	**189 765**	**16 506**	**206**
Produits durables	33 151	20 371	43 155	14 992	4 831	766	98	117 364	8 499	125
Produits non durables	23 044	25 356	14 286	4 319	3 394	1 498	504	72 401	8 007	80
dont : Produits alimentaires	*15 633*	*18 687*	*7 472*	*3 043*	*1 814*	*1 337*	*495*	*48 482*	*5 819*	*54*
Prod. non alimentaires	*7 411*	*6 669*	*6 814*	*1 276*	*1 580*	*162*	*9*	*23 919*	*2 188*	*26*
Biens d'équipement	**28 131**	**22 874**	**58 615**	**7 573**	**9 241**	**1 389**	**149**	**127 972**	**10 588**	**138**
Moteurs et investissements fixes	17 892	12 713	39 551	5 362	5 892	1 165	61	82 637	7 277	89
Matériel de transport	3 469	3 976	6 091	806	1 074	85	7	15 507	899	16
Appareils scientifiques et médicaux	1 108	896	2 744	302	449	71	49	5 618	629	6
Autres	5 662	5 289	10 229	1 103	1 826	68	32	24 210	1 783	25
Autres produits	**214**	**1 692**	**2 504**	**47**	**2 086**	**3**	**1**	**6 546**	**7 488**	**14**
Total général	**199 595**	**187 033**	**256 496**	**43 302**	**66 675**	**5 465**	**2 442**	**761 008**	**94 126**	**855**

go-Luxembourgeoise
catégorie de produits en 1974
ancs)

épu-lique 'Afri-que ı Sud	Autres pays d'Afri-que	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amé-rique	Amé-rique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
3 338	**43 249**	**51 587**	**44 557**	**9 266**	**15 767**	**69 590**	**5 355**	**13 584**	**18 939**	**6 806**	**579 664**
142	4 529	4 671	1 582	118	1 904	3 604	1	723	724	63	21 825
3 196	38 720	46 916	42 975	9 148	13 863	65 986	5 354	12 861	18 215	6 743	557 839
1 342	*8 999*	*10 341*	*16 254*	*6 100*	*10 108*	*32 462*	*776*	*5 901*	*6 677*	*5 156*	*138 909*
5 854	*29 721*	*36 575*	*26 721*	*3 048*	*3 755*	*33 524*	*4 578*	*6 960*	*11 538*	*1 587*	*418 930*
299	**14 683**	**14 982**	**4 097**	**251**	**1 237**	**5 585**	**2**	**79 609**	**79 611**	**594**	**164 300**
. 036	**2 137**	**3 172**	**7 614**	**612**	**5 051**	**13 277**	**5 482**	**5 398**	**10 880**	**578**	**234 178**
7	311	318	3 877	78	197	4 152	5 051	3 298	8 349	99	138 782
. 028	1 826	2 854	3 737	534	4 854	9 125	431	2 100	2 531	479	95 396
1 024	*1 820*	*2 844*	*2 042*	*481*	*4 837*	*7 360*	*348*	*1 950*	*2 298*	*406*	*67 207*
4	*6*	*10*	*1 695*	*53*	*17*	*1 765*	*83*	*150*	*233*	*73*	*28 189*
19	**47**	**66**	**17 242**	**332**	**147**	**17 721**	**2 418**	**433**	**2 851**	**161**	**159 359**
15	16	31	9 004	238	40	9 282	1 764	161	1 925	70	101 222
3	8	11	4 535	5	58	4 598	91	22	113	23	21 151
—	14	14	963	21	5	989	238	22	260	10	7 521
1	9	10	2 740	68	44	2 852	325	228	553	58	29 465
97	**749**	**847**	**1 485**	**23**	**383**	**1 891**	**1**	**35**	**36**	**1**	**16 807**
789	**60 865**	**70 654**	**74 995**	**10 484**	**22 585**	**108 064**	**13 258**	**99 059**	**112 317**	**8 140**	**1 154 308**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation

(1970 = 100)

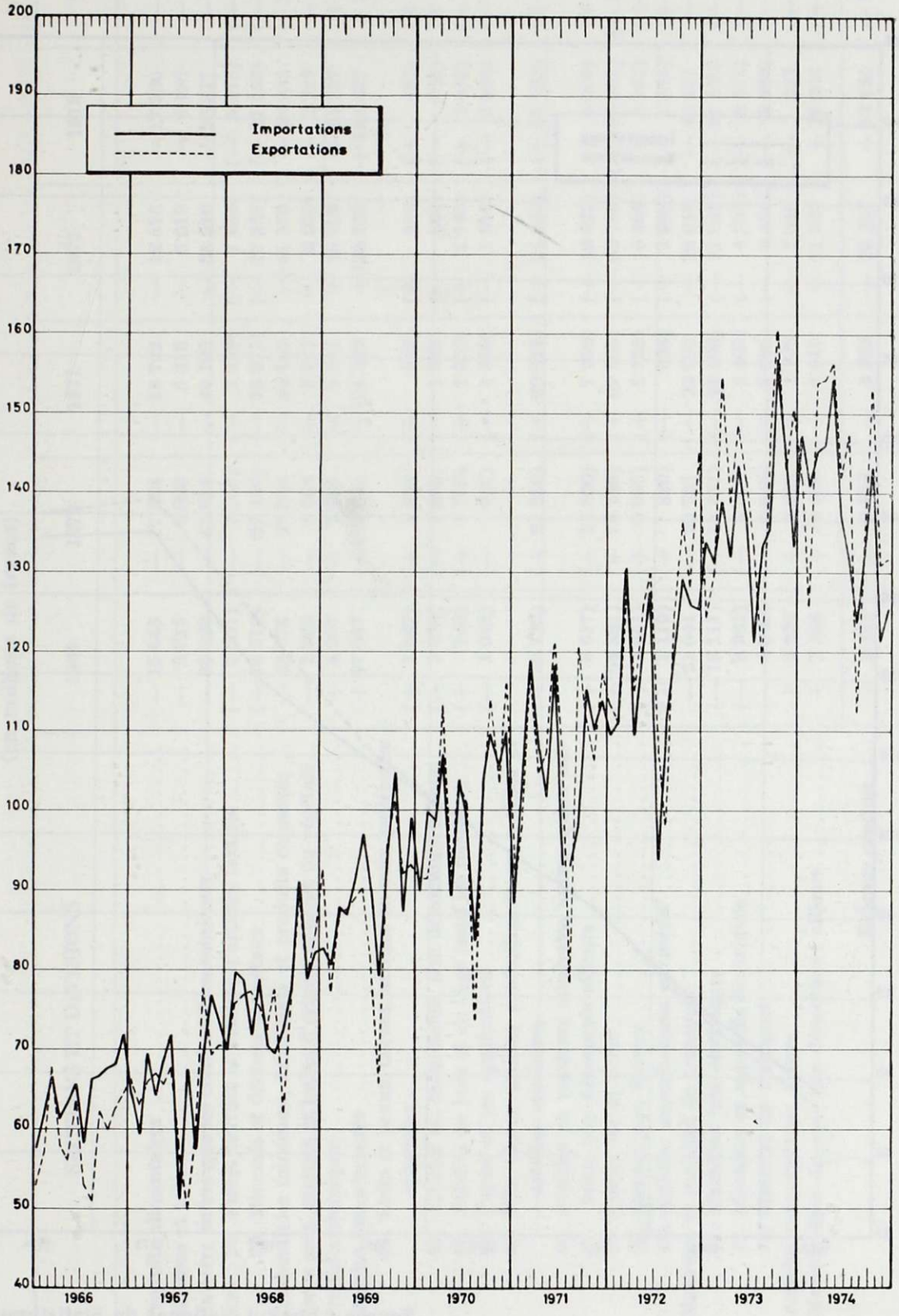
DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1967	1968	1969	1971	1972	1973	1974	1997	1968	1969	1971	1972	1973	1974
A. *Importations*	68,3	78,4	91,3	108,7	119,2	138,1	141,3	93,2	93,5	96,3	101,6	100,7	109,0	142,6
Matières premières et auxiliaires	71,4	84,0	94,1	106,4	115,9	133,3	136,6	92,5	92,9	97,5	95,9	93,8	106,5	139,6
Biens d'équipement	61,9	65,9	85,1	111,9	121,8	144,7	148,7	94,8	94,4	95,4	104,9	105,0	104,7	115,1
Biens de consommation durables ...	66,4	77,0	92,6	112,7	121,6	147,1	162,5	91,8	91,5	95,0	102,2	111,8	117,8	128,6
Biens de consommation non durables.	71,3	79,7	90,3	117,9	131,2	154,2	164,0	95,7	94,1	97,4	113,2	105,5	110,0	123,4
B. *Exportations*	65,7	77,3	91,0	110,0	126,2	141,6	142,3	92,9	91,8	96,1	97,6	99,3	108,3	135,5
Matières premières et auxiliaires	69,4	82,2	94,0	105,6	122,1	136,9	136,9	89,8	88,7	93,7	92,1	92,9	105,6	141,5
Biens d'équipement	63,3	69,7	83,5	106,1	131,2	146,9	162,5	94,3	93,6	96,1	104,2	104,7	106,4	117,2
Biens de consommation durables ...	54,4	68,9	90,5	130,7	132,7	148,6	137,7	101,9	98,8	100,2	103,2	107,9	113,2	127,4
Biens de consommation non durables.	69,6	75,9	88,4	114,1	128,7	145,0	156,7	93,2	95,3	100,7	102,3	105,6	113,0	126,1
C. *Taux d'échange* $(= \frac{B}{A})$								99,7	98,3	99,8	96,1	98,7	99,4	95,0

Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(données mensuelles - 1970 = 100)

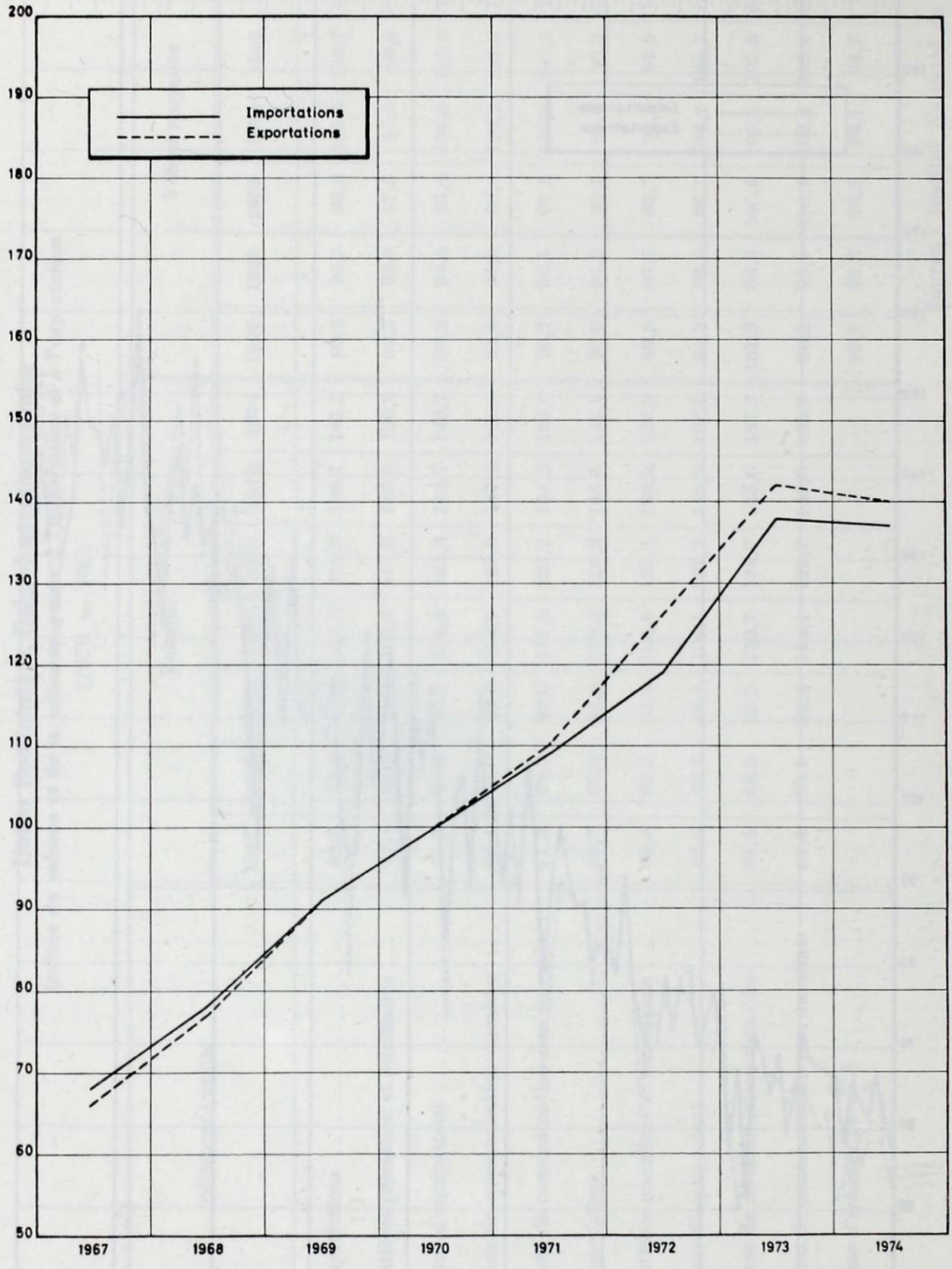


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(moyennes mensuelles - 1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1969	1970	1971	1972	1973	1974
0. Produits alimentaires	— 15 645	— 17 224	— 16 722	— 12 613	— 17 330	— 18 575
1. Boissons et tabacs	— 3 315	— 4 023	— 5 313	— 6 019	— 6 190	— 6 243
2. Matières autres que les combustibles minéraux	— 38 223	— 41 914	— 40 199	— 38 910	— 50 317	— 76 332
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(— 7 251)	(— 7 158)	(— 7 758)	(— 7 454)	(— 9 216)	(— 9 333)
28. Minerais et déchets de métaux	(— 16 510)	(— 22 137)	(— 18 275)	(— 17 358)	(— 21 553)	(— 34 221)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	— 28 078	— 35 346	— 44 185	— 41 570	— 49 985	— 127 555
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale	— 1 362	— 2 166	— 2 286	— 2 206	— 2 229	— 3 176
5. Produits chimiques	+ 4 217	+ 7 865	+ 9 561	+ 15 709	+ 24 737	+ 34 886
6. Articles manufacturés	+ 97 087	+117 642	+101 589	+128 732	+ 149 637	+ 186 702
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(+ 1 047)	(+ 1 216)	(+ 917)	(+ 986)	(+ 895)	(+ 746)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs	(— 1 050)	(— 1 409)	(— 1 832)	(— 900)	(— 338)	(+ 97)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(+ 743)	(+ 1 118)	(+ 1 353)	(+ 1 743)	(+ 2 031)	(+ 1 186)
64. Papier et ses applications	(— 1 043)	(— 957)	(— 1 589)	(— 1 393)	(— 2 306)	(— 7 676)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 20 722)	(+ 21 356)	(+ 20 828)	(+ 24 385)	(+ 26 180)	(+ 27 168)
66. Articles en matières minérales autres qu'en métaux, non dénommés ailleurs	(+ 3 517)	(+ 11 800)	(+ 7 250)	(+ 12 622)	(+ 6 600)	(+ 3 749)
67. Fonte, fer et acier	(+ 64 381)	(+ 74 743)	(+ 69 565)	(+ 82 755)	(+ 105 062)	(+ 149 490)
68. Métaux non ferreux	(+ 7 651)	(+ 8 955)	(+ 5 725)	(+ 6 568)	(+ 8 967)	(+ 9 548)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 1 119)	(+ 820)	(— 628)	(+ 1 966)	(+ 2 546)	(+ 2 394)
7. Machines et matériel de transport	— 21 041	— 29 731	— 22 998	— 28 010	— 46 231	— 53 566
71. Machines non électriques	(— 13 111)	(— 18 351)	(— 23 693)	(— 21 047)	(— 27 560)	(— 31 129)
72. Machines et appareils électriques	(— 3 981)	(— 5 337)	(— 8 401)	(— 4 507)	(— 8 871)	(— 11 875)
73. Matériel de transport	(— 3 949)	(— 6 043)	(+ 9 096)	(— 2 456)	(— 9 800)	(— 10 562)
8. Articles manufacturés divers	+ 2 237	+ 3 828	+ 2 109	+ 2 546	— 335	— 5 812
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	+ 7 536	+ 10 403	+ 9 619	+ 11 547	+ 12 233	+ 12 603
Balance générale	+ 3 413	+ 9 334	— 8 825	+ 29 207	+ 13 990	— 570 068

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Rép. féd. d'Allemagne	85,5	115,5	140,0	157,4	176,5	205,9	235,8	20,9	22,9	24,1	25,4	24,8	23,6	21,5
2. France	75,8	105,9	115,2	123,0	144,3	180,7	219,5	18,6	21,0	19,9	19,8	20,3	20,8	20,0
3. Pays-Bas	85,9	97,5	112,6	118,5	132,1	155,2	188,6	21,0	19,3	19,4	19,1	18,6	17,8	17,2
4. Etats-Unis	38,6	34,8	35,1	41,3	43,4	48,8	61,5	9,4	6,9	6,1	6,7	6,1	5,6	5,6
5. Royaume-Uni	17,9	20,3	21,4	22,4	31,5	40,3	59,1	4,4	4,0	3,7	3,6	4,4	4,6	5,4
6. Italie	15,5	21,7	27,4	27,0	32,4	42,0	49,3	3,8	4,3	4,7	4,4	4,6	4,8	4,5
7. Suisse	8,2	10,3	12,0	12,9	14,8	18,1	22,8	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
8. Suède	7,0	10,0	12,1	10,4	12,1	15,2	22,1	1,7	2,0	2,1	1,7	1,7	1,7	2,0
9. U.R.S.S.	2,4	2,6	2,7	3,2	4,0	8,2	14,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,9	1,3
10. Danemark	4,0	5,7	6,0	5,5	6,8	10,2	12,4	1,0	1,1	1,0	0,9	1,0	1,2	1,1
11. Espagne	3,4	5,2	5,5	5,4	7,3	8,6	12,4	0,8	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1
12. Brésil	1,6	1,6	2,3	2,6	3,2	4,4	11,9	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	1,1
13. Japon	2,8	3,8	4,3	3,7	4,8	7,8	8,5	0,7	0,8	0,7	0,6	0,7	0,9	0,8
14. Norvège	3,4	4,5	5,1	5,1	5,6	6,6	8,5	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
15. Pologne	1,1	1,2	1,3	1,4	2,5	4,8	8,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,4	0,6	0,7
16. Autriche	2,4	2,7	3,4	3,7	4,6	6,0	7,8	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
17. Zaïre, Rwanda et Burundi	3,9	4,8	6,0	6,6	5,6	5,9	7,7	1,0	1,0	1,0	1,1	0,8	0,7	0,7
18. Israël	2,1	2,3	3,2	3,8	4,6	5,6	6,3	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
19. Canada	2,6	2,8	2,3	2,8	3,7	4,0	6,0	0,6	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
20. République d'Afrique du Sud	1,9	1,9	2,6	4,2	2,4	3,5	5,8	0,6	0,4	0,5	0,7	0,3	0,4	0,5
21. Portugal	1,5	1,9	2,2	2,4	2,4	3,5	5,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5
22. Grèce	2,2	2,5	3,2	3,3	4,4	6,0	5,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5
23. Finlande	1,5	2,1	2,5	2,1	2,5	3,9	5,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5
24. Algérie	0,7	1,4	1,3	1,7	3,1	4,2	5,0	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5
25. Iran	1,2	1,5	2,2	2,2	2,1	3,4	4,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
Autres pays	35,5	40,0	48,1	47,6	54,3	67,3	102,9	8,5	7,9	8,2	7,5	7,9	7,7	9,4
Total ...	**408,6**	**504,5**	**580,0**	**620,2**	**711,0**	**870,1**	**1 097,2**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1974.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Rép. féd. d'Allemagne	87,0	116,1	133,5	158,1	166,4	212,4	256,5	20,7	23,2	23,4	25,1	24,4	24,8	22,2
2. France	64,3	80,1	97,6	111,5	133,0	160,6	199,6	15,3	16,0	17,1	17,7	19,5	18,8	17,3
3. Pays-Bas	60,8	71,3	83,3	103,4	109,0	137,8	187,0	14,5	14,2	14,6	16,4	16,0	16,1	16,2
4. Etats-Unis	36,2	38,5	50,2	40,2	38,4	48,4	75,0	8,6	7,7	8,8	6,4	5,6	5,6	6,5
5. Royaume-Uni	30,1	34,8	33,2	38,9	43,6	55,9	66,7	7,2	7,0	5,8	6,2	6,4	6,5	5,8
6. Arabie Séoudite	3,1	4,3	4,7	5,7	12,4	14,3	48,5	0,7	0,9	0,8	0,9	1,8	1,7	4,2
7. Italie	17,9	20,1	21,4	24,7	28,4	32,2	43,3	4,3	4,0	3,8	3,9	4,2	3,8	3,8
8. Zaïre, Rwanda et Burundi	16,5	21,6	23,2	13,9	13,2	23,0	29,8	4,0	4,3	4,1	2,2	1,9	2,7	2,6
9. Suède	8,8	10,7	12,1	13,1	13,8	16,2	21,9	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0	1,9	1,9
10. Suisse	5,4	6,7	6,4	7,6	8,4	11,0	18,9	1,3	1,3	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6
11. Japon	3,5	4,9	5,8	6,9	8,6	10,5	13,3	0,8	1,0	1,0	1,1	1,3	1,2	1,2
12. Koweit	2,7	3,0	4,5	4,7	5,8	5,0	13,0	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,6	1,1
13. Iran	3,8	5,8	3,8	3,7	5,2	7,1	13,0	0,9	1,2	0,7	0,6	0,8	0,8	1,1
14. U.R.S.S.	3,3	2,9	3,9	5,0	4,6	6,9	10,5	0,8	0,6	0,7	0,8	0,7	0,8	0,9
15. Canada	5,4	5,2	7,6	6,7	6,4	8,2	10,5	1,3	1,0	1,3	1,1	0,9	1,0	0,9
16. République d'Afrique du Sud	4,3	4,9	4,1	6,4	5,8	7,6	9,8	1,0	1,0	0,7	1,0	0,9	0,9	0,8
17. Espagne	2,1	2,7	3,2	3,6	4,7	6,1	8,8	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8
18. Libye	3,7	5,0	5,8	4,1	1,4	5,5	6,9	0,8	1,0	1,0	0,7	0,2	0,6	0,6
19. Brésil	2,4	3,5	3,9	3,6	3,8	6,2	6,7	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6
20. Australie	2,8	3,5	2,7	2,4	2,9	4,1	5,5	0,7	0,7	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5
21. Danemark	2,5	2,1	2,1	2,3	2,7	3,6	5,5	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
22. Norvège	2,0	2,6	3,1	3,4	3,2	4,2	5,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Autres pays	51,5	50,8	54,5	58,9	60,1	69,3	98,3	12,2	10,1	9,5	9,4	8,7	8,1	8,4
Total ...	**419,8**	**501,1**	**570,6**	**629,0**	**681,8**	**856,1**	**1 154,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1974.

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance comerciale apparente par région.

(en millions de francs)

RÉGION	1973			1974		
	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde
I. *Europe occidentale* ..	654 938	710 441	55 503	832 880	866 470	33 590
II. *Europe orientale*	15 093	19 380	4 287	22 254	32 268	10 014
III. *Afrique*	48 304	26 378	—21 926	70 654	38 436	—32 218
1. Zaïre	(22 758)	(5 514)	(—17 244)	(29 231)	(7 049)	(—22 182)
2. Afrique du Sud ..	(7 604)	(3 504)	(— 4 100)	(9 789)	(5 803)	(— 3 986)
IV. a) *Amérique du Nord*	56 572	52 788	— 3 784	85 138	67 440	—17 698
1. U.S.A.	*48 381*	*48 819*	*438*	*74 654*	*61 480*	*—13 174*
2. Canada	*8 191*	*3 970*	*— 4 221*	*10 484*	*5 960*	*— 4 524*
b) *Amérique latine* ..	18 659	15 905	— 2 754	22 926	29 153	6 227
1. Argentine	(4 353)	(1 224)	(— 3 129)	(4 580)	(2 319)	(— 2 261)
2. Brésil	(6 214)	(4 409)	(— 1 805)	(6 701)	(11 885)	(5 184)
3. Venezuela ...	(1 648)	(2 412)	(764)	(1 764)	(2 802)	(1 038)
V. *Asie*	55 911	38 064	—17 847	112 317	51 561	—60 756
VI. *Océanie*	6 424	3 202	— 3 222	7 604	4 967	— 2 637
VII. *Divers* (a)	227	3 961	3 734	536	6 946	6 410
Total général...	**856 129**	**870 119**	**13 990**	**1154 308**	**1097 240**	**—57 068**

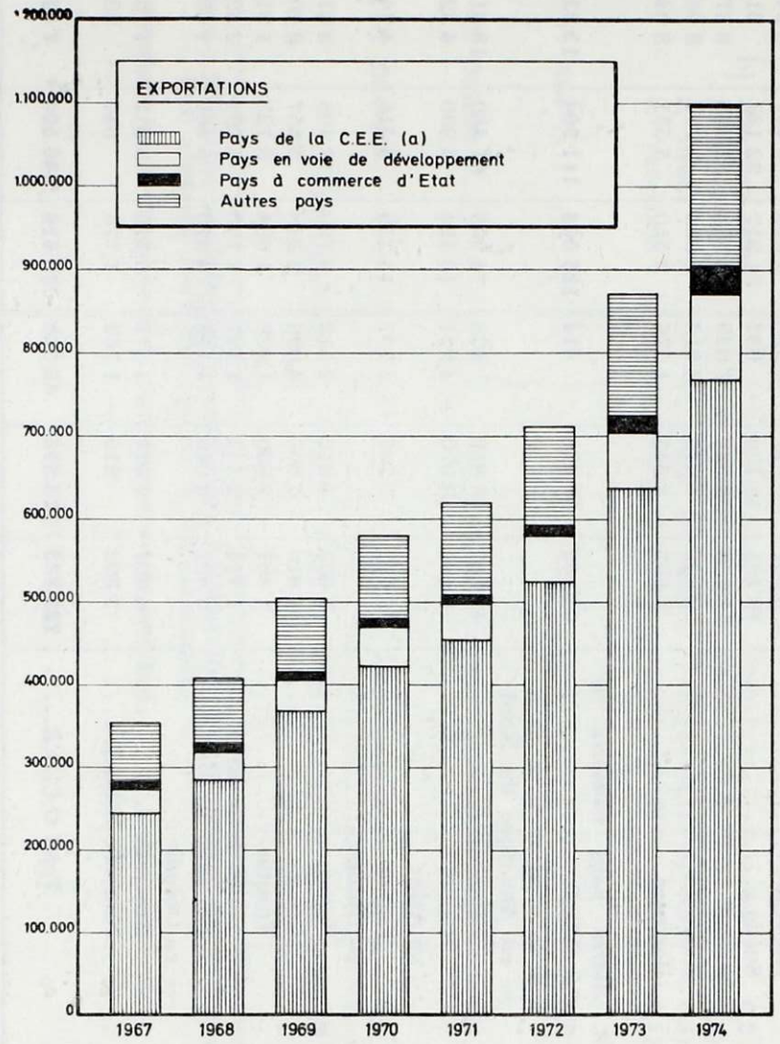
Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

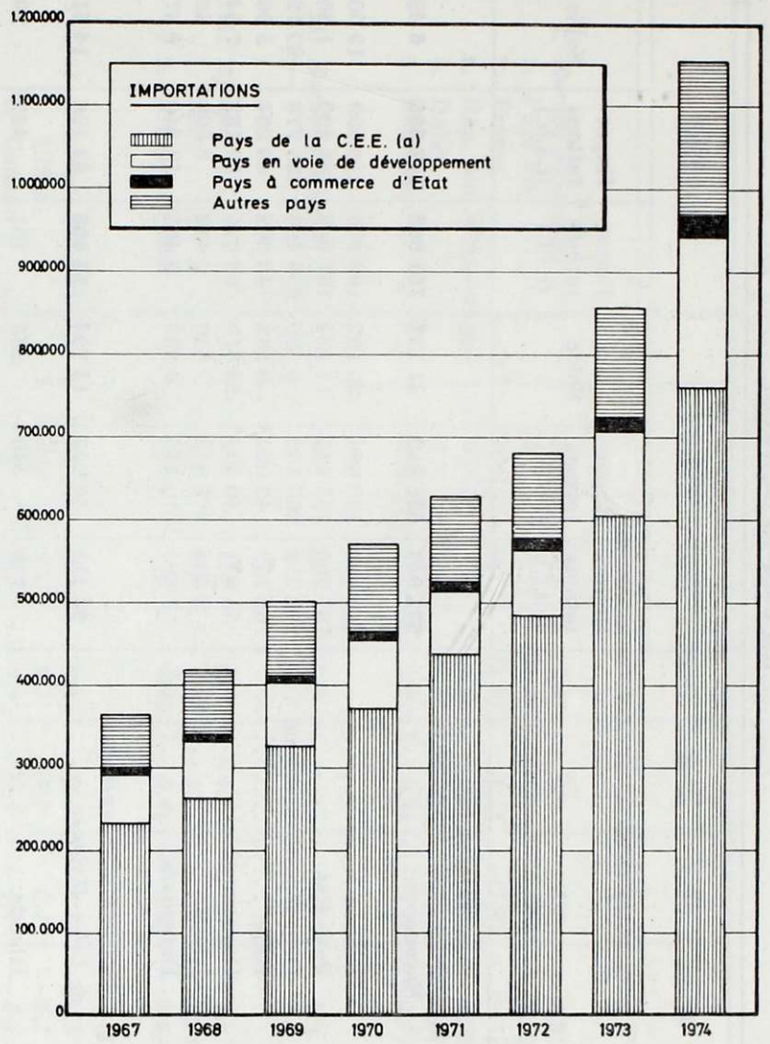
(a) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations et exportations par groupe de pays

(en millions de francs)





(a) Pays membres de la C.E.E. au 1er janvier 1973.

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(en millions de francs)

PAYS	1973			1974		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**605 049**	**636 210**	**31 161**	**761 008**	**767 506**	**6 498**
France	160 594	180 696	20 102	199 595	219 499	19 904
Pays-Bas	137 790	155 224	17 434	187 033	188 600	1 567
Rép. féd. d'Allemagne	212 352	205 862	— 6 490	256 496	235 773	—20 723
Italie	32 192	42 024	9 832	43 302	49 264	5 962
Royaume-Uni	55 921	40 308	—15 613	66 675	59 132	— 7 543
Irlande	2 604	1 948	— 656	2 442	2 898	456
Danemark	3 595	10 148	6 553	5 465	12 340	6 875
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**36 112**	**49 906**	**13 794**	**52 605**	**67 124**	**14 519**
Islande	725	440	— 285	151	442	291
Norvège	3 807	6 647	2 840	5 318	8 461	3 143
Suède	16 181	15 199	— 982	21 917	22 131	214
Suisse	11 028	18 057	7 029	18 883	22 762	3 879
Autriche	2 402	6 018	3 616	3 826	7 777	3 951
Portugal	1 969	3 545	1 576	2 510	5 551	3 041
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**87 062**	**87 476**	**414**	**125 003**	**111 964**	**—13 039**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	48 381	48 819	438	74 995	61 480	—13 515
Canada	8 191	3 970	— 4 221	10 484	5 960	— 4 524
— en Asie :						
Japon	10 472	7 765	— 2 707	13 258	8 516	— 4 742
— en Europe :						
Espagne	6 099	8 612	2 513	8 790	12 408	3 618
Grèce	1 910	6 006	4 096	2 248	5 457	3 209
Turquie	1 401	2 830	1 429	1 804	3 723	1 919
Yougoslavie (a)	1 414	2 541	1 127	1 763	4 292	2 529
Finlande (a) (b)	2 801	3 949	1 148	4 370	5 469	1 099
— en Océanie :						
Australie	4 091	2 474	— 1 617	5 515	3 812	— 1 703
Nouvelle-Zélande	2 302	510	— 1 792	1 776	847	— 929
Total O.C.D.E.	**728 223**	**773 592**	**45 369**	**938 616**	**946 594**	**7 978**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.
(b) Membre associé de l'A.E.L.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Solde de la balance commerciale par région

(en pourcentage du total des importations)

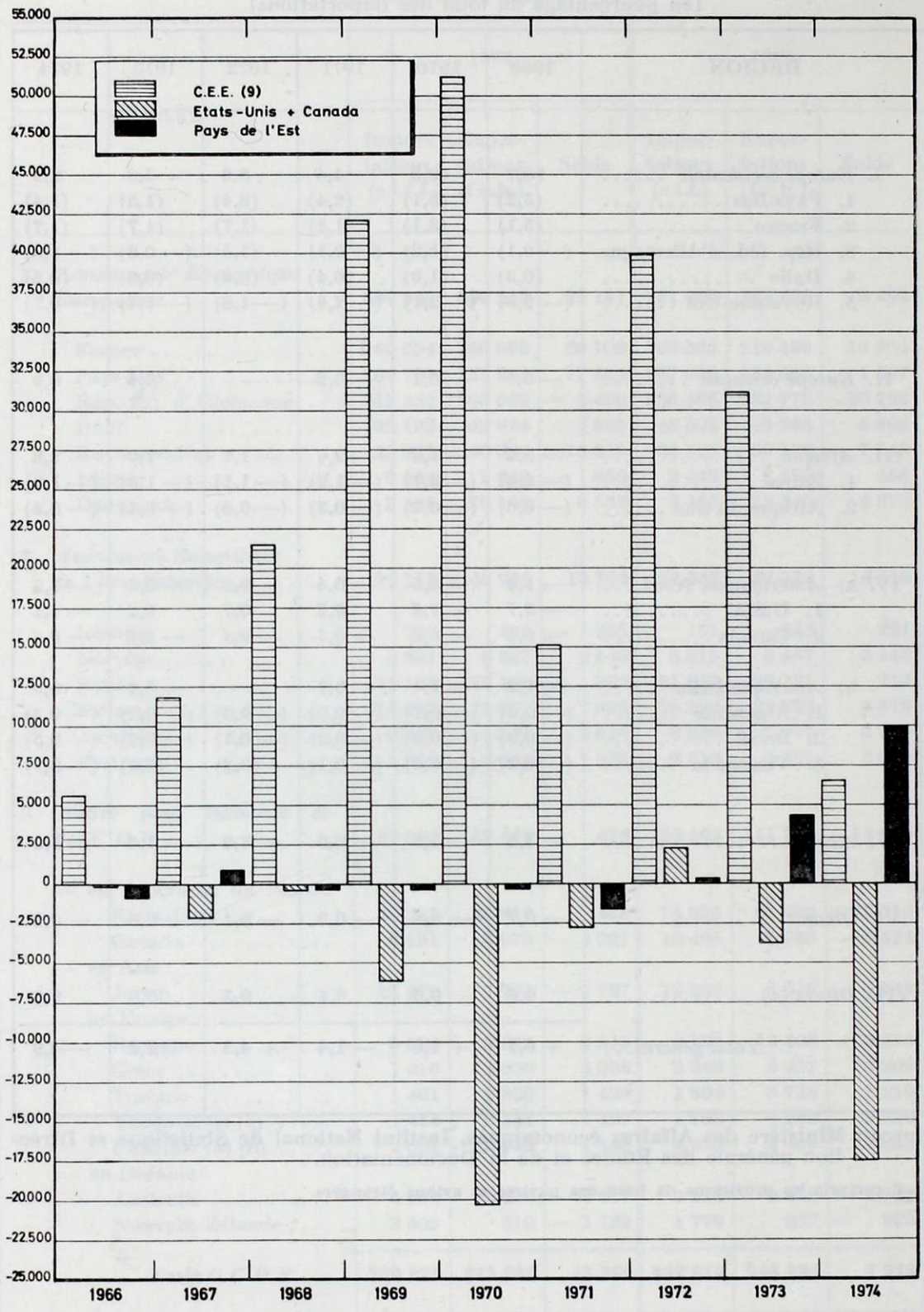
RÉGION	1969	1970	1971	1972	1973	1974
I. *Europe occidentale*	10,7	12,0	4,4	8,6	4,8	2,9
1. Pays-Bas	(5,2)	(5,1)	(2,4)	(3,4)	(1,5)	(1,4)
2. France	(5,1)	(3,1)	(1,8)	(1,7)	(1,7)	(1,7)
3. Rép. féd. d'Allemagne	(— 0,1)	(1,2)	(— 0,1)	(1,5)	(— 0,6)	(— 1,8)
4. Italie	(0,3)	(1,0)	(0,4)	(0,6)	(0,9)	(0,5)
5. Royaume-Uni	(— 2,9)	(— 2,1)	(— 2,6)	(— 1,8)	(— 1,4)	(— 0,7)
II. *Europe orientale*	— 0,1	— 0,1	— 0,2	—	0,4	0,9
III. *Afrique*	— 5,3	— 4,2	— 2,6	— 1,7	— 1,9	— 2,8
1. Zaïre	(— 3,4)	(— 3,1)	(— 1,2)	(— 1,1)	(— 1,5)	(— 1,9)
2. Afrique du Sud	(— 0,6)	(— 0,3)	(— 0,3)	(— 0,5)	(— 0,4)	(— 0,4)
IV. a) *Amérique du Nord* ...	— 1,2	— 3,5	— 0,4	0,3	— 0,3	— 1,5
1. U.S.A.	*— 0,7*	*— 2,6*	*0,2*	*0,7*	*0,1*	*— 1,1*
2. Canada	*— 0,5*	*— 0,9*	*— 0,6*	*— 0,4*	*— 0,4*	*— 0,4*
b) *Amérique latine*	— 1,2	— 1,4	— 0,7	—	— 0,2	0,5
1. Argentine	(— 0,6)	(— 0,7)	(— 0,5)	(— 0,3)	(— 0,3)	(— 0,2)
2. Brésil	(— 0,3)	(— 0,3)	(— 0,2)	(— 0,1)	(— 0,2)	(— 0,5)
3. Venezuela	(— 0,2)	(— 0,2)	(— 0,1)	(0,2)	(0,1)	(— 0,1)
V. *Asie*	— 2,1	— 1,3	— 2,0	— 3,0	— 1,6	— 5,3
VI. *Océanie*	— 0,7	— 0,4	— 0,3	— 0,4	— 0,3	— 0,2
VII. *Divers* (a)	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,6
Total général...	**+ 0,7**	**+ 1,6**	**— 1,4**	**+ 4,3**	**+ 1,2**	**— 4,9**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Solde de la balance commerciale de l'U. E. B. L. par zone géographique

(en millions de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

En 1974, la balance générale des paiements de l'U.E.B.L. a dégagé, par solde, un surplus de 30,5 milliards, contre 34,3 milliards en 1973 et 19,8 milliards en 1972.

Les opérations courantes avec l'étranger, qui y sont recensées, se sont soldées, en 1974, par unexcédent moindre que celui de l'année précédente, c'est-à-dire respectivement 35,8 milliards, contre 45 milliards. La contraction de l'excédent des règlements afférents au commerce extérieur et aux transferts privés a compensé et au-delà, l'augmentation du boni au titre des opérations sur marchandises autres que les exportations et importations et la réduction du déficit des transferts de l'Etat.

Les règlements relatifs au commerce extérieur ont toutefois donné lieu à un boni moins élevé qu'en 1973. Au niveau de l'ensemble des transactions sur biens, cette évolution a cependant été compensée en partie par l'accroissement du solde positif des opérations d'arbitrage ,de l'ordre de 8,6 milliards et des transactions sur or non monétaire. Si ces dernières transactions montrent un mali plus élevé, l'excédent des opérations d'arbitrage, par contre, s'est accru substantiellement et ce, probablement, du fait que certaines transactions ne pouvaient plus avoir lieu directement de pays d'origine à pays de destination.

Les règlements relatifs aux services ont dégagé, par solde, un excédent de 15,6 milliards en 1974, contre 8,8 milliards pendant l'année précédente.

Le boni (50,4 milliards, contre 57,1 milliards en 1973) en matière de transactions sur biens et services a diminué. A cet égard, il y a lieu de remarquer que l'accroissement des paiements au titre des importations nettes de produits pétroliers a atteint le quintuple environ de cette diminution.

Le déficit laissé par les « transferts » est passé de 12,1 milliards en 1973 à 14,6 milliards en 1974.

Cette évolution constitue toutefois le résultat de deux mouvements opposés. En effet, la réduction des paiements nets de transferts de l'Etat, notamment en faveur des différentes institutions européennes et internationales, a été neutralisée par celles des recettes nettes de transferts privés résultant de la diminution des versements du Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole aux agriculteurs résidents et de l'accroissement des transferts des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine.

En 1974, les opérations en capital, recencées dans la balance générale des paiements « au-dessous de la ligne », ont donné lieu à un reflux de 9 milliards. En 1973, ces opérations avaient accusé une sortie de capitaux de 17,5 milliards.

La réduction du chef d'opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger, d'un montant de 3,9 milliards, a été plus faible que pendant l'année précédente, où elle s'élevait à 10,7 milliards.

Les opérations en capital du secteur privé avec l'étranger ont donné lieu à un déficit net plus réduit qu'en 1973, respectivement de 3,9 milliards contre 10,2 milliards.

L'afflux de capitaux résultant des investissements directs en U.E.B.L. a marqué une progression de 14,3 milliards. Ces investissements ont pris différentes formes : constitutions et extensions de sociétés, acquisitions de participations dans les sociétés existantes, prêts à des entreprises résidentes, dont certaines sans doute éprouvaient des difficultés à se financer en Belgique en raison de l'encadrement des crédits, dotation à des banques luxembourgeoises de la part de maisons mères étrangères en vue de permettre l'extension des activités de leurs filiales.

Les placements des résidents à l'étranger sous forme d'achats nets de valeurs mobilières étrangères ont accusé une diminution. Ceci peut s'expliquer par les incertitudes créées par les taux de change flottants d'une part, et la baisse des cours des titres et le recul des émissions d'euro-obligations d'autre part. Le déficit par rapport à cette rubrique, — 18,3 milliards, contre — 28 milliards en 1973, a été enregistré en majeure partie vis-à-vis des Pays-Bas. Dans ce pays, les placements ont en effet été favorisés par les mesures de libération prises à l'égard des entrées de capitaux étrangers et par les rendements élevés. On remarque en outre que les placements en dépôts en francs belges à l'étranger ont par contre présenté un accroissement sensible.

En raison de la préférence donnée à certaines monnaies, les entreprises et les particuliers ont augmenté leurs avoirs bruts, au comptant et à terme en monnaies étrangères dans leurs opérations avec les banques belges et luxembourgeoises.

Dans leurs opérations avec l'étranger en monnaies étrangères, les entreprises et les particuliers ont substitué des actifs à court terme à des créances à long terme.

Le mouvement de l'ensemble des avoirs et engagements en francs, à terme et au comptant, des non-résidents vis-à-vis des organismes monétaires, a causé une diminution d'avoirs nets de 14,2 milliards de francs; ceci implique une sortie correspondante de capital à court terme, au lieu d'une accumulation d'avoirs de 12,3 milliards pendant l'année précédente. Mais cette évolution indique que, sur l'ensemble de la période considérée, et contrairement à l'année précédente, les non-résidents n'ont pas spéculé sur une hausse du franc.

Les avoirs nets, comptant et terme réunis, en monnaies étrangères des banques, ont diminués en 1974 après s'être accrus l'année précédente.

Au mois de janvier, l'Institut Belgo-luxembourgeois du Change a décidé une réorientation du dispositif de protection relatif aux entrées de fonds étrangers sur le marché réglementé : eu égard aux nouvelles perspectives d'évolution de la balance des paiements à la suite de la hausse des prix des produits pétroliers, il n'avait plus les mêmes raisons de décourager le maintien par des non-résidents

d'avoirs en francs belges en comptes convertibles; aussi, a-t-il autorisé les banques à bonifier de nouveau un intérêt sur ces avoirs, facultés qui leur était interdite depuis mai 1971. D'autre part, en vue d'éviter un mouvement spéculatif de sorties de fonds, il a établi pour chaque banque une limitation de la position au comptant à la hausse, en monnaies étrangères relevant du marché réglementé.

Pendant l'année 1974, le total formé par les réserves de change et la position à terme de la B.N. s'est accru de 13,4 milliards contre 34,4 milliards en 1973.

Les avoirs au comptant en monnaies étrangères ont augmenté, par solde, de 17,7 milliards. Ceci peut être attribué aux achats de dollars effectués par la Banque nationale sur le marché et auprès des banques centrales étrangères ayant besoin de francs belges, aussi aux règlements qu'elle a reçus, en dollars, à la suite des opérations de soutien en faveur des monnaies du serpent et à l'encaissement du produit de placements des avoirs en monnaies étrangères. En sens inverse, les avoirs ont diminué lorsque des lires, détenues par la Banque en vertu des accords « swap » conclus avec la Banca d'Italia, ont été rachetées, contre francs belges, par celle-ci; ces rachats ont entraîné une diminution de l'encours des lires vendues à terme à la Banca d'Italia. Au total, la position créditrice de la Banque nationale en monnaies étrangères (avoirs au comptant sous déduction des monnaies à livrer à terme) a augmenté de 33,0 milliards.

La position créditrice de la Banque Nationale en francs belges a diminué de 14,8 milliards par suite, essentiellement, du dénouement précité des opérations à terme de la Banca d'Italia.

Les avoirs détenus auprès du Fonds Monétaire International ont accusé une diminution de 1,3 milliard. Ceci peut être mis en liaison avec la cession (2 milliards de francs) de droits de tirage spéciaux au titre de remboursements de dettes envers le Fonds européen de Coopération monétaire et avec une augmentation de 0,7 milliard de créance de la Banque sur le Fonds Monétaire International à la suite de tirages nets en francs belges par divers pays.

★
★ ★

Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1973 et 1974

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1973	1974 (a)	1973	1974 (a)	1973	1974 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	729,2	972,7	679,5	930,6	+49,7	+42,1
a) Exportations et importations	*700,6*	*933,0*	*673,2*	*921,7*	*+27,4*	*+11,7*
b) Travail à façon	*23,3*	*25,8*	*6,3*	*8,9*	*+17,0*	*+16,9*
c) Opérations d'arbitrage	*5,3*	*13,9*	—	—	*+ 5,3*	*+13,9*
2. Or non monétaire	3,6	10,6	5,0	17,9	— 1,4	— 7,3
3. Frets	32,7	52,8	29,5	49,1	+ 3,2	+ 3,7
4. Assurances pour le transport de marchandises	0,9	1,1	1,4	1,6	— 0,5	— 0,5
5. Autres frais de transport	10,6	15,3	10,8	15,8	— 0,2	— 0,5
6. Déplacements à l'étranger	25,1	27,0	41,7	45,7	—16,6	—17,9
7. Revenus d'investissements	79,8	150,4	72,6	138,3	+ 7,2	+12,1
8. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	16,7	22,9	9,4	9,7	+ 7,3	+13,2
9. Autres services	61,1	74,1	52,7	68,6	+ 8,4	+ 5,6
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*8,0*	*8,7*	*9,6*	*13,4*	*— 1,6*	*— 4,7*
b) Courtages et commissions	*28,9*	*37,6*	*23,6*	*30,5*	*+ 5,3*	*+ 7,1*
c) Ouvriers frontaliers	*9,8*	*11,6*	*4,9*	*6,5*	*+ 4,9*	*+ 5,1*
d) Primes et indemnités d'assurances	*5,7*	*6,7*	*6,3*	*7,4*	*— 0,6*	*— 0,7*
e) Divers	*8,7*	*9,5*	*8,3*	*10,8*	*+ 0,4*	*— 1,3*
Total des transactions sur biens et services (b)	**959,7**	**1 327,7**	**902,6**	**1 277,3**	**+57,1**	**+50,4**
(dont : services = 3 à 9)	(226,9)	(344,4)	(218,1)	(328,8)	(+ 8,8)	(+15,6)
B. *Transferts :*						
10. Transferts privés	23,7	21,9	12,2	15,1	+11,5	+ 6,8
11. Transferts de l'Etat	2,5	2,8	26,1	24,2	—23,6	—21,4
Total des transferts	**26,2**	**24,7**	**38,3**	**39,3**	**—12,1**	**—14,6**

(suite à la page 471)

Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1973 et 1974 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1973	1974 (a)	1973	1974 (a)	1973	1974 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
12. Etat	0,7	0,1	5,1	4,0	— 4,4	— 3,9
a) Long terme	*0,3*	*0,1*	*3,2*	*3,1*	— *2,9*	— *3,0*
— Participations	(0,2)	(—)	(0,7)	(0,1)	(— 0,5)	(— 0,1)
— Prêts et emprunts	(0,1)	(0,1)	(1,1)	(1,5)	(— 1,0)	(— 1,4)
— Amortissements contractuels	(—)	(—)	(1,4)	(1,5)	(— 1,4)	(— 1,5)
b) Court terme	*0,4*	—	*1,9*	*0,9*	— *1,5*	— *0,9*
13. Autres pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics	**0,7**	**0,1**	**5,1**	**4,0**	**— 4,4**	**— 3,9**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :*						
14. Organismes publics d'exploitation	0,1	1,5	1,4	0,4	— 1,3	— 1,1
15. Intermédiaires financiers du secteur public	1,6	0,5	3,2	2,6	— 1,6	— 2,1
16. Secteur privé (chiffres nets)	46,4	56,4	56,6	60,5	—10,2	— 4,1
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières	*3,4*	—	*31,4*	*18,3*	—*28,0*	—*18,3*
— Belges	(3,4)	(—)	(—)	(2,9)	(+ 3,4)	(— 2,9)
— Etrangères	(—)	(—)	(31,4)	(15,4)	(—31,4)	(—15,4)
b) Autres	*43,0*	*56,4*	*25,2*	*42,2*	+*17,8*	+*14,2*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	**48,1**	**58,4**	**61,2**	**63,5**	**—13,1**	**— 5,1**

(suite à la page 472)

Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1973 et 1974 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1973	1974 (a)	1973	1974 (a)	1973	1974 (a)
E. *Erreurs et omissions*					+ 6,8	+ 3,7
Total général . . .					+34,3	+30,5
F. *Financement du total :*						
1. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger					+ 1,0	+ 5,9
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					+36,4	+ 7,5
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Francs belges et luxembourgeois					—13,8	+ 2,6
Monnaies étrangères					+10,9	+13,9
— Organismes monétaires divers					— 0,2	+ 0,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Données provisoires.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage.

CHAPITRE II

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

SECTION I. — ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (G. A. T. T.)

Dans son rapport annuel pour 1973 publié le 22 avril 1974, le secrétariat général du G.A.T.T. souligne l'importance des facteurs négatifs qui ont agi sur l'économie internationale. Il met toutefois l'accent sur les motifs d'espoir.

« Il n'est pas étonnant, notent les auteurs, que les gouvernements et les peuples aient abordé l'année 1974 sans trop d'optimisme » compte tenu à la fois de la crise monétaire, de l'inflation mondiale et de l'apparition de « pénuries sans précédent de produits alimentaires et d'autres produits primaires dont existaient jusque-là des excédents chroniques ». L'année 1973, ajoutent-ils « s'est terminée sur des restrictions d'approvisionnement et de fortes hausses de certains produits de base, entre autres le pétrole ».

Toutefois, le secrétariat général du G.A.T.T. affirme que les relations économiques internationales ont enregistré des progrès sensibles en 1973 : ces progrès se situent aussi bien sur le plan des échanges internationaux, dont la croissance s'est poursuivie « dans des proportions élevées », que sur celui de l'organisation des échanges, qui s'est améliorée, « les mesures commerciales restrictives ayant été sensiblement moins fréquentes qu'en 1971 et 1972 ».

Rappelant que l'année 1973 avait été marquée par l'ouverture des négociations commerciales multilatérales, à Tokyo au mois de septembre; le G.A.T.T. estime qu'il ne faut pas s'attendre à des résultats concrets dans un proche avenir. Néanmoins, l'ouverture des négociations a témoigné d'une volonté encourageante de renforcer le commerce international des pays développés avec le tiers-monde.

Les mesures de sauvegarde prises aux frontières par l'Italie et destinées à freiner les importations dans la péninsule ont fait l'objet d'un premier exa-

men par le G.A.T.T. le 10 mai. On sait que l'accord prévoit deux dispositions en cas de difficultés de balance de paiements par un Etat membre :

1) Il faut que ces difficultés soient reconnues officiellement par le Fonds monétaire international;

2) Les mesures autorisées pour freiner les importations sont les contingents. La surtaxe sur les importations ou la caution bancaire exigée par la formule italienne ne sont pas licites aux yeux du G.A.T.T. Toutefois, le système de la surtaxe a été utilisé récemment par la Grande-Bretagne et par les Etats-Unis. Ces pays, sous la pression du G.A.T.T., ont dû indiquer un calendrier de suppression de cette mesure.

Après plusieurs mois de négociations, un accord intitulé « arrangement concernant le commerce international des textiles » a été mis au point définitivement, le 20 décembre 1973, dans le cadre du G.A.T.T. Il est entré en vigueur en janvier 1974 pour une période de quatre ans, mais ses dispositions opérationnelles n'ont pris effet que le 1er avril 1974.

Le nouvel accord est destiné à se substituer progressivement à l'accord à long terme sur les textiles de coton, conclu en 1962 et renouvelé plusieurs fois depuis lors. Il remplacera également, par étapes, les nombreux arrangements bilatéraux de toute nature qui entravent actuellement le libre commerce des différents textiles. Son champ d'application sera très large puisqu'il comprendra à la fois les textiles de coton et de laine ainsi que les fibres artificielles et synthétiques. Pratiquement, seul le lin restera en dehors des nouvelles dispositions.

L'objectif est de faciliter la libération des échanges dans un secteur dont le marché international est presque entièrement cartellisé.

De nombreux pays exportateurs de viande bovine ont élevé le 19 juillet 1974, au conseil du G.A.T.T., des protestations de principe contre la décision de la C.E.E. d'interdire jusqu'au 1er novembre les importations de viande bovine. La Yougoslavie a été le chef de file des protestataires qui comprenaient d'autres pays de l'Est, membres du G.A.T.T. : la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, ainsi que l'Argentine, l'Uruguay, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les Etats-Unis ont également regretté la décision de la C.E.E., mais en tant que pays importateur vers lequel les pays exportateurs frustrés du marché de la C.E.E. réorienteront leurs exportations.

Dans son rapport annuel sur les perspectives du commerce international, publié le 9 septembre 1974 à Genève, le secrétariat du G.A.T.T. estime que le dynamisme du commerce d'exportation des pays les plus industrialisés, durant le premier semestre 1974, « a beaucoup contribué, à limiter l'impact du traumatisme énergétique causé par la hausse des produits pétroliers ». Mais, ajoutent les auteurs du rapport, « au début de l'été, le commerce d'exportation s'est ralenti et les perspectives d'une reprise de l'activité économique dans les

régions industrielles au deuxième semestre de 1974 se sont beaucoup assombries ». Malgré tout, alors que le volume des exportations des pays les plus industrialisés avait augmenté de 10 % au premier semestre 1974, contre 8 % au deuxième semestre 1973, le G.A.T.T. estime que « l'accroissement du deuxième semestre sera de l'ordre de 6 à 8 %, mais de toute façon inférieur à l'accroissement constaté au deuxième semestre de 1973 ».

Le G.A.T.T. recommande une « coordination permanente et étroite des politiques des pays importateurs de pétrole », afin de gérer efficacement le déficit collectif de leurs paiements courants.

Le conseil de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce n'a pas réussi à prendre de décision le 9 novembre 1974 sur deux questions relativement importantes qui étaient soulevées. La première, défendue par l'Australie, recommandait la création d'un comité consultatif à l'intérieur du G.A.T.T. pour le commerce international de la viande. Cet organe aurait été chargé d'examiner les problèmes à long terme qui posent, aux exportateurs comme aux importateurs, la production et les échanges portant sur la viande. aucune décision n'a été prise, mais la proposition australienne a reçu l'appui d'une dizaine de pays. La deuxième concerne les négociations entre la C.E.E. et le Canada, au titre de l'article 24-6 du G.A.T.T. et portant sur les compensations à accorder au Canada par la C.E.E. à la suite de l'élargissement de la Communauté européenne.

Enfin, dans son rapport sur le commerce international en 1973-1974, le secrétariat du G.A.T.T. estime qu'en 1973, pour la première fois depuis la guerre, la valeur des échanges de produits de base a augmenté dans des proportions plus fortes que celles des échanges de produits manufacturés. Cette situation exceptionnelle s'explique entièrement, ajoute le rapport, par l'escalade rapide des prix des produits de base au cours de l'année.

Section II. – Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.)

Le comité des problèmes de balance des paiements de l'O.C.D.E. qui a siégé à Rome le 16 janvier 1974, s'est préoccupé des moyens de financer le déficit des paiements des pays consommateurs de pétrole.

Selon son président, le Dr Emminger, les problèmes nouveaux ainsi créés obligeront les pays consommateurs à recourir à des emprunts, au moins à moyen terme, soit par le canal du marché de l'eurodollar, soit par celui d'institutions financières internationales.

L'Organisation de coopération et de développement économique crée un groupe international d'experts indépendants qui a reçu pour tâche d'examiner les moyens de mieux coordonner l'approche des problèmes que le développement de l'enseignement et l'évolution du marché du travail posent aux gouvernements. Sa première réunion a eu lieu à Paris les 25 et 26 février 1974.

M. Antonio Giolitti (Italie) a été élu le 14 mai président du conseil des ministres de l'O.C.D.E. pour l'année 1974.

Trois grands problèmes ont retenu l'attention du conseil réuni à Paris les 29 et 30 mai : l'inflation, la situation des paiements internationaux et l'évolution économique et financière des pays en voie de développement.

A propos de la situation des paiements internationaux, les ministres ont adopté une « déclaration » dans laquelle ils affirment la détermination de leurs gouvernements de s'abstenir, pendant une période d'un an, de recourir à de nouvelles restrictions portant sur les échanges et les autres opérations courantes ainsi qu'à des mesures visant à stimuler artificiellement les exportations visibles ou invisibles, qui seraient contraires aux objectifs de la déclaration.

Parallèlement, dans cette déclaration, les gouvernements conviennent de coopérer pleinement pour faciliter le financement des déficits des paiements internationaux et indiquent qu'ils sont prêts à considérer les arrangements appropriés qui pourraient se révéler nécessaires à cet égard.

Les ministres ont, en outre, réaffirmé leur soutien aux négociations commerciales multilatérales dans le cadre du G.A.T.T. et ont insisté pour que ces négociations reçoivent toute la priorité voulue.

Quant aux difficultés des pays en voie de développement, le conseil de l'O.C.D.E. a affirmé que les pays membres de l'organisation, et en particulier ceux qui font partie du Comité d'aide au développement (C.A.D.), feront « tous les efforts possibles » pour accroître leur aide et maintenir les livraisons d'engrais à leur niveau antérieur.

Le 6 juin, le conseil de l'O.C.D.E. a réélu M. Emile Van Lennep secrétaire général de l'Organisation pour une nouvelle période de cinq ans à dater du 30 septembre 1974.

Huit pays membres du comité d'aide au développement (Danemark, Etats-Unis, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne et Suède) sont convenus, dans un mémorandum daté du 7 juin 1974, de délier leurs prêts bilatéraux de développement pour les achats dans les pays en voie de développement. Cette initiative permettra, sous certaines conditions, aux pays en voie de développement de participer aux appels d'offres au titre des prêts bilatéraux de développement accordés par les gouvernements participants.

Sous la forme d'une recommandation du conseil de l'O.C.D.E., les vingt-quatre pays membres sont convenus, le 18 juin 1974, d'une action commune visant à améliorer la qualité de l'air dans les zones urbaines industrialisées déjà fortement polluées.

Le comité de politique économique, qui a siégé à Paris du 24 au 26 juin 1974, s'est penché sur les conséquences du taux d'inflation accéléré sur les économies des nations industrialisées non communistes. Il a aussi discuté des problèmes de balances des paiements à la suite des hausses du prix du pétrole.

Selon des estimations publiées par l'Organisation le 11 juillet, l'aide publique ou privée apportée par les pays membres du comité d'aide au développement (C.A.D.) à quelque cent trente Etats en voie de développement a subi un fléchissement en termes réels et en pourcentage du produit national brut.

Ainsi, pour l'ensemble des pays donateurs, le pourcentage du P.N.B. consacré à l'aide publique est tombé de 0,34 % en 1972 à 0,30 % en 1973. L'apport total (qui comprend, outre l'aide publique, les crédits à l'exportation, les prêts du secteur privé, les investissements privés et les dons d'organismes privés bénévoles) s'est élevé à 0,78 % du P.N.B., le même pourcentage qu'en 1972.

Les conditions de l'aide publique se sont améliorées en 1973, l'élément de libéralité atteignant 87 % contre 84 % en 1972. En revanche, la part de cette aide publique dans l'apport total net de ressources financières est tombée de 44 % en 1972 à 39 % en 1973.

Dans son deuxième rapport annuel publié le 12 juillet 1974, l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire recommande d'entreprendre sans retard de nouvelles prospections à grande échelle pour détecter de nouveaux gisements d'uranium.

Les réserves connues d'uranium bon marché sont certes suffisantes pour couvrir les besoins actuels, estime l'Agence, mais elle prévoit pour les prochaines années une rapide augmentation de la demande.

Selon un rapport de l'O.C.D.E. publié en juillet 1974 (« Examen des pêcheries dans les pays membres de l'O.C.D.E., 1973 »), les pêcheurs ont connu en 1973 une amélioration de leur revenu brut consécutive à l'augmentation de 4,5 % du poids global des prises et aux importantes hausses des prix payés pour le poisson sur presque tous les marchés.

Le rapport annuel du comité du tourisme, publié en août 1974 sous le titre : « Politique du tourisme et tourisme international dans les pays membres de l'O.C.D.E., 1973 », constate que les mouvements touristiques internationaux dans les pays membres ont continué à se développer en 1973, mais à un taux inférieur à celui de l'année précédente : ainsi, les arrivées de touristes dans les pays membres et en Yougoslavie ont augmenté de 4% contre 7 % en 1972, et si les recettes touristiques en devises ont augmenté de 22 % pour atteindre 25 milliards de dollars, ce chiffre se trouve anormalement

gonflé par les modifications des taux de change et l'inflation. L'année 1973 a été marquée par une expansion du tourisme international vers certains pays méditerranéens, les Etats-Unis, le Japon et l'Australie, par une diminution sensible des nuitées de touristes américains en Europe et par une progression du tourisme en provenance de l'Allemagne et du Japon. Pour les premiers mois de 1974, on constate un nouveau ralentissement des mouvements touristiques internationaux.

Une réunion organisée par le Centre de développement de l'O.C.D.E., sous l'égide de l'O.C.D.E. et de la Banque mondiale s'est tenue à Abidjan les 9 et 10 août 1974 : réunissant des directeurs d'instituts de recherche et de formation en matière de développement de plus de quarante pays, elle était centrée sur les possibilités de nouvelles formes de collaboration dans ce domaine.

Le comité de l'énergie de l'O.C.D.E. s'est réuni à Paris les 10 et 11 octobre 1974 pour examiner un avant-projet d'étude sur l'énergie à long terme. Les débats ont porté sur l'éventualité d'une limitation du volume des importations de pétrole des pays membres en raison des récentes hausses de prix, le volume de ces importations en 1980 pourrait ne pas dépasser celui de 1972.

Le comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. s'est réuni les 22 et 23 octobre 1974 à Paris pour examiner les répercussions des événements économiques mondiaux (hausse des prix des matières premières et persistance de l'inflation) sur la coopération avec les pays en voie de développement les moins avancés. Le gouvernement portugais a annoncé sa décision de se retirer du comité dont il était membre jusqu'ici en qualité de pays donneur. Il considère en effet que le Portugal réunit les conditions nécessaires pour bénéficier du soutien économique de la communauté internationale, sans renoncer toutefois à ses obligations d'aider les territoires sous administration portugaise.

Le comité de l'environnement de l'O.C.D.E. s'est réuni au niveau des ministres à Paris les 13 et 14 novembre 1974, pour discuter des « politiques d'environnement dans la perspective des années 1980, des responsabilités des sociétés industrialisées et du rôle de l'O.C.D.E. ».

Réuni à Paris le 15 novembre 1974, le conseil de l'O.C.D.E. a décidé la création d'une Agence internationale de l'énergie dans le cadre de l'Organisation. L'objectif de l'Agence est la mise en œuvre du programme de coopération défini par le groupe de coordination (« groupe des douze ») créé après la conférence de Washington sur l'énergie en février 1974. Seize pays participeront aux travaux de l'Agence : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie. La Finlande, la France et la Grèce se sont abstenues. L'Agence est composée d'un comité de direction, d'un comité de gestion et de quatre groupes permanents. Les décisions sont

prises à la majorité de 60 % des voix; sur un total de 148 voix, les Etats-Unis disposent de 51 voix, le Japon de 18, l'Allemagne de 11, l'Italie et la Grande-Bretagne de 9 chacune, le Canada de 8...

Le 18 novembre 1974, le comité directeur de l'Agence a tenu sa première réunion et a élu M. DAVIGNON (Belgique) au poste de président. Les représentants de seize pays ont procédé à la signature de l'accord relatif à un programme international de l'énergie, qui prévoit un plan d'urgence en cas de difficultés d'approvisionnement en pétrole à partir d'un système harmonisé d'économies et de répartition des stocks dont disposent les pays participants, et qui crée l'Agence.

SECTION III.
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

§ 1. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (C.E.E.)

Aux difficultés économiques marquant l'année 1974, sont venus s'ajouter des faits politiques :

— les problèmes posés par la Grande-Bretagne au sujet du maintien de son appartenance au Marché Commun, problèmes dont les modalités d'examen ont pu être définies en cours d'année;

— la participation, à Washington, à la Conférence sur l'énergie; à l'occasion de celle-ci, des efforts avaient été entrepris pour que la Communauté puisse participer aux travaux en tant que telle mais des divergences sont intervenues. Si tous les aspects du problème de la politique énergétique communautaire n'ont pu être englobés dans une formule acceptable pour tous, certains volets néanmoins ont reçu un début de solution en cours d'année.

Lors de la deuxième réunion des Chefs de Gouvernements, à Paris, les 9 et 10 décembre 1974, un certain progrès a pu être noté en matière économique, financière, régionale et énergétique. Pour mieux assurer le développement et la cohésion d'ensemble des activités de la Communauté et des travaux de coopération politique, les Chefs de Gouvernements ont décidé de se réunir, accompagnés des Ministres des Affaires étrangères, trois fois par an et chaque fois que nécessaire en Conseil de Communauté.

1. — *Marché intérieur.*

Dans le *secteur douanier,* l'activité de la Communauté en 1974 a visé à améliorer les mécanismes de l'union douanière.

Des accords ont été conclus par la Communauté avec l'Autriche et la Suisse, aux termes desquels les Administrations de ces pays collaboreront

désormais activement avec les Autorités communautaires au règlement des problèmes de technique douanière en matière de transit.

Une part importante des courants d'échange entre la Communauté et les pays tiers s'effectue dans le cadre des accords conclus avec les pays de l'A.E.L.E. qui n'ont pas adhéré à la C.E.E. Dans ce domaine, les efforts de la Communauté et des Etats partenaires ont surtout tendu, en 1974, à simplifier considérablement les formalités que doivent accomplir les milieux commerciaux intéressés pour obtenir les avantages tarifaires prévus.

La Communauté a décidé la suspension temporaire totale ou partielle des droits du tarif douanier commun afférents à un nombre considérable de produits ou groupes de produits, généralement pour une période annuelle ou semestrielle, en vue de maintenir la compétitivité des industries de la Communauté par rapport à celles de pays tiers.

En outre, afin de maintenir la préférence communautaire, après la suspension des droits du tarif douanier commun sur les mêmes produits, le Conseil a été amené à décider la suspension totale des droits de douane applicables dans la Communauté dans sa composition originaire sur certains produits importés des nouveaux Etats membres. Par ailleurs, chaque fois que la pondération des intérêts économiques l'exige afin d'ajuster les possibilités d'importation en régime préférentiel, la Commission a fait des propositions de contingents tarifaires qui ont été adoptées par le Conseil (le nombre de produits ou groupes de produits concernés s'élève à plus de 50).

Les difficultés économiques et monétaires auxquelles se trouve confrontée la Communauté ont justifié l'application de *mesures de sauvegarde* autorisant l'Italie à instaurer un régime obligeant les importateurs de biens de consommation courante à déposer auprès de la Banque d'Italie une caution égale à 50 % de la valeur de ces produits. Ceci dans le but de restreindre les liquidités monétaires et de soulager la balance des paiements. L'autorisation a été révoquée le 17 juillet pour l'ensemble des produits industriels et le 18 octobre pour la plupart des produits agricoles.

En vue de *l'élimination des entraves techniques aux échanges,* 13 directives ont été adoptées. Elles concernent les véhicules à moteur, les tracteurs agricoles et les instruments de mesurage.

Un pas important pour la réalisation du *droit d'établissement* a été fait à l'occasion d'un arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes, le 21 juin 1974, dans l'affaire n° 2/74 (« Arrêt Reyners »).

La Cour y a déclaré que depuis la fin de la période transitoire (1er janvier 1970), toutes les dispositions réservant une profession quelconque aux ressortissants d'un état membre, ne sont plus applicables à l'égard des ressortissants des autres Etats membres. Depuis cette date, tout ressortissant d'un Etat membre exerçant une activité professionnelle, en particulier celle

d'une profession libérale, est assimilé, dans tout Etat membre, aux nationaux de celui-ci.

Le Conseil a adopté le 6 juin 1974, une résolution concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres. Il y constate notamment qu'il existe une comparabilité dans les grandes lignes entre les qualifications finales donnant accès à des champs d'activités semblables et estime en conséquence qu'on devrait recourir aussi peu que possible à la prescription de conditions détaillées de formation. Dans cette perspective, il a accepté en principe la création de comités consultatifs dans le cadre du droit d'établissement des professions libérales.

Les directives adoptées par le Conseil en matière d'harmonisation et d'élimination des entraves aux échanges commerciaux touchant à la *protection des consommateurs,* concernent respectivement le miel, les émulsifiants, les agents stabilisateurs, les agents épaississants et gélifiants utilisés dans les produits alimentaires, ainsi que l'aménagement intérieur des véhicules à moteur (résistance des sièges et de leur ancrage).

Dans le cadre de la politique de l'*environnement,* le Conseil a adopté, le 17 novembre 1974 :

1°) la directive sur les eaux superficielles destinées à la production d'eau potable

2°) ainsi qu'une directive sur la collecte, le stockage ou le traitement des huiles usagées

3°) enfin, une résolution sur les rapports entre politique de l'énergie et politique de l'environnement.

En ce qui concerne la *concurrence,* sur le plan général, le règlement relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence de la Communauté a été arrêté par le Conseil le 26 novembre 1974.

Quant aux décisions d'application de l'article 85 du traité C.E.E., dans le secteur du verre d'emballage, la Commission a interdit un accord qualifié de « règles de concurrence loyale », dont l'effet pouvait être de restreindre la concurrence entre les intéressés. Un accord entre fabricants belges de papiers peints a été interdit. Une autre décision d'interdiction a été prise à l'encontre de deux entreprises qui, invoquant le droit de la marque, s'étaient partagé le marché du BENELUX pour la liqueur aux œufs (Advocaat Zwarte Kip). Un accord relatif à la vente de fruits aux Pays-Bas (FRUBO) a également été interdit, car il réduisait la liberté d'approvisionnement des grossistes. Un accord de coopération dans le domaine de l'opto-mécanique de précision, portant notamment sur une coordination de la recherche et du développement, a été exempté (RANK/SOPELEM).

Pour la première fois, la Commission a autorisé un système de distribution sélective dans le secteur automobile, à savoir l'organisation de distribution par BMW dans la République fédérale. La Commission estime qu'une collaboration constante entre fabricants et revendeurs s'impose dans l'intérêt de la sécurité automobile et en vue de la promotion de techniques moins nuisibles à l'environnement. Cette collaboration ne peut être efficace que si l'on choisit systématiquement des revendeurs qualifiés.

Le projet de 3e directive en *matière d'aides à la construction navale* soumis par la Commission au Conseil à la fin de 1973 n'a pu rencontrer l'accord de tous les Etats membres, Le Conseil a décidé, en conséquence, de proroger l'application de la 2e directive jusqu'au 31 décembre 1974.

La Commission a précisé, dans une communication aux Etats membres, ses orientations vis-à-vis des aides à l'environnement.

2. — *Politiques communes.*

La *politique économique* a été confrontée avec une détérioration. La hausse des prix s'est accélérée dans presque tous les pays membres.

La proposition de résolution de la Commission sur le passage à la deuxième étape de l'union économique et monétaire n'a pas été retenue par le Conseil. En outre le système communautaire de change n'a plus couvert qu'une partie de la Communauté (Allemagne, BENELUX et Danemark), encore réduite depuis le 21 janvier, lorsque le Gouvernement français a décidé de suspendre ses interventions sur les marchés des changes. Les tendances protectionnistes ont pu être limitées aux mesures de sauvegarde en faveur de l'économie italienne.

En matière de financement des déficits extérieurs, les ministres des finances sont parvenus à un consensus, en avril, sur l'utilisation des réserves d'or. En outre, le Conseil d'Administration du Fonds européen de Coopération monétaire a été invité par le Conseil à doubler les montants de soutien monétaire à court terme. Ce mécanisme de soutien à court terme a d'ailleurs bénéficié à l'Italie pour un montant important. Il a été remplacé en décembre par une aide dans le cadre d'un concours financier à moyen terme. Les propositions de la Commission sur la mobilisation concertée des ressources disponibles sur les marchés internationaux de capitaux ont conduit à l'adoption, par le Conseil, d'un règlement sur l'émission d'emprunts communautaires en date du 21 octobre 1974.

Cependant, la coordination des politiques suivies par les Etats membres dans le domaine économique n'a pu empêcher les conjonctures de se différencier d'un pays à l'autre. Les orientations de politique économique préconisées par la Commission n'ont pas abouti à ce que les pays excédentaires atteignent un rythme d'expansion qui, tout en étant compatible avec leurs capacités de production, soit plus proche du niveau qui aurait été souhai-

table pour les pays partenaires déficitaires, tandis que ceux-ci n'ont pas réussi à maîtriser l'évolution galopante de leurs prix.

Dans le domaine de la *politique industrielle,* le Conseil a adopté, le 15 juillet 1974, une résolution concernant l'informatique, dont l'objectif est de rendre viable et concurrentielle dans tous les domaines, pour le début des années 80, l'industrie de souche européenne de ce secteur.

Quant à la mise en œuvre d'une *politique scientifique et technique* de la Communauté, le Conseil a adopté quatre résolutions : coordination des politiques nationales et définition des actions d'intérêt communautaire; premier programme d'actions; participation à la Fondation européenne de la science; programme en matière de prévision, d'évaluation et de méthodologie.

Dans le cadre de sa première résolution, le Conseil a institué un « Comité de la recherche scientifique et technique » (CREST), ayant pour mission essentielle de coordonner les politiques nationales de recherche et d'assister la Commission dans la préparation de propositions d'actions d'intérêt communautaire.

L'année 1974 a été marquée par l'application active de divers aspects du programme *d'action sociale* de la Communauté qui avait été adopté par une résolution du Conseil, le 21 janvier 1974.

Les propositions suivantes ont été adoptées par le Conseil :

1. l'aide du Fonds social (article 4) aux travailleurs migrants et leurs familles et aux travailleurs handicapés;
2. un programme d'action en faveur des travailleurs handicapés dans une économie de marché libre;
3. la mise en place d'un comité consultatif européen pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur les lieux du travail, ainsi que le renforcement des pouvoirs de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille.

Le Conseil des Ministres des Affaires sociales, en décembre, a également adopté un certain nombre d'autres propositions : création d'un Institut européen pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, d'un centre européen de formation professionnelle; une directive prévoyant l'harmonisation des législations concernant l'application du principe de l'égalité des salaires masculins et féminins; une directive sur le rapprochement des législations en matière de licenciements collectifs.

Durant l'année 1974, la politique sociale s'est surtout préoccupée de l'aggravation de la situation de l'emploi dans la Communauté, et le Fonds social est resté un instrument important pour la réadaptation professionnelle des chômeurs, des travailleurs menacés de licenciement et des handicapés.

La politique agricole commune a subi le contrecoup des tendances inflationnistes dues essentiellement à la crise énergétique et à la hausse généralisées des prix des matières premières importées. Par ailleurs, elle a apporté une contribution à la lutte contre l'inflation, notamment par l'institution de prélèvements à l'exportation pour les céréales, le sucre, l'huile d'olive et le riz et par l'interdiction d'exportation pour le froment dur, mesures qui ont permis de maintenir les prix dans la Communauté à un niveau généralement inférieur à celui du marché mondial qui dépassait parfois considérablement le prix de seuil.

L'inflation généralisée a eu plusieurs conséquences en agriculture :

Au niveau des coûts de production : outre le mouvement inflationniste général, les prix de deux catégories de produits ont fortement grevé les coûts de production agricole : il s'agit des produits énergétiques, carburants, combustibles et engrais, et des produits destinés à l'alimentation animale, non seulement le soja, mais aussi le maïs, dont la Communauté importe chaque année plus de 10 millions de tonnes. Face à une telle situation, le Conseil a décidé la création d'une organisation commune de marché pour les fourrages déshydratés et la mise en place de mesures spéciales pour les graines de soja. En ce qui concerne les problèmes énergétiques, la Commission a demandé aux Etats membres de n'accorder, et ce jusqu'au 30 juin 1975, seulement, que des aides ne dépassant pas la moitié de la hausse du coût des produits énergétiques et de limiter les aides aux secteurs les plus concernés par la hausse du coût de l'énergie.

Au niveau des marchés : lors de la fixation annuelle des prix communs, en mars 1974, le Conseil de ministres avait décidé d'accorder une hausse moyenne de 8,8 % des prix communs pour la campagne 1974-1975. Mais les tensions inflationnistes persistantes l'ont amené à rouvrir le dossier « prix » en cours même de campagne, au mois de septembre et à décider une hausse linéaire de 5 % appliquée aux prix communs décidés en mars 1974. Au cours de l'année 1974, certains marchés ont spécialement retenu l'attention du Conseil de ministres. En effet, si le marché des produits laitiers n'a pas occasionné trop d'inquiétude en 1974, par contre le marché de la viande bovine a connu une augmentation sensible de l'offre qui a fortement perturbé le marché et, pour la première fois dans son histoire, la Communauté s'est presque suffi à elle même en viande bovine. Il faut cependant noter que cette situation est due à un concours de circonstances particulières. Le Conseil de ministres a été amené à prendre un certain nombre de mesures dans ce secteur ainsi que dans d'autres secteurs, notamment ceux du vin et du sucre.

Au niveau économique général : face à l'inflation généralisée, des mesures ont été adoptées qui ont influencé fortement l'agriculture européenne. Suite au flottement du franc français, il a été nécessaire d'introduire, à partir du 28 janvier 1974, des montants compensatoires monétaires pour les échanges agricoles de ou vers la France. En Italie, en mai 1974, le Gouvernement a décidé le dépôt préalable d'une caution bancaire. Cette mesure a été partiel-

lement levée, grâce à une décision de la Commission, en juillet et presque totalement le 23 octobre 1974. Par ailleurs, le taux représentatif de la lire italienne retenu pour les actes de la politique agricole commune a été modifié de sorte que pour la campagne 1974-1975 la « dévaluation » de la lire verte a atteint au total 21,1 %. De même, la livre anglaise et la livre irlandaise ont été réajustées. Au Danemark, la consommation de certains produits agricoles a été également frappée par les mesures fiscales prises au début de mai par le gouvernement danois.

Les principaux événements dans le domaine de *l'organisation commune du marché des transports* au cours de l'année 1974 sont notamment :

— l'adoption, lors de la session du Conseil du mois de juin 1974, des propositions de la Commission concernant le contingent communautaire; cette décision a permis de réaliser une augmentation du volume des autorisations communautaires attribué aux entreprises de transport des nouveaux Etats membres pour le trafic de marchandises par route entre les Etats membres;

— l'accord intervenu au sein du Conseil, de juin 1974, sur les directives concernant l'introduction des conditions subjectives pour l'accès à la profession des transporteurs de marchandises et de voyageurs par route;

— l'adoption par le Conseil, lors de sa session de décembre 1974, d'une directive libérant de tout régime de contingentement et d'autorisation le transport combiné rail-route; cette disposition, outre une certaine libéralisation de cette catégorie de transport, pourra contribuer également à un allègement de la circulation routière et, par voie de conséquence, à une amélioration de la sécurité de la circulation ainsi qu'à une économie plus grande en énergie;

— la prorogation, pour 1975, du règlement concernant le contingent communautaire et des tarifs routiers, décidée lors du Conseil de décembre 1974;

— les modifications des directives de négociations pour la conclusion d'un accord sur la mise en œuvre d'une réglementation d'immobilisation temporaire des bateaux sur certaines voies d'eau de la Communauté.

Par ailleurs, il faut noter l'arrêt du 4 avril 1974 de la Cour de Justice qui a statué que les transports maritimes et aériens restent soumis aux règles générales du Traité même si, en l'absence d'une décision prise en vertu de l'article 84, alinéa 2, ils sont soustraits aux règles du titre IV de la deuxième partie du traité relatif aux transports. Cet arrêt implique donc, entre autre, l'applicabilité aux transports maritimes et aériens des règles de concurrence, d'aides, de politique sociale, de fiscalité, de libre circulation.

Dans son programme pour l'année 1974, la Commission avait souligné la nécessité de la mise en œuvre rapide d'une *politique énergétique communautaire* ayant pour objet, conformément aux déclarations de la con-

férence au sommet de Copenhague, de contribuer à résoudre les problèmes de la crise énergétique de fin 1973 — début 1974, de réduire la dépendance à l'égard du pétrole par un programme communautaire relatif aux énergies de rechange et de créer les conditions d'un fonctionnement ordonné du marché énergétique et notamment pétrolier.

Ces intentions ont abouti à certaines réalisations au cours de l'année 1974. Même si le Conseil n'a pas été en mesure d'adopter les dispositions proposées par la Commission pour surmonter les problèmes posés par l'évolution de la crise ,il a pu marquer son accord sur la participation de la Communauté à la conférence de Washington au mois de février. Les travaux issus de cette conférence, auxquels huit Etats membres seulement ont participé, ont débouché sur un accord international et la création au sein de l'O.C.D.E. d'une Agence internationale de l'énergie.

Le Conseil a, en outre, créé le Comité de l'énergie composé par les hauts fonctionnaires des Etats membres et présidé par un membre de la Commission.

Dans une résolution du 17 septembre 1974, le Conseil affirme sa volonté d'élaborer et de mettre en œuvre une politique énergétique communautaire qui implique une coordination étroite des positions des Etats membres de la Communauté permettant à cette dernière d'exprimer progressivement un point de vue commun sur les problèmes énergétiques vis-à-vis de l'extérieur. En outre, le Conseil fait siennes les principales orientations proposées par la Commission, tendant à changer la structure de l'approvisionnement énergétique de la Communauté.

Lors de sa session du 17 décembre 1974, il a adopté une résolution sur les objectifs de la politique énergétique communautaire pour 1985 qui constituent des lignes directrices pour les politiques nationales et, en même temps, des orientations importantes pour les producteurs et consommateurs d'énergie dans la Communauté.

Dans cette résolution, le Conseil approuve l'objectif visant à réduire à moins de 50 % et si possible à 40 %, la dépendance de la Communauté à l'égard de l'énergie importée (63 % en 1973). Il indique les objectifs particuliers à poursuivre en ce qui concerne la demande et l'offre de différentes formes d'énergie.

Le Conseil a, en outre, approuvé une résolution concernant un programme d'action communautaire dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie, dans laquelle il fait sien l'objectif d'une réduction du taux de croissance moyen à long terme de la consommation d'énergie, pour l'ensemble de la Communauté. Il s'agira d'atteindre, en 1985, un niveau de consommation de 15 % inférieur à celui qui était prévu pour cette date dans les perspectives initiales de la Commission, établies en janvier 1973, sans pour autant compromettre les objectifs de développement économique et social.

Les autres décisions du Conseil du 17 décembre 1974 concernent le secteur des hydrocarbures ainsi que l'utilisation du gaz naturel dans les centrales électriques thermiques.

3. — *Politique du développement et de la coopération.*

Dans l'évolution de la négociation avec les *pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique,* la Conférence ministérielle de Kingston des 25 et 26 juillet a constitué une étape politiquement décisive. Mais, de façon plus générale, l'accord réalisé à cette occasion sur la mise en place d'un système de stabilisation des recettes d'exportations, l'importance accordée par ailleurs à la coopération industrielle, traduisent, dans les rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement une approche fondamentalement novatrice.

La gestion des accords existants a été assurée dans les divers domaines couverts par la Convention de Yaoundé.

La presque totalité des aides du troisième F.E.D. (soit à près de 90 % de son montant total), a été octroyée sous forme de subvention. Toutefois, en 1974, huit projets ont fait l'objet de financement par prêts à des conditions spéciales pour un total de 31 millions d'UC.

Dans le cadre de *l'aide alimentaire,* les actions d'urgence ont porté sur la livraison de 163 000 t de céréales, 15 340 t de lait écrémé en poudre et 6 200 t de butteroil.

A l'égard des *pays en voie de développement,* l'accord provisoire qui a pu être dégagé dès novembre 1973 sur un certain nombre de résolutions ou recommandations — dont notamment celles relatives à une assistance technique communautaire en matière de promotion commerciale et d'intégration régionale entre pays en voie de développement, à l'harmonisation des politiques de coopération au sein de la Communauté, à l'amélioration des conditions et à l'augmentation du volume de l'aide — a été confirmé par le Conseil des Ministres dans ses sessions du 30 avril et 16 juillet 1974. En outre, le Conseil a approuvé le principe d'aides financières et techniques de la Communauté à des pays non-associés.

Les actions normales de la Communauté destinées à combler en partie le déficit alimentaire des pays bénéficiaires et à apporter une aide aux balances de paiement de ces pays, ont porté sur la fourniture de céréales, de lait en poudre et de butteroil.

4. — *Relations extérieures.*

La préparation des négociations commerciales multilatérales s'est poursuivie.

Les négociations entre la Communauté et certaines parties contractantes au titre de l'article XXIV, 6, du G.A.T.T., pour compenser la perte de droits

d'accès aux marchés britannique, danois et irlandais, à la suite de l'élargissement, se sont terminées le 31 juillet 1974, lorsque la Communauté a déclaré que son offre de compensation était définitive. Cette offre comporte l'extension à la Communauté élargie des obligations acceptées par les Six, plus une trentaine de concessions tarifaires spécifiques (offres de décembre 1972 et mai 1973), ainsi qu'un arrangement sur les céréales offert aux Etats-Unis et au Canada, et devant permettre à la Communauté et aux deux pays concernés d'attendre la conclusion des négociations commerciales multilatérales pour faire valoir leurs droits.

En mars, le Conseil a autorisé la Commission à accepter l'arrangement sur le commerce international des textiles (arrangement multifibre) au nom de la Communauté. Celle-ci a décidé de conclure des accords bilatéraux avec les principaux pays fournisseurs au titre de l'article 4 de l'arrangement et en octobre, la Commission a été mandatée pour négocier des accords avec l'Inde et le Pakistan. La conclusion d'accords bilatéraux avec d'autres fournisseurs est à l'étude. Dans l'intervalle, la Communauté a continué à appliquer provisoirement les accords bilatéraux conclus dans le cadre de l'accord à long terme sur les textiles de coton, qui expirait à la fin de 1973.

En novembre, le Conseil a approuvé la proposition de la Commission relative au système de *préférences généralisées* (SPG) en 1975. Le plafond global des importations de produits manufacturés sera relevé de 15 %, passant de 2 à 2,8 milliards d'UC, le nombre des contingents tarifaires sera réduit de 51 à 16, de nouvelles règles seront établies pour assurer une meilleure répartition des avantages entre les pays en voie de développement et établir une réserve communautaire pour la gestion des contingents tarifaires. La Communauté revalorisera également sensiblement le SPG dans le secteur agricole.

En septembre, le Conseil a décidé d'instituer une procédure d'information et de consultation pour les accords bilatéraux de coopération économique et industrielle conclus par les Etats membres avec des pays tiers, portant non seulement sur les accords proprements dits, mais aussi sur toutes les décisions prises par les Etats membres dans le cadre des comités mixtes créés en vertu de ces accords.

La Communauté et les Etats membres ont participé aux négociations avec les Etats-Unis et le Japon en vue de la conclusion d'un gentlemen's agreement sur le crédit à l'exportation (fixation d'un taux d'intérêt minimum et de la durée maximum des crédits).

Les accords de libre-échange conclus avec les pays de l'A.E.L.E. ont continué à fonctionner. Les règles d'origine ont été assouplies pour certains produits et la délivrance de documents douaniers simplifiée.

Il y a lieu de souligner l'intérêt que la Communauté a porté à ses relations avec la Grèce et le Portugal à la suite des événements politiques. Avec la Grèce, elle a décidé de normaliser l'accord d'Association.

En novembre, les négociations ont repris avec l'Espagne en vue de la conclusion d'un vaste accord de libre échange. L'Espagne fait partie du premier groupe de pays avec lesquels la Communauté négocie actuellement des accords dans le cadre de la politique méditerranéenne globale.

En mai, le Conseil a adopté le texte d'une déclaration affirmant que la Communauté était prête à conclure des accords commerciaux avec les pays à commerce d'Etat qui souhaitent renouveler les accords bilatéraux existants, conclus avec des Etats membres, qui viennent à échéance à la fin de 1974. En novembre, le Conseil a approuvé un aide-mémoire adressé aux pays concernés, qui contient un schéma d'accord que la Communauté serait disposée à conclure.

En janvier, la Commission a entamé des conversations exploratoires avec l'Iran en vue de conclure un accord plus large appelé à remplacer l'ancien accord commercial non préférentiel de portée plus limitée, venu à expiration à la fin de 1973.

L'accord de coopération commerciale conclu avec l'Inde, en décembre 1973, est entré en vigueur en avril.

Le dialogue institutionnalisé entre les représentants des institutions de la Communauté et les ambassadeurs de l'Amérique latine s'est poursuivi régulièrement.

En mars, la commission mixte C.E.E.-Argentine s'est réunie pour discuter du fonctionnement de l'accord commercial non préférentiel signé en novembre 1971, qui vient à échéance à la fin de 1974, ainsi que de problèmes commerciaux spécifiques notamment dans le secteur de la viande bovine. L'Argentine a exposé ses vues sur un nouvel accord de coopération couvrant un grand nombre de domaines.

L'accord commercial non préférentiel conclu avec le Brésil et l'Uruguay est entré en vigueur en août.

§ 2. — COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C.E.C.A.)

Le *marché de l'acier* a été mis à l'épreuve par la hausse de certains éléments de coûts et par des problèmes d'approvisionnement en matières premières et en énergie. Cette situation n'a eu d'effets importants qu'au Royaume-Uni où les conséquences de mouvements sociaux dans les charbonnages ont entraîné une baisse sensible de la production dans la sidérurgie. Pour remédier aux difficultés du Royaume-Uni, la Commission des Communautés européennes a autorisé celui-ci, en février, à introduire un système de limitation des exportations de charbon et de certains produits sidérurgiques. Malgré la régression, d'environ 4 millions de tonnes, de la production du

Royaume-Uni, la production d'acier brut de la Communauté s'est élevée en 1974 à 156,5 millions de tonnes, soit 6,5 millions de tonnes de plus qu'en 1973.

Selon l'enquête annuelle sur les *investissements,* les possibilités d'extraction de la houille devraient continuer à se contracter dans les six pays originaires mais s'accroître au Royaume-Uni. On prévoit que d'ici à 1977, la capacité d'extraction totale pour la Communauté élargie pourrait se situer aux environs de 250 millions de tonnes d'équivalent charbon. Le niveau des dépenses d'investissement annoncées pour les sièges d'extraction de l'ensemble de la Communauté n'a cependant pas dépassé 289 millions d'unités de compte pour 1973 et 340 millions d'unités de compte pour 1974. Dans le secteur de l'acier, les possibilités de production d'acier brut passeraient d'ici à 1977 de 174 à 206 millions de tonnes; les dépenses d'investissement estimées pour 1974 sont de l'ordre de 3 milliards d'unités de compte.

La Communauté a contracté 13 *emprunts* représentant un total de 585 millions d'unités de compte, chiffre record depuis le début de l'activité financière de la C.E.C.A., portant à 2 103 millions d'unités de compte le total des ressources d'emprunt que la C.E.C.A. s'est procurées depuis 1954. Le montant des prêts accordés s'est élevé à 408,24 millions d'unités de compte, dont 351,6 millions pour le financement de 38 programmes industriels dans les charbonnages ou la sidérurgie.

En 1974, le nombre de demandes de *prêts de reconversion* au titre de l'article 56, 2 *a,* du traité C.E.C.A., ainsi que leurs montants ont considérablement augmenté. Les prêts accordés sont au nombre de 16; ils portent sur 92,5 millions d'unités de compte et devraient permettre la création d'environ 7 500 emplois nouveaux dont la moitié seront offerts en priorité aux anciens travailleurs des industries C.E.C.A.

Le Gouvernement britannique et la Commission des Communautés européennes ont conclu une convention portant sur *l'aide de réadaptation* aux mineurs touchés par les fermetures. Cette convention prévoit les mêmes types d'aide à la réadaptation que les accords conclus avec les autres pays de la Communauté. Les crédits ouverts pour la réadaptation des travailleurs des industries du charbon et de l'acier ont atteint, en 1974, un montant de 39,83 millions d'unités de compte intéressant 40 462 travailleurs.

En matière d'*hygiène du travail,* deux nouveaux programmes de recherche ont été approuvés : l'un concerne la lutte technique contre les pollutions en sidérurgie et est doté de 10 millions d'unités de compte; l'autre est consacré à l'ergonomie et à la réadaptation et est doté de 9 millions d'unités de compte. Dans le domaine de la *sécurité,* des aides ont été attribuées à des recherches de sécurité minière concernant les arrêts-barrage déclenchés et les feux de mine.

La deuxième tranche du septième programme de financement de la *construction de logements sociaux* a été réalisée en 1974 et la mise en route

d'un huitième programme (1975-1978) a été décidée. Au 31 décembre 1974, l'aide totale accordée pour le financement des sept programmes normaux et de trois programmes expérimentaux s'élevait à 347,68 millions d'unités de compte pour la construction de 139 915 logements.

En application du programme à moyen terme d'aide à la *recherche technique* « charbon » (1970-1975), des aides financières d'un montant total de 7,1 millions d'unités de compte ont été attribuées pour la réalisation de projets de recherche dans différents domaines. Un nouveau programme à moyen terme (1975-1980) va être mis en œuvre. Les aides pour la promotion de la recherche technique dans le secteur de la sidérurgie ont atteint 11 millions d'unités de compte en 1974, ce qui porte à 80 millions d'unités de compte le total des crédits affectés depuis l'origine à cette activité, au titre du traité C.E.C.A.

La *politique énergétique communautaire* a fait, en 1974, l'objet de nombreuses délibérations dans les institutions communautaires. Parmi les résultats positifs de ces délibérations, il y a lieu de signaler :

— la publication d'un règlement du Conseil concernant les informations destinées à l'établissement de bilans énergétiques exhaustifs pour la Communauté (1);

— la création d'un Comité de l'énergie (1);

— la transmission par la Commission au Conseil, le 5 juin 1974, d'une communication intitulée « Vers une nouvelle stratégie de politique énergétique pour la Communauté » (2); cette communication a servi de base à une résolution du Conseil, adoptée le 17 septembre 1974, exprimant la volonté d'élaborer et de mettre en œuvre une politique énergétique communautaire et faisant siennes les principales orientations de la nouvelle stratégie;

— l'adoption par le Conseil, le 17 décembre 1974, d'une résolution sur les objectifs de la politique énergétique communautaire pour 1985 et d'une résolution concernant un programme d'action communautaire dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

§ 3. — COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

En 1974, la Commission des Communautés européennes a émis neuf points de vue sur des projets d'*investissement nucléaire* concernant 15 unités de centrales nucléaires représentant une puissance électrique nette globale de 14 955 MWe, l'extension d'une usine de production d'éléments combustibles en Allemagne fédérale et l'usine de production d'uranium enrichi Eurodif en France.

---

(1) *Journal Officiel des Communautés européennes*, n° L 32, du 5 février 1974.
(2) Supplément 4/1974 au *Bulletin des Communautés européennes*.

Les actions directes et indirectes prévues par le *programme pluriannuel de recherches* 1973-1976 ont été poursuivies tant à l'intérieur qu'en dehors du Centre commun de recherche. Ce dernier a été l'objet d'une profonde réorganisation qui a, notamment, transféré d'Ispra à Bruxelles le siège de la direction générale.

L'approvisionnement de la Communauté en uranium enrichi suscite des inquiétudes, compte tenu des programmes d'action en cours de développement pour promouvoir le développement de l'énergie nucléaire. Le Conseil a adopté le 4 juin 1974, une résolution dans laquelle il souligne une fois de plus la nécessité pour l'industrie communautaire de se doter d'une capacité d'enrichissement permettant de couvrir une part substantielle et croissante des besoins. D'autre part, le Conseil a approuvé le 17 décembre 1974, un programme d'une durée de 4 ans et visant à l'utilisation judicieuse du plutonium avant l'avènement industriel des centrales à neutrons rapides. En ce qui concerne l'uranium, le marché mondial s'est transformé et est devenu un marché de vendeurs : les transactions ont été rares et à un prix considérablement plus élevé qu'avant octobre 1973.

SECTION IV. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)

§ 1. — EVOLUTION DE L'UNION ECONOMIQUE

Au cours de l'année écoulée, une série d'événements se sont produits à l'échelle mondiale, incitant les gouvernements des trois pays du Benelux à se pencher sur le contenu à donner à la coopération internationale. Cette constatation sert d'introduction au rapport annuel du Conseil consultatif interparlementaire du Benelux concernant la période du 1er juillet 1973 au 30 juin 1974. Selon les auteurs, les difficultés dans le secteur énergétique, les complications monétaires, l'inflation et la crise agricole sont de nature telle que leur solution ne doit être recherchée qu'au plan international.

En ce qui concerne le processus d'intégration du Benelux au cours de l'année écoulée, l'on peut constater une certaine stabilité. En 1974, le groupe de travail ministériel s'est réuni deux fois. A la première séance du 6 février, les ministres ont eu un large échange d'idées quant au problème de l'implantation de grandes entreprises de distribution. Ils ont décidé de mener, en collaboration avec leurs collègues responsables de l'aménagement du territoire, une politique commune à ce sujet, et plus particulièrement dans les zones limitrophes des frontières intra-Benelux. Par ailleurs, ils ont déclaré attacher une grande importance à une réunion rapprochée des ministres des pays C.E.E., compétents des affaires relatives aux petites et moyennes entreprises.

Pendant la réunion suivante du 21 octobre 1974, les ministres se sont à nouveau entretenus du problème des implantations de grandes entreprises de distribution (d'une superficie de vente de plus de 3 000 m²) dans les régions frontalières. Ils sont arrivés à un accord sur la tâche et la composition d'un groupe de travail mixte à créer et destiné à conseiller les autorités compétentes au sujet des demandes d'établissement.

A l'effet de rencontrer le vœu émis par les ministres, le groupe de travail ministériel a reçu une note relative à l'équivalence des diplômes requis en vue de l'établissement dans chacun des trois pays Benelux. Cette note donne un aperçu de toutes les difficultés pratiques et les obstacles légaux intervenant en matières d'équivalence des diplômes entre le Grand-Duché de Luxembourg et ses partenaires du Benelux.

Les 13 et 14 décembre 1974, le Conseil consultatif interparlementaire du Benelux s'est réuni à Bruxelles. Les membres se sont penchés sur l'harmonisation et l'unification des droits d'accise. A ce sujet, les gouvernements ont été priés d'orienter leur consultation de sorte que la conférence au sommet prévue pour 1975 soit en mesure de prendre des décisions définitives. Toutefois, le Conseil estime qu'une unification complète ne peut se réaliser que très progressivement.

En ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée, les membres ont également mis l'accent sur la nécessité de décisions de la conférence gouvernementale pour pouvoir éliminer les formalités subsistantes aux frontières intérieures.

Enfin, le Conseil a porté une grande attention à la liaison des allocations sociales en Benelux, au bien-être général. Il a estimé qu'en cette matière, la politique des trois pays ne pouvait présenter trop de divergences puisque les conséquences en seraient très profondes dans le domaine de l'économie. Dès lors, le Conseil a insisté pour que les contacts se multiplient entre les gouvernants du Benelux de manière à établir une politique cohérente, laquelle pourrait se révéler d'une importance très appréciable.

§ 2. — RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'U.E.B.L. ET LES PAYS-BAS

Les relations commerciales entre les pays du Benelux qui avaient déjà connu en 1973 une forte croissance, ont accusé en 1974 une nouvelle progression notable. Les importations de l'U.E.B.L. en provenance des Pays-Bas ont augmenté de 36 %, tandis que les exportations vers ce pays se sont accrues de 21,5 %. En 1973, ces taux s'étaient élevés à respectivement 26 et 17 %. De ces données on peut dégager que le courant Sud-Nord, traditionnellement plus important que le courant de sens inverse, commence à perdre de l'importance. En chiffres absolus, les importations de l'U.E.B.L. atteignent 187 milliards de francs et les exportations 188,6 milliards. Le coefficient de couverture des importations ne s'est chiffré qu'à 100,9, contre 112,6 en 1973 et 121 en 1972. En ce qui concerne les importations de l'U.E.B.L., notre voisin septentrional

occupe depuis de nombreuses années déjà, la troisième place parmi les fournisseurs, tandis qu'en ordre d'importance, il se situe également à la troisième place parmi les acheteurs de l'U.E.B.L. et ce depuis 1973.

La part des matières premières et des produits demi-finis dans les importations en provenance des Pays-Bas et les exportations à destination de ce pays, a augmenté au détriment des produits alimentaires, boissons et tabacs et dans une moindre mesure, des produits manufacturés. Les marchandises importées de ce pays comprenaient, en 1973, 64 % de produits manufacturés, 22 % de matières brutes et produits demi-finis et 14 % de produits alimentaires, boissons et tabacs. En ce qui concerne les exportations, les parts respectives se sont chiffrées à 82,5 %, 6,5 % et 11 %.

La structure des échanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas a, d'une manière générale, subi peu de changement au cours de l'année écoulée.

Exprimés en valeur, les produits accusant l'échange le plus soutenu, tant à l'exportation qu'à l'importation, sont ceux des fabrications métalliques (respectivement 45,8 milliards et 31,4 milliards de francs). En ce qui concerne les exportations, la deuxième place est occupée par l'industrie métallurgique (28,6 milliards de francs), suivie de l'industrie textile et de l'industrie des vêtements (26,3 milliards de francs).

En ce qui concerne les importations, l'industrie chimique occupe la deuxième place. Exprimé en pourcentage, l'accroissement le plus important d'une année à l'autre est enregistré dans l'industrie textile, l'industrie du papier et l'industrie des dérivés du pétrole. Cette évolution est due aux fortes hausses de prix dans ces secteurs. L'interprétation des tableaux des relations commerciales exprimées en valeur, doit prendre ce facteur en considération. En 1974, la valeur des dérivés du pétrole importés s'est accrue de 229 % et celle des produits de l'industrie chimique a progressé de 83 %.

Quant aux exportations, l'augmentation la plus élevée revient au charbon (125 %), suivi des produits de l'industrie du papier et du carton (48 %).

★

★ ★

Grand-Duché de Luxembourg

Indices corrigés de la production industrielle

BRANCHE INDUSTRIELLE	1967 = 100			1970 = 100	
	1970	1971	1972	1973	1974
Industries extractives	**96,4**	**79,6**	**81,9**	**84,5**	**70,0**
Extraction de minerai de fer	90,4	71,9	65,5	66,6	47,3
Extraction de matériaux de construction	118,5	109,0	144,2	155,8	160,9
Industries manufacturières	**122,5**	**121,7**	**127,7**	**116,6**	**121,4**
Industrie des denrées alimentaires	102,7	102,1	106,9	110,7	112,9
Boissons et industrie du tabac	107,6	117,4	121,9	122,6	123,7
Industrie textile, habillement et de literie	88,0	108,5	115,5	148,2	145,2
Industrie du bois	84,9	88,9	95,2	128,6	119,8
Industrie du meuble et de l'ameublement	83,5	98,8	105,9		
Impression et édition	105,5	111,2	109,0	111,5	110,2
Industries chimique et parachimique	148,8	149,3	153,9	124,1	125,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	123,5	132,2	141,9	129,1	138,5
Industrie sidérurgique	119,5	114,4	119,9	111,1	117,0
Industrie des fabrications métalliques	124,9	139,3	148,0	130,8	134,6
Electricité, gaz	**99,4**	**106,1**	**98,6**	**100,6**	**98,2**
Energie électrique	97,2	106,9	99,5	..	..
Production et distribution de gaz	89,4	88,9	80,5	..	..
Indice général	**120,2**	**119,0**	**123,9**	**115,1**	**119,1**

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1947 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1968	**23**	**359,0**	**402,8**	**314,3**	**263**
1969	**24**	**406,0**	**460,1**	**359,3**	**300**
1970	**25**	**401,2**	**455,2**	**354,4**	**296**
1971	**22**	**382,4**	**436,8**	**339,1**	**283**
1972	**20**	**389,2**	**454,8**	**356,7**	**294**
1973	**20**	**424,3**	**493,7**	**391,4**	**321**
1974	**18**	**455,7**	**537,4**	**414,7**	**345,2**
1974 Janvier	19	454,0	536,0	428,0	348,3
Février	19	421,5	497,3	402,4	324,7
Mars	18	473,4	554,2	439,3	360,0
Avril	18	456,5	550,5	426,0	351,9
Mai	18	470,3	560,5	432,1	358,8
Juin	18	438,4	496,6	391,0	325,0
Juillet	18	477,2	579,6	451,2	370,2
Août	18	453,6	541,2	434,2	351,2
Septembre ..	18	466,3	540,5	400,3	344,1
Octobre	18	484,0	581,4	432,7	366,9
Novembre...	18	448,9	529,3	400,9	337,8
Décembre ..	18	424,5	481,3	338,5	303,3

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.
Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUIT	Unité	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Céréales panifiables ..	10^3q.m.	515,9	311,1	445,5	400,3	378,2	372,3
Céréales secondaires ..	»	1 036,8	778,5	973,6	967,1	1 014,3	943,0
Légumineuses.....	»	9,9	7,1	8,2	4,3	4,9	3,9
Pommes de terre	»	618,6	679,1	644,7	612,3	573,9	581,8
Autres plantes racines	»	518,7	420,2	378,4	328,2	229,5	232,8
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	2 139,5	1 811,2	2 096,2	2 322,5	2 500,2	2 408,9
Maïs.....	»	..	..	..	..	1 672,5	1 780,6
Lait	10^6 kg	211,5	217,0	218,8	232,1	238,8	250,6

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice pondéré des prix à la consommation

(1965 = 100)

MOIS	1970	1971	1972	1973	1974
Janvier	113,78	118,33	124,66	131,79	140,71
Février	114,50	119,13	125,04	132,40	143,35
Mars	114,72	120,19	125,25	132,89	144,30
Avril.....	115,21	120,29	125,50	134,14	146,17
Mai	115,81	121,17	125,98	135,79	147,49
Juin	116,13	121,44	127,39	135,96	147,84
Juillet	116,58	121,54	128,45	135,81	149,51
Août	116,25	121,68	128,88	135,99	149,80
Septembre	116,72	122,24	129,45	136,29	150,68
Octobre	117,09	123,05	130,07	137,24	152,12
Novembre	117,29	123,56	130,78	138,10	153,85
Décembre	117,55	124,03	131,32	139,38	155,05
Moyenne annuelle ...	**115,97**	**121,39**	**127,73**	**135,48**	**148,41**

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1969	1970	1971 (c)	1972 (c)	1973 (c)	1974
Formation :						
Production des entreprises privées	71,4	79,8	89,0	100,9	114,5	126,6
Production du secteur public	12,0	13,5	15,3	18,3	20,7	24,5
Revenus nets en provenance de l'étranger	0,7	0,4	0,2	0,5	1,1	1,0
Revenu national (au coût des facteurs)	**84,1**	**93,7**	**105,0**	**119,7**	**136 3**	**152,1**
Impôts indirects moins subsides	9,7	11,6	13,8	15,7	17,0	18,3
Produit national (aux prix du marché)	**93,8**	**105,3**	**118,8**	**135,4**	**153,3**	**170,4**
Solde d'exportation (b)	—0,4	1,6	0,2	—4,2	—5,2	—5,2
Total des moyens disponibles	**93,4**	**106,9**	**119,0**	**131,2**	**148,1**	**165,4**
Utilisation :						
Consommation privée	58,4	65,6	73,2	82,2	91,5	103,9
Dépenses du secteur public	16,3	18,7	21,7	24,6	27,6	32,8
Investissements nets des entreprises	12,1	15,0	16,8	17,5	20,6	20,3
Investissements nets du secteur public	4,2	4,7	5,5	5,4	54,	5,6
Stocks et fabrications en cours	2,4	2,9	1,8	1,5	3,0	2,8
Total des dépenses nationales	**93,4**	**106,9**	**119,0**	**131,2**	**148,1**	**165,4**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Prix courants.
(b) — surplus; + déficit.
(c) Données rectifiées.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (a)	Hommes	Femmes
1968	84 300	82 100	2 200	72 300	12 000
1969	65 800	63 600	2 200	54 300	11 500
1970	55 900	54 300	1 600	45 100	10 800
1971	68 900	67 200	1 700	56 900	12 000
1972	114 700	112 400	2 300	96 900	17 800
1973	117 000	114 600	2 400	95 000	22 000
1974	143 200	140 200	3 000	114 400	28 800

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1970 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1966	70	104	67
1967	73	100	73
1968	81	99	82
1969	91	99	91
1970	100	100	100
1971	107	99	107
1972	110	95	116
1973	118	93	126
1974	121	92	132
1974 : 1er trimestre	124	93	134
2e trimestre	123	92	133
3e trimestre	111	92	120
4e trimestre	128	92	138

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.
(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1970 = 100)

INDUSTRIE	1968	1969	1971	1972	1973	1974
Matériaux de construction et terre cuite	95	95	109	108	107	106
Industrie chimique	77	90	105	118	135	139
Cuir	98	97	84	78	72	69
Caoutchouc	96	99	101	107	112	123
Exploitation minière	64	79	115	143	168	191
Produits métalliques	81	91	101	105	110	115
Papier	88	98	100	105	114	118
Textile	97	101	101	102	96	93
Gaz, électricité et eau	71	86	108	128	140	148
Produits alimentaires, boissons et tabac	90	95	105	109	113	115
Indice général de l'industrie	**81**	**91**	**107**	**110**	**118**	**121**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1970	1970 (a)	1971 (a)	1972 (a)	1973 (a)	1974 (a)
	IMPORTATIONS					
1er trimestre	11 060	9 157	11 048	11 230	13 966	17 623
2e trimestre	12 350	10 216	11 272	11 488	13 618	19 314
3e trimestre	11 802	9 850	11 157	10 942	14 220	19 642
4e trimestre	13 391	11 193	11 482	12 477	14 993	19 576
Année....	**48 603**	**40 416**	**44 959**	**46 137**	**56 797**	**76 155**
	EXPORTATIONS					
1er trimestre	9 829	8 425	10 045	11 025	14 449	17 554
2e trimestre	10 569	9 069	10 354	11 620	14 327	19 369
3e trimestre	10 612	9 176	10 338	10 934	13 347	19 119
4e trimestre	11 612	10 010	11 078	12 190	15 062	19 589
Année...	**42 622**	**36 680**	**41 815**	**45 769**	**57 185**	**75 631**
	SOLDE					
1er trimestre	— 1 231	— 732	— 1 003	— 205	+ 483	— 69
2e trimestre	— 1 781	— 1 147	— 918	+ 132	+ 709	+ 55
3e trimestre	— 1 190	— 674	— 819	— 8	— 873	— 523
4e trimestre	— 1 779	— 1 183	— 404	— 287	+ 69	+ 13
Année...	**— 5 981**	**— 3 736**	**— 3 144**	**— 368**	**+ 388**	**— 524**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Non comprises les données de l'U.E.B.L. A partir de l'année 1970 les données de l'U.E.B.L. ne sont pas encore disponibles par trimestre.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1970	1971	1972	1973	1973 (a)	1974 (a)
	En millions de florins					
U. E. B. L.	8 187	7 334	8 580	9 763	..	..
Rép. féd. d'Allemagne	13 164	14 386	15 021	18 542	18 542	23 235
France	3 645	4 082	4 414	5 376	5 376	6 369
Italie	2 105	2 276	2 353	2 317	2 317	2 970
Royaume-Uni	2 815	2 967	2 874	3 439	3 439	4 790
Etats-Unis d'Amérique	4 736	5 126	4 520	5 937	5 937	7 944
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	16,8	14,0	15,7	14,0	..	..
Rép. féd. d'Allemagne	27,1	27,5	27,5	27,9	32,6	30,5
France	7,5	7,8	8,1	8,1	9,6	8,4
Italie	4,3	4,4	4,3	3,5	5,1	3,9
Royaume-Uni	5,7	5,7	5,3	5,2	6,1	6,3
Etats-Unis d'Amérique	9,8	9,8	8,3	8,9	10,5	10,4

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Pour l'année 1974 les données de l'U.E.B.L. ne sont pas encore disponibles. Les pourcentages ont été calculés sur le total des exportations non compris celles destinées à l'U.E.B.L.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1970	1971	1972	1973	1973 (a)	1974 (a)
	En millions de florins					
U. E. B. L.	5 942	6 960	8 133	9 694	..	..
Rép. féd. d'Allemagne	13 873	16 438	18 273	21 812	21 812	26 515
France	4 252	5 029	5 637	6 763	6 763	8 694
Italie	2 306	2 542	2 909	3 708	3 708	4 611
Royaume-Uni	2 981	3 553	3 962	5 278	5 278	8 018
Etats-Unis d'Amérique	1 832	1 960	2 019	2 373	2 373	3 509
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	14,0	14,3	15,1	14,5	..	..
Rép. féd. d'Allemagne	32,6	33,7	33,9	32,6	38,1	35,1
France	10,0	10,3	10,5	10,1	11,8	11,5
Italie	5,4	5,2	5,4	5,5	6,5	6,1
Royaume-Uni	7,0	7,3	7,4	7,9	9,2	10,6
Etats-Unis d'Amérique	4,3	4,0	3,7	3,5	4,1	4,6

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Pour l'année 1974 les données de l'U.E.B.L. ne sont pas encore disponibles. Les pourcentages ont été calculés sur le total des exportations non compris celles destinées à l'U.E.B.L.

Pays-Bas

Réserves de change
(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1967	6 166	2 023	8 189
1968	6 115	951	7 066
1969	6 198	1 298	7 496
1970	6 437	3 245	9 682
1971	6 875	3 236	10 111
1972	6 830	6 526	13 356
1973	6 849	8 974	15 823
1974	6 849	10 253	17 102

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

Pays-Bas

Salaires et prix
(1970 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Coût de la vie	Salaires conventionnels
1969	94	96	90
1970	100	100	100
1971	101	108	112
1972	105	116	126
1973	118	125	142
1974	134	137	165
1974 : 1er trimestre	130	131,9	157
2e trimestre	132	135,9	164
3e trimestre	135	138,3	170
4e trimestre	139	142,8	171

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Consommation des particuliers
(1970 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1967	71	81	83
1968	78	86	88
1969	89	93	94
1970	100	100	100
1971	112	103	102
1972	125	107	105
1973	139	109	106
1974	157	112	108

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1963	255,6	37,7	14,7	242,0	54,6	22,6
1964	299,0	44,0	14,7	279,5	64,1	22,9
1965	325,1	48,3	14,9	319,7	70,5	22,1
1966	359,1	52,5	14,6	341,5	76,0	22,3
1967	364,3	54,2	14,9	354,1	75,8	21,4
1968	419,8	60,8	14,5	408,6	85,9	21,0
1969	501,1	71,3	14,2	504,5	97,5	19,3
1970	570,6	83,3	14,6	580,0	112,6	19,4
1971	629,1	103,4	16,4	620,2	118,5	19,1
1972	681,8	109,0	16,0	711,0	132,1	18,6
1973	856,1	137,8	16,1	870,1	155,2	17,8
1974	1 154,3	187,0	16,2	1 097,2	188,6	17,2

Source : Institut National de Statistique.

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1964	25 548	4 911	19,2	21 025	3 207	15,3
1965	27 010	5 299	19,6	23 144	3 438	14,9
1966	29 024	5 508	19,0	24 443	3 685	15,1
1967	30 181	5 567	18,4	26 380	3 886	14,7
1968	33 638	6 046	18,0	30 197	4 319	14,3
1969	39 797	7 045	17,7	36 074	5 030	13,9
1970	48 603	8 186	16,8	42 622	5 945	13,9
1971	52 294	7 334	14,0	48 775	6 960	14,3
1972	54 721	8 580	15,7	53 899	8 133	15,1
1973	66 560	9 763	14,7	66 879	9 694	14,5
1973 (a)	56 797	..	..	57 185	..	..
1974 (a)	76 155	..	..	75 631	..	..

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Non compris les données de l'U.E.B.L. Pour l'année 1974 les données de l'U.E.B.L. ne sont pas encore disponibles.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et produits demi-finis		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
	IMPORTATIONS						
1967	9,5	17,5	9,2	17,0	35,5	65,5	54,2
1968	10,7	17,6	11,4	18,7	38,7	63,7	60,8
1969	12,1	17,0	13,0	18,2	46,2	64,8	71,3
1970	14,1	16,9	14,6	17,6	54,6	65,5	83,3
1971	15,7	15,2	20,9	20,2	66,8	64,6	103,4
1972	18,1	16,6	19,6	18,0	71,3	65,4	109,0
1973	24,0	17,4	24,9	18,1	88,9	64,5	137,8
1974	26,7	14,3	41,3	22,1	119,0	63,6	187,0
	EXPORTATIONS						
1967	5,8	7,7	5,6	7,3	64,4	85,0	75,8
1968	7,0	8,1	5,8	6,8	73,1	85,1	85,9
1969	8,7	8,9	6,8	7,0	82,0	84,1	97,5
1970	9,0	8,0	6,3	5,6	97,3	86,4	112,6
1971	10,2	8,6	5,9	5,0	102,4	86,4	118,5
1972	15,1	11,4	6,9	5,2	110,1	83,4	132,1
1973	18,1	11,7	8,9	5,7	128,1	82,6	155,1
1974	20,7	11,0	12,3	6,5	155,6	82,5	188,6

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1971	1972	1973	1974	1971	1972	1973	1974
Industrie métallurgique	7 350	8 296	11 121	15 571	15 762	15 891	21 691	28 595
Fer et acier	4 464	4 810	6 094	8 978	10 299	11 573	14 878	19 694
Métaux non ferreux	2 886	3 486	5 027	6 593	5 463	4 318	6 813	8 901
Industrie des fabrications métalliques	21 043	21 871	27 454	31 367	29 793	36 112	38 300	45 767
Machines	5 875	5 951	7 627	9 344	4 458	4 559	5 279	7 021
Construction électrique	8 149	8 629	9 740	9 462	8 661	9 954	11 540	14 454
Matériel de transport	4 046	4 431	6 188	7 509	12 825	17 559	16 430	17 650
Autres articles manufacturés en métal	2 973	2 860	3 899	5 052	3 849	4 040	5 051	6 442
Industries textiles et du vêtement	12 370	12 956	14 820	19 412	20 781	22 677	24 293	26 292
Filés	3 377	3 101	3 102	3 371	3 600	3 579	3 612	3 955
Tissus	3 618	3 782	4 632	5 406	5 984	6 601	7 380	7 432
Autres produits textiles	943	1 025	1 116	3 802	2 004	1 978	2 126	2 332
Vêtement	4 432	5 048	5 970	6 833	9 193	10 519	11 175	12 573
Industries chimiques	10 476	12 532	15 342	28 109	9 757	10 931	14 391	20 092
Produits chimiques proprement dits	3 537	4 904	5 659	14 207	2 611	2 787	4 022	6 403
Engrais manufacturés	141	127	220	598	428	481	659	651
Produits photographiques	101	124	164	217	332	391	450	574
Autres produits chimiques	6 697	7 377	9 299	13 087	6 386	7 272	9 260	12 464
Industrie charbonnière	1 342	1 470	1 508	1 636	80	93	91	205
Dérivés du pétrole	5 792	4 738	4 550	14 965	1 576	2 013	3 003	4 078
Produits alimentaires, boissons et tabacs	7 875	8 929	11 193	12 834	5 445	7 408	9 346	11 401
Matériaux de construction	352	339	475	796	2 009	2 117	2 510	2 549
Industrie du verre	951	1 034	1 303	1 411	2 344	2 388	3 057	2 961
Industrie du papier et du carton	3 280	3 601	5 148	6 631	3 598	3 793	4 246	6 291

Source : Institut National de Statistique.

HUITIÈME PARTIE

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

DIXIÈME PARTIE

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

RECENSEMENT AGRICOLE [Voir Statistiques (Statistiques agricoles)]

RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

La loi du 20 juillet 1973 modifie la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole (« Moniteur belge » du 2 février 1974).

L'arrêté royal du 24 septembre 1973 modifie l'arrêté royal du 25 août 1971 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux (« Moniteur belge » du 24 janvier 1974).

L'arrêté royal du 12 novembre 1973 modifie l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables (« Moniteur belge » du 15 mars 1974).

L'arrêté royal du 13 décembre 1973 modifie l'arrêté royal du 5 février 1971 instaurant le document de contrôle Benelux-5 dans les échanges intra-Benelux pour certains produits agricoles et alimentaires (« Moniteur belge » du 27 mars 1974).

L'arrêté royal du 26 décembre 1973 modifie l'arrêté royal du 20 août 1969 relatif au commerce intérieur et dans les pays membres de la Communauté économique européenne de certains produits agricoles et horticoles (« Moniteur belge » du 26 janvier 1974).

L'arrêté royal du 28 décembre 1973 étend les crédits d'heures aux travailleurs qui suivent les cours d'agriculture organisés conformément à l'arrêté royal du 4 juillet 1961 réglant l'organisation des cours d'agriculture, d'horticulture et d'économie domestique rurale (« Moniteur belge » du 17 janvier 1974).

L'arrêté royal du 22 janvier 1974 modifie l'arrêté ministériel du 26 juillet 1962 portant réglementation de la délivrance des certificats d'origine pour les produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime (« Moniteur belge » du 5 avril 1974).

L'arrêté royal du 15 février 1974 modifie l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume « Moniteur belge » du 3 avril 1974).

L'arrêté royal du 25 février 1974 modifie la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture (« Moniteur belge » du 2 mars 1974).

L'arrêté royal du 26 février 1974 promulgue certaines mesures d'exécution de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture (« Moniteur belge » des 2 mars et 28 mai 1974).

Les arrêtés ministériels du 28 mars et du 23 avril 1974 modifient l'arrêté ministériel du 28 juillet 1971 relatif à l'importation, au transit, à l'exportation et aux échanges entre les pays du Benelux d'animaux vivants et de certains produits d'origine animale et végétale (« Moniteur belge » du 14 mai et du 30 mai 1974).

L'arrêté royal du 30 mai 1974 relève le plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole à 14 milliards de francs (« Moniteur belge » du 23 août 1974).

L'arrêté royal du 19 juin 1974 réglemente l'institution, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de la conservation de la nature (« Moniteur belge » du 21 septembre 1974).

L'arrêté royal du 21 juin 1974 prend des mesures relatives à la modernisation des exploitations agricoles (« Moniteur belge » du 29 juin 1974).

La loi du 25 juin 1974 fixe le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1974 à 4 003 123 000 F (« Moniteur belge » du 3 août 1974).

L'arrêté royal du 11 juillet 1974 réglemente l'octroi de subsides pour la tenue de comptabilités de gestion et la collaboration de correspondants, d'associations agricoles et horticoles et d'institutions agréées, à la vulgarisation de la gestion rationnelle des exploitations agricoles et horticoles (« Moniteur belge » du 15 octobre 1974).

L'arrêté royal du 23 août 1974 prend des mesures relatives à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture. Cet arrêté est appliqué par l'arrêté ministériel du 23 août 1974 (« Moniteur belge » du 4 septembre 1974), modifié par un arrêté ministériel du 20 novembre 1974 (« Moniteur belge » du 4 décembre 1974).

L'arrêté royal du 4 décembre 1974 modifie temporairement la convention annexée à l'arrêté royal du 3 mars 1934 relatif à l'emploi à des travaux non militaires du personnel et du matériel de l'armée (« Moniteur belge » du 24 décembre 1974).

RÉGLEMENTATION RELATIVE A LA GRANDE CULTURE

L'arrêté royal du 3 janvier 1974 réglemente le triage à façon de céréales et de légumineuses à fruit sec (« Moniteur belge » du 5 février 1974).

L'arrêté ministériel du 17 janvier 1974 modifie l'arrêté ministériel du 22 juin 1972 réglant la composition et le fonctionnement du Comité pour l'élaboration du catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles (« Moniteur belge » du 4 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1974 modifie l'arrêté ministériel du 23 juin 1973 fixant les mesures d'exécution de l'arrêté royal du 23 juin 1973 organisant le contrôle à exercer par l'Office des débouchés agricoles et horticoles sur les semences de céréales (« Moniteur belge » du 4 avril 1974).

L'arrêté royal du 12 juillet 1974 modifie l'arrêté royal du 31 mai 1958 portant réglementation de la conservation, du commerce et de l'utilisation des pesticides et des produits phytopharmaceutiques (« Moniteur belge » du 19 septembre 1974).

L'arrêté ministériel du 15 juillet 1974 établit le catalogue national des variétés des espèces agricoles, en exécution de l'arrêté royal du 12 mai 1972 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974).

L'arrêté royal du 25 juillet 1974 prend des mesures relatives à la meunerie à façon (« Moniteur belge » du 8 novembre 1974).

L'arrêté ministériel du 6 septembre 1974 fixe la liste des variétés des espèces agricoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 25 mars 1952 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974).

RÉGLEMENTATION DE L'ÉLEVAGE

L'arrêté royal du 26 octobre 1973 modifie l'arrêté royal du 13 juillet 1962 relatif à la lutte contre la brucellose des animaux porcins « Moniteur belge » du 28 février 1974).

L'arrêté ministériel du 8 novembre 1973 réglemente l'octroi de la prime de reconversion, vers la production de viande, de troupeaux bovins à orientation laitière (« Moniteur belge » du 1er février 1974).

L'arrêté royal du 5 décembre 1973 modifie l'arrêté royal du 10 mai 1963 portant des mesures en vue de la lutte contre la tuberculose bovine (« Moniteur belge » du 11 janvier 1974).

L'arrêté ministériel du 7 décembre 1973 prend des mesures temporaires de police sanitaire relative à la peste porcine (« Moniteur belge » du 20 février 1974).

L'arrêté ministériel du 7 décembre 1973 modifie l'arrêté ministériel du 25 mai 1970 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine (« Moniteur belge » du 20 février 1974).

L'arrêté royal du 3 janvier 1974 modifie certaines dispositions de la réglementation relatives au beurre (« Moniteur belge » du 1er février 1974).

L'arrêté royal du 4 mars 1974 prend des mesures de police sanitaire relative à la peste aviaire et à la pseudo-peste aviaire (« Moniteur belge » du 4 avril 1974).

L'arrêté royal du 9 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 10 février 1967 portant règlement de police sanitaire de la rage (« Moniteur belge » du 24 avril 1974).

L'arrêté royal du 9 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine (« Moniteur belge » du 24 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 11 mars 1974 modifie l'arrêté ministériel du 23 février 1967 portant des mesures temporaires de police sanitaire contre la rage (« Moniteur belge » du 14 juin 1974).

L'arrêté royal du 12 avril 1974 réglemente certaines opérations concernant les substances à action hormonale, antihormonale et antibiotique (« Moniteur belge » du 7 mai 1974).

L'arrêté royal du 19 avril 1974 modifie l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale pour assurer la surveillance de la police sanitaire des animaux domestiques (« Moniteur belge » du 30 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 23 avril 1974 prend des mesures temporaires de lutte contre la fièvre aphteuse (« Moniteur belge » du 25 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 3 mai 1974 concerne la reconnaissance des races bovines (« Moniteur belge » du 30 mai 1974).

Les arrêtés ministériels des 6 mai 1974 et 22 mai 1974 abrogent certaines mesures temporaires de lutte contre la fièvre aphteuse (« Moniteur belge » des 8 et 25 mai 1974).

L'arrêté ministériel du 12 juin 1974 prend des mesures temporaires en matière de lutte contre la tuberculose bovine (« Moniteur belge » du 23 août 1974).

L'arrêté royal du 16 juillet 1974 modifie l'arrêté royal du 8 septembre 1969 relatif à la lutte contre la brucellose bovine (« Moniteur belge » du 10 août 1974).

L'arrêté ministériel du 6 août 1974 concerne la lutte contre la brucellose bovine (« Moniteur belge » du 20 septembre 1974).

L'arrêté ministériel du 23 septembre 1974 modifie l'arrêté ministériel du 11 septembre 1972 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine (« Moniteur belge » du 25 octobre 1974).

L'arrêté royal du 5 novembre 1974 modifie l'arrêté royal du 10 février 1967 portant règlement de police sanitaire de la rage (« Moniteur belge » du 8 novembre 1974).

RÉGLEMENTATION DE L'HORTICULTURE

L'arrêté ministériel du 6 décembre 1973 réglemente la composition et le fonctionnement du Comité pour l'élaboration du catalogue national des variétés des espèces de légumes (« Moniteur belge » du 26 janvier 1974).

L'arrêté royal du 26 décembre 1973 modifie l'arrêté royal du 23 avril 1968 relatif à l'emballage et au conditionnement de certaines espèces de fruits et légumes (« Moniteur belge » du 26 janvier 1974).

L'arrêté royal du 6 août 1974 modifie l'arrêté royal du 13 juin 1973 concernant la commercialisation des semences de légumes (« Moniteur belge » du 30 octobre 1974).

L'arrêté ministériel du 20 août 1974 fixe la liste des variétés des espèces des plantes fruitières, fraisières et petits fruits, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles (« Moniteur belge » du 10 décembre 1974).

RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE EN MER

L'arrêté royal du 12 mars 1974 réglemente la pêche au hareng dans la Mer du Nord et le Skagerrak (« Moniteur belge » du 30 mars 1974).

PRIMES ET SUBVENTIONS

L'arrêté ministériel du 9 octobre 1973 modifie l'arrêté ministériel du 21 mars 1973 relatif à l'octroi d'une aide à la production de semences de certaines espèces de plantes (« Moniteur belge » du 25 janvier 1974).

L'arrêté ministériel du 22 février 1974 réglemente l'octroi des aides pour la reconversion variétale et la restructuration des plantations dans le secteur du houblon (« Moniteur belge » du 30 mai 1974).

L'arrêté ministériel du 7 mars 1974 arrête la formule en vue d'obtenir l'indemnité de sortie ou la prime d'apport structurel prévues par la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture et détermine les documents qui doivent y être joints (« Moniteur belge » du 3 mai 1974).

L'arrêté ministériel du 29 mars 1974 modifie l'arrêté ministériel du 25 septembre 1973 relatif à l'octroi d'une intervention financière pour la vaccination contre la maladie de Marek (« Moniteur belge » du 21 mai 1974).

L'arrêté royal du 19 avril 1974 concerne les interventions dans le secteur des fruits et légumes (« Moniteur belge » du 30 mai 1974).

L'arrêté ministériel du 28 mai 1974 concerne l'aide pour le lin (« Moniteur belge » du 3 septembre 1974).

L'arrêté royal du 4 juin 1974 concerne l'octroi de subsides aux associations d'entraide mutuelle à l'exploitation (« Moniteur belge » du 10 septembre 1974).

L'arrêté royal du 2 juillet 1974 accorde une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale (« Moniteur belge » du 23 août 1974).

L'arrêté ministériel du 12 juillet 1974 modifie l'arrêté ministériel du 25 octobre 1973 relatif à l'allocation d'un subside aux horticulteurs et viticulteurs, pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil lourd (fuel-oil léger) et pour ristourner le montant total des droits sur les fuels-oils lourds et extra lourds (« Moniteur belge » du 31 août 1974).

L'arrêté ministériel du 12 juillet 1974 proroge l'octroi d'un subside exceptionnel aux horticulteurs en compensation de la hausse des prix pour les combustibles liquides ainsi que pour le propane (« Moniteur belge » du 31 août 1974). Il est modifié par les arrêtés ministériels des 30 août et 16 octobre 1974 (« Moniteur belge » des 1er octobre et 19 octobre 1974).

L'arrêté ministériel du 25 juillet 1974 concerne l'aide aux producteurs dans le secteur du houblon (« Moniteur belge » du 23 octobre 1974).

L'arrêté ministériel du 14 août 1974 réglemente l'octroi d'une aide au revenu aux agriculteurs de régions défavorisées (« Moniteur belge » du 20 août 1974).

L'arrêté ministériel du 21 août 1974 institue un régime de prime pour une mise ordonnée sur le marché de certains gros bovins de boucherie (« Moniteur belge » du 27 août 1974). Il est modifié par l'arrêté ministériel du 2 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974).

L'arrêté ministériel du 29 août 1974 concerne la prime pour le tabac en feuille (« Moniteur belge » du 19 septembre 1974).

L'arrêté ministériel du 27 septembre 1974 proroge l'octroi d'un subside spécial aux armateurs à la pêche, en compensation des prix du gasoil (« Moniteur belge » du 12 décembre 1974).

L'arrêté royal du 11 octobre 1974 modifie l'arrêté royal du 28 juin 1930 modifiant le règlement sur la police sanitaire des animaux domestiques en ce qui concerne les indemnités pour animaux abattus par ordre de l'autorité (« Moniteur belge » du 13 novembre 1974).

L'arrêté ministériel du 6 novembre 1974 réglemente l'octroi d'une aide au revenu aux agriculteurs, dont au moins 40 % de la superficie utilisée est située dans des régions défavorisées (« Moniteur belge » du 13 novembre 1974).

L'arrêté royal du 8 novembre 1974 modifie l'arrêté royal du 6 décembre 1971 relatif à la perception et à l'octroi des montants compensatoires prévus par le règlement (C.E.E.) n° 974/71 du Conseil du 12 mai 1971 et complète cet arrêté (« Moniteur belge » du 19 novembre 1974).

L'arrêté ministériel du 14 novembre 1974 concerne l'allocation d'un subside aux horticulteurs pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil lourd (fuel-oil léger) et pour ristourner le montant total des droits d'accise sur les fuel-oils lourds et extra lourds (« Moniteur belge » du 11 décembre 1974).

Assurances

Le « Moniteur belge » du 6 avril 1974 publie l'arrêté royal du 2 avril 1974, modifiant l'arrêté royal du 24 juin 1973, portant exécution de certaines dispositions de la loi du 1er juillet 1956 relatives à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile de véhicules automoteurs.

Benelux [Voir Commerce extérieur (Accords commerciaux Benelux)]

Au cours de l'année 1974, de nombreuses décisions furent signées par le Président du Comité de Ministres; elles portent essentiellement sur des questions de politique commerciale et des problèmes juridiques et administratifs :

— Décision confidentielle fixant la politique commerciale ainsi que les mesures d'exécution y afférentes (1);

— Décision portant nomination des juges, des juges suppléants et des avocats généraux de la Cour de Justice Benelux (2);

— Décision portant nomination des greffiers de la Cour de Justice Benelux (3);

— Décision confidentielle portant règlement relatif aux frais de séjour et de déplacement et aux frais de fonctionnement de la Cour de Justice (1);

— Décision portant nomination du Président-suppléant de la Commission consultative compétente en matière de juridiction administrative pour les personnes au service de l'Union (1);

— Décision confidentielle portant règlement relatif aux frais de séjour et de déplacement du Président et du Président-suppléant de la Commission consultative compétente en matière de juridiction administrative pour les personnes au service de l'Union (1);

— Décision relative à l'harmonisation des législations en matière d'amidons ou fécules alimentaires (1);

— Décision concernant les méthodes d'analyse relatives à l'identification d'antibiotiques chez les animaux d'abattage (1);

---

(1) Décision signée le 13 mai 1974.
(2) Décision signée le 18 janvier 1974.
(3) Décision signée le 21 janvier 1974.

— Décision modifiant et complétant la Décision M (71) 10, du 1er février 1971, établissant un régime transitoire en matière d'armes et de munitions (1);

— Décision concernant la coordination des plans régionaux et de secteur dans les régions frontières du Benelux (1);

— Décision fixant les modalités d'élection des membres et des membres suppléants de la Commission consultative compétente en matière de juridiction administrative pour les personnes au service de l'Union (1);

— Décision désignant les fonctionnaires nationaux effectifs et suppléants de chacun des trois pays à la Commission consultative (2).

Chômage [Voir Travail (Relations du travail)]

Commerce extérieur

ACCORDS COMMERCIAUX

En vertu de la décision du Conseil des Ministres de la C.E.E. du 16 décembre 1969 concernant l'uniformisation progressive des accords relatifs aux relations commerciales des Etats membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires, les Etats membres de la Communauté ne sont plus habilités à conclure des accords commerciaux avec les pays tiers.

Il en résulte que les pays de Benelux, se conformant à cette décision, ont rencontré leurs partenaires de l'Europe orientale dans le cadre de la Commission Mixte prévue aux Accords commerciaux à long terme conclus par les pays de Benelux avec ces pays afin de fixer le régime d'importation 1974 selon la formule préconisée par la Commission à cet effet.

Cette formule a consisté à reconduire pour 1974 le cadre contingentaire 1973 et à prévoir une liste autonome d'augmentations des contingents de 1973.

Ces accords commerciaux à long terme des pays de Benelux avec leurs partenaires de l'Europe orientale sont arrivés à échéance le 31 décembre 1974.

(1) Décision signée le 13 mai 1974.
(2) Décision signée le 18 décembre 1974.

— Réunion à La Haye de la Commission mixte prévue à l'Accord commercial à long terme entre l'Union Economique Benelux et la République Populaire de Pologne du 24 au 31 janvier 1974.

— Réunion à Prague de la Commission mixte prévue à l'Accord commercial à long terme entre l'Union Economique Benelux et la République Socialiste Tchécoslovaque du 2 au 5 février 1974.

— Réunion à Bruxelles de la Commission mixte prévue à l'Accord commercial à long terme entre l'Union Economique Benelux et la République Populaire de Bulgarie du 18 au 22 mars 1974.

— Réunion à Bruxelles de la Commission mixte prévue à l'Accord commercial à long terme entre la République Populaire de Hongrie et l'Union Economique Benelux du 26 au 29 mars 1974.

— Réunion à Bruxelles de la Commission mixte prévue à l'Accord commercial à long terme entre l'Union Economique Benelux et la République Socialiste de Roumanie du 4 au 11 décembre 1974.

En date du 30 novembre 1974, les pays de Benelux ont communiqué aux divers pays de l'Europe orientale un complément d'augmentations du cadre contingentaire en vigueur, ainsi que certaines mesures de libéralisation.

Pour le surplus, des Commissions mixtes ont encore eu lieu à la fin de l'année 1974 à la demande expresse de quelques-uns des pays de l'Europe orientale, à savoir :

— Réunion à La Haye de la Commission mixte prévue à l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République Socialiste Tchécoslovaque du 2 au 5 décembre 1974.

— Réunion à Varsovie de la Commission mixte prévue à l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République Populaire de Pologne du 16 au 18 décembre 1974.

— Réunion à Bruxelles de la Commission mixte prévue à l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République Socialiste de Roumanie du 16 au 20 décembre 1974.

Ces Commissions Mixtes ont eu pour objet entre autres d'examiner l'évolution des échanges et de déterminer dans quelle mesure les objectifs inscrits à l'Accord commercial à long terme ont été réalisés.

Ces pourparlers ont abouti à la rédaction d'un Procès-verbal en ce qui concerne la Tchécoslovaquie et la Roumanie.

L'échéance des Accords commerciaux à long terme des pays de Benelux avec les pays de l'Europe orientale a entraîné la mise en place d'un régime d'importation autonome de la C.E.E. qui sera publié au Journal Officiel.

ACCORDS COMMERCIAUX C.E.E.

— Règlement (C.E.E.) n° 654/74 du Conseil du 21 mars 1974 portant conclusion de l'Accord de coopération commerciale entre la Communauté économique européenne et la République de l'Inde et arrêtant des dispositions pour son application.

— Règlement (C.E.E.) n° 841/74 du Conseil du 22 mars 1974 portant conclusion de l'Accord commercial entre la Communauté économique européenne et la République fédérative du Brésil et arrêtant des dispositions pour son application.

— Accord de coopération commerciale avec la République de Sri Lanka paraphé le 5 novembre 1974.

— Accord commercial préférentiel entre la C.E.E. et l'Etat d'Israël paraphé le 10 décembre 1974.

Certains accords conclus par la C.E.E. se rapportent à des produits particuliers :

— Décision du Conseil, du 21 mars 1974, portant conclusion de l'Accord entre la Communauté économique européenne et la République de l'Inde concernant le commerce des produits du jute.

— Décision du Conseil du 21 mars 1974 portant conclusion de l'Accord entre la Communauté économique européenne et la République de l'Inde concernant le commerce des produits de coco.

— Accord entre la Communauté économique européenne et le Bangla Desh sur le commerce des produits du jute signé le 24 octobre 1974.

Dans le cadre de l'ancien accord à long terme concernant le commerce international des textiles de coton, la Communauté avait conclu avec certains pays tiers, principaux fournisseurs, des accords bilatéraux sur le commerce des textiles de coton.

Ces accords étaient venus à expiration fin 1973, mais leurs dispositons avaient été maintenues en vigueur de facto en attendant que de nouvelles négociations puissent s'engager avec ces pays dans le cadre de l'Arrangement « toutes fibres ».

Ces dispositions ont été maintenues en vigueur et les plafonds d'autolimitation, augmenté par la

— Décision de la Commission du 11 octobre 1974 portant augmentation autonome de possibilités d'importation dans la Communauté des textiles de coton assujettis à des mesures d'autolimitation de la part de certains pays tiers (République de Corée, République de l'Inde, République Islamique du Pakistan, République arabe d'Egypte).

Les accords de textiles de coton de la C.E.E. avec le Japon et Hong-Kong ont été prorogés jusqu'au 31 mars 1975.

Accords commerciaux préférentiels de la C.E.E. avec les pays de l'A.E.L.E.

Les Comités mixtes prévus par les accords entre la C.E.E. et les Etats de l'A.E.L.E. se sont réunis selon le calendrier suivant :

Comité mixte C.E.E. - Portugal	:	le 25 novembre 1974
Comité mixte C.E.E. - Islande	:	le 9 décembre 1974
Comité mixte C.E.E. - Suisse	:	le 10 décembre 1974
Comité mixte C.E.E. - Suède	:	le 10 décembre 1974
Comité mixte C.E.E. - Autriche	:	le 11 décembre 1974
Comité mixte C.E.E. - Norvège	:	le 11 décembre 1974
Comité mixte C.E.E. - Finlande	:	le 12 décembre 1974

Ces réunions ont eu pour objectif d'examiner le bon fonctionnement des accords précités.

Plusieurs accords conclus par la C.E.E. ont fait l'objet d'un Règlement de prorogation, à savoir :

— Règlement (C.E.E.) n° 1987/74 du Conseil du 22 juillet 1974 prorogeant le régime applicable aux échanges commerciaux avec le Maroc au-delà de la date d'échéance de l'accord d'association.

— Règlement (C.E.E.) n° 1988/74 du Conseil du 22 juillet 1974 prorogeant le régime applicable aux échanges commerciaux avec la Tunisie au-delà de la date d'échéance.

ACCORDS DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Les Etats membres de la C.E.E. n'étant plus habilités à négocier des accords commerciaux, ils demeurent autorisés à conclure des accords de coopération pour autant que ceux-ci ne comportent aucune disposition commerciale.

Par ailleurs, les Etats membres doivent respecter la procédure de consultation pour les accords de coopération selon la Décision du Conseil du 22 juillet 1974.

ACCORDS DE L'U.E.B.L.

— Accord de coopération économique, industrielle et technique entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République Démocratique Allemande et annexe, signé à Leipzig le 31 août 1974.

— Accord sur le développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques signé le 19 novembre 1974.

Dans le cadre des accords de coopération économique de l'U.E.B.L., diverses commissions mixtes se sont réunies afin d'examiner les possibilités de promouvoir la coopération.

DROITS D'ENTRÉE

Au début de 1974, d'importantes modifications ont été apportées en matière de tarifs de droits d'entrée, en vue d'appliquer les décisions prises au niveau des Communautés européennes. Ces modifications peuvent être résumées comme suit :

— nouvel abaissement de 20 % des droits d'entrée en faveur des trois nouveaux Etats membres de la C.E.E.;

— nouvel abaissement de 20 % (10 % pour l'Australie) des droits d'entrée sur les produits industriels en faveur des pays de l'A.E.L.E. associés à la C.E.E.;

— admission de la Finlande au régime des pays A.E.L.E. associés;

— majoration des réductions tarifaires accordées à Israël (de 45 à 50 %) et à la République arabe d'Egypte (de 45 à 55 %);

— exemption totale pour les produits originaires de Malte bénéficiant déjà d'une réduction de 70 % des droits d'entrée;

— extension des préférences généralisées existant dans le secteur agricole et admission de la Roumanie, à des conditions particulières, au régime des préférences généralisées;

— extension des préférences tarifaires accordées à la Turquie dans le secteur agricole;

— adaptation au régime des suspensions et des contingents tarifaires.

LICENCES D'IMPORTATION, D'EXPORTATION ET DE TRANSIT

Dans le domaine des licences, les arrêtés ministériels de base du 20 mars 1973 ont été modifiés à plusieurs reprises pour suivre les instructions de la Commission des Communautés européennes, soit en matière de suppression des entraves à la libre circulation des marchandises à l'intérieur du marché commun, soit en matière de surveillance des importations de produits sensibles.

Les arrêtés ministériels suivants ont été publiés en 1974 concernant :

a) les importations : les arrêtés ministériels du 10 octobre 1973 (« Moniteur belge » du 3 janvier 1974) et des 24 janvier, 27 septembre et 8 novembre 1974 (respectivement publiés au « Moniteur belge » des 8 février, 2 octobre et 24 décembre 1974) modifient l'arrêté ministériel du 20 mars 1973 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises déterminées.

b) les exportations : les arrêtés ministériels des 24 janvier, 12 février et 8 novembre 1974 (respectivement publiés au « Moniteur belge » des 8 et 19 février, et 24 décembre 1974) modifiant l'arrêté ministériel du 20 mars 1973 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises. La liste II annexée à ce dernier arrêté a été remplacée par l'arrêté ministériel du 10 octobre 1973 publié au « Moniteur belge » du 26 mars 1974.

En outre, deux arrêtés ministériels du 14 mai 1974, publiés au « Moniteur belge » du 16 mai 1974, abrogent pour l'un l'arrêté ministériel du 14 novembre 1973 mettant sous licence à l'exportation le transport de produits pétroliers à des fins civiles dans le réseau de pipe-line de l'OTAN et pour l'autre celui du 19 octobre 1973 modifiant celui du 20 mars 1973.

c) Transit : l'arrêté ministériel du 10 octobre 1973 publié au « Moniteur belge » du 26 mars 1974 remplace la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 31 décembre 1962 soumettant à licence le transit de certaines marchandises.

RÉGLEMENTATIONS DIVERSES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Trois arrêtés royaux ont été publiés à ce propos dont deux se rapportent à l'application d'accords internationaux sur des produits de base, et le troisième à une modalité d'application de la réglementation C.E.E. sur les montants compensatoires monétaires.

Il s'agit des arrêtés suivants :

— arrêté royal du 8 mars 1974 (« Moniteur belge » du 16 mars 1974) abrogeant l'arrêté royal du 17 décembre 1964 réglementant l'importation, l'exportation et le transit du café;

— arrêté royal du 21 mars 1974 (« Moniteur belge » du 9 avril 1974) relatif à l'importation, à l'exportation et au transit du cacao;

— arrêté royal du 8 novembre 1974 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1974) modifiant et complétant l'arrêté royal du 6 décembre 1971 relatif à la perception et à l'octroi des montants compensatoires prévus par le règlement (C.E.E.) n° 974/71 du Conseil du 12 mai 1971.

Communauté Economique Européenne

ÉTABLISSEMENT ET FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ COMMUN

Le 1er janvier 1974, les droits de douane entre les trois nouveaux Etats membres et les « six » ont subi, dans la plupart des cas, une nouvelle réduction de 20 %, ce qui porte à 40 % les réductions tarifaires déjà réalisées. La suppression complète des droits de douane entre les « six » et les « trois » doit être réalisée le 1er juillet 1977.

De leur côté, le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande ont aligné sur le tarif douanier commun, le 1er janvier 1974, les droits de leur tarif national qui ne s'écartaient pas de 15 % en plus ou en moins des droits du tarif douanier commun. Dans les autres cas, l'écart entre le droit de base et le droit du tarif douanier commun a été réduit de 40 %. L'harmonisation complète doit être réalisée le 1er juillet 1977.

Libre circulation des marchandises

La Commission a autorisé certains pays à prendre, à titre de mesures de sauvegarde, certaines dispositions dérogeant au principe de la libre circulation des marchandises à l'intérieur de la Communauté.

Par décision du 14 février 1974 et du 18 février 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 19 mars 1974), elle a autorisé le Royaume-Uni à instaurer un système de licences et de limitation des exportations pour le charbon et pour certains produits sidérurgiques. Ces deux décisions ont été modifiées ultérieurement par des

décisions du 19 juin 1974 et du 25 juin 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 12 juillet 1974) qui ont autorisé le Royaume-Uni à instituer un système d'« Open General Export Licence » jusqu'au 1er octobre 1974 pour les produits sidérurgiques.

Par décision du 11 juin 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 19 juillet 1974), la Commission a autorisé l'Irlande à limiter, jusqu'au 31 août 1974, ses exportations de ficelles de sisal.

Enfin, par décision du 8 mai 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 8 juin 1974), la Commission a autorisé temporairement l'Italie à maintenir les dipositions prises unilatéralement pour réduire le déséquilibre de sa balance de paiements. L'autorisation est assortie de réserves et de l'instauration d'un système communautaire de contrôle destiné à limiter au maximum l'effet des mesures sur les échanges intracommunautaires.

En matière d'élimination des entraves techniques aux échanges de produits industriels, le Conseil a arrrêté treize directives se rapportant pour la plupart aux secteurs des véhicules à moteur, des tracteurs agricoles et des instruments de mesure.

Droits d'établissement et libre prestation des services

Lors de sa session du 4 juin 1974, le Conseil a arrêté deux directives sur la réalisation de la liberté d'établissement et la libre prestation des services pour les activités non salariées et les activités d'intermédiaires relevant du commerce et de la distribution des produits toxiques et des pesticides biologiques à usage agricole (« Journal officiel des Communautés européennes » du 18 novembre 1974).

Deux directives de portée générale ont été arrêtées par le Conseil le 17 décembre 1974 : la première concerne le droit des ressortissants d'un Etat membre de demeurer sur le territoire d'un autre Etat membre après y avoir exercé une activité non salariée (« Journal officiel des Communautés européennes » du 20 janvier 1975) ; la seconde étend le champ d'application de la directive du Conseil du 25 février 1964 pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers, aux personnes visées par la première directive (« Journal officiel des Communautés européennes » du 20 janvier 1975).

La Commission a transmis au Conseil, le 4 novembre 1974, une communication dans laquelle elle tire les conséquences de l'arrêt rendu, le 21 juin 1974, par la Cour de Justice des Communautés en matière de droit d'établissement. Il découle de cet arrêt que toutes les restrictions à l'établissement d'un ressortissant d'un Etat membre dans un autre

Etat membre doivent être considérées comme caduques depuis la fin de la période de transition, c'est-à-dire depuis le 1er janvier 1970. En conséquence, la Commission a retiré formellement toutes les propositions de directives visant cette matière et encore à l'examen au Conseil.

Politique de concurrence

Au cours de l'année 1974, la Commission des Communautés européennes est intervenue à de nombreuses reprises, soit pour faire cesser, dans des cas d'espèce, des pratiques restrictives de concurrence jugées incompatibles avec les dispositions des articles 85 et 86 du traité C.E.E., soit pour les autoriser lorsqu'elle les estimait compatibles avec ces mêmes articles ou avec les articles 65 et 66 du traité C.E.C.A.

Le Conseil a arrêté, le 26 novembre 1974, un règlement relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence de la Communauté (« Journal officiel des Communautés européennes » du 29 novembre 1974). Dans l'intérêt de la sécurité juridique, ce règlement limite dans le temps le pouvoir de la Commission d'infliger et d'exécuter des sanctions financières.

En matière d'aides des Etats, la Commission a informé les Etats membres, au début de 1974, que dorénavant les orientations sectorielles en faveur de l'industrie textile, prévues dans les régimes d'aides générales ou régionales, devront lui être communiquées aux fins d'un examen communautaire sous l'angle sectoriel.

D'autre part, le Conseil a décidé, le 19 décembre 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 28 décembre 1974), de proroger une nouvelle fois pour 6 mois la durée de validité de la directive du 20 juillet 1972 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 27 juillet 1972) sur les aides à la construction navale.

Politique fiscale

La Commission a transmis au Conseil, le 19 mars 1974, une proposition tendant à modifier de façon limitée la directive du Conseil du 17 juillet 1969 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 3 octobre 1969) concernant les impôts directs frappant les rassemblements de capitaux. Cette proposition (« Journal officiel des Communautés européennes » du 23 avril 1974) a pour but d'éviter une taxation trop élevée en cas d'augmentation en surnuméraire du capital d'une société.

La Commission a transmis le 27 mars 1974 aux Conseil, deux propositions de directive relatives à l'harmonisation des accises frappant les tabacs manufacturés. Ces propositions font suite à la première directive en la matière arrêtée par le Conseil le 19 décembre 1972 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 31 décembre 1972). La proposition de la deuxième directive vise à définir de façon uniforme les divers groupes de tabacs manufacturés. La troisième directive, approuvée par le Conseil le 25 juin 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 3 juillet 1974) prolonge de 12 mois (c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1976) la première étape d'harmonisation des accises sur les tabacs manufacturés fixée par la première directive.

La Commission a décidé, le 26 juillet 1974, de présenter au Conseil une version modifiée de sa proposition de sixième directive en matière d'harmonisation des législations des Etats-membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires. Les modifications tendent en général à donner une plus grande souplesse au système commun de T.V.A.

La Commission a adopté, le 21 novembre 1974, un projet de résolution du Conseil relatif à une collaboration étroite entre les administrations fiscales des Etats membres en vue de renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales internationales.

Le Conseil a adopté le 19 décembre 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 30 décembre 1974) une directive concernant les franchises applicables aux « petits envois de marchandises » au sein de la Communauté.

Rapprochement des législations

Le 28 février 1974 le Parlement a approuvé une proposition de règlement du Conseil concernant le contrôle sur des concentrations d'entreprises (« Journal officiel des Communautés européennes » C88 du 26 juillet 1974).

Dans son avis du 4 avril 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » 109 du 23 avril 1974) concernant le projet de convention en matière d'un brevet communautaire, la Commission attire l'attention de Etats membres sur certans principes fondamentaux relatifs à la libre circulation des produits brevetés dans la Communauté.

Depuis sa création en mai 1973, plus de 3 000 entreprises se sont déjà mises en rapport avec le Bureau de Rapprochement des entreprises. La Commission a transmis au Conseil, le 15 mai 1974, un projet de directive portant, en matière de co-assurance, libération des opérations et coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives (« Journal officiel des Communautés européennes » du 26 juin 1974).

Le 11 juillet 1974, le Parlement a émis un avis sur la proposition de règlement portant statut de la société anonyme européenne (« Journal officiel des Communautés européennes » 93 du 7 août 1974). Tout en approuvant d'une manière générale la proposition de la Commission (« Journal officiel des Communautés européennes » 124 du 10 octobre 1974), le Parlement a suggéré un système différent pour la participation des travailleurs à la nomination des membres du conseil de surveillance de la société européenne.

Le 13 décembre 1974, la Commission a arrêté une troisième décision afin de supprimer le contrôle de la « carte verte d'assurance » pour les véhicules en provenance de la Hongrie, de la République Démocratique Allemande et de la Tchécoslovaquie (« Journal officiel des Communautés européennes » du 10 janvier 1975).

RÉALISATION ET PROGRÈS DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Politique économique, monétaire et financière

Le 18 février 1974, le Conseil a arrêté la décision d'instituer un Comité de politique économique en vue de réaliser une meilleure coordination de la politique économique à court et moyen terme (« Journal officiel des Communauté européennes » du 5 mars 1974).

En avril, les ministres des finances sont parvenus à un consensus sur l'utilisation des réserves d'or en matière de financement des déficits extérieurs.

Le Fonds européen de coopération monétaire a doublé les montants de soutien monétaire à court terme.

Les tendances protectionnistes ont pu être limitées aux mesures de sauvegarde en faveur de l'économie italienne (« Journal officiel des Communautés européennes » du 8 juin 1974).

Dans une décision du 4 juillet les orientations de politique économique à court terme fixant les objectifs différents aux pays membres en fonction des contraintes extérieures ont été arrêtées par le Conseil.

Le Conseil a adopté, le 21 octobre 1974, un règlement sur l'émission d'emprunts communautaires.

En 1974, l'agriculture européenne a été durement touchée par la crise économique; par ailleurs elle a apporté une contribution non négligeable à la lutte contre l'inflation (c'est-à-dire par l'institution de prélèvements à l'exportation pour les céréales, le sucre, l'huile d'olive et le riz et par l'interdiction d'exportation pour le froment dur).

Vu la forte hausse de prix des produits énergétiques et des produits destinés à l'alimentation animale, la Commission a demandé aux Etats membres de n'accorder que des aides ne dépassant pas la moitié de la hausse du coût des produits énergétiques et de limiter les aides aux secteurs les plus concernés par la hausse du coût de l'énergie.

Le 26 février 1974, la Commission a soumis au Conseil une proposition de directive concernant une action commune pour les actions de boisements (« Journal officiel des Communautés européennes » du 19 avril 1974).

En 1974, le Conseil a été amené à prendre un certain nombre de mesures principalement dans le secteur de la viande bovine et dans celui du vin et celui du sucre.

En mars, lors de la fixation annuelle des prix agricoles communs, le Conseil de ministres avait décidé d'accorder une hausse moyenne de 8,8 % des prix communs pour la campagne 1974/1975. Les tensions inflationnistes l'ont amené à décider, au mois d'octobre, une hausse linéaire de 5 % appliquée aux prix communs décidés en mars.

En ce qui concerne la nutrition animale, la Commission a arrêté six nouvelles directives (« Journal officiel des Communautés européennes » du 4 avril 1974), adaptant la liste actuelle des additifs.

Le 13 avril 1974, le Conseil a décidé la création d'une organisation commune de marché pour les fourrages déshydratés (« Journal officiel des Communautés européennes » du 1er mai 1974).

Le 16 avril 1974, un Comité scientifique de l'alimentation humaine a été institué (« Journal officiel des Communautés européennes » du 20 mai 1974).

Le 21 juin 1974, le Conseil a adopté le règlement sur la coordination de la recherche agricole (« Journal officiel des Communautés européennes » du 5 juillet 1974).

Le 15 juillet 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 23 juillet 1974), le Conseil a décidé la mise en place de mesures spéciales pour les graines de soja.

Le 22 juillet 1974, le Conseil a adopté, en matière de législation vétérinaire, une résolution relative aux domaines vétérinaire et phytosanitaire (« Journal officiel des Communautés européennes » du 6 août 1974).

En ce qui concerne les actions communes en matière de structure agricole, il y a lieu de signaler que le Conseil a adopté, le 2 octobre 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 3 octobre 1974), une directive, relevant de 5 à 6 % le taux de la subvention-intérêt pour des prêts d'investissement dans le cadre des projets de développement des entreprises.

Des mesures ont été prises (« Journal officiel des Communautés européennes » du 23 octobre 1974 et du 3 octobre 1974) en vue du rétablissement de l'unicité de marché dans le cas des pays à monnaie flottant vers le bas, c'est-à-dire les livres britannique et irlandaise.

Le 10 décembre 1974, le Conseil a adopté les titres I, II, III et V de la proposition de la Commission concernant le nouveau règlement de base portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (« Journal officiel des Communautés européennes » du 31 décembre 1974).

Politique de l'informatique

Le Conseil a adopté, le 15 juillet 1974, une résolution concernant une politique communautaire de l'informatique. L'objectif en est de rendre viable et concurrentielle l'industrie de souche européenne pour le début des années 80.

Politique énergétique

La Commission a émis des points de vue sur 15 unités de centrales représentant une puissance de 15 000Mw. Les services de la Commission ont, d'autre part, préparé un projet de communication sur les problèmes de sécurité des installations nucléaires.

Participation de la Communauté à la conférence de Washington au mois de février.

Création du Comité de l'énergie.

Le 17 septembre 1974, le Conseil a adopté les orientations de la Commission en ce qui concerne la « nouvelle stratégie de politique énergétique pour la Communauté ».

La Commission a également joué un rôle actif dans la préparation du dossier « énergie » qui a été soumis à la Conférence des Chefs de gouvernement des 9 et 10 décembre à Paris.

Approbation par le Parlement d'une résolution invitant le Conseil à agir sans délai pour que la C.E.E. puisse adhérer dès que possible à l'accord international sur l'énergie (« Journal officiel des Communautés européennes » du 8 janvier 1975).

Politique de développement industriel, technologique et scientifique

Le Conseil a adopté, le 14 janvier 1974, quatre résolutions portant sur la mise en œuvre d'un programme d'action en matière de politique scientifique et technologique. Ces quatre résolutions portent sur les points suivants :

— coordination des politiques nationales et définition des actions d'intérêt communautaire;

— participation des Communautés à la Fondation européenne de la science;

— premier programme d'action des Communautés dans le domaine de la science et de la technologie;

— programme communautaire en matière de prévision, d'évaluation et de méthodologie.

Elles ont été publiées au « Journal officiel des Communautés européennes », série C n° 7, du 27 janvier 1974.

Lors de sa session du 25 juin 1974, le Conseil a approuvé une résolution concernant une politique communautaire de l'informatique (« Journal officiel des Communautés européennes » du 20 juillet 1974).

Le Conseil a approuvé, le 19 décembre 1974, une résolution établissant une procédure permanente de concertation et de consultation entre les autorités publiques des Etats membres en matière de politique industrielle dans le secteur aéronautique.

Politique régionale

Fin octobre, une décision opérationnelle a été prise selon laquelle le Fonds européen de développement régional, destiné à corriger les déséquilibres régionaux principaux dans la Communauté résultant notamment d'une prédominance agricole, de mutations industrielles et d'un sous-emploi structurel, sera mis en place expérimentalement pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 1975.

La Commission a continué de financer des études de développement régional dans la Communauté.

Sur base de l'article 56 du Traité C.E.C.A., la Commission a octroyé des prêts en faveur de la reconversion des régions charbonnières et sidérurgiques pour un montant de 92,5 millions d'UC.

Le Conseil a adopté, le 17 décembre 1974, la directive accordant un concours financier à moyen terme à la République italienne (« Journal officiel des Communautés européennes » du 20 décembre 1974).

Politique sociale

D'après la résolution du 21 janvier 1974, le Conseil a marqué son accord sur le contenu du règlement portant création d'un Centre européen pour le développement de la formation professionnelle.

Durant l'année 1974, la politique sociale s'est surtout préoccupée de l'aggravation de la situation de l'emploi dans la Communauté.

Le Fonds social est resté un instrument important pour la réadaptation professionnelle des chômeurs, des travailleurs menacés de licenciement et des handicapés.

Le troisième programme de recherche de la Commission en matière d'ergonomie et de réadaptation a été adopté et doté de crédits d'un montant de 9 millions d'U.C.

En 1974, les pays membres ont procédé à un premier échange d'informations quant à la libre circulation de travailleurs selon le schéma communautaire adopté par la Commission le 14 décembre 1972.

La Commission s'est employée à adapter la réglementation communautaire en matière de sécurité sociale des travrailleurs migrants, à l'évolution des législations nationales (« Journal officiel des Communautés européennes » du 4 juin 1974), d'une part, et à la situation monétaire internationale (« Journal officiel des Communautés européennes » du 19 septembre 1974) d'autre part.

Le 10 juin 1974, le Conseil a adopté les propositions suivantes : une aide du fonds social aux travailleurs migrants et leurs familles et aux travailleurs handicapés; un programme d'action en faveur des travailleurs handicapés dans une économie de marché libre; la mise en place d'un comité consultatif européen pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur les lieux de travail.

Le 17 juin 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 9 juillet 1974), le Conseil a adopté une résolution portant établissement du premier programme d'action communautaire pour la réadaptation professionnelle des handicapés.

Egalement le 27 juin 1974 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 9 juillet 1974), le Conseil a décidé de confier à l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille l'action de prévention dans l'ensemble des industries extractives.

Politique des transports

Communication de la Commission du 24 octobre 1973 en ce qui concerne une nouvelle orientation de la politique commune.

La Cour de Justice a arrêté, le 4 avril 1974, l'arrêt en matière d'application des règles générales du Traité de Rome aux transports maritimes et aériens.

Adoption, lors du Conseil de juin 1974, des propositions de la Commission concernant le contingent communautaire. De cette façon, une augmentation du volume des marchandises transportées par route entre les Etats membres a pu être réalisée.

Accord intervenu lors du Conseil de juin 1974 sur les directives concernant l'introduction des conditions subjectives pour l'accès à la profession des transporteurs de marchandises et de voyageurs par route.

Le 11 décembre 1974, le Conseil a pris des décisions en ce qui concerne les relations financières entre les Etats membres et les chemins de fer, les transports combinés rail/route, l'immobilisation temporaire des bateaux, la prorogation du contingent communautaire et du règlement tarifaire.

RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA COMMUNAUTÉ

Nations Unies

La Communauté a demandé et obtenu le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Communauté a contribué à la session spéciale de l'Assemblée extraordinaire sur les matières premières, à la conférence sur le droit de la mer, aux négociations concernant la charte des droits et obligations économiques des Etats et à la conférence mondiale sur l'alimentation.

G.A.T.T.

La préparation des négociations commerciales multilatérales s'est poursuivie.

La Commission s'est activement préparée pour l'ouverture des négociations proprement dites et a adressé en octobre au Conseil, une communication contenant les orientations qu'elle propose.

Les négociations entre la Communauté et certaines parties contractantes au titre de l'article XXIV, pour compenser la perte de droits d'accès aux marchés britannique, danois et irlandais, à la suite de l'élargissement, se sont terminées le 31 juillet 1974, lorsque la Communauté a déclaré que son offre de compensation était définitive. Cette offre comporte l'extension à la Communauté élargie des obligations acceptées par les Six, plus une trentaine de concessions tarifaires spécifiques, ainsi qu'un arrangement sur les céréales offert aux Etats-Unis et au Canada.

En mars, le Conseil a autorisé la Commission à accepter l'arrangement sur le commerce international des textiles au nom de la Communauté. Celle-ci a décidé de conclure des accords bilatéraux avec les principaux pays fournisseurs au titre de l'article 4 de l'arrangement.

COMMUNAUTÉ ET PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Sur le plan de l'aide aux pays en voie de développement, deux initiatives ont été prises par la Commission; d'une part, la création d'un Fonds mondial d'aide exceptionnelle en faveur des pays en voie de développement les plus touchés par la hausse récente des prix sur les marchés mondiaux, d'autre part, l'adoption d'une nouvelle politique d'aide alimentaire par la Communauté.

En novembre 1974, le Conseil a approuvé la proposition de la Commission relative au système des préférences généralisées en 1975.

ETATS DE L'A.E.L.E.

Les accords de libre-échange conclus avec les pays de l'A.E.L.E. ont continué à fonctionner sans problème. Une première série de réunions organisées en vertu des accords a eu lieu en mai-juin et une autre en novembre-décembre. Les règles d'origine ont été assouplies pour certains produits et la délivrance de documents douaniers simplifiée.

Après le changement de régime au Portugal, les Portugais ont déclaré au cours de la réunion de Comité mixte qu'ils souhaitaient développer leurs liens de coopération avec la Communauté.

L'accord entre la Finlande et la C.E.E. est entré en vigueur le 1er janvier 1974. Ainsi, tous les accords conclus entre la Communauté et chacun des sept pays-membres de l'A.E.L.E. sont désormais en vigueur, avec le même calendrier de désarmement tarifaire.

Les accords conclus entre la C.E.C.A., l'Autriche, le Portugal, la Suisse et la Suède sont entrés en vigueur le 1er janvier 1974. Les accords conclus entre la C.E.C.A. et la Norvège et la C.E.C.A. et la Finlande ont été ratifiés par tous les états-membres de la Communauté au 30 novembre 1974.

Relations avec les pays du bassin méditerranéen

Association avec la Grèce

Les changements politiques intervenus en Grèce le 24 juillet 1974 ont modifié le contexte des relations entre la Grèce et la Communauté. Le parlement s'est prononcé, le 26 septembre 1974, pour le dégel immédiat des aspects économiques et commerciaux de l'association. Les rouages de l'association ont été remis en marche le 2 décembre 1974.

Association avec la Turquie

Le 1er janvier 1974, l'accord intérimaire entre la C.E.E. et la Turquie est entré en vigueur (« Journal officiel des Communautés européennes » du 18 décembre 1973). Cet accord sera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur du protocole complémentaire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1974.

Association avec Chypre

La Commission a exprimé sa vive préoccupation au sujet des événements qui se sont déroulés à Chypre en juillet 1974.

Association avec Malte

Le Conseil a arrêté deux règlements douaniers (« Journal officiel des Communautés européennes » du 9 mars 1974).

Accord avec l'Espagne

Le Conseil a adopté les directives complémentaires pour la poursuite des négociations avec l'Espagne. Celles-ci ont eu lieu en novembre et n'ont pas abouti à la conclusion d'un accord.

Relations avec les pays du Maghreb

Au cours du dernier trimestre de 1974, de nouvelles négociations ont eu lieu avec chacun de ces trois pays. La Commission espère pouvoir tenir vers la fin de janvier 1975 une session conclusive avec chacun de ces trois pays.

Relations avec Israël

Les négociations en vue de conclure un nouvel accord préférentiel aves Israël ont repris en octobre.

Asie

L'accord de coopération commerciale conclu avec l'Inde en décembre 1973 est entré en vigueur en avril (« Journal officiel des Communautés européennes » du 27 mars 1974).

En octobre, le Conseil a chargé la Commission de négocier des accords de coopération commerciale avec le Pakistan, le Sri Lanka et le Bangladesh (« Bulletin des Communautés européennes », n°s 7/8, 1974, point 2343).

Les relations avec l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, le Singapour et la Thaïlande ont progressé d'une manière satisfaisante.

Amérique latine

En mars 1974, la commission mixte C.E.E. - Argentine s'est réunie pour discuter du fonctionnement de l'accord commercial non préférentiel qui vient à échéance à la fin de 1974.

L'accord commercial non préférentiel conclu avec le Brésil et l'Uruguay est entré en vigueur en août.

Les consultations régulières entre la Commission et le gouvernement américain se sont poursuivies à la satisfaction des deux parties.

En avril, le Canada a demandé l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un accord non tarifaire non préférentiel destiné à fournir une base contractuelle pour ses relations avec la Communauté.

Les négociations en vue de la conclusion d'un accord commercial entre la Communauté et le Japon ont été suspendues, en attendant l'issue des négociations commerciales multilatérales du G.A.T.T.

PAYS A COMMERCE D'ÉTAT

En mai, le Conseil a adopté le texte d'une déclaration affirmant que la Communauté était prête à conclure des accords commerciaux avec les pays à commerce d'Etat qui souhaitent renouveler les accords bilatéraux existant, conclus avec des Etats membres, qui viennent à échéance à la fin de 1974.

Coordination économique (Voir Réglementation de la production et du commerce)

Emploi (Voir Travail)

Energie [Voir Réglementation de la production et du commerce (Réglementation de l'énergie)]

Expansion économique

L'année 1974 a été marquée par une attention soutenue aux problèmes de lutte contre l'inflation. Dans cette optique, le gouvernement a décidé de renforcer la sélectivité de l'aide accordée en vertu des lois d'expansion économique par la définition de nouveaux critères internes d'octroi des aides (exigence d'équilibre plus stricte des finances des entreprises sollicitant une aide; redéfinition des secteurs prioritaires, des modalités techniques d'intervention de l'Etat...).

L'encours sur lequel s'imputent les garanties accordées en vertu de la loi du 30 décembre 1970 a été modifié à deux reprises : arrêté royal du 28 février 1974 (« Moniteur belge » du 17 avril 1974) ; arrêté royal du 20 août 1974 (« Moniteur belge » du 11 septembre 1974).

Les montants du prélèvement à effectuer sur le produit de la T.V.A. au profit du Fonds d'expansion économique et régional ont été de 1,7 milliard pour le 4e trimestre 1973 (arrêté royal du 17 janvier 1974; « Moniteur belge » du 5 février 1974) ; 660 millions pour le 1er trimestre 1974 (arrêté royal du 29 mars 1974, « Moniteur belge » eu 25 mai 1974) et 900 millions pour le second trimestre (arrêté royal du 11 juillet 1974, « Moniteur belge » du 14 août 1974).

L'arrêté royal du 25 janvier 1974 a fixé à 2,5 milliards le montant d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds pour l'année budgétaire 1974 (« Moniteur belge » du 13 avril 1974).

Par arrêté ministériel du 26 septembre 1974, la S.N.C.I. a été autorisée à effectuer un emprunt obligatoire sous la garantie de l'Etat (« Moniteur belge » du 8 octobre 1974). De plus, le montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la S.N.C.I. est autorisée à émettre ou à accepter, a été augmenté par trois fois pour atteindre 165 milliards : arrêté royal du 11 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 30 janvier 1974) ; arrêté royal du 28 mai 1974 (« Moniteur belge » du 13 juin 1974) ; arrêté royal du 27 juin 1974 (« Moniteur belge » du 13 juillet 1974).

L'arrêté royal du 1er février 1974 a autorisé la S.N.I. à procéder à une augmentation de capital à concurrence de deux tranches de 500 millions chacune et a déterminé les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat pour ces tranches (« Moniteur belge » du 13 février 1974).

Les statuts de la S.D.R. pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale ont été publiés au « Moniteur belge » du 26 juillet 1974 (arrêté royal du 16 juillet 1974).

Le plafond des engagements de la C.N.C.P. a été fixé à 39 milliards par arrêté royal du 7 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1974).

EMPRUNTS

Liste des lois et arrêtés autorisant leur émission

Un arrêté royal et un arrêté ministériel du 28 janvier 1974 relatifs à l'émission de l'emprunt 8,25 p.c. 1974-1988 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1974).

Arrêtés royal et ministériel du 28 janvier 1974 relatifs à l'émission de l'emprunt 1974-1981-1988 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1974).

Un arrêté ministériel du 1er février 1974 relatif à l'émission de l'emprunt 8,25 p.c. 1974-1988 (« Moniteur belge » du 5 février 1974).

Un arrêté ministériel du 1er février 1974 relatif à l'émission de l'emprunt 1974-1981-1988 (« Moniteur belge » du 5 février 1974).

Un arrêté royal du 1er février 1974 autorisant la Société nationale d'Investissement à procéder à une augmentation de capital à concurrence de deux tranches de 500 millions de francs chacune et déterminant les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat pour ces tranches (« Moniteur belge » du 13 février 1974).

Un arrêté royal du 8 février 1974 autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 500 millions de francs en vue de la réalisation d'un programme de construction de 500 logements sociaux à Tubize destinés au personnel de la « S.A. Forges de Clabecq » (« Moniteur belge » du 22 février 1974).

Un arrêté royal du 12 mars 1974 autorisant la Société nationale terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de deux milliards de francs (« Moniteur belge » du 26 mars 1974).

Un arrêté royal du 21 février 1974 autorisant la Société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique » à contracter sous la garantie de l'Etat, un emprunt d'un montant effectif d'un milliard de francs (« Moniteur belge » du 7 mars 1974).

Un arrêté royal du 21 février 1974 autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de trois milliards de francs (« Moniteur belge » du 7 mars 1974).

Des arrêtés royal et ministériel du 10 mai 1974 relatifs à l'émission de l'emprunt 9 p.c. 1974-1982 (« Moniteur belge » du 14 mai 1974).

Un arrêté ministériel du 13 mai 1974 relatif à l'émission de l'emprunt 9 p.c. 1974-1982 (« Moniteur belge » du 15 mai 1974).

Un arrêté royal du 30 août 1974 relatif à l'émission de l'emprunt 10 p.c. 1974-1982 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1974).

Un arrêté royal du 30 août 1974 relatif à l'émission de l'emprunt de 10 p.c. 1974-1982 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1974).

Un arrêté ministériel du 2 septembre 1974 relatif à l'émission de l'emprunt 10 % 1974-1982 (« Moniteur belge » du 4 septembre 1974).

Un arrêté ministériel du 26 septembre 1974 relatif à l'emprunt 10 % 1974 à 6 1/2 ans, à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (« Moniteur belge » du 8 octobre 1974).

Un arrêté ministériel du 8 octobre 1974 fixant le prix d'émission de l'emprunt 10 % 1974, à 6 1/2 ans, de la Société nationale de Crédit à l'Industrie (« Moniteur belge » du 9 octobre 1974).

Un arrêté royal du 4 novembre 1974 relatif à l'emprunt 10 % 1974-1980 à contracter sous la garantie de l'Etat par la Société nationale du Logement (« Moniteur belge » du 6 novembre 1974).

Un arrêté ministériel fixant le prix d'émission de l'emprunt 10 % 1974-1980 de la Société nationale du Logement (« Moniteur belge » du 7 novembre 1974).

Un arrêté ministériel du 29 novembre 1974 relatif à l'emprunt 10 % 1974-1981, à contracter sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (« Moniteur belge » du 3 décembre 1974).

Un arrêté ministériel du 3 décembre 1974 fixant le prix d'émission de l'emprunt 10 % 1974-1981 de la Régie des Télégraphes et des Téléphones (« Moniteur belge » du 5 décembre 1974).

FISCALITÉ

Douane et accises

Un arrêté royal du 24 janvier 1974 et un arrêté ministériel du 25 janvier 1974 modifient le régime d'accise de la bière (« Moniteur belge » du 26 janvier 1974).

Un arrêté royal du 7 mars 1974 modifie le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 9 mars 1974).

Un arrêté ministériel du 9 avril 1974 se rapporte au régime fiscal des tabacs fabriqués (« Moniteur belge » des 13 avril, 18 mai et 7 juin 1974).

Un arrêté royal du 13 mai 1974 modifie l'arrêté royal du 7 mars 1974, modifiant le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 17 mai 1974).

Un arrêté ministériel du 10 juin 1974 modifie le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs (« Moniteur belge » du 20 juin 1974).

Un arrêté royal du 30 mai 1974 modifie l'arrêté royal du 7 mars 1974, modifiant le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 27 juin 1974).

Un arrêté ministériel du 26 juillet 1974 modifie le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs (« Moniteur belge » du 1er août 1974).

Un arrêté ministériel du 27 août 1974 modifie l'arrêté ministériel du 21 septembre 1964, accordant des délais pour le paiement des droits d'accise (« Moniteur belge » du 30 août 1974).

Un arrêté ministériel du 2 septembre 1974 fixe les rétributions pour prestations spéciales fournies par les services des douanes ou des accises (« Moniteur belge » du 17 septembre 1974).

Un arrêté royal du 26 septembre 1974 modifie la taxe de consommation sur l'alcool éthylique (« Moniteur belge » du 27 septembre 1974).

Un arrêté royal du 26 septembre 1974 modifie le régime d'accise des benzols et des produits analogues (« Moniteur belge » du 27 septembre 1974).

Un arrêté royal du 26 septembre 1974 modifie le régime d'accise du gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux liquéfiés (« Moniteur belge » du 27 septembre 1974).

Un arrêté royal du 26 septembre 1974 modifie le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 27 septembre 1974).

Un arrêté ministériel du 27 septembre 1974 modifie l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934, relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses (« Moniteur belge » du 27 septembre 1974).

Un arrêté ministériel du 27 septembre 1974 modifie l'arrêté ministériel du 21 septembre 1964, accordant des délais pour le paiement des droits d'accise («Moniteur belge » du 27 septembre 1974).

Un arrêté royal du 1er octobre 1974 modifie le régime d'accise du tabac (« Moniteur belge » du 11 octobre 1974).

Un arrêté ministériel du 8 octobre 1974 concerne le régime fiscal des tabacs fabriqués (« Moniteur belge » du 12 octobre 1974).

Un arrêté ministériel du 14 octobre 1974 modifie l'arrêté ministériel du 21 septembre 1964, accordant des délais pour le paiement des droits d'accise (« Moniteur belge » du 17 octobre 1974).

Un arrêté royal du 21 novembre 1974 modifie le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 22 novembre 1974 et du 7 décembre 1974).

Un arrêté ministériel du 22 novembre 1974 porte exécution de l'arrêté royal du 21 novembre 1974, modifiant le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 26 novembre 1974).

Un arrêté royal et un arrêté ministériel du 29 novembre 1974 se rapportent au régime d'accise de la bière (« Moniteur belge » du 29 novembre 1974).

DROITS D'ENTRÉE [Voir Commerce extérieur (Droits d'entrée)]

TAXES ASSIMILÉES AUX IMPOTS SUR LES REVENUS

Un arrêté ministériel du 7 janvier 1974, modifiant l'arrêté ministériel du 17 juillet 1970 d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, concerne l'autorisation d'ouvrir des paris sur les courses de chevaux et l'organisation de concours colombophiles (« Moniteur belge » du 25 janvier 1974).

Un arrêté royal du 11 janvier 1974 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, concerne les conditions d'option et de détermination des bénéfices imposables dans le chef des associés de sociétés de personnes, de détermination du revenu imposable des sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques assujettis à l'impôt des sociétés et détermination du capital social et des provisions, plus-values et réserves, dans les cas où, au moment de la fusion ou de la scission des sociétés, la

société apporteuse détient des parts représentatives de droits sociaux dans la société bénéficiaire de l'apport ou vice versa (« Moniteur belge » du 30 janvier 1974).

Un arrêté royal du 14 janvier 1974 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, concerne le barème indiquant le montant de l'impôt des personnes physiques dû, à partir de l'exercice d'imposition 1974, pour les contribuables dont le revenu imposable n'excède pas 210 000 francs (« Moniteur belge » du 7 février 1974).

Un arrêté royal du 8 janvier 1974 et un arrêté royal du 7 mars 1974 concernent l'application de l'article 71, § 1er, 4°, d du Code des impôts sur les revenus en matière d'immunité fiscale de certaines libéralités aux institutions culturelles (« Moniteur belge » du 6 juin 1974).

Une loi du 26 juillet 1974 modifiant le Code des impôts sur les revenus, est relative à des mesures conjoncturelles en matière de prêts hypothécaires et de permis de bâtir et concerne des mesures d'ordre conjoncturel en matière de prêts hypothécaires et d'autorisations de bâtir. Parmi les mesures prises, il faut citer celle par laquelle les revenus exempts d'impôt, provenant de livrets d'épargne, sont relevés de 10 000 F à 15 000 F par ménage, ainsi que l'instauration d'une exemption d'impôt sur une part de 10 000 F des revenus provenant de dépôts d'argent, d'effets, bons de caisse ou autres effets similaires, à condition que les accords, dont résultent ces revenus, ne comportent aucun intérêt variable ou une indexation et pour autant que le montant total des revenus nets ne soit supérieur à 350 000 F. Sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques et sur avis de la Banque Nationale, peut être fixée temporairement, en fonction de la destination de l'immeuble à financer et/ou de la valeur de l'immeuble, sur lequel l'inscription hypothécaire est prise et/ou d'autres critères économique et sociaux, la quotité maximum que le montant de la ou des inscriptions hypothécaires afférentes à un immeuble peut atteindre par rapport à la valeur vénale de celui-ci et le délai maximum pour lequel le prêt hypothécaire et l'ouverture de crédit hypothécaire peuvent être consentis, ainsi que certaines conditions ou modalités de remboursement. Les restrictions ne s'appliquent pas aux emprunts contractés en vue de l'achat, de la construction, de la transformation ou de l'assainissement d'une habitation sociale, d'une propriété terrienne ou d'une habitation y assimilée en vertu du Code du Logement (« Moniteur belge » du 26 juillet 1974, 31 juillet 1974).

Un arrêté royal du 18 juillet 1974 concerne la fixation des rétributions dues pour la délivrance d'extraits cadastraux (« Moniteur belge » du 20 septembre 1974.

Un arrêté royal du 25 octobre 1974 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965, portant exécution du Code des impôts sur les revenus, et concerne notamment le régime d'amortissement dégressif (« Moniteur belge » du 30 novembre 1974).

La loi du 20 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires de 1974-1975, prévoit une adaptation complémentaire de l'impôt professionnel de l'exercice 1975 pour les revenus professionnels bas et moyens et instaure un redoublement du revenu cadastral pour les immeubles ou parties d'immeubles donnés en location, lesquels ne sont pas utilisés, par le locataire, pour l'exercice d'une activité professionnelle. De plus, il est instauré, à l'usage exclusif de l'Etat, un décime additionnel sur la part de l'impôt personnel et de l'impôt sur les non-résidents, qui se rapporte à la tranche du revenu imposable au-delà de 1 500 000 F. Par la même loi, la réglementation concernant la majoration d'impôt, dans le cas de prélèvements inexistants ou insuffisants, est réformée. Le barème des impôts sur les sociétés dus par les sociétés et organes étrangers des non-résidents est augmenté à 48 %. La taxe de circulation sur les véhicules automobiles est également majorée. En outre, il y a un certain nombre de modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et au Code des droits de timbre, au Code de droits assimilés au timbre et au Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 31 décembre 1974).

Taxe sur la valeur ajoutée

Un arrêté royal n° 33 du 7 janvier 1974 fixe les modalités de délivrance et de paiement des titres de créance, créés en exécution de l'article 99, § 5, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 11 janvier 1974).

Un arrêté royal du 17 janvier 1974 détermine le montant du prélèvement au profit du Fonds des Routes sur le produit des droits d'accise sur les huiles minérales de l'année 1973 (« Moniteur belge » du 14 février 1974).

Un arrêté royal du 29 mars 1974 détermine les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1974 (« Moniteur belge » du 21 mai 1974).

Un arrêté royal du 23 juillet 1974 modifie l'arrêté royal n° 22, pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 26 juillet 1974).

Un arrêté royal du 31 juillet 1974 modifiant l'arrêté royal n° 26, du 20 juillet 1970, fixe les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et

détermine la répartition des biens et des services selon ces taux (« Moniteur belge » du 13 août 1974 et du 28 septembre 1974).

Un arrêté royal du 11 juillet 1974 détermine les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1974 (« Moniteur belge » du 14 août 1974).

Un arrêté royal du 5 août 1974 modifie l'arrêté royal n° 32, du 14 novembre 1972, relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, pour les opérations effectuées pendant la dernière période de déclaration de l'année civile (« Moniteur belge » du 4 octobre 1974).

Un arrêté royal du 21 novembre 1974 modifie l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (« Moniteur belge » du 22 novembre 1974).

G.A.T.T. (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce)

Le 20 décembre 1973, un « arrangement concernant le commerce international des textiles » a été mis au point. Ses dispositions opérationnelles ont pris effet le 1er avril 1974.

Le 22 avril 1974, le rapport annuel du G.A.T.T. a été publié. Il souligne l'importance des facteurs négatifs qui ont agi sur l'économie internationale et notamment la crise monétaire, l'inflation mondiale et certaines pénuries sur le plan alimentaire et sur le plan des produits primaires. Il rappelle également l'ouverture des négociations commerciales avec le Japon et la volonté générale de renforcer le commerce international des pays développés comme du Tiers-Monde.

Le 10 mai 1974, le Conseil a analysé les mesures de sauvegarde prises aux frontières de l'Italie et destinées à freiner les importations dans la péninsule. Selon le G.A.T.T., la surtaxe sur les importations ou la caution bancaire ne sont pas licites.

Le 19 juillet 1974, de nombreux pays exportateurs de viande bovine, avec à leur tête la Yougoslavie, ont élevé au Conseil une protestation de principe contre la décision de la C.E.E. d'interdire jusqu'au 14 novembre les importations de viande bovine.

Le 9 septembre 1974, le rapport annuel sur les perspectives du commerce international estime, en substance, que le dynamisme du commerce international au début de 1974 a beaucoup contribué à limiter l'impact de la crise pétrolière. La situation s'est toutefois détériorée au cours du deuxième semestre.

Le 9 novembre 1974, aucune décision n'a pu être prise au sein du Conseil en ce qui concerne d'une part, la création d'un comité consultatif pour le commerce international de la viande et d'autre part, les compensations à accorder au Canada par la C.E.E. à la suite de l'élargissement de la Communauté européenne.

Industrie (Voir Expansion économique et Réglementation de la production et du commerce)

Investissements (Voir Expansion économique)

Législation commerciale [Voir Réglementation de la production et du commerce (Législation commerciale)]

Monnaie et Crédit

A la fin du mois de janvier 1974, un nouvel accord concernant la politique de stérilisation des liquidités monétaires a été conclu entre la Banque nationale et les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit. Les assouplissements décidés se sont traduits par des aménagements dans le système de réserve sur les crédits. Alors qu'en vertu de l'accord du 28 septembre 1973, tout accroissement de crédit donnait lieu à la constitution d'une réserve, désormais la réserve devait être formée seulement à partir d'un montant exonéré selon un barème de coefficients progressifs; pour les banques, ces coefficients s'appliquaient aux encours utilisés et étaient respectivement de 7,20 et 30 %, tandis que, pour les autres intermédiaires financiers, ils frappaient les ouvertures de crédit et s'élevaient respectivement à 3,50, 10 et 15 %. L'accord du 31 janvier 1974 a supprimé l'imposition de la réserve frappant conjointement les comptes étrangers convertibles en francs belges et la position débitrice au comptant en devises du marché réglementé. Les premiers étaient appréhendés à concurrence de 100 % de leurs variations par rapport à la période de référence du 31 août au 1er novembre 1972 et de 25 % de leurs encours moyen pendant cette période, la seconde donnait lieu à une réserve de 100 % sur tout accroissement par rapport à la période de référence du 1er au 10 février 1973. Les fonds qui avaient été stérilisés à ce titre, soit 5,8 milliards, ont été libérés. Les engagements constitués par les autres dépôts et les bons de caisse étaient soumis, au début de 1974,

à concurrence, respectivement, de 5, 1,875 et 0,625 %, selon qu'ils étaient à vue, à terme de deux ans ou plus, y compris les carnets de dépôts, ou d'une échéance supérieure.

L'accord du 31 janvier a prorogé les obligations relatives au maintien et au développement des structures en effets et fonds publics. Le coefficient de remploi imposé aux banques a été abaissé de 50 à 43 % (B.N.B. - février 1974).

Le 1er janvier, le 16 février et le 15 juin 1974, les intermédiaires financiers ont augmenté de 0,25 % les taux d'intérêt de base sur les livrets d'épargne. Le 1er juin 1974 la prime de fidélité a été majorée de 0,25 et le 16 septembre de 0,5 % (Exposé général - Budget des recettes et des dépenses 1975).

L'arrêté royal du 19 décembre 1973 porte augmentation du total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire directement pour le compte de l'Etat, à 60 millions de francs (« Moniteur belge » du 9 janvier 1974).

L'arrêté ministériel du 8 janvier 1974 approuve des modifications au règlement des prêts à consentir par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique au moyen des capitaux du Fonds B2 (« Moniteur belge » du 26 janvier 1974).

L'arrêté royal du 11 janvier 1974 porte augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter, de 150 à 155 milliards de francs (« Moniteur belge » du 30 janvier 1974).

La Banque nationale de Belgique a augmenté de 1 % à partir du 1er février 1974, ses taux d'escompte et d'intérêt. Son taux d'escompte de base a ainsi été porté à 8,75 %; les taux des autres avances ont avancé de 8 à 9,5 % (Bulletin de la Banque nationale de Belgique - janvier 1974).

L'arrêté royal du 15 janvier 1974 proroge l'agréation de certains organismes financiers, en vue de consentir et de gérer des crédits en application des arrêtés royaux des 17 août 1959 et 6 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 6 février 1974).

Un arrêté ministériel du 23 janvier 1974 porte fixation du taux des intérêts à bonifier en 1974 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations. Le taux des intérêts à bonifier en 1974 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés est fixé à 5,75 %. Les sommes reçues en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal

du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des salaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient du taux de 5 %. Les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit, bénéficient du taux de 6,75 % (« Moniteur belge » du 15 février 1974).

L'arrêté royal du 3 décembre 1973 modifie l'arrêté royal du 14 octobre 1964 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat (« Moniteur belge » du 23 février 1974).

L'arrêté royal du 7 février 1974 porte relèvement du total des garanties accordées par l'Office National du Ducroire directement pour le compte de l'Etat, à 15 milliards de francs (« Moniteur belge » du 26 février 1974).

Le 29 mars 1974, la Banque nationale a adressé, en exécution de la loi du 28 décembre 1973, une recommandation de politique monétaire pour la période du 1er avril au 30 juin 1974, aux banques, à chacun des intermédiaires financiers du secteur public, selon leur spécialité, et aux caisses d'épargne privées dans leur ensemble. La nature de la réglementation relative aux crédits a été modifiée : des limites quantitatives ont été fixées pour l'expansion des crédits, de sorte que des dépassements éventuels de ces limites ont été frappés d'une réserve plus importante que dans le passé : 30 à 60 % pour les banques et 15 à 30 % pour les autres intermédiaires financiers, selon la hauteur du dépassement.

Les banques ont été admises à développer l'utilisation de leurs crédits sur la base d'un rythme annuel de 17 %, contre 24 % d'accroissement effectif réalisé au cours du premier trimestre. Le dispositif mis en place comporte, en outre, un régime particulier pour trois catégories de crédits. Les crédits d'importations, représentés par des acceptations visées ou certifiées bénéficiaient d'un rythme d'expansion plus élevé que celui des autres crédits, afin de tenir compte du renchérissement exceptionnellement élevé des biens de production importés. Les deux dernières catégories de crédits : les crédits Creditexport et les crédits d'investissements subventionnés à garantir par des pouvoirs publics, ont été exemptés des restrictions. Concernant le maintien des structures en effets et fonds publics, les coefficients de réemploi imposés ont été abaissés de 43 % à 41 %. Concernant la réserve monétaire sur les engagements, les coefficients ont été ramenés à 0,9 % pour les engagements à deux ans ou plus, et à 0,3 % pour les engagements à des termes dépassant deux ans. Une liaison a été instaurée entre un ensemble d'actifs de la Banque et la réserve monétaire à former (Bulletin de la B.N.B. - mars 1974).

Un arrêté ministériel du 22 février 1974 modifie l'arrêté ministériel du 23 janvier 1974, portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1974, aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse de Dépôts et Consignations (« Moniteur belge » du 12 mars 1974 et 20 mars 1974).

Par arrêté royal du 18 février 1974, fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1974, le taux d'intérêt simple est fixé à 4,75 % l'an et ce dès la levée des fonds (« Moniteur belge » du 10 avril 1974).

Par arrêté royal du 18 février 1974 fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts à lever au cours de l'année 1974, le taux d'intérêt simple est fixé à 2,50 % par an et ce dès la levée des fonds (« Moniteur belge » du 23 avril 1974).

Les plafonds de réescompte de la Banque Nationale exprimés en pourcent des moyens d'actions des banques ont été abaissés en février 1974 et en mai 1974 respectivement de 5,5 % à 5,25 % et de 5,25 % à 4,50 % (Bulletin de la B.N.B. - février 1974 et avril 1974).

Un arrêté ministériel du 27 mai 1974 modifie l'arrêté ministériel du 23 janvier 1974 et celui du 22 février 1974 et fixe le taux d'intérêt à bonifier en 1974 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations à 6,75 %. Les taux spéciaux augmentent jusqu'à 5,25 % et 8 % (« Moniteur belge » du 6 juin 1974).

Le plan de lutte contre l'inflation, présenté le 6 juin 1974 par le gouvernement, concerne des actions budgétaires, un plan pour la plus exacte perception de l'impôt, les actions sur les dépenses ordinaires, la politique en matière de subventions, des actions sur les investissements publics en 1974, les ventes à tempérament et prêts personnels, le crédit à la construction et la politique monétaire (Chambre des Représentants - Session extraordinaire 1974 - 20 juin 1974).

Un arrêté ministériel du 22 mai 1974 concerne l'émission des bons d'épargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite (« Moniteur belge » du 8 juin 1974).

Un arrêté royal du 28 mai 1974 augmente le montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter, de 155 à 160 milliards de francs (« Moniteur belge » du 13 juin 1974).

Dans le cadre du programme de lutte contre l'inflation, la Banque Nationale a adressé, le 28 juin 1974, une recommandation de politique monétaire aux banques, qui a été rendue obligatoire par l'arrêté du 9 juillet 1974 de la Commission bancaire, approuvée par l'arrêté ministériel du 16 juillet 1974. Ces recommandations prennent la suite de celles du 29 mars 1974 venues à expiration à fin juin; elles couvrent la période de quatre mois qui se termine à fin octobre 1974. L'objectif recherché est de maintenir dans des limites plus strictes qu'antérieurement l'expansion des crédits. Les coefficients de réserve monétaire sur les ressources des intermédiaires financiers demeurent inchangés : 5 % pour les engagements à vue, 0,9 % pour les engagements à deux ans au plus et 0,3 %, pour les autres engagements. A la demande du Gouvernement, cette réserve pourra être constituée, à concurrence de 6 milliards, par des souscriptions de certificats spéciaux du Trésor portant intérêt. En application du programme gouvernemental, l'encadrement du crédit institué par la recommandation du 29 mars a été réservé. Le plafond maximum des crédits utilisés accordés à l'origine par les banques ne pourra pas excéder, à fin octobre, de plus de 2,85 % celui de fin juin. Les intermédiaires financiers ont été priés d'appliquer une sélectivité, en accordant la priorité aux crédits Creditexport, aux crédits d'investissement subsidiés et/ou garantis, ainsi qu'aux effets certifiés représentatifs d'importations et, au contraire, de se montrer particulièrement restrictifs à l'égard des prêts à tempérament et des crédits à la construction d'habitations non sociales. Les recommandations assurent également la prorogation des dispositions. Au sujet de l'accroissement des portefeuilles en effets et fonds publics le pourcentage a été augmenté de 41 à 43 (Bulletin de la B.N.B. - juin 1974).

Le 28 juin 1974, la Banque Nationale a publié une communication par laquelle, à partir du 8 juillet 1974, le taux d'escompte ne s'applique plus qu'à la moitié du plafond de réescompte utilisable. Un quota a été introduit pour l'utilisation au taux officiel, des comptes courants d'avances (Bulletin de la B.N.B. - juin 1974).

Le 28 juin 1974, la Banque Nationale a adressé une recommandation de politique monétaire aux compagnies d'assurances sur la vie (Bulletin de la B.N.B. - juillet-août 1974).

Un communiqué du 2 juillet 1974 de la Banque Nationale porte la marge, dont bénéficie l'Etat auprès de la Banque, de 16 milliards à 21 milliards (Bulletin de la B.N.B. - juin 1974, « Moniteur belge » du 26 juillet 1974).

Un arrêté royal du 2 juillet 1974 modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957, réglementant les ventes à tempérament et leur financement (« Moniteur belge » du 4 juillet 1974).

Un arrêté royal du 18 juillet 1974 proroge l'agréation de certains organismes financiers, en vue de consentir et de gérer des crédits en application des arrêtés royaux des 17 août 1959 et 6 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 7 août 1974).

Un arrêté du 30 juillet 1974 concerne l'amortissement des actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges (« Moniteur belge » du 9 août 1974).

Un arrêté royal du 5 août 1974 limite le montant des inscriptions hypothécaires par rapport à la valeur vénale des immeubles grevés (« Moniteur belge » du 10 août 1974).

Une loi du 16 juillet 1974 modifie le statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (« Moniteur belge » du 17 août 1974).

Un arrêté royal du 30 mai 1974 porte relèvement du plafond des engagements de l'Institut National de Crédit Agricole de 13 milliards à 14 milliards de francs (« Moniteur belge » du 23 août 1974).

Une loi du 25 juillet 1974 modifie l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescompte et de Garantie (« Moniteur belge » du 28 août 1974).

Un arrêté ministériel du 28 août 1974 modifie les règlements des bourses de fonds publics et de change du Royaume (« Moniteur belge » du 12 septembre 1974).

Un arrêté ministériel du 17 septembre 1974 se rapporte à l'émission des bons d'épargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite (« Moniteur belge » du 19 septembre 1974).

Le 30 septembre 1974, la Banque Nationale de Belgique a adressé une recommandation de politique monétaire aux compagnies d'assurance, expirant à la fin du mois. La recommandation se rapporte sur la réserve monétaire, l'expansion des crédits et le maintien des portefeuilles en effets et fonds publics (B.N.B. - octobre 1974).

Un arrêté royal du 16 août 1974 modifie l'arrêté royal du 22 juin 1935 concernant les statuts de l'Institut de Réescompte (« Moniteur belge » du 17 octobre 1974).

Un arrêté royal du 14 octobre 1974 remplace le taux d'intérêt légal de 6,5 % par le taux de 8 % (« Moniteur belge » du 19 octobre 1974).

Par un arrêté royal du 1er octobre 1974, le total des garanties accordées par l'Office National du Ducroire peut être porté à maximum soixante-cinq milliards de francs (« Moniteur belge » du 22 octobre 1974).

Un arrêté royal du 7 octobre 1974 fixe à trente-neuf milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (« Moniteur belge » du 24 octobre 1974).

En raison des changements conjoncturels intervenus à partir du troisième trimestre, des assouplissements ont été introduits par la voie de la recommandation du 31 octobre. C'est ainsi que le rythme annuel toléré de l'expansion des crédits a été porté de 14 à 16 %, étant entendu que cette expansion se réaliserait en partie par une certaine utilisation des marges disponibles. La nouvelle norme ne comprend toutefois plus les crédits Creditexport, désormais exempts de restriction. Quant au financement d'exportations payables à court terme représenté par des acceptations visées et certifiées, son pourcentage d'augmentation autorisée a été porté à 24 %. En outre, des mesures spéciales ont été prises pour assurer le financement adéquat des moyennes et petites entreprises, les banques étant invitées, en particulier, à traiter par priorité des demandes émanant de ces entreprises. Le dispositif de crédit applicable aux intermédiaires financiers autres que les banques et qui est basé sur les ouvertures de crédit, a subi les mêmes adaptations que celles décrites ci-dessus. Les nouvelles autorisations de crédit à moyen et long terme octroyées par le Crédit Communal de Belgique aux pouvoirs locaux sont également soumises à l'encadrement depuis le 1er juillet (B.N.B. - Rapports - 1974).

Un arrêté ministériel approuve l'arrêté de la Commission bancaire du 19 novembre 1974 rendant obligatoire la recommandation de politique monétaire adressée par la Banque Nationale de Belgique aux banques le 31 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 24 décembre 1974).

La loi du 20 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975 se rapporte aux dispositions modifiant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 créant un Institut de change et l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes (« Moniteur belge » du 31 décembre 1974).

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Le 16 janvier, l'O.C.D.E. s'est réunie à Rome afin de trouver des solutions au déficit des paiements des pays consommateurs de pétrole.

Un groupe international d'experts indépendants a été créé afin d'examiner les moyens de mieux coordonner les politiques d'enseignement et du marché du travail. La première réunion a eu lieu à Paris les 25 et 26 février.

Les 29 et 30 mai, le Conseil s'est réuni à Paris afin de débattre de trois grands problèmes : l'inflation, la situation des paiements internationaux et l'évolution économique et financière des pays en voie de développement.

Le 6 juin, le Conseil a réélu M. Van Lennep secrétaire général de l'Organisation pour une période de cinq ans, à dater du 30 septembre 1974.

Le 18 juin, une recommandation a été signée visant à améliorer la qualité de l'air dans les zones urbaines industrialisées.

Le Comité de politique économique a siégé à Paris du 24 au 26 juin. Il s'est penché sur les conséquences de l'inflation et sur les problèmes de balances de paiement.

Le 12 juillet, dans son deuxième rapport annuel, l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire recommande d'entreprendre sans retard de nouvelles prospections pour détecter de nouveaux gisements d'uranium.

Le rapport annuel du Comité du tourisme, publié en août 1974, constate que le tourisme a continué à se développer en 1973 mais à un taux inférieur à celui des années précédentes.

Réuni à Paris le 15 novembre, le Conseil de l'O.C.D.E. a décidé la création d'une Agence Internationale de l'Energie dans le cadre de l'Organisation.

Le 18 novembre, le Comité directeur de l'Agence a tenu sa première réunion et a élu M. Davignon (Belgique) au poste de président.

Prévoyance sociale

GÉNÉRALITÉS

Dans le « Moniteur belge » du 18 septembre 1974 a paru la loi du 7 août 1974, accordant le droit à un minimum de moyens d'existence à chaque belge majeur, qui ne dispose pas de ressources suffisantes et n'est pas en mesure de se les procurer. Le minimum est fixé à 64 460 F pour un ménage et à 46 981 F pour une personne seule. Il est indexé et lié à l'évolution du bien-être général.

Dans le « Moniteur belge » du 24 juillet 1974 a paru la loi du 16 juillet 1974, portant liaison de certaines prestations sociales à l'évolution du bien-être général. La présente loi entre en vigueur le 16 juillet 1974, à l'exception des articles 1er à 4, qui entrent en vigueur le 1er octobre 1974.

Les arrêtés royaux du 23 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 1er février 1974), du 30 septembre 1974 (« Moniteur belge » du 5 octobre 1974) et du 4 novembre 1974 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1974) modifient l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'arrêté royal du 20 mai 1974 fixent, en ce qui concerne les services d'aide familiale, le mode de fonctionnement du Fonds d'équipements et de services collectifs, ainsi que les modalités d'octroi des interventions (« Moniteur belge » du 28 mai 1974).

L'arrêté ministériel du 31 mai 1974 modifie l'arrêté ministériel du 16 septembre 1971 fixant les rémunérations forfaitaires journalières pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, dues par les travailleurs manuels dont la rémunération est constituée, en tout ou en partie, par des pourboires ou du service, ainsi que pour les travailleurs liés par un contrat d'engagement pour la pêche maritime (« Moniteur belge » du 19 juin 1974).

L'arrêté royal du 11 décembre 1974 détermine pour l'année 1975, le coefficient de réévaluation à appliquer aux montants de certaines prestations sociales (« Moniteur belge » du 17 décembre 1974).

Le revenu garanti aux personnes âgées est majoré par les arrêtés royaux du 27 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1974) et du 11 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1974).

HANDICAPÉS

Les allocations des handicapés sont augmentées par l'arrêté royal du 27 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1974).

L'arrêté ministériel du 11 octobre 1973 complète l'arrêté ministériel du 15 décembre 1972, fixant le prix maximum à prendre en considération pour l'application de l'arrêté royal du 27 avril 1971, déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques (« Moniteur belge » du 23 janvier 1974).

L'arrêté ministériel du 20 décembre 1973 complète l'arrêté ministériel du 22 février 1968 fixant les critères d'octroi des subsides à l'entretien des centres ou services de réadaptation fonctionnelle (« Moniteur belge » du 29 janvier 1974).

L'arrêté royal du 20 novembre 1973 (« Moniteur belge » du 13 février 1974) est relatif à la réalisation de la quatrième semaine de vacances dans les ateliers protégés.

L'arrêté ministériel du 21 novembre 1973 (« Moniteur belge » du 13 février 1974) se rapporte à l'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, en 1973, d'une intervention complémentaire dans la rémunération et les charges sociales, supportées par les ateliers protégés.

L'arrêté royal du 28 janvier 1974 modifie l'arrêté royal du 4 juin 1969 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subventions aux administrations subordonnées, aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif, pour la construction de homes pour handicapés adultes isolés, pour l'aménagement, dans ce but, d'établissements existants, ainsi que pour leur équipement et leur mobilier d'installation (« Moniteur belge » du 7 mars 1974).

L'arrêté royal du 29 janvier 1974 modifie l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, et l'arrêté royal du 24 juin 1971 relatif aux allocations de chômage accordées aux travailleurs handicapés occupés en atelier protégé (« Moniteur belge » du 27 mars 1974).

L'arrêté ministériel du 30 janvier 1974 modifie l'arrêté ministériel du 4 juin 1964, relatif au chômage, et l'arrêté ministériel du 25 juin 1971, relatif au chômage des travailleurs handicapés occupés en atelier protégé (« Moniteur belge » du 6 avril 1974).

L'arrêté royal du 26 février 1974 modifie l'article 85 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés (« Moniteur belge » du 10 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 27 février 1974 modifie l'arrêté ministériel du 23 mars 1970, fixant les conditions d'octroi, par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les ateliers protégés (« Moniteur belge » du 17 avril 1974).

L'arrêté royal du 10 avril 1974 modifie l'arrêté royal du 30 mars 1973, déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics (« Moniteur belge » du 25 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 11 avril 1974 modifie l'arrêté ministériel du 24 avril 1973, déterminant, en ce qui concerne le Ministère de la Santé publique et de la Famille, les règles particulières à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien et le traitement des handicapés placés à charge des pouvoirs publics (« Moniteur belge » du 25 avril 1974).

L'arrêté royal du 26 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 20 juillet 1970 étendant le champs d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux handicapés (« Moniteur belge » du 26 avril 1974).

L'arrêté royal du 17 septembre 1974 modifie l'arrêté royal du 10 novembre 1967, portant création d'un Conseil supérieur des handicapés (« Moniteur belge » du 27 septembre 1974).

L'arrêté royal du 11 décembre 1974 modifie l'arrêté royal du 17 novembre 1969, portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés (« Moniteur belge » du 17 décembre 1974).

L'arrêté royal du 16 décembre 1970 modifie l'arrêté royal du 20 juillet 1970, étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux handicapés (« Moniteur belge » du 21 décembre 1974).

L'arrêté royal du 24 décembre 1974 se rapporte aux allocations ordinaires et spéciales de handicapés (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974).

SALARIÉS ET APPOINTÉS

Dispositions générales

En cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, un salaire mensuel garanti est accordé à certains employés et aux ouvriers en vertu des arrêtés royaux du 11 janvier 1974, rendant obligatoires les conventions collectives de travail conclues le 28 juin 1973 au sein du Conseil national du travail (« Moniteur belge » du 26 janvier 1974).

Par arrêté royal du 22 février 1974 (« Moniteur belge » du 1er mars 1974), l'allocation complémentaire accordée à certains travailleurs frontaliers ou saisonniers et à leurs veuves, est majorée.

Les arrêtés royaux du 20 novembre 1973 (« Moniteur belge » du 11 janvier 1974), du 15 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 16 mars 1974) et du 24 avril 1974 (« Moniteur belge » du 21 mai 1974) accordent une indemnité aux travailleurs frontaliers occupés en France en vue de compenser la perte de rémunération résultant des fluctuations du taux de change entre les monnaies belge et française.

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

L'arrêté royal du 12 avril 1974 modifie l'arrêté royal du 30 octobre 1969, portant fixation du cadre organique du Fonds des maladies professionnelles (« Moniteur belge » du 3 mai 1974).

L'arrêté royal du 24 avril 1974 (« Moniteur belge » du 10 mai 1974) détermine la manière dont le médecin du travail fait la déclaration visée à l'article 61 des lois coordonnées le 3 juin 1970 (« Moniteur belge » du 10 mai 1974) relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles.

L'arrêté royal du 17 juillet 1974 a été pris en exécution de l'article 57 des lois coordonnées le 3 juin 1970 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1974) relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles.

L'arrêté royal du 17 juillet octroie des allocations à certains bénéficiaires des lois relatives à la répartition des dommages résultant des maladies professionnelles coordonnées le 3 juin 1970 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1974).

L'arrêté royal du 4 novembre 1974 fixe certaines modalités du calcul de salaire de base en matière de réparation des dommages résultant de maladies professionnelles (« Moniteur belge » du 18 décembre 1974).

L'arrêté royal du 4 novembre 1974 modifie l'arrêté royal du 12 juillet 1969 fixant la liste des industries, professions ou catégories d'entreprises dans lesquelles la victime d'une maladie professionnelle est présumée avoir été exposée au risque de cette maladie (« Moniteur belge » du 24 décembre 1974).

L'arrêté royal du 2 avril 1974 modifie l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique, des services et établissements intercommunaux d'assistance publique et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (« Moniteur belge » du 17 avril 1974).

L'arrêté royal du 7 février 1974 modifie l'arrêté royal du 25 octobre 1971 étendant le champ d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (« Moniteur belge » du 14 février 1974).

L'arrêté royal du 24 avril 1974 modifie l'arrêté royal du 28 décembre 1971 fixant les règles spéciales d'applications aux gens de mer de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (« Moniteur belge » du 10 mai 1974).

Le taux de répartition des frais de surveillance et de contrôle de la législation sur les accidents de travail et de l'élaboration de la statistique des accidents de travail pour l'année 1972 est fixé par l'arrêté ministériel du 10 avril 1974 (« Moniteur belge » du 5 juin 1974).

L'arrêté royal du 17 juillet 1974 modifie l'arrêté royal du 21 décembre 1971, concernant les allocations et l'assistance sociale accordées par le Fonds des accidents du travail (« Moniteur belge » du 24 juillet 1974).

L'arrêté ministériel du 26 novembre 1974 porte délégation de signature en matière d'assurance contre les accidents du travail (« Moniteur belge » du 21 décembre 1974).

Allocations familiales

Certains taux d'allocations familiales pour travailleurs salariés sont augmentés par l'arrêté royal du 27 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1974).

La loi du 22 novembre 1973 modifie l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 22 janvier 1974).

La quote-part attribuée à la caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes dans la subvention de l'Etat pour 1973, est fixée par l'arrêté royal du 11 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1974).

Le montant des cotisations à payer par les communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes, à la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés, pour les travailleurs occupés par eux qui ne sont pas soumis à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs, est fixé par les arrêtés royaux du 7 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1974), du 18 mars 1974 (« Moniteur belge » du 22 mars 1974), du 9 août 1974 (« Moniteur belge » du 28 septembre 1974) et du 4 novembre 1974 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1974).

L'arrêté royal du 18 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 9 février 1974) modifie l'arrêté royal du 26 mars 1965, relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

L'arrêté royal du 24 avril 1974 modifie l'arrêté royal du 15 avril 1965 portant fixation du cadre organique de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 22 mai 1974).

L'arrêté royal du 12 juin 1974 modifie l'arrêté royal du 15 juillet 1959 déterminant le mode de calcul des allocations familiales et des cotisations pour les ouvriers occupés dans les verreries à vitre automatiques (« Moniteur belge » du 26 juin 1974).

L'arrêté royal du 13 septembre 1974 modifie l'arrêté royal du 21 mai 1973, fixant le mode de calcul de la subvention destinée à la couverture des frais d'administration des caisses d'allocations familiales (« Moniteur belge » du 12 octobre 1974).

Le taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, est majoré par les arrêtés royaux du 29 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 14 septembre 1974) et du 11 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1974).

L'arrêté royal du 10 décembre 1974 fixe la quote-part attribuée à la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, d'établissements publics qui en dépendent et associations de communes, dans la subvention de l'Etat pour 1974 (« Moniteur belge » du 19 décembre 1974).

L'arrêté royal du 27 novembre 1974 modifie l'arrêté royal du 1er septembre 1969, réorganisant la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974).

Maladie-invalidité

L'arrêté royal du 24 décembre 1963 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques, est modifié par les arrêtés royaux du 8 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 5 février 1974), du 31 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 29 août 1974) et du 16 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 21 décembre 1974).

L'arrêté ministériel du 8 janvier 1974 modifie l'arrêté ministériel du 10 avril 1958 d'exécution des statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (« Moniteur belge » du 20 février 1974).

L'arrêté royal du 19 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 15 septembre 1971 portant fixation du cadre organique de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité (« Moniteur belge » du 29 mars 1974).

L'arrêté royal du 19 février 1974 fixe les conditions dans lesquelles les prestations de l'assurance maladie-invalidité obligatoire sont accordées aux personnes d'origine chilienne ou autre expulsées du Chili (« Moniteur belge » du 10 avril 1974).

L'arrêté royal du 4 novembre 1963, portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, est modifié par les arrêtés royaux des 14 mars 1974 (« Moniteur belge » du 22 mai 1974), 17 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1974), 23 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 11 septembre 1974), 27 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 18 septembre 1974), 4 novembre 1974 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1974), 6 novembre 1974 (« Moniteur belge » du 13 novembre 1974) et 11 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1974).

L'arrêté royal du 18 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 13 avril 1965 réglant l'attribution des subsides de l'Etat en faveur des services d'assurance mutualiste libre (« Moniteur belge » du 22 mai 1974).

L'arrêté royal du 24 avril 1974 porte interdiction de cumul entre la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, instituée par la loi du 28 avril 1958, et les indemnités d'incapacité de travail prévues par la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (« Moniteur belge » du 18 juin 1974).

L'arrêté royal du 17 juillet 1974 modifie l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (« Moniteur belge » du 24 juillet 1974).

L'arrêté royal du 11 décembre 1974 modifie l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs (« Moniteur belge » du 17 décembre 1974).

L'arrêté royal du 16 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 21 décembre 1974) fixe une quote-part personnelle à charge des bénéficiaires en cas d'hospitalisation prolongée.

L'arrêté royal du 16 décembre 1974 modifie l'arrêté royal du 28 juin 1969, étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux personnes non encore protégées (« Moniteur belge » du 21 décembre 1974).

L'arrêté royal du 16 décembre 1974 modifie l'arrêté royal du 7 mars 1972 fixant le montant de l'intervention des bénéficiaires ou de l'assurance-soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations (« Moniteur belge » du 21 décembre 1974).

L'arrêté royal du 26 novembre 1974 modifie l'arrêté royal du 16 novembre 1973, établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (« Moniteur belge » du 24 décembre 1974).

Pensions

Par loi du 27 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1974), la pension des anciens travailleurs salariés est majorée.

L'arrêté royal du 26 octobre 1973 modifie l'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 25 janvier 1974).

Les arrêtés royaux des 24 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 1er février 1974) et 5 février 1974 (« Moniteur belge » du 8 février 1974) modifient l'arrêté royal du 21 décembre 1967, portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 19 novembre 1974 (« Moniteur belge » du 8 février 1974) porte majoration du taux minimum fixé par la loi du 27 juillet 1962, établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public, ainsi que les taux fixés par l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936, unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel y assimilé, et l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

L'arrêté royal du 7 février 1974 modifie l'arrêté royal du 20 novembre 1970 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs (« Moniteur belge » du 14 février 1974).

Par l'arrêté royal du 13 mars 1974, les dispositions de la loi du 14 avril 1965, établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, sont étendues à la Société Nationale des Chemins de fer belges (« Moniteur belge » du 15 mars 1974).

La loi du 10 janvier 1974 règle l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à l'activité de service pour l'octroi et le calcul des pensions à charge du Trésor public (« Moniteur belge » du 4 avril 1974).

L'arrêté royal du 17 juillet 1974 (« Moniteur belge » 24 juillet 1974) lie la pension d'invalidité accordée aux ouvriers mineurs, à l'évolution du bien-être général.

L'arrêté royal du 17 juillet 1974 majore le pécule de vacances accordé aux pensionnés des services publics (« Moniteur belge » du 26 juillet 1974).

L'arrêté royal du 23 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1974) porte majoration du taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public et porte exécution d'autres dispositions légales relatives à ces pensions.

La loi du 31 mai 1974 (« Moniteur belge » du 10 août 1974) modifie l'article 3 de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936, unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, ainsi que l'article 3 de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936, unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

L'arrêté royal du 12 juillet 1974 fixe le montant de la rémunération forfaitaire et fictive journalière afférente à l'année 1973 à prendre en considération pour le calcul de la pension de retraite des travailleurs salariés frontaliers et saisonniers et de la pension de survie de leur veuve (« Moniteur belge » du 14 septembre 1974).

L'arrêté royal du 23 juillet 1974 porte définition de la notion « fonction principale » au sens de certaines dispositions relatives aux pensions à charge du Trésor public et de la Caisse des ouvriers de l'Etat (« Moniteur belge » du 15 septembre 1974).

L'arrêté royal du 23 juillet 1974 est relatif aux pensions et rentes de survie du personnel de carrière des cadres d'Afrique (« Moniteur belge » du 25 septembre 1974).

L'arrêté royal du 25 juillet 1974 porte règlement de la procédure des commissions des allocations de survie (« Moniteur belge » du 25 septembre 1974).

L'arrêté royal du 24 octobre 1974 détermine pour l'année 1975 les coefficients de réévaluation visés par la loi du 28 mars 1973, majorant les pensions de travailleurs salariés et instaurant un mécanisme d'adaptation du montant des pensions à l'évolution du bien-être général et visés par la loi du 27 décembre 1973 portant augmentation de la pension des anciens travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 31 octobre 1974).

L'arrêté royal du 10 octobre 1974 modifie l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 31 octobre 1974).

L'arrêté royal du 11 décembre 1974 modifie l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pension de retraite et de veuve (« Moniteur belge » du 17 décembre 1974).

L'arrêté royal du 16 décembre 1974 rend applicable le régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 au personnel de l'Institut belge de normalisation (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974).

Vacances annuelles

La loi du 27 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 11 janvier 1974) abroge l'article 64 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971.

L'arrêté royal du 20 décembre 1973 modifie l'arrêté royal du 20 juin 1969, portant fixation du cadre organique de l'Office national des vacances annuelles (« Moniteur belge » du 26 février 1974).

La rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés est, en ce qui concerne les travailleurs manuels, assujettie à la loi du 27 juin 1969, revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs et est fixée par les arrêtés royaux du 16 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 5 février 1974) et du 26 mars 1974 (« Moniteur belge » du 26 avril 1974).

Sécurité sociale d'Outre-Mer

L'arrêté royal du 25 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 15 septembre 1965, relatif à la perception des cotisations du régime de la sécurité sociale d'Outre-Mer (« Moniteur belge » du 5 juin 1974).

L'arrêté royal du 24 avril 1974 (« Moniteur belge » du 28 juin 1974) fixe l'intervention de chacun des trois fonds de l'Office de Sécurité sociale d'Outre-Mer dans les dépenses administratives de l'exercice 1973.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les arrêtés royaux des 16 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1974), 12 avril 1974 (« Moniteur belge » du 31 mai 1974) et 23 avril 1974 (« Moniteur belge » du 6 juin 1974) modifient l'arrêté royal du 20 juillet 1971, instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants.

La loi du 28 décembre 1973 modifie l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967, relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (« Moniteur belge » du 9 janvier 1974).

Par arrêté royal du 29 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1974), l'enquête sur les ressources, dans le régime de pension des travailleurs indépendants est assouplie.

Les arrêtés royaux des 24 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1974), 28 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 10 janvier 1974) et 20 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 26 juillet 1974) modifient l'arrêté royal du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

Les arrêtés royaux des 13 et 14 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974) exécutent l'article 92, § 2, de l'arrêté royal du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs non salariés.

L'arrêté ministériel du 3 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 30 janvier 1974) détermine le taux d'intérêt auquel les caisses d'assurances sociales doivent, pendant le cours de l'année 1974, consentir des prêts à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Prix

DÉCLARATION DE HAUSSES DES PRIX

L'arrêté ministériel du 21 mars 1974 (« Moniteur belge » du 23 mars 1974) modifie l'arrêté ministériel du 1er mars 1973 instituant des mesures transitoires en matière de prix. Il s'agit de la prorogation, jusqu'au 1er juin 1974, de la mesure concernant le délai de la déclaration de la hausse des prix (3 mois).

L'arrêté ministériel du 29 mai 1974 (« Moniteur belge » du 31 mai 1974) maintient jusqu'au 1er octobre 1974 le délai de la déclaration de la hausse des prix à 3 mois.

L'arrêté ministériel du 20 juin 1974 (« Moniteur belge » du 25 juin 1974) complète l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 prescrivant la déclaration de hausse des prix. Le nouvel arrêté oblige l'entreprise déclarante à notifier par écrit au service des prix, cinq jours ouvrables avant son application, la hausse totale ou partielle qu'elle appliquera suite à la conclusion ministérielle à l'examen de la déclaration de hausse.

L'arrêté ministériel du 29 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 1er août 1974) ajoute une modification à l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 prescrivant la déclaration des hausses de prix. La modification concerne la faculté du ministre des Affaires économiques, après avis de la Commission des Prix, de proscrire totalement ou partiellement pendant six mois la hausse déclarée, lorsque la déclaration de hausse est introduite par une ou plusieurs entreprises qui ne représentent qu'une part limitée du marché et cela avant l'expiration du délai prévu.

L'arrêté ministériel du 14 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1974) impose aux producteurs et importateurs l'obligation de faire connaître au Ministère des Affaires économiques, service des Prix, au plus tard deux mois avant son application, toute hausse de prix qu'ils se proposent d'appliquer sur le marché belge. A titre transitoire et jusqu'au 31 janvier 1975 ce délai est fixé à six mois.

VENTE A TEMPÉRAMENT

Par l'arrêté royal du 2 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1974) l'acompte payé lors d'une vente à tempérament a été augmenté et les délais de remboursement de prêts personnels supérieurs à 20 000 F ont été diminués.

L'arrêté royal du 18 septembre 1974 (« Moniteur belge » du 2 octobre 1974) modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement. Le susdit arrêté a rapport à la méthode de calcul des taux et à l'échelle des taux maxima de chargement annuel réel.

RÉGLEMENTATION PAR PRODUIT

Appareils électroménagers

L'arrêté ministériel du 9 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 15 octobre 1974) proroge la durée d'application de l'arrêté ministériel du 26 mai 1971 réglementant le prix des appareils électroménagers.

Appareils destinés a l'exécution de l'épreuve respiratoire

L'arrêté ministériel du 17 avril 1974 (« Moniteur belge » du 3 mai 1974) modifiant celui du 4 juin 1970, fixe un nouveau prix maximum (l'ancien + 28 F) des appareils destinés à effectuer l'épreuve respiratoire.

L'arrêté ministériel du 3 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 11 décembre 1974) modifie les arrêtés ministériels du 4 juin 1970 et 17 avril 1974 bloquant les prix des appareils destinés à effectuer l'épreuve respiratoire. Selon l'arrêté susdit les prix ne peuvent dépasser ceux appliqués au 17 avril 1974 majorés de 80 F.

Briques

L'arrêté ministériel du 15 mai 1974 (« Moniteur belge » du 18 mai 1974) fixe les prix des briques.

Engrais

Selon l'arrêté ministériel du 3 avril 1974 (« Moniteur belge » du 17 avril 1974) les prix maxima de vente des engrais azotés simples peuvent être majorés de 5 % et ceux des engrais composés de 10 % par rapport aux échelles de prix de la campagne 1973-1974.

L'arrêté ministériel du 24 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1974) détermine que les prix de vente des engrais azotés simples peuvent être augmentés de 21 % pour la campagne 1973-74 et ceux des engrais composés, de 40 %.

Lait de consommation

L'arrêté ministériel du 30 avril 1974 (« Moniteur belge » du 4 mai 1974) fixe les nouveaux prix maxima de vente du lait de consommation (au litre 11,75 F dans les magasins et 12,50 F remis au domicile).

L'arrêté ministériel du 7 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1974) fixe un nouveau prix maximum de vente du lait de consommation : au litre 12,25 F dans le magasin, 13 F livré à domicile.

Literie

Par l'arrêté ministériel du 8 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1974) les prix des matelas, traversins et oreillers ne peuvent dépasser les prix pratiqués au 1er juillet 1974.

Selon l'arrêté ministériel du 10 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 15 octobre 1974) les prix de vente des sommiers métalliques ne peuvent dépasser ceux appliqués au 1er juillet 1974.

Livres

L'arrêté ministériel du 13 juin 1974 détermine le prix de vente maximum au public des livres et publications périodiques importés (« Moniteur belge » du 18 juin 1974).

Parfumerie

L'arrêté ministériel du 3 avril 1974 (« Moniteur belge » du 17 avril 1974) stipule que les prix des articles de toilette, de parfumerie et des cosmétiques appliqués au 1er février ne peuvent être dépassés et que le prix de vente des nouveaux produits ne peut être supérieur aux prix de revient multiplié par trois.

Selon l'arrêté ministériel du 30 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 1er novembre 1974) le ministre des Affaires économiques peut accorder des dérogations à la fixation du prix maximum des nouveaux produits prévue dans l'arrêté ministériel du 3 avril 1974 sur base d'un dossier contenant la justification de la demande.

Pates alimentaires

L'arrêté ministériel du 9 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 25 juillet 1974) détermine le prix de vente des pâtes alimentaires dans chaque stade de la distribution par rapport aux prix appliqués au 1er novembre 1973.

Produits pétroliers

L'arrêté ministériel du 1er mars 1974 (« Moniteur belge » du 9 mars 1974) fixe les prix maxima des produits pétroliers. Il modifie l'arrêté ministériel du 14 novembre 1973 dans le sens d'une légère baisse des prix précédents.

L'arrêté ministériel du 30 mars 1974 (« Moniteur belge » du 30 mars 1974) fixe les prix maxima des produits pétroliers par zone.

L'arrêté ministériel du 14 mai 1974 abroge celui du 30 mars 1974 fixant les prix de vente maxima des produits pétroliers (« Moniteur belge » du 16 mai 1974).

Le 22 juillet 1974 est signé un contrat de programme. En exécution de ce contrat, les prix ont été modifiés le 10 septembre, 1er novembre, 19 novembre, 22 novembre, 4 décembre, 6 décembre, 12 décembre 1974. Parmi ces adaptations de prix il y a plusieurs diminutions.

SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté royal du 28 février 1974, les prix des spécialités pharmaceutiques ont été fixés (« Moniteur belge » du 1er mars 1974).

TAXI

L'arrêté ministériel du 10 mai 1974 (« Moniteur belge » du 14 mai 1974) et l'arrêté ministériel du 23 septembre 1974 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1974) fixent les prix maxima pour le transport par taxis. Les prix varient selon l'application ou non du régime du périmètre et selon la grandeur de la voiture.

VIANDE

L'arrêté ministériel du 25 février 1974 (« Moniteur belge » du 5 mars 1974) détermine le prix au consommateur des viandes bovines et porcines. Cet arrêté est le complément de l'arrêté ministériel du 21 décembre 1973 portant sur l'autorisation d'augmenter le prix sous certaines conditions. D'après l'arrêté du 25 février la marge bénéficiaire ne peut cependant pas dépasser 22 F au kilo de viande abattue, T.V.A. non comprise.

L'arrêté ministériel du 11 avril 1974 (« Moniteur belge » du 17 avril 1974) détermine le prix de vente au consommateur des viandes bovines. Les prix doivent être diminués à la suite de la baisse des prix du bétail sur pied. Au 12 juin 1974, cet arrêté a été abrogé (« Moniteur belge » du 15 juin 1974).

Selon l'arrêté ministériel du 7 mai 1974 (« Moniteur belge » du 9 mai 1974), les prix au consommateur de la viande porcine doivent être diminués de 10 % à la suite de la baisse des prix du bétail sur pied.

Selon l'arrêté ministériel du 10 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 13 juillet 1974) le prix au consommateur de la viande bovine doit être diminué de 2,6 %.

L'arrêté ministériel du 9 août 1974 (« Moniteur belge » du 14 août 1974) détermine les prix au consommateur des viandes bovines et porcines. Les prix peuvent être augmentés de pourcentages qui varient selon la période de référence.

L'arrêté ministériel du 7 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1974) fixe le prix au consommateur de la viande bovine et porcine. Il s'agit ici de la fixation du prix en rapport avec la marge bénéficiaire qui ne peut dépasser 22 F au kilo.

L'arrêté ministériel du 29 octobre 1974 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1974) modifie l'arrêté ministériel du 9 août 1974 déterminant le prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines. La durée de validité de cette détermination concernant l'adaptation du prix allant jusqu'au 31 octobre a été prorogée jusqu'au 15 novembre.

L'arrêté ministériel du 13 novembre 1974 (« Moniteur belge » du 15 novembre 1974) modifie celui du 9 août 1974 qui détermine le prix de la viande bovine et porcine. Ce prix ne peut être supérieur au prix d'achat moyen pondéré, majoré de la marge commerciale maximum de 22 F + T.V.A.

Recherche scientifique

L'arrêté royal du 4 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1974) porte financement des programmes concertés de recherche fondamentale. Cet arrêté est modifié par l'arrêté royal du 12 février 1974 (« Moniteur belge » du 22 février 1974).

L'arrêté royal du 17 décembre 1973 a trait au financement complémentaire du programme national de recherche et de développement sur l'environnement physique et biologique (« Moniteur belge » du 5 avril 1974).

L'arrêté royal du 25 janvier 1974 s'intéresse au financement de la tranche 1974 du programme national de recherche et de développement sur l'environnement physique et biologique (pollution de l'eau) (« Moniteur belge » du 11 avril 1974).

L'arrêté royal du 30 mai 1974 s'intéresse au financement de recherches agricoles dans le cadre du plan quinquennal de technologie industrielle et agricole 1970-1974 (« Moniteur belge » du 29 juin 1974).

L'arrêté royal du 16 juillet 1974 s'intéresse au financement complémentaire de la tranche 1974 du programme national d'impulsion à la recherche en informatique (« Moniteur belge » du 25 octobre 1974).

L'arrêté royal du 17 juillet 1974 s'intéresse au financement complémentaire du programme national de recherche et de développement sur l'environnement physique et biologique (« Moniteur belge » du 25 octobre 1974).

L'arrêté royal du 9 avril 1974 affecte un crédit à une subvention à l'Institut européen de Recherche et d'Etudes supérieures en management (« Moniteur belge » du 29 octobre 1974).

L'arrêté royal du 17 octobre 1974 réglemente le financement de la tranche 1974 du programme national de recherche en sciences sociales (« Moniteur belge » du 7 décembre 1974).

Réglementation de la production et du commerce

LÉGISLATION COMMERCIALE

L'arrêté royal du 20 décembre 1973 fixe les conditions d'agréation des organismes chargés de délivrer les attestations d'origine en application de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce (« Moniteur belge » du 29 janvier 1974).

Les arrêtés royaux du 27 février 1974 portent exécution de la loi du 24 juillet 1973 instaurant la fermeture obligatoire du soir dans le commerce, l'artisanat et les services (« Moniteur belge » du 1er mars 1974).

L'arrêté royal du 7 décembre 1973 (« Moniteur belge » du 3 avril 1974) fixe les périodes des ventes en soldes.

L'arrêté royal du 20 décembre 1973 modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1964, relatif à la publicité du registre du commerce (« Moniteur belge » du 19 avril 1974).

L'arrêté royal du 22 avril 1974 porte certaines dérogations à l'interdiction de ventes itinérantes (« Moniteur belge » du 4 mai 1974).

L'arrêté royal du 28 novembre 1974 instaure le repos hebdomadaire dans les entreprises, qui vendent aux consommateurs des carburants liquides destinés à l'alimentation de véhicules à moteur (« Moniteur belge » du 3 décembre 1974).

Les arrêtés royaux des 2 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1974) et 18 septembre 1974 (« Moniteur belge » du 2 octobre 1974) modifient l'arrêté royal du 23 décembre 1957, relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957, réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

L'arrêté ministériel du 5 octobre 1973 se rapporte à la vérification périodique et au contrôle technique des instruments de mesure (« Moniteur belge » du 3 janvier 1974).

LÉGISLATION RELATIVE A L'ACCÈS A LA PROFESSION

L'arrêté royal du 24 décembre 1973 détermine les conditions d'exercice de l'activité professionnelle de technicien en prothèse dentaire dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (« Moniteur belge » du 29 mars 1974).

L'arrêté royal du 24 janvier 1974 fixe les conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'entrepreneurs de vitrage dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (« Moniteur belge » du 29 mars 1974).

L'arrêté royal du 24 janvier 1974 fixe les conditions d'exercice de l'activité professionnelle de garagiste-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (« Moniteur belge » du 29 mars 1974).

L'arrêté royal du 25 juillet 1974 détermine les conditions d'exercice de l'activité professionnelle de négociant-détaillant en combustibles liquides dans les petites et moyennes entreprises du commerce de l'artisanat (« Moniteur belge » du 13 septembre 1974).

L'arrêté royal du 11 juillet 1974 porte des mesures d'application de la Directive du 24 juillet 1973 du Conseil des Ministres de la Communauté économique européenne, concernant la réalisation de la liberté d'établissement en matière d'assurance directe, autre que l'assurance sur la vie (« Moniteur belge » du 10 décembre 1974).

L'arrêté ministériel du 27 février 1974 nomme les assesseurs du Conseil d'établissement institué par l'article 12 de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (« Moniteur belge » du 19 avril 1974).

REGLEMENTATION DE L'ÉNERGIE

Les arrêtés ministériels des 4 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 5 janvier 1974), 23 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1974), 29 janvier 1974 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1974) et 18 février 1974 (« Moniteur belge » du 21 février 1974) ont trait à la consommation, pour usage civil, des combustibles liquides et des lubrifiants pour la propulsion des véhicules automoteurs.

L'arrêté royal du 8 novembre 1973, limitant la vitesse des véhicules automoteurs sur la voie publique, est modifié par les arrêtés royaux des 20 mai 1974 (« Moniteur belge » du 21 mai 1974), 5 août 1974 (« Moniteur belge » du 10 août 1974) et 23 décembre 1974 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974).

L'arrêté ministériel du 8 janvier 1974 comporte la régulation de l'utilisation de l'énergie (« Moniteur belge » du 10 janvier 1974).

L'arrêté ministériel du 17 janvier 1974 autorise la fermeture des points de vente des combustibles liquides pour la propulsion des véhicules automoteurs (« Moniteur belge » du 22 janvier 1974).

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1974 abroge l'arrêté ministériel relatif à la régulation de l'utilisation de l'énergie (« Moniteur belge » du 25 janvier 1974).

L'arrêté ministériel du 18 février 1974 abroge certaines restrictions à la production et la consommation de l'énergie électrique (« Moniteur belge » du 21 février 1974).

L'arrêté royal du 26 novembre 1974 se rapporte aux permissions de voirie prévues par la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique (« Moniteur belge » du 27 février 1974).

L'arrêté royal du 26 novembre 1974 fixe les règles à suivre par l'Etat, les provinces, les communes, les associations de communes et les titulaires d'une concession de distribution d'énergie électrique, pour l'utilisation d'une voirie, ne faisant pas partie, selon le cas, de leur propre domaine public, de celui des communes affiliées à l'association de communes, de celui de la commune concédante ou de celui des communes affiliées à l'association de communes concédante (« Moniteur belge » du 27 février 1974).

L'arrêté royal du 8 avril 1974 porte création d'un Comité de Concertation et de Contrôle du Pétrole (« Moniteur belge » du 10 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 18 avril 1974 abroge l'arrêté ministériel du 30 novembre 1973 modifié par l'arrêté ministériel du 11 décembre 1973 relatif à la distribution des combustibles liquides pour la propulsion des véhicules automoteurs (« Moniteur belge » du 24 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 14 mai 1974 abroge les arrêtés ministériels du 6 novembre 1973 portant réquisition en matière de produits pétroliers et interdisant de soustraire ces produits à la circulation (« Moniteur belge » du 16 mai 1974).

L'arrêté royal du 4 février 1974 (« Moniteur belge » du 22 février 1974) reconnaît l'appellation d'origine « Jambon d'Ardenne » et fixe les conditions que doit réunir ce produit pour être fabriqué, offert en vente ou vendu sous cette appellation. Cet arrêté est complété par l'arrêté royal du 1er mars 1974 (« Moniteur belge » du 7 mars 1974).

L'arrêté royal du 18 février 1974 agrée l'organisme chargé de la délivrance des attestations d'origine « Jambon d'Ardenne », en exécution de l'article 16 de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce (« Moniteur belge » du 1er mars 1974).

L'arrêté royal du 15 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 24 mai 1973 relatif aux produits cosmétiques (« Moniteur belge » du 28 mars 1974).

L'arrêté ministériel du 31 janvier 1974 désigne des inspecteurs de l'inspection générale de la pharmacie chargés de surveiller l'application des dispositions relatives aux produits cosmétiques (« Moniteur belge » du 2 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 18 février 1974 porte agréation des frigorifiques destinés au traitement des viandes ladres de porc, de mouton et de bœuf (« Moniteur belge » du 5 avril 1974).

L'arrêté royal du 29 mars 1974 (« Moniteur belge » du 18 avril 1974) se rapporte à l'extrait de viande, aux arômes liquides, condiments en poudre, potages et bouillons.

L'arrêté royal du 29 mars 1974 concerne la bière (« Moniteur belge » du 18 avril 1974).

L'arrêté royal du 12 avril 1974 est relatif au commerce et à l'exportation des substances ayant des effets antioxygènes et pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine, ainsi qu'à l'exportation des denrées ou substances alimentaires traitées par des agents antioxygènes (« Moniteur belge » du 7 mai 1974).

L'arrêté ministériel du 22 avril 1974 a trait à la détermination des critères de pureté des substances ayant des effets antioxygènes autorisées dans les denrées et substances alimentaires (« Moniteur belge » du 7 mai 1974).

L'arrêté royal du 7 mai 1974 modifie l'arrêté royal du 26 octobre 1972 relatif aux aliments diététiques ou de régime (« Moniteur belge » du 17 mai 1974).

L'arrêté royal du 4 avril 1974 modifie et complète l'arrêté royal du 12 septembre 1972 relatif à la fabrication, au commerce et à l'emploi des objets et matières destinés à être mis en contact avec les denrées et substances alimentaires (« Moniteur belge » du 29 mai 1974).

L'arrêté royal du 18 avril 1974 fixe les modalités et procédures à suivre lors de l'introduction d'une demande d'inscription d'un élément constitutif qui entre dans la composition des objets ou matières destinés à être mis en contact avec les denrées ou substances alimentaires (« Moniteur belge » du 25 juillet 1974).

L'arrêté ministériel du 28 août 1974 modifie l'arrêté ministériel du 11 mars 1953, pris en exécution de l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucheries et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays (« Moniteur belge » du 31 août 1974).

L'arrêté royal du 30 septembre 1974 modifie l'arrêté royal du 28 février 1891 relatif à l'inspection du commerce des denrées alimentaires et au mode de prise d'échantillons (« Moniteur belge » du 25 octobre 1974).

L'arrêté royal du 23 avril 1974 se rapporte aux huiles comestibles (« Moniteur belge » du 10 juillet 1974).

L'arrêté ministériel du 27 septembre 1974 modifie l'arrêté royal du 23 avril 1974 relatif aux huiles comestibles (« Moniteur belge » du 7 novembre 1974).

L'arrêté royal du 30 septembre 1974 concerne les prescriptions sanitaires pour le commerce des œufs et l'utilisation de certains œufs dans les denrées alimentaires (« Moniteur belge » du 3 décembre 1974).

L'arrêté ministériel du 18 septembre 1967 fixant la liste des additifs autorisés dans le commerce des denrées alimentaires, est modifié par les arrêtés ministériels des 8 mars 1974, 22 avril 1974, 19 juillet 1974 et 2 septembre 1974 (« Moniteur belge » des 10 avril 1974, 7 mai 1974, 5 septembre 1974 et 28 septembre 1974).

Les décisions ministérielles des 2 avril 1974 (« Moniteur belge » du 3 mai 1974) et 4 septembre 1974 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1974) concernent l'autorisation d'emploi d'additifs dans les denrées alimentaires.

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Fixation et conditions de rémunération et de travail

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Agriculture	18 janvier 1974	31 janvier 1974
	25 janvier 1974	14 février 1974
Alimentation (industrie)		
— abattoirs	1er août 1974	25 octobre 1974
— aliments pour bétail	25 janvier 1974	6 février 1974
	29 mai 1974	19 décembre 1974
— amidonneries de riz et de maïs, glucoseries, maïseries et féculeries	7 mai 1974	28 août 1974
— biscuiterie, biscotterie, spéculoos, pain azyme, pain d'épices et pâtisserie industrielle	22 avril 1974	15 juin 1974
— boulangerie industrielle	15 octobre 1973	22 février 1974
— boyauteries	1er août 1974	25 octobre 1974
— calibrage et collage de boyaux	12 août 1974	25 octobre 1974
— candiseries	25 avril 1974	18 juin 1974
	12 août 1974	12 octobre 1974
— chocolaterie, confiserie et pâtes à tartiner	25 avril 1974	19 juin 1974
— condiments	24 avril 1974	13 juin 1974
— crème glacée	14 mai 1974	18 juin 1974
— fabrication d'aliments de régime, de produits pour entremets et desserts, d'essences et extraits, de spécialités alimentaires et de cafés solubles	26 août 1974	6 novembre 1974
— fabrication de bouillons concentrés, de potages et de préparations diverses	12 août 1974	7 novembre 1974
— huileries et margarineries	25 avril 1974	20 juin 1974
— industrie des boissons	24 avril 1974	13 juin 1974
— industrie du froid	25 avril 1974	19 juin 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
— industrie des fruits	12 août 1974	17 octobre 1974
— industrie du lait	14 mai 1974	9 août 1974
— industrie des légumes	25 janvier 1974	21 février 1974
	22 avril 1974	5 juin 1974
	22 avril 1974	12 juin 1974
	7 mai 1974	9 août 1974
— industrie du poisson	22 avril 1974	13 juillet 1974
— industrie des spécialités alimentaires	12 août 1974	6 novembre 1974
— meuneries et entreprises de fleur de seigle	29 janvier 1974	23 février 1974
	22 novembre 1974	19 décembre 1974
— tueries de volailles	18 janvier 1974	20 février 1974
Alimentation (commerce)	17 décembre 1973	2 février 1974
	25 janvier 1974	9 février 1974
	25 janvier 1974	14 février 1974
	18 janvier 1974	16 février 1974
Ameublement et industrie transformatrice du bois	25 janvier 1974	14 mars 1974
Assurances (entreprises d')	25 janvier 1974	20 mars 1974
Banques	5 septembre 1974	20 décembre 1974
Batellerie	4 janvier 1974	30 janvier 1974
	18 avril 1974	23 mai 1974
	1er août 1974	11 septembre 1974
	12 août 1974	17 septembre 1974
Bois (industrie)	25 septembre 1974	25 décembre 1974
Briquetteries	17 décembre 1973	24 janvier 1974
	4 décembre 1973	25 janvier 1974
	13 décembre 1973	26 janvier 1974
	18 janvier 1974	31 janvier 1974
	18 janvier 1974	9 février 1974
	18 janvier 1974	12 février 1974
	17 décembre 1973	13 février 1974
Carrières	3 octobre 1973	15 janvier 1974
	28 novembre 1973	23 janvier 1974
	10 décembre 1973	23 janvier 1974
	18 janvier 1974	5 février 1974
	25 janvier 1974	14 février 1974
	18 janvier 1974	22 février 1974
	25 janvier 1974	22 février 1974
	5 septembre 1974	4 octobre 1974
	14 mai 1974	11 octobre 1974
	25 septembre 1974	7 novembre 1974
	4 octobre 1974	9 novembre 1974
	7 octobre 1974	5 décembre 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Céramique	26 septembre 1973	18 janvier 1974
	1er juillet 1974	10 septembre 1974
	8 juillet 1974	12 septembre 1974
Chimie (industrie)	18 janvier 1974	8 février 1974
	25 janvier 1974	8 février 1974
Cinéma	24 juin 1974	7 août 1974
Coiffure et soins de beauté	12 août 1974	3 octobre 1974
	25 septembre 1974	29 octobre 1974
Combustibles (commerce des)	25 janvier 1974	14 février 1974
	1er avril 1974	10 mai 1974
	4 octobre 1974	19 novembre 1974
	4 novembre 1974	13 décembre 1974
Commerce de détail indépendant	4 juin 1974	5 septembre 1974
Construction	11 juin 1974	3 juillet 1974
Construction métallique, mécanique et électrique :		
— carrosseries	18 janvier 1974	8 mars 1974
	22 avril 1974	11 mai 1974
	4 octobre 1974	29 novembre 1974
— certaines entreprises commerciales	18 janvier 1974	3 février 1974
	18 janvier 1974	19 février 1974
	22 avril 1974	11 mai 1974
— entreprises artisanales de la transformation des métaux	18 février 1974	17 avril 1974
	18 février 1974	7 mai 1974
	1er août 1974	7 novembre 1974
— entreprises d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie, ainsi que les entreprises de commerce de gros et de détail	28 novembre 1973	11 janvier 1974
	18 janvier 1974	14 février 1974
	22 avril 1974	11 mai 1974
	22 avril 1974	11 juillet 1974
	4 octobre 1974	30 novembre 1974
— installations électriques, etc...	11 octobre 1974	3 décembre 1974
	16 octobre 1974	7 décembre 1974
— ponts et charpentes	29 janvier 1974	1er mars 1974
	27 février 1974	19 avril 1974
	1er août 1974	3 octobre 1974
Couture pour dames	5 décembre 1973	15 janvier 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Cuirs et peaux	4 décembre 1973	29 janvier 1974
	29 janvier 1974	21 mars 1974
Fourrures et peaux en poil		
— apprêt et teinture de peaux de lapin	25 janvier 1974	16 mars 1974
	20 juin 1974	20 juillet 1974
	20 juin 1974	5 septembre 1974
— couperies de poils	14 septembre 1973	8 janvier 1974
	20 septembre 1974	10 décembre 1974
Garages (entreprises)	8 novembre 1973	10 janvier 1974
	18 janvier 1974	19 février 1974
	9 avril 1974	30 mai 1974
	22 avril 1974	30 mai 1974
	7 octobre 1974	13 novembre 1974
Grands magasins	8 novembre 1973	18 janvier 1974
	18 janvier 1974	5 mars 1974
	20 juin 1974	14 septembre 1974
Horticulture (entreprises)	11 juin 1974	12 juillet 1974
	24 juin 1974	12 juillet 1974
	11 juin 1974	24 octobre 1974
	12 août 1974	24 octobre 1974
Lin (préparation du)	8 juillet 1974	18 septembre 1974
Maîtres tailleurs et tailleuses	22 avril 1974	13 juin 1974
Matières premières	25 janvier 1974	9 février 1974
	25 janvier 1974	20 février 1974
	25 janvier 1974	22 février 1974
Nettoyage et désinfection (entreprises)	25 septembre 1974	15 novembre 1974
Papier et carton	7 janvier 1974	5 février 1974
	12 août 1974	14 septembre 1974
	12 août 1974	30 octobre 1974
Pharmacies	20 décembre 1973	18 janvier 1974
Ports (Zeebrugge)	20 septembre 1974	26 octobre 1974
Poterie en terre commune	14 mai 1974	11 octobre 1974
Réparation de navires	4 novembre 1974	20 décembre 1974
Sacs en jute	14 mai 1974	20 juin 1974
Services de santé	7 mars 1974	27 mars 1974
Tabac (industrie)	6 août 1973	17 janvier 1974
	20 septembre 1974	12 octobre 1974
	4 octobre 1974	6 novembre 1974
	4 octobre 1974	21 novembre 1974
	11 octobre 1974	28 novembre 1974
Textile et bonneterie	7 janvier 1974	13 février 1974
Textile (Verviers)	4 octobre 1974	27 novembre 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Transports		
— autocars	5 février 1974	18 avril 1974
— déménagement	26 février 1974	18 avril 1974
— transport de choses	25 mars 1974	30 mai 1974
Travaux techniques agricoles et horticoles	18 février 1974	30 avril 1974
Verrerie	30 octobre 1973	22 janvier 1974
	5 février 1974	4 mai 1974
	15 mai 1974	21 juin 1974
	18 avril 1974	29 août 1974

SALAIRES MINIMA

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires, concernant les salaires minima des ouvriers et ouvrières.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Agriculture	25 janvier 1974	5 mars 1974
Alimentation (industrie)		
— abattoirs	25 janvier 1974	15 mars 1974
	12 août 1974	17 octobre 1974
— amidonneries de riz et de maïs, glucoseries, maïseries et féculeries	24 avril 1974	31 mai 1974
— biscotteries	18 avril 1974	1er juin 1974
— biscuiterie, spéculoos, pain azyme et pain d'épices	22 avril 1974	31 mai 1974
— boulangerie industrielle	24 avril 1974	18 juin 1974
— brasseries	25 janvier 1974	21 février 1974
— candiseries	22 avril 1974	5 juin 1974
— chocolaterie, confiserie et pâtes à tartiner	25 avril 1974	11 juillet 1974
— condiments	22 avril 1974	10 juillet 1974
— conserves de viande, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viande	14 mai 1974	25 juin 1974
	14 mai 1974	30 août 1974
— crème glacée	25 avril 1974	25 juin 1974
— dérivés de céréales, pâtes alimentaires et rizeries	25 janvier 1974	23 février 1974
— fondoirs de graisse	5 septembre 1974	29 octobre 1974
— industrie des boissons	14 mai 1974	26 juin 1974
	14 mai 1974	30 août 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
— industrie du froid	14 mai 1974	28 août 1974
— industrie des fruits	25 janvier 1974	23 février 1974
	1er août 1974	16 octobre 1974
— industrie des légumes	12 août 1974	26 octobre 1974
— industrie du poisson	24 avril 1974	13 juin 1974
— levureries et distilleries	14 mai 1974	28 août 1974
— malteries	18 janvier 1974	8 février 1974
— pâtisserie industrielle	22 avril 1974	31 mai 1974
— torréfaction de café	15 mai 1974	27 août 1974
— vinaigreries	5 octobre 1973	4 janvier 1974
	25 avril 1974	15 juin 1974
Alimentation (commerce)		
— bières et eaux de boisson	18 janvier 1974	15 février 1974
— pâtisseries artisanales	26 février 1974	23 avril 1974
	27 février 1974	1er mai 1974
	27 février 1974	19 juillet 1974
— travail de la viande	28 mai 1974	27 juillet 1974
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	14 mars 1974	27 mars 1974
	25 mars 1974	26 juin 1974
	18 avril 1974	7 juin 1974
Chimie (industrie)	1er août 1974	1er octobre 1974
Diamant (industrie + commerce)	26 septembre 1974	15 novembre 1974
	8 juillet 1974	8 août 1974
Pêche maritime	21 décembre 1973	25 janvier 1974
	24 avril 1974	6 juin 1974
Transport		
— autobus	25 janvier 1974	13 mars 1974
	9 avril 1974	8 juin 1974
	4 juin 1974	30 juillet 1974
	12 août 1974	14 novembre 1974
— autocars	26 août 1974	18 octobre 1974
— déménagement	26 février 1974	18 avril 1974
	11 juin 1974	30 juillet 1974
— garages des entreprises de transport	5 février 1974	19 avril 1974
— taxis et taxis-camionnettes	4 juin 1974	30 juillet 1974
— transport de choses et de messageries	22 novembre 1973	12 janvier 1974
	20 février 1974	30 avril 1974

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires concernant le rattachement des salaires des ouvriers et ouvrières à l'indice des prix à la consommation.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Alimentation (industrie)	20 août 1973	12 mars 1974
Alimentation (commerce)	28 mai 1974	27 juillet 1974
Batellerie	4 janvier 1974	30 janvier 1974
	12 août 1974	17 septembre 1974
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	29 mars 1974	9 avril 1974
Combustibles (commerce des)	1er avril 1974	6 juin 1974
Lin (préparation du)	24 juin 1974	31 octobre 1974
Papier et carton	28 mai 1974	3 juillet 1974
Sacs en jute	24 avril 1974	6 juin 1974
Transport		
— transport de choses et messageries	20 février 1974	30 avril 1974
	22 novembre 1974	12 janvier 1975
— déménagement	26 février 1974	18 avril 1974
	11 juin 1974	30 juillet 1974
Verrerie	7 mai 1974	15 août 1974

RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS

Par arrêtés royaux des 14 mars 1974 (« Moniteur belge » du 1er mai 1974), 19 juillet 1974 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1974) et 12 août 1974 (« Moniteur belge » du 8 octobre 1974), est rendue obligatoire la convention collective de travail du 14 décembre 1973, conclue au sein de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés, fixant l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des employés utilisant les transports publics en commun, les conditions de travail et de rémunération et les modalités d'utilisation des crédits d'heures.

L'arrêté royal du 11 janvier 1974 rend obligatoire la convention collective de travail, conclue le 28 juin 1973 au sein du Conseil national du travail, relative à l'octroi d'un salaire mensuel garanti à certains employés en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle (« Moniteur belge » du 26 janvier 1974).

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires une série de conventions :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Agents de change		
— durée de travail	25 avril 1974	2 août 1974
— jours de vacances supplémentaires	15 mai 1974	2 août 1974
— conditions de travail et de rémunération	28 mai 1974	6 août 1974
Alimentation (commerce)		
— conditions de travail et de rémunération	20 décembre 1973	2 février 1974
Chimie (industrie)		
— crédits d'heures	9 avril 1974	11 juin 1974
Commerce de détail indépendant		
— durée de travail	25 janvier 1974	14 février 1974
Carrières		
— crédits d'heures	19 août 1974	4 octobre 1974
Habillement (confection)		
— jours et vacances supplémentaires	1er juillet 1974	20 septembre 1974
L'importation, l'exportation, le transit, le commerce extérieur et les bureaux maritimes et d'expédition		
— frais de transport	4 novembre 1974	31 décembre 1974
Magasins d'alimentation à succursales multiples		
— conditions de travail et de rémunération	25 janvier 1974	14 mars 1974
Notariat (employés du)		
— conditions de travail et de rémunération	20 décembre 1973	7 mars 1974
Sidérurgie		
— crédits d'heures	19 août 1974	4 octobre 1974

Statistiques

GÉNÉRALITÉS

Le « Moniteur belge » du 2 octobre 1974 publie l'arrêté royal du 29 mars 1974 : prescrivant une enquête statistique annuelle par sondage concernant l'activité des entreprises de transport de personnes et/ou de marchandises par route pour compte de tiers.

Le « Moniteur belge » du 17 avril 1974 publie l'arrêté royal du 21 janvier 1974 : modifiant les arrêtés royaux et ministériels prescrivant des statistiques annuelles de la production industrielle (« Moniteur belge » du 14 avril 1974).

Les statistiques officielles sont publiées dans les divers bulletins de l'I.N.S.

AGRICULTURE

Les « Statistiques agricoles » publient tous les deux mois des statistiques mensuelles et trimestrielles concernant l'agriculture, et, de temps à autre, des statistiques plus vastes concernant une ou plusieurs années; ainsi en 1974 :

— recensement général de l'agriculture et des forêts en 1970 (nos 1-2 et 7-8);

— une estimation de la production agricole - année culturale 1972-1973 (nos 1-2);

— recensement agricole et horticole au 15 mai 1973 (nos 1-2) et au 1er décembre 1973 (nos 3-4);

— le stock de bois au 31 décembre 1973.

Le « Bulletin de statistique » a aussi publié des renseignements sur le verger belge en pommiers, poiriers et pêchers (n° 4).

COMMERCE

Les « Statistiques du commerce » publient six fois l'an des données mensuelles et trimestrielles concernant tant le commerce extérieur qu'intérieur. Les séries annuelles ou semestrielles suivantes y ont également paru :

— les stocks de charbon domestique détenus par les commerçants disposant d'une capacité de stockage de 200 tonnes et plus;

— situation au 30 juin 1973 (nos 1-2 et 8-9);

— statistique de l'exploitation des salles de cinéma - Année 1972 (nos 1-2 et 10-11 et 12);

— statistique des stocks de vins détenus par les commerçants au 31 août 1973 (nos 4-5);

— statistique du tourisme et de l'hôtellerie - Saison touristique 1973 (nos 4-5 et 6-7);

— statistique du commerce ambulant au 1er janvier 1974 (nos 4-5);

— statistique des ventes et des prêts à tempérament et des prêts personnels ou prêts sous signature - Deuxième semestre 1973 (nos 6-7);

— statistique annuelle du commerce de gros en produits alimentaires et boissons - Années 1970-1971 (nos 6-7);

— Points de vente de carburants pour véhicules à moteur 1971-1973 (nos 8 et 9);

— chiffre d'affaires - Année 1973 (nos 10-11 et 12).

Les séries suivantes ont paru au « Bulletin de Statistique » :

— évolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. - Résultats d'octobre 1973 (no 2);

— le commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1973 (no 4);

— statistique du tourisme et de l'hôtellerie - Saison 1973 (no 5);

— les vacances de la population belge en 1972 (no 10).

EMPLOI, SALAIRES ET PRIX

Dans le « Bulletin Statistique » sont publiés des séries statistiques et des enquêtes concernant :

— l'évolution des salaires des ouvriers masculins majeurs de l'industrie en 1973 (no 1);

— les bilans de main-d'œuvre et mouvement des migrants alternants - Comparaison des résultats des recensements de la population au 31 décembre 1961 et 1970 (no 3);

— les nouvelles données sur l'emploi dans quelques secteurs des transports, du commerce et des services financiers (nos 6-7);

— l'évolution des gains dans l'industrie depuis octobre 1972 (no 10);

— l'évolution des gains horaires bruts des ouvriers de l'industrie depuis 1966 (nos 11-12).

FINANCES

Les numéros 1, 2, 8, 9, 11 et 12 du « Bulletin statistique » pour 1974 analysaient :

— les données d'épargne et placements des sociétés privées hypothécaires, d'épargne et de capitalisation 1969-1972 (no 1);

— les déclarations à l'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 1970 - Répartition des revenus d'après leur nature et le groupe socio-professionnel du déclarant (no 2);

— quelques données complémentaires sur la répartition des revenus selon la statistique fiscale des exercices 1968 et 1970 (nos 8-9) ;

— les revenus imposables des personnes physiques et leur répartition régionale selon le niveau du revenu - Exercice d'imposition 1972 (nos 11 et 12).

Tous les mois, le Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones fait publier au « Moniteur belge » un bref compte-rendu des opérations aux Chèques Postaux.

Mois concerné	*Date de publication au « Moniteur belge »*
décembre 1973	17 janvier 1974
janvier 1974	27 février 1974
février 1974	27 mars 1974
mars 1974	24 avril 1974
avril 1974	21 mai 1974
mai 1974	20 juin 1974
juin 1974	30 juillet 1974
juillet 1974	27 août 1974
septembre 1974	23 octobre 1974
octobre 1974	23 novembre 1974
novembre 1974	3 janvier 1975
décembre 1974	25 janvier 1975

La Banque Nationale de Belgique publie tous les mois un état de la situation globale des banques en Belgique.

Situation en fin de mois	*Date de publication au « Moniteur belge »*
janvier 1974	21 mars 1974
février 1974	20 avril 1974
mars 1974	18 mai 1974
avril 1974	15 juin 1974
mai 1974	12 juillet 1974
juin 1974	20 août 1974
juillet 1974	21 septembre 1974
août 1974	12 octobre 1974
septembre 1974	15 novembre 1974
octobre 1974	12 décembre 1974
novembre 1974	14 janvier 1975
décembre 1974	20 février 1975

Des statistiques annuelles de production ont été publiées en 1974 dans la collection « Statistiques industrielles », elles se rapportent aux années et industries suivantes :

— 1970 : industrie de la transformation des matières plastiques (nos 1-2) ; houillères et leurs centrales électriques (années 1970 et 1971, nos 7-8) ;

— 1971 : industrie des biscuits, biscottes et pains d'épice; industrie du chocolat et de la confiserie; industrie des glaces, sorbets et crèmes glacées; brasseries, brasseries-malteries, malteries; industries chimiques; industrie du caoutchouc; industrie du papier et du carton; établissements producteurs; industrie de la transformation du papier et du carton; industrie de l'impression : A. Impression, brochage, reliure; B. Impression de quotidiens et d'hebdomadaires; industrie du transport et de la distribution publique du gaz par canalisation; sidérurgie; industrie des métaux non ferreux; montage de constructions métalliques (nos 3-4) ; sucreries, raffineries de sucre et fabriques de sucre inverti; fabrication de boissons diverses; industrie de la fourrure et de la peau en poils : A. Couperies; B. Apprêt, teinture, lustrage de fourrures; industrie du peignage de la laine; filature de la laine cardée et de la laine pour couvertures; fabrications de rubans, tresses, passementeries, bolducs et articles similaires; industrie de la bonneterie; industrie de l'eau; industrie de la terre cuite (nos 3-4) fabrication de préparations et de conserves de viande; conserves de légumes; boulangeries, boulangeries-pâtisseries, pâtisseries; fabrication d'aliments composés pour animaux; industrie de la tannerie; industrie de la chaussure et de la pantoufle; industrie de la valorisation des mitrailles ferreuses et des vieux métaux (nos 5-6) ; industrie de la ganterie, de la maroquinerie et des autres articles et cuir (nos 7-8) ; industrie du savon, des détergents de synthèse, des produits d'entretien, des parfums et des produits de beauté; industrie des produits pharmaceutiques; industrie du vêtement et de la confection; industrie du raffinage du pétrole; industrie des fabrications métalliques; industrie de la construction (nos 9-10) ; industrie de la transformation des matières plastiques (nos 11-12) ;

— 1972 : confitureries, siroperies, fabriques de conserves de fruits et industries connexes; industrie du travail des grains; fabriques de chicorée; recensement des installations et moyens de transport frigoriques; industrie transformatrice du bois et des industries connexes (nos 7-8) ; industrie des pâtes alimentaires; distilleries d'alcool et levureries; industrie du lavage et du carbonisage de la laine; industrie du peignage de la laine; filature de jute; filature de fibres dures; industrie du feutre; fabrication d'ouate; utilisation de l'eau dans l'industrie; industrie du raffinage du pétrole (nos 9-10) ;

industrie des huiles végétales et animales (+ investissements); industrie de la margarine; industrie du papier et du carton; industrie de la fourrure et de la peau en poil; fabrique d'agglomérés de houille; industrie du béton préparé (nos 11-12).

Dans le « Bulletin de Statistique » on lira la série ci-après :

— les autorisations de bâtir et des bâtiments commencés (n° 1);

— l'industrie céramique de 1957 à 1972 (n° 1);

— les carrières et leurs industries connexes de 1955 à 1972 (nos 6-7);

— l'industrie de la terre cuite de 1955 à 1972 (nos 8-9).

— 1973 : statistique annuelles de la production (nos 11-12).

POPULATION ET LOGEMENT

Concernant la population et le logement, les statistiques suivantes ont été publiées dans le « Bulletin de Statistique » :

— quelques résultats du recensement de la population au 31 décembre 1970 - Structure par âge, population active, taux d'activité selon l'âge, population active de nationalité étrangère (n° 1);

— analyse biométrique de la mortalité infantile en Belgique 1946-1970 (n° 5);

— les migrations intérieures par provinces et régions linguistiques de 1965 à 1971 (n° 5);

— le mouvement de la population en 1973 (n° 6 et 7);

— évolution de la population scolaire de 1966-67 à 1971-72 (n° 10);

— quelques résultats du recensement général des logements au 31 décembre 1970; comparaison avec le rencensement général des logements au 31 décembre 1961 (nos 11-12).

STATISTIQUE RÉGIONALE ET MÉTHODE STATISTIQUE

Le « Bulletin de Statistique » a publié les données suivantes :

— orientation à l'exportation des différentes provinces et régions linguistiques en 1969 et 1970 - Livraisons à l'étranger par branche d'activité et par région linguistique (n° 4);

— à propos d'ajustement makehamiens d'une table de mortalité (nos 11-12).

La publication « Statistiques des Transports » fournit des statistiques semestrielles et annuelles sur :

— les vélos, les vélomoteurs et les motocyclettes légères - Année 1973 (nos 3-4) ;

— les véhicules à moteur neufs mis en circulation - Année 1973 (nos 5, 6 et 7) ;

— les véhicules à moteur d'occasion mis en circulation - Année 1973 (nos 5, 6 et 7) ;

— le nombre de détenteurs d'appareils de radio et de télévision - Année 1973 (nos 5, 6 et 7) ;

— le nombre d'abonnés au téléphone et nombre de communications - Année 1973 (nos 8-9) ;

— les accidents de roulage et de la circulation sur la voie publique - Année 1972 (nos 8-9) ;

— les transports routiers de marchandises effectués par les véhicules belges d'une charge utile d'au moins une tonne en 1972 (nos 8-9) ;

— le trafic postal (1972-1973) (nos 10-11) ;

— la S.N.C.B. (1973) (nos 10-11) ;

— les véhicules à moteur au 1er août 1973 (nos 10-11) ;

— la navigation intérieure (1973) ;

— mode de transport des marchandises à l'importation - l'exportation et au transit dans l'U.E.B.L. - 1972.

Tourisme

La circulaire ministérielle relative à l'implantation de caravanes en zone rurale du 8 janvier 1974, est publiée dans le « Moniteur belge » du 28 février 1974.

L'arrêté royal relatif au camping du 13 février 1974, modifie celui du 29 octobre 1971 (« Moniteur belge » du 23 février 1974).

Transports et communications

NAVIGATION INTÉRIEURE

Le « Moniteur belge » du 13 février 1974 publie l'arrêté ministériel du 29 janvier 1974 modifiant les conditions d'application des barèmes des frets de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

Le « Moniteur belge »du 5 mars et celui du 10 août 1974 publient les arrêtés ministériels du 7 février 1974 et du 25 juillet 1974 relatifs aux frets et prix de location pour tout contrat d'affrètement ou de location conclu à l'intervention de l'O.R.M.I.

Le « Moniteur belge » du 9 mars 1974 publie l'arrêté royal du 8 février 1974 concernant le délai de starie et taux des surestaries en matière d'affrètement fluvial.

Le « Moniteur belge » du 26 mars 1974 publie l'arrêté ministériel du 11 mars 1974 modifiant les conditions d'application des barèmes des frets de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

Le « Moniteur belge » du 3 août 1974 publie l'arrêté ministériel du 24 juin 1974 portant le règlement du personnel du Port autonome de Liège.

Le « Moniteur belge » du 11 septembre 1974 publie l'arrêté ministériel du 10 juillet 1974 relatif aux redevances dues à l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

NAVIGATION MARITIME

Le « Moniteur belge » du 28 mars 1974 publie la loi du 23 janvier 1974 portant approbation de l'accord maritime entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, du protocole et de l'échange de lettres, signés à Bruxelles, le 17 novembre 1972.

NAVIGATION RHENANE

Deux arrêtés royaux des 8 et 17 janvier 1974 permettent l'application de l'article 1erbis du règlement de visite des bâtiments et radeaux du Rhin (« Moniteur belge » des 5 février et 14 février 1974).

Le « Moniteur belge » du 20 février 1974 publie l'arrêté royal du 15 janvier 1974 relatif à l'application de l'article 3 du règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (A.D.M.R.).

ROUTES ET CHEMINS DE FER

Les annexes A et B de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.), faites à Genève le 30 septembre 1957, ont été amendées (« Moniteur belge » du 9 janvier 1974 et du 13 décembre 1974).

Les arrêtés royaux du 25 janvier 1974, du 25 février et du 13 juin 1974 modifient l'arrêté royal du 25 septembre 1968 relatif à la licence d'apprentissage et au permis de conduire (« Moniteur belge » du 8 février et du 16 mars 1974).

L'arrêté royal du 29 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 10 mars 1971 déterminant les conditions auxquelles doivent répondre les ceintures de sécurité (« Moniteur belge » du 19 avril 1974).

L'arrêté royal du 29 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 15 mars 1968, portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques (« Moniteurs belge » du 19 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 11 avril 1974 pris par application de l'article 2 de l'arrêté royal du 29 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques (« Moniteur belge » du 24 avril 1974).

L'arrêté ministériel du 10 juin 1974 fixe le taux des redevances à percevoir par les organismes agréés pour l'inspection automobile (« Moniteur belge » du 13 juin 1974).

L'arrêté ministériel du 9 juillet 1974 modifie les conditions réglementaires générales pour le transport des voyageurs sur les lignes de la S.N.C.V. (« Moniteur belge » du 26 juillet 1974).

L'arrêté royal du 10 octobre 1974 porte règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques (« Moniteur belge » du 15 novembre 1974).

L'arrêté royal du 25 novembre 1974 modifie l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules automoteurs (« Moniteur belge » du 28 novembre 1974).

L'arrêté ministériel du 25 novembre 1974 modifie l'arrêté ministériel du 30 août 1967 déterminant le modèle des marques et certificats d'immatriculation ainsi que des attestations à produire pour obtenir l'immatriculation d'un véhicule automoteur (« Moniteur belge » du 28 novembre 1974 et « Moniteur belge » du 4 décembre 1974).

L'arrêté royal du 23 décembre 1974 modifie l'arrêté royal du 8 novembre 1973 limitant la vitesse des véhicules automoteurs sur la voie publique (« Moniteur belge » du 28 décembre 1974).

Le « Moniteur belge » du 24 décembre 1974 publie les dispositions complémentaires (D.C.U.) à la convention internationale concernant les transports des marchandises des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C.I.M.).

Le « Moniteur belge » du 31 décembre 1974 publie la loi relative aux services de taxis du 27 décembre 1974.

TRANSPORTS AÉRIENS

Le « Moniteur belge » du 22 janvier 1974 publie l'arrêté ministériel du 4 janvier 1974 modifiant l'arrêté ministériel du 23 juin 1969, portant réglementation des licences civiles de pilote d'avions.

Le « Moniteur belge » du 26 février 1974 publie l'arrêté ministériel du 28 janvier 1974 modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 1972 fixant les redevances à percevoir par la Régie des Voies aériennes.

Le « Moniteur belge » du 9 avril 1974 publie l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Malaisie, relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, ainsi que son annexe, signés à Kuala-Lumpur le 29 avril 1967 - Dénonciation le 29 mars 1973.

Le « Moniteur belge » du 19 avril 1974 publie l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Malaisie, relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà et son annexe, signés à Kuala-Lumpur le 26 février 1974.

Le « Moniteur belge » du 20 juin 1974 publie l'arrêté ministériel du 14 mai 1974 concernant la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (« Moniteur belge » du 20 juin 1974).

« Le Moniteur belge » du 24 juillet 1974 publie l'arrêté royal du 12 juin 1974 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne (« Moniteur belge » du 24 juillet 1974).

Travail (Voir aussi Prévoyance sociale et Salaires)

CHOMAGE

L'arrêté royal du 13 mars 1974 fixe, pour l'année 1974, le montant, les modalités et les délais de paiement des cotisations dues par les employeurs au fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture des entreprises (« Moniteur belge » du 28 mars 1974).

L'arrêté royal du 12 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 20 septembre 1967, portant exécution des articles 3, alinéa 4, 5, 15, alinéa 2, et 17 de la loi du 28 juin 1966, relatifs à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (« Moniteur belge » du 26 mars 1974).

L'arrêté royal du 13 mars 1974 modifie l'arrêté royal du 18 janvier 1973 déterminant les conditions dans lesquelles le comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises peut renoncer au recouvrement, à charge des travailleurs, des indemnités, rémunérations et pécules de vacances payés indûment (« Moniteur belge » du 23 mars 1974).

Deux arrêtés royaux du 1er août 1974 modifient l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (« Moniteur belge » du 2 octobre 1974 et du 15 octobre 1974).

L'arrêté ministériel du 2 août 1974 modifie l'article 83quater de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (« Moniteur belge » du 2 octobre 1974).

L'arrêté royal du 27 février 1974 modifie l'arrêté royal du 18 janvier 1973 déterminant les conditions dans lesquelles le comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises peut renoncer au recouvrement, à charge des travailleurs, des indemnités de licenciement payées indûment (« Moniteur belge » du 11 avril 1974).

L'arrêté royal du 22 avril 1974 rend obligatoire la convention collective de travail du 5 décembre 1973, conclue au sein de la Commission paritaire nationale de l'industrie chimique, fixant des indemnités complémentaires de chômage et des indemnités en cas de licenciement (« Moniteur belge » du 11 juin 1974).

Un arrêté royal du 24 juin 1974 rend également obligatoire la convention de travail du 25 mars 1974 conclue au sein de la Commission paritaire de la préparation du lin concernant les petits chômages (« Moniteur belge » du 18 juillet 1974).

COMMISSIONS PARITAIRES

L'arrêté royal du 5 février 1974 institue certaines commissions et fixe leur dénomination et leur compétence (« Moniteur belge » du 9 avril 1974).

Les arrêtés royaux suivants instituent certaines Commissions paritaires et fixent leur dénomination et leur compétence :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Céramique	9 avril 1974	1er juin 1974
Cimenterie	4 juin 1974	14 juin 1974
	4 juin 1974	30 juillet 1974
Employés	4 novembre 1974	19 décembre 1974
Entreprises de pompes funèbres	20 septembre 1974	26 octobre 1974
Fourrure et peau en poil	12 novembre 1974	12 décembre 1974
Garages	1er juillet 1974	30 octobre 1974
Imprimeries	26 mars 1974	1er mai 1974
Maisons d'éducation et d'hébergement	12 août 1974	10 septembre 1974
Ports	12 août 1974	10 septembre 1974
Récupération des matières premières	5 septembre 1974	3 octobre 1974
Travailleurs	4 novembre 1974	7 décembre 1974

L'arrêté royal du 1er juillet 1974 modifie l'arrêté royal du 26 mars 1974 instituant la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux et fixant sa dénomination et sa compétence (« Moniteur belge » du 30 octobre 1974).

L'arrêté royal du 11 juin 1974 modifie l'arrêté royal du 12 janvier 1973, instituant la Commission paritaire des ports et fixant sa dénomination et sa compétence (« Moniteur belge » du 13 juillet 1974).

L'arrêté royal du 4 octobre 1974 modifie l'arrêté royal du 12 août 1974 instituant des sous-commissions paritaires pour des ports, fixant leur dénomination et leur compétence et en fixant leur nombre de membres (« Moniteur belge » du 19 novembre 1974).

CONDITIONS DE TRAVAIL

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des commissions paritaires concernant la fixation des conditions de travail.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Agents de change	28 mai 1974	6 août 1974
Alimentaire (commerce)	20 décembre 1973	2 février 1974
Alimentaire (industrie)	18 janvier 1974	20 février 1974
	25 janvier 1974	21 février 1974
Assurances	25 janvier 1974	20 mars 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Banques	5 septembre 1974	20 décembre 1974
Batellerie	4 janvier 1974	30 janvier 1974
	1er août 1974	11 septembre 1974
	12 août 1974	17 septembre 1974
Bois (industrie)	25 septembre 1974	25 décembre 1974
Carrières	28 novembre 1973	23 janvier 1974
	3 octobre 1973	15 janvier 1974
	10 décembre 1973	23 janvier 1974
	18 janvier 1974	22 février 1974
	25 janvier 1974	22 février 1974
	4 octobre 1974	9 novembre 1974
Céramique	26 septembre 1973	18 janvier 1974
	22 mai 1974	13 juillet 1974
	1er juillet 1974	10 septembre 1974
	8 juillet 1974	10 septembre 1974
	8 juillet 1974	12 septembre 1974
Chimie	18 janvier 1974	8 février 1974
	25 janvier 1974	8 février 1974
Cinéma	24 juin 1974	7 août 1974
Coiffures et soins de beauté	12 août 1974	3 octobre 1974
	25 septembre 1974	29 octobre 1974
Combustibles (commerce)	25 janvier 1974	14 février 1974
Commerce de détail indépendant	4 juin 1974	5 septembre 1974
Construction	20 février 1974	19 avril 1974
Construction métallique, mécanique et électrique	18 janvier 1974	14 février 1974
	18 janvier 1974	19 février 1974
	18 janvier 1974	8 mars 1974
	22 avril 1974	11 mai 1974
— carrosseries	22 avril 1974	11 mai 1974
— horlogerie, bijouterie	22 avril 1974	11 mai 1974
— installations électriques	11 octobre 1974	3 décembre 1974
— ponts et charpentes	27 février 1974	19 avril 1974
	4 juin 1974	3 octobre 1974
— transformation des métaux	18 février 1974	7 mai 1974
	4 juin 1974	3 octobre 1974
Coutures pour dames	5 décembre 1974	15 janvier 1974
Cuirs et peaux	29 janvier 1974	21 mars 1974
Employés	19 juillet 1974	1er octobre 1974
Fourrure et peau en poil	14 septembre 1973	8 janvier 1974
	25 janvier 1974	16 mars 1974
	20 juin 1974	20 juillet 1974
	20 septembre 1974	10 décembre 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Garage (entreprise)	18 janvier 1974	19 février 1974
	22 avril 1974	30 mai 1974
Horticoles (entreprises)		
— fructiculture	24 juin 1974	12 juillet 1974
Hôtellerie	24 avril 1974	13 septembre 1974
Industrie transformatrice du bois	25 janvier 1974	14 mars 1974
Lin (préparation du)	8 juillet 1974	18 septembre 1974
Maîtres tailleurs et tailleuses	22 avril 1974	13 juin 1974
Nettoyage et désinfection (entreprises)	25 septembre 1974	15 novembre 1974
Notariat (employés du)	20 décembre 1973	7 mars 1974
Papier et carton	7 janvier 1974	5 février 1974
	12 août 1974	14 septembre 1974
	12 août 1974	30 octobre 1974
Pêche maritime	14 mai 1974	15 juin 1974
Pharmacies	20 décembre 1973	18 janvier 1974
Poterie en terre commune	14 mai 1974	11 octobre 1974
Produits alimentaires (industrie)	25 janvier 1974	14 mars 1974
Récupération des matières premières	25 janvier 1974	9 février 1974
	25 janvier 1974	22 février 1974
Sacs en jute (commerce)	14 mai 1974	20 juin 1974
Services de santé	7 mars 1974	27 mars 1974
Tabac	6 août 1973	17 janvier 1974
	11 octobre 1974	28 novembre 1974
Transport	25 janvier 1974	13 mars 1974
— autobus (public)	9 avril 1974	8 juin 1974
	12 août 1974	14 novembre 1974
— autobus (spécial)	4 juin 1974	30 juillet 1974
— autocars	26 août 1974	18 octobre 1974
— déménagements	26 février 1974	18 avril 1974
	11 juin 1974	30 juillet 1974
— transport de choses	25 mars 1974	30 mai 1974
Travaux techniques agricoles et horticoles	18 février 1974	30 avril 1974
Verrerie	3 octobre 1974	22 janvier 1974
	5 février 1974	4 mai 1974
	18 avril 1974	29 août 1974
	15 mai 1974	21 juin 1974

Par arrêté royal du 28 décembre 1973, les crédits d'heures sont étendus aux travailleurs qui suivent certains cours dans l'enseignement des arts plastiques à horaire réduit, dénommé enseignement artistique de promotion socio-culturelle (« Moniteur belge » du 17 janvier 1974).

Un autre arrêté royal du 28 décembre 1973 étend également les crédits d'heures aux travailleurs qui suivent les cours d'agriculture, organisés conformément à l'arrêté royal du 4 juillet 1961, réglant l'organisation de cours d'agriculture, d'horticulture et d'économie domestique rurale (« Moniteur belge » du 17 janvier 1974).

Aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale, une indemnité de promotion sociale est accordée (Arrêté royal du 28 décembre 1973, « Moniteur belge » du 12 février 1974).

L'arrêté ministériel du 9 janvier 1974 concerne l'introduction de la demande d'octroi d'une indemnité de promotion sociale par les travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale (« Moniteur belge » du 7 mars 1974).

L'arrêté royal du 7 octobre 1974, étendant les crédits d'heures aux travailleurs qui suivent des cours de niveau universitaire, de type long et de plein exercice, dispensés le soir dans des établissements d'enseignement supérieur, a paru au « Moniteur belge » du 15 octobre 1974.

L'arrêté royal du 4 novembre 1974 modifie l'arrêté royal du 24 avril 1973 d'exécution de la loi du 10 avril 1973, accordant des crédits d'heures aux travailleurs en vue de leur promotion sociale (« Moniteur belge » du 24 décembre 1974).

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des commissions paritaires concernant les crédits d'heures.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Assurances	25 avril 1974	3 août 1974
Banques	25 mars 1974	17 avril 1974
Briqueteries	9 avril 1974	7 juin 1974
Céramique	18 avril 1974	8 juin 1974
Chimie	9 avril 1974	21 mai 1974
Cimenterie	4 novembre 1974	21 décembre 1974
Coiffures et soins de beauté	4 octobre 1974	20 novembre 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Construction métallique, mécanique et électrique	1er mars 1974	1er mai 1974
Courtiers et agents	15 mai 1974	13 septembre 1974
Employés	12 août 1974	8 octobre 1974
— carrières de pierres de taille	19 août 1974	4 octobre 1974
— chimie	9 avril 1974	21 mai 1974
— habillement et confection	1er juillet 1974	16 juillet 1974
— pétrole (industrie et commerce)	25 juillet 1974	9 novembre 1974
— sidérurgie	9 avril 1974	6 juin 1974
Garages	14 mars 1974	17 avril 1974
Imprimerie	9 avril 1974	21 mai 1974
Métaux non ferreux	19 août 1974	5 novembre 1974
Pétrole (industrie et commerce)	25 avril 1974	11 juin 1974
Pharmacies	25 septembre 1974	30 octobre 1974
Poterie en terre commune	14 mai 1974	22 juin 1974
Prêts et épargne	14 mai 1974	27 août 1974
Récupération des matières premières	26 août 1974	5 novembre 1974
Sidérurgie	11 juin 1974	1er août 1974
Tabac	4 juin 1974	17 juillet 1974
Verrerie	4 octobre 1974	19 novembre 1974

DURÉE DU TRAVAIL

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des commissions paritaires nationales, concernant la durée du travail.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Abattoirs	3 décembre 1974	25 décembre 1974
Agents de change	25 avril 1974	2 août 1974
Agriculture	18 janvier 1974	31 janvier 1974
Alimentaire (commerce)	25 janvier 1974	22 février 1974
— boulangeries et pâtisseries	22 mars 1974	29 mai 1974
Alimentaire (industries)	28 novembre 1973	26 janvier 1974
	28 mai 1974	14 juin 1974
	20 septembre 1974	8 octobre 1974
— biscuiteries et biscotteries	26 février 1974	27 mars 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
— brasseries	22 novembre 1973	9 janvier 1974
	5 septembre 1974	17 octobre 1974
— candiseries	24 avril 1974	18 juin 1974
— eaux de boisson et limonades	1er août 1974	28 septembre 1974
— glucoseries, maïseries et féculeries	26 février 1974	27 mars 1974
— meuneries	24 avril 1974	10 juillet 1974
— torréfaction du café	7 mars 1974	30 mars 1974
Assurances (entreprises d')	8 novembre 1973	22 janvier 1974
Banques	20 septembre 1974	9 octobre 1974
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	25 mars 1974	4 mai 1974
	22 mai 1974	22 juin 1974
Chimie	4 décembre 1973	2 février 1974
	25 septembre 1974	5 novembre 1974
Combustibles (commerce)	1er avril 1974	10 mai 1974
Commerce de détail	25 janvier 1974	14 février 1974
Construction	14 mai 1974	30 octobre 1974
	28 mai 1974	14 juin 1974
	28 mai 1974	22 juin 1974
Construction métallique, mécanique et électrique		
— installations électriques	28 novembre 1973	29 janvier 1974
	11 octobre 1974	4 décembre 1974
Fourrure et peau en poil	24 juin 1974	16 juillet 1974
Habillement et confection	7 mars 1974	1er mai 1974
Horticoles (entreprises)		
— arboriculture	11 juin 1974	24 octobre 1974
— floriculture	28 mai 1974	12 juillet 1974
Hôtellerie	18 octobre 1973	19 janvier 1974
Import, export, transit	24 avril 1974	7 juin 1974
Imprimeries	7 février 1974	27 février 1974
Industrie et commerce de produits pétroliers	25 mars 1974	3 mai 1974
Lin (préparation du)	24 juin 1974	2 août 1974
Nettoyage et désinfection (entreprises)	12 août 1974	3 octobre 1974
Pêche maritime	22 novembre 1973	24 janvier 1974
Pharmacies	18 janvier 1974	16 février 1974
Poterie en terre commune	22 mars 1974	12 avril 1974
Récupération des matières premières	1er février 1974	11 avril 1974
	25 juillet 1974	4 septembre 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Services de santé	29 mars 1974	2 août 1974
Services de surveillance	4 novembre 1974	25 décembre 1974
Soins de santé	25 septembre 1974	26 octobre 1974
Sylviculture	25 septembre 1974	22 novembre 1974
Tabac	4 octobre 1974	28 novembre 1974
Textile et tricoterie	25 mars 1974	1er mai 1974
Transport de choses	4 juin 1974	26 juin 1974
Travaux techniques agricoles et horticoles	25 septembre 1974	1er novembre 1974

FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des Commissions paritaires, instituant des fonds de sécurité d'existence, des fonds de compensation, des fonds sociaux et de garanties et fixant ou modifiant leurs statuts.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Alimentaire (commerce)	7 février 1974	23 février 1974
	12 novembre 1974	19 décembre 1974
Alimentaire (industrie) — glucoseries	25 septembre 1974	13 novembre 1974
	4 octobre 1974	26 novembre 1974
Ameublement et industrie transformatrice du bois	17 décembre 1973	29 janvier 1974
Batellerie	4 janvier 1974	30 janvier 1974
	1er avril 1974	27 avril 1974
	5 septembre 1974	17 octobre 1974
Blanchisserie et entreprises de teinturerie et dégraissage	14 mars 1974	26 mars 1974
	25 mars 1974	4 mai 1974
Bois (commerce)	4 décembre 1973	5 janvier 1974
	5 décembre 1973	15 janvier 1974
Carrières	17 décembre 1973	13 février 1974
Chimie	4 décembre 1973	10 janvier 1974
Cimenteries	4 novembre 1974	21 décembre 1974
Combustibles (commerce)	8 novembre 1973	22 janvier 1974
	25 janvier 1974	16 février 1974
	4 octobre 1974	13 novembre 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Construction	27 février 1974	24 avril 1974
	7 mai 1974	5 septembre 1974
	24 juin 1974	6 septembre 1974
	1er juillet 1974	1er novembre 1974
	25 septembre 1974	20 novembre 1974
Construction métallique, mécanique et électrique	18 février 1974	10 avril 1974
— carrosseries	18 janvier 1974	14 février 1974
— électriciens	18 janvier 1974	16 février 1974
— métaux précieux	18 janvier 1974	14 février 1974
Déménagements, garde-meubles	22 novembre 1973	9 janvier 1974
Diamants	8 juillet 1974	8 août 1974
Garages	18 janvier 1974	8 février 1974
Grands magasins	13 décembre 1973	25 janvier 1974
	24 juin 1974	3 juillet 1974
Habillement et confection	15 juillet 1974	27 août 1974
Imprimeries	11 juin 1974	11 juillet 1974
	8 juillet 1974	18 juillet 1974
Lin (préparation du)	24 juin 1974	18 juillet 1974
Navires (réparation)	5 décembre 1973	24 janvier 1974
	18 janvier 1974	7 février 1974
	4 octobre 1974	4 décembre 1974
Nettoyage et désinfection (entreprises)	20 juin 1974	13 juillet 1974
	5 septembre 1974	19 octobre 1974
	16 octobre 1974	7 décembre 1974
Port (Anvers)	1er février 1974	28 février 1974
	14 mai 1974	19 juin 1974
Port (Ostende-Nieuport)	25 janvier 1974	14 février 1974
	5 septembre 1974	25 octobre 1974
Port (Zeebruges)	15 octobre 1973	9 janvier 1974
	20 février 1974	7 mai 1974
	29 mars 1974	12 avril 1974
	20 septembre 1974	13 décembre 1974
	20 septembre 1974	26 octobre 1974
Services de garde et de surveillance	16 octobre 1974	6 novembre 1974
Tabac	1er juillet 1974	15 novembre 1974
Textile et bonneterie	24 juin 1974	6 août 1974
Textile (Verviers)	24 avril 1974	17 mai 1974
	14 mai 1974	9 août 1974
	28 mai 1974	28 juin 1974
	24 juin 1974	8 novembre 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Textiles (Verviers) (suite)	19 août 1974	8 novembre 1974
	11 octobre 1974	8 novembre 1974
	4 novembre 1974	27 novembre 1974
Transport	5 décembre 1973	15 janvier1974
	20 février 1974	18 avril 1974
	26 février 1974	30 avril 1974
	12 août 1974	15 octobre 1974

FORMATION SOCIALE - FORMATION SYNDICALE

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des Commissions paritaires en matière de perfectionnement des connaissances sociales économiques et techniques des ouvriers ou de leurs représentants, et de la formation syndicale.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Alimentaire (commerce)	4 juin 1974	7 août 1974
— boulangeries et pâtisseries	9 avril 1974	31 mai 1974
Alimentaire (industrie)	18 octobre 1973	10 janvier 1974
Ameublement et industrie transformatrice du bois	11 juin 1974	14 décembre 1974
Assurances	18 janvier 1974	6 mars 1974
Banques	26 août 1974	17 septembre 1974
	20 septembre 1974	9 octobre 1974
Carrières de gravier et sablières	18 janvier 1974	9 février 1974
	5 février 1974	28 février 1974
Cimenterie	5 décembre 1973	18 janvier 1974
Construction métallique, mécanique et électrique	18 janvier 1974	8 mars 1974
— horlogerie, bijouterie	22 novembre 1973	9 janvier 1974
	4 octobre 1974	30 novembre 1974
— installations électriques, etc...	18 janvier 1974	22 février 1974
Fourrure et peau en poil	1er juillet 1974	21 novembre 1974
Grands magasins	18 janvier 1974	28 février 1974
Hôtellerie	7 mai 1974	3 août 1974
Import, export, transit	4 novembre 1974	18 décembre 1974
Papier et carton	28 mai 1974	3 juillet 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Pétrole (employés)	1er août 1974	28 septembre 1974
Récupération des matières premières	20 septembre 1974	30 octobre 1974
Verrerie	28 novembre 1973	11 janvier 1974
	5 février 1974	4 mai 1974
	5 septembre 1974	19 novembre 1974

FRAIS DE TRANSPORT DES TRAVAILLEURS

L'arrêté royal du 26 septembre 1973 modifie l'arrêté royal du 16 septembre 1966, relatif à l'octroi, aux ouvriers migrants, d'une indemnité pour frais de voyage des membres de leur famille (« Moniteur belge » du 15 mai 1974).

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des commissions paritaires concernant l'intervention des employeurs dans les frais de transport des travailleurs.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Alimentaire (commerce)		
— boulangeries et pâtisseries	20 février 1974	10 avril 1974
Alimentaire (industrie)		
— boulangeries industrielles	24 juin 1974	6 novembre 1974
Banques	25 septembre 1974	9 novembre 1974
Briqueterie	5 septembre 1974	19 octobre 1974
Carrières	4 novembre 1974	12 décembre 1974
Coiffures et soins de beauté	5 septembre 1974	18 octobre 1974
Construction métallique, mécanique et électrique	18 janvier 1974	8 mars 1974
— carrosseries	22 novembre 1973	11 janvier 1974
	4 octobre 1974	29 novembre 1974
— entreprises commerciales	7 octobre 1974	7 décembre 1974
— horlogerie, bijouterie	7 octobre 1974	30 novembre 1974
— installations électriques, etc...	12 novembre 1974	4 décembre 1974
Coiffures pour dames	17 décembre 1973	13 février 1974
Employés	14 mars 1974	1er mai 1974
Entreprises de denrées alimentaires	25 janvier 1974	1er mars 1974
Fourrure et peau en poil	4 juin 1974	16 juillet 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Garages	29 mars 1974	10 mai 1974
	4 octobre 1974	17 décembre 1974
Import, export, transit	4 novembre 1974	31 décembre 1974
Imprimerie	22 mars 1974	10 mai 1974
Papier et carton	19 juillet 1974	7 septembre 1974
Pharmacies	18 janvier 1974	16 février 1974
Récupération des matières premières	18 janvier 1974	16 février 1974
	1er février 1974	12 mars 1974
Tabac	7 mai 1974	27 juillet 1974
	14 mai 1974	6 août 1974
Transport		
— entreprises de camionnettes	12 août 1974	16 octobre 1974
— entreprises de taxi	12 août 1974	16 octobre 1974

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté royal du 20 février 1974 modifie l'arrêté royal du 16 février 1970, portant création d'un Conseil national consultatif et de Comités provinciaux pour la promotion du travail (« Moniteur belge » du 9 avril 1974).

L'arrêté royal du 23 juillet 1969, portant création d'un Service des relations collectives de travail et fixant le statut du personnel de ce service, a été complété par l'arrêté royal du 19 août 1974 (« Moniteur belge » du 29 octobre 1974).

L'arrêté royal du 2 décembre 1974 crée une Commission du Travail des femmes (« Moniteur belge » du 12 décembre 1974).

La convention collective de travail, conclue le 9 mars 1972, au sein du Conseil national du travail, coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail, relatifs aux conseils d'entreprises, conclus au sein du Conseil national du travail, est modifié par la convention collective de travail du 25 juillet 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 5 septembre 1974 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1974).

L'arrêté royal du 1er août 1974 fixe les délais de préavis dans les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'armurerie à la main (« Moniteur belge » du 26 septembre 1974).

L'arrêté royal du 20 septembre 1974 fixe les délais de préavis dans les secteurs horlogerie, bijouterie, orfèvrerie et joaillerie, ainsi que dans les entreprises de commerce des secteurs précités relevant de

la Commission paritaire nationale des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique (« Moniteur belge » du 24 octobre 1974).

L'arrêté royal du 25 mars 1974 désigne les fonctionnaires et agents, chargés de surveiller l'application de la loi du 4 janvier 1974, relative aux jours fériés et de ses arrêtés d'exécution (« Moniteur belge » du 7 mai 1974).

L'arrêté royal du 18 avril 1974, autorisant les jours fériés, les travaux effectués en exécution d'un contrat de travail domestique a été publié au « Moniteur belge » du 24 avril 1974.

L'arrêté royal du 11 juin 1974 fixant en ce qui concerne certains ouvriers ressortissant à la Commission paritaire nationale du transport, occupés au travail les dimanches et jours fériés, un régime dérogatoire en matière de repos compensatoire a été publié au « Moniteur belge » du 7 août 1974.

L'arrêté royal du 31 janvier 1974 généralise le port du vêtement de travail et modifie le titre II, chapitres II et III, du règlement général pour la protection du travail (« Moniteur belge » du 12 février 1974).

L'arrêté ministériel du 18 février 1974 fixe les modalités d'autorisation de mise en œuvre de certaines substances et préparations dangereuses, ainsi que les modalités d'agréation des chimistes qualifiés et de leurs adjoints en exécution de l'article 723bis, 20, du règlement général pour la protection du travail (« Moniteur belge » du 22 février 1974).

Un arrêté ministériel du 5 mars 1974 fixe les conditions auxquelles doivent répondre les camions-dispensaires visés à l'article 120, 2°, b, du règlement général pour la protection du travail (« Moniteur belge » du 9 mars 1974).

Le règlement général pour la protection du travail est modifié par l'arrêté royal du 14 mars 1974 (« Moniteur belge » du 30 mars 1974).

L'arrêté royal du 24 juin 1974 rend obligatoire la convention collective de travail du 21 décembre 1973, conclue au sein de la Commission paritaire nationale du transport concernant l'octroi et l'entretien d'un vêtement de travail aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de déménagement (« Moniteur belge » du 30 juillet 1974).

L'arrêté royal du 24 juin 1974 rend obligatoire la convention collective de travail du 11 septembre 1973, conclue au sein de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles, octroyant un vêtement de travail dans la fructiculture (« Moniteur belge » du 12 juillet 1974).

Est rendue obligatoire par l'arrêté royal du 4 novembre 1974, la convention collective de travail du 10 avril 1974, conclue au sein de la Commission paritaire pour les services de garde, concernant l'octroi d'un équipement de travail (« Moniteur belge » du 25 décembre 1974).

L'arrêté ministériel du 20 mars 1974 autorisant de déroger aux prescriptions de l'article 272 c, a, 3° du règlement général pour la protection du travail, relatif aux appareils de levage a été publié au « Moniteur belge » du 4 mai 1974.

L'arrêté ministériel du 9 avril 1974 modifiant l'arrêté ministériel du 11 septembre 1961, fixant les conditions d'agréation des appareils respiratoires dont l'emploi est prescrit par le règlement général pour la protection du travail, modifié par les arrêtés ministériels des 20 juin 1963, 28 juillet 1963, 13 février 1964 et 4 mars 1966, a été publié au « Moniteur belge » du 23 mai 1974.

Le « Moniteur belge » du 8 mai 1974 publie l'arrêté royal du 10 avril 1974 étendant la surveillance médicale des travailleurs, confiée aux services médicaux du travail et modifiant les titres II et V du règlement général pour la protection du travail.

L'arrêté royal du 22 avril 1974 concerne l'établissement de redevances pour l'application des réglementations concernant la protection du travail, les machines dangereuses et les radiations ionisantes et modifie le règlement général pour la protection du travail (« Moniteur belge » du 10 mai 1974).

L'arrêté ministériel du 2 septembre 1974 autorise les employeurs à mettre en œuvre de l'hydrogène en solution, pour la protection des circuits eau-vapeur (« Moniteur belge » du 7 septembre 1974).

L'arrêté ministériel du 2 septembre 1974 autorise les employeurs à mettre en œuvre certaines substances et préparations dangereuses, au cours des travaux d'analyse et de recherche confiés à leur laboratoire (« Moniteur belge » du 7 septembre 1974).

L'arrêté royal du 20 septembre 1974 modifie les articles 52 et 655 du règlement général pour la protection du travail (« Moniteur belge » du 19 octobre 1974).

L'arrêté royal du 25 septembre 1974 rend obligatoire la convention collective du travail du 26 juin 1974, conclue au sein du Comité paritaire de l'industrie des tabacs, concernant les vêtements de travail dans les entreprises du secteur tabac à fumer, à mâcher et à priser (« Moniteur belge » du 29 octobre 1974).

L'arrêté royal du 4 octobre 1974 rend obligatoire la convention collective de travail du 4 décembre 1973 conclue au sein de la Commission paritaire nationale pour les entreprises forestières, octroyant deux vêtements de travail par an (« Moniteur belge » du 26 novembre 1974).

PRIMES DE TRAVAIL

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des commissions paritaires concernant la fixation et l'attribution des primes pour le travail d'équipe et de nuit et des primes sociales.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Alimentaire (industrie)		
— abattoirs	1er août 1974	25 octobre1974
— amidonnerie	7 mai 1974	28 août 1974
— biscuiteries, biscotteries	22 avril 1974	15 juin 1974
— boyauderies	1er août 1974	25 octobre 1974
— calibrage et collage de boyaux	12 août 1974	25 octobre 1974
— candiseries	25 avril 1974	18 juin 1974
	12 août 1974	12 octobre 1974
— chocolateries, confiseries	25 avril 1974	19 juin 1974
— condiments	24 avril 1974	13 juin 1974
— crème glacée	25 avril 1974	18 juin 1974
— fabrication d'aliments de régime	26 août 1974	6 novembre 1974
— huileries et margarineries	25 avril 1974	20 juin 1974
— industrie de la boisson	24 avril 1974	13 juin 1974
— industrie des fruits	12 août 1974	17 octobre 1974
— industrie des légumes	22 avril 1974	5 juin 1974
	22 avril 1974	15 juin 1974
	7 mai 1974	9 août 1974
— industrie des spécialités alimentaires	12 août 1974	6 novembre 1974
— industrie du froid	25 avril 1974	19 juin 1974
— industrie du poisson	22 avril 1974	13 juillet 1974
— levureries et distilleries	14 mai 1974	28 août 1974
— torréfaction de café	22 avril 1974	22 mai 1974
Combustibles (commerce)	4 octobre 1974	19 novembre 1974
Construction métallique, mécanique et électrique		
— horlogerie, bijouterie	22 avril 1974	11 juillet 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Horticoles (entreprises)		
— entretien des parcs et des jardins	12 août 1974	24 octobre 1974
— floriculture	11 juin 1974	12 juillet 1974
— fructiculture	12 août 1974	24 octobre 1974
Pêche maritime	24 juin 1974	5 novembre 1974
Tabac	1er juillet 1974	31 octobre 1974
	20 septembre 1974	12 octobre 1974
	4 octobre 1974	6 novembre 1974
	4 octobre 1974	21 novembre 1974

SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT DE TRAVAIL POUR CAUSES ÉCONOMIQUES

Les arrêtés royaux suivants fixent les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Blanchisseries, auto-lavoirs	4 juin 1974	9 juillet 1974
Habillement et confection	1er août 1974	27 septembre 1974
Lin (préparation du)	26 août 1974	6 septembre 1974
Maîtres tailleurs et tailleuses	11 juin 1974	2 juillet 1974
Nettoyage chimique et et repassage de vêtements	4 juin 1974	25 juin 1974

VACANCES ANNUELLES

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des commissions paritaires nationales concernant les vacances annuelles et le pécule de vacances.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Agriculture	5 décembre 1973	15 janvier 1974
Alimentaire (commerce)	22 novembre 1973	23 janvier 1974
	28 mai 1974	11 juillet 1974
— boulangeries et pâtisseries artisanales	18 octobre 1973	15 janvier 1974
	20 février 1974	26 avril 1974
	20 février 1974	11 juillet 1974
Alimentaire (industrie)	25 janvier 1974	5 avril 1974
	12 août 1974	16 octobre 1974
	4 juin 1974	27 juillet 1974

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au «Moniteur belge»*
Ameublement et industrie transformatrice du bois	25 janvier 1974	15 mars 1974
Banques	25 septembre 1974	31 octobre 1974
Carrières	25 janvier 1974	22 février 1974
	25 janvier 1974	27 février 1974
	1er février 1974	12 mars 1974
Céramique	11 juin 1974	1er août 1974
Cimenterie	14 septembre 1974	8 janvier 1974
	4 octobre 1974	24 décembre 1974
	4 novembre 1974	14 décembre 1974
Cinéma	24 juin 1974	7 août 1974
Chimie	25 septembre 1974	17 décembre 1974
Coiffures et soins de beauté	4 octobre 1974	6 décembre 1974
Combustibles (commerce)	1er avril 1974	6 juin 1974
Commerce de détail indépendant	18 janvier 1974	7 mars 1974
	25 janvier 1974	16 février 1974
Construction métallique, mécanique et électrique		
— carrosseries	4 octobre 1974	29 novembre 1974
— entreprises commerciales	18 janvier 1974	22 février 1974
— horlogerie, bijouterie	7 octobre 1974	30 novembre 1974
— installations électriques, etc...	16 octobre 1974	3 décembre 1974
Coutures pour dames	5 décembre 1973	25 janvier 1974
	12 août 1974	18 octobre 1974
Garages	7 octobre 1974	6 décembre 1974
Grands magasins	20 septembre 1974	13 novembre 1974
Habillement et confection	14 mars 1974	11 mai 1974
Horticoles (entreprises)	24 juin 1974	12 jullet 1974
Nettoyage et désinfection	12 août 1974	31 octobre 1974
Pharmacies	4 octobre 1974	15 novembre 1974
Récupération des matières premières	25 juillet 1974	7 novembre 1974
Services de santé	11 octobre 1974	8 novembre 1974
Textile (Verviers)	4 octobre 1974	27 novembre 1974
Transport		
— autobus (public)	4 octobre 1974	14 novembre 1974
— autobus (spécial)	4 octobre 1974	14 novembre 1974
— autocars	7 février 1974	1er mai 1974
— déménagements	4 octobre 1974	20 novembre 1974
Verrerie	5 décembre 1973	26 janvier 1974

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE. Pages

Superficies cultivées. Superficies totales recensées 59
Céréales. Superficies totales recensées 59
Plantes industrielles. Superficies totales recensées 60
Plantes racines et tuberculifères. Superficies totales recensées 60
Cultures fruitières. Superficies totales recensées 61
Cultures maraîchères. Superficies totales recensées 61
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 62
Production agricole 62
Institut National de Crédit Agricole. Opération ordinaires 63
Cheptel 63
Production nette de viande indigène 63
Consommation de viande 64
Solde d'importations et d'exportations de viande 64
Beurre 64
Importations et exportations de produits agricoles 65
Importations et exportations de produits horticoles 66

ASSURANCES.

Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 331
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 331
Opérations de capitalisation 332
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 332
Prêts hypothécaires 333
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 333
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 334
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Valeurs représentatives des réserves techniques 335
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de transport de choses pour compte propre et des voitures 335

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 503
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 503
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 504
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 505

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible ;
— Nul ou négligeable ;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 438
Exportations par secteur industriel 442-443
Exportations par catégorie de produits. En millions de francs 444
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent . 445
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1974 . 446-447
Différence des exportations de 1974 par rapport à 1973 448
Différence des importations de 1974 par rapport à 1973 449
Importations par secteur industriel 450-451
Importations par catégorie de produits. En millions de francs 452
Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent . 453
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1974 . . 454-455
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . . 456
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International 459
Solde d'importations et d'exportations de viande 64
Beurre (importations) 64
Importations et exportations de produits agricoles 65
Importations et exportations de produits horticoles 66
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 67
Bilan tous gaz 103
Commerce extérieur de l'U.E.B.L. relatif aux principales formes d'énergie . . . 110-111
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 130
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 131
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 132
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur. . . 140-141-144
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . 142-143-145
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 146
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 150
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 151
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 152
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 158
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 159
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 160-161
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 162-163
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 169
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 170
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 179
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 180
Commerce extérieur de l'industrie du papier 185
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 187
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 189
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 190
Importations et exportations de diamants 191
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur. 503
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur . . . 503
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 504

Pages

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 505
Exportations par pays de destination 460
Importations par pays de provenance 461
Importations, exportations et balance commerciale apparente par région . . . 462
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 464
Soldes de la balance commerciale par région 465
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1973 et 1974 . . 470-471-472

COMPTABILITÉ NATIONALE.

Produit national brut aux prix du marché. Quelques pays X

CONSOMMATION.

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 194
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles . . . 404
Ventes à la consommation en 1974 405
Ventes à la consommation en 1974. Produits alimentaires 405
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 406
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés 407
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus . . . 407
Prêts personnels. Crédits accordés par semestre 408
Prêts personnels financés par les banques, organismes de financements et particuliers. Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre 408
Tableau comparatif des résultats des enquêtes sur les budgets des ménages de 1961 et de 1973-1974 409
Déclaration à la taxe sur la valeur ajoutée. Accroissement du montant des opérations par rapport à la même période de l'année précédente 409

DISTRIBUTION.

Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 219
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique . . 220
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 221
Déclarations de faillite et demandes de concordats judiciaires 221
Ventes à la consommation 222
Evolution des magasins en libre service au 1er janvier 222
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 223

EAU.

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 194
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine 195

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique 28
Population active. Répartition par branche d'activité 29
Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin 30
Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 31
Répartition des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1973 en fonction de l'importance des établissements 32

Pages

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1973 33
Bilans de main-d'œuvre et coefficients d'emploi par province, par arrondissement et par région linguistique en 1961 et 1970 34-35
Migrants alternants entrants de l'agglomération bruxelloise selon leur arrondissement, province et région linguistique de résidence habituelle en 1961 et 1970 36-37
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 38
Evolution du chômage 39
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 39-40
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes 41-42
Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1974 43
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges, durée et région linguistique 44-45

FINANCES DE L'ÉTAT.

La situation de caisse du Trésor 256
Exécution des budgets de 1965 à 1974 257
Recettes budgétaires ordinaires 258-259
Dépenses budgétaires par budget 260
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses 261
Dette publique. Situation à fin d'année 262
Evolution de la dette publique 263

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés 273
Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 274
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales 274
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 276-277
Répartition des finances provinciales par chapitre administratif. Service ordinaire 275
Aperçu général des finances communales. Service ordinaire 280
Répartition des finances communales par province. Service ordinaire 278-279
Finances communales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Participation dans le fonds des communes et impositions générales. 280

INDUSTRIE.

Indices bruts de la production industrielle 75
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 76-77-78
Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels 82-83-84-85
Main-d'œuvre dans les mines de houille 95
Rendement dans les mines de houille 95
Balance charbonnière 96
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1972 à 1974 . . . 99
Balance du coke 100
Energie électrique disponible 101
Bilans tous gaz 103
Transport et distribution du gaz par canalisation 105
Production et consommation de produits pétroliers 107
Commerce extérieur de l'U.E.B.L. relatif aux principales formes d'énergie . . . 110-111
Consommation apparente brute d'énergie primaire 112

Pages

Bilan résumé par forme d'énergie 115
Bilan global de l'énergie 116-117
Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde 127
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée 128
Production de fonte brute dans les pays de la C.E.E. 129
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 130
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 131
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 132
Production de métaux non ferreux 133
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions 135
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 137
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 138
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 139
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur . . . 140-141-144
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . 142-143-145
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 146
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique 149
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 150
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 151
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 152
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 156
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 158
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 159
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 160-161
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 162-163
Stocks de tissus 164
Production d'articles de bonneterie 164
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 167
Activité des laiteries et fromageries 168
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 169
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 170
Production de ciment 176
Production de l'industrie de la terre cuite 177
Production de chaux, calcaire et dérivés 177
Production de l'industrie céramique 178
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 179
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 180
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 184
Commerce extérieur de l'industrie du papier 185
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 186
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 187
Industries du bois et des produits connexes 188
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 189
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 190
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 191
Importations et exportations de diamants 191
Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 194
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine 195

Pages

INVESTISSEMENTS

Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1974 391
Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 392
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 393
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus. 394
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance . . . 395
Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières. 395
Investissements dans l'ensemble de l'économie 396-397

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices corrigés de la production industrielle 495
Production sidérurgique 496
Production agricole 497
Indice pondéré des prix à la consommation. 497

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire 290
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 292
Situation globale des banques. 293
Bilans intégrés des organismes monétaires 294-295
Origines des variations du stock monétaire 296-297
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires. 298
Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt. . . 299
Réescompte du portefeuille commercial par les banques de dépôt 300
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières. 301
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyennes journalières 302
Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particulier et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique 303
Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique 304
Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire 304
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges 309
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés belges 310-311
Principales émissions du secteur public en francs belges 312
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations du marché au comptant 313
Taux de rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles 316
Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public. Emprunts en francs belges 317-318
Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes 319
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires 320
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements . . . 320
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 321
Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Répartition par secteurs économiques 324
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 325

Pages

PAYS-BAS.

Formation et utilisation du produit national 498
Nombre de chômeurs 498
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie 499
Indices de la production par industrie 499
Commerce extérieur 500
Valeur des importations par pays de provenance 501
Valeur des exportations par pays de destination 501
Réserves de change 502
Salaires et prix 502
Consommation des particuliers 502
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 503
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 503
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 504
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 505

PÊCHE.

Arrivages de poissons. Quantité 67
Arrivages de poissons. Valeur 67
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 67

POPULATION.

Mouvement de la population en 1974 8-9
Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 10
Taux de natalité dans quelques pays 11

PRIX.

Indices des prix de gros 344
Indices particuliers des prix de gros 347
Evolution des prix par catégorie 349
Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix 350
Indices des prix à la consommation 350
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays. . . . 351

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

PRODUIT NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

RÉGIONS (Evolution économique).

Croissance réelle annuelle moyenne du produit régional intérieur brut et de ses composantes principales 422
Coefficients de spécialisation estimés à l'aide des valeurs ajoutées par branche et par région 424
Coefficients de spécialisation estimés à l'aide des investissements ayant bénéficié des lois d'expansion économique 425
Répartition par taux de croissance des valeurs ajoutés par branche et par région 426

REMUNÉRATIONS.

Indices des salaires conventionnels 356
Indices des salaires 357

Pages

Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête octobre 1974 358
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale 360
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale 360

REVENU NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Rendement des sociétés par actions belges. Exploitant en Belgique, et à l'étranger 363
Rendement des sociétés par actions belges d'après le lieu de leur exploitation 364-365
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 366-367
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net. Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique 368-369
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1972 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique 370
Evolution des résultats des entreprises en 1974 372

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 228
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1974 229
Répartition des nuitées par saison 229
Nombre des nuitées de camping par pays de provenance 230
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 231
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 231
Etablissements de vacances populaires 232

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 202
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 202
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 203
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 203
Parc de véhicules routiers 205
Transports fluviaux. Marchandises transportées. 205
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises . 206
Transports fluviaux. Trafic par bassin 206
Composition de la flotte fluviale belge 207
Marine marchande belge 208
Situation de la marine marchande belge 208
Port d'Anvers. Navigation maritime 209
Port de Gand. Navigation maritime 210
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime 211
Trafic commercial des aérodromes belges 212
Trafic de la SABENA 213

LISTE DES GRAPHIQUES[1]

COMMERCE EXTÉRIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur . 439-440
Structure des importations et des exportations en 1964 et 1974 441
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices du volume 457-458
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par groupe de pays 463
Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique 466

COMPTABILITÉ NATIONALE.

Affectation du produit national brut XV
Croissance du produit régional intérieur brut 423

DISTRIBUTION.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1974 d'après leur destination 223
Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 224

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 46
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 47

FINANCES DE L'ÉTAT.

Dette publique 262

INDUSTRIE.

Evolution de la production industrielle de 1964 à 1974 79
Evolution de la production industrielle par catégorie de bien 80
Evolution de la production industrielle par région linguistique 81
Balance charbonnière 97
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure . . . 98
Coke de four 100
Consommation d'électricité 102
Gaz disponibles 104
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie . . . 106
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 108
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 109
Consommation apparente d'énergie primaire 113
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 114
Quelques éléments de l'économie sidérurgique 129

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Industrie des métaux non ferreux. Production et emploi 133
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts 134
Industrie des fabrications métalliques. Production, commandes, livraisons totales et emploi 136
Industrie chimique et industrie du caoutchouc. Production et emploi 149
Industrie textile. Production et emploi 157
Industrie de la construction et des minéraux non métalliques. Production et emploi 176
Matériaux de construction. Production 178
Industrie du papier et du carton. Production, transformation et emploi 184
Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles. Production et emploi 186

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 398
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique . . 399

MONNAIE ET CRÉDIT.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1974 d'après leur destination 223
Evolution des cours moyens de quelques unités monétaires à la Bourse de Bruxelles 291
Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque 302
Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation 305
Bourse de Bruxelles. Activité 312
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers 314-315
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne . . . 322
Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse 323

PRIX.

Indices des prix de gros 345
Indices des prix de gros des produits industriels 345
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes 346
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes 346
Evolution de l'indice de quelques prix de gros en 1973 et 1974 349
Indices des prix à la consommation 351

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement . . . 371

SALAIRES.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries 359

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 204
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 204
Trafic maritime au port d'Anvers 209
Trafic maritime au port de Gand 210

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.E.T.R.	Accord Européen des Transports internationaux par Route.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.I.E.	Agence Internationale de l'Energie.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.A.R.	Centre automobile de Réparation.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique cf. (EURATOM)
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.I.S.C.	Domestic International Sales Corporation.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
ESTAF	Etats partenaires de l'Est Africain.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
FEBELTEX	Fédération belge des Industries textiles.
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.E.A.	Institut Economique Agricole.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.

I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Rechercle Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
L.A.SH.	« Lighter Aboard Ship »
MW	Megawat.
N.A.C.E.	Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés Européennes.
N.A.M.	" Nederlandse Aardgas Maatschappij "
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.B.E.A.	Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.P.E.P.	Organisation des Pays exportateurs de Pétrole.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.N.B.	Produit National Brute.
P.T.O.M.	Pays et Territoire d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie.
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
t.e.p.	tonnes équivalent de pétrole.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.P.E.A.	Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	" Vennootschap ter bevordering van de economische expansie "

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVERTISSEMENT VII

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES IX

PREMIÈRE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHOMAGE 13

SECTION I. — EMPLOI 13

§ 1. — *Généralités* 13

§ 2. — *Bilans de main-d'œuvre et mouvement des migrants alternants* 16

1. — Bilans de main-d'œuvre 16

2. — Mouvement des migrants alternants 19

SECTION II. — CHÔMAGE 23

DEUXIÈME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PÊCHE MARITIME 51

SECTION I. — AGRICULTURE 51

§ 1. — *Etat des cultures* 51

1. — Conditions atmosphériques 51

2. — Superficie cultivée 51

§ 2. — *Situation par secteur* 51

1. — Cultures 51

2. — Elevage 54

3. — Horticulture 55

§ 3. — *Economie agricole globale* 56

1. — Emploi 56

2. — Commerce extérieur 57

3. — Evolution des prix 57

4. — Evolution des revenus 58

SECTION II. — PÊCHE MARITIME 58

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 69

SECTION I. — APERÇU GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE 69

SECTION II. — EVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE 86

§ 1. — *Politique énergétique* 86

§ 2. — *Analyse de l'économie énergétique en* 1974 92

SECTION III. — EVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES 118

§ 1. — *Métallurgie* 118

1. — Sidérurgie 118

2. — Industrie des métaux non ferreux 120

3. — Industrie des fabrications métalliques 122

§ 2. — *Industrie chimique* 147

§ 3. — *Industrie textile* 153

§ 4. — *Industries alimentaires et fabrications connexes* 165

Pages

§ 5. — *Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes* 171
1. — Industrie de la construction 171
2. — Industries des matériaux de construction et secteurs connexes 173

§ 6. — *Industries diverses* 181
1. — Industrie du papier et du carton 181
2. — Industrie du cuir 181
3. — Industrie transformatrice du bois 182
4. — Industrie du tabac 183
5. — Industrie diamantaire 183

SECTION IV. — APPROVISIONNEMENT EN EAU 192
1. — Approvisionnement en eau potable 192
2. — Utilisation d'eau dans l'industrie 192

CHAPITRE III. — TRANSPORTS 197

CHAPITRE IV. — DISTRIBUTION 215

CHAPITRE V. — TOURISME 225

TROISIÈME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE 235

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 245

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT 245

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES 264

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CRÉDIT 281

SECTION I. — MARCHÉ MONÉTAIRE 281

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX 306

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 327

QUATRIÈME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 339

CHAPITRE II. — REVENUS 353

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL 353

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS 361

CINQUIÈME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 375

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MÉNAGES 401

SIXIÈME PARTIE : Aperçu de l'évolution économique des régions

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS 413

SECTION I. — GÉNÉRALITÉS 413

Pages

Section II. — Aperçu par région 417
§ 1. — *Aspects généraux* 417
§ 2. — *Flandre* 418
§ 3. — *Wallonie* 419
§ 4. — *Bruxelles* 420
§ 5. — *Conclusions* 421

SEPTIÈME PARTIE : Relations économiques extérieures

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 429

Section I. — Politique commerciale 429

Section II. — Evolution générale du commerce spécial 431
§ 1. — *Exportations* 432
1. — Répartition géographique 432
2. — Composition des exportations 433
§ 2. — *Importations* 435
1. — Répartition géographique 435
2. — Composition des importations 436
§ 3. — *Balance commerciale* 436

Section III. — Balance des paiements 467

CHAPITRE II. — COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE 473

Section I. — Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) 473

Section II. — Organisation de Coopération et de Développement Économique (O.C.D.E.) 475

Section III. — Communautés européennes 479
§ 1. — *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.) 479
1. — Marché intérieur 479
2. — Politique communes 482
3. — Politique du développement et de la coopération 487
4. — Relations extérieures 487
§ 2. — *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (C.E.C.A.) 489
§ 3. — *Communauté Européenne de l'Energie Atomique* (Euratom) 491

Section IV. — Union Economique Belgo-néerlando-Luxembourgeoise (BENELUX) 492
§ 1. — *Evolution de l'Union économique* 492
§ 2. — *Relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas* 493

HUITIÈME PARTIE : Répertoire des faits principaux

Répertoire des faits principaux 509
Liste des tableaux statistiques 609
Liste des graphiques 617
Liste des abréviations 619
Table des matières 621